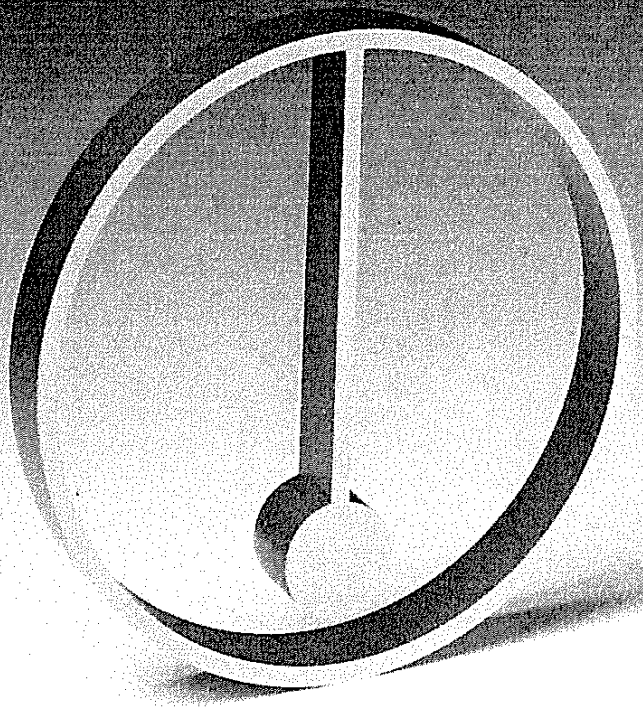
Bernard Schmitt

Inflation, chômage et malformations du capital

Préface de Henri Guitton

Ouvrage publié avec le concours
du Centre National de la Recherche Scientifique
et du Conseil de l'Université de Fribourg



ECONOMICA · CASTELLA

INFLATION, CHÔMAGE
ET
MALFORMATIONS DU CAPITAL

BERNARD SCHMITT

INFLATION, CHÔMAGE ET MALFORMATIONS DU CAPITAL

MACROÉCONOMIE QUANTIQUE

Préface de
Henri Guitton

Ouvrage honoré de subventions du
Centre National de la Recherche Scientifique
et du Conseil de l'Université de Fribourg.

CASTELLA · 1661 ALBEUVE · SUISSE
&
ECONOMICA · 49, rue Héricart, 75015 PARIS

Copyright 1984 by Bernard Schmitt, Segrois (FRANCE)

ISBN: Castella: 2–88087–011–9 ISBN: Economica: 2–7178–0720–9

A Fauvette

Je remercie vivement mes collaborateurs Jürg Frieden et Sergio Destefanis de l'Université de Fribourg; Alvaro Cencini, Jean-Jacques Friboulet, Claude Gnos, Frédéric Bonnemaison, Jean-Luc Bailly, Thierry Fournier, Hervé Carrat et Alain Jean du Centre d'Etudes Monétaires et Financières de l'Université de Dijon, et tout particulièrement Jean-Marie Dotal de l'Université de Besançon et José Cerqueira, brillant chercheur angolais.

PRÉFACE DE HENRI GUITTON

Je connais de longue date Bernard Schmitt. Il était le disciple du regretté Robert Gœtz. Lorsque celui-ci trouva la mort sur une route glissante, un certain lundi de Pâques, j'ai essayé de prendre sa place. C'est par le C.N.R.S. que nous nous sommes connus, alors qu'il soumettait ses travaux et ses futures publications à la Commission Economique. Plus tard il fit lui-même partie de cette Commission et j'écoutais avec attention les rapports qu'il faisait sur les travaux des autres. J'étais frappé par la rigueur de sa pensée. Je connaissais sa thèse de doctorat, et je suivais au long des années ses nombreux ouvrages successifs, d'une lecture difficile, qui déroutait les collègues anciens. Pour ma part, même si je ne comprends pas toujours son langage et ses développements, d'intuition je me sentais pénétré par son esprit. Il y a une part de mystère dans toute rencontre intellectuelle. J'ai respecté ce mystère, et voici qu'aujourd'hui le voile se lève. Ce qui était mal exprimable au début de nos relations s'éclaire d'une lumière nouvelle. Les premiers malaises se sont dissipés. Je découvre dans ses démonstrations les intuitions que j'avais du mal à formuler. Nous nous trouvons unis d'une manière singulière. Nous n'avons pas le même âge. Je pourrais être son père et je me sens rajeuni à son contact, alors cependant que j'ai cessé toute activité universitaire et que lui-même n'en a pas encore atteint le sommet. Un grand thème de recherche nous a plus précisément réunis : c'est celui du temps, capable de rénover toute l'économie. M'étant essayé à disserter sur ce temps économique et n'ayant fait

qu'ébaucher son analyse, j'étais heureux d'associer mon effort à celui d'un collègue plus jeune, et lui aussi tourmenté par le même problème. Nous avons eu l'idée d'écrire ensemble un même ouvrage, l'un apportant l'esprit d'une longue expérience pédagogique, trop tenté peut-être par le soubassement philosophique des choses, recherchant toujours leur expression la plus simple ou la plus claire, – l'autre beaucoup plus compétent sur la technique, sur les démonstrations, la logique des enchaînements, mais ne trouvant pas toujours spontanément la forme la mieux transmissible aux autres. Mais nous nous sommes aperçus qu'il était très difficile d'écrire à deux auteurs. Chacun a son style, son langage, ses préférences. Nous avons donc renoncé à ce projet trop ambitieux. Et voici que je me borne à une présentation d'ensemble. Ainsi par des voies différentes, nous nous trouvons en convergence. Le point où nous constatons notre accord est pour lui une montée dans une longue recherche qui se poursuit, et pour moi un aboutissement d'un long voyage, une sorte d'atterrissage.

Dieu sait si depuis longtemps, depuis toujours, on a parlé du temps ! On pourrait nous dire : comment pouvez-vous apporter du nouveau sur un problème si ancien ? Vous allez probablement recommencer autrement ce que tant d'autres ont répété. Le lecteur sera juge. Mais dès le départ nous devons nous justifier. C'est quant à moi la distinction du continu et du discontinu qui constituait le point de départ de mes réflexions. J'étais aidé dans cette tâche par les écrits des philosophes. Depuis Zénon d'Elée, ils ne cessent de se poser la question : le monde est-il continu ou discontinu ? Les Grecs avaient pensé que la physique était la science du discontinu ; l'atome, ce qui littéralement ne peut pas se couper, en était le symbole. Mais depuis Galilée le mouvement semblait impliquer la continuité : la vitesse et l'accélération étant l'expression du continu. Le fameux axiome Natura non facit saltus se dresse sans cesse devant notre esprit. Est-il vrai que la nature ne fasse jamais de sauts ? Louis de Broglie nous a bien fait comprendre comment deux courants de pensée dominaient la physique contemporaine. Cette physique paraît comme scindée en deux parties inspirées contrairement : la physique de la matière où l'idée de discontinu triomphait, la physique des radiations où régnait l'idée de continu. Mais on s'est

aperçu assez vite qu'il ne pouvait être question entre elles d'un simple parallélisme. Les deux physiques ne peuvent pas ne pas avoir une frontière commune, ne pas donner lieu à des échanges d'énergie entre rayonnement et matière. C'est sur cette frontière que s'introduisit vers 1900, et bientôt s'imposa, la notion de quantum. Grâce aux travaux de Planck, de Bohr, d'Einstein, cette notion se généralisa – on a parlé progressivement de quantum de matière, de quantum d'énergie, de quantum de lumière, de quantum d'action. L'idée de structure épaisse ou granulaire, des choses a pris corps. Et avec les travaux mathématiques et expérimentaux de L. de Broglie et de Schrodinger, le conflit entre la théorie corpusculaire et la théorie ondulatoire qui paraissait insoluble, a pris une nouvelle tournure. La théorie des ondes en s'approfondissant est devenue capable d'expliquer les phénomènes de quanta. Une sorte de synthèse s'est opérée entre les deux théories rivales; la mécanique classique s'est renouvelée. Il s'est créé une mécanique ondulatoire. Puisqu'on parle d'une physique quantique, on ne sera pas tellement étonné de voir apparaître une économie quantique. A vrai dire, derrière cette appellation, ce n'est pas ume imitation de la physique qui va être en cause. Le quantum économique dont il sera question est d'une autre nature que le quantum physique jusqu'alors en cours. Je me réfère ici à une réflexion d'Edouard Le Roy, qui date de 1929, l'année même où est né Bernard Schmitt. Je me permets ainsi une citation. « Les échanges énergétiques s'effectuent par petit paquets, par grains d'énergie, non pas en proportions quelconques, susceptibles de devenir aussi minimes que l'on veut : c'est l'idée-mère de la théorie des quanta aujourd'hui bien fondée. Toutefois, qui en douterait ? l'émission comme l'absorption d'un quantum doit prendre un certain temps, donc impliquer un certain processus, qui entraîne à son tour une certaine composition du quantum lui-même ; à moins d'admettre des « atomes de temps », hypothèse qu'il paraît vraiment dur d'accepter, supposition trop coûteuse, car elle désorganiserait nombre de chapitres dans la science. » [1] Cette hypothèse de l'atome de temps est à la base de ce qui nous semble une rénovation même de

[1] Edouard Le Roy, «Continu et discontinu dans la matière – Le problème du morcelage» in *Cahiers de la Nouvelle Journée 15,* (Bloud et Gay, 1929).

la science économique. Ce que la physique n'a pas osé mettre en œuvre, par peur de désorganiser nombre de chapitres dans la science, l'économie est en train de le faire, en étant cette fois en avance sur la science de la matière. Si elle y réussit, elle est en passe de mettre en péril la plupart des développements de notre enseignement jusqu'alors solidement constitués. Comme nous l'avons avancé, ce n'est plus l'opposition du continu et du discontinu qui va être retenue. C'est l'idée d'un temps fini, indivisible, insécable. C'est bien celle d'un atome de temps économique. C'est bien aussi celle d'une métamorphose de la science, pour emprunter l'expression du très beau livre de Prigogine.[2] Notons le sens qui est adopté ici; le temps quantique de Prigogine est celui du temps irréversible appelé quantique parce qu'il est imposé par le phénomène quantique en général, mais non pas spécifiquement par le quantum de temps, dont Prigogine ne parle pas.

J'ai été de ceux qui ont aidé à l'initiation de nos étudiants des anciennes Facultés de Droit au calcul différentiel et intégral. Je ne m'en repens certes pas. Cette gymnastique intellectuelle était très formatrice. Faute de la pratiquer, on ne pouvait pas comprendre beaucoup des développements sur la croissance et le calcul marginal des coûts et des recettes notamment. Mais je dois avouer qu'au fond de moi-même je ressentais une inquiétude. Je n'étais pas comme Samuelson fasciné par les mathématiques. Est-ce qu'en divisant le temps en parcelles de plus en plus petites, en poussant la division jusqu'à l'infiniment petit, on ne risque pas de faire disparaître le phénomène que l'on se propose d'expliquer? L'honnêteté scientifique n'impose-t-elle pas que l'on s'attache alors à bien comprendre ce qu'est ce quantum économique temporel? Je suis pour ma part conquis par la critique de la statique et de la dynamique: ces deux conceptions ayant servi de soubassement à toute notre formation. Comme l'avait soupçonné d'Alembert, il n'y a pas de différence fondamentale entre la statique et la dynamique, l'une pouvant se ramener à l'autre, quel que soit le sens de marche adopté, que l'on aille du statique au dynamique ou du dynamique au statique; cela

[2] Ilya Prigogine et Isabelle Stengers, *La nouvelle alliance,* (Bibliothèque des Sciences humaines, NRF, Editions Gallimard, 1980).

tient à ce que les grandeurs dont nous nous occupons ne sont pas posées dans un temps qui constituerait un environnement : on le croyait tout d'abord, et c'est pourquoi on leur a appliqué les enchaînements de la mécanique classique, qu'on les a rendues justiciables du calcul infinitésimal ou des équations aux différences finies. Si statique et dynamique sont de même nature, c'est parce que les grandeurs sont les mêmes qu'elles soient en repos ou en mouvement. Or, quand on va au fond des choses, on s'aperçoit que les grandeurs ne se déplacent pas dans le temps, en restant semblables à elles-mêmes, comme un objet sur une trajectoire. Bernard Schmitt dira des revenus qu'ils ne vieillissent pas : ils disparaissent sans avoir vieilli. Les grandeurs économiques ne sont ainsi ni statiques ni dynamiques ; elles sont quantiques. Je voudrais qu'on s'arrête avec patience à l'examen des figures où l'on fait la comparaison entre la mesure de la variable dans le cas d'un intervalle de temps indivisible et dans celui d'un intervalle divisible. Dans l'intervalle indivisible il n'y a qu'une valeur de la variable ; elle n'existe qu'en un seul exemplaire, elle est unique et non pas constante, pour tout « morceau » de temps. Dans l'intervalle divisible il y a autant de valeurs que de temps divisés par l'esprit, aussi petits qu'ils soient. C'est l'idée de fonction qui s'applique. En réalité la dépense n'est pas fonction d'autre chose, elle est une création, chaque création étant un quantum de temps. Contrairement à l'aphorisme de Leibniz : *natura non facit saltus*, on pourrait penser que la nature a bien l'air de faire des sauts en passant d'un morceau de temps à un autre. En vérité ce n'est pas un saut qui est effectué à la manière d'une puce, qui est la même après son saut. C'est une autre puce qui est apparue. Si on avait l'audace d'imiter Leibniz, il faudrait écrire, dans un latin peut-être douteux : *natura facit saltus creatores*. D'un temps à un autre temps, la nature procède à une création. Nous avons vécu jusqu'alors sur la seule distinction du temps continu et du temps discontinu. Le premier est ce que Bernard Schmitt appelle le continuum. Dans chaque portion du continuum, aussi petite qu'elle soit, le phénomène existe. C'est, pour emprunter le langage mathématique, le temps assimilé à l'ensemble des nombres réels. Le second apparaît quand on divise le continuum en intervalles discrets : il ne se passe rien dans les premiers intervalles, puis tout d'un coup le phénomène surgit dans un

certain intervalle, et il subsiste dans les intervalles suivants. Il semble que dans le temps continu le phénomène suit un parcours sans faille. Dans le temps discontinu, le parcours prend la forme d'un escalier, avec passage d'une marche à une autre. Un troisième temps est à considérer. C'est celui qui nous préoccupe, le temps quantique auquel nous ne sommes évidemment pas habitués et qui de prime abord va nous surprendre. Avant un certain temps t il ne s'est rien produit, et après ce temps il y a disparition du produit. L'image de la roue, aussi imparfaite qu'elle soit, nous aide à comprendre ce qui se passe. Tant que la fabrication d'une roue n'est pas achevée, elle n'existe pas. On peut être tenté de penser à une moitié de roue, une roue divisée par le nombre 2. En réalité il est certain que la moitié de roue n'est une demie roue que dans la roue entièrement achevée. Sinon l'expression n'a aucun sens. L'entier ne se divise pas tant qu'il n'existe pas. Le temps quantique peut alors être assimilé à l'ensemble des entiers naturels. Ainsi il est bien vrai de dire que le phénomène n'est pas posé dans le temps avec autant de valeurs qu'il y a de temps. Il est lui-même du temps incarné, du temps quantisé. Le saut a bien été créateur une fois la production achevée. Mais après la création, l'image de la roue n'est plus valable, car elle est physique et non pas économique. Il n'y a plus de production. Il n'y a pas pour les temps qui suivent conservation de ce qui a été créé comme dans le temps continu. La logique de l'esprit nous impose de concevoir une destruction simultanée. C'est le concept de création-destruction. La grave difficulté que nous avons dès lors à surmonter c'est la relation qui existe entre le temps quantique et le temps continu. L'analyse de la production nous y aide. Il faut toujours bien distinguer la transformation physique de la production économique. Ce qui est sûr c'est que nous vivons dans le continuum alors que la production quantise le temps. Au moment où le travail achève son action, la production se réalise tout d'un coup. Mais si elle est instantanée, ses effets utiles sont néanmoins étendus dans le continuum. Voilà qui paraît contradictoire, ou au moins mystérieux. Utilisons les notations habituelles. Appelons le premier temps t_o, et celui où la production s'achève t_n, t_i les instants précédant t_n et t_j les instants postérieurs. La production n'existe qu'en t_n. Elle ne se maintient pas par inertie dans le temps continu. La durée (t_o, t_n) est indivi-

sible, nous avons compris pourquoi. Si elle ne l'était pas, en appliquant le calcul par tranches découpées de plus en plus petites, jusqu'à devenir infiniment petites, on serait amené à une absurdité. Car de deux choses l'une : ou à chaque t la production est nulle et la somme infinie de données nulles serait nulle, ou elle n'est pas nulle et la somme infinie de données non nulles serait infinie. Ainsi la logique doit nous convaincre que la production n'est pas un flux au sens habituel du terme comme les apparences nous le feraient croire, que l'analyse soit continue ou discontinue. Si l'on veut conserver le nom de flux, on pourrait dire qu'elle est un flux non à sens unique, mais un flux bouclé en forme de circuit. Elle est un flux-reflux. En effet puisqu'il ne se passe plus rien après t_n, il faut qu'il y ait une destruction, en l'occurence une remontée instantanée du temps de l'achèvement au temps du commencement. Puisqu'il y a eu une entrée instantanée, l'équivalence nécessaire à tout ce qui est économique exige une sortie elle aussi instantanée. Un flux-reflux, un va-et-vient est l'expression d'une onde. La production est un phénomène ondulatoire en ce qu'elle change le temps continu en un tout indivisible. La mutation se fait dans les deux sens, de l'aller et du retour. Elle est pro-active et rétro-active. Mais en même temps la production est un phénomène corpusculaire. Si la production est quantique puisqu'elle est une création, l'objet qui s'élabore est bien de type matériel. La matière se transforme au fur et à mesure que le travail le modèle ; cette transformation, n'étant pas une création, se situe bien dans le monde de nos sens, c'est-à-dire dans le temps continu, à tous les instants qui composent la durée (t_o, t_n). Nous commençons ainsi à apercevoir la composition des contraires, dont nous ne cessons d'avoir la hantise, telle que la physique l'a réalisée. Puisque le produit est un quantum de temps, il est clair qu'il n'est pas une matière. Cependant le résultat de la production admet un lien étroit avec la matière. On peut dire que produire signifie couler une matière ou une énergie dans une forme-utilité préconçue, une sorte de moule, imaginé par l'homme ; cela fait que l'activité économique ne relève pas de la mécanique classique. La mécanique quantique permet de rendre compte de cette exigence. Dans le temps continu se situe la matière à transformer, puis la matière effectivement transformée. Un autre exemple de la composition des contraires est

l'association de la valeur-utilité et de la valeur d'échange. Nous avions jusqu'alors la tentation de dire : il faut opter, il faut choisir entre la conception d'une valeur-substance liée à la matière transformée par le travail et la conception d'une valeur d'usage de type subjectif dont l'utilité est l'expression. Au fond, l'une n'exclut pas l'autre. Le principe du tiers exclu ne s'applique pas. La valeur d'échange est la forme quantique d'une réalité unique dont le fond est une matière utile et même une matière dont l'utilité a été accrue par le travail dépensé. A cette première vision il faut joindre une autre analyse inséparable, celle qui concerne la dichotomie des grandeurs nominales et des grandeurs réelles. Dans la conception quantique, la dichotomie n'existe plus. Cela va aussi commencer à surprendre, à paraître même insoutenable, tellement l'opposition est ancrée dans nos esprits. C'est bien évidemment la monnaie qui entre en jeu. Nous avons tous été formés par l'étude des enchaînements économiques, abstration faite de la monnaie, et c'est le point de vue réel, le point de vue des choses. Après coup nous introduisons la monnaie et c'est le point de vue nominal. Dans cette façon de voir on ne s'étonne pas qu'il puisse y avoir disparité entre l'estimation réelle et l'estimation monétaire, puisque nous les avons rendues indépendantes l'une de l'autre et qu'elles peuvent avoir leur destinée propre. En vérité il n'y a pas émission monétaire autonome. C'est le concept et la nature de la monnaie qui sont en cause. On peut dire d'abord : la monnaie est une grandeur nominale, face à l'ensemble des biens dont elle ne fait pas partie, elle peut être dite exogène. Mais comment ne pas reconnaître aussi que la monnaie est un élément de l'ensemble des biens réels ? car elle aussi est produite. De nouveau, comme au regard de la valeur-substance et de la valeur d'usage, nous sommes en face d'une contradiction. Et une nouvelle fois, de la même manière, nous voyons que le principe du tiers exclu ne s'applique pas. On ne peut pas dire : si la monnaie est exogène elle ne peut pas être endogène, si elle est endogène elle ne peut pas être exogène. De nouveau il faut savoir composer les contraires. La monnaie est à la fois grandeur réelle endogène et grandeur nominale exogène. Déjà nous avons dit pour déclarer la production phénomène ondulatoire : on ne peut pas dissocier production et consommation, création et destruction simultanées de valeur.

Je ne peux pas nier que plusieurs d'entre nous auront quelque peine à lier ainsi dans une opération simultanée la production et la consommation. Les deux termes sont associés par notre formation première à l'achat et à la vente des produits. En un sens c'est bien ce qui arrive à un moment quelconque du temps continu où le produit a été déposé, même s'il est éloigné de t_n. Mais là n'est pas l'essentiel pour comprendre le rôle de la monnaie. Quand on dit et qu'on répète que la monnaie est un bien intermédiaire entre les produits vendus et les produits achetés, et qu'ainsi elle brise le troc, on ne s'aperçoit pas qu'elle est déjà intervenue dans une opération première, non encore révélée. Elle était déjà présente à la naissance du produit. Nous avons reconnu que la production était une projection à partir du temps initial, projection conçue dans l'esprit de l'homme qui la lançait dans le temps, une émission, fruit de l'imagination qui conduit à l'achèvement-création. Or nous devons comprendre que la monnaie doit être présente lors de cette émission. Si le terme d'émission est admis pour expliquer la formation de la monnaie, on ne sera pas étonné de voir s'unir l'émission réelle du sujet qui opère une projection et l'émission bancaire. La monnaie en vérité ne brise pas le troc, l'échange des produits, c'est la production elle-même qu'elle brise. Elle a pour effet de séparer les deux aspects opposés de l'acte de production, dont nous avons découvert la nature ondulatoire. S'il n'y avait pas la monnaie, la production serait immédiatement consommation. La monnaie opère la scission de la production-consommation, ou la création-destruction de valeur. La production est déjà un échange et sans doute pourrait-on dire que tout échange est une production. Mais il est nécessaire de distinguer l'échange monétaire absolu qui se constitue au niveau de la production et ne peut s'en séparer, et l'échange relatif qui s'opère entre un produit déjà formé et un autre produit. Dans celui-ci monnaie et biens réels se déplacent en sens inverse : il y a deux objets. Dans l'échange absolu ni la monnaie ni le produit ne se déplacent : il n'y a qu'un seul objet puisque le corps de la monnaie est défini par le produit réel, nouvelle manière d'exprimer la fin de la distinction du monétaire et du réel. Ricardo n'en avait-il pas eu le pressentiment quand il écrivait que le produit était « embodied », incorporé dans la monnaie ?

Si monnaie et production sont intimement associées, l'association concerne aussi salaires, monnaie et production. Les salaires sont payés en monnaie. Sans doute le travailleur isolé se paie lui-même et il obtient immédiatement son produit en nature. Le produit est consommé dès qu'il est formé. Par contre, dans le régime du salariat, il n'en est pas de même : le salaire ne peut être instantanément consommé. Il faudra pour cela une deuxième dépense. Aussi longtemps que la matière séjourne dans le moule monétaire, sa forme-utilité, comme dans un abri provisoire, la consommation est différée.

Mais il faut aussi comprendre comment se greffe sur ce problème celui de la mesure en science économique. Si le travail quantise le temps de production, il est une mesure uniquement physique. Le physique ne peut pas mesurer l'économique. Ni le travail, ni le temps ne peuvent mesurer le produit. Pour mesurer il faut pouvoir « nombrer », introduire des nombres qui n'ont pas de dimension. On comprend dès lors que seule la monnaie permet de « nombrer ». Si la science exige la mesure et le calcul, on comprend que, dès le départ, s'il n'y avait pas la monnaie, il n'y aurait pas de science économique. Le terme de numéraire prend ainsi toute sa valeur : le numéraire n'est pas la énième marchandise comme on l'a prétendu, l'étymologie lui donne sa véritable signification.

Le temps quantique permet d'éclairer d'une lumière nouvelle la notion même de profit, sur laquelle les auteurs classiques et néoclassiques avaient buté. Comment expliquer en effet que la production soit l'action du seul travail de l'homme, que le produit soit uniquement un salaire, et qu'il puisse exister une émission de revenus non salariaux, profits au sens large ? Nous ne serons pas étonnés : c'est l'analyse quantique qui lève le paradoxe. Un premier flux crée les salaires qui forment les revenus de la société tout entière et non seulement des travailleurs. Un deuxième flux, postérieur dans le temps continu, mais dont l'effet est rétroactif, est constitué par la dépense des salaires, flux qu'on pourrait appeler négatif si le premier est dénommé positif. Les deux flux contraires définissent l'opération unifiée de la production-consommation. Les salaires ainsi dépensés donnent naissance aux revenus non salariaux : intérêts, rentes, profits. La logique d'autrefois rendait le profit, regardé comme un

surplus, ou comme incapable d'exister, encombrant et inexplicable. Nos ancêtres étaient gênés à son égard. Ce n'est plus le cas avec l'analyse quantique qui prouve son existence comme partie du produit. L'esprit ne se sent-il pas libéré ? Il ne risque plus de capituler. La dépense des salaires apporte aux travailleurs une partie seulement du produit national. L'analyse montre que la part des revenus non salariaux, apparemment prélevée dans le temps chronologique après l'émission des salaires, est en réalité, par l'effet de la contraction du flux et du reflux (formation et destruction des revenus) en une seule opération, formée dans l'émission des salaires.

Le capital lui-même a toujours été difficile à comprendre et à définir. On a bien vu, dès l'origine, qu'il était à la fois un instrument, une matière, et un fonds, une créance. Il ne s'agit pas tellement de choisir entre ces deux conceptions. Mais là encore l'analyse quantique ouvre la voie. La monnaie lancée dans les salaires est à la fois matérielle et bancaire. Les salaires, entre l'instant de leur création et celui chronologiquement postérieur de leur dépense, sont pour ainsi dire en attente, et définissent donc un capital. Au fond le capital réel et le capital financier sont une même réalité. Nous retrouvons le même processus de pensée. On se représentait autrefois le capital comme la valeur actualisée des flux de revenus dans le temps à venir. La comparaison hydraulique était commode. Le capital était l'accumulation d'un fluide : un stock et non pas un flux. Voici qu'un retournement s'annonce. Nous l'avons déjà compris. C'est le revenu qui naît et disparaît en un même point du temps et qui n'est donc pas un flux. Au contraire, aussi étonnant que cela soit, c'est le capital qui se situe dans le temps continu et prend l'apparence d'un flux. Il est la transcription d'une valeur définie dans le temps quantique dans le temps continu, sanctionnant la destruction d'un revenu actuel et la reproduction dans l'avenir. C'est pourquoi il sera dénommé capital-temps.

La réflexion se poursuit. On se persuade que le capital, et notamment le capital-temps ne peut pas exister dans une société qui ne serait pas dotée de la monnaie bancaire. Si la monnaie était matérielle, aucun capital-temps ne se formerait. C'est que, dans le cas où les salaires sont versés en monnaie de banque, la création des salaires est une opération à la fois monétaire et financière. Ce qui est finance

implique la gestion du temps. Une monnaie matérielle ne peut permettre cette gestion ; elle n'apporte aucun pont entre le présent et l'avenir. Seule peut le faire une monnaie bancaire. La monnaie matérielle qui, dans le temps ancien, apparaissait comme la seule possible, remplissait sa fonction non pas parce qu'elle était matière, mais par sa liaison avec la production réelle. Pour parler un autre langage, la monnaie scripturale que l'on regardait d'abord comme un ersatz, un substitut, doit au contraire être tenue pour la vraie monnaie. Pour s'exprimer en une forme plus moderne, toute économie ne connaissant que la monnaie matérielle est « pré-capitaliste ». Tout capital y est à somme nulle. Ce qu'on appelle le régime capitaliste s'identifie aux règles du fonctionnement de la monnaie de banque.

Il est admis dans les interprétations conformistes que l'inflation se manifeste quand une masse de monnaie excède la masse des biens matériels disponibles. Mais il faudrait être sûr de l'existence de deux masses distinctes, dont l'une serait réelle et l'autre nominale. C'est ce sur quoi se fonde la théorie quantitative de la monnaie. Mais la masse des biens n'étant pas matérielle, elle ne peut être que psychologique. Les biens auraient une masse puisqu'ils ont une utilité. Or, l'utilité n'est pas une masse mais une relation entre la matière et l'homme. Le concept de masse économique n'est pas pensable. Mais la notion de masse monétaire n'est pas davantage crédible. La monnaie vraie, scripturale ou fiduciaire, est créée dans l'émission. Elle est par nature privée de toute masse. Elle n'est pas une masse, mais un nombre. La théorie quantitative ne peut pas établir une correspondance entre la monnaie-nombre et la masse inexistante des biens réels. Et cependant elle continue à régner. A la théorie quantitative nous opposons désormais la théorie quantique. Et nous redisons que, si nous conservons néanmoins la terminologie de masses, la masse des biens réels et la masse des nombres monétaires sont données dans le même mouvement. Les deux masses sont unies, comme un contenant immatériel et un contenu matériel. Les deux masses sont confondues, la monnaie épousant le produit, dont elle définit la masse par un nombre sans dimension. L'inflation peut alors être définie. Il est écrit dans une phrase très parlante : « l'inflation est caractérisée quand la forme-monnaie contient un corps

ou un produit plus petit qu'elle ; alors le produit flotte dans son vêtement monétaire ». Seulement, si la forme monétaire et le fond réel sont donnés dans le même mouvement, l'inflation paraît logiquement impossible. Une monnaie qui naîtrait vide serait en réalité avortée. Une monnaie excessive serait une contradiction dans les termes. Si elle est privée de corps c'est qu'elle n'existe pas. N'ayant pas sa source dans les émissions bancaires et comme on ne peut pas dissocier la création monétaire de la production réelle, l'inflation ne peut pas être combattue par la restriction ou le contrôle de la création monétaire. Elle n'est pas un désordre purement monétaire ; elle est une pathologie définie sur la monnaie dans sa relation avec le produit. La relation monnaie-produit, ou contenant-contenu, ne peut être imparfaite puisqu'elle est une identité et non une condition d'équilibre. Oui, sans doute, l'inflation est impossible, mais elle existe ! Alors que faut-il dire ? que s'il y a des écarts inflationnistes, c'est que des émissions vides peuvent se produire qui déposent une monnaie sans produit dans le continuum. Et c'est l'analyse des émissions vides qui est menée, et qui exige une attention soutenue. C'est la distinction des deux secteurs : biens-salaires et biens-profits. Le travail est une non-marchandise dans les deux secteurs puisqu'on ne produit pas du travail avec du travail, que le travail ne comporte aucun coût. Par contre le travail en activité dans le secteur des biens-profits qui crée une suraccumulation du capital est bien une marchandise et comporte un coût. Finalement l'écart inflationniste est défini par la production du deuxième secteur. Un nouveau vocabulaire est proposé : celui de noyau et de couronne. Le noyau est la production du premier secteur ; la production du deuxième secteur définit la couronne, responsable de l'inflation et du chômage. Il faut suivre avec attention le développement de l'ouvrage. C'est donc sur le deuxième secteur que l'intelligence doit se consacrer. Les banques seront divisées en deux départements : celui de l'émission et celui de l'épargne, capital-temps. Ces deux départements assurent la séparation des créations monétaires et des intermédiations financières. Mais surtout c'est la création d'un troisième département qui sera capable de supprimer les émissions vides, cause de tout le désordre contemporain. C'est le département dit du capital fixe, forme évoluée du capital-temps, qui prendra en charge l'épargne du

deuxième département qui portait jusqu'alors la responsabilité de l'inflation et du chômage. Cette épargne sera désormais retirée et ne pourra s'investir dans le capital instrumental. Si la suraccumulation du capital est bien la cause profonde de nos maux, on devine le résultat attendu.

*
* *

Comme l'a écrit Paul Coulbois (Préface à J.P. Fitoussi, *Les fondements micro-économiques de la théorie keynésienne,* Cujas, 1974) : « la distinction, voire l'opposition entre théorie micro-économique et théorie macro-économique, domine depuis presque quarante ans la pensée économique ». Je l'ai utilisée dans mon enseignement de licence. Le présent ouvrage apporte un point de vue entièrement nouveau. Bernard Schmitt nous rappelle que l'économie a utilisé le langage de la physique. La distinction était connue en thermodynamique. Il semble que la terminologie a été introduite en science économique par Ragnar Frisch en 1933. J'ai eu le privilège de l'entendre à cette date à l'Institut Henri Poincaré. J'avais été frappé par la profondeur de ses analyses et en même temps par sa simplicité et sa modestie. Mais il est précisé que c'est surtout Paul Samuelson, si souvent cité dans cet ouvrage comme maître de notre génération, qui a rendu courantes les expressions. Cependant Bernard Schmitt ajoute aussitôt : « Si le terme de macroéconomie est nouveau, la macro-théorie remonte aux origines de notre science. Depuis les Physiocrates, et pendant toute l'ère classique, de Smith à Ricardo et à Marx, l'économie politique est entièrement une théorie macroscopique. Si la théorie n'a pris son relief qu'au milieu du XXe siècle, c'est par contraste avec la théorie microéconomique alors dominante ». La pensée de notre auteur se détache de la plupart de celles de nos contemporains. Pour eux, et j'avoue en avoir été, c'est à partir des préconceptions microéconomiques qu'ils en ont donné une définition biaisée. Le titre même de l'ouvrage de J.P. Fitoussi, comme celui semblable de G.C. Harcourt (*The Microeconomic Foundations of Macroeconomics,* Macmillan, 1977) est révélateur. J'ai cru moi aussi pendant longtemps que c'est au niveau du sujet individuel qu'il

fallait d'abord se situer pour fonder une science économique digne de ce nom. Je continue du reste à me figurer que les modèles économétriques, donnant et expliquant les résultats d'ensemble d'une économie, ne pouvaient atteindre le véritable moteur de l'existence. Ils traduisent le comment de ces résultats, mais ne dévoilent pas leurs causes. Et voici que je suis quelque peu retourné, sinon bouleversé, par les idées de Schmitt. Il faut dire que ce préfixe de macro, que je continue à trouver peu élégant, est par lui-même trompeur. Pour les physiciens, il s'agit bien de savoir si l'échelle d'observation ne conditionne pas la nature du phénomène qu'on veut étudier. Ce qu'on voit au microscope est tellement différent de ce qu'on observe à l'œil nu. Du reste, je me suis souvent plu à constater que la microéconomie est, à la différence de la physique, ce que nous voyons à notre échelle. La macroéconomie n'est pas à la portée de nos sens. Il faut la construire ou la penser sans la voir. La manière la plus courante d'opérer cette construction a consisté à effectuer une sommation ou une agrégation à partir des éléments visibles. Or nous apprenons que c'est une mauvaise définition. En effet, l'agrégation donne une autre expression à des données identiques : il ne peut pas y avoir de différence entre ces deux expressions. En vérité la macroéconomie travaille sur des données différentes. On peut se demander si de l'une à l'autre un passage (bridge) est possible. En tout cas on ne devrait pas parler de fondements micro de la macroéconomie comme le font Fitoussi et Harcourt. Il serait plus exact de dire, en risquant la tautologie : les fondements de la macroéconomie sont macroéconomiques. Nous avons déjà compris que la macroéconomie était la théorie des échanges absolus, opposés aux échanges relatifs de la microéconomie. Tout échange absolu est défini sur un ensemble, sur un tout indivisible, et non pas sur une somme. Il faut se garder de confondre somme et ensemble. Est macroéconomique aussi la théorie des circuits, qui par nature doivent toujours se fermer. S'ils ne se fermaient pas, ils ne seraient pas des circuits. Quand on va au fond des choses, dans le global, la conception d'une demande globale distincte d'une offre globale est un tourment pour l'esprit. Déjà avant que l'idée quantique ait été formée, j'avais été impressionné par l'idée qu'on n'ajuste pas l'une à l'autre des variables qui ne sont pas indépendantes l'une de l'autre,

surtout si, d'après leur définition et leur logique propre, elles sont nécessairement égales l'une à l'autre. La mesure d'un écart ne peut avoir ainsi aucune signification, pas plus que la réduction de cet écart pour atteindre un équilibre. De même qu'il y a identité entre des grandeurs réelles et des grandeurs nominales, il y a identité entre une offre et une demande globales. Une phrase mérite d'être relevée : « les scientifiques se sont perdus à la chasse de deux chimères : l'offre indépendante de la demande et la demande indépendante de l'offre, comme si le rapport des protons aux électrons pouvait être modifié au gré de l'expérimentateur, dans le respect de la nature du corps chimique donné – même en économie, les manipulations alchimiques sont vouées à l'échec ». C'est un mythe de vouloir découvrir ces deux courbes indépendantes. La transposition des courbes de demande et d'offre de la micro à la macroéconomie est non seulement dangereuse. Elle devrait être interdite. C'est pourquoi l'interprétation de la crise, soit par un excès de la demande globale (l'inflation) soit par un excès de l'offre globale (le chômage) est tout à fait inadéquate. La maladie, nous l'avons dit, réside dans les émissions vides. Le remède a été proposé.

En lisant, et en relisant sans cesse, Bernard Schmitt je ne peux m'empêcher de voir en lui un nouveau Jean-Baptiste Say, mais enrichi du temps quantique. Si la définition de la macroéconomie par l'agrégation est difficile à admettre, il y a une autre définition plus satisfaisante. C'est celle par les grandeurs globales, quand on envisage une globalité comme un ensemble indivisible. Le mot de totalité est impropre. On ne peut pas obtenir un ensemble par addition. On ne peut pas non plus le « désagréger » pour retrouver ses composantes, comme on l'entend dire parfois. Seulement cette globalité, il ne faut pas la considérer par rapport à l'espace, selon la mode régnante, mais par rapport au temps et, pour mieux dire encore, par rapport à la durée. C'est l'indivisibilité dans le temps dont il faut partir. La microéconomie serait liée au temps continu, indéfiniment divisible, et mesurable en termes d'espaces. La macroéconomie se forme dans la durée, c'est-à-dire dans le temps quantique. Et c'est ainsi que l'idée de globalité se légitime par la conception de l'épaisseur du temps. Le temps global est bien l'expression même de la durée, comprise elle aussi comme un ensemble

qui ne se découpe pas. Quel dommage qu'on ne puisse pas donner un autre nom à ces deux manières d'analyser nos phénomènes ! Les appellations qui régnent sont consacrées par l'usage. Il serait imprudent de ne pas conserver les usages. Du reste, s'il fallait quand même changer de noms, on serait embarrassé, et je n'oserais m'y risquer. Il faudrait trouver pour remplacer le terme de macro qui symboliserait la durée : « dura-économie » ne serait guère convenable. Le temps mesurable lié à la continuité conduirait plus facilement au nouvel euphémisme de « tempo-économie ». Mais j'ai un peu honte d'être ainsi si maladroit.

Je ne résiste pas à une dernière tentation : celle de regarder bien en face les fameuses courbes IS-LM. Je suis curieux de savoir comment le lecteur avisé réagira à l'idée que les deux courbes IS et LM ne se rencontrent jamais, la courbe LM étant inscrite dans le temps quantique et la courbe IS dans le temps continu – « ce pont aux ânes des étudiants du monde entier étant le lieu géométrique de la confusion des deux temps ». La courbe LM n'existe pas, car elle ne comporte qu'une succession de points séparés par des distances finies, un point et un seul par période. Déjà le non moins fameux graphique à 45° nous avait donné des inquiétudes. L'heure est peut-être venue où de simples traits de plume et des courbes réputées parfaites ne suffiront plus à fonder un enseignement inébranlable comme une sorte d'orthodoxie définitive.

*
* *

On l'aura constaté : à chaque page de cet ouvrage c'est la logique suprême qui commande tous les développements. Les choses ne peuvent pas être autrement que ce qu'elles sont. Si elles étaient autrement, elles seraient stupides, absurdes, impensables. Je me suis permis de prime abord de rétorquer : les hommes de chair et d'os qui ne connaissent pas cette logique, et qui sont cependant les auteurs inconscients des mouvements que nous concevons, sont-ils capables de respecter cette logique ? N'est-ce pas parce qu'ils ne la respectent pas que les désordres se déploient et se perpétuent, en contradiction avec l'ordre que nous avons contruit ? En plusieurs lignes du livre,

Bernard Schmitt répond à cette objection. Les comportements des acteurs, leur attitude morale ou a-morale, leurs volontés contraires, leurs erreurs, ne peuvent aller à l'encontre de ce qui est inéluctable. Sans doute ces comportements existent, ils peuvent durer plus ou moins longtemps, mais en fin de compte ne peuvent à aucun moment vaincre les identités que la macroéconomie et la théorie des circuits nous ont révélées.

S'il innove profondément, Bernard Schmitt a le sens de la tradition. On aura remarqué qu'à tous les moments de sa progression, il ne cesse de faire référence aux fondateurs de notre science, aux Classiques et aux Néoclassiques. Il est dans leur lignée. Il la prolonge, mais aussi il la dépasse. Quand on avait vu ces fondateurs s'opposer, notre auteur nous fait saisir qu'ils avaient en un sens raison à leur manière. La distinction du temps quantique et du temps continu est la clé de l'intelligence profonde des événements. Ce n'est pas tout ou rien. Nous l'avons répété sans relâche, c'est le fameux principe du tiers non exclu qui éclaire chacune de ces pages et qui permet de traduire autrement ce qui était sous-jacent chez nos grands ancêtres. C'est un réconfort de découvrir que nous ne rejetons rien ce qu'ils nous ont apporté, tout ce sans quoi nous ne serions rien de ce que nous sommes.

La voie est ouverte pour continuer la recherche. Je ne sais plus qui a écrit : le philosophe est celui qui ne comprend pas du premier coup, mais qui, d'intuition sent mystérieusement qu'il faut persévérer dans son effort pour s'approcher de la vérité.

Nous ne sommes pas des philosophes, mais je me demande si à l'intérieur de notre discipline nous n'avons pas à nous inspirer de leur façon de porter les incompréhensions momentanées. C'est pourquoi je voudrais que tous ceux qui vont lire ces pages ne s'arrêtent pas à la première difficulté. Eux aussi devront persévérer et inciter notre auteur à trouver encore de meilleures expressions de sa propre pensée. Tous ensemble nous en serons récompensés.

HENRI GUITTON
de l'Institut

PRÉFACE DE L'AUTEUR

L'économie et la science économique sont en crise. Ce livre a pour objet de démontrer l'origine commune des deux crises.

Deux grandes doctrines s'affrontent, le marxisme et le «laissez-faire» des Néoclassiques. Il est bien certain que, des deux côtés, les analyses sont souvent «nuancées»: nous les styliserons, afin de faire apparaître leur sens le plus tranché.

Les marxistes préparent la révolution de l'organisation économique et sociale de nos pays sur le fondement d'une théorie déjà achevée dans ses grands principes; la révolution théorique serait faite; il n'est plus que de l'appliquer.

Les Néoclassiques pensent au contraire qu'il faut laisser libre jeu aux «mécanismes» naturels de l'économie, toute intervention de l'homme apportant plus de mal que de bienfaits.

Malgré les apparences, ces deux positions doctrinales se rejoignent sur le point essentiel: il est admis de part et d'autre que le théoricien ne peut pas «réinventer» les lois de l'économie.

Les marxistes prétendent se servir des lois pour mettre un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme. Comprenons bien qu'il ne s'agit pas d'altérer la loi de la production; même dans la société communiste le travail sera l'unique source du produit et il y demeurera distinct de la force de travail; la plus-value sera toujours égale à la différence entre le travail et la force de travail. Ainsi, la révolution n'apportera pas un nouveau «procès de production»; tout homme au travail continuera à dépenser une force inférieure à la valeur de son

produit; mais les nouvelles lois juridiques, morales et sociologiques, ne permettront plus au Capital de s'emparer de la plus-value, qui sera au contraire redistribuée. Que la monnaie soit finalement maintenue ou non, la répartition de la valeur produite dépend de la volonté des hommes, notamment du prolétariat. En ce sens, la valeur du produit est une grandeur sociologique. Il est au pouvoir de l'homme de modifier tous les rapports de valeur, afin de faire parvenir la plus-value aux destinataires de son choix. Il n'est pas douteux que le montant de la plus-value produite en chaque période dépend de l'organisation de la société. La production sera donc elle aussi touchée par la révolution. Mais une réalité plus profonde restera hors de portée: la distinction objective du travail et de sa force, dont Marx disait, à la fin de sa vie, qu'elle est sa grande découverte. Même si la société parvient à modifier profondément le «jeu» des deux termes, il restera qu'en toute période l'économie dispose d'une plus-value – d'un nouveau produit dont elle peut librement déterminer l'affectation –, exactement égale à la différence de mesure constatée entre le travail et la force de travail. Ainsi, au plus profond, l'économie fonctionnera toujours selon la même loi: le travail de l'homme apporte la totalité de la valeur nouvellement produite et le travailleur et sa famille l'absorbent nécessairement dans la mesure de la force de travail dépensée. La loi fondamentale est immuable.

La même permanence des lois est postulée par les théories néoclassiques. Aucun homme n'a créé les lois économiques; le scientifique se borne à découvrir «la nature des choses». Il est vrai que la modestie va encore plus loin cette fois; non seulement les lois sont ce qu'elles sont, mais il faut totalement s'abstenir sur les deux plans où l'on s'imagine pourtant que l'homme pouvait réagir, pour modifier le milieu social dans lequel s'exercent les lois et pour en réparer les effets jugés néfastes ou injustes. La raison de leur «superbe indifférence» ne se trouve pas dans un manque de générosité; les Néoclassiques recherchent au contraire l'optimum, individuel et social. Ils sont persuadés que le libre cours des offres et des demandes aboutit à la meilleure allocation possible des ressources naturelles et au plein emploi des ressources humaines. Toute intervention du législateur ne peut être que «grossière», la belle organisation

des faits économiques étant beaucoup trop fine pour que le «chirurgien» ne lui porte pas des dommages irréparables.

Or les deux doctrines sont soudain mises en doute. Dans plusieurs disciplines, ainsi en biologie, en chimie, en botanique et en médecine, la science d'aujourd'hui parvient à légiférer; elle ne se contente plus d'observer les lois: elle les recrée. Les hommes en attendent autant de la science économique. Le fonctionnement aveugle des lois de la production et de la répartition est devenu intolérable, car il engendre l'inflation et le chômage. La science a désormais deux objets; après avoir mis au jour la logique interne des lois positives de la production et de la répartition, elle a pour tâche finale d'inventer une «nouvelle logique», normative, dont la mise en œuvre permette d'éviter le désordre en ses deux aspects, la hausse des prix et la croissance du chômage.

La macroéconomie quantique est une nouvelle méthode; mais elle constitue également une nouvelle étape du développement de notre science. La crise de la pensée pourra ainsi trouver son terme. La pensée classique forme une thèse, qui appelle logiquement l'antithèse. La production conçue comme un processus causal souffre d'un vice grave: elle appartient au domaine de la métaphysique. L'homme n'est pas créateur (sauf dans la pensée et l'art) et son travail n'est pas producteur. La «matière économique» n'existe pas plus dans le monde réel que la table n'est présente dans le cerveau de l'observateur. Le progrès décisif de la pensée néoclassique, par rapport à la tradition de Smith-Ricardo-Marx, est précisément dans l'abandon de la valeur, imaginée comme une étoffe distincte de la matière et de l'énergie du monde physique. Cependant l'antithèse, rejet total des doctrines classiques, est trop sévère: la vérité est dans l'union des enseignements contraires.

L'analyse quantique permet de revenir à l'idée de la production, tout en évitant de lui donner une signification exagérée. Le travail de l'homme ne produit aucune matière «axiologique», mais seulement l'utilité accrue des objets matériels. Les deux valeurs discernées dès les origines de la science économique, valeur d'échange et valeur d'usage, sont ainsi conservées et fondamentalement redéfinies. Seule la valeur d'échange est quantifiable; elle est égale à la quantité de monnaie créée par le travail de l'homme. Si l'économie

n'était pas monétaire, elle ne comporterait aucune valeur mesurable et les faits économiques ne pourraient être objets de science. Or, dans nos économies concrètes, le salaire est effectivement une somme de monnaie créée par le travail; ainsi, la monnaie bancaire n'est pas émise par les institutions financières mais uniquement par l'activité des travailleurs du pays: les banques (de dépôt) ont pour fonction primordiale de «valoriser» le produit du travail, en le faisant naître en monnaie. Dès que les revenus monétaires sont dépensés, dans les achats finals des biens et des services produits, la valeur d'échange fait définitivement place à la valeur d'usage: le produit n'est qu'une matière utile. Et l'utilité des biens n'est pas mesurable. Si les théoriciens néoclassiques ont obstinément cherché à la mesurer, c'est que le rejet du concept de production les a privés de la valeur d'échange. Dès que la science se fonde de nouveau sur la valeur produite, elle reconnaît clairement que les biens et les services sont utiles, au sein des ménages et des entreprises, au moment où ils cessent d'appartenir au champ abstrait de l'économie politique. Seuls les produits sont formellement saisissables, car les biens et les services utiles constituent un catalogue d'objets disparates. Cependant, les produits sont homogènes pour la raison déjà évoquée: ils découlent tous du travail de l'homme et ils appartiennent tous à la catégorie des «nombres concrets», les unités de salaires monétaires créées dans la période.

La macroéconomie quantique permet de résoudre la deuxième crise, inscrite dans les faits. Dès que la pensée devient positive, elle est opératoire: elle donne à l'homme la maîtrise pratique des opérations réelles. La science devient prise de conscience et elle se prolonge ainsi tout naturellement dans la formulation des normes. L'inflation et le chômage sont des désordres dont la «mécanique» est désormais mise à nue. La transition de l'analyse positive aux recommandations est ainsi la plus douce que l'on puisse imaginer: la même logique est en vigueur partout. L'inflation et le chômage sont entièrement dus à l'existence des «émissions vides», une partie des salaires émis dans la période étant de naissance purement nominaux, vides de tout produit. Dès que le fait est reconnu, le remède s'impose: il faut empêcher le désordre, filtrer les émissions, afin que

l'économie ne produise que des salaires «pleins». La prescription ne pourra rencontrer qu'un obstacle: l'incompréhension analytique.

On s'imagine souvent que le désordre est voulu ou protégé par les puissants intérêts égoïstes et que la seule solution concevable suppose l'affrontement des classes. La réalité est bien moins belliqueuse. Les émissions vides ne font le bonheur de personne; l'économie sera profondément libérée, en toutes ses classes sociales, quand les productions n'apporteront plus que des salaires réels. La difficulté n'est pas de vaincre les intérêts retranchés mais, et c'est peut-être tout aussi redoutable, les idées préconçues. Seuls les esprits prêts à accueillir une révolution de la pensée pourront accepter la macroéconomie quantique. Or, les nouvelles générations, non alourdies des enseignements de la tradition trop récente, et plus impatientes de la Crise, sont prêtes à s'instruire et à porter dans les faits une sagesse qui n'appartient à aucun auteur, car elle est l'œuvre collective des penseurs, classiques, néoclassiques et modernes.

La première partie est une brève introduction au temps quantique. La production n'est pas inscrite dans le temps continu; elle est au contraire une action qui «quantise» le continuum. Le produit est donc lui-même un quantum. Tous les produits sont des quanta de temps. Les différents produits ne sont pas homogènes, sinon dans le temps. Pour que les produits soient économiquement homogènes, il est nécessaire et suffisant que la production soit une action double, pour quantiser le «numéraire» et non seulement le temps. Nous démontrons ainsi que le produit est un espace à deux dimensions, sa dimension-temps pouvant être assimilée une constante quantique ou indivisible.

Dès que ces difficultés analytiques fondamentales sont vaincues, le fonctionnement de l'économie nationale apparaît sous un jour nouveau. Dans la deuxième partie de ce travail nous montrons ainsi que les salaires monétaires épuisent le produit national. Les revenus non salariaux sont donnés dans le circuit des salaires. L'intégration «téléscopique» dans les salaires des intérêts, des rentes et des dividendes est la solution du grave problème de la «transformation» et de la «réalisation», posé depuis plus de deux siècles; la solution est

enfin possible, grâce à l'analyse quantique, qui rejette le principe du tiers exclu.

Un autre progrès en découle. Les salaires, qui épuisent le produit national, définissent immédiatement le capital-temps, forme unique de tout capital social. Aucun capital ne pourrait naître dans l'économie si les salaires n'étaient pas émis en monnaie bancaire. Même le capital fixe (ou instrumental) appartient à la catégorie du capital-temps.

La troisième partie montre l'étiologie exacte de l'inflation et du chômage. Toutes les opérations constatées sur les marchés (des services producteurs, des produits et des titres) sont des émissions. Or si toutes les émissions étaient pleines, la loi de Say écarterait toute crise de l'écoulement; l'inflation serait impossible, elle aussi. Les émissions vides sont l'unique pathologie de l'économie. Elles ne sont dues ni à l'activité des banques ni au comportement des firmes. Bien au contaire, les émissions vides sont les effets d'un pur mécanisme. Il est clair que nous sommes dans le domaine de la «mécanique quantique». Les émissions vides découlent automatiquement des amortissements du capital fixe accumulé dans la suite des périodes. Sur ce point essentiel, la démonstration est difficile; mais l'effort n'est pas perdu puisque la pensée parvient au cœur du mal: les amortissements suscitent la production duale, ou la suraccumulation du capital. L'activité des industries du pays est ainsi partagée en deux sections, le noyau et la couronne. Dans le noyau, toutes les émissions sont pleines; la couronne est au contraire l'ensemble des émissions vides.

Depuis les œuvres de Smith, de Ricardo et de Marx, la science s'intéresse étroitement à la division de l'économie nationale en deux secteurs; les travaux plus récents de Keynes et de Kalecki ont fait progresser cette recherche. Il semble bien qu'elle parvienne maintenant à sa conclusion. La production des biens d'investissement n'est pas en elle-même une activité distincte de la production des biens de consommation. Si l'économie ne souffrait d'aucune pathologie, les biens d'investissement seraient une catégorie des biens de consommation et il n'y aurait pas lieu de diviser la production industrielle en deux sections. Or, outre les biens-capitaux formés par la «consommation productive» d'une partie des salaires émis, on

discerne les biens produits dans les émissions vides; cette fois la division de l'activité industrielle en deux sections est une nécessité de la logique: dans la couronne, les travailleurs perçoivent des revenus annulés. L'existence des revenus purement nominaux explique les deux «déséquilibres» contraires: la demande globale est excédentaire; et, paradoxalement, l'offre globale l'est aussi, dès lors que la demande excédentaire nourrit, dans la couronne, une production de biens-salaires, ou, dans le noyau, des prêts aux ménages.

La théorie dominante ignore évidemment l'étiologie de l'inflation et du chômage; nous montrons brièvement l'inefficacité conséquente de tous les remèdes couramment proposés. Les économistes cherchent du côté des comportements, alors que ni les ménages ni les entreprises ne pourraient éviter les déséquilibres, n'importe leurs actions et leurs décisions, que les prévisions soient ou non parfaites. Le mal transcende toutes les actions conscientes: il est engendré par une mécanique aveugle, qui s'impose à tous.

Le seul remède est dans la division de l'activité bancaire selon trois départements. L'organisation des deux premiers départements donne l'assurance qu'aucune monnaie n'est créée dans une opération d'intermédiation financière; le troisième département prend en charge tous les accroissements du capital instrumental. Fixé dans les banques de dépôt, le capital est la propriété de tous les titulaires de revenus. Pour la première fois, la science économique s'empare ainsi d'un concept qu'elle empruntait en vain à la science juridique; l'appropriation collective des moyens de production est à la fois un concept vide et une mesure inopérante, à moins qu'elle ne signifie la réduction de la couronne au profit du noyau: formé dans le noyau, le capital instrumental est la propriété de l'ensemble des ménages anonymes. L'économie nationale ne connaîtra plus ni le chômage ni l'inflation dès lors qu'en chaque période toutes les émissions seront pleines.

La dernière partie consolide l'acquis, en le rattachant à l'histoire de l'analyse économique. Pour les Classiques, les échanges étaient absolus. Ils sont relatifs pour les Néoclassiques. Or, dans la réalité, les échanges sont tous absolus. Pourvu que l'esprit pénètre la réalité économique à une profondeur suffisante, il aperçoit partout une opération d'un type unique: tous les flux économiques sont des

émissions et toutes les émissions sont des créations, des destructions ou des créations-destructions de salaires. Même les émissions vides ne font pas exception. Les échanges relatifs sont les objets de la microéconomie, qui est ainsi supplantée par la macroéconomie.

Une longue synopsis résume, à l'aide de démonstrations parfois différentes, les principales lois de la macroéconomie quantique.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

LE QUANTUM DE TEMPS

Toute production s'effectue dans le temps. Une production dont la durée est nulle, est elle-même nulle. N'importe l'action mise en œuvre, son résultat ne peut être mesuré que si elle s'exerce pendant un laps de temps lui-même mesurable. Toute production constatée dans un temps infiniment petit donne un produit infiniment petit.

Apparemment claire, la relation entre la production et le temps est en réalité subtile et même troublante. Le raisonnement rigoureux que nous suivrons conduit à une conclusion tout à fait inattendue: *la production ne se déroule pas dans le temps continu; elle est au contraire définie dans le temps indivisible.*

Bien que l'existence des «indivisibilités» soit depuis longtemps reconnue, notamment en économie, le temps indivisible ou quantique est une découverte qui altère le fondement de notre science. Jusqu'à présent les théoriciens raisonnaient tout naturellement dans le temps continu, donné d'un seul tenant (l'analyse continue proprement dite) ou dans une série de périodes successives (l'analyse discrète ou par périodes); dans les deux cas, il est supposé que tout intervalle de temps fini peut être divisé indéfiniment, jusqu'aux durées infinitésimales. Dès que la liaison nécessaire entre la production et le temps indivisible est mise au jour, la théorie prend appui sur un fondement entièrement nouveau, qui rend caduc le corps entier des explications antérieures.

Posée dans le temps infiniment divisible, la production était une fiction; elle n'existait que dans l'imaginaire des scientifiques, sans aucun rapport avec la réalité des faits. A partir de cette faillite fondamentale, on comprend mieux l'état des théories actuelles, leur impuissance à expliquer les économies concrètes, leur fonctionnement et leurs maladies. Les analyses se ferment sur elles-mêmes, l'acte premier et primordial de l'économie n'étant saisi que dans une chimère, la production «en continu» ou, identiquement, le continuum de la production. A aucun endroit de notre planète, la production, même la plus petite, ne s'inscrit dans le temps continu. Les théoriciens décrivent donc au mieux les économies de quelque monde inconnu, où règnerait une curieuse logique.

Après avoir découvert la production dans le temps quantique, nous constaterons que les dépenses, en particulier monétaires, répondent à la même définition. Nous relèverons ainsi le même écart entre la théorie reçue et les faits. Selon les explications connues, les dépenses sont posées ou «étendues» dans le temps continu, c'est-à-dire dans un milieu où, en fait, elles ne sauraient exister. Toutes les théories actuelles proposant les modèles «revenus-dépenses» («income-expenditure models»), dont les Anglo-Saxons nous ont abreuvés, saisissent les dépenses comme des flux, des grandeurs-par-unité-de-temps, où le temps est supposé infiniment divisible. C'est dire que les explications reposent sur le vide, aucune dépense ne pouvant logiquement s'inscrire dans le temps continu.

La dernière section de la courte introduction au temps quantique montrera l'identité des deux opérations définies dans le temps quantique. *En économie, toute dépense est une production et toute production est une dépense. L'économie nationale est donc fondée sur une opération unique, définie dans le temps indivisible: la production, ou, identiquement, la dépense.*

CHAPITRE I

LA PRODUCTION ET LE TEMPS

La production est une action ou un mouvement. Dès lors, il semblerait que la production soit une vitesse, un espace parcouru par unité de temps. Mais quel est l'espace parcouru par la production? Si l'on répond que cet espace est le produit, on avance une proposition qui a deux aspects contraires:

– s'il est vrai que la production est égale au produit par unité de temps;

– il est absurde de se donner le produit en tant qu'espace à parcourir par la production; en effet, le produit ne saurait exister avant la production.

Le seul «outil» dont on dispose pour combattre et réduire les contradictions est la logique. Nous essaierons donc de l'utiliser. Nous y mettrons une grande attention, car la question est difficile.

Nous séparerons d'abord la production des mouvements connus en mécanique classique. La production est originale, car elle est un mouvement qui crée l'espace «devant lui», alors que les mouvements classiques sont des déplacements dans un espace prédéfini. Nous en tirerons une conclusion fondamentale: infirmés dans le cas des mouvements classiques, les paradoxes éléatiques conservent toute leur validité dès que le mouvement, au lieu de se borner au déplacement d'un objet dans un espace, doit *se donner l'espace dans le déplacement.* Le paradoxe ne peut être dissous dans le temps continu. Ainsi, tout scientifique qui maintiendrait malgré tout la production

dans le temps assimilé au continuum abandonnerait l'économie politique aux conséquences d'un vice fondamental (ce qui serait d'autant plus grave qu'il n'est plus caché); si la production est une immobilité (nous dirons qu'elle est immobile) dans le temps, elle l'est nécessairement dans l'espace: dans ces conditions, toute production est condamnée à la nullité perpétuelle. La production n'est formellement possible que si elle est un déplacement positif dans le temps.

Les paradoxes de Zénon se dissolvent dès que le mouvement est défini ou posé dans le temps quantique. Nous montrerons ainsi que *la production n'est pas un déplacement dans un espace mais dans le temps;* c'est justement parce que la production «quantise» le temps qu'elle crée un espace, le produit. Mouvement positif dans le temps, la production n'est pas un déplacement dans un espace mais au contraire la création d'un espace. Nous en induirons que le produit est un temps «quantisé». En d'autres termes, le produit a une mesure connue, la mesure du temps de production. Il est clair que cette mesure est différente selon les produits et qu'elle ne leur donne aucune homogénéité. Il est vrai que le temps est objectif et que sa mesure s'impose à tous. Ainsi, un produit qui s'identifie au quantum défini par une journée a la même dimension-temps pour tout observateur, la durée d'un jour de calendrier étant la même pour tous. Cependant, un autre produit qui a la même dimension-temps n'entretient aucun rapport objectif avec le premier, d'autant que les deux productions peuvent être le fait de deux personnes distinctes. Il en résulte que les produits n'appartiennent à aucun espace de mesure commun. Pour créer cet espace, une autre opération est donc nécessaire. La science économique a depuis longtemps donné un nom à la mesure commune des différents produits: le *numéraire.*

Dans l'économie nationale concrète, *le produit se forme en temps quantisé et simultanément en numéraire. Ainsi, le produit est un espace-temps et un espace-nombre.* Bien que le produit soit un espace à deux dimensions, elles sont alternatives (et non simultanées): l'une des deux, au choix, est donc un simple facteur de proportionnalité, une constante qui peut logiquement être réduite au nombre 1 dans la série des nombres naturels. Quand l'analyse sera parvenue à ce résultat, elle aura atteint la conclusion essentielle, selon laquelle la production est

définie dans le temps assimilé à l'ensemble des nombres entiers. Le produit de tout individu pourra être réduit à une dimension-temps égale au nombre 1 indivisible, seule la dimension-numéraire différenciant les divers produits dans leur espace de mesure commun.

La théorie pourra alors se poursuivre dans l'examen des dépenses monétaires. La production donne le produit-numéraire parce que la monnaie est introduite dans le procès de production. Si la monnaie n'était pas présente au sein même de l'acte de production, le produit ne serait qu'un espace-temps, et l'économie nationale ne produirait que des biens disparates et incommensurables. La monnaie est la condition sine qua non de l'existence du numéraire. Le produit-numéraire est le produit en monnaie, le produit-monnaie.

I. LA PRODUCTION EST UN MOUVEMENT QUI CONFIRME LES PARADOXES ÉLÉATIQUES; TOUTE PRODUCTION EST UN «MOUVEMENT IMMOBILE» DANS LE TEMPS CONTINU.

On peut commencer à traiter le sujet par son côté le plus accessible. Le fait que la production, individuelle ou nationale, est nécessairement nulle dans le temps continu ne peut échapper à personne, pourvu que l'on donne à ce fait son expression mathématique la plus simple: si la production se déroulait dans le continuum, l'annulation du temps de production annulerait la production elle-même.

Dans une deuxième phase, il est facile de montrer que la production est un mouvement original, distinct de tous les déplacements connus en mécanique classique: la production n'est pas un déplacement dans son produit, ou «au long» de son produit; elle le crée.

Il sera alors intéressant de revenir aux paradoxes de Zénon, dont l'actualité est d'ailleurs reconnue des logiciens. Tout mouvement dans un espace prédéterminé évite les paradoxes; comment le mouvement ne se produirait-il pas, puisqu'il est le parcours d'un espace déjà «tracé»? La difficulté réelle est bien plus profonde: la flèche ne se déplacerait pas et le lièvre ne rattraperait pas la tortue si ces mobiles devaient susciter l'espace devant eux. Or justement, la production est un mouvement de ce type: elle crée le produit, elle ne le

parcourt pas. La pensée est ainsi prise entre les deux termes d'une alternative:

– le «point» en déplacement décrit un espace prédéterminé et il est immobile dans le temps, puisqu'il se contente de le suivre dans son écoulement;

– le «point» en déplacement crée un espace; dans ce cas, il est inconcevable qu'il soit immobile dans le temps.

En d'autres termes, les mouvements dans un espace sont des mouvements nuls dans le temps; en revanche, seuls les mouvements positifs dans le temps peuvent logiquement créer un espace. La science économique commencera donc à saisir la production quand elle la concevra comme un mouvement positif *dans le temps.*

Nous montrerons que la production est un mouvement dans le temps en cela qu'elle quantise le temps continu.

1. La production est nécessairement nulle dans le temps continu.

Les problèmes les plus fondamentaux n'entrent dans le champ de la conscience qu'au moment où il est devenu possible de les résoudre. S'ils se déclaraient avant, ils ne pourraient qu'arrêter la science. C'est ainsi que la production est un mouvement dont l'originalité n'a jamais été devinée; sans examen, les économistes l'ont assimilée à une vitesse. N'est-il pas intuitif que la valeur mathématique du produit dépend de deux facteurs, la mesure de la production et le temps pendant lequel elle est appliquée? Si une production double est appliquée pendant un temps trois fois plus grand, n'est-il pas évident que le produit est multiplié par 6? On pose ainsi l'équation

$$\text{produit} = \text{production} \times \text{temps}.$$

Quelle que soit la mesure (positive) de la production considérée, le produit est nul si elle s'applique pendant un temps nul. La nullité du produit résulte alors du facteur-temps, qui est annulé, et non de la production elle-même, «instantanément» positive. En effet, si la production était nulle à chaque instant, le produit ne pourrait jamais être positif. L'analogie avec les déplacements en mécanique classi-

que est frappante: la vitesse du mobile étant connue à chaque instant de l'intervalle de temps considéré, le déplacement intégral est le produit de la vitesse et du temps où s'effectue le déplacement. Il est clair qu'une vitesse constamment nulle ne permettrait aucun déplacement, n'importe la durée pendant laquelle la vitesse nulle est constatée.

Or *l'analogie est erronée;* elle l'est totalement; la mécanique classique ne fournit même pas une solution approchée à notre problème spécifique. On s'en convainc par la distinction des deux cas.

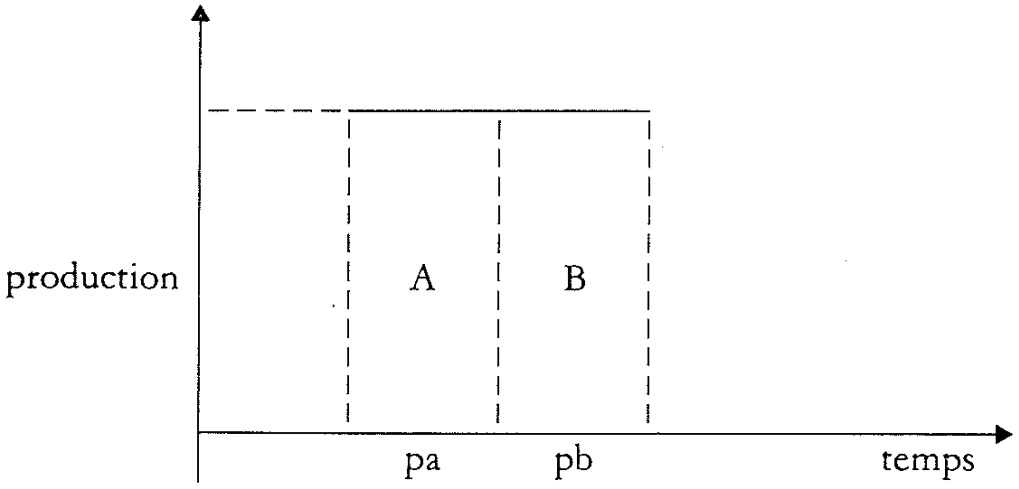
Cas 1. La production est constamment positive dans un intervalle de temps fini, aussi petit que l'on voudra.

Cas 2. La production est constamment nulle dans un intervalle de temps fini, aussi petit que l'on voudra.

Il est clair que le cas *2* donne le résultat de la mécanique classique: le produit est constamment nul dans le temps considéré. Mais le cas *1,* seul intéressant, ne peut conduire qu'à un produit infiniment grand dans un intervalle de temps fini, alors que le produit d'une vitesse finie par un temps fini donne un déplacement fini. Nous constaterons aisément que la divergence est due au fait que la production s'annule en même temps que le produit, tandis que la vitesse ne s'annule pas quand on fait tendre vers zéro le temps de son application.

Pour simplifier le raisonnement, supposons que la production soit non seulement constamment positive dans l'intervalle de temps considéré, mais qu'elle y soit constante. Nous constaterons bientôt que la supposition est en réalité une nécessité de la logique, car la constance n'a pas la même signification selon qu'il s'agit de la production ou d'une vitesse en mécanique classique.

A première vue, la constance de la production doit être représentée comme ci-après.



Pascal disait qu'il faut raisonner juste sur des figures fausses. Nous avons ainsi divisé le rectangle en ses deux parties égales. En A et en B, la production est la même. La production de la période *pa* est égale à la production de la période *pb*. On en déduit que le produit de la période *pa* est égal au produit de la période *pb*. Le produit de la période (*pa* + *pb*) est donc deux fois plus grand que le produit de la période *pa*. Cela implique tautologiquement que la production de la période (*pa* + *pb*) est deux fois plus grande que la production de la période *pa*. Ce résultat est absurde puisque la production est constante pendant toute la période considérée, (*pa* + *pb*). Ainsi, en mécanique on ne dira pas que la vitesse constante du mobile est deux fois plus grande dans la période entière que dans sa moitié *pa* ou *pb*. L'absurdité devient de plus en plus visible à mesure que l'on subdivise la période.

Soit *n* le nombre des divisions égales. On se heurte à la contradiction suivante:

– en chaque division, la production est égale à la production de la période entière (puisque la production est constante);

– dans la période entière, la production est égale à *n* fois la production de chaque division.

Finalement, si on fait tendre *n* vers un nombre infiniment grand, la production de la période tend elle-même vers un nombre infiniment grand, bien qu'elle soit par hypothèse constamment égale à un nombre fini donné. La raison de la contradiction est tout à fait

claire: le produit de toute période est égal à la production de cette période, alors qu'en mécanique le déplacement du mobile n'est pas égal à sa vitesse dans l'intervalle de temps considéré.

La divergence est tout aussi éclatante lorsqu'on divise (au lieu de multiplier) la production par n. Quand n devient très grand, chaque période élémentaire devient très petite; à la limite, elle est proche de zéro; la production est alors elle-même presque nulle: il s'ensuit que dans une période infiniment petite, la production est infiniment petite. La production «instantanée» est nulle. Or, si la production est nulle à tout instant de la période ($pa + pb$), comment serait-elle constamment positive dans cet intervalle de temps? En mécanique classique, la nullité des déplacements instantanés n'implique aucunement la nullité des vitesses instantanées.

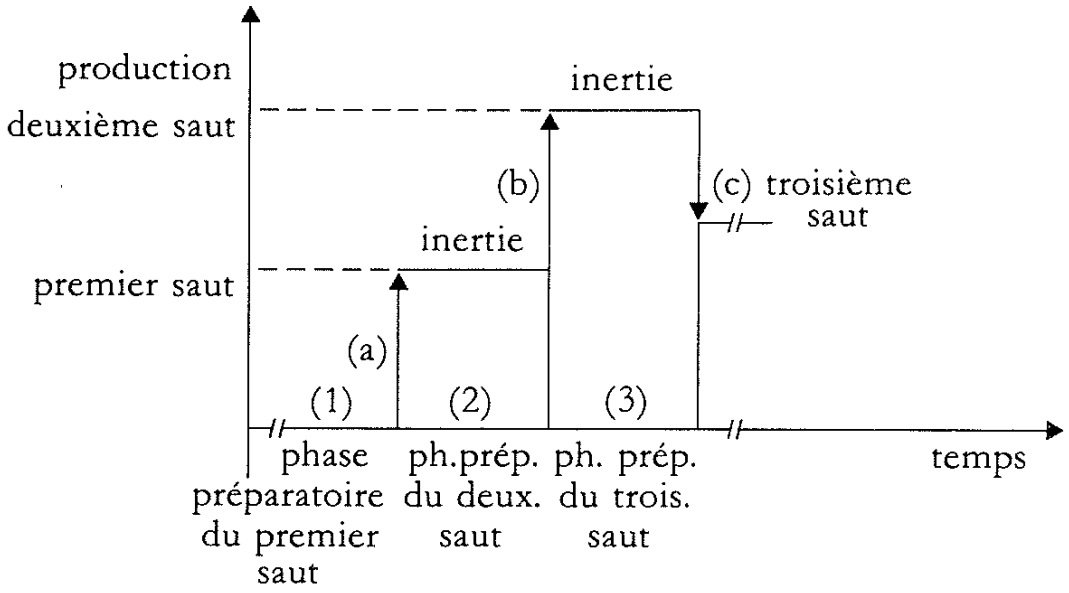
La représentation exacte de la production «en fonction» du temps est donc tout autre. C'est que la constance de la production doit être entendue comme son *unicité* dans la période: la production est constante dans la période quelconque parce qu'une seule production – un seul acte de production – y voit le jour. A la différence de la vitesse, qui «épouse» le continuum, la production est un *saut:* elle se rapporte d'un seul coup à la période tout entière. La production est ainsi représentée par un point (sur l'axe vertical) correspondant à un segment (sur l'axe du temps).

Cependant, la correspondance point-segment pourrait encore être évitée. Et il serait vraiment souhaitable qu'elle le fût, car elle interdit l'utilisation des outils mathématiques dont le théoricien a besoin, les équations différentielles et les équations aux différences finies. S'il fallait effectivement laisser s'écouler tout un laps de temps (donc une infinité de «points de temps») pour définir une seule valeur numérique (un point unique) sur l'axe vertical, la production ne pourrait plus être «formalisée», ce qui ne manquerait pas d'exclure l'acte primordial en toute économie du champ des grandeurs offertes à l'investigation scientifique.

Deux méthodes doivent être explorées afin de réduire la correspondance, de la production au temps, à un rapport point-point.

Première tentative. Il faut sans doute qu'un temps d'une certaine longueur s'écoule avant qu'il soit possible de définir une première production. Dans cette phase préparatoire, la production est nulle,

mais elle devient brusquement positive. Or, à partir du moment où elle est devenue positive, la production obéit au principe de l'inertie: elle reste au niveau qu'elle a atteint, sauf «choc extérieur», se traduisant en un nouveau saut, positif ou négatif. Le résultat des sauts successifs s'inscrit dans la représentation en *escalier,* bien connue.



Aucune production n'existe encore dans la phase préparatoire du premier saut. On respecte ainsi le principe selon lequel aucune production ne se forme instantanément; il est nécessaire qu'une mesure de temps fini s'écoule (le laps de temps *1*) avant que ne se déclare la première production positive, qui est donnée dans le saut *a*. Dès que la production est brusquement passée de zéro à *a*, elle se maintient par pure inertie à ce niveau jusqu'à l'intervention du deuxième saut, préparé dans la période *2;* désormais, l'inertie maintient la production au niveau $a + b$ jusqu'à l'événement du troisième saut, préparé dans la période *3;* le nouveau niveau de la production est alors égal à $a + b - c$.

La méthode que nous venons de suivre a l'immense avantage, nous l'avons dit, de maintenir la production dans le champ des objets saisissables. Si la production était un mouvement d'une inertie nulle,

aucune production ne pourrait être «retracée» dans le temps et la conséquence en serait que les productions, individuelles et nationales, ne pourraient pas être conçues «en fonction» du temps, alors que nulle part il n'existe, dans les économies concrètes, de productions instantanées.

Cependant, il n'est pas douteux qu'à l'examen la méthode suivie est totalement insatisfaisante: elle est illogique. Considérons par exemple la production dans la période *2;* elle y est constamment égale à la valeur numérique *a,* donnée par le premier saut. On peut donc raisonner à l'intérieur de la période *2* exactement comme nous l'avions fait dans le temps continu. A vrai dire, le temps est bien un continuum dans la période *2.* La contradiction trouvée précédemment s'affirme donc de nouveau, sous ses deux aspects. La période est divisible dès qu'elle porte par inertie le résultat du saut antérieur; elle n'est indivisible qu'en regard de la phase préparatoire du deuxième saut; or toute division de la période *2* trouve la production à son niveau *a:* il s'ensuit que la production de la période entière est n'importe quel multiple de la production *a.* Le second aspect de la contradiction est tout aussi absurde: si on divise la période *2* en une infinité de périodes infinitésimales, la production est approximativement nulle en chaque division, alors que dans le même temps sa valeur est constamment égale à *a.*

Les «fonctions de saut» sont inadéquates aux productions, dont l'étude doit emprunter une autre voie, inconnue jusqu'ici. L'inertie de la production dans le temps est rigoureusement nulle; c'est justement ce fait qui la distingue radicalement des vitesses en mécanique classique. Une vitesse est une inertie dans le temps parce que les vitesses instantanées successives ne sont pas additives entre elles; la production est une non-inertie dans le temps, car les productions des périodes successives sont toutes additives entre elles, n'importe la longueur des périodes considérées: la production de *n* périodes est *n* fois la production moyenne d'une période. Il est évident que la vitesse du mobile pendant 60 minutes n'est pas égale à 60 fois sa vitesse moyenne pendant une minute. On en induit deux importantes conséquences. Le saut *b* est premier comme le saut *a:* d'une façon générale, toute production est un saut entièrement neuf, à partir de zéro, toute valeur numérique antérieure étant effacée à

l'instant même où elle apparaît; la non-inertie l'exige. D'autre part, même s'il est incontestable que la production est un mouvement dans le temps, elle ne peut être suivie dans le temps: elle n'est pas portée par le temps qui s'écoule. Ainsi, dès que l'analyse emprunte les voies habituelles, elle cherche dans le temps la production qui ne peut y exister et elle conclut, bien sûr à tort, que, si le mouvement ne s'inscrit pas dans le temps, il ne saurait être un flux (par rapport au temps), ce que la production est pourtant indubitablement dans la réalité des faits. En vérité, il faut veiller à la satisfaction des deux aspects de toute démarche scientifique: elle doit être conforme aux faits et à la logique. Et toute production conçue comme une inertie dans le temps est un «monstre formel».

Avant de reprendre le droit chemin, rejetons brièvement la deuxième méthode dont on pourrait encore attendre le salut de l'analyse traditionnelle.

Deuxième tentative. Il est entendu maintenant que la production est une valeur numérique unique pour toute la période de référence choisie. Si on retient une période finie, il est clair ainsi que la production est représentée par un point face à un segment. Mais la relation point-segment n'est-elle pas la conséquence du choix arbitraire d'une période finie? On pourrait aussi bien parler de la vitesse constante du mobile dans un laps de temps mesurable, même long. Si la flèche se déplace à une vitesse constante pendant une heure entière, sa vitesse est «ponctuelle» (elle revêt une valeur numérique unique) bien qu'elle soit rapportée à un segment du temps. Pour transformer la correspondance point-segment, il suffit d'écourter la période de référence jusqu'à la réduire à un instant ou à un point. Dans la durée d'une heure pendant laquelle la flèche se déplace à une vitesse constante, il est clair que sa vitesse est à tout instant invariante par définition, si bien qu'on la représente en fonction du temps par un segment face à un segment, et non par un point. Il en serait de même, pourrait-on penser, pour la production. Il est évident que, si la période est choisie de telle sorte qu'elle soit représentée par un segment sur l'axe horizontal, la production correspondante, supposée constante pendant la période, est donnée par un point sur l'axe vertical. Toutefois, il suffirait de réduire la période

jusqu'à la transformer en une grandeur ponctuelle pour qu'elle trouve face à elle la production constante, ponctuelle elle aussi. La mathématique pourrait alors s'appliquer puisqu'on ne lui demande plus de «traiter» la relation (nécessairement indéterminée dans son domaine) entre le nombre infiniment grand des points constituant le segment de temps et le point unique de la production.

Or l'examen attentif de la prétendue analogie réserve une grande surprise; en fait, on retrouve la définition originale de la constance appartenant à la production: le mobile a une vitesse constante si sa vitesse est la même en tout point du temps considéré; au contraire, la production a une valeur numérique constante dans la période parce qu'elle y est une *action unique,* non répétitive (dans la période). La vitesse se répète à tout instant; la production n'existe que dans l'espace d'un instant, bien qu'elle se rapporte à la période entière. La distinction des deux cas, qui ne saurait être plus marquée, apparaît le plus clairement dans la tentative de réduire la période de référence jusqu'au «point de temps». Si la production était une action continûment présente dans la période, elle existerait à chacun de ses instants, comme la vitesse; or, en fait, *la production d'un instant ne peut être positive que si elle est immédiatement rapportée à toute la période;* autrement dit, la production d'un instant du temps continu est logiquement nulle.

La vitesse instantanée se rapporte à l'instant et non à la période intégrale pendant laquelle elle s'exerce; la production instantanée serait nécessairement nulle dans ces conditions. Il en découle que le segment de référence ne peut être diminué indéfiniment: faute de retenir une période élémentaire (la plus petite que l'on puisse se donner) qui soit encore finie (mesurée dans la mathématique «standard»), on se condamne à ne connaître que les productions nulles. L'analyse des productions positives présuppose une série de périodes élémentaires, dont aucune ne soit réduite à la dimension des nombres infinitésimaux. C'est ainsi que s'impose l'idée du *quantum de temps.* Il est permis de choisir une durée quelconque, grande ou petite; qui plus est, le choix est totalement indifférent puisque les productions des périodes successives sont additives entre elles. Mais dès que la période élémentaire est choisie, on ne peut déceler qu'*un* acte de production correspondant: toute production est une action

instantanée ou ponctuelle dont l'efficacité s'étend immédiatement à la période intégrale. La conclusion est donc inévitable, même si elle signifie l'abandon des mathématiques, leur incapacité à saisir l'objet de la recherche: la production est, non seulement une valeur numérique unique, mais une action dont l'événement est unique dans toute la période considérée.

Il faudra s'y résigner; la production est un phénomène quantique, fondamentalement distinct de toutes les grandeurs connues en mécanique classique: bien qu'elle soit située dans le temps, la production n'en est pas une fonction, car, privée de toute inertie dans le temps, elle est une action qui disparaît à l'instant précis où elle apparaît, son appartenance à la totalité du quantum de temps étant définie instantanément.

Toutes les erreurs de logique généralement commises au sujet de la production tiennent à une confusion, que nous avions annoncée. Il est entendu que la production est un mouvement dans le temps. Dès lors, on la conçoit tout naturellement comme un mouvement porté par le temps-continuum, un déplacement dans un espace. L'erreur est fondamentale pour une raison dont l'évidence s'impose dès qu'elle est énoncée: les mouvements dans un espace quelconque «réinventent» l'espace déjà donné; la production est au contraire *créatrice d'un espace,* l'espace-produit étant non le «milieu» dans lequel la production est définie mais, bien entendu, le résultat même de la production.

2. La production est un mouvement original, distinct de tous les mouvements connus en mécanique classique.

Si la production était simplement un mouvement régi par la mécanique newtonienne, elle serait définie par la relation suivante.

$$\text{(1)} \qquad \text{production} = \frac{\text{produit}}{\text{unité de temps}}$$

Or, entre la production et son produit, il existe une relation *indépendante du temps*. Donnons-en d'abord deux exemples tautologiques. Si la production est nulle, le produit ne peut-être que nul; la réciproque est vraie aussi. D'autre part, si une production positive est multipliée par un nombre positif, le produit est multiplié par le même nombre: ainsi, si la production double, le produit double; la réciproque est de nouveau vraie. Les deux propositions ne sont pas vérifiées pour la vitesse d'un objet en déplacement dans un espace donné: si le déplacement est nul, il n'est pas sûr que la vitesse soit nulle; il suffit que le temps de déplacement le soit. Pareillement, la multiplication de la vitesse ne donne aucun résultat si elle n'est pas appliquée dans le temps. A la différence de la vitesse, la production entretient une relation d'équivalence avec le produit, *totalement indépendante du temps*.

(2) $$\text{production} = a \cdot \text{produit}$$

Si on convient d'écrire $a = 1$, on signifie simplement que la production et le produit sont deux grandeurs spécifiées dans la même échelle de mesure. Comme il n'y a aucune raison de changer d'échelle quand on passe de la production à son produit, la deuxième relation peut être simplifiée.

(2) $$\text{production} = \text{produit}$$

La production est l'opération et le produit est son résultat; mesurées dans la même unité et la même échelle, les deux grandeurs sont nécessairement égales entre elles, une seule et même mesure s'appliquant indifféremment aux deux.

La mécanique classique ne reconnaît que l'équation *1*. Or la relation d'équivalence *2*, qui fait l'originalité de la production, impose une autre définition de l'*intégrale* du mouvement dans le temps. Puisque le produit est instantanément égal à la production (l'équivalence étant indépendante du temps), quelle que soit la période de référence (finie) choisie, *l'intégrale du mouvement dans le temps est égale au mouvement instantané*. Si l'on persiste à parler d'intégrale dans cette nouvelle situation, il faut dire «intégrale quantique», le produit

mathématique du mouvement et de son temps d'application étant égal au mouvement lui-même.

Le moment est venu de réhabiliter les paradoxes éléatiques: toute analyse qui pose la production dans le temps continu se donne une production «immobile dans le temps» et, dès que la production se contente de suivre le temps, elle conduit à un résultat dont il est rigoureusement certain qu'il est nul à tout instant.

3. *Si, comme on le suppose dans la théorie reçue, la production est un mouvement inscrit dans le temps-continuum, elle confirme les paradoxes de Zénon d'Elée: tenue immobile dans le temps, la production donne constamment un produit nul.*

Soit le temps de la physique classique; il est défini par le déplacement uniforme d'un «point de temps». Empruntons la définition proposée par Isaac Barrow (1630-77), le prédécesseur immédiat d'Isaac Newton comme «Lucasian Professor of Mathematics» à l'Université de Cambridge. «Le temps est composé de la simple addition des moments qui s'écoulent ou du flux continu d'un moment unique. Une ligne, définie par la trace d'un point qui se meut en avant, peut être conçue comme la trace d'un moment en flux continu. Le temps peut ainsi être représenté par une droite uniforme. La divisibilité est toujours donnée, infinie ou indéfinie. Les instants sont des parcelles de temps infiniment petites dans lesquelles sont parcourus des espaces infiniment petits [cf. Margaret E. Baron, *«The Origins of the Infinitesimal Calculus»* (Pergamon Press, Oxford, 1969), p. 240].» Ainsi conçu, le temps définit le continuum.

Or il est important de noter que la science de la production – l'économie politique – se fonde elle aussi sur le temps continu. Il serait tout à fait inopérant de *partir* du temps quantique; la production ne pourrait plus être définie, car le temps quantique est son résultat. La nature granulaire du temps est le résultat et non le présupposé de l'opération. En physique, également, le temps serait quantique s'il s'agissait de la création d'un espace et non simplement de déplacer un objet dans un espace déjà donné.

En mécanique, la vitesse du mobile est définie dans un espace déjà présent, au sein duquel s'effectue le déplacement. Poursuivons l'analyse de Barrow. «Tout degré de vitesse peut être engendré à partir de l'état de repos, ou du degré de vitesse le plus bas, par incréments, ou par un flux continu, de la même façon qu'une ligne peut être produite par l'apposition des points ou par le mouvement, et le temps par la succession des instants. En conséquence, les vitesses peuvent être représentées par des droites perpendiculaires à la droite représentant le temps; l'espace compris représente la distance totale couverte pendant le mouvement [*ibid.*, p. 240].»

Ainsi le mobile se déplace-t-il dans un espace qu'il «reproduit». C'est précisément parce que le chemin existe déjà, avant d'être parcouru, que les paradoxes de Zénon ne s'opposent pas à l'écriture de la vitesse en fonction du temps et, donc, au calcul du déplacement intégral par la méthode des «infinitésimaux». Le problème serait bien plus redoutable si la flèche devait créer l'espace «devant elle». Même les travaux analytiques de Karl Weierstrass (1815-97) seraient alors sans effet. Puisqu'elle ne quantise pas le temps, la flèche ne se déplace que dans l'espace: elle est immobile dans le temps. Plus exactement, elle est *«chronostationnaire»*. Le temps s'écoule et la flèche se déplace comme au fil de l'eau, à la même «vitesse» que lui; elle suit rigoureusement le *point de Barrow,* dont le flux continu définit le temps-continuum. L'intuition géniale du Grec garde donc toute sa force paradoxale: le mobile est *immobile dans le temps.*

Or l'immobilité ou l'action nulle (dans le temps) ne saurait créer le moindre objet, le moindre espace; immobile dans le temps, la flèche ne crée qu'un espace nul: elle ne se déplace pas non plus dans l'espace, sinon dans un espace qui existait déjà et qui était déjà mesuré, indépendamment du mouvement de la flèche. Si l'espace parcouru devait être créé dans le mouvement, la flèche de Zénon, portée par le continuum de temps, n'atteindrait jamais son but, bien que la somme des termes d'une progression géométrique puisse converger en dépit du nombre infiniment grand de ses termes. L'aspect mathématique du problème est finalement banal. Immobile dans le temps, la flèche ne peut signifier qu'un espace déterminé par une tout autre voie, restée entièrement inexpliquée.

En économie, l'espace n'existe pas avant le mouvement (la production). Il est vrai qu'il est légitime d'assimiler le produit à un espace. Mais justement, le produit n'existe pas avant la production, sa seule source. Le paradoxe trouve donc ici la pleine application qui est la sienne en physique, quand le problème posé n'est pas de simple balistique mais concerne l'origine de l'espace à *n* dimensions définissant l'univers. *Si la production se contentait d'épouser le continuum de temps, elle serait une «non-action» dans le temps et, de ce fait, elle créerait un espace ou un produit strictement nul. Le produit est un espace dont l'une des dimensions est le temps quantisé par la production.*

4. La théorie dominante donne une définition circulaire de la production.

Dans la théorie économique dominante, on dit qu'une grandeur a une dimension dans le temps si elle est le produit par le temps d'une grandeur première qui, elle, est posée sur un «point» du temps, le point de Barrow. On peut reprendre l'image de la vitesse en mécanique. Le chemin parcouru a une dimension dans le temps parce qu'il est le produit de la vitesse (grandeur première) par son temps d'application. Si la vitesse instantanée est calculée à la limite, par le chemin parcouru dans un temps infiniment petit, la circularité du raisonnement est le reflet du fait déjà dénoncé que l'espace parcouru est prédéfini. Ainsi, les grandeurs sont «dimensionnées» dans le temps parce qu'elles épousent le flux du temps. Le temps est le facteur par lequel les grandeurs premières, dont la dimension dans le temps est idéalement nulle, sont multipliées. Le résultat de la multiplication n'est que la répétition cumulée (même si c'est *n* fois, où *n* est un nombre infiniment grand) de la grandeur première, dépourvue de toute définition dans le temps.

5. La production quantise le temps.

L'analyse logique de la production impose un autre enseignement. La production quantise le temps; c'est dire qu'*elle saisit d'un seul coup un morceau du temps continu :* le premier résultat de la production est donc la définition d'un quantum de temps. Le produit n'est pas posé dans le temps; il *est* du temps. On voit ainsi que la dimension

primordiale du produit, qui est un espace, est le temps quantisé. *Saisissant un produit posé dans le temps et non le produit dont le temps est l'«étoffe», les théories toutes faites ne tiennent qu'un objet privé de vie, un concept vide.*

En fait, le théoricien est confronté à un dilemme. S'il définit la production en fonction de ses «facteurs» supposés (travail, capital, terre), il est incapable de situer l'activité productrice dans le temps. Les «fonctions de production» sont posées et analysées sans égard à l'écoulement du temps. Mais, inversement, si le théoricien décide d'étudier la production en termes de temps, il n'est plus capable de la rapporter à ses facteurs supposés. Dans les deux cas, l'échec est certain. Comment les facteurs produiraient-ils hors du temps? Les fonctions de production sont des exercices de mathématiques élémentaires établis dans le champ clos des purs jeux de l'esprit. Si un facteur se met effectivement à produire, il agit nécessairement dans le temps et, faute d'en rendre compte, l'analyse laisse échapper son objet, au moment même où il devenait réel.

En revanche, si la production est d'emblée posée dans le temps, elle y définit une grandeur qui n'est mesurable que par le produit, comme la vitesse du mobile n'est mesurable que par le chemin parcouru. Le cercle est vicieux; ne préexistant pas à la production, le produit ne peut-être mesuré que par elle; comment, dès lors, la production serait-elle mesurée en produits?

6. *Le produit est un quantum de temps.*

L'«analyse quantique» résout le dilemme. La production est l'acte premier; c'est elle qui mesure le produit. *Le produit n'est rien d'autre qu'un quantum de temps et sa mesure est celle du temps quantisé.* D'autre part, la définition des «facteurs de production» n'est plus laissée à l'imagination du scientifique. Ne peut produire, logiquement, que l'action qui quantise le temps. Il nous reste à découvrir cette action: elle est exclusivement une «projection» ou une «émission» de *l'homme.*

Si la production quantise le temps continu, c'est qu'elle est la réalisation d'un projet (de l'homme).

La démonstration en est assez facile, car elle parle à l'intuition. Donnons-nous le temps, dont l'écoulement continu est représenté

par l'axe des x. Il est certain que toute production a une origine précise sur cet axe. Supposons qu'une production commencée à l'instant *to* soit achevée à l'instant *tn* (lui aussi parfaitement déterminé). L'analyse qui précède a établi la nullité de la production à l'intérieur de l'intervalle (*to*, *tn*).

Quelle que soit la division de l'intervalle, la production est nulle en cette division; bien plus, la production est nulle dans la somme des divisions: elle n'est positive que dans *l'ensemble* de la période. Ainsi, un produit à moitié achevé n'est «ni fait ni à faire», comme on dit dans la langue parlée. Si la production s'étendait dans le continuum, le produit se formerait lentement et sans à-coups; on pourrait alors parler de la fraction du produit, comme s'il s'agissait du produit achevé, divisé par un nombre. La moitié d'une roue serait une roue divisée par le nombre 2. En réalité, il est bien certain que la moitié d'une roue n'est une demi-roue que dans la roue entièrement achevée; si la production s'est terminée à la moitié de la roue, elle est *totalement sans effet:* alors, la roue n'existe pas à moitié, elle n'existe pas du tout. Le même effet «totalisant» est constaté pour les services produits: un voyageur à destination de New-York ne serait pas partiellement satisfait si l'avion le transportait uniquement de Paris à Shannon. Il est inutile de multiplier les exemples: toute production entreprise à l'instant *to* et achevée à l'instant *tn* se forme d'un seul mouvement en *tn,* la période n'étant continûment parcourue que par la phase préparatoire, le travail en cours, «work in progress».

A vrai dire, la théorie courante accepte que la production doive être préparée, pour apparaître en un saut. Mais le saut est pris en compte par les fonctions de saut déjà évoquées. On s'imagine que, le saut étant fait, il laisse une trace dans le temps continu. Le saut suivant prendrait alors appui sur la trace laissée par le saut précédent. Nous avons montré qu'il n'en est rien. Un premier voyage de Paris à New-York ne fournit aucune nouvelle base de départ pour un (second) voyage; pareillement, la première production d'un objet tangible ne fait pas durablement passer le produit à un niveau positif: toute nouvelle production doit partir de zéro. Tout cela serait évident si l'abandon des fonctions de saut ne conduisait pas l'analyse à une toute nouvelle conception de la relation production-

temps. Dès lors que le «premier» saut ne laisse aucune trace dans le temps chronologique, le «deuxième» saut est tout aussi *premier* que le précédent. La représentation de la production dans le temps ressemble donc à un électrocardiogramme. Mais deux différences essentielles aggravent considérablement la difficulté conceptuelle:

– chaque pulsion du cœur prend du temps (elle est située dans le continuum), alors que la production, saisie en son point d'achèvement, est instantanée en *tn;*

– chaque pulsion s'étend uniquement sur la fraction du temps chronologique prise par le battement, tandis que la production, qui n'«occupe» que l'instant *tn,* s'étend à toute la période (*to, tn*).

Le cas de la production appelle un enrichissement des «outils d'analyse»: le quantum de temps doit être ajouté au temps-continuum. Il n'est donc pas question – nous l'avions déjà noté – d'abandonner le temps conçu comme l'ensemble des nombres réels. *Toute production s'achève à un instant du temps continu. Mais la production est un déplacement non nul dans le temps; et c'est en cela qu'elle quantise le temps.*

Le moment est venu de proposer l'explication claire de la «quantisation» du temps continu.

On se représente l'axe des *x,* ligne formée par le déplacement continu du «point de Barrow». A l'instant *to* où la production considérée commence, elle s'appuie sur le temps, qu'elle suit «ponctuellement» jusqu'à l'instant *tn.* Dans tout ce «trajet», la production est un mouvement de la mécanique classique, un mouvement chronostationnaire. C'est justement parce que le mouvement épouse passivement le temps dans son écoulement, que son résultat est la création d'un espace nul. Mais rien n'est encore perdu puisqu'il est reconnu qu'aucun produit n'apparaît dans la durée (*to, tn*). Il faut donc porter l'attention sur la production à l'instant *tn,* instant de son achèvement. Voyant l'achèvement de la production, l'instant *tn* voit la totalité de la production puisque la production n'existe qu'achevée. Afin d'embrasser la réalité dans ses deux aspects indissociables, la production étant étendue de *to* à *tn* tout en ne prenant existence qu'à l'instant *tn,* il faut que l'analyse se donne un mouvement original, mais que la science physique connaît déjà: le mouvement

ondulatoire. Une onde est un va-et-vient. Or, seul un va-et-vient instantané rend compte de la double réalité de la production:

– la production s'étend de *to* à *tn;* il faut donc qu'elle «parcoure» ce temps;

– la production est uniquement située à l'instant *tn;* il faut donc qu'elle soit en *tn* même pendant le parcours de *to* à *tn;*

– l'unique solution – mais elle est entièrement satisfaisante – est dans la reconnaissance de la nature ondulatoire de la production: à l'instant *tn,* la production est une onde, un mouvement dans le temps, constaté de *tn* à *to* et identiquement de *to* à *tn.*

7. La production est un mouvement ondulatoire.

Le fait que le déplacement ondulatoire dans le temps définisse d'abord le trajet de *tn* à *to* permet d'éluder l'argument de bon sens selon lequel aucun mouvement ne peut «enjamber» le temps dans le sens de son écoulement, en allant «plus vite» que le point de Barrow. L'instant *tn* étant postérieur à l'instant *to,* il est vrai qu'il serait contradictoire de se donner le parcours instantané de *to* à *tn,* car *to* serait alors en *tn.* L'incohérence tombe dès que le parcours est d'abord à contresens. Etant lancée de *tn* à *to,* l'onde laisse subsister l'écart entre les deux points du temps; même le trajet complémentaire, de *to* à *tn,* n'implique plus la coïncidence des deux instants, puisque le mouvement ondulatoire ne survient qu'après l'écoulement du temps (*to, tn*).

La nature ondulatoire de la production est également conforme à la pensée intuitive. Si la production ne prend existence qu'à son achèvement, tout en exigeant un effort soutenu dans le temps ou la durée, c'est qu'elle est la rencontre d'un projet et de sa réalisation; seule la conception «mécaniste» de la production est ainsi rejetée: si la production était aussi bien le fait de la machine ou de la terre que de l'homme, elle ne pourrait se dérouler que dans le temps continu et le produit serait un «espace» qui remonterait à l'origine de l'Univers. La production serait un vain mot, un concept vide. L'économie produit parce que l'homme y réalise ses «projets matériels».

8. Le travail quantise le temps. La production ne quantise pas le temps de travail.

Toute production humaine (ce qui est une expression redondante) est l'émission d'une onde, le parcours instantané et dans les deux sens contraires du temps «consommé» par la production, l'activité du travailleur, dans toutes les branches de l'économie nationale. On voit que les Classiques n'étaient pas si loin de la vérité quand ils considéraient le produit comme du temps coagulé. Leur théorie aurait même été parfaite s'ils avaient simplement dit que le travail de l'homme donne un produit s'identifiant à du temps coagulé ou quantisé. Mais on comprend bien que l'évolution de la science ait emprunté une étape intermédiaire, le résultat de la production apparaissant comme du temps de travail coagulé. Il est clair aujourd'hui que *le travail quantise le temps et que le travail n'est donc pas lui-même quantisé ou coagulé.*

L'erreur a une conséquence grave; le travail étant fictivement projeté dans son résultat, on s'imagine tout naturellement que le produit a une dimension-travail, alors qu'il n'a qu'une dimension-temps. On s'explique ainsi l'impasse dans laquelle s'est engagée la science, de Ricardo à Marx: supposé présent dans le produit, le travail devait en être la mesure commune, par-delà la diversité des biens. En fait, aucun travail n'étant compris dans les biens, les produits restent différenciés. Il serait naïf de croire que la production d'une même personne donne deux produits égaux pourvu qu'ils soient les résultats d'un temps de production égal. A fortiori, les produits des différentes personnes sont incommensurables, sans que la comparaison des temps quantisés apporte la moindre solution. Si le produit i et le produit j sont des temps quantisés égaux, la logique ne permet pas d'élider le temps, pour conclure que les produits sont égaux ou interchangeables. En d'autres termes, *la quantisation du temps n'est pas une opération de mesure: elle apporte le produit et non sa mesure.* Les produits ne peuvent être mesurés que s'ils sont introduits dans des relations d'équivalence avec des nombres.

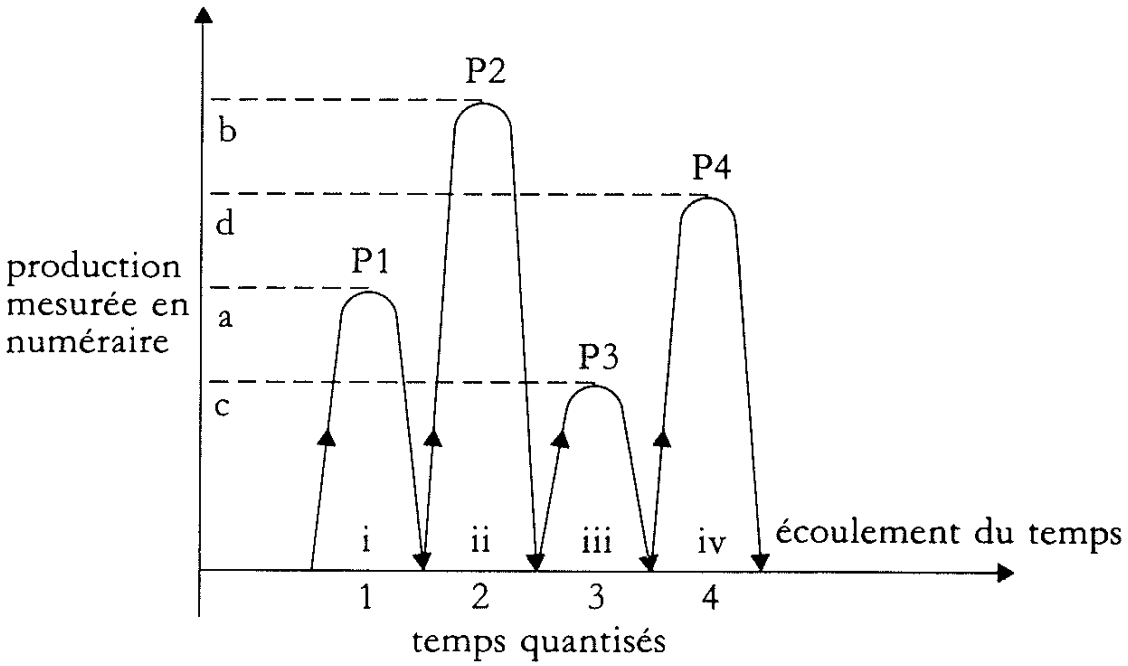
Après les Classiques, la science s'est justement intéressée à la théorie du numéraire. Si, outre sa dimension-temps, le produit

n'acquiert pas une dimension-numéraire ou une dimension-nombre, il n'est introduit dans aucun espace de mesure. La production nationale est un mouvement mesurable ou quantifiable parce qu'elle quantise à la fois du temps et des nombres.

II. DANS L'ÉCONOMIE CONCRÈTE, LE PRODUIT NATIONAL SE FORME EN TEMPS QUANTISÉ ET SIMULTANÉMENT EN NUMÉRAIRE.

9. *Le produit peut être défini indépendamment du temps, en un pur numéraire.*

Comme précédemment, portons la production sur l'axe vertical et le temps (dans son écoulement) sur l'axe horizontal. On sait que la correspondance entre la production et le temps est une relation point-segment. Cependant, où se situe le point pour une période donnée? On ne saurait le dire, à moins que la production ne soit, sur l'axe des y, portée par une échelle de mesures. Il faut «étalonner» l'axe. Seul le numéraire répond à cette fin.



Le produit a deux dimensions si, et seulement si, la production est elle-même un mouvement ondulatoire double. Nous n'avons pas représenté les ondes dans le temps mais seulement les ondes qui quantisent le numéraire: par exemple, l'onde *i* crée la dimension-numéraire, *P1 = a,* du produit de la période *1.* On arrive ainsi à une conclusion très intéressante. L'onde qui parcourt le temps n'est pas achevée au moment où l'onde parcourant le numéraire l'est déjà: les deux quanta sont donc la transformation l'un de l'autre. On peut ainsi exprimer le produit de chaque période uniquement en numéraire, la dimension-temps étant réduite à un facteur de proportionnalité égal au nombre 1. On arrive à cette fin d'une manière très simple: on divise le temps continu en une série de quanta tous égaux. Deux équations en résultent aussitôt:

production de la période q x temps écoulé dans la période q = production de la période q;

produit de la période q = dimension-numéraire du produit de la période q.

La conclusion que nous venons d'atteindre appelle une formulation qui met l'opposition des théories en pleine lumière:

– la mécanique classique assimile le temps à l'ensemble des nombres réels;

– la théorie de la production assimile le temps à l'ensemble des nombres positifs et entiers.

La première question qui se présente maintenant est évidente: quelle est la nature du numéraire? Nous y répondrons très brièvement, car le numéraire s'identifie à la monnaie, qui est tout l'objet de notre travail.

III. LA PRODUCTION DONNE LE PRODUIT-NUMÉRAIRE PARCE QUE LA MONNAIE EST INTRODUITE DANS LE PROCÈS DE PRODUCTION.

10. Le produit-numéraire est le résultat de la «production salariée».

Une réflexion sera suffisante ici. Supposons que le travailleur isolé se propose de créer le produit à deux dimensions; il n'y parviendra pas: la dimension-numéraire fera nécessairement défaut et le produit ne sera que du temps quantisé. Le produit ne peut se former en nombre que s'il est changé en nombre. Et il est inconcevable que l'homme, s'il se tient à l'écart de tout échange, réussisse à transformer son produit en numéraire: il obtiendra toujours du pur temps quantisé. La dimension-numéraire du produit ne peut apparaître que si l'acte même de la production est, comme nous l'avons montré, une opération doublement ondulatoire; autrement dit, pour obtenir un produit-numéraire, il faut que le travailleur produise «deux fois en une», d'abord pour l'entreprise (où est déposé le produit en sa dimension-temps), puis pour lui-même (sous la forme du produit en sa dimension-nombre). Ainsi, *seul le régime du salariat permet la naissance du produit (individuel et national) dans sa dimension-numéraire.*

CHAPITRE II

LES DÉPENSES ET LE TEMPS

IV. COMME LA PRODUCTION, LES DÉPENSES (EN PARTICULIER MONÉTAIRES) SONT DÉFINIES DANS LE TEMPS QUANTIQUE.

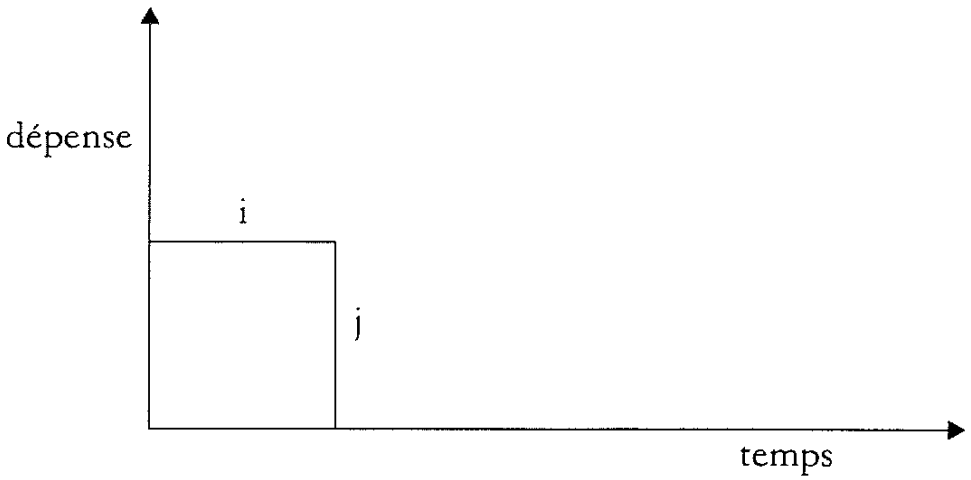
Nous établirons sans trop de difficulté que toute dépense entretient avec le temps la relation même que nous venons de dégager pour la production. La conclusion ne dépend pas de la nature de la dépense économique. Cependant nous raisonnerons sur les dépenses monétaires, car, dans les publications comme dans les faits, elles occupent la place prépondérante.

Au lieu d'examiner directement les dépenses dans le temps, il est sans doute plus instructif de partir des explications avancées par la science constituée. Si nous choisissons les textes de Paul A. Samuelson, ce n'est pas parce que la position de cet auteur serait curieuse en la matière; elle reflète au contraire la pensée générale avec tellement de bonheur qu'il faudrait chercher dans les essais les plus récents de quelques théoriciens particulièrement inquiets, pour trouver les éléments d'une timide déviation par rapport au corps de la doctrine dont Samuelson est un porte-parole autorisé. L'énoncé progressif et la dissipation concomitante de l'erreur nous conduiront logiquement à la définition exacte: comme la production, toute dépense est une opération ondulatoire, dont l'effet est de quantiser un «morceau» du temps continu.

11. La dépense n'est pas un flux dans le temps continu.

Si l'on raisonne par élimination (à partir de l'acquis antérieur à la découverte des quanta de temps), on ne peut rien reprocher à l'auteur: n'étant certainement pas un stock, la dépense est, comme le revenu, «un taux, un flux de dollars par unité de temps» (*«The Collected Scientific Papers of Paul A. Samuelson»,* The M.I.T. Press, 1966-77, I, 162). Apparemment anodine, cette définition est lourde de conséquences, même dans l'ordre de la politique économique.

Soit la représentation d'une dépense «en fonction» du temps, telle qu'on la trouve à la page 1156 du deuxième volume des *«Collected Scientific Papers».*



La droite *i* est la représentation de la dépense (constante) dans la période; la droite *j* permet de délimiter le rectangle qui donne l'intégrale de la dépense, le produit du flux par le temps, montant de la somme dépensée. L'erreur est manifeste et elle s'exprime très simplement: logiquement, l'intégrale de la dépense dans la période est donnée linéairement par la mesure de la droite *j*.

La méprise est tellement évidente que l'on hésite à l'attribuer à Samuelson. Cependant, la suite du raisonnement de l'auteur fait taire le scrupule.

12. La succession des dépenses ne définit pas un flux dans le temps continu.

Sur ce point, l'erreur apparaît dans de nombreux textes. Enchaînées dans le temps, les dépenses forment un flux; «une impulsion [dépense] suit la précédente en un flux continu et stable» (*ibid.*, II, 1163). Proposons une seule autre citation, qui a le mérite incident d'introduire le problème du multiplicateur keynésien, posé de telle sorte que nous pourrons vérifier sous peu et au-delà de tout doute possible la profondeur de l'erreur de Samuelson. «Dans l'analyse dynamique séquentielle, on rencontre deux définitions du multiplicateur. La première mesure le multiplicateur par l'accroissement du niveau du revenu qui est finalement atteint comme résultat du flux *continu* [souligné par l'auteur] d'une dépense unitaire, répétée en chaque période. Le second, que l'on peut appeler le multiplicateur cumulé, est mesuré par la sommation à travers toutes les périodes des revenus résultant d'une unité de dépense donnée en une seule impulsion, non répétée [*ibid.*, II, 1191].»

Bien que l'esprit en soit extraordinairement surpris, on lui demande d'accorder crédit à deux formulations qui s'excluent formellement l'une à l'autre: une seule dépense est déjà un flux et la série des dépenses enchaînées en serait un autre. Le flux est un mouvement, un écoulement; aussi est-il vraiment difficile de concevoir un mouvement qui se déplace lui-même, le mouvement étant alors à la fois le déplacement de l'objet et l'objet déplacé, le flux et le flux du flux.

Il est bien certain que concevoir la nature d'une dépense n'est une petite tâche pour personne. Mais dans les textes cités, la naïveté est sans doute démesurée. Si une dépense unique est déjà un flux, elle forme par définition un enchaînement en elle-même, et non avec *d'autres* dépenses. En revanche, si, dans une série de dépenses, chaque élément est un «non-flux», une grandeur instantanée, la succession des dépenses dans le temps ne forme nullement un flux. Même dans le dictionnaire, un flux est un mouvement continu; on ne peut donc construire un flux avec des éléments dont aucun ne définit un mouvement. On peut concevoir une succession de mouvements élémentaires, dont chacun prendrait le relais du précédent; on obtiendrait ainsi un mouvement unique, composé de mouve-

ments parcellaires. Mais une succession de mouvements rigoureusement nuls définit un mouvement unique qui ne peut être que nul.

Avant de passer à l'examen de la troisième erreur, qui est tellement fondamentale qu'elle a miné le corps entier de la théorie macroéconomique post-keynésienne, dans les modèles «revenus-dépenses», résumons les deux premières, en les confrontant brièvement aux vérités correspondantes.

Une dépense isolée n'est pas un flux. Si une dépense était un flux, elle serait un mouvement continu et, plus précisément, un mouvement ininterrompu dans un intervalle du temps continu (ou du continuum). Soit *I* cet intervalle. On peut appliquer le raisonnement développé au sujet de la production. Si la dépense est, par exemple, constamment de 100 fr. dans le temps *I,* elle est de 100 fr. en chacune des parties de ce laps de temps: la dépense totale de la période est donc indéterminée; elle est aussi grande que l'on voudra, car, pour la faire croître, il suffit de multiplier le nombre des périodes élémentaires comprises en *I.* Il est clair que la dépense supposée est de 100 fr. pour *l'ensemble indivisible* de la période *I.* Mais on en induit que la dépense est un événement *unique,* bien qu'elle se rapporte à toute une période; elle est une grandeur instantanément rapportée à une durée positive. C'est dire que la dépense n'est pas un mouvement continu; elle est un événement «ponctuel», de durée nulle. La vérité est que la dépense est un mouvement ondulatoire, qui couvre instantanément, et dans les deux sens contraires, la période de référence. Ainsi, *le versement d'un salaire mensuel est une dépense qui, si elle est effectuée à la fin du mois, est un mouvement dont l'efficacité prend immédiatement effet au début du mois, pour «remonter» le temps, jusqu'à l'instant du paiement.* En aucun cas le salaire ne peut être versé continûment; il l'est nécessairement d'un seul coup.

Une série de dépenses n'est pas un flux. On pourrait chercher à éviter l'absurdité de «flux du flux» en appliquant l'idée des relais, évoquée plus haut. Une première dépense se maintiendrait dans une période limitée; puis une deuxième dépense prendrait la suite; et ainsi par récurrence. Mais on s'aperçoit vite que le procédé n'est pas viable: si la première dépense s'éteint, la deuxième ne saurait la prolonger,

sinon à partir de zéro (tout est à recommencer); et si la première dépense se maintient, la deuxième s'y ajoute, et elle ne la prolonge pas davantage. Ainsi, la logique permet seulement deux solutions a priori:

– la dépense est un mouvement dont l'inertie dans le temps est limitée; dans ce cas, la «deuxième» dépense part de la table rase;

– la dépense est un mouvement qui se maintient dans le temps; la «deuxième» dépense (ainsi que toutes les autres) s'ajoute alors à la première, au lieu de la continuer. Il est ainsi démontré qu'en aucun cas la série des dépenses n'est un flux. En vérité, toute dépense est un mouvement dont l'inertie dans le temps est tellement limitée qu'elle s'éteint à l'instant même où la dépense est faite. *Toutes* les dépenses sont donc *premières;* aucune n'est la simple continuation dans le temps d'une dépense antérieure.

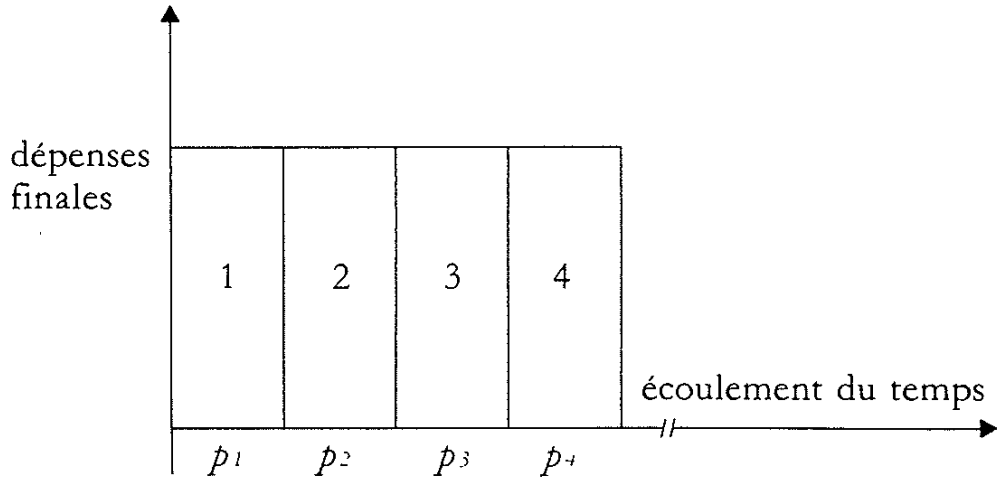
On constate que les deux erreurs sont dues au fait que Samuelson prête aux dépenses une inertie positive dans le temps. Il est évident que l'absence totale d'inertie est extrêmement déroutante pour l'esprit, car elle interdit toute détermination des dépenses les unes par rapport aux autres.

La troisième erreur, de loin la plus grave, est en quelque sorte le fruit des deux erreurs précédentes. L'inertie (illégitimement) prêtée aux dépenses est prise comme le point de départ d'une explication dynamique de la formation des dépenses dans l'économie nationale.

13. L'enchaînement des dépenses dans le temps ne forme pas une dynamique.

La citation déjà donnée (II, 1191) est suffisante, sauf à l'appuyer sur les graphes rudimentaires de II, 1156. L'auteur développe la célèbre théorie du multiplicateur de Keynes, et nulle part ailleurs elle ne se trouve autant à découvert. Donnons au multiplicateur sa valeur la plus grande possible, qui est la sienne quand l'inertie dans le temps de toute dépense monétaire est illimitée. Même dans ce cas, où le multiplicateur devrait pourtant être une grandeur continûment croissante avec l'écoulement du temps, il est un coefficient tristement et constamment identique au nombre 1.

Soit d'abord le «multiplicateur cumulé», «mesuré par la sommation à travers toutes les périodes des revenus résultant d'une unité de dépense donnée en une seule impulsion, non répétée». Représentons l'accumulation dans le temps des dépenses successives (comme en II, 1156, figure c).



Si la logique était respectée, dans le texte et dans sa représentation, la dépense de la période *2* s'ajouterait à la dépense de la période *1;* il n'y aurait alors aucune raison de s'arrêter: toutes les dépenses seraient cumulatives dans le temps, si bien que dans la période *n* la somme des dépenses accumulées depuis le commencement serait égale à *n* fois la dépense initiale.

Or l'idée de l'effet cumulatif d'une dépense dans le temps (ou en dynamique) est totalement absurde en tout état de cause, que les dépenses soient ou non pourvues d'une inertie dans le temps. Si l'inertie était nulle, toute dépense serait un mouvement qui cesserait à l'instant même de sa production: les dépenses *2, 3, 4,* etc., n'existeraient donc pas. Mais comme les dépenses sont par hypothèse dotées d'une parfaite inertie dans le temps, la dépense *2* n'est que le prolongement de la dépense *1:* les dépenses de p_1 et de p_2 n'en forment qu'une. Pour la même raison, les dépenses *3, 4,* etc., se confondent toutes avec la première dépense, qui est comme un vaisseau spatial sur son orbite (parcourue indéfiniment, en l'absence de toute friction). La seule défense possible serait de dire que la

dépense *2* est nouvelle; mais alors l'inertie dans le temps de la dépense *1* serait limitée à la période *1* et on sortirait de l'hypothèse de la dépense unique, «non répétée», pour aborder l'examen du «flux continu d'une dépense unitaire, répétée en chaque période». Passons donc à cet examen.

Il est inutile de faire un autre dessin. Contentons-nous de raisonner quelque peu. Si la dépense de la période *1* était dotée d'une (parfaite) inertie dans les limites de cette période, on pourrait diviser p_1 en un nombre quelconque de sous-périodes, *1', 2', 3', 4'*, etc., si bien que le «flux *continu* d'une dépense unitaire, répétée en chaque période» serait donné *à l'intérieur de la période «unique»* p_1. Une seule raison nous empêche de procéder de la sorte: c'est que la dépense *1* se rapporte à la période *1* indivisible. Mais alors, il faut en respecter la conséquence: toute dépense spécifiée dans une période *quelconque* se rapporte à *l'intégralité* de cette période. Ainsi, aucune dépense constatée dans la période *2* ne provient de la période *1*, sinon elle se rapporterait à la période (*1* + *2*) et à sa *division 1*. On en induit que toute dépense de la période *2* est nouvelle non seulement en cette période mais dans «tous les temps». Le «multiplicateur par l'accroissement du niveau du revenu qui est finalement atteint comme le résultat du flux continu...» est donc une grande absurdité.

Supposons que l'on s'adresse à un représentant des sciences exactes pour lui demander de suivre cette étrange logique. Toute dépense monétaire est un événement instantané (le temps de la transmission de l'information entre l'impulsion donnée par l'une des parties et sa réception par l'autre étant purement «technologique»); le crédit et le débit sont nécessairement simultanés; la somme dépensée, résultat de l'opération, naît également à l'instant, aucune dépense positive ne pouvant être le paiement d'une somme nulle; or, prêtez bien attention, malgré le caractère instantané de la dépense et de son résultat, elle s'inscrit dès sa naissance dans le temps continu, où elle persiste par conséquent, jusqu'à une date déterminée. La «durée» de la dépense, son étendue dans le temps, est un fait important, car une économie qui suscite de nouvelles dépenses dans la période considérée ne les fait pas partir de zéro mais, bien au contraire, elle fonde les nouvelles dépenses sur les

précédentes, pour autant qu'elles persistent, exactement comme la nouvelle poussée imprimée au véhicule spatial s'exerce sur sa trajectoire donnée, pour la modifier.

Un exemple permet de bien fixer les idées. Supposons que la somme de toutes les dépenses faites dans les périodes antérieures détermine dans la période présente la persistance d'une dépense totale de x francs; les y francs de dépenses nouvelles (effectuées dans la période courante) s'ajoutent alors aux dépenses de x francs venues du passé, si bien que les dépenses dont l'existence est constatée dans la période actuelle se montent à $(x+y)$ francs. Entendez-nous bien: il ne s'agit pas de dire qu'une économie qui a dépensé une somme de x fr. puis une somme de y fr. a dépensé en tout une somme de $x+y$ francs; la science économique est bien plus sérieuse. Elle a fait une véritable et grande découverte: l'action de dépenser s'inscrit dans le temps, si bien que les dépenses du passé prolongent leur efficacité dans le présent, pour ajouter des sommes dépensées aux sommes formées par les dépenses nouvelles. On dit ainsi que les déperditions (au sens de la théorie du multiplicateur de Keynes) sont nulles quand l'efficacité de toute dépense se prolonge indéfiniment. Dans ces conditions, la période *2* voit, en son sein, l'action de la dépense de la période *1* en plus de l'action de ses propres dépenses. Les deux dépenses, de y fr. et de x fr., sont des actions de la période *2,* bien que les x francs mesurent une action née dans une période antérieure. Dans le cas des déperditions nulles, une économie qui lance dans chaque période une dépense de x francs trouve en son sein une dépense de x fr. dans la première période, de 2 (x) fr. dans la seconde, de n (x) fr. dans la énième. Ainsi, bien que les dépenses décidées dans chaque période ne soient que de x francs, les dépenses croissent et se multiplient avec l'écoulement du temps, si bien qu'en chaque période l'économie connaît, en plus des dépenses qu'elle décide d'y lancer, des dépenses qui lui sont mécaniquement imposées, par le seul effet des impulsions antérieures; dès la deuxième période, l'économie dépense (malgré elle) deux fois x francs, alors qu'elle ne décide de dépenser que x francs dans la période.

Notre savant des sciences «dures» se détourne, amusé et un peu inquiet. C'est que l'illogisme profond de tout le «discours du mul-

tiplicateur» est vraiment pathétique. Comment une dépense décidée par les hommes dans la période *1* «forcerait-elle» la main des hommes dans la période *2*? Il est possible que la somme dépensée – le résultat de l'opération – persiste; mais (et on devrait dire que c'est l'évidence) la dépense, l'action de dépenser, ne se renouvelle pas d'elle-même: à la différence de leur résultat, les dépenses de la période *1* ne sauraient être importées dans la période *2,* où ne peuvent apparaître que les dépenses décidées en cette même période.

La *dynamique des dépenses* est une ineptie, le mot n'est pas trop fort. Par quel prodige les agents feraient-ils revivre dans la période *2* la dépense qu'ils ont lancée dans la période *1*? S'ils lancent une nouvelle dépense, elle est nouvelle justement: elle n'est nullement la copie ou la «persistance» d'une dépense antécédente. Autrement dit, en toute période, toute dépense est une action «vivante» de la période et non le prolongement inerte des actions antérieures.

14. La vision incorrecte de la «dynamique des dépenses» est due au fait que toute dépense est à la fois instantanée et néanmoins inscrite dans une durée positive.

Les théoriciens sont partis du fait que les dépenses monétaires ont une dimension dans le temps; elles ne sont pas des «événements de Poisson». Il s'agit bien de la dimension-temps des dépenses-opérations et non simplement de leurs résultats. Cette dimension est indéniablement positive. Jusque-là, aucune erreur n'est commise. Mais comment donner une dimension-temps à des opérations instantanées? Un seul exemple se présentait à l'esprit: la vitesse «instantanée» en mécanique classique. La dépense fut ainsi assimilée sans examen à un mouvement s'inscrivant passivement dans une certaine durée. Cette fois l'erreur est totale. Deux divergences essentielles s'imposent dès que l'on veut bien prendre le moindre recul:

– aucun mouvement mécanique se déroulant dans la durée n'a un effet immédiat; or à l'instant précis de la rencontre du crédit et du débit correspondant, la dépense est effective;

– toute dépense qui aurait une épaisseur dans le temps continu, si petite fût-elle, donnerait un résultat (une somme dépensée) infiniment grand; or la multiplication d'un mouvement mécanique de grandeur finie par un temps fini donne un résultat fini.

La solution juste est donnée par l'«analyse quantique», déjà proposée au sujet de l'opération de la production. Toute dépense se rapporte instantanément à sa période de référence, qui est donc un *quantum de temps,* un tout indivisible. En toute rigueur, si l'on veut représenter les dépenses (nationales) à l'aide des deux axes, il faut inscrire l'écoulement du temps (donc le continuum) sur l'un et le *numéraire* sur l'autre. Les dépenses monétaires sont mesurées en numéraire (et non, d'abord, en monnaie). Pour chaque période prélevée dans le continuum, on trouve une et une seule dépense (la somme de toutes les dépenses instantanées se rapportant à la période). Comme pour le cas de la production, on peut transformer le quantum de temps en un quantum unitaire, égal au nombre 1. A cet effet, il suffit de découper le continuum en tranches égales; les dépenses sont alors comparées les unes aux autres selon leur seule dimension-numéraire. Enfin, aucune dépense définie dans un quantum de temps n'est présente, si peu que ce soit, face à un autre quantum de temps. Il est donc logiquement et mathématiquement impossible de «déterminer» les dépenses successives les unes par rapport aux autres: en ce sens, toute dépense est «seule au monde». Le théoricien doit donc inventer une toute nouvelle méthode d'investigation et tourner le dos au «calcul».

15. Pour l'étude de la relation des dépenses et du temps, on ne peut utiliser ni les équations différentielles ni les équations aux différences finies.

Dans son ambitieux article «Some Notions on Causality and Teleology in Economics» (*ibid.,* III, 428-72), Samuelson étudie l'application comparée du calcul différentiel et des équations aux différences dans le domaine des grandeurs économiques. «La réalité impose-t-elle que la véritable analyse soit formulée en termes de la «cause actuelle créant son effet plus tard», ce qui exigerait l'emploi des équations aux différences?... Ou alors, puisque les intervalles de temps peuvent être divisés à volonté, la réalité appelle-t-elle l'uti-

lisation des équations différentielles?... Je crois que Richard M. Goodwin a fait remarquer qu'en économie les événements se produisent dans le temps fini et que nos observations s'y présentent en intervalles discrets, et ainsi qu'en principe la formulation en équations aux différences est optimale. Contre cet avis, des économistes comme R. F. Harrod ont affirmé l'opinion tout aussi partiale selon laquelle les flux des dérivées sont en un sens plus fondamentaux que les différences datées. La plus grande partie de la physique moderne utilise les dérivées newtoniennes et les dérivées partielles. Au moins un physicien, peut être influencé par l'importance conceptuelle de la théorie quantique, a proposé que toute la physique soit reformulée en termes de différences finies; et mon vieux maître, E. B. Wilson, le dernier élève de Willard Gibbs et lui-même un physicien-mathématicien distingué et un statisticien, me dit un jour que Gibbs lui fit part, dans ses dernières années, de sa tentative d'exprimer le plus possible sous la forme des différences finies... En un sens, le différend est vain, car il est fondé sur des distinctions sémantiques futiles. En un sens, la réponse est arbitraire, car elle dépend des besoins du chercheur [p. 439].»

Il est tout fait exact que le vrai problème n'est pas de choisir entre ces deux méthodes mathématiques qui, déjà du temps de Newton et de Leibniz, étaient très proches l'une de l'autre. L'option à prendre est bien plus fondamentale: il faut rejeter les deux méthodes *à la fois,* la réalité économique échappant totalement à l'une et à l'autre. C'est que les productions ou les dépenses ne sont pas seulement des événements datés, apparaissant dans des intervalles de temps finis et discrets; une bien plus grande imagination est requise pour les saisir: ces événements sont originaux par rapport à toutes les grandeurs capables d'être traitées par les équations, du premier ou du deuxième type. La production et les dépenses sont des *déplacements dans le temps,* alors que la physique, même la physique quantique *comme l'entend Samuelson,* ne connaît que des déplacements dans un espace prédéterminé. Les dépenses créent un espace, loin d'être des mouvements dans un espace déjà connu: elles sont des mouvements ondulatoires, *dont la vitesse est infinie dans le temps.*

L'analyse successive de la production et de la dépense a d'elle-même montré la très grande analogie des deux événements. Avant d'annoncer leur *identité* dans la dernière section, décrivons encore une fois l'opération de la «quantisation» du temps continu.

16. Nouvelle formulation de la quantisation du temps continu

Au début, on se donne le temps-continuum, le mouvement continu du point de Barrow. Il est donc vrai, au départ, que «les intervalles de temps peuvent être divisés à volonté». Cependant, si on arrête l'analyse sur ce constat, on s'interdit de saisir ces événements essentiels que sont la production et la dépense et on ne fait pas, comme on le croit, de la mathématique appliquée à l'économie mais la mathématique d'une économie extraterrestre, où les dépenses et les productions seraient des mouvements dotés d'une inertie positive dans le temps. Cette logique «venue d'ailleurs» est extrêmement curieuse, car elle implique que la dépense et la production sont des déplacements dans l'espace de la somme dépensée, ou dans l'espace du produit créé. Sur notre planète, la production et la dépense ne sont des déplacements en aucun espace, puisque *l'espace-produit* et *l'espace-nombre* sont créés par ces événements. Déplacements formellement nuls dans l'espace, la production et la dépense sont des déplacements dans le temps uniquement: la dimension-temps de ces événements est justement définie par l'onde qui quantise un intervalle du continuum, en le parcourant instantanément, en un brusque aller et retour.

Pour reprendre l'exemple, le versement d'un salaire mensuel saisit le mois du calendrier en un tout *indivisible,* la dépense monétaire (la formation du salaire) étant instantanément efficace sur la période intégrale du mois concerné.

Dans le dernier chapitre, nous nous contenterons d'esquisser l'identité des deux événements, toute production étant une dépense et toute dépense une production. La question déborde largement cette brève introduction, car la macroéconomie quantique n'a pas d'autre objet que l'étude des productions-dépenses.

CHAPITRE III

LA PRODUCTION ET LA DÉPENSE FORMENT UN ÉVÉNEMENT UNIQUE: L'ÉMISSION.

Dans le corps de ce travail, il apparaîtra que l'illogisme fondamental sur lequel repose la macroéconomie traditionnelle, et qui la rend incapable de saisir la production et les dépenses, est dû à l'absence des nombres négatifs, dont l'analyse n'a aucune connaissance. Les économistes connaissent bien sûr les soustractions, l'imputation des nombres négatifs sur les nombres positifs. Mais ils ignorent l'imputation des nombres négatifs sur le nombre zéro. Avec toute l'apparence du bon sens, les théoriciens refusent d'«entamer» le nombre zéro. Or, si l'économie fonctionnait effectivement sans jamais créer de nombres négatifs, la production et les dépenses ne pourraient y survenir, sauf, bien sûr, dans les représentations fictives des modèles «revenus-dépenses».

A partir de l'introduction des nombres négatifs, on comprend brusquement comment la détermination scientifique des événements reste possible, bien qu'ils n'aient aucune épaisseur dans le continuum: la détermination absolue «remplace» les déterminations relatives. Jusqu'ici, les théoriciens posaient un monde où rien ne se crée et rien ne se perd; dans ces conditions, les événements ne pouvaient que demeurer dans l'indétermination complète à moins qu'ils ne fussent reliés les uns aux autres dans le continuum: dans quel autre milieu auraient-ils pu être saisis en une détermination mutuelle? Ainsi, la position d'un objet en déplacement dans un espace ne peut être précisée que par rapport à sa position (immédiatement) voisine. En économie, les événements n'entretiennent

aucun rapport de voisinage. Ils peuvent néanmoins être parfaitement déterminés, du fait de la création simultanée des grandeurs positives et des grandeurs négatives égales. *Toute production et (identiquement) toute dépense est une émission, création-destruction du même objet, le produit et la somme dépensée.* Toute dépense crée un produit et toute production est une dépense. La théorie des émissions embrasse le champ entier de la macroéconomie.

PREMIÈRE PARTIE

LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE: DES SALAIRES AU CAPITAL

Dans l'histoire de la pensée, l'émission occupe une place importante, au moins depuis la théorie de David Ricardo. Cependant, on croit généralement que l'émission de la monnaie est une opération strictement bancaire et, encore plus restrictivement, qu'elle concerne la seule monnaie centrale, les banques de dépôt n'étant pas émettrices. En réalité, elles le sont au même titre que la Banque centrale, l'« Institut d'Emission ». Bien plus, il faut abandonner l'idée naïve selon laquelle la monnaie est émise par les banques: *seul le travail de l'homme est une émission.* Même dans l'état actuel de nos économies, qui connaissent l'inflation et le chômage, toute émission monétaire, sans aucune exception, apporte une monnaie dont le «corps» a une seule origine, le travail de l'homme.

Dans la langue courante, on parle du pouvoir d'achat de la monnaie; en termes plus scientifiques, on oppose la monnaie réelle à la monnaie nominale. Or, le pouvoir d'achat de la monnaie nominale, autrement dit la monnaie réelle, s'identifie au produit (en biens et en services) que le travail humain dépose périodiquement dans la monnaie.

La théorie en retire une grande simplicité. Nous montrerons que *tout paiement (monétaire) est une émission de salaires.*

A première vue, ce jugement est beaucoup trop étroit puisque la monnaie est employée sur tous les marchés et non seulement en paiement des rémunérations. Dès que l'analyse parvient à plus de profondeur, elle réunit les événements qui semblaient disparates.

Sur le marché des produits, les salaires sont émis négativement: l'écoulement du produit est une opération monétaire *identique* au versement des salaires, au signe près. Les opérations constatées sur le marché des titres se rangent alors logiquement dans la catégorie unique; les salaires y sont dépensés à la fois positivement et négativement: ils y sont conservés par *transfert*. De nouveau, la technique du paiement est celle de l'émission et, d'une façon plus précise, de l'émission des salaires.

Répétons-le, tout paiement effectué dans l'économie en une monnaie bancaire quelconque est une création de salaires, une destruction de salaires, ou une création-destruction de salaires. Le jour où ce fait sera compris, la théorie macroéconomique aura acquis une nouvelle puissance, entièrement concentrée sur une opération unique, son seul objet fondamental.

Un doute se présente immédiatement à l'esprit: les salaires ne sont pas l'unique catégorie de revenus. La formation et la dépense des profits, des rentes, des intérêts ne sont-elles pas des émissions? Or ces revenus ne sont pas des salaires. Apparemment, il faudrait donc généraliser la théorie des émissions à toutes les catégories de revenus. En rester là serait encore faire preuve de beaucoup de candeur. L'émission n'est pas un mot vide, mais une opération très précise, dont l'action est, comme nous l'avons montré, de *quantiser le continuum*.

Il est difficile d'arriver à ce résultat; mais dès que l'analyse parvient à ce niveau de profondeur, elle ne doute plus de l'unicité de l'opération. Prise à la légère, la production peut être identifiée à toutes sortes d'actions: même le vent est un facteur de production. Mais, prise au sérieux, la production est une opération solennelle: dans le dictionnaire elle signifie une création. Et on voit mal comment le vent pourrait créer quoi que ce soit. Le travail de l'homme le peut et, en dehors de la théologie, l'homme est bien le seul être capable de créer, de «créer-détruire».

On en induit nécessairement que le salaire est le seul objet qui puisse être produit au sens exact du terme, le seul revenu qui soit créé dans l'économie tout entière.

Mais, alors, que faire des profits, des rentes, des intérêts? Nous apporterons la solution rigoureuse: pour la première fois dans l'his-

toire de notre science, l'analyse parvient à vaincre le principe du tiers exclu. Nous démontrerons que la création-destruction des revenus non salariaux est impliquée dans la création-destruction des salaires. Tout homme de science sait que le profit-surplus n'a encore jamais pu être expliqué, c'est-à-dire intégré dans la théorie générale des événements économiques. En analyse classique, le profit ne peut être «réalisé» puisqu'il ne peut se former que par les dépenses de salaires. En néoclassicisme, le profit ne peut coexister avec l'équilibre général, où les bénéfices et les pertes sont par définition nuls. La théorie des émissions marque la troisième étape, où le profit est enfin perçu pour ce qu'il est dans la réalité: un *salaire dénaturé.*

Nous vérifierons que tout revenu non salarial a son unique source dans la masse des salaires (directs et indirects) périodiquement formée par la production nationale. Ce n'est pas en vain que Keynes proposait l'unité de salaire comme la mesure de toutes les grandeurs économiques. Même dans l'économie en crise, nous constaterons l'existence d'une seule catégorie de revenus primitive ou originelle, de laquelle toutes les autres sont dérivées: les salaires.

Dans cette première partie de notre travail, nous étudierons le fonctionnement de l'économie nationale, sans nous soucier de ses dérèglements. Cependant, nous irons jusqu'au seuil de l'analyse du dysfonctionnement, car nous expliquerons la transformation du profit en capital. Dans cet autre domaine, qui est évidemment au cœur de notre discipline, l'«analyse quantique» apporte de nouveau la simplicité, seule capable de conférer aux connaissances un degré de pénétration suffisant pour leur assurer la maîtrise de leur objet.

Tout capital appartient à une seule catégorie, celle de l'épargne ou du *capital-temps.* Les intuitions géniales de Ricardo seront ainsi confirmées. La fusion en une catégorie unique des différents types de capitaux formés dans l'économie nationale se traduit en une autre synthèse, que John Hicks appelle de ses vœux: le capital réel (ou matériel) et le capital financier sont une seule et même réalité.

CHAPITRE IV

DE LA PRODUCTION À L'ÉCOULEMENT DES BIENS: LA CRÉATION ET LA DESTRUCTION DES SALAIRES

L'introduction a montré que l'action de la production ne peut être inscrite dans le temps-continuum. La production n'existe que dans l'opération de la «quantisation» du temps et du numéraire.

A présent, on peut faire progresser l'analyse d'un pas important: la production positive n'est que l'un des aspects du mouvement, qui, comme nous l'avons brièvement annoncé, implique logiquement et du même jet l'opération inverse, la production négative, la consommation.

Tout acte de production est une production-consommation, une onde. La même opération crée et détruit le produit ou l'«espace» défini par le temps quantisé et, identiquement, le numéraire quantisé. Pour bien marquer le caractère ondulatoire de la production, nous l'appellerons émission (V).

Puis nous conduirons rapidement la réflexion à travers ses étapes naturelles, conformes à l'évolution historique du phénomène de la production.

La production est d'abord purement réelle. La monnaie est exclue quand le travailleur produit pour lui-même, en s'appropriant son propre produit. La production réelle a toutes les caractéristiques de l'émission. C'est la raison pour laquelle les productions-émissions correspondent encore, dans leur apparence la plus moderne, à la définition des émissions purement réelles. Nous savons cependant qu'en l'absence de la monnaie la dimension-numéraire ne peut pas être donnée au produit, qui n'a alors que la dimension-temps, inca-

pable de fournir une unité de mesure commune aux divers produits (VI).

Il est bien connu que les émissions bancaires sont loin de définir la première apparition de la monnaie. Cependant, on pense généralement que pendant des siècles la monnaie a d'abord été matérielle, donc distincte des monnaies modernes. Il n'en est rien. Bien avant la généralisation du salariat, donc bien avant les révolutions industrielles, la monnaie était déjà couramment échangée contre le produit du travail: les premiers salaires monétaires sont nés sur le marché des produits et non sur le marché des services producteurs.

Il est bon de s'arrêter quelque peu à la proposition que nous venons d'énoncer. Quand on observe les événements économiques avec l'«œil» au lieu d'y exercer l'esprit, on conclut sans hésiter que l'échange d'un bien contre la monnaie est une opération de bien à bien, même si l'un des deux biens est le résultat de la production courante. Dès que l'analyse s'appuie sur ce point de départ, il est certain qu'elle ne peut plus que laisser échapper la spécificité de la monnaie. Comment s'étonner, dès lors, de l'impuissance radicale des théories quand il s'agit d'intégrer la monnaie dans le monde des grandeurs réelles? La réalité est beaucoup plus subtile. L'échange de la monnaie est ambigu. Si le bien vendu est un nouveau produit, la logique ne permet pas d'écarter a priori l'éventualité d'une tout autre interprétation de l'échange: au lieu d'être conclu de bien réel à bien monétaire, il se peut que l'échange le soit entre la forme réelle du nouveau produit et sa forme monétaire; auquel cas l'opération n'implique pas, malgré les apparences, deux biens distincts, *mais le même bien sous ses deux formes.*

On s'en doute, c'est l'interprétation subtile qui sera confirmée; la monnaie peut être introduite ou «intégrée» uniquement parce que les biens sont des produits et que les producteurs les changent en d'autres produits: ils passent ainsi par la monnaie, forme indifférenciée de tous les produits. Dans ces conditions, si l'on ajoute la monnaie aux n biens produits disponibles sur les marchés, la monnaie n'est pas un bien additionnel mais l'équivalent général des n biens réels. Du coup, il est inutile de se donner le salariat pour se donner la monnaie. Les échanges monétaires existent depuis les

origines des sociétés; or, dès le début, des siècles avant que l'on pût parler de la naissance des entreprises, la monnaie s'est distinguée des biens réels, en cela précisément qu'elle était comme aujourd'hui leur forme nominale, leur moule. Et, de tout temps, une seule opération est capable de mouler les biens réels dans la monnaie: la production. Il est donc tout à fait primaire de se représenter l'échange entre la monnaie et les biens réels comme un événement défini sur le marché des biens, même si le produit n'est effectivement cédé que sur ce marché: l'opération remonte jusqu'à l'acte de la production, où elle définit la conversion du produit réel en sa forme monétaire.

Pour simplifier, fondons néanmoins l'analyse sur le salariat au sens strict. Apparemment matérielle, la monnaie-or ou la monnaie-argent est en réalité émise dans le mouvement circulaire, circuit des salaires. Ici encore, la paresse d'esprit voudrait que l'on parle du déplacement de l'or ou de l'argent entre les entreprises et les travailleurs. On retiendrait le mouvement dans ses deux sens, il est vrai; mais justement, on maintiendrait la *séparation* de l'«aller» et du «retour», sans voir que les deux déplacements sont en réalité solidaires, et n'en forment qu'un. L'analyse commence à saisir son objet dès qu'elle respecte l'unité du mouvement, pour le définir comme Adam Smith l'avait fait: il s'agit d'une «roue en action», la «Grande Roue de la Circulation». Dès lors, le déplacement «spatial» n'est que la superficie de l'événement, qui s'exprime en réalité par l'émission d'une onde, un va-et-vient en un seul jet. *Les travailleurs n'obtiennent pas une monnaie distincte du produit mais la forme nominale de leurs produits:* ainsi l'or et l'argent ne sont impliqués dans l'opération que pour autant qu'ils figurent eux-mêmes dans le nouveau produit; et, même alors, ils définissent le produit réel et non sa forme nominale. En aucune façon, la moindre parcelle de l'or ou de l'argent monétaire ne passe dans le nouveau produit. L'introduction de la monnaie dite matérielle dans l'acte de la production est profondément identique à la «circulation» de n'importe quelle monnaie, même entièrement dématérialisée (comme la monnaie de banque): elle conduit à la bipartition de l'émission réelle, le travail de l'homme. Emission monétaire complète, le paiement des salaires est une demi-émission réelle.

Par l'intermédiaire de l'entreprise, le travailleur émet «sur lui-même» son produit, mais il l'obtient d'abord dans le moule monétaire. La substance matérielle de la monnaie s'efface pour faire place nette au nouveau produit, qui définit seul le «pouvoir d'achat» des salaires. Corrélativement, la dépense des salaires est une demi-émission réelle, bien qu'elle soit une émission monétaire complète. Les deux demi-émissions réelles forment unité; elles sont complémentaires. Nous découvrirons ainsi que la dépense des salaires quantise un temps et un numéraire exactement identiques au temps et au numéraire déjà quantisés par l'opération du versement des salaires. L'identité des deux demi-opérations signifie leur *simultanéité:* postérieure au paiement des salaires (sur le marché des services producteurs), la dépense des salaires (sur le marché des produits) est logiquement soumise à la *loi de la rétroactivité,* pour prendre effet à l'instant même du paiement initial des travailleurs (VII).

L'observateur rigoureux voit ainsi que la monnaie trouve son explication fondamentale et sa forme achevée avant même l'intervention des banques. Jamais les banques n'auraient pu commencer à émettre si, en toute époque, le travail de l'homme ne définissait déjà une émission parfaite. La proposition est d'autant plus forte que sa réciproque n'est évidemment pas vraie; les émissions réelles sont autonomes: elles ne présupposent pas l'existence des émissions monétaires (sauf, nous le savons, en ce qui concerne la mesure du produit). Parfaitement conforme à la logique, le déroulement historique s'est effectué en quatre étapes (partiellement imbriquées):

– les émissions ont d'abord été exclusivement réelles; c'est l'âge de l'homme au travail, consommant en famille et à l'intérieur du «clan» son propre produit;

– puis l'homme a fait intervenir la monnaie, dans la mesure exacte où il cédait son produit contre le produit du travail d'autrui; à ce stade, la monnaie est matérielle ou indifféremment bancaire (comme elle le fut plus tard) puisque la *matérialité* de la monnaie reste en tout état de cause étrangère à la transaction;

– puis les entreprises se sont créées pour organiser le travail de l'homme et sa division; de nouveau, le paiement des salaires est

identiquement le même, qu'il soit effectué en monnaie matérielle ou en monnaie bancaire;

– enfin, les banques ont monopolisé les émissions monétaires; à présent, toute intercession de la monnaie dans l'acte de la production est effectuée en monnaie de banque, en monnaie parfaitement dématérialisée; inutile dans les opérations, où elle était comme suspendue, puisqu'elle n'y était pas impliquée, la matérialité de la monnaie a finalement disparu et la monnaie est enfin devenue ce qu'elle a toujours été, pour trouver son «corps» dans le nouveau produit, toute matière antérieure n'étant projetée dans la «circulation monétaire» que fictivement, par l'effet d'un faux raisonnement.

Il en résulte que l'émission de la monnaie bancaire est l'union de deux phases: en tant que pur nombre ou numéraire, la monnaie est effectivement créée par les banques; en tant que produit, ou monnaie réelle, elle est uniquement émise par les entreprises et, plus fondamentalement encore, par les travailleurs rémunérés (VIII).

Il ne sera pas difficile d'appliquer à la monnaie bancaire l'analyse du circuit des salaires déjà dégagée dans l'examen de l'émission de la monnaie dite matérielle. Toute émission de monnaie bancaire est une «demi-émission» réelle et une émission nominale complète: la règle est la même pour toute monnaie. Elle l'est aussi dans son deuxième aspect: toute émission monétaire est un circuit *nominal* achevé dans l'instant. Enfin, l'union des deux demi-émissions réelles ferme le circuit de la monnaie *réelle;* le «corps» de la monnaie bancaire, c'est-à-dire le produit, est créé et détruit dans la même opération, émission réelle complète. La dépense des salaires prenant rétroactivement effet à l'instant de leur formation, le circuit de la monnaie réelle est instantané, comme le circuit de la monnaie nominale (IX).

L'explication du circuit des salaires s'achèvera par une représentation très simple, à l'aide d'une sphère. Les banques ont pour unique pouvoir créateur de se donner ex nihilo une somme de monnaie égale à zéro, la «sphère-zéro». C'est déjà beaucoup, car la sphère-zéro est le fondement des émissions nominales. L'émission de la monnaie nominale à partir de la sphère-zéro donne naissance à deux monnaies nominales égales mais de sens opposé, la monnaie

positive et la monnaie négative. Or, puisque l'émission de la monnaie nominale fusionne avec la demi-émission de la monnaie réelle (paiement des salaires), la sphère-zéro se transforme en représentation de la monnaie *réelle;* la monnaie négative contient le produit non encore écoulé, dès lors la monnaie positive n'est pas la simple mesure du produit national mais sa définition. Le revenu monétaire, des agents et de la nation, est le revenu *en monnaie* et non la mesure du revenu en biens physiques.

La distinction est tout à fait claire. Dans un mètre de toile, le mètre est la mesure de la toile; dans un franc de produit, le franc est au contraire le produit lui-même, le produit «dans la monnaie» et non simplement la mesure monétaire du produit. Nous étudierons soigneusement cette distinction radicale; c'est d'autant plus utile que, dans l'opinion publique, qui retentit jusqu'au sein de la science, le revenu monétaire est souvent considéré comme un titre aux biens réels. En réalité, la monnaie est la définition du produit: le lait et non la bouteille.

Pour s'en persuader *de visu,* il suffit de partager la sphère-zéro en deux demi-sphères. Du fait de la production-émission, les deux demi-sphères subissent des déformations opposées; partons des «tranches»: la surface de l'une se *creuse* (formation de la monnaie négative); la surface de l'autre se *bombe* (formation de la monnaie positive). A ce stade, il suffirait d'assembler les deux moitiés pour retrouver la sphère-zéro inchangée. Or l'explication n'est pas arrivée à son terme. Il faut encore tenir compte du produit en biens et en services physiques. A l'instant précis où apparaît la monnaie négative, elle reçoit le produit, qui comble ainsi le creux. Finalement, une tranche lisse est confrontée à une tranche bombée. Les deux demi-sphères ne peuvent plus être assemblées sans que la sphère entière comporte une *excroissance positive,* seule manifestation tangible (et seule présence) du produit national.

Lancée dans les salaires, la monnaie est l'unique produit national: littéralement, toutes les branches d'activité de l'économie ont produit le même «article», des unités de monnaie et absolument rien d'autre. La production n'aboutira à la diversité des produits physiques qu'à un stade ultérieur, lorsque les revenus monétaires cesseront d'exister. Nous n'aurons aucun mal à montrer que la dépense

des revenus est une destruction de monnaie et que, d'abord remplacé par les revenus nominaux, le produit reprend finalement sa place, par la destruction de la monnaie. En toute rigueur, cependant, le produit disparaît *en même temps,* car il n'existe plus que sous l'identité des biens utiles et consommables, les «valeurs d'usage» (X).

V. LA PRODUCTION EST UNE OPÉRATION ONDULATOIRE, UNE ÉMISSION.

Dans l'introduction, nous avons constaté que la production prend existence à l'instant de son achèvement; avant, elle n'est rien, sinon du «travail en cours»; puis, à son terme exact dans le temps chronologique (le continuum), elle est brusquement tout, une totalité individuelle.

17. La production est un mouvement dans le temps.

Nous avons signalé déjà, pour la combattre, l'idée à laquelle on est fortement tenté de recourir, la production étant considérée comme une «fonction de saut». Il est vrai que, nulle jusqu'à son accomplissement, la production se réalise d'un seul coup, en un saut. Cependant, on sait que la fonction de saut n'est vérifiée que si la grandeur, une fois formée, s'inscrit dans le temps, pour s'y maintenir inchangée jusqu'à l'événement d'un nouveau saut, qui l'accroisse ou la diminue. Justement, nous savons que la condition n'est pas satisfaite; la production est un phénomène original, car elle est dépourvue de toute inertie dans le temps: elle est par nature incapable de se maintenir dans une durée, si courte soit-elle.

En tant que mouvement, aucune production n'a le moindre avenir: elle est entièrement tournée vers le passé, qu'elle remonte (jusqu'à l'instant où elle fut entreprise) pour revenir instantanément à son point d'achèvement.

La chose étant fondamentale, répétons-la, bien qu'elle soit parfaitement établie déjà. Il est formellement impossible que la production (l'opération) soit un mouvement qui, après son achève-

ment, s'inscrive dans le temps. La raison en est certaine: dès que la production trouve sa fin en *tn,* elle est un déplacement dans le temps défini par le parcours instantané, «contre le temps», de la durée séparant l'instant *tn* de l'instant *to* de la mise en œuvre du projet. Au lieu d'être chronostationnaire, comme les mouvements connus jusqu'alors, la production embrasse d'un seul coup le temps chronologique écoulé depuis qu'elle fut commencée. Puisque la production remonte le temps, il est évident qu'elle ne se pose pas sur un point du temps (le point de Barrow), qu'elle suivrait dans son flux vers l'avenir; la production est un mouvement uniquement vers le passé.

18. La production est un double déplacement dans le temps continu, positif et négatif.

Définissant la quantisation du temps (*tn, to*), la production ne peut s'arrêter à l'instant *to* puisqu'elle est achevée à l'instant postérieur *tn.* On retrouve la proposition formulée dans l'introduction: mouvement ondulatoire, la production quantise le temps (*tn, to*) et simultanément le temps inverse (*to, tn*). La production des individus, des entreprises et de la société dans son ensemble, est une simple onde dans le temps et c'est pour cela qu'elle ne peut être portée ou transportée par le flux du temps. Mouvement vers le passé, la production est identiquement strict retour au présent («contemporain» de son achèvement).

Si la production, en tant que mouvement, ne prend existence que dans l'espace d'un instant, n'est-il pas possible néanmoins de concevoir l'existence de son *résultat,* le produit, pendant un temps positif, plus ou moins long? La production ne peut s'écouler au fil du temps, c'est bien certain; mais le produit ne pourrait-il pas suivre le mouvement chronologique, pour ne disparaître qu'au jour plus ou moins lointain où les agents le consomment proprio sensu? Le produit n'est-il pas à l'image de cette table ou de n'importe quel objet du monde physique, capable de suivre le courant du temps pour se retrouver en l'état (ou légèrement diminué par l'«entropie» – mais alors il est néanmoins conservé en un autre état) à telle date future?

19. Comme la production, le produit a une existence strictement instantanée.

On n'a aucun mal à imaginer le produit comme une matière, dont l'expérience enseigne qu'elle a une durée (illimitée) dans le temps. Cependant, il faut éviter de confondre la production humaine avec la création de l'Univers. N'oublions pas le truisme selon lequel l'homme ne peut produire aucune matière physique. En réalité, le produit de l'homme n'est pas une matière du tout. Nous savons même ce qu'il est: il est du temps (et du numéraire) quantisé. Etant ondulatoire, la production est une création-destruction; c'est dire que le temps quantisé, le produit, ne survit pas un seul instant à la production, dont il est certain qu'elle est instantanée. *Tout produit (en biens et en services) s'efface à l'instant même où il naît.*

Si le doute persiste, c'est que l'homme d'aujourd'hui n'a plus l'expérience du produit directement réel; la monnaie s'interpose. Or il est évident que le produit monétaire, le revenu, s'inscrit dans la durée, même s'il disparaît dans l'achat final des produits (disparition qu'il faudra d'ailleurs établir contre la croyance bien ancrée selon laquelle la dépense des revenus par les uns forme le revenu des autres).

Quelle est dès lors la méthode à suivre si l'on veut passer des opinions aux connaissances? Il faut s'attacher à l'étude de la production réelle dans le cas où le travailleur s'approprie son propre produit. Nous démontrerons que l'appropriation du produit est justement sa destruction en tant que produit et sa dénaturation en «utilité» ou «valeur d'usage». Sur ce fondement, nous montrerons ensuite que l'interposition de la monnaie n'altère pas la conclusion: même monétaire, le produit cesse d'exister à l'instant précis où il se forme.

VI. L'APPROPRIATION DIRECTE PAR LE TRAVAILLEUR DE SON PROPRE PRODUIT

Si on analyse l'acte de la production, jusqu'à en isoler les éléments intégrés en un tout unique, il est plus facile de le comprendre.

20. La production n'est pas matérielle.

Produire, c'est en premier lieu concevoir le résultat futur à partir de la matière première actuelle. La production est d'abord une *projection.*

Or, en son état final, transformée avec plus ou moins de bonheur selon le projet, il n'est pas douteux que la matière est encore elle-même; elle est conservée dans le processus. En d'autres termes, la production n'est pas un enrichissement de la matière. Notons même qu'une partie de la matière traitée s'est perdue, en ce qu'elle ne se retrouve pas dans le bien fini.

Il serait donc erroné de se représenter la production comme une addition de matière et le produit comme une «matière ajoutée». Il serait tout aussi faux de parler de «valeur ajoutée». L'erreur serait d'autant plus grave que, la monnaie étant par hypothèse écartée, la valeur ne pourrait être définie que «dans» le bien, comme une qualité axiologique surajoutée aux propriétés physiques de l'objet. Il est clair pourtant que les biens économiques n'ont pas reçu de leur production une deuxième nature; ils ne contiennent pas un atome qui ne soit purement matériel. L'idée de la valeur intrinsèque est une grande naïveté de l'esprit. Pas plus que le produit brut, le produit fini n'est doté d'une «masse économique»; sa masse était et est purement physique.

Si la représentation d'une valeur intrinsèque s'est imposée aux scientifiques depuis les origines de notre discipline, c'est que la production n'est encore nullement définie dans l'affirmation de l'égalité des objets à l'«entrée» et à la «sortie» du processus; pourquoi se lancer dans un mouvement dont la raison d'être serait de restituer purement et simplement (et même avec perte) la matière initiale?

Il convient donc que la réflexion se tienne à distance des deux erreurs opposées: en fait, la production n'apporte aucune masse nouvelle; cependant le bien produit est, en un sens fondamental, distinct de l'objet premier.

La distinction ne peut se rapporter qu'à la forme; le bien fini n'a pas la même forme que la matière première: la production est précisément la transformation de la matière. A partir de cette pro-

position, pourtant évidente, on induit rigoureusement la conclusion avancée; le produit disparaît – en tant que produit – à l'instant où la production est achevée: le produit est fini à l'instant précis où il vient à exister.

21. Produire est introduire la matière dans la forme-utilité.

La projection peut être saisie comme le mouvement qui introduit la matière dans un moule imaginaire: la matière brute y est progressivement coulée. L'empreinte de la forme imaginaire se communique d'un seul coup à l'objet, lorsque le moule est «plein». On retrouve ainsi la nature quantique de l'événement, la production n'étant rien d'autre que la réalisation du projet, c'est-à-dire la brusque rencontre, après une préparation plus ou moins longue, de la matière et de sa forme imaginaire. A l'aboutissement du mouvement, la forme n'est plus imaginée; elle est le «négatif» d'un objet réel, la matière remodelée, le produit instantané.

22. La «valeur» du produit est sa forme.

Si la valeur est la définition du produit, elle doit donc être conçue comme une simple forme. On est loin désormais de la valeur intrinsèque. La valeur économique n'est pas une masse spécifique mais la forme-utilité de la masse matérielle. La valeur économique ne se trouve pas dans l'objet mais en quelque sorte *autour* de lui.

Ainsi, on peut conclure à l'existence de la valeur ou identiquement du produit seulement si deux conditions sont réunies:

– la matière physique est coulée dans la forme projetée (la forme-utilité);

– la matière physique est définie au contact immédiat de la forme-utilité.

Or la deuxième condition n'est satisfaite qu'à l'instant exact où la production est achevée.

23. La destruction du produit à l'instant de sa formation est ainsi confirmée.

Dès qu'il est rempli, le moule se dissout puisque l'imaginaire fait place au réalisé. Il serait plaisant de se représenter le moule comme

la coquille restée attachée au poussin. Dès que le produit est achevé, il est consommé; la langue ne s'y trompe pas.

En résumé, il importe de détacher la pensée des deux préconceptions selon lesquelles la valeur économique est ou une matière axiologique ou la «forme matérielle» d'une matière physique. En réalité, la valeur n'est que la forme immatérielle ou imaginaire de la matière physique. Il reste vrai, bien sûr, que, modelée dans cette forme, la matière a une utilité nouvelle ou une utilité accrue; mais l'utilité est une relation de l'objet à l'homme et non une propriété, même formelle, de l'objet.

24. La forme-utilité n'est pas une «étoffe»: elle est immatérielle.

Il n'est pas étonnant que la forme-valeur soit apparue aux économistes du XIX^{e} siècle comme une enveloppe ayant une certaine étoffe; à défaut, elle n'aurait pas été saisissable, même pour la pensée. Or la forme-valeur n'existe pas, sinon comme «forme-utilité». Le jugement est banal et il faut s'y tenir strictement: la matière «sort» de la production avec une nouvelle utilité mais dépourvue de toute étoffe qui la revêtirait désormais.

Le travailleur solitaire réalise lentement son projet; dès que la fin est atteinte, le produit est défini par la coïncidence de l'imaginaire et du réel, pour disparaître aussitôt, l'objet déposé dans la durée étant une matière utile mais uniquement une matière et non une matière associée à une forme économique. Même isolée, toute production (ou tout travail) de l'homme est un mouvement ondulatoire, création-destruction du produit conçu à l'instant de son achèvement.

Ainsi, malgré les apparences, la consommation n'est pas une opération distincte de la production. Si, dans la représentation populaire, la production précède la consommation, c'est que la consommation est entendue en son sens essentiellement biologique ou technologique, le bien étant soumis à une «digestion», une détérioration et une usure qui peuvent prendre un temps considérable. Il est tout à fait vrai que la pomme est croquée après et parfois bien après la cueillette. Mais en elle-même la pomme n'est pas un produit, sauf physiocratique. La pomme sauvage se prête à la même

consommation que le fruit cultivé. La consommation est un concept économique seulement si elle est rapportée au produit: la destruction de la pomme-produit et non la digestion de la pomme-fruit définit la consommation de la pomme, au sens économique exact de sa «production négative».

Il est certain que tout doute persistant est enfin levé quand la pensée parvient à la définition claire du *produit*. Il n'est ni une matière ni du travail matérialisé: il est un quantum de temps. Comme la production est l'action de parcourir instantanément et en «boucle» le temps de préparation du produit, celui-ci est créé et détruit par la même onde. Cela ne signifie pas que le produit soit défini contradictoirement. Il existe dans l'espace d'un instant, la matière passant d'un seul coup à un degré d'utilité supérieur, le gain n'étant mesuré, en l'absence du numéraire, que tautologiquement par la durée du temps quantisé.

Notons dès maintenant que l'introduction du numéraire et de la monnaie-numéraire ne modifiera pas la conclusion; même les nombres ne peuvent servir de vêtement à la matière: la forme-numéraire (ou la forme-monnaie) sera la définition temporaire du produit et non de son enveloppe durable.

L'instantanéité de l'opération unique de la production-consommation est vérifiée dans tous les cas concevables, en particulier dans le salariat, même si les rémunérations sont versées en une monnaie «matérielle».

VII. LE VERSEMENT DES SALAIRES EN MONNAIE DITE MATÉRIELLE (NON BANCAIRE) EST UNE OPÉRATION ONDULATOIRE, LA DÉPENSE DES SALAIRES PROLONGEANT INSTANTANÉMENT LEUR FORMATION.

Comme nous l'avons annoncé, nous fondons l'analyse sur le salariat au sens restreint, tel qu'il s'est répandu à la faveur des révolutions industrielles, par la séparation des entreprises et des travailleurs.

25. Le versement des salaires n'est pas un déplacement de monnaie.

Si l'induction était une lecture directe des faits, alors qu'elle est la lecture des faits «théorisés», une constatation s'imposerait immédiatement: l'injection de la monnaie dans le paiement des salaires est une opération de pure conservation, les mêmes unités monétaires se retrouvant intactes entre les mains des travailleurs. On se représente la monnaie comme un corps ou une matière en déplacement dans un espace (euclidien); la distance des entreprises aux travailleurs est parcourue par le mobile (les espèces), sans qu'il connaisse la moindre «déformation» dans cette opération, qui est son pur transport.

En réalité, le théoricien sérieux est tout de suite arrêté. L'échange de la monnaie contre le travail doit être expliqué; il n'est pas suffisant qu'il soit postulé. Il est vrai que cet échange est constaté, qui le contesterait? mais justement, il s'agit de le comprendre, de le saisir intellectuellement; à défaut, le salaire nominal reste un fait brut au lieu de devenir une réalité expérimentale. Si l'on se contente de dire qu'une masse (la monnaie matérielle) est échangée contre une activité (le travail de l'homme), on épaissit le problème, loin de le résoudre. Et il serait tout à fait incongru de s'en remettre à une prétendue expérience; aucun observateur n'a jamais assisté à un échange masse-activité, sinon dans une médiocre représentation cérébrale, construite de toutes pièces. Toute expérimentation valide est la mise en œuvre d'une interrogation théorique, d'une enquête. Les faits ne parlent pas d'eux-mêmes.

26. Le salaire n'est pas le résultat d'une dépense de monnaie: il est le produit de la dépense de travail.

La méthode à suivre est dictée par la logique rigoureuse de l'émission. Le travailleur émet le produit réel et son salaire est le résultat de l'émission. Il est évident que le salaire est substitué au produit réel, le paiement étant en monnaie et non en nature; il n'empêche que le salaire est le produit du travailleur. Ainsi l'idée du transport de la monnaie dans un espace prédéterminé s'estompe-t-elle aussitôt. Le salaire n'a pas sa source dans une dépense des

entreprises mais bien dans le travail uniquement, la dépense, l'effort des salariés. Le travail est une dépense et il est la seule dépense qui donne le revenu. Cela signifie que l'émission des salaires est fondée sur l'émission réelle: le travailleur émet son propre produit; mais, au lieu de le recevoir directement en nature, il l'obtient *d'abord* en monnaie.

Les salaires sont prélevés dans une masse nulle, seule la dépense des salaires – et non leur formation – étant un échange entre monnaie et produit.

27. *La formation des salaires est un échange absolu, l'échange du produit contre lui-même.*

Dans les études modernes, l'échange monnaie-produit est considéré comme une relation réciproque; si la monnaie achète les produits, dans le même mouvement les produits achètent la monnaie; l'achat de la monnaie par les produits est effectivement affirmé dans de nombreux articles et ouvrages. Or il ne s'agit pas d'un point de sémantique mais d'un problème de fond. Selon la réponse donnée, on fonde la théorie des échanges relatifs ou, au contraire, la théorie des échanges absolus.

Comme nous venons de le voir, les faits tranchent, pourvu qu'une question intelligente leur soit posée. Il est faux que la formation des salaires soit l'échange de la monnaie contre un produit, puisque le produit existe à la «sortie» de l'échange et nullement à son «entrée». Naissant immédiatement en monnaie, le produit ne peut pas être échangé contre la monnaie, sinon dans l'opération de la dépense des salaires: *la destruction des salaires est un achat, mais la création des salaires, loin d'être un achat, suscite les revenus qui seront lancés dans les achats.* Dans le monde concret, on observe donc deux dépenses de signe opposé: la formation des salaires (première dépense) est l'échange absolu, la *conversion,* du produit réel en produit monétaire; la dépense des salaires est le deuxième échange absolu, le produit monétaire se changeant en produit réel. *La monnaie et le produit ne coexistent ni dans la première dépense ni dans la seconde.* Si le produit est une masse (il vaudrait mieux dire qu'il est un espace), on ne constate jamais l'existence des deux masses face à face; la même masse est au contraire

d'abord monétaire (et en cela, elle n'est pas réelle, elle ne l'est pas «physiquement»), puis réelle (ce qui signifie qu'elle n'est plus monétaire).

28. L'émission des salaires transforme la monnaie-nombre en monnaie-produit.

La vérité inductive est conforme à la théorie des émissions. Lancée dans le paiement des salaires, la monnaie est encore un pur nombre; elle devient monnaie-produit dans les salaires versés. Si les entreprises se servent d'une monnaie matérielle pour payer les salaires, les apparences sont trompeuses: l'or et l'argent monétaires utilisés pour payer les nouvelles productions ont depuis longtemps cessé d'exister comme produits; ils ne l'étaient qu'à l'instant de l'achèvement de leur propre production. Dorénavant, la monnaie matérielle est une «valeur d'usage». Or, lancée dans le circuit, la monnaie n'est utile qu'en sa qualité de nombre, d'inscription chiffrée portée sur une matière quelconque, par exemple un même métal, ce qui assure l'homogénéité des nombres concrets lancés par les différentes entreprises. En toute rigueur, la monnaie prend donc vie à l'instant précis où elle est formée en salaires; en attendant, elle est une collection de nombres concrets et homogènes.

Concluons cette brève analyse de la monnaie dite matérielle. Le paiement des salaires définit une émission *réelle* puisque les salaires s'identifient au produit, qu'ils remplacent. Plus exactement, la formation des salaires est une demi-émission réelle, la demi-émission complémentaire étant donnée par la dépense des salaires. Or quel est l'intervalle de temps quantisé par la dépense des salaires? Il est défini par le «temps de production» des biens réels que les salaires avaient remplacés. Il en découle une proposition que nous analyserons plus en détail pour la monnaie bancaire: définissant le même mouvement de quantisation du temps chronologique, les deux demi-émissions sont simultanées, car la seconde prend rétroactivement effet à l'instant précis de la formation du produit réel ou, identiquement, du versement des salaires monétaires.

Mais commençons par introduire la monnaie de banque.

VIII. ÉTANT FUSIONNÉE AVEC L'ÉMISSION DES SALAIRES ET PLUS PROFONDÉMENT AVEC L'ÉMISSION DU PRODUIT, L'ÉMISSION DE LA MONNAIE BANCAIRE PART D'UNE PURE COLLECTION DE NOMBRES HOMOGÈNES OU D'UNITÉS DE MONNAIE NOMINALE.

Les créations monétaires ne sont pas primitivement le fait des banques puisque tout paiement de salaires, en une monnaie quelconque, est une création monétaire. Comme l'émission des salaires est la forme de l'émission réelle, il est juste de dire que la monnaie est présente dans le mouvement ondulatoire défini par tout acte de production, sans exclure le cas de l'activité du travailleur isolé, qui est, dans l'histoire ou aujourd'hui, tenu à l'écart du salariat au sens strict. Un travailleur qui ne vend son produit ni sur le marché des services producteurs ni sur le marché des produits est néanmoins un émetteur; or l'émission du produit est en elle-même un phénomène monétaire. Les banques surgissent ainsi dans un monde où les émissions abondent déjà puisque toute activité productrice – tout travail humain – est une émission parfaite. L'idée selon laquelle la monnaie ne peut logiquement être créée que par les banques, toute monnaie non bancaire étant soumise à la loi de la conservation – rien ne se crée et rien ne se perd –, idée totalement fausse, ne tire son apparente légitimité que d'une mauvaise conception de la monnaie bancaire.

En fait, la monnaie émise par les banques n'est que l'image fidèle de la monnaie créée en économie, hors banque. La seule différence importante, entre les monnaies, concerne le capital, financier et réel, qui, comme nous le verrons, ne peut être net dans la société, à moins qu'il ne soit formé en monnaie de banque. Une économie privée de monnaie bancaire ne pourrait constituer aucun capital en son sein, sinon un capital à la fois positif et négatif, pure relation entre prêteurs et emprunteurs. Il est alors prématuré de parler de capital. Or, pour ce qui est de la monnaie et du revenu monétaire, les émissions bancaires ne sont que la «reprise» des émissions réelles, définies par l'ensemble des actes de production, travail dépensé dans tous les secteurs de l'économie.

Expliquons l'émission à partir d'une *banque de dépôt.* En toute logique, il faut d'abord démontrer que la banque dispose d'une monnaie préalable; sinon, elle ne pourrait pas agir. Mais la monnaie présupposée ne doit en aucun cas se confondre avec la monnaie émise, car l'émission serait donnée dans une pétition de principe ou un cercle vicieux. La monnaie dont la banque doit disposer d'entrée de jeu est une collection d'unités de compte. Cependant, le paralogisme n'est pas écarté; c'est qu'une unité de compte concrète, capable de devenir une monnaie, l'est déjà, d'autant que, dans la réalité, on n'observe aucune scission entre les deux aspects de la monnaie, unité de paiement et unité de compte. Une seule issue reste ouverte: il faut établir que la banque peut librement créer, ex nihilo, une monnaie nulle. Appuyé sur la monnaie nulle, le raisonnement pourra s'acheminer vers la monnaie positive.

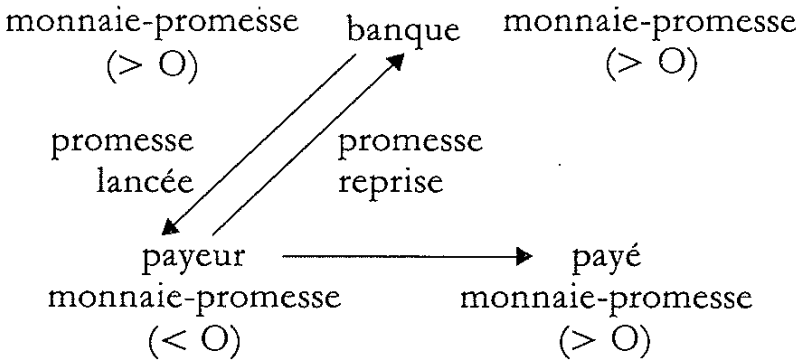
29. *L'émission de la monnaie bancaire est d'abord l'émission d'une parole ou d'une promesse par les banques.*

Il est tout à fait remarquable que, pour réussir son projet, la banque doive être dotée d'un seul pouvoir initial, la puissance de parler. La banque parle; elle *émet* une parole. Notons bien que les francs sont d'abord émis en parole, ce qui est logiquement possible avant même que les francs existent: ils sont *promis.* Il est vrai qu'il faut poursuivre en respectant rigoureusement l'équilibre intérieur de l'argument; il serait donc fautif d'attribuer une cause ou un objet à l'endettement de la banque. Il s'agit en effet d'un endettement *spontané;* s'il ne l'était pas, il perdrait tout pouvoir explicatif, car la banque serait alors soumise à une obligation de paiement et elle ne pourrait pas, dans la même opération, s'obliger et payer. Mais comment intégrer la spontanéité nécessaire de l'opération dans le fondement même de l'analyse? C'est très simple. *Il est impératif de supposer que (dans l'émission) la banque n'achète ni ne donne rien à son client.* Non seulement la condition est loin d'être artificielle mais elle est journellement satisfaite dans toutes les opérations bancaires *d'intermédiation.* Nous constaterons même sous peu que *toutes* les opérations bancaires sont des intermédiations.

Nous pouvons maintenant faire le pas suivant. La banque dit à son client «je vous dois x francs» et elle ajoute «vous me devez x francs»: la «dette-réflexe» est la définition de la spontanéité de l'opération.

Nous en sommes déjà au dernier pas. Afin que le cercle défini par l'émission de la «parole bancaire» ne soit pas un court-circuit, il est nécessaire et suffisant que l'échange des promesses (portant sur le même objet) implique *le paiement d'une tierce personne,* créditée par le client de la banque.

L'analyse de l'émission bancaire est terminée; si elle paraît inachevée, la raison en est dans un fait déjà bien connu: la monnaie bancaire n'est réalisée que dans sa symbiose avec la monnaie réelle émise par l'économie dans les opérations de production. Si l'on sépare par l'esprit ce qui est unifié dans la réalité, on discerne la monnaie bancaire comme une simple promesse, positive chez le «payé» et négative sur le «payeur».



Telle que nous venons de la représenter, l'émission bancaire est bien un mouvement ondulatoire puisque, dans la même opération, la même promesse est lancée sur le «payeur» et reprise. (Disposons d'une erreur de raisonnement qui pourrait se faire jour; il semblerait que le client de la banque doive restituer *plus tard* la promesse émise sur son correspondant; or la conséquence logique en serait inacceptable: la banque aurait alors effectivement payé, et elle a seulement promis de le faire. L'analyse exacte est circulaire: la promesse lancée n'est que la promesse reprise; les deux promesses existent l'une par l'autre et chacune tomberait si l'autre n'était pas présente simulta-

nément). Cette émission parfaite laisse les traces suivantes: une somme de monnaie-promesse positive chez le payé; la même somme, mais négative, chez le payeur.

A la fin de l'introduction, nous avons fait remarquer l'importance des nombres négatifs en analyse économique. Nous les rencontrons ici pour la première fois dans l'émission monétaire. Il est donc bon de nous y arrêter, même brièvement, d'autant que les nombres négatifs paraissent toujours un peu étranges. La promesse lancée sur le payé est instantanément reprise au payeur. Or il est bien évident que la promesse est en fait prise sur une somme nulle, puisque le payeur ne l'a jamais reçue (elle se forme immédiatement sur la tierce personne). Le reste n'est que l'affaire d'une déduction très simple: une monnaie-promesse positive prélevée sur une somme nulle a pour résultat une monnaie-promesse négative.

Tautologiquement, la somme de monnaie-promesse émise est à la fois positive et négative dans la banque de dépôt, où l'on constate ainsi que l'opération est bien conforme à toute émission, création et destruction dans le même acte du même objet.

La seule difficulté qui subsiste tient à la nature *fiduciaire* de la monnaie ainsi créée; elle est une *promesse.* Or la logique est plus exigeante; il faut expliquer le paiement effectif, ce qui interdit de s'en tenir au paiement promis. Justement, *la monnaie bancaire ne peut pas exister toute seule; elle ne prend effet que dans sa fusion avec la monnaie créée dans les opérations de production.*

Dans l'analyse de l'émission des salaires en monnaie matérielle, nous avons observé qu'aucune matière (monétaire) ne se déplace dans l'opération, les travailleurs recevant leur propre produit en monnaie. C'est dire que la «matière intrinsèque» de la monnaie non bancaire est en quelque sorte «mise entre parenthèses»; elle ne sert ni au paiement des salaires ni à l'achat conséquent du produit par la dépense des salaires. L'utilisation d'une monnaie lourde dans les émissions-productions est donc pur gaspillage. C'est sur ce point précis que l'intervention des banques est d'abord efficace: la monnaie n'étant présente que dans les rémunérations déjà effectuées, il est inutilement coûteux de lancer une précieuse valeur d'usage dans les paiements, émissions en formation et en destruction des revenus; il est suffisant et beaucoup plus économique de lancer dans les

émissions une pure promesse de monnaie, puisque la monnaie formée en salaires est créée par les seuls travailleurs (T) dans une opération de l'ensemble T sur l'ensemble T.

Cela étant, on comprend aisément la transformation de la monnaie-promesse en monnaie proprement dite.

30. Transformation de la promesse de monnaie en monnaie effective

La promesse bancaire est distincte de la monnaie pour une raison précise; en tant que promesse, la monnaie n'est pas encore un bien. C'est dire qu'en elle-même la promesse n'est pas un objet réel, elle est la promesse d'un objet: la promesse est une grandeur purement nominale. Un seul événement doit donc se produire pour que la promesse devienne une monnaie: il faut qu'elle soit «remplie» d'un objet réel. *L'injection d'un objet matériel dans la promesse bancaire est précisément constatée dans l'émission du produit par les travailleurs.* S'identifiant au travailleur, le payé reçoit des entreprises le produit sous la forme de la promesse bancaire. Il s'ensuit que la promesse n'est plus une grandeur nominale mais un objet réel, le produit contenu dans la forme émise par les banques.

Revenons rapidement sur la démonstration que nous venons de donner, car elle apporte un enseignement important: les banques ne peuvent pas, à elles seules, créer de la monnaie. Nous le savions déjà en ce qui concerne la monnaie réelle, dont l'unique source est le travail de l'homme. Les banques produisent une monnaie réelle du fait des travailleurs qu'elles emploient. Il faut donc respecter la distinction élémentaire des banques-entreprises et des banques prises en leur fonction émettrice. Le coût en travail humain de l'émission n'est pas seulement négligeable; il est totalement nul. La raison en est dans le fait que l'émission a pour conséquence l'établissement d'une relation prêteurs-emprunteurs: le coût de l'opération est donc entièrement supporté par le marché financier. Etant une opération de coût nul, l'émission donne une monnaie *réelle* également nulle.

A présent, on peut généraliser la conclusion à la monnaie *nominale.* Il semblerait que les banques créent la monnaie nominale, trans-

formée en monnaie réelle par les entreprises (dont, marginalement, les banques). En réalité, même la monnaie nominale est créée par les entreprises, entendez par les travailleurs qu'elles emploient. On en a la preuve dans la genèse de la monnaie à partir des promesses de monnaie. Les banques sont parfaitement capables, comme toute personne, d'émettre des paroles; d'autre part, à la différence des personnes «ordinaires», elles peuvent lancer le circuit des promesses à l'aide du triangle dont elles sont le premier sommet, les deux autres étant le client et son correspondant. Ce faisant, les banques suscitent face à face une somme de monnaie-promesse positive chez l'agent crédité et négative chez l'agent débité. La monnaie n'est pas encore née (la *logique* des événements n'est pas achevée bien que la *chronologie* le soit). Et la distinction nominal-réel ne trouve encore aucune application, car la monnaie nominale est une monnaie et non une promesse: en émettant leurs promesses les banques ne donnent naissance à aucune monnaie, même nominale.

Il faut donc conclure que les deux monnaies naissent non seulement en même temps mais d'une action unique: le travail de l'homme. Dès que le produit physique se dépose dans la monnaie-promesse négative formée en entreprise, la monnaie est pleinement constituée; elle n'est plus une promesse. A l'instant où la promesse bancaire trouve son objet dans le (nouveau) produit, elle fait place à la monnaie proprement dite. La mutation des promesses en monnaie est le fruit du travail, elle n'est nullement la conséquence de l'émission bancaire.

31. *La monnaie émise dans la production est une grandeur nominale et réelle; nominale, la monnaie est une pure forme; réelle, elle est le produit contenu dans la forme.*

La relation monnaie-produit peut s'exprimer en termes de forme et de fond. La monnaie de banque est une pure forme née de l'émission bancaire fusionnée avec l'émission réelle qui, toute seule, apporte le produit contenu dans cette forme. *La forme et le fond sont donnés d'un seul jet* – il n'est donc pas concevable que la forme reste vide pendant un certain temps –, l'émission conjointe de la monnaie bancaire (le «moule» du produit) et de la monnaie réelle (le produit

instantanément posé dans ce moule). Finalement, toute monnaie créée par les banques est en réalité émise dans les opérations de production, de telle sorte que le corps de toute monnaie bancaire – c'est-à-dire toute monnaie de banque en tant qu'elle figure dans les actifs comptables de n'importe quel agent – est exclusivement suscité par les émissions réelles, dont l'ensemble définit la production nationale.

La croyance très répandue selon laquelle les banques sont capables d'ajouter des actifs (bien sûr monétaires) aux actifs créés par la production est illogique. Une seule voie reste ouverte à cet égard: il est logiquement possible que les formes monétaires soient créées en surnuméraire. Précisons bien l'enjeu exact, que nous retrouverons dans l'étude de l'inflation. Avant un examen quelque peu approfondi, on peut penser que les actifs monétaires et les actifs réels existent coupés les uns des autres. Dans ces conditions, on pourrait concevoir la création autonome d'actifs monétaires qui se mettraient à la recherche d'actifs réels (sur les marché des biens et des titres), dans l'espoir de nouer des échanges avec eux. Si les actifs réels disponibles n'étaient pas en nombre suffisant, on imagine que les actifs monétaires «insatisfaits» pourraient stimuler la production nationale; l'emploi accru fournirait de nouveaux actifs réels capables de devenir les «partenaires» des actifs monétaires jusque-là frustrés. Des idées de cette veine ont cours depuis plus de deux siècles et elles étaient déjà vigoureusement combattues par David Ricardo dans sa sévère critique des doctrines de Jérémie Bentham. Aujourd'hui, la question est vidée. Quiconque prend connaissance de la théorie des émissions sait que les actifs monétaires et les actifs réels naissent toujours dans leur fusion parfaite; jamais un actif monétaire ne peut ainsi pourchasser ou solliciter un actif réel. Chaque unité de monnaie bancaire naît immédiatement avec son corps, seules les origines de la forme (grandeur nominale créée par les banques et la production) et du produit (grandeur réelle née de la seule production) étant partiellement disjointes. Les deux émissions, nominale et réelle, sont néanmoins parfaitement homogènes, car elles constituent d'emblée une émission unique; la monnaie naît instantanément avec son corps, le produit national, résultat de l'émission réelle.

32. L'union du fond-produit et de la forme-monnaie définit le revenu, dont l'existence est positive dans la durée.

L'intercession de la monnaie dans l'acte de la production, que les unités monétaires soient d'ailleurs bancaires ou matérielles, aboutit à la formation d'un revenu qui s'inscrit dans la durée. Il est du plus haut intérêt de noter, à chaque occasion propice, que l'économie politique ne parlerait pas des revenus, de leur formation et de leur répartition, si ces grandeurs n'étaient pas saisissables *dans le temps*. Or, en l'absence de toute monnaie, les revenus n'ont qu'une existence instantanée et informe. La monnaie est donc l'objet central, le cœur de notre science. Les revenus monétaires et eux seuls sont déposés dans le continuum, où l'observation peut les saisir afin de les «formaliser».

Il n'empêche que la loi est constante: tout revenu, même monétaire, n'existe que dans l'espace d'un instant. En conclusion du bref examen de la monnaie matérielle, nous avons annoncé, en relation avec la monnaie bancaire, la dissipation définitive de cet apparent dilemme.

IX. LE REVENU MONÉTAIRE S'INSCRIT DANS LA DURÉE POSITIVE BIEN QU'IL OBÉISSE À LA LOI RÉGISSANT TOUT REVENU: IL NE «DURE» QUE L'ESPACE D'UN INSTANT.

33. En l'absence de monnaie, le revenu est purement instantané.

Ne revenons qu'en quelques lignes sur le revenu purement réel, créé dans une économie où la monnaie ne serait présente ni sur le marché des services producteurs ni sur le marché des biens et des titres. Dans ce cas, le produit est un espace à une seule dimension puisque la dimension monétaire lui fait défaut. On a alors l'équivalence tautologique de la production et du produit; chaque production particulière quantise un temps qui lui est propre. Comme l'opération de la production est une onde – mouvement du présent au passé et au présent –, elle est logiquement incapable d'inscrire son résultat dans le temps chronologique. On en induit que le produit,

ou identiquement le revenu, a bien une existence uniquement instantanée, dès lors que la monnaie est écartée.

L'intuition corrobore d'ailleurs cette conclusion, puisque le produit est essentiellement une valeur d'usage suspendue et que cet état ne peut lui être reconnu que dans des conditions très spéciales; tout produit approprié est déjà une valeur d'usage constituée et efficace, une utilité; afin de saisir un objet qui soit encore sur le point de devenir une valeur d'usage, mais qui soit un produit, il faut donc tenir l'analyse dans des limites très étroites: le produit se forme d'un seul coup à la fin du processus de production et un instant plus tard il est déjà pure valeur d'usage. On comprend ainsi que le produit n'a son identité spécifique de «valeur d'échange» qu'à l'instant précis où la production entreprise aboutit.

La monnaie, notamment bancaire, apporte la deuxième dimension du produit.

34. La monnaie, notamment bancaire, confère une durée positive au revenu.

C'est que les salaires monétaires ont pour corps le produit (des travailleurs). Les salaires sont tout ensemble produit réel et monnaie ou numéraire. En tant que produit réel, les salaires ont la dimension du temps quantisé par la production; en tant que monnaie, les salaires sont une collection de nombres concrets. Il est essentiel de ne jamais perdre de vue le fait que les deux dimensions sont réunies pour définir le produit en monnaie; il s'agit bien d'un seul et même espace à deux dimensions équivalentes. Ainsi, dès que la monnaie, lancée dans les achats finals, cesse d'être monnaie-produit pour devenir purement monnaie-nombre, le produit en monnaie cesse lui-même d'exister, l'une de ses dimensions (et, répétons-le, elles sont nécessaires toutes deux) étant tombée.

La question à résoudre est ainsi clairement posée. A quel moment la monnaie cesse-t-elle de s'identifier au produit? Bien que la réponse soit formellement la même pour toute monnaie, les espèces bancaires permettent une solution plus facile, car la monnaie de banque disparaît purement et simplement dès qu'elle cesse de se confondre avec le produit. La monnaie matérielle survit à sa dépense dans les achats finals; à son sujet, on pourrait donc penser, a

priori, que la persistance de la monnaie correspond à une égale persistance du produit. Nous savons bien qu'en réalité la monnaie matérielle survit à sa dépense en tant que matière et non en tant que monnaie. Mais la distinction exige une certaine contention intellectuelle. Du côté de la monnaie bancaire, le raisonnement est bien plus facile; il n'est plus question que la matière monétaire vive au-delà de la monnaie, qui n'est plus matérielle en aucune de ses phases. Le seul problème est donc d'assigner à la monnaie la date de son «décès». Dès qu'il sera connu que la monnaie meurt à tel instant, il sera évident qu'à cet instant la monnaie cesse de s'identifier au produit (même si le produit, stricto sensu, doit disparaître simultanément).

La solution qui se présente d'abord à l'esprit est celle du «dépôt» de la monnaie-produit ou du revenu monétaire dans le temps. Il est inconcevable que la monnaie ne soit pas déposée dans le temps, pour la simple raison qu'il est inconcevable qu'elle ne soit pas déposée dans la banque (émettrice) pendant une durée perceptible et mesurable. A l'instant de sa naissance, le revenu est posé sur un «point du temps», le point de Barrow, qu'il suit dans son écoulement, jusqu'au moment à venir où les salaires sont dépensés. Non seulement cette première analyse semble plausible mais la monnaie de banque en offre une très belle confirmation. En effet, si les salaires étaient dépensés et détruits à l'instant de leur formation, l'émission bancaire ne serait pas une onde mais un cercle vicieux: les travailleurs seraient crédités et débités du même montant et dans le même mouvement. Le paiement des salaires ne peut être associé à l'émission réelle que *si la somme créditée est nette dans l'avoir des travailleurs.* Le débit des travailleurs dans les comptes de la banque ne peut intervenir que plus tard.

Cependant, le dernier mot n'est pas dit. Nous n'ignorons plus comment tout se termine. Mais résumons nos connaissances puisqu'elles s'opposent fondamentalement aux enseignements dominants. Il importe de distinguer deux durées.

1. La durée d'existence d'un revenu créé; il est clair que cette durée varie selon les revenus, des différents agents et même d'un agent donné; elle est mesurée par la persistance de la créance des travailleurs sur les banques.

2. La durée de formation d'un revenu donné; il s'agit ici du laps de temps qui s'écoule entre le moment où la production est entreprise et le moment où elle s'achève.

A la différence des durées *1,* qui dépendent du libre comportement des agents, les durées *2* sont uniformisées par le rythme ou la périodicité du versement des salaires. Si les salaires sont toujours versés à la fin du mois en cours, toutes les périodes de production sont des mois du calendrier, la production de n'importe quel travailleur étant entreprise au début du mois et achevée à sa fin, même si le produit purement physique ne doit devenir disponible sur le marché que bien plus tard (comme dans le cas des premiers travaux dépensés pour la construction d'une pile atomique). En fait, les premiers résultats du travail «au long cours» sont achetés dès leur «finition», à la fin de chaque mois, les achats finals étant alors, comme nous en verrons bientôt la confirmation, effectués par l'intermédiation du marché financier.

Mais ce sont les durées *1* qui définissent le problème spécifique dont nous nous occupons présentement. Les titulaires des revenus les conservent pendant un temps plus ou moins long: ils les épargnent au lieu de les consommer immédiatement. Cette fois, la durée est totalement indépendante du temps de production, le revenu d'un mois pouvant être épargné pendant n'importe quelle période de temps, au choix de son titulaire. Tout cela est évident. Le problème ne devient intéressant que dans l'analyse de la dimension-temps de l'achat final, quelle que soit la date de son événement. L'erreur qui se présente avec force est déjà suffisamment connue; on ne doute pas, d'abord, qu'à la différence des dépenses en formation des revenus, les dépenses en consommation ou en destruction des revenus sont des «événements de Poisson», car, apparemment, ils n'occupent qu'un laps de temps nul, un instant.

On ne peut s'apercevoir de l'erreur que si l'on consent à s'interroger sur la nature de l'achat final: la dépense des revenus est une *émission,* exactement comme la formation des revenus. On est alors très près de l'analyse correcte, selon laquelle le versement des salaires *brise l'émission réelle en deux demi-émissions,* la seconde étant justement définie par la dépense des revenus. On en induit que, n'importe la date où il se produit, l'achat final se rapporte à la période de pro-

duction, la même qui définit déjà l'émission initiale, le versement des salaires. Le délai *1* cède donc la place au délai *2,* qui est la dimension-temps à la fois de l'émission positive des salaires et de leur émission négative, l'écoulement du produit.

Maintenant la conclusion est à portée de main. Nous retrouvons l'analyse de l'introduction: les deux temps quantisés, l'un par le versement des salaires et l'autre par leur dépense, se superposent; il en découle nécessairement que le revenu monétaire n'aura pas existé au-delà de l'instant de sa création. Bien que les travailleurs soient débités «plus tard», leur paiement débiteur est efficace parce qu'il prend effet à partir de leur paiement créditeur initial. L'écriture débitrice «remonte» le temps jusqu'à coïncider avec l'écriture créditrice correspondante. Ainsi, les deux vérités sont maintenues l'une et l'autre; la dépense des revenus est *d'abord postérieure;* cependant, *elle prend effet rétroactivement,* si bien qu'en dernière analyse elle est immédiate. Par le jeu de la superposition de la deuxième demi-émission sur la première, la créance acquise par les travailleurs sur les banques trouve sa contrepartie objective, d'entrée de jeu, dans l'annulation de cette créance, consécutivement à l'écoulement du produit: rien ne peut montrer avec plus de netteté le véritable rôle des banques; elles lancent une monnaie réelle, le produit dans sa forme monétaire, sur les personnes qui reçoivent ainsi dès l'origine leur propre produit, même s'il est vrai qu'elles finissent par convertir le produit monétaire, afin d'obtenir le (même) produit en nature.

Pour conclure l'analyse de la formation-dépense des salaires, nous proposons un graphique très simple, où il apparaît clairement et à l'œil nu, pour ainsi dire, que le produit social est réellement et uniquement une somme de monnaie.

X. LA PRODUCTION NATIONALE REPRÉSENTÉE À PARTIR DE LA «SPHÈRE-ZÉRO». LE PRODUIT N'EST DÉPOSÉ DANS LE TEMPS QUE SOUS L'IDENTITÉ DE LA MONNAIE BANCAIRE.

Comme fondement de la création monétaire par les banques, nous avons reconnu l'existence de la «monnaie-zéro». Considérées dans leur fonction créatrice, les banques ont à tout moment à leur disposition une «somme» de zéro unité de monnaie. La raison en est, rappelons-le, que la monnaie naît d'une simple promesse. Les banques sont donc tout naturellement capables de créer une somme de monnaie nulle; et c'est assez puisque toute monnaie positive est «issue» de la monnaie nulle.

35. La dotation initiale des banques est la monnaie nulle.

Proposons encore la démonstration rigoureuse de la faculté dont disposent les banques de créer une monnaie nulle. Il est entendu que la création de la monnaie nulle n'est pas effectuée dans une «première étape», chronologiquement distincte de la création des monnaies positives. Ce qu'il faut démontrer est tout autre chose: dans l'émission des monnaies positives, la part de l'activité bancaire se termine à une monnaie nulle, qu'elles peuvent vraiment susciter ex nihilo, alors que les monnaies positives proviennent toutes de la production nationale. Il est indubitable que les banques sont capables de lancer leurs «promesses»; c'est le premier point. Or, dans le circuit de l'émission bancaire, les promesses se forment à la fois positives et négatives, selon le rôle considéré. Dès leur formation, les promesses sont transformées en monnaie, proprio sensu, par le produit qui se fixe en elles. Dans le résultat ainsi atteint, la monnaie, parfaitement constituée, est rigoureusement nulle en banque comme dans l'économie: partout, elle est la fois positive et négative pour le même montant. Il n'empêche que la monnaie est présente dans toute sa dimension souhaitée, car les transactions sur tous les marchés peuvent désormais être effectuées monétairement. Les banques créent librement la monnaie nulle puisqu'elles créent libre-

ment les promesses bancaires, qui se transforment automatiquement en monnaie (nulle).

Représentons la monnaie nulle par la «sphère-zéro», que nous partageons aussitôt en ses deux moitiés.

36. Représentation graphique des unités monétaires positives émises à partir de la monnaie nulle

Notre propos est de déformer la surface de la tranche de chaque demi-sphère, afin de montrer fidèlement le résultat de la production nationale. La demi-sphère détenue par les entreprises est creusée; il s'y produit un trou (sphérique) égal aux x unités de monnaie versées en salaires.

La demi-sphère détenue par les travailleurs est bombée; la bosse (sphérique) qui s'y manifeste est le montant des salaires directs et indirects (ou sociaux) créés dans la période, égal à x unités de monnaie.

Dès maintenant, nous pouvons nous aider de la représentation pour confirmer le rôle exact de la création monétaire par les banques. De toute façon, le produit réel ne vient nullement des banques de dépôt, qui ne sont saisies ici que comme des points d'émission et non en leur qualité d'entreprises parmi les autres. La question importante est celle-ci: les banques peuvent-elles créer des actifs monétaires *nets?* La réponse se lit directement dans les deux demi-sphères. La création monétaire apporte les deux déformations de sens contraire, creux et bosse. Il suffit donc de reconstituer la sphère, pour constater qu'*après* la création de monnaie et *avant* la dépense des salaires, la monnaie créée est nulle puisque la sphère-zéro est strictement maintenue en l'état.

Même s'il est vrai qu'à son émission la monnaie de banque est immédiatement un actif, elle ne l'est donc pas du fait de l'activité bancaire. La petite demi-sphère positive (les revenus salariaux) et la

petite demi-sphère négative (les dettes corrélativement contractées par les firmes) s'emboîtent parfaitement l'une dans l'autre quand on rassemble les deux demi-sphères. Et, disons-le encore une fois, cette réunion des deux demi-sphères est donnée avant la dépense des revenus nés de la production et distribués en monnaie bancaire. Bien que les revenus soient encore tous présents, les actifs monétaires sont à somme nulle dans l'ensemble de la société puisque la sphère-zéro ne comporte aucune «excroissance» positive.

La monnaie est un actif parce qu'elle absorbe, au sens le plus fort, elle *«boit»* le produit réel de la nation. Faisons en effet appel au produit réel des travailleurs rémunérés. Il naît immédiatement dans la monnaie négative créée en entreprise. On en induit que tous les vides sont aussitôt comblés et que la demi-sphère aux mains de l'ensemble des firmes n'est finalement pas déformée. L'absorption du produit physique comble le creux et la demi-sphère est conservée en son état inchangé, exempte de toute déformation.

Demeurons quelque peu en ce lieu que nous venons de parcourir; le moment est sans doute bien choisi pour dissiper la confusion la plus «épaisse» qui couvre et obscurcisse la science économique. Pas plus que le profane, le scientifique n'a l'habitude de se représenter les flux; il préfère de loin le traitement des données tangibles. Quand il se propose ainsi d'étudier la monnaie, notamment dans ses rapports avec les biens réels, il imagine la coexistence, côte à côte, des biens des deux catégories.

Dès ce point de départ, toute la déduction est préfigurée, quel que soit le degré de sophistication qu'elle peut atteindre, en langage mathématique ou «ordinaire». Tout est perdu dès le départ. Etant (dans l'imaginaire) échangée contre le produit en biens et en services, la monnaie doit se prêter à la construction d'une série de relations d'équivalence, dont les termes sont les grandeurs nominales d'une part et les grandeurs réelles de l'autre. Il faut donc écrire que telle quantité de monnaie vaut tel bien réel, lui-même spécifié dans ses dimensions physiques.

Or cette relation de valeur n'a aucune existence dans le monde où nous vivons: la monnaie et les biens réels n'entretiennent aucune relation d'aucune sorte (sauf la relation d'identité des philosophes)

puisqu'ils forment une réalité unique, une seule grandeur dont la propriété est justement de comporter deux aspects, nominal et réel. Avant de projeter le (nouveau) produit dans le creux monétaire, on voit bien, grâce à cette représentation très simple, que la monnaie n'existe pas encore en une grandeur positive; il est donc prématuré de prétendre la comparer à quelque objet physique que ce soit. Et la comparaison ne peut pas non plus réussir plus tard, quand les biens réels sont déjà jetés dans les creux monétaires; car, cette fois, les deux termes n'en font plus qu'un.

On comprend du même coup que la monnaie n'est jamais la mesure des biens réels, sinon la mesure tautologique des biens réels déjà transformés en monnaie: en «comptant» la monnaie – le nombre d'unités monétaires créées dans le versement des salaires – on compte le produit puisqu'il est né dans la forme monétaire. Jamais la monnaie ne mesure un bien réel distinct ou disjoint de la monnaie: en dernière analyse, la monnaie est dénombrée; c'est tout. Toutes les théories qui prétendent comparer la rémunération salariale au produit des salariés se posent donc un problème fondamentalement faux, inexistant. Les salaires monétaires *sont* le produit réel.

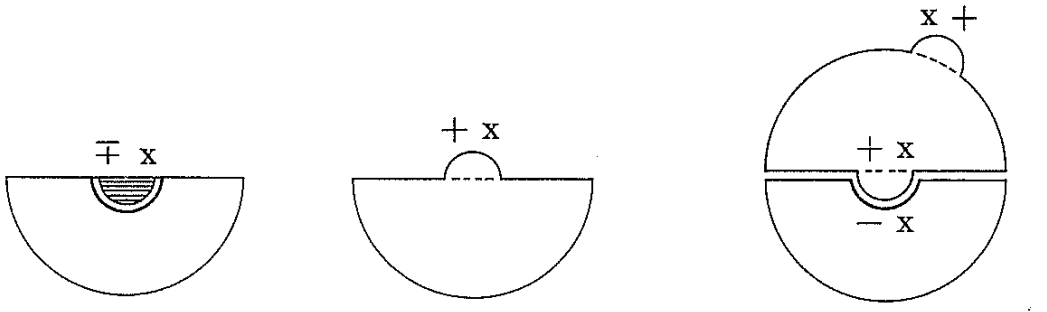
On voit particulièrement bien la naïveté de la comparaison des «prestations» si on se pose la question suivante: comment peut-on être sûr que le produit des travailleurs trouve une place suffisante dans les creux monétaires? Inversement, n'est-il pas possible que le produit soit plus grand que les creux et, ainsi, qu'il «déborde»? Ces deux inquiétudes opposées sont aussi futiles l'une que l'autre; c'est que la monnaie et le produit ne sont des dimensions comparables (appartenant au même espace de mesure) qu'à partir du moment où ils sont réunis en une seule et même réalité: il est donc impensable que le produit puisse être ou plus grand ou plus petit que la monnaie négative créée dans la rémunération des travailleurs. Cela nous permet de revenir au développement de l'explication principale, afin d'achever de démontrer que *l'unique produit de l'économie nationale est en toute période une somme de monnaie.*

Si on entend au contraire faire l'énumération des biens et des services produits, on établit une énumération et rien de plus: il est logiquement impossible de sommer ou d'agréger les divers produits physiques, car ils ne sont que des «valeurs d'usage» hétérogènes et

disparates. La science, qui ne peut connaître que le «quantifiable», saisit le produit dans sa parfaite uniformité, tel qu'il existe uniquement dans les creux monétaires. Après, c'est trop tard.

Face à la demi-sphère en E (l'ensemble des entreprises), dont les creux sont immédiatement comblés par le produit des travailleurs salariés, la monnaie positive subsiste: pendant tout le temps où le produit physique demeure déposé au sein de la monnaie négative, les travailleurs détiennent la demi-sphère nulle à laquelle s'est ajoutée l'excroissance d'une monnaie positive, égale aux x unités de salaires émis.

L'expérience suivante est extrêmement instructive. On reconstitue encore la sphère-zéro par le rapprochement des deux demi-sphères et on constate que c'est la sphère tout entière qui connaît une excroissance ou un incrément, l'addition de la somme x de monnaie positive.



Entreprises Travailleurs Economie nationale

Fondu dans les creux monétaires, le produit physique y disparaît sans laisser de trace; l'unique réalité de la production nationale – mais il s'agit bien d'une réalité, parfaitement tangible – est l'incrément de la sphère-zéro tout entière: tous les travailleurs du pays ont produit un seul «article», des unités de monnaie.

Si simple soit-elle, la représentation de la sphère-zéro est la preuve visible de l'erreur des quatre conceptions habituelles de la monnaie, déjà considérablement affaiblies du fait de leur incohérente cohabitation au sein de l'imaginaire populaire et pseudo-scientifique.

37. Les quatre erreurs fondamentales des conceptions habituelles de la monnaie

1. *Première notion erronée: la monnaie est la simple mesure du produit.*

Elle n'appartiendrait donc pas elle-même à la classe des produits. Dans 3 kg de clous, on ne trouve pas à la fois des clous et, en plus, des kilogrammes, car la mesure des clous n'appartient pas à la classe des clous: elle n'est pas un clou. Le cas étant supposé semblable, on dira que dans 3 francs de clous on ne trouve pas à la fois des clous et des francs, qui ne sont que l'instrument de mesure (économique) des clous. Or le parallèle est controuvé, car, dans l'économie monétaire, aucun produit physique n'est une valeur d'usage avant d'avoir été acheté.

Dans la première phase de son existence, le produit physique est remplacé par la monnaie née de son coût de production. Ainsi, avec les autres biens, les clous sont d'abord «logés au creux de la monnaie», dans la monnaie négative dont la création définit la production. La création des x unités de monnaie, coût social de la production, est à la fois positive et négative. Dans la monnaie négative se trouve l'intégralité du produit, dont les clous; en regard, les x unités de monnaie positive sont la seule valeur d'usage créée par l'économie puisque les biens physiques ont encore une valeur d'usage nulle, «abîmée» dans la monnaie négative. La dépense des x francs, dont les 3 francs pour l'achat des clous, conduit à la deuxième phase de l'existence des biens physiques, qui sont enfin des valeurs d'usage positives. Délogé de la monnaie négative par l'achat, le produit est une valeur d'usage à la place de la monnaie, qui est aussitôt anéantie, puisque les x unités de monnaie positive entrent en collision avec les x unités de monnaie négative. La sphère-zéro est simplement reconstituée en son état initial: elle a perdu son excroissance positive. Chassés de la sphère-zéro, les biens physiques sont tombés dans la «sphère de la consommation».

Ainsi, pendant toute la durée de leur existence, les trois francs ne sont pas la simple mesure des clous mais bien leur *alter ego*. Dans la première phase, les clous se forment en monnaie et, dans la deuxième phase, les trois francs se transforment en clous. Il est bien vrai que les francs ne *prolongent* pas les clous. Il n'empêche que les

francs ne sont pas le simple instrument de mesure des clous: ils *s'identifient* aux clous jusqu'au moment où les francs s'effacent pour faire apparaître les «clous en clous», alors qu'ils étaient en francs jusque-là.

2. *Deuxième notion erronée: la monnaie est la contrepartie du produit.*

La monnaie appartient donc à la classe des produits mais elle serait un produit antérieur (sur un premier plateau) face aux produits actuels (disposés sur l'autre plateau de la balance à deux bras). L'erreur apparaît dans une observation très simple. Si la monnaie était un bien antérieur donné pour un bien actuel, le paiement des salaires serait un achat au même titre que la dépense des salaires.

Or, dans le versement des salaires, les firmes ne pourraient acheter le produit nouveau que s'il se formait d'abord chez les travailleurs; nous avons déjà remarqué que ce n'est pas le cas: le produit naît directement en entreprise. Un argument plus évolué peut être offert dans le même sens. Si tous les paiements monétaires étaient des achats, les banques ne pourraient créer aucune monnaie et les achats seraient donc tous condamnés, au moins les achats en monnaie bancaire, dont on sait cependant qu'ils ne laissent pas d'exister.

La création monétaire ne peut être positive que si elle *apporte des revenus;* il ne suffirait pas qu'elle en transporte. Si l'opération se faisait dans la conservation des revenus, la monnaie négative serait immédiatement comblée par la monnaie positive et le produit physique ne pourrait jamais «entrer» dans la monnaie; dans ces conditions, toute création de monnaie serait nulle. Seule l'intrusion du produit dans la monnaie permet l'existence séparée de la monnaie bancaire positive et de la monnaie bancaire négative. Dès que les deux monnaies sont d'emblée condamnées à la cohabitation, elles se combattent et s'annulent sans délai l'une en l'autre. Dans la réalité des faits, la monnaie n'est pas la contrepartie ou la contrevaleur du produit nouveau mais sa définition même. Le produit physique étant d'abord «enfoncé» dans la monnaie négative, la monnaie positive est non sa représentation mais sa «présentation»: les salaires monétaires sont la seule présence du produit dans le pays tout entier.

3. *Troisième notion erronée: la monnaie est un titre au produit.*

L'erreur est moins profonde que dans les cas précédents; en un sens, la monnaie est bien un droit de prélèvement sur le produit. Toutefois, il s'agit d'un droit très particulier, inconnu en tout autre domaine. Habituellement, une créance portant sur un objet suppose l'existence positive de cet objet; à défaut, le droit ou le titre est lui-même nul, au moins dans son effet. Dans le cas présent, l'objet est totalement annulé dans la monnaie négative; or le droit est néanmoins positif, même dans son effet.

Ainsi, la monnaie positive n'est pas un titre au produit; elle est le produit lui-même. Répétons-le inlassablement, la société produit de la monnaie et elle ne produit rien d'autre, jusqu'au jour où la monnaie disparaît; alors on dira que la société produit des biens et des services physiques et rien d'autre. Jamais on ne trouvera que la société produise à la fois des biens physiques et, en regard, des unités de revenus monétaires.

La notion de monnaie, titre au produit, est presque exacte pour une autre raison encore. Quand nous étudierons la théorie du capital, nous constaterons que le capital financier est une monnaie née de la destruction du revenu dans l'épargne. En ce sens, la monnaie est un titre à un revenu. La critique essentielle demeure: la monnaie n'est jamais un titre au produit. La monnaie n'est un titre au produit que dans la mesure où elle est un titre à un revenu (futur), donc un titre à la monnaie future.

4. *Quatrième notion erronée: la monnaie est une grandeur nominale, par opposition aux grandeurs réelles.*

Cette dernière erreur est connue sous l'appellation de nominalisme ou de numéralisme. La monnaie serait simplement un nom ou un nombre, qui aurait une existence autonome, détachée de la chose nommée ou de l'objet compté. La monnaie serait à la recherche du produit, qu'elle ne rencontrerait que dans les échanges. La naïveté de la séparation du nominal et du réel apparaît dans l'impossibilité subséquente de les rapprocher.

Tenus à distance l'un de l'autre, le nom et le produit sont condamnés à rester isolés, chacun dans sa province, sans qu'aucune opération, pratique ou intellectuelle, puisse jamais jeter la monnaie

sur le produit ni le produit sur la monnaie: c'est la *dichotomie* dans toute sa perfection. En fait, la monnaie est bien une grandeur nominale mais qui est, de naissance, c'est désormais bien établi, associée au produit comme la forme au fond, aussi indissociablement. Les salaires nominaux s'identifient au produit réel parce que le produit physique fait corps avec la monnaie négative. L'analyse ne se rapporte pas à deux objets distincts, mais à un objet unique dont la présence est dédoublée; le produit apparaît une première fois en monnaie – il comble ainsi les creux monétaires et se traduit dans l'excroissance positive de la sphère-zéro – et une deuxième fois en nature – le produit physique étant détaché de la monnaie dès que la sphère-zéro perd son incrément.

Aucune erreur n'est parfaite; aussi les quatre erreurs laissent-elles place chacune à un grain de vérité. Enonçons les quatre «grains».

1. *La monnaie est la mesure du produit.*

Si le produit n'était pas l'intégration d'un + et d'un – au sein de la sphère-zéro, il ne serait pas mesurable. La quantité négative apparaît dans l'émission bancaire. Elle a immédiatement pour contrepartie et donc pour contrevaleur la totalité des biens et des services physiques produits par les travailleurs rémunérés.

La relation d'équivalence est certaine: les salariés reçoivent leur propre produit en l'espèce de la monnaie positive créée dans l'émission bancaire, monnaie qui est identique (au signe près) à la monnaie négative corrélative. On en induit que la monnaie négative et le produit physique correspondant se neutralisent entre eux; ils sont nés additifs (résultats de la même émission, donc homogènes) et leur somme est nulle. La relation d'équivalence, qui définit la mesure, a pour termes deux grandeurs purement physiques: d'un côté la monnaie-nombre, et de l'autre le produit-matière. Rien ne pourrait rapprocher ces deux grandeurs si elles ne naissaient pas dans le même espace de mesure: or le travail humain est leur seule source à l'une et à l'autre puisque la monnaie-nombre négative ne peut être suscitée que par l'intervention de la monnaie au sein de l'émission réelle.

Dans sa controverse avec Henri Poincaré, Léon Walras pressentait la nature originale de la mesure en science économique. Habituellement, on ne mesure pas avec des nombres mais avec des dimensions qui, elles, sont «comptées» en nombres (x unités de longueur, de masse, de volume, etc.); or *les produits n'ont aucune dimension économique, sinon le temps et le numéraire quantisés.*

Ainsi, le nombre est lui-même une dimension de l'objet et il n'est plus simplement le dénombrement d'une dimension de l'objet. L'émission monétaire change le produit en un nombre, somme des unités monétaires (chaque unité élémentaire étant le nombre «concret» 1) formées en salaires. Cette somme est équivalente au produit, non pas en ce que le produit et la somme des salaires auraient une dimension commune, mais, bien plus étroitement, parce que ces deux grandeurs *sont* une dimension unique, le numéraire quantisé. La relation d'équivalence est ici la plus forte qui se puisse concevoir, *l'identité.*

Les salaires nominaux sont l'identité du produit national; ils sont donc égaux ou équivalents au produit puisqu'ils sont égaux ou équivalents à eux-mêmes.

2. *La monnaie est la contrepartie du produit.*

C'est exact, non dans la simultanéité, mais dans le temps. La monnaie n'est pas additionnelle au produit; elle est donc bien ce produit sous la forme d'un équivalent. Cependant, la monnaie n'est pas «parallèle» au produit; en l'espèce, l'équivalent remplace le produit, il ne coexiste pas avec lui. Aussi longtemps que la sphère-zéro reste dotée d'un incrément, la monnaie existe seule, le produit physique étant une partie intégrante de la sphère-zéro. La monnaie est néanmoins la contrepartie du produit, en un sens nouveau: il suffit que la monnaie disparaisse pour que le produit apparaisse.

3. *La monnaie est un titre au produit.*

Il est parfaitement vrai que la monnaie est un actif en ce qu'elle «désigne» le produit physique; elle n'est pas un actif en elle-même. Toutefois, il faut de nouveau reconnaître l'extrême originalité de la monnaie, qui se distingue de toute autre grandeur économique. En

règle générale, le titre se rapporte à un objet qui est distinct du titre, le titre à une maison n'étant pas une maison. Or la monnaie, titre à un produit, *est un produit.* L'objet du titre monétaire est dans la monnaie. La monnaie-revenu est le titre au produit enfermé dans la monnaie négative. La séparation ou la scission du titre monétaire et de son objet ne se produit qu'à l'instant où le titre est «exercé» et détruit: alors l'objet sort du titre pour vivre séparément, en valeur d'usage.

L'incrément de la sphère-zéro est le titre au produit physique compris dans la sphère; c'est seulement par la destruction du titre (l'annulation de l'incrément) que son objet devient instantanément positif; il sort de la sphère monétaire: c'est comme si la maison ne prenait existence qu'à l'instant où elle est échangée contre le titre à la maison; encore faut-il ajouter que l'analogie n'est respectée que si la maison cesse d'exister l'instant d'après.

4. *La monnaie est une grandeur nominale.*

Il est exact que même la monnaie dite matérielle est immatérielle. La seule matière de la monnaie est le produit physique qui fait corps avec elle. Or, privée de corps, la monnaie n'existerait pas. Il s'ensuit que, si la monnaie est une grandeur nominale, elle ne l'est que parce qu'elle est identiquement une grandeur réelle, monnaie dans son corps (le produit) ou, à défaut, monnaie nulle. La monnaie nominale et la monnaie réelle coexistent dans le même objet. Il serait donc vain de prétendre organiser des échanges entre les grandeurs nominales et les grandeurs réelles.

Les seuls échanges qui existent dans la réalité sont les émissions: le produit physique, jeté dans la monnaie négative, est de naissance changé en monnaie; puis la dépense de la monnaie positive change le revenu en produit physique. Le premier échange est une création, le second une destruction. Il s'agit néanmoins d'échanges, car, saisi à l'instant de la première émission, le produit physique devient produit monétaire; et dans la deuxième émission, le produit monétaire devient instantanément produit physique; les conversions sont opérées à l'«intérieur» de la création et de la destruction, où l'on constate la mutation réel-nominal puis la mutation nominal-réel.

Dès que l'on réunit en un seul ensemble les quatre vérités comprises dans les erreurs énumérées, on trouve la théorie quantique de la production; la monnaie se glisse au sein de l'émission réelle, dont elle opère la bipartition: la première demi-émission suscite la monnaie à la place du produit réel, tenu en attente; la deuxième demi-émission détruit la monnaie et la remplace par le produit réel, qui apparaît ainsi pour la première fois et définitivement dans le champ des valeurs d'usage.

L'enseignement le plus fort de la théorie des émissions est aussi le plus curieux: les salaires (S) sont l'unique catégorie du revenu national (R).

38. Les salaires monétaires (S) englobent la totalité du revenu national (R).

(1) $$R = S$$

Dans la langue d'aujourd'hui, on dirait que la définition *1* n'est pas crédible. Mais le scientifique ne juge pas d'après la crédibilité; son critère est la vérité. La monnaie ne serait présente nulle part dans l'économie si elle n'apparaissait déjà dans la toute première opération, la production. Et l'intégration de la monnaie dans le procès de production est une loi rigoureuse, que personne ne peut briser ni même modifier ou «nuancer».

L'économie monétaire est l'image de l'économie d'échange ou de troc, la monnaie ne pouvant en aucun cas altérer la relation d'échange, dont les termes sont logiquement *réels* l'un et l'autre. Reconnaître l'existence de transactions monétaires qui ne seraient pas de pures transactions réelles, entre les biens et les biens, ou de produit à produit, n'est pas faire preuve d'esprit d'observation mais, moins noblement, c'est introduire l'erreur et l'arbitraire dans des opérations dont la vraie nature est d'une grande pureté et simplicité.

Il est vrai que l'économie monétaire semble moins parfaite que l'économie de troc, qu'aucun désordre ne pourrait menacer. N'est-il pas évident, dès lors, que la monnaie dérange le bel ordre des transactions? Idéalement, la monnaie ne s'imposerait jamais comme un objet final, se bornant au contraire au respect intégral de

l'échange de bien à bien. Mais le monde ne vit pas dans la perfection. Et comment éviter d'ajouter foi à l'hypothèse de *l'immixtion* de la monnaie? Dès que l'échange est brisé, la pensée ne doit-elle pas aller jusqu'à l'invention d'une autre catégorie d'échange, où la monnaie serait l'un des termes, au lieu de n'être que leur médiation?

La conclusion correcte est finalement beaucoup plus satisfaisante pour l'esprit. En tout état de cause, la monnaie, notamment bancaire, n'est injectée dans l'économie nationale que par le canal des émissions. Or toute émission monétaire est strictement identique à une demi-émission réelle. Il n'existe pas un seul exemple où la monnaie ne soit pas créée au sein de l'économie concrète par une émission de salaires, émission qui, nous l'avons vu, est positive (sur le marché des services producteurs), négative (sur le marché des produits) et à la fois positive et négative (sur le marché des titres). Toute autre représentation relève de l'imagination incontrôlée.

Les «demi-connaissances» s'arrêtent à la monnaie saisie comme un objet final des transactions. On trouve ainsi qu'un bien réel est échangé contre une monnaie.

$$\text{bien réel} \rightleftharpoons \text{monnaie}$$

Cet échange, qui serait un cas particulier des échanges relatifs, du type

$$\text{bien réel} \rightleftharpoons \text{bien réel},$$

est introduit dans la théorie de la production au moyen de la succession de deux transactions monétaires,

$$\text{(A)} \qquad \text{produit} \rightleftharpoons \text{monnaie}$$

$$\text{(B)} \qquad \text{monnaie} \rightleftharpoons \text{produit.}$$

D'abord échangé contre la monnaie (A), le produit est finalement retrouvé dans l'échange inverse (B).

Dans ces conditions, pourquoi l'échange (B) serait-il parfaitement superposé à l'échange (A)? Cette question ouvre la voie à une

multitude de déductions et d'hypothèses. La loi de l'intégration de la monnaie dans les échanges réels étant désormais abandonnée à la discrétion des «scientifiques», on est libre de déceler sur les marchés la formation et la dépense de toutes sortes de revenus, le salaire n'étant qu'un revenu parmi beaucoup d'autres.

Qui se plaindrait de l'extrême simplicité de la théorie exacte? En son travail dans toutes les branches de l'activité, l'homme est le seul émetteur du produit national. Si la monnaie s'interpose – comme c'est effectivement le cas dans le régime du salariat –, elle est émise par une opération unique, le travail de l'homme. Il est donc «définitivement vrai» que le salaire est l'unique catégorie du revenu de la nation. Que l'économie connaisse ou non le désordre, qu'elle soit «équilibrée» ou non, elle ne comporte que des *salaires.*

Mais comment s'explique la présence des revenus non salariaux, profits, rentes, et intérêts?

XI. LES REVENUS NON SALARIAUX SONT CRÉÉS ET DÉTRUITS DANS LE MOUVEMENT QUI CRÉE ET DÉTRUIT LES SALAIRES: LE CIRCUIT DES REVENUS NON SALARIAUX EST COMPRIS DANS LE CIRCUIT DES SALAIRES.

39. Seule la théorie des émissions est capable d'expliquer l'existence des revenus non salariaux.

Précisons tout de suite que l'explication de la formation et de la dépense des revenus non salariaux ne peut être donnée qu'à l'aide de la théorie des émissions. Jusqu'à présent, les théoriciens ont réussi à formaliser le fonctionnement d'une économie ne comportant que des revenus de facteurs ou de services producteurs: les surplus – entendez les revenus qui ne correspondent, chez leurs titulaires, à aucun coût de production – n'étaient pas analytiquement saisissables. Encore dans le *Treatise on Money* de Keynes, le profit-surplus est écarté de la catégorie des revenus formant le revenu national.

Aujourd'hui, grâce à l'analyse quantique, les revenus peuvent être conçus dans toute leur réalité: les salaires sont les seuls revenus définis par un coût net et final (le coût de production des biens et des services); seul le travail est «coûteux» et le salaire (monétaire) est la mesure exacte du travail dépensé; tous les autres revenus sont dérivés des salaires: ils y ont leur source. La masse des salaires est le «fonds des profits».

La formation des revenus non salariaux dans la dépense des salaires est une opération qui se déclare d'abord sur le marché des produits, par une différence (positive) entre les prix et les coûts de production des «biens-salaires»; mais la même opération – de la formation des revenus non salariaux – est simultanément présente sur le marché des services producteurs, les biens non salariaux étant rétroactivement retirés aux travailleurs dès l'émission des salaires.

Reprenons l'explication générale.

Le produit de la nation est émis dans une opération unique, qui s'étend à la totalité des biens et des services produits: l'émission des salaires (monétaires). Or l'émission des salaires s'identifie parfaitement à l'émission réelle. La monnaie est simplement interposée dans l'acte de la production réelle et l'interposition de la monnaie est définie par le paiement des salaires. Ainsi, la création-destruction des salaires est une opération rigoureusement identique à l'émission réelle: les deux opérations n'en forment qu'une, par fusion: l'émission des salaires fusionne avec les émissions réelles.

C'est dire que tout revenu voit le jour sous l'identité des salaires, directs et sociaux (comme les allocations de famille, de logement, de maladie, les cotisations patronales pour la retraite des employés, les indemnités de chômage, etc.). Il est ainsi logiquement impossible de trouver des revenus dans la société qui ne soient d'abord définis en salaires.

Ecrire le revenu national dans l'équation

$$R = \text{Salaires} + \text{Autres revenus}$$

est une faute contre la logique puisque toute émission monétaire est la substitution *ab initio* des salaires nominaux aux salaires réels. Seul

le paiement du travail de l'homme suscite un revenu. Même les autres revenus ne peuvent donc être créés que dans les salaires.

Aussi l'analyse rencontre-t-elle une difficulté majeure. Il n'est pas douteux que le produit social est partagé entre les salaires et d'autres revenus, que nous classerons dans la catégorie compréhensive des profits.

(1) $$R = \text{Salaires} + \text{Profits}$$

Les salaires s'étendant à la totalité du revenu national, les profits ne peuvent être que nuls; inversement, le profit étant positif, les salaires n'épuisent pas le produit national. La contradiction est flagrante. La théorie des émissions, et elle seule, parvient à la dissoudre. L'équation *1* est exacte si on la rapproche de l'équation *2* et que l'on maintienne les deux relations à la fois.

(2) $$R = \text{Salaires}$$

En effet, les deux équations ne sont pas posées sur le même plan. L'équation *2* est la définition de la *formation* des revenus. *Tout* revenu, salarial et non salarial, appartient à sa naissance à la catégorie des salaires. L'équation *1* définit la *dépense* ou la destruction des revenus.

D'autres personnes que les salariés contribuent à épuiser le produit national.

Formation du Revenu
$$R = S$$

Dépense du Revenu
$$R = S' + Pr$$

Tout le problème du profit se résume dans la relation qu'entretiennent entre elles les grandeurs S et S'.

Nous présenterons l'analyse de cette relation en trois propositions qui, malgré les apparences, se révèleront parfaitement compatibles entre elles.

– Les salaires S' sont inférieurs aux salaires S et la différence (S – S') est un transfert sur le marché des produits.

– Les salaires S' sont inférieurs aux salaires S mais la différence est un transfert (égal à S – S') sur le marché des services producteurs.

– Enfin, la différence positive entre S et S' se résorbe entièrement dans la production des biens non salariaux. Cette résorption étant faite, on trouve l'identité S = S'. Cependant, malgré l'identité de S et de S', les profits, qui ne sont pas des salaires, sont positifs.

En définitive, l'étude des profits est une application de la théorie des émissions: nous constaterons que le théorème selon lequel S' est à la fois plus petit que S et égal à S est une invalidation (par l'analyse quantique) du principe du tiers exclu.

40. *Les profits sont d'abord des revenus de transfert obtenus sur le marché des produits.*

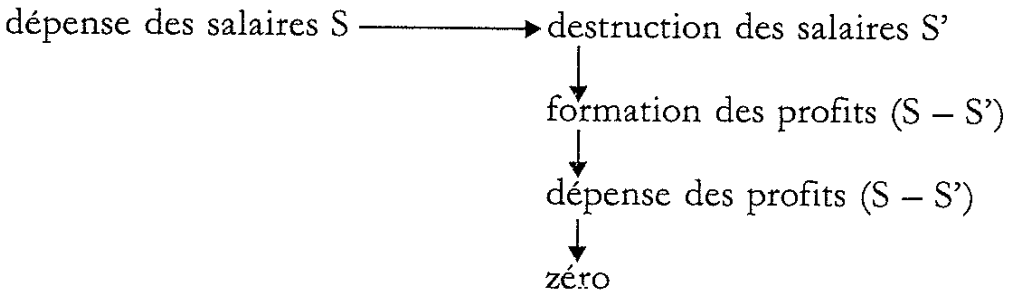
Dépensés sur le marché des produits, les salaires S ne sont détruits que pour leur partie S'; la différence (S – S') définit les profits, revenus de transfert.

Dès le départ, il est essentiel que l'œil intellectuel embrasse les deux mondes à la fois, la monnaie positive *et la monnaie négative* créées dans l'émission des salaires. Si le montant des salaires (formés dans l'avoir des travailleurs ou en dehors) émis dans la période est S, on discerne, face à ces salaires positifs, une somme exactement égale de salaires négatifs, –S. Il est vrai que les salaires négatifs n'apparaissent pas nettement; la raison en est que le produit physique les habite et les comble, sans excès ni défaut. Il n'en reste pas moins que deux salaires strictement égaux sont face à face, S et –S.

Or la logique de l'émission n'exige nullement que les travailleurs rémunérés soient les seuls agents de l'économie à jeter les salaires positifs dans les salaires négatifs; cette tâche peut se trouver répartie entre les travailleurs et d'autres personnes, pourvu que l'on explique le transfert à leur bénéfice d'une partie des salaires . Ainsi, soit S' le coût total de production, mesuré dans l'émission des salaires, du produit obtenu par les salariés dans la dépense intégrale de S.

Il est clair que la dépense S provoque la rencontre de la monnaie positive +S avec la monnaie négative –S'. Comme la monnaie positive n'est détruite que dans sa collision avec la monnaie négative, il s'ensuit que seule la partie S' de S est anéantie dans la rencontre de +S et de –S'. On en induit la preuve recherchée; les salariés dépensent S et, ce faisant, détruisent S'; la différence *n'est plus un salaire mais est encore un revenu* (une monnaie positive déposée dans le temps), un profit au sens large. Le profit est égal à S – S'.

Soit un exemple stylisé et chiffré. Dans la production de la période, l'économie suscite 100 unités de salaires. Supposons que la totalité des salaires soit dépensée pour l'achat de biens et de services dont la production est définie par l'émission de 80 unités de salaires. Dans ces conditions, les 100 unités de salaires dépensées entrent en collision avec 80 unités de monnaie négative et sont immédiatement détruites pour ce montant. Le reliquat, 20 unités de monnaie, survit entre les mains de nouveaux bénéficiaires: 20 unités de salaires sont transférées des salariés aux titulaires de profits de toutes sortes. A leur tour, les profits sont finalement dépensés. Comme il est logique de prévoir le même écart entre «prix» et «valeur» sur les biens non salariaux que sur les biens-salaires, la dépense des 20 unités de profits ne rencontre d'abord que 16 unités de monnaie négative; il se forme donc un second profit, de 4 unités de monnaie. Toutefois, le premier profit (égal à 20 unités de monnaie) est prélevé dans les salaires; le second profit (égal à 4 unités de monnaie) est au contraire prélevé dans le premier profit. On voit ainsi que la dépense des profits n'engendre finalement aucun revenu de transfert; tout profit dépensé est entièrement détruit à 100% puisque tout profit qui survit la dépense des profits est de nouveau dépensé comme profit. On a donc la chaîne suivante.



Lancée dans les dépenses sur le marché des produits, la somme des salaires y forme un profit, qui est finalement détruit sur ce même marché. La destruction des salaires est leur conversion en biens-salaires; pareillement, les profits monétaires détruits sont convertis en biens non salariaux, leur forme définitive.

Pourquoi est-il nécessaire de prolonger l'analyse? C'est que, de tout temps, il est apparu aux théoriciens que la différence positive entre la somme des prix et la somme des valeurs des biens et des services achetés sur les marchés doit elle-même être expliquée, non pas simplement dans son montant, mais plus profondément dans son principe. L'analyse quantique permet de mettre le problème dans sa lumière la plus vive.

On a d'une part la création simultanée des salaires positifs et négatifs (+S, –S) et d'autre part la destruction simultanée de ces salaires. On ne conçoit aucune opération qui puisse définir la dépense totale de S et néanmoins la destruction seulement partielle de S, à concurrence de S'. Si S est dépensé, c'est que tout S est détruit et non uniquement sa partie S'. Toute autre conclusion transgresse la théorie des émissions. En bref, il ne saurait exister aucune dépense monétaire qui n'apporte le même résultat arithmétique (ou absolu) dans chacun des deux mondes, des grandeurs positives et des grandeurs négatives. Si la dépense S est effective pour le montant S dans le domaine des grandeurs positives, il est inconcevable que l'opération ne s'étende qu'au montant S' dans le domaine des grandeurs négatives. Dans l'explication que nous avons proposée, le transfert (S – S') est une dépense mais – et c'est là que réside l'erreur formelle – le transfert n'est une émission ni en création ni en destruction des revenus: sans doute un profit est-il créé dans l'opération mais il l'est à partir des salaires déjà donnés, ce qui est impossible en logique.

Exprimons l'embarras théorique dans la langue des théories antérieures. La monnaie a une valeur déterminée; elle est confrontée aux biens réels qui, eux aussi, ont une valeur bien définie. La source des deux valeurs est dans la production (pour les économistes classiques) ou dans les échanges conclus au sein de l'équilibre général (pour les économistes néoclassiques). Dans les deux cas, il serait

illogique d'admettre l'existence de différences non nulles entre les prix et les valeurs. En effet, pour les Classiques, les prix sont donnés dans les échanges sur le marché des produits; or, sur ce marché, les biens confrontés sont déjà définis en valeur (à partir du marché des facteurs de production); l'échange n'est pas conclu simplement entre les biens physiques mais entre leurs valeurs; il en découle que les prix ne sont que les expressions (nominales) des valeurs (réelles): toute différence non nulle entre prix et valeur serait absurde, car elle signifierait que les agents donneraient une valeur pour obtenir une valeur inégale. En théorie néoclassique, la conclusion est tout aussi ferme; les échanges y sont simultanément déterminés sur les deux marchés; il s'ensuit que prix et valeur sont les noms distincts d'une seule et même grandeur: de nouveau, on ne voit pas comment les prix pourraient être supérieurs aux valeurs.

La nouvelle analyse ne révèle donc pas le problème; mais elle en donne pour la première fois la solution. En effet, ni en théorie classique ni en théorie néoclassique l'égalité logique des prix et des valeurs ne permet la formation de revenus sur le marché des produits: bien au contraire, l'égalité logique des prix et des valeurs s'oppose formellement à la naissance de revenus sur le marché des biens, par les différences positives qui s'y créeraient entre les prix et les valeurs. Or la réalité connaît pourtant toute une catégorie de revenus qui naissent dans la vente des biens produits. La théorie n'est donc à la fois logique et adéquate aux faits que si elle parvient à expliquer la formation, sur le marché des produits, de revenus de transfert positifs (dividendes, intérêts, rentes), sans que la différence des prix et des valeurs, source des transferts, s'oppose à la loi de l'égalité logique des prix et des valeurs.

Le problème semble insoluble puisqu'il a toutes les apparences d'une pure contradiction dans les termes. Or la solution existe: elle est comprise dans l'analyse des émissions. Jusqu'à présent, nous avons démontré la formation de revenus (non salariaux) dans la dépense des salaires. Il reste à prouver que la différence positive entre prix et valeurs impliquée dans la formation des revenus non salariaux se résorbe finalement, tout en laissant subsister les revenus de transfert.

Le transfert des salaires sur le marché des produits est l'explication correcte de la formation des profits. Le dénouement se trouve dans le fait déjà bien connu de la contraction en un mouvement unique des opérations conclues sur les deux marchés. Toute opération constatée sur le marché des produits est rétroactivement effective sur le marché des services producteurs. On sait bien qu'il en est nécessairement ainsi puisque les achats finals définissent la deuxième demi-émission réelle, corrélative à la première demi-émission réelle donnée dans le paiement des salaires. Après rétroaction, le transfert d'une partie des salaires s'effectue déjà sur le marché des services producteurs. Dans ces conditions, le transfert est logiquement irréprochable, car il n'implique plus aucune différence entre prix et valeurs.

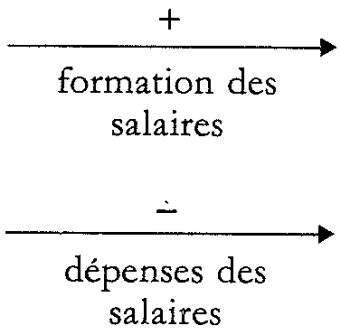
41. Le transfert des salaires sur le marché des produits se résout finalement en un transfert sur le marché des services producteurs.

Proposons deux preuves de l'identité prix-valeur face aux profits non nuls, l'une synthétique et l'autre analytique.

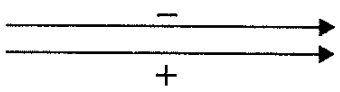
Preuve synthétique de l'identité prix-valeur en présence de profits nuls, négatifs, ou positifs (ce dernier cas étant évidemment le plus fréquent).

L'argument repose sur l'unicité de l'émission sous-jacente aux deux émissions monétaires, donc finalement sur l'unicité des deux émissions elles-mêmes. La formation et la dépense des salaires définissent le même mouvement ondulatoire. Nous avons établi un peu plus haut que la deuxième demi-émission, postérieure dans le temps chronologique, coïncide exactement avec la première dans le temps quantique. Plus précisément, les deux demi-émissions, formation et dépense finale des salaires, sont des mouvements qui quantisent la même tranche du temps continu. C'est dire, rappelons-le, que la dépense des salaires prend rétroactivement effet à l'instant de leur formation: les revenus n'ont qu'une vie instantanée.

A partir de là, il est facile de se représenter la distinction des cas, selon que l'économie nationale comprend ou non des revenus non salariaux. Figurons les flux de formation et de dépense des salaires par des flèches.

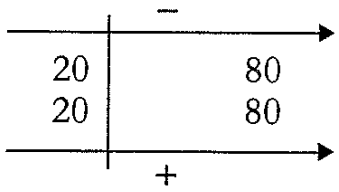


Du fait de la rétroaction, les deux flèches coïncident.



formation-dépense des salaires

On voit immédiatement que toute division de la flèche négative définit une division identique de la flèche positive: si une partie des salaires est transférée sur le marché des produits, une partie égale des salaires est transférée sur le marché des services producteurs.



division du produit en salaires et en profits

Vingt unités de salaires sont formées en profits dans le flux négatif (dépense des salaires); on en induit que 20 unités de salaires sont formées en profits dans le flux positif (formation des salaires).

Toute différence entre prix et valeur serait la marque d'une répartition différente des deux flux entre salaires et profits. Comme les deux flux sont en fait «plaqués» l'un sur l'autre, la formation des salaires est subdivisée à l'image exacte de la dépense des salaires.

Il ne reste qu'un problème d'interprétation. Toute grandeur portée par une flèche correspond à la même grandeur sur l'autre, au

signe près. La flèche négative montre que sur la dépense de 100 unités de salaires, 20 unités définissent une formation de profits. La signification de la flèche positive en résulte: sur la formation de 100 unités de salaires, 20 unités définissent une dépense de profits.

Généralisons. Soit x les salaires émis dans la période et y les salaires transformés en profits. La partition du produit est facilement compréhensible du côté de la dépense des salaires: dans les achats égaux à x, les travailleurs obtiennent $(x-y)$. Si l'explication s'arrêtait là, le prix des biens-salaires serait égal à x pour une valeur de y inférieure. Mais le mouvement n'est encore saisi qu'à moitié; il faut le compléter dans le paiement des salaires. Ainsi, les travailleurs obtiennent leurs salaires de deux sources; pour $(x-y)$ les salaires sont payés à partir de profits nuls et pour le complément, y, les salaires proviennent des profits y, dont la dépense est déjà présente sur le marché des services producteurs, du fait de la rétroaction du reflux sur le flux.

Raisonnons maintenant dans l'unité du flux-reflux.

– Dans le paiement des salaires, les entreprises dépensent y unités de profits et obtiennent pour y de produits.

– Dans leurs dépenses, les travailleurs lancent apparemment x unités de salaires. Mais il serait erroné de s'en tenir là, car le revenu disponible total n'est que de x unités de salaires. Puisque y unités de profits sont dépensées dans le paiement des salaires, les travailleurs qui dépensent x unités de monnaie ne dépensent que $(x-y)$ unités de salaires. L'écart définit le transfert, constaté identiquement sur les deux marchés, de y unités de salaires en profits. En termes simples, on dira que les x unités de monnaie obtenues par les travailleurs (dans les salaires directs et indirects) contiennent $(x-y)$ unités de salaires dans le cas supposé où la partie y des salaires x est formée en profits. Moyennant un peu plus de subtilité, on s'aperçoit que la différence entre les unités de monnaie et les unités de salaires formées au bénéfice des travailleurs se résorbe dès que la fusion du flux et du reflux est parfaitement saisie. Il faut éviter de poser l'objet de la réflexion dans la chronologie. Les travailleurs ne perçoivent pas x unités de monnaie mais seulement $(x-y)$ unités puisque y unités sont prélevées et transférées aux entreprises sur les *deux* marchés; ainsi les travailleurs perçoivent $(x-y)$ unités de monnaie

positivement et y unités à la fois positivement et négativement: finalement, les salaires monétaires sont de $(x - y)$ unités seulement.

– En conclusion, le prix des biens non salariaux, obtenus par la dépense des profits, est y; le prix des biens-salaires est $(x - y)$: les valeurs correspondantes sont strictement égales, y et $(x - y)$. Les produits se vendent à leur stricte valeur; il n'empêche que les profits (y) sont prélevés dans les salaires (x).

Résumons brièvement la méthode suivie, afin de faire ressortir qu'il faut d'abord raisonner en chronologie, puis en simultanéité: le flux en création des salaires précède le reflux; mais finalement, le reflux des salaires dans les achats finals se produit *à l'instant même du flux.*

1. Le reflux est postérieur au flux. Il est essentiel de respecter le délai (défini dans le continuum) qui s'installe entre la création des salaires et leurs dépenses. Dans un premier temps, les entreprises émettent x unités de salaires; il est formellement impossible que cette émission comprenne la moindre parcelle de profits: les x unités de salaires sont créées au bénéfice des seuls travailleurs. Ce résultat ne saurait être altéré par la prise en compte des anticipations.

Il est possible que les firmes prévoient la réalisation de y unités de profits sur la vente de leur produit courant. Or on commettrait une faute contre la logique si on en inférait que les entreprises peuvent, notamment avec les concours bancaires, dépenser leurs profits sur le marché des services producteurs – afin de faire produire les biens non salariaux – *avant* que la vente des produits leur ait effectivement apporté les profits monétaires y. Le raisonnement serait pris dans un cercle vicieux.

En réalité, qu'ils soient ou non anticipés, les profits ne peuvent prendre existence qu'à partir des salaires créés: les profits (y) sont prélevés dans les salaires (x). On ne peut faire naître des profits – même par anticipation – en diminuant l'émission des salaires. Il est donc certain que les travailleurs obtiennent d'abord, en salaires directs et indirects, la *totalité* du nouveau produit social. Les profits sont d'abord nuls, même dans le cas où les prévisions permettent de conclure sans grand risque d'erreur que, dans le produit national

égal à x unités de salaires, le profit sera finalement égal à la partie y (positive) de x. La nullité initiale des profits signifie simplement que la production des biens non salariaux apporte des salaires.

2. Que les profits (y) soient ou non anticipés par les firmes, le produit national de la période est entièrement émis sous la forme de la «masse salariale» (x). A présent, supposons que les profits aient été parfaitement anticipés, l'erreur des prévisions étant nulle (ni positive ni négative). Dans ce cas, la partie y des salaires est d'emblée émise pour la production des biens non salariaux.

Comprenons bien que, même dans la production des biens non salariaux, le revenu national est entièrement émis en salaires. La production des biens-salaires apporte des salaires égaux à $(x - y)$ unités; la production des autres biens crée des salaires égaux à y unités: la production totale de la période est définie par les x unités de revenus nés au bénéfice des seuls travailleurs.

Les prévisions étant supposées exactes, les travailleurs dépensent x unités de salaires pour l'achat de la totalité des biens-salaires nouvellement produits. S'ils affectaient à cet achat une somme moindre, les profits anticipés seraient supérieurs aux profits réalisés; la différence pourrait atteindre la somme y, ce qui serait vérifié si la dépense des salaires pour l'achat des biens-salaires ne se montait finalement qu'à $(x - y)$ unités.

On comprend parfaitement ainsi que la réalisation des profits dépend entièrement du montant des salaires dépensés *pour l'achat des biens-salaires:* pour que les profits soient positifs, il faut que le prix de vente des biens salariaux soit supérieur à leur coût de production (estimé en unités de salaires). Les biens-salaires étant écoulés pour x unités de salaires, alors que leur production a coûté seulement $(x - y)$ unités de salaires, on voit que les anticipations de profits sont exactes: les profits ne sont donc nullement réalisés par anticipation; bien au contraire, déterminés en toute liberté par les agents, les achats sur les marchés de biens les confirment ou les infirment.

Dans le cas présent, nous avons supposé que les ventes de biens-salaires apportent effectivement x unités de salaires aux entreprises, alors que la production de ces biens leur a coûté seulement $(x - y)$ unités de salaires. Le profit ne peut prendre naissance que sur le marché des produits, dans la différence positive entre le prix et le

coût de production des biens-salaires. Le lecteur notera que si les prévisions n'étaient pas exactes, toute erreur serait parfaitement réparable:

– ainsi, si les biens-salaires s'écoulaient pour une somme de salaires inférieure à x unités, une partie des biens non salariaux déjà produits manquerait de financement; le déficit serait nécessairement réparé par l'emprunt au bénéfice des firmes de la partie correspondante des salaires gagnés dans la production des biens non salariaux;

– inversement, si les biens-salaires s'écoulaient finalement pour une somme supérieure à x unités de salaires, une partie des biens-salaires produits dans la période ne pourrait pas être écoulée dans la dépense des nouveaux salaires; il se formerait ainsi face à face deux sommes égales, un profit monétaire non prévu et un stock de biens-salaires non (encore) écoulés; dans ce cas, le profit définitif est au niveau des profits réalisés: il est supérieur à y dans toute la mesure où la dépense intégrale des salaires courants laisse subsister dans les entreprises des stocks de biens-salaires produits dans la période; les profits monétaires inattendus seront dépensés dans l'achat du produit d'une période ultérieure, la production des biens non salariaux rejoignant ainsi le niveau des profits effectifs, alors qu'elle n'était initialement égale qu'au montant des profits monétaires anticipés.

L'anticipation des profits n'ayant aucune incidence sur leur réalisation, maintenons la supposition selon laquelle les prévisions sont finalement confirmées. Dans ces conditions, la production des biens non salariaux, décidée «ex ante», est égale à la demande de ces biens, telle qu'elle sera formulée sur le marché des produits. Tautologiquement, la production des biens-salaires est, dans la même période, égale au montant des achats finals de biens salariaux.

Il est essentiel de comprendre que les deux demandes finales, relatives aux biens des deux catégories (salariaux et non salariaux), sont confondues dans la dépense des salaires x émis dans la production totale de la période. La ventilation de la dépense x entre les deux catégories de biens se fait entièrement par le truchement de la formation des profits monétaires: une demande finale de biens non salariaux se fait jour si et seulement si le montant des salaires portés à

l'achat des biens-salaires dépasse la somme des salaires créés dans la production de ces biens; le dépassement étant égal à y, la dépense des x unités de salaires est partagée en deux branches: pour $(x - y)$ la dépense x est un achat final de biens-salaires, et pour y la dépense x est un achat final de biens non salariaux. Les prévisions étant supposées exactes, les dépenses monétaires des deux catégories rencontrent exactement les biens réels des deux catégories, $(x - y)$ pour $(x - y)$ et y pour y.

3. Une différence positive entre les prix et les valeurs est ainsi constatée dans le temps chronologique: or cette différence, égale à y, n'est formée que sur les biens-salaires, dont le prix de vente total est x pour un coût de production de $(x - y)$. Les biens non salariaux sont achetés par une dépense finale égale à y, montant exact de leur coût de production.

4. La différence positive entre prix et valeur disparaît même sur les biens-salaires. Il en est ainsi parce que l'émission des $(x - y)$ unités de salaires dans la production des biens salariaux est la dépense d'un profit nul, alors que l'émission des y unités de salaires dans la production des biens non salariaux est la dépense anticipée des y unités de profits qui se formeront sur le marché des produits. Les biens-dividendes sont donc immédiatement acquis par les firmes (pour le compte des titulaires de revenus non salariaux); dès que les salaires y sont payés, les biens correspondants sont la propriété des titulaires des intérêts, des rentes, des dividendes, car les profits (y) sont déjà dépensés dans l'émission de la partie y des salaires x.

5. Finalement et bien qu'elle soit une étape nécessaire à la fois du raisonnement et de l'ordre chronologique des événements concrets, la formation de toute différence entre prix et valeur s'annule dans la réinterprétation logique de l'émission des salaires: la différence positive entre le prix et le coût des biens-salaires confirme, mesure pour mesure, la production des biens non salariaux; toute différence entre prix et valeur étant désormais effacée, la production des biens non salariaux signifie la dépense et la destruction des profits monétaires dans l'opération même du paiement des salaires correspondants. Nous retrouverons toute cette question, car son importance est capitale.

Avant de passer à la seconde preuve de l'identité prix-valeur, il est bon d'examiner rapidement le cas où le profit monétaire serait *négatif*. Rappelons-nous les deux flèches représentatives du flux positif (création des salaires) et du flux négatif (dépense des salaires): les deux flux étant superposés, toute division de l'un est une division égale de l'autre. La somme des profits, y, est donc une partie de x. Si y est positif, la part des biens-salaires est réduite d'autant. Si y est nul, les biens-salaires s'étendent à la totalité du produit de la période. Or il semblerait qu'on ne puisse pas trouver dans x une partie y qui soit négative. C'est effectivement impossible si y signifie le montant des profits de l'ensemble de firmes. Afin d'atteindre les profits négatifs, il faut donc les définir sur certaines entreprises par rapport aux autres. Une firme quelconque réalise un profit positif si elle vend aux salariés des biens pour un prix supérieur à leur coût de production. Symétriquement, le profit d'une firme est négatif dans la mesure où elle vend des biens-salaires pour un prix inférieur à leur coût de production. Or la différence (négative) entre prix et valeur définit tautologiquement un revenu qui se porte à l'achat de biens-salaires produits par d'autres firmes.

On voit ainsi que tout profit négatif définit un profit positif égal, bien que la réciproque ne soit évidemment pas vraie. La conclusion en est que seuls les profits positifs sont intéressants quand on considère l'ensemble des entreprises face à l'ensemble des travailleurs.

Examinons maintenant la preuve analytique de l'égalité prix-valeur.

Preuve analytique de l'identité prix-valeur en présence de profits nuls ou positifs.

Le fondement de la nouvelle démarche est toujours le même: la formation et la dépense des salaires appartiennent à un mouvement unique, la production conçue comme un va-et-vient, une onde.

Toute production est un processus ondulatoire, même celle d'un travailleur individuel. On pourrait donc construire la théorie des circuits (identité des «va» et des «vient» ou des valeurs et des prix) sur chaque opération particulière de chaque travailleur individuel. Cependant, il est inutile de décontracter l'économie nationale à ce

point; il est suffisant de s'arrêter au niveau des entreprises. Le circuit est défini sur chaque entreprise et pour chaque production, elle-même définie par la mesure du temps et du numéraire quantisés. Si le paiement des salaires est mensuel, il s'agit de la production mensuelle de chaque firme.

Chaque entreprise émet sa propre monnaie.

L'émission des salaires par l'entreprise *q* est une opération double, la création et la destruction des salaires *Sq;* or l'opération double étant unique, une seule monnaie est présente dans l'onde, la monnaie émise dans les salaires *Sq*; désignons-la par *Mq.* Il est logiquement certain que, dans la vente de son produit, l'entreprise *q* éponge et détruit la monnaie *Mq* et nulle autre monnaie. De nouveau, il est important de triompher des fausses apparences. C'est un truisme que *Eq* vende son produit à n'importe quel titulaire de revenus; ainsi *Eq* trouve dans sa recette n'importe quelle monnaie, *Mn;* c'est une plate tautologie.

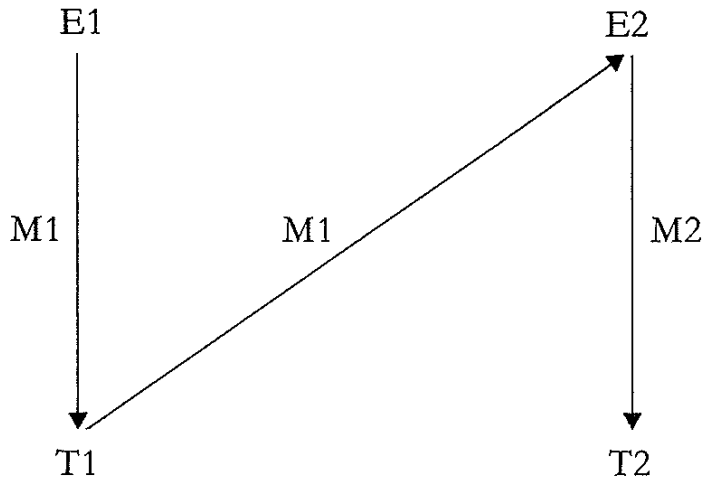
$$\text{Eq} \xleftarrow{\text{Mn}} \text{Titulaires de revenus}$$

Mais il va de soi qu'un truisme ne saurait se dresser contre une vérité. Bien que *Mn* ne soit pas «immédiatement» la monnaie émise par *Eq,* on a «médiatement» l'identité

$$\text{Mn} = \text{Mq}.$$

Encore une fois, nier l'identité de *Mn* et de *Mq* équivaudrait à dissocier les deux flux dont l'union définit la production de *Eq.* La seule solution qui reste – mais elle est pleinement satisfaisante – est de conclure que, dans l'«échange généralisé» sur le marché des produits (n'importe qui achetant n'importe quoi), *Mq* s'est changé ou converti en *Mn.* Et il n'est nullement difficile d'expliquer la conversion ou la mutation de *Mq* en *Mn.*

Soit l'exemple le plus simple, l'économie nationale ne comprenant que deux entreprises.



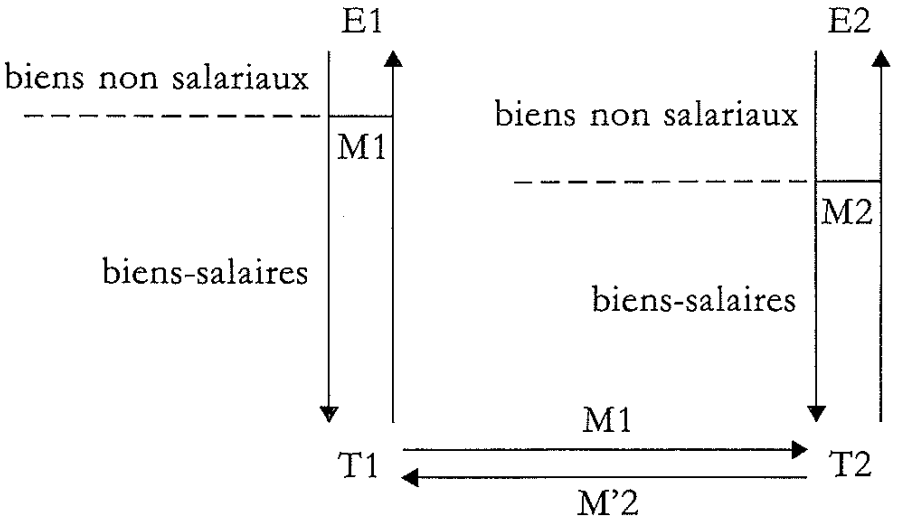
L'entreprise *1* crée la monnaie *M1,* qui, supposons-nous, est dépensée par les travailleurs *T1* entièrement pour l'achat de biens produits en *E2.* Appliquons la théorie des émissions. Elle introduit la contrainte suivante: une monnaie *M'2* est prélevée dans *M2,* de telle sorte que l'on ait *M'2* = *M1.*

$$T2 \xrightarrow{M'2 = M1} E1$$

Cependant, la théorie des émissions est encore plus exigeante. Non seulement la monnaie *M'2* est égale à la monnaie *M1* mais elle lui est *identique;* elle en est la transformation ou la conversion. La raison en est que la monnaie *M1* entre dans la monnaie négative créée par *E2* dans l'émission des salaires *M2.* Il en découle que la monnaie *M1* chasse une partie de la monnaie positive *M2,* dont elle prend la place dans la monnaie négative *M2.* La substitution étant faite dans la monnaie négative, elle s'affirme pareillement pour les monnaies positives: dans sa dépense sur le produit de *E2, M1* est devenu la partie de *M2* égale à *M1* (*M1* n'est plus que la mesure d'une fraction de *M2*). On aboutit ainsi réciproquement à la conclusion qu'il est commode d'exprimer à l'aide de la clause bien connue: tout se passe comme si les travailleurs *T1* achetaient le produit de *E1* pour l'échanger, au prix du marché, contre la partie égale *M'2* du produit de *E2.*

Le circuit, ou l'identité flux-reflux, est défini d'une façon autonome sur chaque entreprise, *M1* pour *M1, M2* pour *M2,* et ainsi de

suite si l'économie comprend d'autres firmes. Il en résulte une information vraiment surprenante mais indubitable: le profit de toute entreprise est une partie du revenu produit par cette même entreprise. Aucune firme ne trouve un profit dans le produit d'une autre firme.

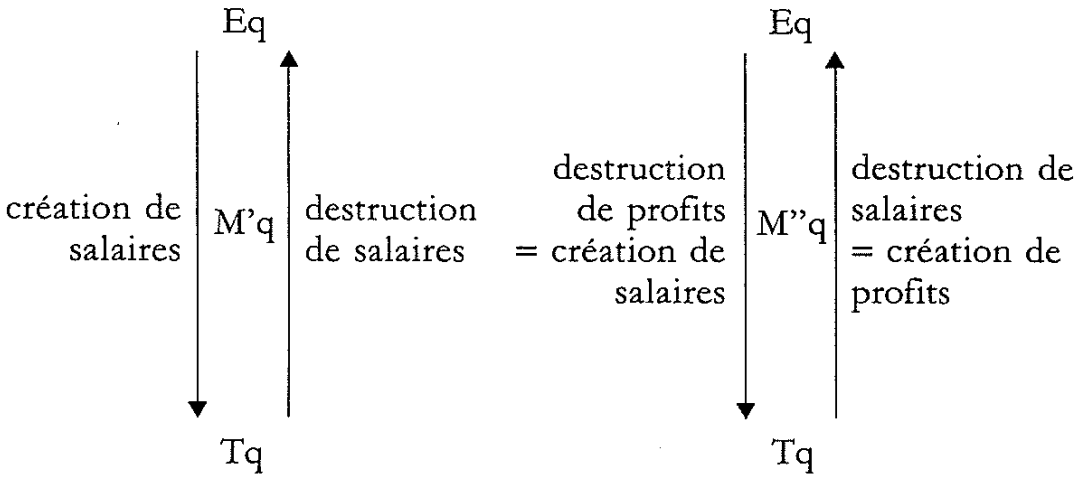


Tout profit réalisé par *Eq* est une partie des revenus créés par *Eq*. Il en est ainsi parce que *toute entreprise vend son produit uniquement à ses propres travailleurs.*

Il est peut-être utile de revenir quelque peu sur la proposition que nous venons de souligner, car elle semble s'éloigner du sens commun. Le lecteur attentif sait pourtant que le caractère nécessairement «interne» des achats résulte logiquement de la nature ondulatoire de la production. Et le bon sens n'est pas choqué puisque les achats internes sont fondés sur l'achat généralisé (dont la définition est, répétons-le, que quiconque achète n'importe quoi et pour n'importe quelle somme de monnaie (disponible) à quiconque), tout titulaire de revenus achetant en toute liberté les «articles» de son choix, sur n'importe quel marché, biens ou titres. La seule difficulté est de concevoir la simultanéité de toutes les opérations: ainsi, dans l'exemple précédent, *T1* achète pour *M1* le produit de *E1* dans le mouvement même qui voit l'échange de ce produit – qui n'est ainsi jamais posé dans l'avoir de *T1* – , à prix égal, contre un produit de *E2*.

Puisque l'entreprise quelconque ne trouve dans la vente de son produit que la monnaie par elle créée, la proposition soulignée plus haut est bien établie. Il est formellement impossible que *Eq* réalise un profit, sinon dans son propre produit. Autrement dit, seuls les travailleurs *Tq* produisent les profits de *Eq*. La formation du profit d'une firme quelconque est un cas particulier de l'émission des salaires par cette firme.

L'analyse du flux-reflux *Mq* de la monnaie émise par l'entreprise quelconque révèle l'existence des flux *M'q* et *M''q*.



La distinction de *M'q* et de *M''q* au sein de *Mq* ne suscite d'abord aucune difficulté puique les deux divisions respectent la définition de la production: *M'q* et *M''q* sont des créations-destructions de salaires. Le seul problème est dans le «chiffrage» de *M''q*. Quelle est la partie de la création des salaires et identiquement de leur destruction qui définit la destruction-création des profits? Ainsi réduit à sa vraie dimension, le problème est léger: *M'q* est la partie du produit de *Eq* dont le prix de vente est égal aux salaires *Mq*. Quant à *M''q*, c'est tautologiquement la partie complémentaire de *M'q* dans *Mq*. On arrive ainsi tout naturellement au cœur du «mystère» du profit. La formation des profits est une dépense de salaires; la dépense des profits est une formation de salaires; ainsi, la destruction-création des profits est un mouvement déjà compris dans la création-destruction des salaires, bien qu'aucun profit ne s'identifie aux salaires.

L'analyse du profit montre ainsi que les prix ne sont pas supérieurs aux valeurs.

Le prix des biens-salaires est supérieur à leur valeur uniquement parce qu'il inclut le prix des biens non salariaux.

Il est clair que les travailleurs Tq paient à la fois les biens-salaires ($M'q$) et les biens non salariaux ($M''q$), bien qu'ils n'obtiennent évidemment que les biens-salaires. La formation des profits est donc conforme à l'équivalence des valeurs et des prix; comment en serait-il autrement puisque cette équivalence est l'expression de l'identité flux-reflux, définition même de toute production? Aucun écart entre prix et valeur n'est en définitive logiquement concevable. L'écart apparent, ($Mq - M'q$), est le coût de production ou la valeur des biens non salariaux, de telle sorte que le prix Mq diminué de la valeur correspondante est identique à zéro.

Concluons cette brève étude du profit par une formulation quelque peu «dramatique».

42. Le salaire épuise le produit; le profit est une partie du produit; or le profit n'est pas un salaire; les émissions (de salaires) sont donc une infirmation du principe du tiers exclu.

Depuis les travaux d'Adam Smith, un problème très intéressant se pose, celui de l'équivalence du revenu et du produit. Dans l'«état rude de la société», les salaires épuisent le produit, ni plus ni moins. Dès que d'autres revenus interviennent, du fait de l'appropriation des terres et de l'accumulation des capitaux financiers et instrumentaux, il est difficile de maintenir la théorie dans la contrainte, pourtant nécessaire, de l'égalité, en mêmes unités de mesure, de la somme des revenus et de la somme des produits. Tout écart positif ou négatif est le signe certain d'une erreur analytique, donc de l'imperfection de l'appareil théorique.

A cet égard, soit trois hypothèses de travail.

1. Le profit (que nous entendons partout comme la catégorie compréhensive des revenus non salariaux) est un revenu ne correspondant à aucun produit additionnel. L'économie ne produit que dans l'émission des salaires; le profit est donc un «revenu sans produit».

2. Le profit de chaque entreprise correspond à un produit spécifique des autres entreprises. Ainsi l'économie produit des biens non salariaux en plus des biens-salaires, mais aucune entreprise ne produit chez elle les biens (non salariaux) correspondant à son propre profit.

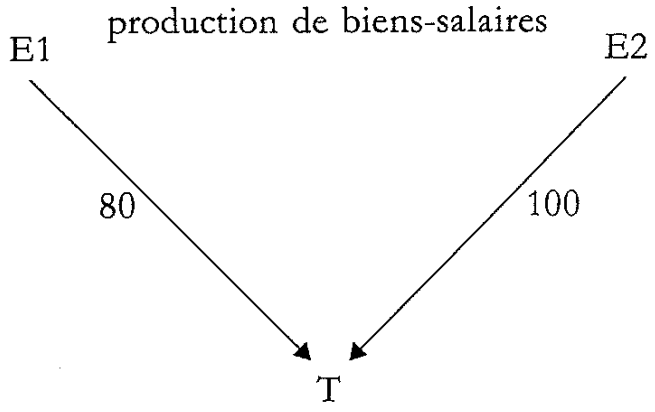
3. Enfin, toute entreprise, réalisant un profit, le dépense nécessairement (selon la logique contraignante) pour l'achat ou le financement d'une partie équivalente de son propre produit. Il est entendu que l'échange «interne» passe par l'«échange généralisé».

On démontre aisément que seule l'hypothèse *3* est compatible avec l'épuisement exact du produit national. Dans les deux autres hypothèses, l'égalité de la somme des revenus et de la somme des produits ne peut pas être assurée.

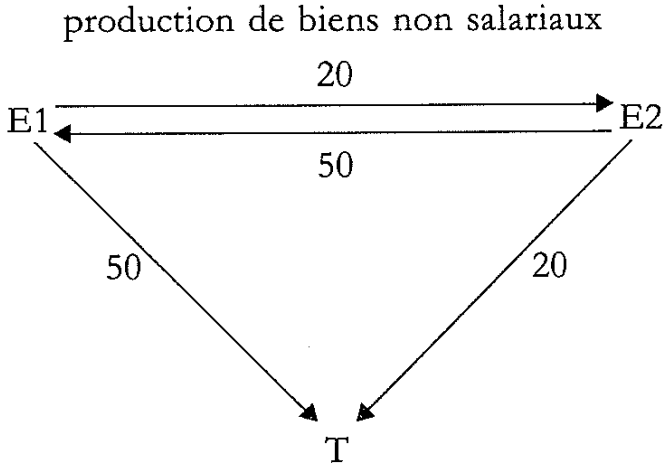
Seule l'hypothèse 3 respecte l'égalité du Revenu et du Produit.

La preuve est évidente pour l'hypothèse *1*. Tout salaire correspond à un produit équivalent; tout profit correspond par hypothèse à un produit nul. Il s'ensuit immédiatement que les revenus excèdent le produit. Il est certain que la réalité n'est pas respectée, sauf pour la partie des profits qui est inflationniste. Tout profit non inflationniste reste sans explication. Une autre formulation de la même carence met l'accent sur la formation du profit (non inflationniste). Cette catégorie de revenus reste nécessairement vide puisque la vente du produit – les biens-salaires ou, identiquement, les biens correspondant aux salaires émis – ne peut faire refluer que les revenus créés, c'est-à-dire la somme des revenus salariaux, sans plus.

Le rejet de l'hypothèse *2* demande une réflexion un peu plus longue; appuyons-nous sur un exemple chiffré. L'économie comprend deux firmes qui émettent des salaires selon les schémas suivants.



L'unité de salaire étant prise pour mesure, l'entreprise *1* réalise un profit de 20 unités et l'entreprise *2* un profit de 50 unités.



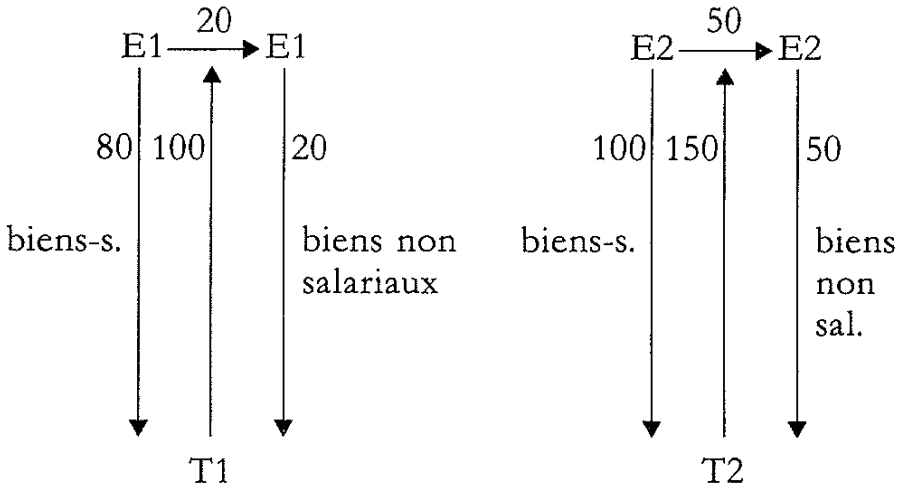
Dans le schéma, conformément à l'hypothèse *2,* l'entreprise *1* produit les biens-dividendes pour l'entreprise *2* et réciproquement. Nous pouvons maintenant mettre le doigt sur la difficulté d'ordre purement logique à laquelle l'hypothèse *2* conduit inéluctablement. L'entreprise *1* vend ses biens-salaires pour 80 + 20 unités de mesure; sinon, elle ne réaliserait pas son profit (= 20). Or la vente par *E1* des biens non salariaux produits pour *E2* ne peut que lui rapporter un profit supplémentaire, qui, si la même proportion est appliquée, est égal à 1/4 de 50 unités. Pareillement, l'entreprise *2* réalise sur la vente des biens non salariaux qu'elle produit pour *E1* un profit additionnel de 1/2 de 20 unités.

Les profits ajoutés reconduisent la difficulté rencontrée sous l'hypothèse *1;* le produit national est «sur-épuisé», ce qui signifie que les profits dérivés de la vente des biens non salariaux ne peuvent pas être réalisés.

Seule l'hypothèse *3* permet la conciliation des deux exigences: les biens non salariaux sont équivalents aux profits réalisés (20 en profits monétaires et 20 en biens non salariaux pour *E1,* et 50 pour 50 en *E2*) et la production des biens non salariaux n'apporte aucun profit (additionnel).

Suivons l'hypothèse 3 dans les schémas redressés.

Cette fois, chaque entreprise produit ses propres biens non salariaux. On s'aperçoit avec satisfaction que le problème de l'«imputation», bien connu des théoriciens, est enfin résolu. L'entreprise *1* vend ses biens-salaires pour 100 unités de mesure et réalise ainsi le profit lui permettant de produire pour 20 unités de biens non salariaux; de son côté, *E2* vend ses biens-salaires pour 150 unités de mesure et réalise par là le financement exact de la production de ses biens non salariaux.



Les 250 unités de «mesure» constituant la recette des firmes ne sont autres que les salaires émis dans la production totale; la dépense de ces salaires forme un profit total de 20 + 50 unités, valeur exacte des biens non salariaux produits dans la période.

Le véritable problème de l'imputation est entièrement résolu: le produit social et le revenu national coïncident parfaitement. Cependant, deux faux problèmes se posent encore; et les faux problèmes sont souvent plus redoutables que les vrais.

A. Il est possible que les biens non salariaux ne soient pas finalement appropriés par les firmes mais par leurs ayants droit, par exemple leurs actionnaires. Dans ce cas, il est logique de supposer que les biens non salariaux sont vendus à un prix supérieur à leur coût de production, tout comme les biens-salaires.

B. Quel que soit le propriétaire final des biens non salariaux – la firme stricto sensu ou ses ayants droit –, il est hautement probable que les biens non salariaux sont soumis à l'échange généralisé: avant de parvenir à leurs titulaires finals, ils sont vendus et d'autres biens sont achetés à leur place. De nouveau, il faut tenir compte du fait que le prix des biens est supérieur à leur valeur.

Or, qu'il s'agisse de *A* ou de *B, les prix ne l'emportent sur les valeurs que dans un raisonnement inachevé;* la somme des écarts est nécessairement nulle sur chaque entreprise (lato sensu, c'est-à-dire y compris les titulaires des revenus produits dans l'entreprise).

A. L'entreprise *1* vend ses biens non salariaux à ses actionnaires par exemple; le prix obtenu est de 25 unités de mesure; or le profit additionnel (= 5 unités) est à la fois positif et négatif; les porteurs de dividendes le perdent dans leurs dépenses et le gagnent dans leurs recettes; identiquement, l'entreprise le gagne dans ses ventes et le perd dans la distribution des dividendes. *Seuls les profits gagnés dans la vente des biens-salaires sont nets.*

B. Il reste à examiner la cession dans l'échange généralisé des biens non salariaux détenus par l'entreprise lato sensu. Prenons arbitrairement l'exemple de l'entreprise *2* cette fois. Elle dispose de biens non salariaux égaux à 50 unités de mesure. Elle jette ces biens dans l'échange généralisé et les vend donc pour 75 unités de monnaie. Or, rappelons que la généralisation de l'échange est une opération conforme aux circuits; le surcroît des recettes implique un sucroît égal de dépenses: le + 25 n'existe que parce qu'il est lié à un – 25, dépense ou injection additionnelle de *E2* dans l'échange généralisé. Reprenons le raisonnement par le «comme si»; les propriétaires des biens non salariaux les achètent pour 50 unités de monnaie

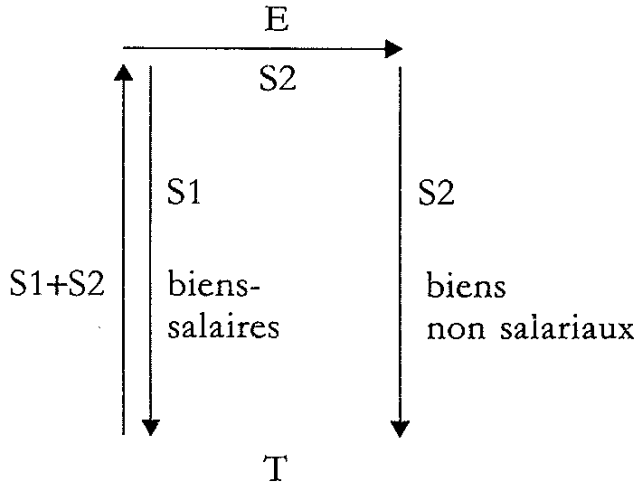
puis ils les échangent contre d'autres biens, librement choisis; l'échange est conclu à un prix de 75 unités de monnaie; c'est dire que les biens non salariaux sont cédés pour 75 unités de monnaie et aussitôt remplacés par des biens dont le prix est identiquement de 75 unités de monnaie; l'échange généralisé étant achevé, on s'aperçoit que la différence entre le prix et la valeur des biens non salariaux est à la fois positive et négative dans la même transaction: cédés pour 75 unités de monnaie, les biens sont remplacés à ce même prix.

Le seul effet qui n'est pas forcément nul concerne les coûts de production des biens échangés. Les biens achetés et les biens vendus dans l'échange généralisé n'ont pas forcément le même coût de production: ils n'ont donc pas nécessairement même valeur. Soyons très clair à ce sujet: dans la recette-dépense des 75 unités de monnaie, les titulaires de biens non salariaux cèdent un produit d'une valeur de 50 pour recevoir un produit d'une valeur supérieure, inférieure ou égale: les trois possibilités sont offertes par la logique. Or, dans les trois cas, le bien acheté se substitue au bien produit et épouse pour ainsi dire son coût de production. Finalement, les biens sont toujours achetés à leur coût de production – ou leur valeur – exactement.

Concluons en tirant la conséquence du fait que seule l'hypothèse *3* est confirmée.

En imposant l'hypothèse *3, la logique infirme le principe du tiers exclu.*

Soit l'ensemble des firmes (*E*) et *S1* la somme des salaires émis dans la production des biens-salaires, *S2* étant la somme des salaires émis dans la production de biens-dividendes.



Il est d'abord essentiel de combattre un cercle vicieux. Pour réussir à produire des biens-dividendes, il ne suffit pas que E lance $S1 + S2$, afin de retrouver cette somme dans la vente des biens-salaires uniquement. Ainsi, le profit serait autofinancé, ce qui est absurde. En réalité, le profit $S2$ n'existe que s'il est réalisé par les firmes décontractées (les parties de l'ensemble E), chacune captant une fraction des salaires émis par les autres. Le jeu n'est pas à somme nulle puisque les salaires sont captés sur la vente des biens-salaires exclusivement et que tout salaire capté est restitué dans la production des biens-dividendes.

En un mot, la production des biens-dividendes n'est pas la cause du profit mais son effet.

On voit bien que l'économie globale n'a pour revenus que des salaires, $S1$ et $S2$. Or aucun profit n'est un salaire. Il n'empêche que l'économie dispose de profits positifs, égaux (et non identiques) à $S2$. Le principe du tiers exclu est brisé pour la raison évoquée plus haut que la dépense et la formation des salaires comprennent la formation et la dépense des profits.

Le profit est positif, bien que tous les revenus formés soient des salaires, et que tous les revenus dépensés soient des salaires.

Nous pouvons maintenant mettre un point final à l'analyse du profit, en revenant à la distinction des salaires S et S'.

Formation du revenu
S

Dépense du revenu
S' + Pr

Pour toute théorie non quantique, le profit mord dans les salaires; en d'autres termes, si S' était égal à S, les profits seraient nuls. La théorie des émissions apporte un enseignement surprenant, en deux volets:

– S' est logiquement égal à S;
– néanmoins, les profits sont positifs.

En effet, on a

(1) $$S = S1 + S2,$$

la somme des salaires étant égale aux salaires émis dans les deux productions, de biens salariaux et non salariaux; et

$$S' = S1 + S2, \tag{2}$$

la somme des salaires dépensés étant logiquement égale aux salaires gagnés dans les deux productions; et enfin

$$S - S' = 0 \text{ pour } \underline{Pr > 0}. \tag{3}$$

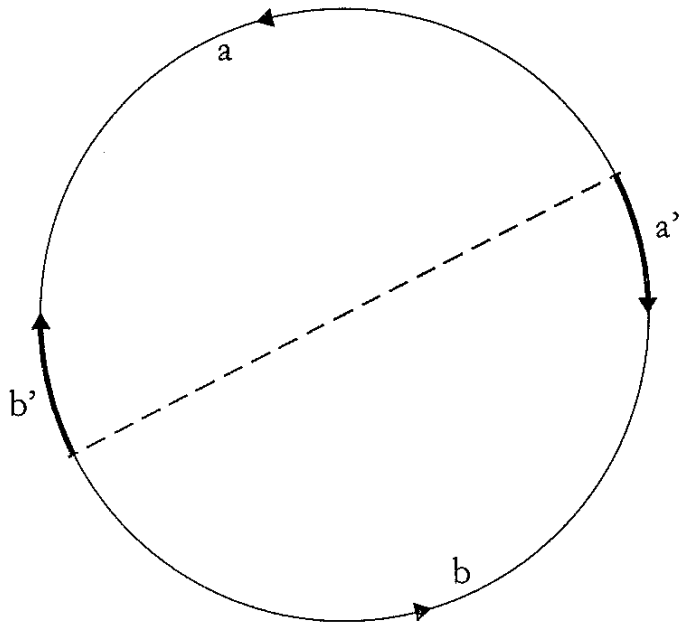
Le profit (*Pr*) est égal à *S2*. Or tous les salaires sont des profits strictement nuls. L'équation

$$Pr = S2$$

a une signification qui ne peut être saisie que dans la théorie des émissions. Répétons la formule, car elle est essentielle: la formation des profits est une dépense de salaires; la dépense des profits est une formation de salaires. *Le circuit des profits* (leur formation-dépense) *est donc compris au sein du circuit des salaires,* dont il est une catégorie-«gigogne».

Par la dépense de *S2,* les travailleurs forment un profit, dont la dépense est la formation de *S2.*

Représentons les deux demi-émissions par deux demi-cercles.



Le demi-cercle *a* correspond à la formation des salaires, le demi-cercle *b* à la dépense des salaires. Le profit *a'* se forme dans le demi-cercle *b:* la dépense *a'*, destruction de salaires, est une création de profits. Pour la destruction du profit, *b'*, il faut se reporter sur le demi-cercle *a:* la dépense *b'*, création de salaires, est une destruction de profits. Le circuit des profits (*a'*, *b'*) est bien compris dans le circuit des salaires (*a*, *b*), pourtant défini uniquement par les flux de création et de destruction des salaires.

Le profit investi est la définition du capital fixe. Or le capital fixe est un cas particulier du capital-temps, qui est constitué des salaires épargnés.

CHAPITRE V

LE CAPITAL

On peut imaginer une société où n'existerait aucun capital. Dans l'opinion, on pense que les machines sont du capital. Ce n'est pas tout à fait exact. Il est vrai que dans nos économies les machines sont du capital mais elles ne le sont pas en ce qu'elles sont des machines. Nous montrerons que le premier capital, la «forme-mère» de toutes les autres formes-capital, est simplement le temps séparant le revenu actuel de sa dépense future. Même le capital en son aspect le plus «solide», le capital fixe ou instrumental, est logiquement réductible au capital-temps. Or il n'est nullement nécessaire, en logique, que les machines soient dérivées d'un capital-temps. Ainsi, une société privée de capital pourrait être dotée de machines même perfectionnées, instruments à la disposition du travail de l'homme. En fait, le capital purement instrumental appartient à la préhistoire du capital, qui prend sa signification moderne par la transformation du revenu: tout capital au sens propre est à la fois monétaire et réel. Si un «capital» est purement réel, il appartient à la catégorie des pianos; les instruments n'ont pas tous la même finalité; ils servent la consommation ou la production; il n'empêche que tout instrument est une valeur d'usage, même s'il est utilisé dans le procès de production.

Nous décrirons brièvement le fonctionnement de la production-émission dans une économie où ne se formerait aucun capital (XII).

Puis nous ferons naître le capital-temps (XIII).

Enfin, nous établirons que le capital fixe est formellement réductible au capital-temps (XIV).

Dans un bref post-scriptum, nous vérifierons que la «théorie quantique du capital» – la formation du capital étant expliquée par la production-émission – accomplit la synthèse attendue entre les deux courants historiques de pensée, le capital étant un «fonds» pour une partie des théoriciens et une «matière» pour les autres. Résultat d'une émission monétaire, le capital est à la fois et en un tout organique un droit sur un produit futur (donc sur une «matière» future) et une créance sur les banques (un «fonds»). La théorie rejoint du même coup la réalité telle qu'elle est conçue par les comptables: tout capital est une somme de monnaie.

XII. QUAND LA PRODUCTION-ÉMISSION SE FERME SUR ELLE-MÊME SANS FORMER LE MOINDRE CAPITAL NET

La monnaie lancée dans les salaires est-elle «matérielle» ou bancaire? L'émission monétaire est identique dans les deux cas. La dépense des salaires prend rétroactivement effet à l'instant du paiement des salaires, et le produit réel n'existe sous la forme du revenu que dans l'espace d'un instant.

La théorie du capital s'intéresse d'abord aux salaires inscrits dans la durée, entre l'instant de leur création et l'instant chronologiquement postérieur de leur dépense. Dans l'intervalle, les salaires ne sont-ils pas en «attente» et, dans ce cas, ne sont-ils pas déjà du capital?

La réponse positive serait erronée. Il est acquis, en effet, que les salaires sont la définition du produit. En toute rigueur, il est donc inexact que les salariés attendent le produit ou, identiquement, que le produit soit en instance dans les entreprises. La théorie de la production-émission lève toute dichotomie entre les salaires et le produit, qui est déjà pleinement entre les mains des salariés avant même la dépense des salaires, simple conversion du produit-dans-la-monnaie en produit-hors-de-la-monnaie.

L'analyse correcte conclut à l'existence de deux revenus et, de ce fait, à l'absence de tout capital: les salaires gagnés et non encore dépensés définissent le revenu inscrit dans le temps chronologique, sous la forme du produit en monnaie; dès que les salaires sont dépensés et à cet instant précis seulement, le produit existe sous la forme du produit en nature. A aucun moment, le revenu ne fait place au capital.

43. Le capital est un revenu prêté.

La formation du capital dépend d'une opération spécifique, qu'il est facile de découvrir: *le prêt.* Supposons en effet qu'une partie des salaires soit prêtée par ses titulaires. Dès lors, on ajoute un troisième marché; jusque-là, l'émission ne concernait que le marché des services producteurs et le marché des produits; à présent, le marché financier s'interpose.

Il est important de noter que la pureté de l'émission n'est pas affectée par l'intrusion du troisième marché. C'est que toute opération financière a sa source dans le revenu, résultat de la première demi-émission, et sa finalité dans la dépense du revenu emprunté, donc dans la deuxième demi-émission. L'effet du prêt est tout simplement de transférer un revenu, de telle sorte que la création du revenu, opérée sur une personne, se termine dans la destruction du revenu sur *une autre personne.* Si l'on renonce à identifier les agents pour ne considérer que l'économie nationale, il est clair que le prêt est une opération à somme nulle, le capital financier du prêteur étant exactement compensé par le capital financier négatif, formé dans l'avoir de l'emprunteur. Aux yeux de la société, aucun revenu ne s'est transformé en capital, le revenu des prêteurs étant simplement capté et dépensé par les emprunteurs.

Malgré l'introduction du marché financier, l'économie fonctionne en l'absence de tout capital net, même si elle dispose d'un «capital» instrumental dont on peut supposer qu'il est d'une technologie avancée. En l'état de l'analyse, non seulement l'économie ne connaît pas le capital au sens propre mais, a fortiori, son mode de production est loin de répondre à ce qu'il est convenu d'appeler le capitalisme.

Nous ne trouverons pas le capitalisme avant la deuxième partie de ce livre. Cependant, le capital est à portée de main, d'abord sous sa forme de capital-temps pur, puis sous la forme du capital fixe, un capital-temps plus élaboré.

XIII. LE CAPITAL-TEMPS

L'égalité des prêts et des emprunts est une tautologie; or aucune force ne peut briser les tautologies; il semble donc qu'il soit formellement impossible de définir une opération qui apporte un capital financier positif sans créer dans le même mouvement et dans la même mesure un capital financier négatif. Si l'impossibilité devait se confirmer, la société ne disposerait jamais que d'un capital (financier) nul.

44. Il existe un capital financier net dans la société.

Le raisonnement inductif rigoureux établit, contre toute attente, l'existence effective d'un capital financier net au regard de la société entière. Ce n'est pas, évidemment, que la tautologie soit brisée; en réalité, l'égalité des prêts et des emprunts n'est qu'une fausse tautologie car il existe des prêts, d'un montant considérable et continuellement renouvelés, *auxquels ne correspondent que des emprunts nuls ou annulés.* On trouvera ainsi, face à face, des prêts positifs et des emprunts nuls; on constate alors l'existence d'un prêt net et ainsi d'un capital (financier) positif dans l'économie globale.

Nous proposerons la preuve par étapes.

L'émission des salaires n'est pas une opération de crédit; il est donc incorrect d'assimiler la monnaie de banque à un crédit ou une monnaie de crédit. Si l'on veut néanmoins parler de crédit au sujet de l'émission des salaires, il faut préciser qu'il s'agit d'un crédit tout à fait original, d'un *crédit quantique,* création et non transmission de monnaie.

Dans une économie comportant un marché financier auquel les banques sont associées, la monnaie bancaire est aussitôt transformée en l'objet d'un *crédit ordinaire.*

Obtenu par la transformation automatique du crédit quantique, le crédit ordinaire est une relation entre des personnes et des objets et non une relation entre des prêteurs et des emprunteurs. Les personnes créditées sont bien des prêteurs; mais personne n'est débité corrélativement: les crédits définissent ainsi un capital, financier et *réel,* net dans le corps social.

Le capital global est un pont que la société tout entière lance entre le présent et l'avenir. Le capital-temps s'amenuise dans chaque opération (bancaire) suscitant un emprunteur face aux prêteurs. Dans leur fonction d'intermédiaires financiers, les banques entament le capital-temps en rendant actuels des revenus futurs. Tout revenu futur devenant actuel est un capital détruit. La dernière étape est peut-être la plus riche d'enseignement. *Le capital ne peut naître que dans les comptes bancaires. Toute économie privée de banques serait logiquement dépourvue de capital.*

Reprenons ces différents points.

45. La production-émission n'est pas une opération de crédit.

Depuis David Ricardo, les théoriciens cherchent à démontrer l'indépendance mutuelle des deux opérations bancaires, création monétaire et intermédiation financière. L'analyse quantique corrobore la théorie ricardienne, qui est d'ailleurs conforme à la fois au bon sens et à la logique formelle. Créer n'est pas transmettre, transmettre n'est pas créer.

Où est l'opération première? Il n'est pas douteux qu'elle est dans la production, dans l'émission des salaires. Les revenus sont créés; puis ils peuvent être transmis.

La confusion entre la création monétaire et l'intermédiation financière n'est pas objective; elle est dans l'esprit et tient au fait que l'émission est naïvement assimilée à un transport dans un espace (euclidien). Issue de banque, la monnaie est visualisée comme un véhicule se déplaçant entre la Maison Banque et le domicile de la personne créditée. Puisque, selon cette image, la monnaie existe à la source même de la monnaie, elle peut être acheminée par le canal du crédit. Or tout s'effondre à la première réflexion sérieuse: la mon-

naie n'est créée positivement que dans les (nouveaux) salaires. Aucune monnaie n'est donc transportée dans l'émission; en particulier, aucune monnaie n'est prêtée dans la production-émission.

Toutefois, ne peut-on concevoir l'émission de la monnaie bancaire comme une opération de crédit conclue entre les banques et les entreprises? La création monétaire serait l'ouverture du crédit, la contrepartie étant différée jusqu'au remboursement.

Cette interprétation des faits ne résiste pas à l'examen. Les banques ne peuvent pas être les premiers transmetteurs de la monnaie puisque chaque unité de monnaie naît d'abord en aval des banques. Si la monnaie est transmise, elle ne peut l'être en premier lieu que par ses premiers titulaires, les travailleurs.

Bref, une monnaie encore inexistante ne peut être l'objet d'aucun crédit.

La théorie des émissions donne la solution claire. Le crédit quantique est une création; seuls les crédits ordinaires sont des transmissions. Or la distinction des deux crédits ne pose aucune difficulté.

– Nous savons que le crédit quantique crée face à face deux monnaies égales, l'une positive et l'autre négative.

– Le crédit ordinaire transmet la monnaie positive (créée dans les crédits quantiques).

Tout paiement sur l'un des trois marchés définit un crédit quantique: le revenu est créé sur le marché des services producteurs, détruit sur le marché des produits et (éventuellement) transmis sur le marché des titres. Ainsi, le crédit ordinaire est effectué au moyen du crédit quantique; le prêteur paie l'emprunteur: comme tout paiement quelconque, le paiement de l'emprunteur par le prêteur (le vendeur de titres) est une création-destruction de monnaie, une émission, un crédit quantique. La transaction sur le marché financier est un crédit ordinaire pour la simple raison que le prêteur perd une monnaie positive au bénéfice de l'emprunteur: il la lui transmet. Encore une fois, la transmission n'a pas lieu dans le crédit quantique, qui a pour seul effet de créer les deux monnaies, positive et négative; dans le crédit quantique, la monnaie positive provient littéralement d'une monnaie nulle, alors que dans le crédit ordinaire

la monnaie positive de l'emprunteur provient de la monnaie positive du prêteur.

En résumé, la sémantique permet que l'on appelle crédit l'opération de la création monétaire. Mais la logique impose impérativement que ce crédit très particulier respecte les critères suivants.

1. Aucune monnaie (positive) n'est lancée dans ce crédit car la monnaie est le résultat et non l'aliment de l'opération.

2. Aucun délai (positif) n'est impliqué par l'opération puisque la banque créatrice est immédiatement payée: elle reçoit aussitôt une monnaie négative et une monnaie positive égales.

3. Enfin, dans son mouvement (par opposition à son résultat), l'opération ne touche nullement le marché financier.

Nous avons appelé quantiques les crédits répondant à ces trois critères. Si l'émission monétaire est une opération de crédit, il s'agit bien d'un crédit quantique. Seuls les crédits ordinaires donnent corps au marché financier.

46. Dans une économie dotée d'un marché financier, l'émission de la monnaie bancaire dépose immédiatement son résultat sur ce marché.

Nous abordons ici le principe fondamental de la théorie du capital. Dès qu'il est créé, le revenu est déposé dans le temps continu; or il ne saurait y exister (ou y subsister) en monnaie bancaire, sinon sous la forme du capital. Prouvons-le brièvement mais rigoureusement.

Le revenu a une existence purement instantanée. Il est inutile de revenir sur cette première proposition, qui n'est que l'application de la fusion des deux demi-émissions en une seule opération. Les opérations sur le marché des produits forment unité avec les opérations (préalables) sur le marché des services producteurs: l'union étant réalisée (rétroactivement), il apparaît bien que le revenu n'aura existé qu'à l'instant de sa création.

L'existence purement instantanée du revenu est vraie même dans le temps chronologique. On pourrait aisément donner créance à un faux raisonnement. Les revenus existeraient dans le temps continu jusqu'à leur

annulation dans les achats finals; sans doute l'annulation des revenus est-elle rétroactive; mais encore faut-il qu'elle se produise; jusqu'aux achats finals, le revenu est donc déposé dans le continuum. En vérité, cette argumentation est exacte en toute économie où la monnaie ne serait pas bancaire. Mais tout est différent dès que l'émission des salaires est une opération reprise par les banques. En effet, les banques sont des intermédiaires financiers. Même s'il est vrai que la création des revenus n'est pas une opération de crédit, puisque les nouveaux revenus découlent du travail de l'homme et non des banques, les revenus sont prêtés à partir de l'instant où ils se forment. La création des revenus n'est pas une opération de crédit, mais les revenus créés sont aussitôt l'objet d'une opération de crédit. Dès que les revenus sont nés, ils sont donc prêtés par leurs titulaires jusqu'au moment de leur «retrait». C'est dire que les revenus sont instantanément transformés en *épargne* ou, identiquement, en *capital.*

La théorie traditionnelle admet, elle aussi, que les revenus sont prêtés à partir de leur naissance et jusqu'à leur retrait par les prêteurs. Les théories reçues vont même plus loin: elles considèrent l'action de la création des revenus comme une opération de crédit. Nous savons que c'est aller trop loin. L'opération de la création des revenus n'est pas un crédit ordinaire. Il reste en toute théorie qu'un revenu né à l'instant t est dès l'instant t l'objet d'un prêt, quand le revenu est créé par les banques.

A l'instant de sa création, tout revenu est prêté par ses titulaires à la banque qui l'a émis. La clarté exige ici que l'on respecte la distinction des deux opérations:

– le revenu est né dans un crédit quantique; il est ainsi défini par une monnaie positive chez ses titulaires et une monnaie négative égale formée en entreprise;

– le revenu créé est instantanément prêté à la banque; il est ainsi l'objet d'un crédit ordinaire; le revenu est chez son titulaire transformé en capital (financier); corrélativement, les entreprises «perdent» la monnaie négative formée dans l'émission du revenu; il est en effet identique de dire que leurs titulaires perdent le revenu, la monnaie positive, et que les entreprises perdent la monnaie négative correspondante. *Les deux monnaies sont remplacées par des titres.* Tout

titulaire de revenu est instantanément transformé en un acheteur de titres; symétriquement, les entreprises sont instantanément transformées en vendeurs de titres: elles doivent les revenus créés à la banque, qui a repris pour elles l'opération du paiement des salaires.

Après la transformation (instantanée) du revenu en capital, la banque n'a plus ni la monnaie positive ni la monnaie négative nées de l'émission; *elle n'est plus qu'un intermédiaire financier: elle a un titre sur les entreprises et elle fait face aux titulaires de revenus qui, à présent, ont un titre sur elle.* Comprenons bien que si les revenus n'ont pas été créés dans une intermédiation (mais par le travail), ils sont néanmoins immédiatement l'objet d'une intermédiation parfaite: les titulaires des revenus salariaux et non salariaux les prêtent sans délai à la banque qui, de son côté, les prête immédiatement aux entreprises. Aussi longtemps que les revenus ne seront pas dépensés (par leurs titulaires), les entreprises les devront à la banque. Les revenus non (encore) dépensés ne sont donc plus des revenus: ils sont du capital sous la forme d'un droit de créance ou d'un titre sur la banque. Symétriquement, les entreprises ne détiennent plus la monnaie négative, car elles ont contracté une dette envers la banque. La banque est donc finalement définie comme un pur intermédiaire financier: dans la même opération – la réinterprétation de l'émission des revenus – la banque emprunte les revenus à (leurs titulaires) et les prête (aux entreprises). Ne nous lassons pas de le dire; la «réinterprétation» ne chasse pas l'interprétation fondamentale de l'émission: si les revenus n'étaient pas d'abord créés sans être transmis, ils ne pourraient être transmis puisqu'ils n'existeraient pas. Mais dès que les revenus sont effectivement nés, ils peuvent être transmis. Ils le sont aussitôt, à leur naissance même, puisque la banque reçoit en dépôt les revenus nouvellement créés et les prête dans le même mouvement aux entreprises qui ont émis les salaires.

Dès que l'on saisit la transformation instantanée du crédit quantique en crédit ordinaire, on comprend – pour la première fois – la nature du capital.

47. Toute monnaie bancaire nouvellement formée en revenus est instantanément transformée en un capital net dans la société globale.

Rappelons que la démonstration a pour objet de dégager des prêts auxquels ne correspondent que des emprunts nuls. C'est à ce prix seulement que le capital (financier) peut échapper à l'annulation. Or il existe une seule opération répondant à ce critère, mais elle existe: c'est la transformation de la création des revenus, crédit quantique, en un crédit ordinaire.

L'opération de l'émission des salaires ayant, comme nous venons de l'établir, immédiatement déposé son objet sur le marché financier, le produit n'aura séjourné dans la monnaie négative que dans l'espace d'un instant. Comme aucune dépense de salaires (ou de revenus dérivés) n'est encore positive – les revenus ne pouvant, dans le temps chronologique, être dépensés dans l'opération qui les forme –, on voit que le produit dégagé de la monnaie négative (qui n'existe plus) demeure dans l'entreprise productrice, où elle définit un stock.

Cela étant, il faut trancher la question suivante. Les biens stockés sont-ils l'enrichissement des firmes ou figurent-ils au contraire dans le patrimoine des titulaires de revenus? La réponse est contrainte par la logique.

– Les entreprises «gagnent» les stocks dans l'opération qui leur fait perdre la monnaie négative créée dans l'émission des salaires.

– Les titulaires de revenus gagnent une créance sur la banque dans l'opération qui transforme leur revenu en capital.

– Il s'ensuit que le «gain» des entreprises est nul, alors que le gain des titulaires de revenus est net. En effet, les entreprises perdent la monnaie négative parce qu'elles la remplacent par une dette égale de monnaie positive: elles doivent à la banque la monnaie que la banque doit aux titulaires de revenus. Les biens stockés sont donc la propriété (économique) des titulaires de revenus.

Résumons l'opération. Le revenu naît dans le crédit quantique. A ce stade, l'entreprise détient une monnaie négative et le produit «dans» cette monnaie; corrélativement, les titulaires de revenus détiennent la monnaie positive, le produit en monnaie. Cependant, le crédit

quantique est aussitôt transformé en crédit ordinaire: le revenu est déposé en banque. Le revenu est donc formé en capital dans le patrimoine de ses titulaires; symétriquement, l'entreprise perd la monnaie négative et le produit «dans» cette monnaie, au bénéfice des titulaires de revenus; en effet, l'entreprise «doit» les stocks à la banque, qui les «doit» aux déposants des revenus.

L'émission transformée en crédit ordinaire suscite face à face les produits stockés (en entreprise) et (chez les titulaires de revenus salariaux et non salariaux) le droit de prélever ces stocks. Le revenu est aussitôt détruit pour être remplacé par un capital net – financier (le titre aux revenus déposés) et réel (les stocks) –, la créance des titulaires de revenus étant réelle et non personnelle: seuls les stocks répondent de la créance des épargnants, les entreprises n'étant que le lieu «géographique» où les produits sont déposés comme dans une consigne.

Que le capital-stock soit net dans la société globale, on en a une preuve corollaire dans le fait que la vente des stocks reproduit un revenu ancien au lieu de mobiliser un revenu nouveau.

48. Tout capital (financier et identiquement réel) est un pont entre le présent et l'avenir; les biens stockés définissent ce pont aux yeux de la société tout entière.

Si Pierre emprunte à Paul, il paiera son dû sur son revenu futur; ainsi le pont est établi: le revenu présent de Paul est prêté et le revenu futur de Pierre est donné en contrepartie. Cependant, le pont est jeté devant Paul seulement, car le capital de Paul est négatif chez Pierre et la société n'y trouve qu'une somme nulle.

Les biens stockés définissent un tout autre pont entre les revenus présents et les revenus à venir, car, cette fois, il est jeté devant la société dans son ensemble. A mesure que les épargnants retirent les fonds constitués dans la transformation des crédits quantiques en crédits ordinaires, les entreprises vendent leurs stocks: les épargnants ne puisent donc pas dans les revenus nouveaux; ils mobilisent simplement des revenus anciens, figés dans les stocks.

La diminution des stocks peut être provoquée par les banques elles-mêmes.

49. En prêtant l'épargne des titulaires de revenus, les banques hâtent l'écoulement des stocks; ce faisant, elles travaillent à diminuer et même à annuler le capital-temps social.

Présentons l'activité bancaire dans sa division logique.

Banque de dépôt

	département de l'émission (I)				département de l'intermédiation (II)			
	actif		passif		actif		passif	
(1)	E	x	II	x	I	x	T	x
(2)					X	x	Y	x
(3)					Y	x	E	x
bilan	E	O	II	O	X	x	T	x

La première opération (1) est l'émission des revenus transformée en crédit ordinaire. Les titulaires de revenus (T) sont les déposants du revenu créé, égal à x. Les revenus déposés sont prêtés par le deuxième département (II) au premier (I). Enfin, les revenus sont prêtés aux entreprises (E) pour lesquelles la banque a émis les salaires x.

Dans la deuxième opération (2), la banque prête à un agent quelconque, X, les revenus déposés par leurs titulaires. Dans la mesure où leurs titulaires prélèvent eux-mêmes les revenus déposés, X se confond avec T.

Les revenus prélevés par X sont dépensés au bénéfice de Y. De proche en proche, les revenus parviennent aux entreprises; supposons que Y soit le titulaire final des revenus prêtés: la dépense de Y sur E définit l'écoulement des stocks. Au bilan, on constate que, les stocks étant écoulés, la société ne dispose plus d'aucun capital

(-temps). Le capital positif de T (dans la mesure où il ne se confond pas avec X) est compensé par le capital négatif de l'emprunteur, X.

Ainsi, supposons que les titulaires des revenus salariaux et non salariaux ne les aient pas (tous) dépensés sur le marché des produits; le reliquat est prêté par la banque à X. La dépense des revenus dérivés du marché financier complète la dépense des revenus sur le marché des produits, et la totalité des stocks est écoulée. Ensemble, l'agent Y et les titulaires des revenus lancent $\varkappa$ unités de monnaie dans les achats finals sur le marché des produits, somme exacte des revenus créés dans la période. En «recyclant» l'épargne, la banque contribue ainsi à l'écoulement rapide du produit courant. C'est justement parce que l'existence de l'émission bancaire est la condition sine qua non de la constitution du capital net dans l'ensemble de la société, que les banques sont capables, dans leur activité médiatrice, de réduire, et enfin d'annuler le capital né de la transformation des revenus courants.

50. Une économie privée de banque serait privée de tout capital net.

Le capital net et, a fortiori, le capitalisme, ont leurs conditions d'existence dans l'existence du système bancaire. En effet, seule l'interposition des banques entre les entreprises et les travailleurs permet au capital, financier et réel, d'échapper à la tautologie de l'égalité des prêts et des emprunts. On le démontre d'autant plus aisément que la tautologie semble souveraine et qu'il est beaucoup plus étonnant de la voir battue en brèche que de la trouver confirmée en l'absence des banques.

Il est vrai, pourtant, que les entreprises et les travailleurs n'ont nullement besoin des banques pour réussir des émissions parfaites. Le produit physique est déposé dans la monnaie «matérielle», négative en entreprise. Mais justement, il est inconcevable que le produit sorte de la monnaie négative non bancaire pour se former en stock; si le produit se dégage, il est définitivement écoulé dans les ménages. Il en est ainsi pour une raison évidente: si une opération de crédit ordinaire s'empare d'une partie des revenus créés dans l'émission, il ne peut s'agir, en l'absence de l'intermédiation bancaire, que d'un contrat conclu entre le titulaire d'un revenu épargnant et un

emprunteur quelconque, c'est-à-dire d'une opération symétrique, dont la somme est nulle dans le corps social. Si une banque était interposée, l'émission des salaires serait soumise à réinterprétation, le prêt quantique étant automatiquement et sur-le-champ transformé en part ordinaire.

Toute banque étant écartée, l'émission n'implique plus la tierce personne; il s'ensuit que le paiement des salaires n'est plus un prêt, même quantique, mais une opération de paiement pure et simple. Si un prêt intervenait néanmoins, il ne se déclarerait que dans une opération distincte, seconde et postérieure, les titulaires de revenus achetant sur le marché financier des titres en échange d'une partie de leurs gains. Dès lors, le vendeur et l'acheteur de titres se répondent et le capital financier est à la fois positif et négatif pour le même montant: il est nul dans la société. Les stocks eux-mêmes ne pourraient prendre corps, puisqu'il faut de deux choses l'une: ou bien les produits sont vendus et parvenus à leurs destinataires finals, ou bien ils sont en instance, mais ils demeurent alors au sein de la monnaie négative, donc sous la forme du revenu et non sous la forme du capital (-stock).

Nous venons d'établir que l'émission de la monnaie bancaire est la seule source du capital de l'économie globale, financier et réel. La preuve est renforcée par une réflexion presque évidente; dès le paiement des salaires, les entreprises s'endettent face aux banques (conformément à la réinterprétation de l'émission): elles vendent des titres aux banques. Or, on démontre sans aucune difficulté que ces titres ne sont pas des endettements nets mais des dettes parfaitement compensées.

Si la vente des titres était effective ou nette, les entreprises en dériveraient des revenus positifs qu'elles lanceraient dans leurs achats. La réalité de l'opération est bien différente: né de l'émission des salaires, l'endettement des firmes n'est pas la source d'un achat mais seulement le financement des stocks.

Il serait tout à fait spécieux de prétendre que les biens stockés sont achetés par les entreprises, car elles les détiennent seulement, en vue de leur écoulement final dans les ménages. L'endettement et les stocks sont donc les deux résultats contraires de la même opération, transformation de l'émission des salaires en un crédit ordinaire. Les

deux effets contraires se lèvent mutuellement; les titres vendus définissent une dette, un passif; les stocks correspondants sont un actif égal; l'actif et le passif nés de l'opération unique se compensent parfaitement: les vrais propriétaires des biens stockés sont les titulaires des titres positifs (les titres achetés aux banques), les épargnants. On vérifie de nouveau que les titres positifs sont nets alors que les titres négatifs sont compensés (par les stocks).

La vérité selon laquelle tout capital-temps net dans l'économie globale se forme en monnaie bancaire est de toute première importance. Elle signifie que le «cœur du capitalisme» se trouve dans les banques. Car, nous allons le vérifier présentement, le capital fixe n'est qu'un cas particulier, une forme élaborée du capital-temps.

XIV. LE CAPITAL FIXE, FORME ÉLABORÉE DU CAPITAL-TEMPS

Il est convenu de dire que l'accroissement du capital fixe, l'investissement net, a deux sources distinctes, le profit (ou l'autofinancement) et l'emprunt sur le marché obligataire. Nous montrerons d'abord que les deux sources sont en réalité confondues: dans les deux cas, c'est la dépense du profit par la firme pour son propre compte qui définit l'investissement.

L'analyse du capital fixe se situe donc logiquement dans le prolongement de l'analyse du profit.

Si l'on saisit l'opération de l'investissement en rétrospective, on voit que le profit monétaire est d'abord une *épargne:* en son premier état, le bien-capital est constitué de *biens-salaires stockés* face à l'épargne monétaire. Ainsi, à sa naissance, le capital fixe, qui apparaît sous la forme de biens-salaires épargnés, est purement du *capital-temps.*

Il faut ensuite expliquer la dépense du profit monétaire, sa conversion en biens physiques. A cet égard, nous examinerons encore une fois la règle formelle régissant la dépense de tout profit, au bénéfice des entreprises ou pour le compte des titulaires de revenus non salariaux. Quelle que soit leur affectation, il est constant que les profits sont dépensés sur le marché des services producteurs, seuls les salaires pouvant être dépensés sur le marché des produits.

La conclusion est alors proche. La conversion des profits monétaires en biens d'investissement suppose non seulement que le profit soit dépensé sur le marché des services producteurs – ce qui est vrai pour toute dépense quelconque de profit –, mais encore que le profit soit dépensé dans une production nouvelle, postérieure à la production des salaires d'où était né (par captation) le profit monétaire.

L'investissement apparaît enfin dans sa complétude: il est la conversion d'un stock de biens-salaires en un «stock» de biens-capitaux ou de capitaux instrumentaux. Il se confirmera donc que le capital fixe est une transformation ou un «avatar» du pur capital-temps.

51. Tout investissement a sa source dans le profit de la firme.

La preuve peut en être donnée très rapidement. Si le financement est emprunté, c'est que le profit de la firme est «avancé». Ainsi, l'investissement est la dépense d'un profit actuel (déjà réalisé) ou la dépense d'un profit actualisé (qui sera réalisé et qui est disponible dès maintenant puisqu'il est échangé contre le revenu déjà réalisé du prêteur). En conclusion, l'investissement est toujours la dépense du profit de la firme.

L'unicité du financement des investissements nets est confirmée dans le fait que toute monnaie dépensée à cette fin correspond à un stock équivalent de biens-salaires.

52. Toute monnaie lancée dans les investissements correspond, mesure pour mesure, à des biens-salaires stockés dans les entreprises.

Soit 100 francs les salaires émis et 20 francs les profits formés dans la production de la période. Ainsi, pour une dépense de 100 francs sur le marché des biens, les travailleurs obtiennent le nouveau produit à concurrence de 80 unités de mesure. Etant des salaires captés, les profits monétaires définissent l'épargne «forcée» des travailleurs: les salaires perdus (captés) manquent nécessairement à l'écoulement des biens (-salaires). Il est donc tautologiquement identique de dire que 20 unités de salaires se sont formées en profits

et qu'une mesure de 20 unités de biens-salaires n'est pas retirée ou achetée par les salariés.

La formation du profit monétaire définit un «non-écoulement» égal de biens-salaires.

Cependant, le profit monétaire doit encore être dépensé.

53. La dépense du profit monétaire est une opération définie sur le marché des services producteurs.

Suivons l'exemple précédent. Si l'ensemble des entreprises répartit le profit en revenus non salariaux, on a la situation schématisée ci-après.

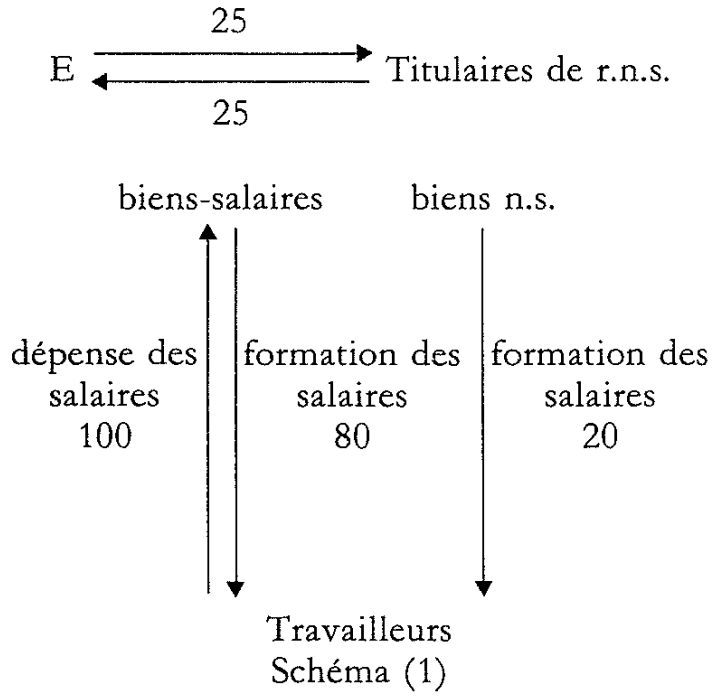


Schéma (1)

Le raisonnement est déjà bien connu; il suffit de le rappeler: les 25 unités de monnaie définissant la formation et la dépense des revenus non salariaux contiennent uniquement les 20 unités de salaires captées dans la vente des biens-salaires. La dépense des profits redistribués est ainsi épuisée dans la formation des salaires des travailleurs produisant les biens non salariaux.

On constate que, dans le cas du schéma (1), le profit est dépensé dans le financement des salaires dus pour la production des biens non salariaux. Bien que le profit soit ainsi dépensé sur le marché des services producteurs, sa dépense est identiquement présente sur le marché des produits de la même période, 100 unités de salaires étant jetées dans l'achat des biens-salaires couramment produits, d'une valeur (ou d'une mesure) de 80 unités de salaires.

Le profit redistribué est ainsi dépensé sur les deux marchés de la même période. Du fait de la vente à profit réalisée par les firmes, les travailleurs ne reçoivent pour la production de la période que 80 sur 100 unités de salaires, la différence étant le financement, rétroactivement opéré dès l'émission des salaires de la période, de la production des biens non salariaux.

Le profit investi répond à la même contrainte de logique; il est dépensé sur le marché des services producteurs, dans l'émission des salaires. Toutefois, la contrainte est encore plus stricte: l'investissement du profit implique une nouvelle émission de salaires.

54. L'investissement du profit monétaire est opéré dans une nouvelle production.

Dans le cas qui nous intéresse, où les entreprises dépensent le profit monétaire pour leur propre compte, un autre schéma s'applique.

L'essentiel est de comprendre la nécessité de la distinction des deux périodes; l'une, p_1, où le profit monétaire se forme et l'autre, p_2, où il est dépensé et converti en biens d'investissement. Il serait illogique de confondre les deux périodes. Dès que les titulaires des revenus non salariaux ne sont plus concernés, l'ensemble des firmes est seul, face à lui-même. Il en résulte que si la dépense du profit était maintenue en regard du produit même dont la vente a formé le profit, la formation-dépense du profit constituerait un cercle vicieux.

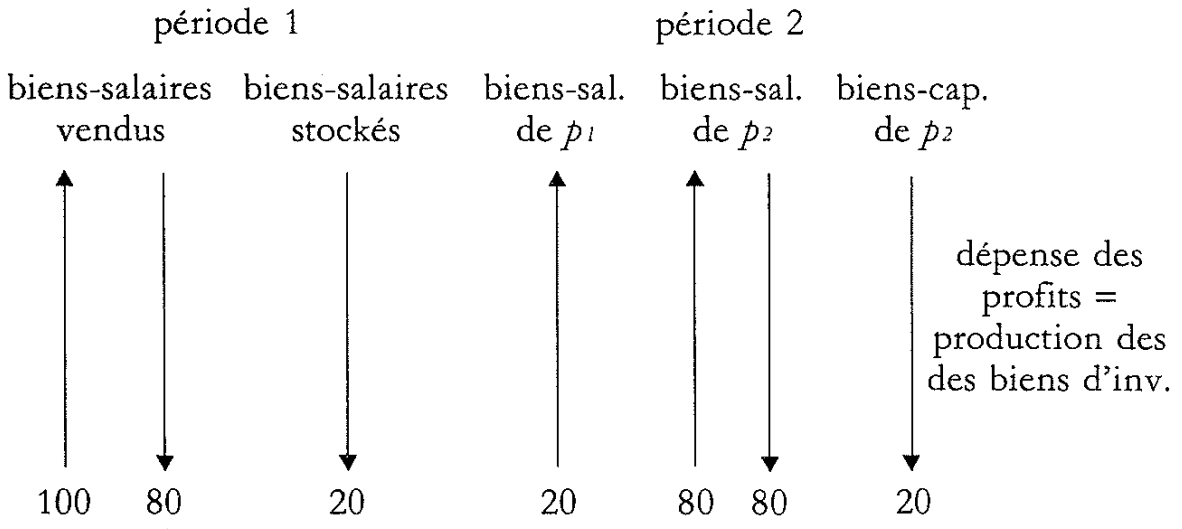


schéma (2)

Bien que le schéma (3) porte encore la distinction des produits, les biens-salaires sont vendus à profit pour la raison même que les biens-capitaux ne sont pas vendus du tout: le profit est annulé dans le déficit de l'écoulement et, en conséquence, l'investissement est nul, lui aussi.

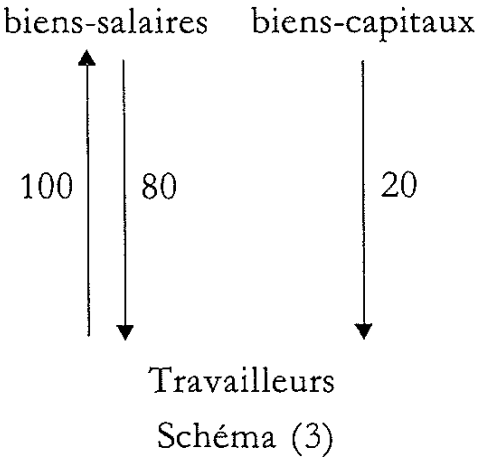


Schéma (3)

On saisit sans mal l'origine de la déconvenue: les revenus non salariaux étant par hypothèse retirés du circuit des profits, il est logiquement nécessaire de réparer dans la distinction des périodes la distinction qui fait maintenant défaut sur les personnes (les entreprises et les titulaires de revenus). La dépense des profits monétaires de E pour le compte de E est une opération échappant à la circularité, pourvu que le profit monétaire formé dans la vente du produit d'une période soit dépensé dans la production d'une autre période. C'est donc bien le schéma (2) qui donne une image exacte de la réalité. Pour la simplicité, on suppose que la production de la période *2* n'apporte pas de profit. Le profit réalisé dans la vente du produit de la période *1* est dépensé dans l'émission des salaires de la période *2:* en p_2, 20 unités de salaires sont effectivement prises dans le profit monétaire préalable. Les biens-capitaux, formés en p_2, sont achetés par les firmes (leur ensemble) sur le marché des services producteurs, par la dépense des profits antérieurs, entièrement résolus en salaires de la période courante (la période *2*).

La démonstration qu'il fallait donner est ainsi achevée. Les biens-capitaux, ou biens d'investissement, ne sont pas la forme primitive du capital fixe mais sa forme seconde, obtenue par la «consommation productive» des biens-salaires épargnés dans la formation du profit monétaire.

55. Le capital fixe est la forme définitive des biens-salaires épargnés du fait de la formation des profits monétaires: le capital fixe est une transformation du pur capital-temps.

Considérons la formation-dépense des profits dans le cas de l'investissement.

– La formation du profit détermine la création équivalente d'un stock de biens-salaires. Ce stock est la première définition du capital *fixe.* En effet, le capital fixe remonte dans son existence jusqu'à la formation du profit monétaire, dont il n'est que l'«avatar». Le premier «contenu» du capital fixe est donc une collection de biens-salaires stockés, autrement dit un pur capital-temps.

– La dépense du profit définit la transformation interne du capital fixe, dont le contenu, d'abord constitué en biens-salaires, se change en biens-capitaux ou en capital instrumental. Après la dépense du profit, le capital fixe est encore du capital-temps, mais cette fois le temps est définitivement «coulé dans le produit», dont la forme instrumentale le fait indéfiniment échapper à la consommation. Le capital fixe est un stock de biens-salaires transformés – par la consommation productive – de telle sorte que son écoulement dans les ménages est différé d'un jour par jour: tout capital fixe sera consommé demain, conformément à l'adage populaire «demain on rase gratis».

Alors que les biens-salaires non transformés (simplement épargnés) sont vendus un jour plus ou moins prochain, les biens-salaires convertis en capitaux fixes sont une *épargne fixe,* dont la dissolution est à jamais reportée, jour après jour. Il n'empêche que c'est du temps, rien d'autre, qui est fixé dans le capital instrumental.

La théorie du capital que nous venons de proposer dans ses lignes essentielles répond à l'exigence de synthèse formulée pas John Hicks: tout capital est à la fois un fonds (ou une épargne) et une matière (ou un stock).

XV. L'APPROCHE DU CAPITAL PAR L'ANALYSE QUANTIQUE DES REVENUS ABOUTIT À LA SYNTHÈSE DU CAPITAL FINANCIER ET DU CAPITAL RÉEL.

«Si c'est le capital en volume qui est mesuré, le capital s'identifie à des biens physiques; mais le capital en valeur n'est pas réductible aux biens physiques. Il est une somme de valeurs que l'on peut commodément décrire comme un Fonds. Un Fonds qui peut être incorporé dans les biens physiques de différentes façons. Tels sont les deux sens du Capital Réel qu'il faut distinguer.

«J'emprunte évidemment le vocable Fonds à l'histoire et c'est vers l'histoire que je me tourne à présent. Je vais soutenir que la distinction est vraiment ancienne; elle divise les économistes, anciens et modernes, en deux camps. Pour certains, le Capital Réel

est un Fonds – je les appellerai Fondistes; et pour d'autres il s'identifie à des biens physiques; il est tentant d'appeler ces derniers Réalistes; mais puisque l'on cherche à marquer le fait que les deux concepts sont réels, ce n'est pas satisfaisant. Je me propose dans cet article de les appeler Matérialistes (au sens de la réfutation par le Dr Johnson de l'idéalisme de Berkeley – ...) [«Capital Controversies Ancient and Modern» in *Economic Perspectives, Further Essays on Money and Growth* (Clarendon Press, Oxford, 1977), p. 152].»

L'opposition des théoriciens en deux écoles est le signe certain du partage de la vérité en deux «demi-vérités» ou, identiquement, en deux «demi-erreurs». Plus fondamentalement, les deux camps sont pris en défaut dès qu'il s'agit de saisir le capital dans ses deux aspects simultanément, ce qui est nécessaire, la réalité tronquée étant totalement conçue hors du réel. Or, s'il est vrai que, comme tout progrès scientifique, l'analyse quantique de la formation des revenus exige une attention considérable, la récompense est commensurable à l'effort, tout particulièrement dans le domaine essentiel de la conception du capital et du capitalisme.

Aujourd'hui, la science économique peut être opérationnelle, car les bases de la théorie unitaire du capital sont jetées. Nous montrerons que le dysfonctionnement de l'économie nationale est entièrement dû à la loi exercée par le Capital. L'étiologie étant trouvée, le remède en découle, si bien que l'économique devient enfin ce qu'elle n'a cessé d'être téléologiquement, économie politique.

Avant d'aborder l'étude de la Crise, résumons en quelques lignes la conception unitaire du capital, grandeur à la fois matérielle et financière.

56. A son origine, tout capital est un salaire.

Nous raisonnons bien entendu sur la monnaie bancaire. Le produit de la période apparaît tout entier dans l'émission des salaires. Les banques étant présentes sur le marché financier, le revenu est instantanément détruit et les salaires (ainsi que les revenus non salariaux, connus rétroactivement) sont transformés en capital. Le produit physique est d'abord déposé dans la monnaie négative; c'est la phase d'existence du revenu, pendant laquelle la monnaie positive

(unités de salaires) est la définition même du produit. Le crédit quantique étant instantanément transformé en crédit ordinaire, le produit physique est aussitôt chassé de la monnaie négative, désintégrée dans sa collision avec la monnaie positive: le revenu cesse d'exister et le capital le remplace aussitôt dans la stricte équivalence. Les revenus sont remplacés par un capital monétaire (on dit capital financier par redondance), un droit égal à des revenus futurs, qui naîtront effectivement dans tout «tirage» effectué par les titulaires des salaires, rentes, intérêts et dividendes, sur les banques dont ils sont créditeurs; lors de chaque retrait, le revenu épargné est reproduit, et le produit physique obéit une nouvelle fois à la loi de l'émission: il redevient revenu, c'est-à-dire produit au sein de la monnaie négative, pour en être retiré dans le même mouvement, et cette fois définitivement, puisqu'il est alors dénaturé en simple valeur d'usage à la disposition des ménages.

57. Lors de sa première apparition, tout capital est une valeur patrimoniale formée chez les titulaires de revenus et non dans les entreprises.

Le capital est d'abord un revenu «suspendu», le revenu futur des titulaires. Tout revenu actuel qui se retrouve à un instant futur existe dans l'intervalle sous une autre identité, précisément celle du *capital.* On comprend ainsi que tout capital a son origine première dans la transformation instantanée des salaires nouvellement émis. Aucun titulaire n'a le temps de dépenser son revenu dans l'instant de sa formation; tout titulaire épargne ainsi son revenu jusqu'au moment (de son choix) où il le dépense sur le marché des produits. L'épargne n'est pas un revenu mais un capital.

58. Les salaires épargnés sont une réalité double, produit stocké en entreprise et créance sur ce produit dans l'avoir des titulaires de revenus.

Les deux aspects du Capital Réel évoqué par Hicks sont ainsi créés dans le même flux, transformation automatique et instantanée du crédit quantique. La créance des titulaires de revenus sur les banques est la seule mesure exacte du produit physique constitué en capital matériel (les stocks) et détenu en entreprise. La synthèse est

parfaite. Le produit était né en monnaie; s'il existe à présent en nature, c'est qu'il est dédoublé: d'un côté on trouve le titre (l'épargne), et de l'autre l'objet du titre (le stock).

Ni le titre (le capital financier) ni son objet (le capital matériel) ne peuvent être conçus l'un sans l'autre. Pour le titre, c'est un truisme, un titre sans objet étant nul et non avenu. Pour l'objet, sa conjonction avec le titre est non moins nécessaire, puisque le produit – bien qu'il soit désormais en nature (et non en monnaie) – n'est pas encore écoulé dans les ménages.

59. Une partie des revenus épargnés se forme en capital d'entreprise.

Il est certain que toute épargne finalement dépensée sur le marché des produits est un capital annulé: le produit est retiré des stocks; corrélativement, les droits de créance des ménages sur les banques sont détruits.

Le seul capital qui puisse subsister résulte donc du transfert d'une partie des salaires au profit des firmes. Nous avons démontré que ce transfert est un flux simultanément présent sur les marchés des produits et des services producteurs.

Dès sa formation, tout profit est un capital. Grandeur *financière,* le profit est un droit de créance sur les banques; grandeur *matérielle,* le profit est un droit de créance réelle. Les biens-salaires stockés font face aux profits monétaires, dans l'exacte mesure où les revenus salariaux sont transférés aux entreprises.

60. Une partie du profit-capital est finalement détruite dans le retrait des stocks correspondants.

La chose est claire; tout profit redistribué en revenus non salariaux est détruit sous son double aspect: les ménages consomment (destruction du capital financier) et, ce faisant, retirent une mesure égale de stocks.

61. La partie complémentaire du profit-capital, le profit investi, est fixe; incorporée dans la matière, l'épargne financière y est à demeure.

Le profit est investi dans une opération univoque, le paiement de nouveaux salaires à partir des salaires antérieurs captés par les entreprises.

Dès lors, il est clair que les biens d'investissement sont la nouvelle forme, définitive, des biens-salaires initialement stockés par l'épargne des titulaires de revenus. La production de la nouvelle période, qui suscite les biens-capitaux, chasse les biens-salaires et les remplace aussitôt, dans le «stock» inchangé, par des capitaux instrumentaux. Finalement, les outils, les machines et les équipements sont des biens-salaires dont l'épargne est irrévocable, puisqu'ils échappent indéfiniment à la consommation des ménages.

La relation bi-univoque du capital financier et du capital matériel est encore pleinement respectée. On vérifie bien la coexistence de l'épargne (capital financier, égal aux salaires captés et investis) et du «stock» (capital matériel, produit en nature de l'émission des salaires à partir des profits). Pour employer l'expression de Hicks, le capital financier est «incorporé» («embodied») dans le bien d'investissement.

DEUXIÈME PARTIE

LE DYSFONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE: DU CAPITAL AU CAPITALISME

L'étude du dysfonctionnement de l'économie nationale est entièrement renouvelée par la théorie des émissions. Pour la première fois on peut nourrir l'espoir sérieux de pénétrer le désordre par l'intelligence, et de le dissoudre au moyen des remèdes nouvellement découverts.

L'inflation est aujourd'hui reconnue comme le «déséquilibre» essentiel de nos économies. Même le chômage est considéré comme une conséquence de l'inflation.

Or les théoriciens s'accordent pour définir l'inflation comme la différence positive entre la monnaie et le produit, les grandeurs nominales l'emportant sur les grandeurs réelles correspondantes. La difficulté ne fait alors que commencer. Elle consiste à situer le niveau de la disparité; se produit-elle de masse à masse ou, radicalement, dans les opérations mêmes dont la monnaie et les biens réels sont les résultats?

La théorie des émissions tranche cette question préjudicielle et situe le problème à son vrai niveau. Quand les masses, monnaie et produit, sont déjà formées, elles sont en tout état de cause – que l'inflation soit nulle ou positive – définies dans leur union parfaite, aucune monnaie ne pouvant contenir un produit plus petit qu'elle.

CHAPITRE VI

THÉORIE QUANTITATIVE ET THÉORIE QUANTIQUE DE L'INFLATION

La théorie quantitative de la monnaie, dont, il est vrai, les formulations sont éparses dans l'histoire de la pensée, au point qu'elle n'existe à aucune époque comme un corps d'explications achevé, est ainsi sapée. Si, à un instant quelconque, le pays possède x unités de monnaie réelle, il possède exactement x unités de produits en monnaie, mesure précise des biens réels qu'il trouverait dans la dépense des x unités monétaires. L'idée selon laquelle la monnaie existe de son côté, «sans produit», et que le produit serait ailleurs, «sans monnaie», procède d'une grande naïveté. En vérité la monnaie est à tout instant la forme des biens réels non encore écoulés dans les ménages, comme la bouteille est la forme du liquide ou du gaz qu'elle contient.

XVI. TOUTE MONNAIE EST INSTANTANÉMENT REMPLIE D'UN PRODUIT ÉQUIVALENT.

Il ne saurait exister nulle part même une seule unité de monnaie vide de produit, car la monnaie-forme naît immédiatement «pleine du produit». La preuve en est que toute monnaie (même «matérielle») est créée à la fois positive et négative; or les deux monnaies ne sont tenues à distance l'une de l'autre que par le produit intégré dans la monnaie négative. Dès que la pensée annule le produit dans la monnaie, elle se contredit si elle n'annule pas la monnaie elle-

même, la monnaie positive remplaçant aussitôt le produit au sein de la monnaie négative.

La théorie monétaire adéquate aux faits est quantique et non quantitative. On peut le démontrer d'une autre façon encore.

62. Monnaie et produit ne sont pas deux masses distinctes.

Supposons que l'on persiste dans l'idée selon laquelle la correspondance entre monnaie et produit est une relation entre deux masses positives. D'après la théorie, la relation est donnée dans les échanges. Effectivement, si les masses positives, nominale et réelle, coexistent, on ne voit pas comment elles pourraient se rencontrer ou se croiser, sinon dans les achats. Ainsi, énumérons tous les instants où les échanges sont constatés; appelons-les instants *t*. A tout instant *t* une relation existe entre une masse de monnaie chiffrable et un produit déterminé dans ses dimensions physiques. Il n'existe aucune correspondance entre monnaie et produits aux instants n'appartenant pas à la famille *t*, puisque tout échange est effectué à un instant *t*. On en déduit l'infirmation de la théorie quantitative, aux instants successifs *t* et dans leurs intervalles.

– Aux instants *t*, la monnaie prend la mesure du produit. Comment serait-elle «trop grande» pour le produit, puisque les deux masses ne se mesurent entre elles que dans les échanges? Pour qu'un écart puisse se dessiner, il faudrait deux opérations distinctes: l'une qui rende les deux masses commensurables, et l'autre qui provoque, dans le même espace de mesure ainsi créé, l'accroissement de la monnaie par rapport au produit. L'échange étant l'opération unique dont dispose la théorie quantitative, il ne peut donc au plus que créer la commensurabilité de la monnaie et du produit et non, par surcroît, le gonflement de la monnaie face au produit. Exiger à la fois la mesure et la démesure – l'écart relativement à la mesure initiale –, c'est demander l'impossible, à savoir que la même opération, l'échange, donne deux mesures distinctes du produit en monnaie, une mesure faible (définissant l'espace commun des mesures du produit et de la monnaie), et une mesure forte (inflationniste).

– Dans les intervalles entre les instants *t*, la monnaie et le produit demeurent par hypothèse en deux mondes totalement étrangers l'un

à l'autre: non seulement l'inflation ne saurait être déterminée dans ces conditions mais, étant une relation entre la monnaie et le produit, elle est néantisée à tout instant n'appartenant pas à la famille *t*.

63. En théorie quantitative, l'inflation est simplement la hausse (inexpliquée) des prix.

Il est vrai, pourtant, que l'inflation est saisissable en théorie quantitative, car elle apparaît dans la simple comparaison des prix en monnaie d'un panier de biens dans deux périodes distinctes. Si le prix du panier est de 110 fr. aujourd'hui pour 100 fr. il y a un an, on dira que l'inflation est au taux annuel de 10%. Le phénomène est donc décrit; aussi ne peut-on récuser cette «définition» de l'inflation, qui n'apporte aucune explication. En toute rigueur, loin d'être résolu, le problème n'est même pas encore posé. L'inflation est-elle un désordre et, si oui, est-elle une maladie de la monnaie ou une déficience de l'appareil de production?

C'est devant ces questions élémentaires que la théorie quantitative révèle son impuissance. Elle prétend déceler par les échanges la raison de l'augmentation du niveau général des prix, prix du panier. Or, s'agissant de la relation monnaie-produit, les échanges sur le marché des biens réels ne sont qu'un réseau de tautologies, d'où on ne peut tirer aucun enseignement, ni sur l'état de la monnaie, ni sur l'évolution du pouvoir de production de l'économie nationale.

La science ne serait placée sur un début de piste que si les échanges sur le marché des produits formaient continuité dans le temps, de telle sorte que l'on pût suivre en dynamique le rapport entre la monnaie et le produit. Comme aucun échange ne se laisse «lisser» dans le temps, les échanges successifs sont des îlots dans un néant d'échanges, si bien que la théorie ne réussit pas à établir le moindre lien entre les transactions d'aujourd'hui et celles d'hier. On sait que les prix d'aujourd'hui sont supérieurs, mais on ne sait nullement pourquoi.

L'analyse ne pourrait saisir les deux prix ensemble que s'ils étaient les deux états successifs d'une même grandeur; or, aucun prix (au sens de l'échange) n'est en déplacement dans le temps; tout prix existe à un instant donné, où il disparaît. Il s'ensuit que le prix

d'aujourd'hui est une grandeur non seulement différente mais distincte du prix d'hier, une autre grandeur, n'admettant aucun lien de filiation avec la première. Tout adepte de la théorie quantitative doit donc répondre à l'honnête homme que, non seulement la science ne sait pas pourquoi les prix sont plus élevés, mais même qu'en toute logique elle ne sait pas si les prix d'aujourd'hui et les prix d'hier appartiennent à un espace de mesure unique.

Incapable de trouver la liaison, le savant n'est pas plus avancé que le laïque.

Il semble qu'une échappatoire se présente encore, le recours aux anticipations.

64. *L'explication de la hausse des prix par l'anticipation de la hausse est circulaire.*

Les prix s'élèvent parce que les agents s'y attendent.

Devant une telle hypothèse, il importe de maintenir toute la clarté. Si les anticipations ont un effet, elles ne peuvent s'exercer qu'en infléchissant l'évolution des prix; en aucun cas, elles ne peuvent créer cette évolution de toutes pièces.

Si les prix sont liés entre eux dans le temps, il est concevable qu'en agissant sur le comportement des agents, les anticipations précipitent la variation des prix; mais, pour autant que l'analyse est incapable d'établir un lien entre les prix successifs, c'est en vain qu'elle en appelle aux anticipations, aucun mouvement inexistant ne pouvant être ni freiné ni accéléré par les comportements.

La réflexion arrive à la même conclusion par une voie un peu plus abstraite. Même les anticipations ne peuvent traverser les périodes de non-transactions: elles exercent leur effet – si, toutefois, il n'est pas entièrement imaginaire – sur les transactions effectuées dans l'immédiat. Les agents achètent maintenant parce qu'ils prévoient la hausse des prix. Or, quelle que soit leur puissance, les anticipations agissent sur le lien entre la monnaie et le produit et non sur les deux masses séparément.

Ni la monnaie disponible, ni le volume des produits écoulables ne dépendent aujourd'hui des prix anticipés aujourd'hui; tout au plus peut-on attendre des anticipations qu'elles contribuent à jeter la

monnaie sur le produit avec plus ou moins d'ardeur. Comme la théorie quantitative est incapable de saisir l'interaction entre la monnaie et le produit, sinon dans les échanges effectués, les liaisons se prêtant à l'influence des anticipations ont une consistance strictement nulle.

En bref, au sein de la théorie quantitative, les anticipations sont une accélération définie par rapport à une vitesse inexistante. Saisis sur les seuls marchés des produits, les prix ne se déplacent pas dans le temps (leur vitesse est nulle); les anticipations hâtent ainsi ou freinent l'évolution des prix, mouvement dont l'existence même est non seulement inexpliquée mais, bien plus, formellement niée.

XVII. SEULE LA THÉORIE DE L'ÉMISSION PERMET D'EXPLIQUER L'INFLATION.

La théorie des émissions introduit la nouvelle dimension dont la position du problème de l'inflation a besoin. Il est vrai en toute théorie que le lien de masse à masse, entre monnaie et produit, n'est saisissable qu'à partir de l'instant où il se forme; il est également certain que ce lien n'existe que dans le temps de l'échange, c'est-à-dire dans les limites de l'instant. Cependant, bien qu'elle respecte les deux contraintes, la théorie quantique apporte la distinction des opérations et de leurs résultats. L'échange n'est plus conçu comme la relation des masses, mais comme l'opération dont les masses sont le résultat ou l'effet. Le produit et la monnaie résultent de l'émission. Bien qu'elle n'existe que dans l'instant, la relation entre monnaie et produit existe donc doublement: une première fois dans *l'opération,* qui est identiquement l'émission de la monnaie et du produit; une deuxième fois dans le *résultat* de l'opération, revenu monétaire et conjointement produit physique. Or, si dans le résultat de l'échange (l'émission), on ne peut lire que la tautologie de l'identité de la monnaie et du produit, l'examen préalable de l'opération elle-même permet d'accéder à la «théorisation» de l'inflation, car les émissions sont pleines ou vides.

– Les émissions pleines créent l'espace de mesure de la monnaie et du produit.

– Les émissions vides ne modifient pas cet espace, mais elles y introduisent une «monnaie sans produit».

– Dès lors, la même opération totale, somme des émissions constatées dans la période, explique à la fois la constitution de l'espace de mesure et, à l'intérieur de cet espace, la disparité des grandeurs nominales et des grandeurs réelles, toute émission vide étant une addition au revenu monétaire face à la constance du revenu réel.

La théorie quantitative de la monnaie est, nous l'avons vu, dans l'incapacité de concevoir l'inflation; elle ne peut que recevoir passivement sa description, telle qu'elle est donnée dans l'évolution d'un indice, prix d'un panier de marchandises.

La théorie quantique de la monnaie saisit l'inflation, qui est maintenant un concept et non plus un fait brut. Il est même facile de représenter la nouvelle conception, à l'aide de la «sphère-zéro» et de son excroissance positive, le revenu national.

65. Représentation de l'inflation par la distinction de la sphère de la production en un «noyau» et en une «couronne».

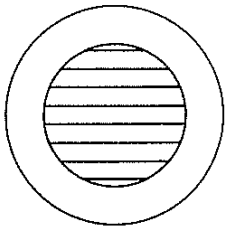
Inscrit dans la monnaie négative, le produit physique est englouti et annulé; sa seule réalité est dans la monnaie positive corrélative, définition du produit (en monnaie) et non simple mesure du produit physique. La monnaie émise dans les salaires est la mesure du produit parce qu'elle *est* le produit. Les deux masses ne sont donc pas face à face; à l'instant où elle lui donne naissance, l'émission monétaire change le produit en monnaie, comme qui dirait la larve en papillon. Pas plus que le papillon ne regarde la larve, qui n'existe plus, la monnaie ne regarde le produit, dont l'existence est encore annulée au milieu de la monnaie négative.

Il est donc permis de représenter le produit au sein des salaires, la monnaie positive étant la simple forme ou le moule du contenu-produit. Toute émission de salaires, directs ou non, est la création d'une monnaie habitée ou pleine, car le produit physique est en quelque sorte le locataire des salaires nominaux. La correspondance est parfaitement définie, puisque tout salaire comprend le produit même des travailleurs rémunérés.

A présent, la représentation figurative de l'inflation est grandement facilitée.

Emissions de la période

couronne:
émissions vides



noyau:
émissions pleines

A l'aide des deux sphères concentriques, projetées sur un plan, on aperçoit bien le progrès analytique de la théorie des émissions par rapport à la théorie quantitative. L'observation des faits commence maintenant au niveau des opérations créatrices des deux masses, produit et monnaie; jusque-là, la seule opération retenue, l'échange «relatif», concernait les deux masses déjà constituées.

66. Nouvelle confrontation du quantitativisme et du «quantisme»

Le quantitativisme s'appuie sur la relation des biens entre eux; l'échange, conçu comme une liaison entre les différents biens, ne peut pas régir la création des deux termes de l'échange. Si les biens ne préexistent pas, ils ne pourront être saisis dans un réseau d'échanges.

L'équilibre général fournit une information nulle sur la formation des biens échangés. On exprime souvent ce fait en faisant référence à la loi de la conservation; les transactions sur le marché des biens et des titres conservent les objets échangés, rien n'étant créé ni détruit dans le processus.

Or la conséquence de cette inertie est grave: étant donné que la monnaie intervient dans le champ des explications uniquement au moment de ses échanges avec les biens réels, elle n'admet pour

chaque situation d'équilibre général (d'ailleurs hautement théorique) qu'*une* relation avec l'ensemble des produits et des titres; est ainsi confirmée la critique fondamentale; la monnaie ne peut jamais être comparée à elle-même – ni à un moment donné, ni dans le temps –, comparaison qui serait pourtant de la plus élémentaire nécessité puisque la théorie a pour objectif d'étudier la «santé» de l'économie monétaire.

Tout change dès que l'analyse est capable de se porter sur les opérations, au lieu de se contenter de leurs résultats. La théorie des émissions ne se déclare pas *après* que le produit et la monnaie sont déjà formés. Son objet est au contraire l'étude des créations. Immédiatement, la recherche est vivifiée, car les émissions appartiennent à deux catégories:

– les émissions pleines déposent le produit dans la monnaie (les deux masses étant dès lors coextensives, fondues l'une dans l'autre);

– les émissions vides créent «une monnaie sans produit».

En chaque période de production, correspondant à la fréquence des émissions salariales, il est donc possible de comparer la monnaie à elle-même.

La couronne représente l'émission d'une monnaie en surnuméraire, inflationniste, alors que, dans le noyau, toute monnaie est assortie de son équivalent-produit. (Notons que nous utilisons les termes couronne et noyau à la fois pour les émissions et leurs résultats.)

Pour toute période, il est désormais possible de déterminer l'écart inflationniste.

Bien plus, on peut suivre dans le temps, à travers les productions successives, l'effet des émissions vides sur l'évolution du prix des produits déposés, par chaque nouvelle émission, dans les salaires (du noyau).

L'étiologie de l'inflation est ainsi connue. Or le chômage a la même origine. Nous le vérifierons.

Puis nous examinerons les remèdes couramment proposés: ni l'inflation ni le chômage ne sont efficacement combattus puisque l'origine du mal est inconnue.

Enfin, nous proposerons la vraie solution, qui s'inscrit dans la haute tradition ricardienne. La réforme de la comptabilité des banques assurera l'appropriation des moyens de production par l'ensemble des ménages anonymes. Ainsi, l'économie ne connaîtra plus aucune émission vide. Le mal sera extirpé.

CHAPITRE VII

L'INFLATION ET LE CHÔMAGE ONT LA MÊME ÉTIOLOGIE: LES ÉMISSIONS VIDES.

Selon la conception dichotomique de la monnaie, inflation et chômage sont ou des «phénomènes réels» ou des «phénomènes monétaires», on pourrait presque dire au choix du théoricien. On parle alors de structure et de conjoncture, d'informations défectueuses et d'erreurs dans les anticipations, d'une mauvaise coordination entre les centres de décisions, d'un comportement irrationnel des titulaires de revenus, d'une politique économique infléchie par des considérations d'intérêt national, au détriment des «grands équilibres», comme on dit aujourd'hui. On incrimine également la balance des paiements et le déficit du budget de l'Etat. En aucun cas cette énumération n'est exhaustive et ses éléments ne sauraient davantage constituer les ingrédients d'une théorie sérieuse: ils sont plutôt le reflet des «états d'âme» et constituent des armes faciles aux mains des hommes de parti.

La découverte de la nature quantique de tout acte de production au sein de la nation apporte bien plus que de l'espoir: elle aboutit logiquement à la solution, dénouement de l'inflation et du chômage. Keynes avait profondément raison; les problèmes économiques ne méritent pas d'absorber les préoccupations de l'homme; des questions bien plus nobles, culturelles, religieuses, artistiques et même métaphysiques sont reléguées; il est temps de les rétablir à leur rang.

La Crise a une «cause» unique: les émissions vides.

Déjà en économie positive (donc frappée de maladie) toute unité de monnaie est un produit et tout produit (non encore écoulé) est dans la monnaie: la dichotomie du nominal et du réel est purement chimérique. Le seul désordre est dans l'écoulement immédiat, aux dépens du revenu national, d'une partie du produit.

L'émission est vide justement en ce qu'elle projette le produit dans la monnaie pour l'en retirer aussitôt, dans le même mouvement. Le bon ordre exige que tout produit «injecté» dans la monnaie y reste à demeure, jusqu'à l'instant de la dépense des revenus ainsi engendrés.

Nous esquisserons la théorie des émissions vides, en six considérations.

Si les banques lancent dans les crédits ordinaires une monnaie dont elles ne disposent pas – et nous constaterons que la chose est logiquement possible –, elles émettent une monnaie vide de produit. Nous montrerons cependant que les émissions vides de ce premier type ne peuvent pratiquement pas se produire, et surtout que leur effet n'est nullement cumulatif dans le temps.

L'investissement net est le premier cas sérieux de l'émission vide. Toutefois, la monnaie émise dans l'investissement du profit trouve finalement un «corps», en l'espèce des biens-salaires épargnés dans l'acte de la formation du profit monétaire.

Il n'empêche que l'émission vide définie par l'investissement net est lourde de conséquences; le capital échappe aux titulaires de revenus et cette «expropriation» expliquera les émissions malignes.

En effet, le capital fixe étant retiré aux titulaires de revenus, son amortissement suscite la production «duale» des biens-profits.

L'amortissement du capital fixe suscite une monnaie vide qui, dans le capitalisme avancé, est finalement égale au tiers de la production totale de l'industrie.

Les salaires vides n'ont aucun pouvoir d'achat. On démontre ainsi la coexistence de deux écarts contraires, que seule la théorie des émissions peut expliquer dans leur conciliation de fait:

– la demande globale est supérieure à l'offre globale de tout le montant des émissions vides (écart inflationniste);

– la demande globale peut néanmoins être insuffisante; elle l'est dans toute la mesure où les émissions vides produisent des biens-salaires; dans ce cas, la demande – qui est pourtant nominalement supérieure à l'offre – est incapable d'éponger la totalité des produits offerts (écart déflationniste).

CHAPITRE VIII

LES DEUX CAS BÉNINS DES ÉMISSIONS VIDES OU DE L'INFLATION

XVIII. PREMIER CAS BÉNIN DES ÉMISSIONS VIDES: LES BANQUES PRÊTENT PLUS DE MONNAIE QU'ELLES N'EN EMPRUNTENT.

Toute une étude devrait s'occuper des mouvements de la monnaie, la sortie et l'entrée des banques. Allons à l'essentiel.

67. Les deux fonctions des banques de dépôt

Les banques émettent la monnaie. Cependant, elles ont aussi une autre fonction; elles reçoivent et acheminent sur le marché financier une partie des revenus émis.

Dans sa fonction créatrice de monnaie, le système bancaire (les banques de dépôt liées entre elles à travers la Banque centrale) est en situation de monopole. Mais s'agissant de l'intermédiation financière, les banques sont en concours avec d'autres organismes, comme les caisses d'épargne, les compagnies d'assurances, les banques d'affaires et les sociétés d'investissement.

La logique de la distinction est très claire. Prises en leur fonction créatrice, les banques sont des «points d'émission»; en cela, elles ne sont ni acheteurs ni vendeurs, même sur le marché des titres. Quand les banques ne font au contraire que transmettre une monnaie déjà émise, elles vendent des titres (pour emprunter la monnaie), et elles achètent des titres (afin de prêter la monnaie empruntée).

Par simple commodité, distinguons chaque banque en banque I et en banque II. La banque I crée et détruit périodiquement la monnaie nationale dans toutes les opérations du paiement et de la dépense des salaires (opérations répétées *n* fois dans les transactions intermédiaires). La banque II est, avec les autres institutions financières, présente sur le marché des titres, où elle rapproche les épargnants des emprunteurs finals.

Si la banque I et la banque II étaient des établissements distincts, l'analyse en serait grandement simplifiée et, surtout, aucune émission vide ne pourrait être le fait de l'activité bancaire. Or, il faut bien accepter la réalité dans sa complexité; en fait, toute banque de dépôt est, dans l'unité de sa personne, à la fois une banque I et une banque II. La confusion des fonctions en une seule personne ne signifie pas leur confusion en une seule opération. Il est heureux que la pureté des opérations soit au contraire le plus souvent maintenue, et ainsi qu'une même banque crée sans transmettre et, d'autre part, transmette sans créer, comme la logique l'exige. La réalité n'étant ni totalement imparfaite ni parfaite, il arrive qu'une banque soit non seulement tout ensemble une banque I et une banque II, mais qu'elle le soit en une seule et même opération, ce qui est logiquement fautif.

68. Il arrive que les banques créent dans une opération financière.

Représentons l'anomalie dans des «comptes en T».

En premier lieu, la banque I émet les revenus (leur forme monétaire) de la période; elle crée ainsi x unités de monnaie négative dans les entreprises et x unités de monnaie positive dans l'avoir des travailleurs et, d'une façon générale, des ménages. C'est l'opération *1*.

L'opération *2* retrace la transformation automatique des x unités de revenus créées, en x unités d'épargne ou de capital monétaire.

Rappelons que cette mutation est immédiate: elle signifie qu'à l'instant de sa formation, toute unité de revenu est épargnée, c'est-à-dire prêtée sur le marché financier. Il en est nécessairement ainsi, puisque la monnaie est bancaire. Les titulaires de revenus acquiè-

rent, à l'instant où ils sont payés, une créance sur la banque II. Il se crée ainsi une relation entre la banque II et la banque I. La banque II reçoit en dépôt les revenus x; c'est justement ce dépôt qui définit le revenu x transformé en épargne; corrélativement, la banque II est dégagée de son passif envers les ménages: à présent, elle doit x francs à la banque II.

L'anomalie va naître dans l'opération *3*. La banque II, qui dispose de la totalité de l'épargne x, prête une somme y supérieure à x. Si le prêt était au plus égal à x, tout serait «normal». Or, si la banque II n'était pas la même personne ou le même établissement que la banque I, mais un organisme autonome, dont la fonction serait de pure intermédiation financière, elle ne pourrait pas prêter une somme supérieure à x; elle serait comme la plus belle fille du monde et ne pourrait donner que ce qu'elle a.

Le problème ne surgit que du fait de la conjonction des banques I et II dans la même institution: la réalité des faits impose cette «complexité», car toute banque de dépôt est à la fois créatrice de monnaie et médiatrice d'épargne. Il peut ainsi arriver, dans l'état actuel du monde où nous vivons, que la banque II prête effectivement une somme y sur le fondement d'une somme x de dépôts reçus, alors que y est supérieur à x.

La banque prête y à des agents quelconques; notons cependant que le prêt effectué par la banque II est postérieur à la formation chez elle des dépôts x; il est donc possible et même probable que les titulaires des épargnes x en retirent eux-mêmes une partie. Dans la somme y de la monnaie qui «sort» de la banque II, il faut ainsi compter les retraits des épargnants: y est donc la somme des retraits et des prêts. Puisque y est par hypothèse supérieur à x, la différence, $(y - x)$, est créée par la banque II.

Répétons les événements. La banque II a reçu x unités de monnaie en dépôt; or elle prête (ou restitue) y unités de monnaie, où y est plus grand que x. La chose est logiquement possible, puisque la seule règle est l'égalité des inscriptions portées à l'actif et au passif de la banque. Toute somme créée en surnuméraire $(y - x)$ figure à l'actif, où elle est la dette des emprunteurs, et au passif, où elle représente le dépôt des agents payés par les emprunteurs.

L'opération *3* peut être simplifiée. On suppose que la somme des épargnes retirées est nulle et que les emprunteurs lancent la somme y dans le paiement des entreprises. Finalement, les emprunteurs doivent y à la banque II, qui doit y à l'économie, dont x aux épargnants (T) et $(y - x)$ à l'ensemble des entreprises (qui devait x et qui a reçu y).

Etablissement unique
(la même banque de dépôt)

	banque I				*banque II*			
	actif		passif		actif		passif	
1	E	x	T	x				
2			T	− x				
2			banque II	+ x	banque I	x	T	x
3			E	+ x	emprunt.	y	E	y
3			banque II	− x			E	− x
3							banque I	+ x
4								
(bilan)		0		0	emprunt.	y	T	x
							E	y − x

L'anomalie est dans le fait que la somme prêtée (y) par l'intermédiaire financier est supérieure à la totalité des revenus disponibles (x). On voit que la somme de $(y - x)$ francs *est créée dans une émission vide,* les ménages portant, après les opérations sur le marché financier, y unités de monnaie sur seulement x unités de produit. Les entreprises vendent le produit courant contre la somme des revenus disponibles, somme qui, de x unités initialement, est portée à y unités par la banque II.

L'opération *3* est possible dans toute la mesure y, donc au-delà de x, parce que l'équivalence de l'actif et du passif est respectée en banque aussi bien pour la somme $(y - x)$ que pour la somme x. Jusqu'à concurrence de x francs, la banque II prête son encaisse, son

droit de créance sur la banque I; au-delà, la banque II crée de nouveaux dépôts pour toute la somme de monnaie qui est prêtée sans avoir été empruntée; au lieu d'être l'aliment du prêt, le dépôt $(y - x)$, au profit de E, en est la conséquence.

Au bilan des opérations *1*, *2* et *3*, on trouve que la banque I a annulé toutes ses inscriptions, tandis que la banque II ne retient à son passif que T pour la somme x (à condition que T n'ait rien emprunté et ne se confonde donc aucunement avec les emprunteurs) et E pour la somme $(y - x)$; l'actif correspondant est la dette des emprunteurs.

69. La confusion des opérations monétaires et financières est possible parce qu'elles sont pratiquées par les mêmes établissements bancaires.

Il est évident que l'émission vide ne se produirait pas si la même personne ne réunissait pas les banques I et II. C'est justement parce que la même banque de dépôt est un point d'émission et un intermédiaire financier que la confusion des opérations peut se produire: la somme $(y - x)$ est créée ex nihilo; elle est créée par une caisse d'épargne (la banque II) qui prête plus de monnaie (y unités) qu'elle n'en a emprunté (x unités).

Aucun intermédiaire financier non bancaire ne peut prêter ce qu'il n'a pas; la banque le peut; il suffit qu'elle crée en prêtant. On peut même dire qu'en l'état actuel de la réglementation comptable, la banque ne s'aperçoit pas de l'immixtion éventuelle de la banque II dans les fonctions de la banque I; étant confondues dans la même comptabilité, les opérations de création et d'intermédiation cohabitent, si bien que la banque ne connaît jamais le montant des dépôts dont elle dispose pour nourrir ses prêts sur le marché financier.

Ainsi mise au jour, la situation paraît tellement lourde de dangers que l'on est tout prêt à attribuer au fonctionnement fautif des banques la plupart, sinon la totalité, des émissions vides dont souffre l'économie. Ce jugement serait beaucoup trop sévère. En réalité, la prise en compte de trois facteurs conduit à renverser le verdict: la part des émissions vides due à l'activité bancaire est pratiquement négligeable.

70. L'immixtion des opérations monétaires dans les opérations financières est un désordre bénin.

Ne donnons les trois «attendus» que sous une forme cursive.

1. Dans la mesure où la création monétaire est appuyée sur le produit, la monnaie est incapable de sortir du circuit de sa banque émettrice, sinon dans des opérations compensées, la banque devenant créditrice et débitrice des autres banques pour un même montant. En effet, l'écoulement du produit attire vers la banque la monnaie même qu'elle avait créée.

2. Dès que la création monétaire excède la production, la banque s'expose à la probabilité de perdre l'excédent au profit des autres banques. Cette probabilité sur la totalité de l'excédent est une certitude sur sa partie: une part, si petite soit-elle, de la monnaie créée en excès se retrouve dans les autres banques. Il s'ensuit que toute création de monnaie dans une opération d'intermédiation (donc toute création fautive) finit par endetter la banque émettrice. Etant soumise à la «règle d'or» de l'équilibrage de ses comptes, la banque veille à ne pas provoquer l'ouverture de son circuit: elle agit, expérimentalement, dans ses opérations quotidiennes, de telle sorte que son circuit soit toujours fermé. Les ajustements journaliers, négatifs et positifs, maintiennent la somme des créations monétaires à leur niveau logiquement permis. Finalement, les émissions bancaires sont toutes pleines.

3. *Le troisième argument est de loin le plus important.* Toute opération de crédit ordinaire est à somme nulle dans le temps. Ainsi, en chaque période, le montant des prêts excédentaires est diminué par le dénouement des prêts excédentaires venus à échéance. Autrement dit, les émissions vides dues à l'activité bancaire *ne sont pas cumulatives dans le temps.* Si, dans le passé, d'importantes fuites s'étaient produites dans le circuit d'une banque, ce qui est déjà peu vraisemblable, ces fuites, même totalement renouvelées dans la période considérée, n'y auraient aucun effet, car elles y seraient compensées par la conséquence des fuites antérieures. Les émissions vides d'origine bancaire ne seraient redoutables que si les créations excédentaires de monnaie (opérées dans les intermédiations) étaient soumises à une croissance ininterrompue. L'observation de la réalité fait apparaître un

tout autre comportement: averties, par les endettements induits, de leurs éventuelles erreurs passées, les banques les redressent au lieu de les aggraver.

En conclusion, les émissions vides n'auraient aucune réalité digne d'intérêt s'il fallait les attribuer exclusivement à l'imperfection de la réglementation comptable imposée aux banques. Il est exact que, dans son état actuel, la comptabilité à partie double n'est pas suffisamment compartimentée en banque, pour y laisser apparaître la distinction analytiquement certaine des opérations, selon qu'elles créent ou transmettent la monnaie. Mais la confusion qui en résulte comporte ses propres remèdes et il faut chercher ailleurs la véritable origine des émissions vides.

XIX. DEUXIÈME CAS BÉNIN DES ÉMISSIONS VIDES: L'INVESTISSEMENT NET

Nous abordons ici l'étude du «cœur du capitalisme».
Afin d'assurer un bon départ à l'analyse de la pathologie, car elle n'existe pas seulement dans les idéologies mais dans les faits, où elle prend aux yeux de tous l'aspect de la hausse des prix et de la persistance d'un grave chômage, il est bon de résumer le mécanisme de l'investissement net, logiquement réductible à la formation d'un capital-temps.

Rien ne permet encore de conclure à l'existence d'une anomalie ou d'un désordre. Cependant, l'approfondissement de l'analyse révèle la nature double de l'investissement net; il introduit les émissions vides dans le fonctionnement de l'économie nationale.

71. La nature double de l'investissement net

Rappel de la «première nature» de l'investissement net: il est la formation d'un capital-temps.

L'accumulation du capital-temps simple – due à l'épargne des salaires non transformés en profits – est une opération (positive, négative ou nulle) qui se situe à l'intérieur de chaque période de production, entre les bornes définies par deux émissions successives

de salaires. C'est dire que l'opération considérée implique une seule période à la fois. Si les titulaires de revenus accumulent une partie de leurs gains courants, ils accumulent du capital-temps; l'accumulation est nette dans la société, à condition que les épargnes courantes l'emportent sur les «désépargnes» courantes.

L'investissement net est une accumulation de capital-temps un peu plus complexe. Cette fois, il faut logiquement faire porter le raisonnement sur deux périodes distinctes: le profit est formé à partir des salaires d'une période, et il est dépensé dans l'émission des salaires d'une autre période. Il est en effet inconcevable que, puisé dans les salaires d'une période, le profit soit investi dans les salaires de la même période. Nous connaissons déjà bien les raisons de l'impossibilité. Mais comme nous sommes en présence d'un fait vraiment curieux, ne craignons pas trop de nous répéter.

Dans la période *p,* 100 unités de salaires sont produites par l'économie nationale. De ces 100 unités, on suppose que 20 unités sont formées en profits. Dès lors, il faut conclure à l'existence d'une «fourche théorique».

– Si les 20 unités de salaires gagnées en profits nourrissent les dividendes (ou tout autre revenu non salarial), formés à l'extérieur des entreprises, les biens réels correspondants – biens-dividendes – sont la cinquième partie du produit de la période *p.* En effet, les entreprises sont finalement confrontées à l'existence de 100 unités de salaires, dont 20 unités redistribuées, pour un produit réel lui-même compris dans 100 unités de monnaie. La dépense des salaires, 80 unités d'un côté et 20 unités de l'autre, définit l'écoulement du produit de la période *p,* à l'ensemble des titulaires des revenus, salariaux et non salariaux.

– Tout est profondément différent si, au lieu d'être redistribuées, les 20 unités de salaires gagnées en profits alimentent les investissements nets, c'est-à-dire les dépenses au bénéfice des firmes. (Notons encore une fois que l'analyse de cette nouvelle situation est inchangée dans le cas où les salaires gagnés en profits sont dérivés du marché financier; les obligations achetées par les travailleurs «avancent» les profits des firmes.) Cette fois, la dépense est un mouvement très particulier, dont l'ensemble des entreprises (E) est à la fois le tenant et l'aboutissant. Tout investissement net est une dépense de

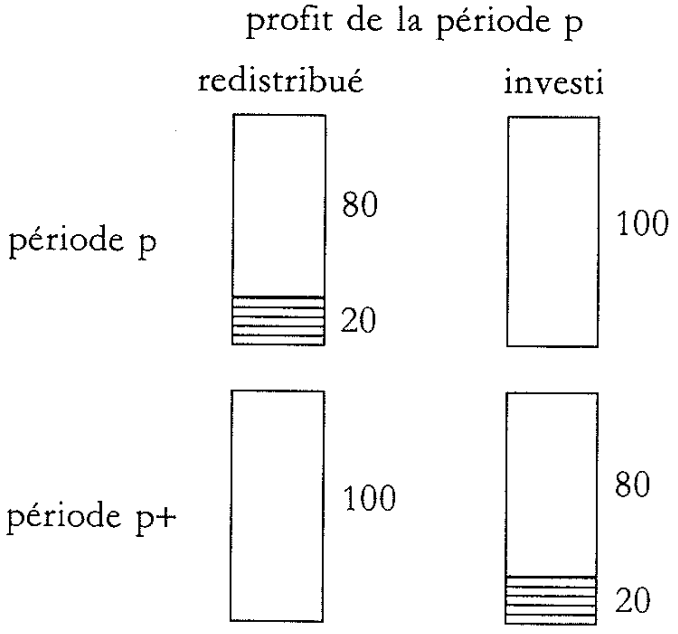
E sur *E*. Supposons que, faute de prendre conscience de l'originalité de la nouvelle situation, le théoricien maintienne la conclusion précédente, en situant l'investissement dans la période même où les salaires gagnés en profits sont formés. Le savant s'aperçoit rapidement qu'il a fait fausse route, car la somme des profits ne peut être que nulle dans ces conditions. La production de la période *p* apporte 100 unités de salaires; si l'investissement des 20 unités de profits signifie l'achat d'une partie du produit de la période *p*, on voit que la somme des ventes de ce produit est égale à son coût de production total (en unités de salaires). Il s'ensuit bien que le profit est nul. Si, dans la réalité, le profit investi est évidemment positif, c'est qu'elle respecte la logique: les firmes investissent leurs profits de la période *p* dans la production d'une période ultérieure.

Etant un surplus, le profit d'une période ne peut être investi que dans une production *subséquente*.

Les termes de la «fourche théorique» se prêtent donc à la reformulation suivante.

– Les profits *redistribués* sont des revenus formés et dépensés dans la production de la même période.

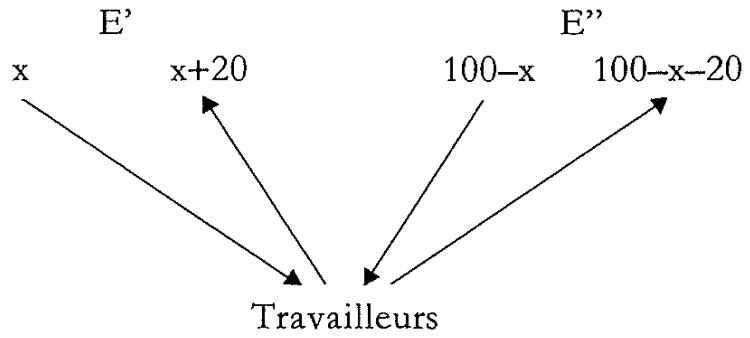
– Les profits *investis* sont formés dans la production d'une période et dépensés dans la production d'une autre période.



Dans les deux cas, la production est égale à 100 unités de salaires par période. Quand le profit est redistribué, le profit réel de la période p est la partie (hachurée) du produit de p. C'est ainsi que la production de la période ultérieure, p^+, ne comporte dans le versement des salaires aucune dépense du profit précédent. Si le profit est investi, ce sont au contraire les versements de salaires de la période p qui sont exempts de toute dépense du profit de p: les 20 unités de profit sont maintenant la partie (hachurée) des 100 unités de salaires versées en p^+.

(Une petite difficulté se présente encore; les produits de p et de p^+ sont bien entendu interchangeables; il est donc possible que les entreprises choisissent les biens d'investissement (l'accroissement de leur capital instrumental) dans le produit de p; il n'empêche que, même alors, les biens d'investissement sont achetés par la dépense des profits dans l'émission des salaires de p^+: le capital formé en p^+ est simplement échangé «par avance» et aux prix du marché contre un produit équivalent de la période p.)

L'opposition des cas est parfaite; le profit *redistribué* est rétroactivement dépensé lors de la formation des salaires gagnés en profits; en revanche, le profit *investi* définit un capital-temps irréversible; face au profit investi, 20 unités du produit de la période p sont de force épargnées.



Les firmes réalisant le profit sont *E'*; on constate la formation corrélative en *E''* d'une épargne en biens-salaires, égale à 20 unités. Equivalente aux salaires captés dans les profits investis, l'épargne des biens-salaires est un capital-temps définitif, la production de la période p^+ (à concurrence de 20 unités) n'étant pas l'annulation de

cette épargne, mais seulement la conversion de son objet; les biens-salaires sont remplacés au sein de l'épargne par le capital fixe.

En sa première nature, d'une évidente innocuité, l'investissement net n'est donc qu'une forme plus complexe de l'accumulation du capital-temps.

La «deuxième nature» de l'investissement net: il est une émission vide.

C'est ici que la démonstration commence à être un peu difficile.

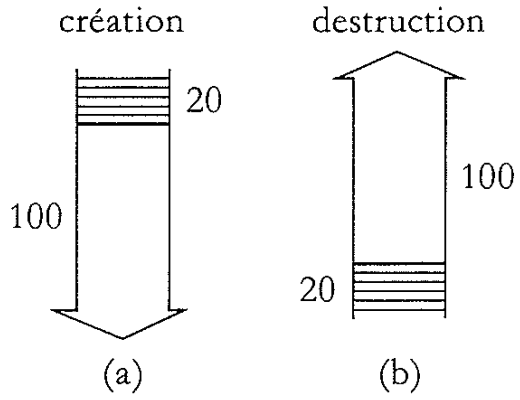
Aussi longtemps que le théoricien n'a devant ses yeux que les salaires et les profits redistribués, il ne peut connaître sur le marché des services producteurs que des opérations d'un type unique, toute émission de salaires étant, dans ces conditions, un achat nul sur le marché des produits. La dépense sur le marché des services producteurs des profits redistribués est prélevée sur le marché des produits.

Précisons bien les données de l'«expérience» qu'il s'agit de conduire. On ne considère pas la rétroaction de la dépense des salaires sur l'opération de leur formation, car la rétroactivité de la destruction des salaires est étrangère au propos actuel. Si l'on introduit néanmoins une rétroaction, elle concerne seulement la partie des salaires captée en profits: dès que le profit est pris en compte, on ne peut pas, en effet, faire abstraction des salaires dépensés et détruits par sa formation. On trouve donc en tout état de cause – même pour les profits redistribués – que la formation des profits définit un achat dès l'émission des salaires, un achat sur le marché des produits.

Toutefois, et c'est là l'essentiel, si la formation des profits introduit des achats positifs dans le paiement des salaires, la dépense finale des salaires est *diminuée d'autant.* Les salaires dépensés sur le marché des services producteurs ne le seront plus sur le marché des produits. Le théorème énoncé est ainsi démontré dans son domaine de validité. Aucune émission de salaires ne définit un achat additionnel sur le marché des produits.

Reprenons l'exemple souvent proposé.

Emission des salaires de la période *p*



Les parties hachurées sont, pour *a,* la dépense des profits comprise dans la création des salaires et, pour *b,* la création des profits comprise dans la dépense des salaires. Après *compensation,* on constate que les salaires sont formés dans un mouvement pur de toute destruction de revenus et, symétriquement, que les salaires sont dépensés dans un mouvement exempt de toute création de revenus.

On retrouve ainsi l'enseignement, dont le domaine de validité est par là même circonscrit, selon lequel la formation et la dépense des profits sont un circuit au sein du circuit des salaires.

Ainsi, après l'émission des 100 unités de salaires, 100 unités de revenus sont disponibles sur le marché des produits; réciproquement, après dépense de ces revenus, on constate que les achats finals sur le marché des produits se réduisent à la somme de 100 unités de salaires. La formation et la dépense des profits redistribués n'ajoutent strictement rien à la somme des dépenses constatées sur le marché des produits.

Le lecteur devine a contrario à quelle conclusion l'analyse va incessamment le conduire: l'investissement du profit est un achat *additionnel* sur le marché des produits.

La preuve en est rigoureuse. Elle tient en deux volets.

1. Destinés à l'investissement, les profits ont le pouvoir d'acheter du travail.

Ni les salaires ni les profits redistribués ne donnent à leurs titulaires le moyen de mobiliser à leur bénéfice le travail d'autrui. Les

agents ont seulement la possibilité de prélever le produit, les biens dont la production déjà faite a précisément suscité les revenus, salariaux et autres.

Or, le profit est investi dans une opération tout à fait originale; il achète le travail; il en est la rémunération. Cette fois, le travail est lui-même une marchandise; il est acheté par la transformation des profits en nouveaux salaires: si, sur 100 unités de salaires émis dans la période p^+, 20 unités le sont à partir des profits formés sur le produit antérieur, en investissant ainsi les profits, les entreprises achètent une fraction du travail de la période p^+, exactement pour la cinquième partie de la population active en p^+ (mesurée en unités de salaires). Dans son investissement, le profit est pouvoir d'achat sur le travail humain.

Passons au second volet.

2. L'achat du travail est identiquement l'achat du produit du travail. En effet, en achetant l'activité des travailleurs, à concurrence de 20 unités de salaires, les entreprises achètent dans le même mouvement le produit de cette activité, les biens réels dans la mesure de 20 unités de salaires. Les biens acquis dans l'achat de l'activité des travailleurs définissent le capital fixe.

En réunissant les informations comprises dans les deux volets, on trouve ce qu'il fallait chercher. Dans la période p^+, l'émission des salaires est de 100 unités, alors que la somme des achats finals correspondante est de 120 unités de salaires. Les titulaires de revenus disposent de 100 unités de salaires (partiellement redistribuées en intérêts, rentes et dividendes); de leur côté, les entreprises ont déjà dépensé 20 unités de salaires sur le marché des produits, dépense comprise dans l'émission des 100 unités de salaires.

Où se trouve l'achat excédentaire? La réponse est déjà faite; il est dans *le paiement des salaires à partir des profits.* L'émission des 100 unités de salaires en p^+ n'est pleine qu'à concurrence de 80 unités; pour le reliquat, elle est *vide* parce que le produit de la cinquième partie des travailleurs employés a déjà été acheté dans l'émission même des salaires.

Les titulaires des 100 unités de revenus créés (et déposés dans le temps) en p^+ n'ont le pouvoir d'acheter que 80 unités du produit de p^+; la différence est le capital fixe accumulé par les firmes. On

constate bien que dans les 100 unités de salaires émises, 20 unités sont vides (de produit).

En d'autres termes, bien qu'il soit émis en 100 unités de salaires, le produit de p^+ n'est déposé que dans 80 unités de salaires, la différence étant l'accroissement immédiat du capital fixe accumulé dans les entreprises.

L'émission des salaires est *pleine* quand la formation des salaires ne coïncide pas avec la dépense des profits. L'émission des salaires est au contraire *vide* dans la mesure où elle s'identifie à la dépense des profits, condition qui est réalisée dans l'investissement des profits.

Notons bien que l'émission vide n'est pas la rémunération d'un pseudo-travail. L'activité de la période p^+ produit une mesure de 100 biens nouveaux, dont les travailleurs ne reçoivent que 80 unités dans leurs salaires de 100 unités de monnaie. Les biens-capitaux ne sont déposés ni dans les salaires monétaires ni dans le temps; ils sont au contraire directement appropriés par les firmes.

Il reste à prouver le caractère bénin de l'émission vide quand elle est définie par l'investissement net.

72. *L'investissement net est une émission vide bénigne, car les salaires perdus sont compensés.*

La production de la période p engendre le profit; la production de la période p^+ l'investit. On voit ainsi que l'effet produit sur les salaires est compensé.

Les salaires émis en p^+ ne contiennent pas les biens-capitaux qui y sont produits. Cependant, les salariés payés en p^+ s'emparent des biens-salaires épargnés sur le produit de p, lors de la formation du profit. Finalement, les salaires émis en p^+ correspondent à 100 unités de produits, 100 unités de biens-salaires, dont 20 unités proviennent de la production antérieure (p).

Il reste vrai que la production de p^+ comprend une émission vide, mais elle est inoffensive puisque les biens-capitaux instantanément retirés des salaires réels (100 unités de salaires ne conservant que 80

unités de pouvoir d'achat) sont exactement compensés par les biens-salaires épargnés.

En dernière analyse, les 100 unités de salaires nouveaux ont 100 unités de pouvoir d'achat.

Bien que l'investissement soit une émission vide inoffensive, il prépare les émissions malignes, qui existent du seul fait de l'amortissement du capital fixe.

XX. BÉNIGNE EN ELLE-MÊME, L'ÉMISSION VIDE DÉFINIE PAR L'INVESTISSEMENT NET EST LOURDE DE CONSÉQUENCE; ELLE SE TRADUIT PAR L'«EXPROPRIATION» DES TITULAIRES DE REVENUS (Y COMPRIS LES PROFITS): LE CAPITAL FIXE LEUR ÉCHAPPE.

Si la production des biens-capitaux était une émission pleine, la demande excédentaire due à l'investissement serait nulle. Or, dans la réalité des faits, la demande excédentaire est positive, nous l'avons établi. On serait tenté de la réduire en lui donnant pour aliment les biens-salaires d'abord épargnés. Mais le procédé serait incorrect, car une partie des biens-salaires serait alors achetée deux fois, déjà dans la formation des profits (l'action d'épargner étant un achat), puis dans leur investissement. Dès que les doubles emplois sont évités, il apparaît bien que l'investissement définit une demande excédentaire positive et irréductible. Quelle est, au juste, sa signification?

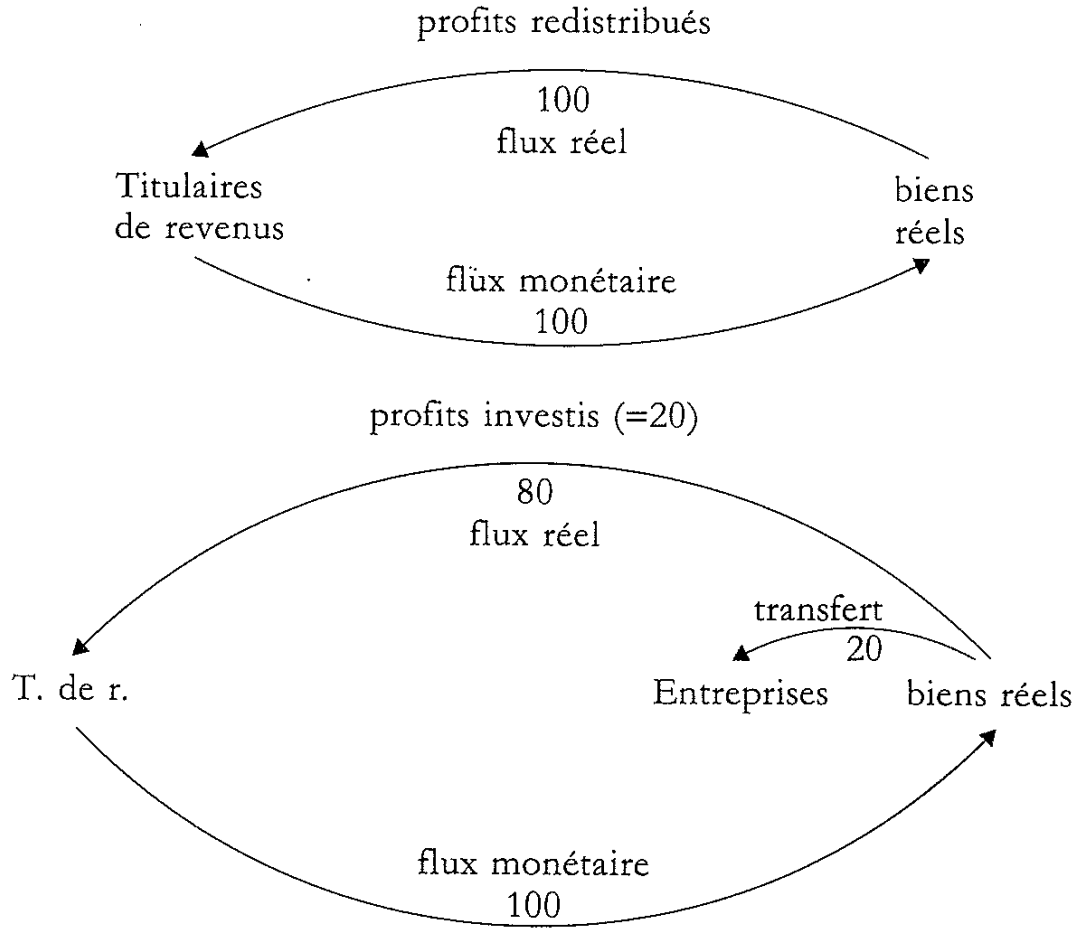
73. Signification de l'investissement net en tant qu'émission vide: les titulaires de revenus perdent la propriété économique des moyens de production.

On la découvre facilement si l'on part de la situation inverse, où l'investissement ne définirait aucune demande excédentaire.

Situation imaginaire. Tout le produit de la période p (100 unités) est acheté par les titulaires de revenus, qui en épargnent 20 unités. L'épargne réelle est utilisée comme «fonds des salaires»; la consommation de l'épargne réelle se traduit ainsi en une production (en p^+) de biens-capitaux. En fin de compte, le revenu national est entièrement consommé, R = C, car la catégorie de la consommation

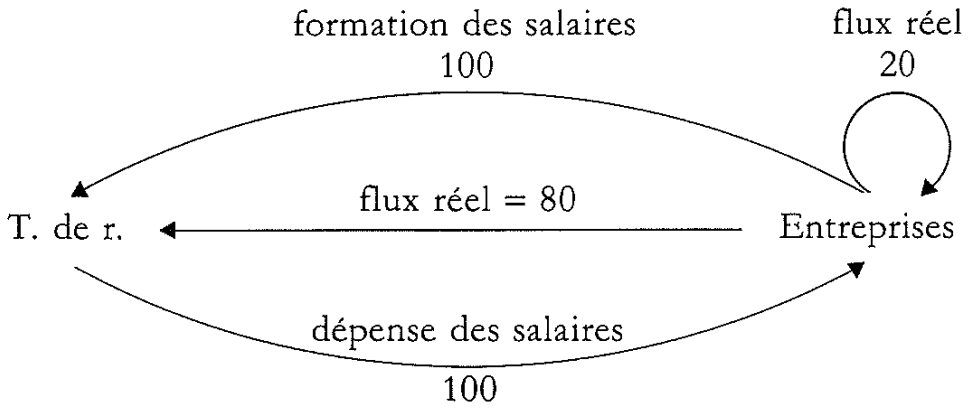
comprend l'investissement, la consommation productive. Dans les deux périodes (p et p^+), 200 unités de produits sont consommées, dont 20 productivement, c'est-à-dire pour la production du capital instrumental.

Situation réelle. Dès le départ, la divergence apparaît. Dans la mesure où les salaires sont transformés en profits, ils échappent aux titulaires de revenus. Dès lors, deux éventualités se présentent. Si les profits sont redistribués, les titulaires de revenus récupèrent leur perte, les salaires diminués étant compensés par les dividendes. Quand les profits sont investis, la dépossession des titulaires de revenus est au contraire *définitive.*



Téléologiquement, tout est achevé dès la formation des profits, du moment qu'ils seront investis. L'émission vide remonte à la forma-

tion des profits. Dans la période *p*, les travailleurs qui ont obtenu 100 n'ont en réalité obtenu que 80, car, rétroactivement, il est vrai qu'ils n'ont pas obtenu les 20 unités de salaires dénaturés en profits. L'émission vide constatée en p^+ dans la dépense des profits, leur investissement, n'est que la répétition (non cumulative) de l'émission vide initiale, dont l'événement est en *p*.



Bien que l'émission des salaires soit la formation-dépense de 100 unités de monnaie, *seulement 80 unités de biens réels sont «acheminées» aux titulaires de revenus par le flux monétaire.* Les travailleurs obtiennent une monnaie *pleine* (= 80) et une monnaie *vide* (= 20). Il en résulte que la catégorie de la consommation n'épuise plus le revenu national puisque la consommation de 100 unités de salaires ne définit qu'un flux réel de 80 unités. L'investissement est *additif:* R = C + I = 100 + 20. On note la confirmation du fait que l'investissement est une émission vide, puisque le produit total de la période est mesuré par 100 et non par 120 unités de salaires.

L'émission vide constituée par *l'investissement net a ainsi une signification univoque.* Le produit total est mesuré dans les 100 unités de salaires pleins d'abord créées par la production nationale. Le profit investi étant égal à 20 unités de monnaie, les entreprises prélèvent immédiatement (à l'instant du paiement des salaires) une mesure de 20 unités de biens réels. Ce prélèvement laisse les salaires *monétaires* intacts; il ne diminue que le produit dans les salaires monétaires. Le produit prélevé au sein de la monnaie est retiré aux ménages, *pour être définitivement approprié par une «non-personne», l'ensemble désincarné des entreprises du pays.*

Dans la mesure où il est perdu par les titulaires de revenus, le produit nourrit le *Minotaure,* le *Capital.*

Résumons. Si le capital fixe était approprié par l'ensemble des ménages anonymes, il ne proviendrait pas d'une émission vide et, surtout, il n'en provoquerait aucune. Comme, dans la réalité de nos sociétés, le capital fixe est issu d'une émission vide, sa formation crée une catégorie autrement inconnue, celle de l'ensemble des entreprises en tant que *«non-personnes».*

Comprenons bien que si le profit n'existait pas, ou si l'investissement des profits ne définissait pas une émission vide, les entreprises seraient des personnes: elles s'identifieraient à leurs actionnaires.

La catégorie des *«non-personnes»* est introduite par une *pathologie,* l'investissement net étant une fausse émission. La notion d'expropriation des titulaires de revenus ou, identiquement, de l'appropriation privée des moyens de production, prend ainsi sa véritable signification, *économique;* privé du nouvel outil d'analyse, c'est-à-dire de la théorie des émissions, le théoricien avait sans doute l'intuition du dysfonctionnement, mais il ne pouvait encore le formuler qu'en ses termes *juridiques.* La solution n'est pas du tout la même des deux côtés. Nous y reviendrons.

Mais, dès maintenant, il est clair que son efficacité sera nulle si elle se tient au niveau de l'attribution des droits de propriété. Aussi longtemps que subsisteront les émissions vides, l'économie devra vivre avec sa maladie.

CHAPITRE IX

C'EST JUSTEMENT PARCE QUE LE CAPITAL FIXE EST LA PROPRIÉTÉ D'UNE NON-PERSONNE (L'ENSEMBLE DÉSINCARNÉ DES ENTREPRISES), QUE SON AMORTISSEMENT SUSCITE LES ÉMISSIONS MALIGNES.

XXI. L'ADDITIVITÉ DE LA CONSOMMATION ET DE L'INVESTISSEMENT

A première vue, la différence des écritures semble banale, selon que le revenu national est donné dans la seule consommation ou dans l'addition de la consommation et de l'investissement.

(1) $R = C$
(2) $R = C + I$

On sait que dans l'histoire de la pensée, même récente, de nombreux auteurs ont préféré la première formule, seuls les biens de consommation étant achevés; les biens d'investissement sont intégrés dans la préparation des vrais biens, dans la phase de leur élaboration. Cette intuition est aujourd'hui confirmée par la logique des émissions.

La définition *2* n'est pas une simple variante de la définition *1*.

L'expression nominale ou monétaire du revenu national n'est pas la même des deux côtés.

(1) $R = C = 100$
(2) $R = C + I = 120$

De nouveau, l'observation superficielle conduit à l'erreur. Il serait naïf de penser que la dépense d'investissement est une addi-

tion *réelle* à la consommation. En fait, mesuré en unités de salaires, le produit total est invariant, si bien qu'il faut écrire l'équation suivante.

(2) $$R = C + I = 120 \text{ en monnaie}$$
$$= 100 \text{ en unités de salaires}$$

74. L'investissement est une addition purement nominale.

L'investissement est additif à la consommation pour la seule raison que les émissions vides sont additives aux émissions pleines.

L'ordre exigerait donc que l'investissement soit une «catégorie-gigogne» de la consommation, comme les profits sont une catégorie-gigogne des salaires.

Le dysfonctionnement étant installé dans les faits, il est vrai que sa gravité paraît douteuse, puisqu'il importe peu que le capital instrumental soit la propriété des titulaires de revenu anonymes plutôt que du Capital; de toute façon, les instruments de production ne peuvent pas fonctionner au sein des ménages.

Même la disparité des grandeurs nominales (120) et des grandeurs réelles (100) ne paraît pas menaçante, la demande excédentaire ne signifiant en fin de compte que ce mouvement additionnel déjà reconnu: l'absorption par le Capital des profits investis 20.

Or, la maladie va prendre sa vraie dimension – manifeste dans l'inflation et le chômage – dès l'étape suivante, l'amortissement du capital fixe.

XXII. L'AMORTISSEMENT DU CAPITAL FIXE

75. Aperçu historique de la question

Depuis Quesnay et Smith, les théoriciens ont pressenti la très grande importance de l'amortissement du capital au sein du mode de production. On sait aussi que Marx a donné une grande attention à

l'amortissement du capital constant, *c*, auquel il consacre d'interminables développements, le retenant comme un facteur explicatif essentiel de la valeur du produit de chaque période. Enfin, au chapitre 6 de la *Théorie Générale*, dont l'objet n'est autre que la définition du revenu national, Keynes introduit le concept du «user cost», dont l'interprétation suscite encore aujourd'hui un vif intérêt, tout en posant d'énormes problèmes.

Dans ce qui suit, nous essaierons de nous rattacher à la haute tradition. Les grands auteurs ne s'y sont pas trompés. Comme le capital est au cœur du capitalisme, l'amortissement du capital, notamment de sa partie fixe, est au cœur du capital. La théorie des émissions apporte à cet égard à la fois confirmation et éclaircissement.

76. L'origine du dysfonctionnement est dans l'investissement du profit.

Procédons avec la rigueur requise dans un domaine aussi difficile.

Il est primordial de partir d'une loi de la logique, amplement établie dans ce qui précède, exigeant que tout profit non redistribué soit dépensé sur le marché des services producteurs, la différence des revenus salariaux et non salariaux qui, des mains de leurs titulaires, ne peuvent couler que vers le marché des produits.

Autrement dit, l'entreprise titulaire des profits (non redistribués) n'est pas un titulaire de revenus parmi les autres, mais cette «non-personne» dont nous avons parlé.

Investis, les profits sont nécessairement dépensés sur le marché des services producteurs, où ils achètent du travail: ils sont résolus dans la rémunération des travailleurs employés à produire les biens dans lesquels les profits monétaires sont convertis (ce qui permet, bien entendu, la libre permutation des biens-capitaux, aux prix du marché, dans l'échange généralisé).

Nous avancerons de la façon suivante. Nous retrouverons d'abord la loi que nous venons de rappeler, afin qu'elle «vive» dans nos esprits. Puis nous construirons le circuit de la création et de la destruction des salaires, compte tenu de l'amortissement du capital

fixe. Nous en induirons la division de l'économie industrielle en deux sections, dont l'une produit les biens-salaires dans les émissions pleines, et l'autre les *biens-profits* stricto sensu, dans les émissions vides.

77. Révision. La dépense des profits est logiquement une opération sur le marché des produits pour tout profit redistribué et, au contraire, une opération sur le marché des services producteurs pour tout profit investi.

La preuve la plus forte repose simplement sur l'identité de la personne qui dépense le profit.

Pour tout profit *redistribué,* la formation du profit est une dépense «prolongée» par les entreprises. Dans ces conditions, le profit est, aux mains de ses titulaires, une monnaie positive suscitée par la formation d'une monnaie négative égale chez les entreprises; c'est justement la monnaie négative ainsi formée qui annule le profit en entreprise, afin de le redistribuer. Dès lors, la dépense du profit transféré est, comme pour tout revenu, la rencontre des deux monnaies, positive et négative. La dépense des intérêts, dividendes, rentes, dégage le produit réel correspondant, qui quitte la monnaie à l'instant où elle est détruite.

Pour le profit *non redistribué,* l'analyse ne peut pas être la même. Cette fois, la question est logiquement plus complexe, car l'ensemble des entreprises (E) est à la fois le «lanceur» et le «receveur» de la dépense du profit. Il s'agit donc d'expliquer la dépense de E sur E, tout en évitant bien sûr la contradiction dans les termes.

La solution existe mais elle est unique: il faut et il suffit que la dépense du profit soit l'achat d'un travail. Encore doit-on préciser que la dépense sur le marché des services producteurs, ainsi financée par le profit, est nette. On arrive enfin à un critère vraiment accessible.

1. Dans le cas des profits *redistribués,* la somme des dépenses sur le marché des produits est égale à la somme des dépenses correspondantes sur le marché des services producteurs.

2. Dans le cas des profits *investis,* la somme des dépenses sur le marché des produits est supérieure (du montant de l'investissement)

à la somme des dépenses correspondantes sur le marché des services producteurs.

La formulation du critère est donc la suivante. La dépense des profits non redistribués est une demande *excédentaire;* la dépense des profits redistribués est une demande *comprise* dans la dépense des salaires.

A présent, on peut développer l'analyse, pourvu que l'on prenne la résolution de la maintenir à tout instant dans la ligne de la logique contraignante: tout profit investi est pris dans une dépense de E sur E, et toute dépense de E sur E est une demande excédentaire sur le marché des produits, exercée par la médiation des dépenses sur le marché des services producteurs.

Ainsi armés, nous pouvons attaquer le problème de la construction du circuit en présence de l'amortissement du capital fixe.

XXIII. CIRCUIT DES SALAIRES EN PRÉSENCE DE L'AMORTISSEMENT DES CAPITAUX FIXES

78. L'amortissement est une opération complexe parce que les biens d'investissement n'appartiennent pas aux ménages.

Soit a le montant des salaires émis dans la période pour la production des biens d'amortissement. Etablissons d'abord le circuit comme si les biens d'amortissement étaient des biens-salaires au sens strict. Les salaires a (partiellement redistribués en revenus non salariaux) seraient alors dépensés pour l'achat des biens d'amortissement. Le circuit serait «smithien».

Il est vrai que, même d'après cette solution simple, les salaires gagnés dans la production des biens d'amortissement sont dépensés pour l'achat de biens-salaires (produits à l'aide des capitaux fixes amortis). L'achat des biens d'amortissement est donc indirect: le profit brut gagné dans la vente des biens-salaires permet aux firmes d'acheter les biens d'amortissement.

Pourquoi l'économie nationale ne fonctionne-t-elle pas selon ce schéma?

La raison en est que les capitaux fixes ne sont pas la propriété économique des ménages. Rappelons que l'investissement net est une émission vide, dont l'effet est de priver l'ensemble des titulaires de revenus de la propriété du capital. L'amortissement du capital fixe ne suivrait la logique de Smith que si le capital était fixé au sein des ménages (tout en restant, bien entendu, déposé dans les firmes afin d'y servir de moyen de production).

L'observation fidèle de la réalité impose donc une autre explication. Gagnés dans la production des biens d'amortissement, les salaires *a* ne peuvent pas être dépensés par leurs titulaires pour l'achat de ces biens, car les ménages ne peuvent pas joindre les biens d'amortissement aux capitaux fixes, qu'ils ne possèdent pas.

Il est clair, cependant, que le circuit des revenus créés par la production des biens d'amortissement est aussi «parfait» que les autres circuits monétaires.

Il faut donc poursuivre la recherche, afin de déceler le canal exact par lequel les revenus *a* refluent finalement dans les achats des biens d'amortissement.

79. L'amortissement du capital fixe suppose la transformation en titres financiers de la partie correspondante du revenu des ménages.

Une idée intéressante se présente; les titulaires de revenus ne peuvent acheter directement les biens d'amortissement puisque le capital fixe ne leur appartient pas. Mais l'obstacle ne serait-il pas levé si les biens d'amortissement leur parvenaient finalement sous la forme de titres financiers?

Il semble bien que oui. Mais avant de le confirmer, rappelons brièvement le seul cas que nous connaissions jusqu'à présent, où les travailleurs sont payés avec des titres et non en monnaie.

Il s'agit de l'investissement net. Payés au moyen des profits, les travailleurs obtiennent un revenu vide et, en compensation, un titre sur les biens-salaires épargnés par la captation antérieure de salaires en profits.

Or, si les travailleurs obtenaient pareillement des titres sur les biens d'amortissement, il serait logique de dire qu'ils en seraient d'emblée les propriétaires. L'échange des titres contre les biens ne

présenterait plus aucune difficulté. Logiquement incapables de porter leurs revenus sur les biens d'amortissement (puisque, encore une fois, ils ne sont pas les propriétaires des capitaux fixes), les titulaires seraient à même d'acheter les biens d'amortissement par la simple conversion de leurs titres à ces biens.

La seule difficulté est alors dans l'explication initiale: les travailleurs, producteurs des biens d'amortissement, reçoivent-ils effectivement des salaires qui, au lieu d'être des revenus, sont finalement des titres sur les biens d'amortissement?

Examinons la production (de la période), divisée en a et a', a étant le produit en biens d'amortissement et a' le reste du produit, mesurés en unités de salaires. Procédons en «temps de raisonnement». Lorsque la recherche sera achevée, les différents temps pourront être contractés dans l'établissement d'un seul et même circuit, le circuit des salaires de la période considérée.

Dans un premier temps, il est certain que les salaires a sont des revenus comme les salaires a'. En effet, la production courante des biens d'amortissement n'est pas financée par un «fonds des salaires» ou par des salaires antérieurement captés en profits.

Dans un deuxième temps (de réflexion), il apparaît que les revenus a ne refluent pas pour l'achat des biens d'amortissement; ils ne le peuvent pas: la chose est acquise. La logique stricte impose donc l'information suivante: la dépense des revenus a crée un profit monétaire sur les entreprises qui vendent le produit a'. Les produits dont le coût (salarial) est égal à a' sont échangés contre les revenus $a' + a$.

Le troisième temps est une conséquence directe du second. Toute la théorie du profit enseigne que les profits a réalisés dans la vente du produit a' provoquent la partition de ce produit: pour la partie a de a', les travailleurs produisent au profit des firmes, seule la partie complémentaire, $a' - a$, définissant leurs salaires réels.

On est déjà très proche de la conclusion.

Les salaires a mordent dans les salaires a'. Si le produit a n'était pas en biens d'amortissement, les travailleurs employés à produire a' percevraient des salaires réels égaux à a'. Etant donné que le produit a est défini en biens d'amortissement, les producteurs de a' perçoi-

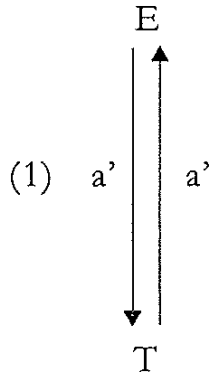
vent des salaires monétaires égaux à *a'* mais des salaires réels égaux à (*a'* – *a*) seulement.

La diminution des salaires émis dans la production de *a'* est inévitable puisque les travailleurs employés à produire les biens d'amortissement dépensent leurs revenus en concours avec les travailleurs producteurs des autres biens. Encore une fois, des revenus d'un montant total de (*a'* + *a*) unités de salaires sont dépensés dans les achats finals du produit *a':* il s'ensuit nécessairement que les producteurs de *a'* ne perçoivent pas la totalité de leur produit en salaires, mais seulement sa partie (*a'* – *a*).

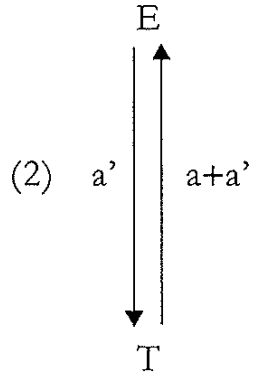
Réunissons les éléments d'explication dont nous disposons déjà. Les salaires *a* sont d'abord des revenus. Puis ils sont dépensés, en concours avec les salaires *a'*, pour l'achat du produit *a'*. Dès lors, les salaires *a* figurent sous une nouvelle identité au sein des revenus gagnés dans la production des biens *a'*.

Montrons en deux schémas comparatifs très simples la production de a', avant et après la prise en considération de la production des biens d'amortissement.

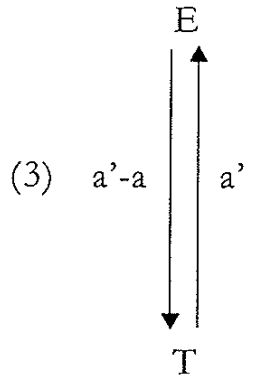
production a'
avant la prise en considération
de la production des
biens d'amortissement



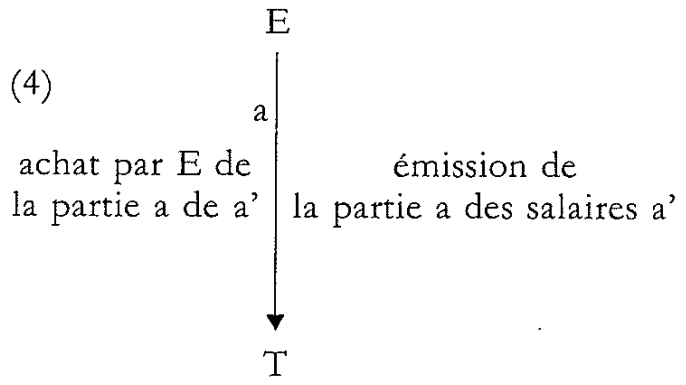
production a'
après la prise en considération
de la production des
biens d'amortissement



Le schéma *2* n'est pas définitif, car il est formellement impossible qu'un reflux de (*a* + *a'*) corresponde à un flux égal à *a*. La solution correcte est de retirer *a* des deux côtés.



L'interprétation du schéma *3* est évidente: les titulaires de revenus dépensent *a'* pour acheter (*a'* – *a*). Il reste vrai qu'en plus des biens d'amortissement, l'économie produit *a'* et non (*a'* – *a*). La différence, égale à *a,* est un achat de biens sur le marché des services producteurs: elle définit la dépense, de *E* sur *E,* du profit *a* dans l'émission de la partie *a* des salaires *a'*. En effet, le profit *a* n'est pas redistribué; s'il l'était, les biens d'amortissement ne pourraient être payés.



Il n'est pas douteux que la principale difficulté d'intellection est représentée par le schéma *4*. Toutefois, la théorie est univoque. Dès qu'un salaire déjà constitué est lancé dans une émission de salaires, le paiement est un flux identiquement présent sur les deux marchés: la dépense *a* du schéma *4* est tout à la fois et dans le même mouvement une émission de salaires et un achat sur le marché des produits. L'analyse des investissements nets nous a bien préparés: dans la mesure où les entreprises lancent des salaires dans le paiement des

salaires, comme dans le schéma *4,* elles achètent directement le produit des salariés. Ainsi, l'émission de la partie *a* des salaires *a'* vaut achat par les firmes de la partie *a* du produit *a'*.

Puisque les travailleurs qui produisent *a'* perdent immédiatement (dans le paiement même de leurs rémunérations) la partie *a* de leur produit, leurs salaires *a'* sont vides à concurrence de *a.* L'émission des salaires *a'* est pleine pour $(a' - a)$ et vide dans la mesure de *a.*

Nous pouvons maintenant réunir les différents «temps» de l'explication.

En elle-même, la production des biens d'amortissement apporte des revenus comme la production des autres biens. Toutefois, les revenus émis dans la production des biens d'amortissement, *a,* sont (nécessairement) dépensés pour l'achat des autres biens, *a'*. Il est inévitable que la production de *a'* en subisse l'effet: la partie $(a' - a)$ du produit *a'* est vendue contre la partie $(a' - a)$ des salaires émis dans la production de *a'* et, en plus, contre la totalité des revenus *a* émis dans la production des biens d'amortissement.

Le profit ainsi réalisé par les entreprises est entièrement dû au report sur le produit *a'* des salaires gagnés dans la production des biens d'amortissement. Le profit est la partie *a* du produit *a'*.

Ainsi, la partie *a* des salaires *a'* n'est pas un revenu: les travailleurs la perçoivent directement *sous la forme d'un titre.*

L'objet de ce titre est parfaitement connu: il s'agit des biens d'amortissement, *a.*

Tout s'achève dans l'échange du titre contre son objet: les ménages dépensent la partie *a* de *a'* pour financer la production des biens d'amortissement. Le problème est résolu en conformité avec sa position initiale; incapables d'acheter les biens d'amortissement par la dépense de leurs revenus, les ménages les obtiennent d'abord sous la forme du capital financier (les titres): *ils paient les biens d'amortissement par la dépense de ces titres.*

80. Présentation du circuit global

Représentons le circuit total, de la production des biens d'amortissement (a) et des autres biens (a'). Les flux qui nous intéressent tout particulièrement sont les suivants:

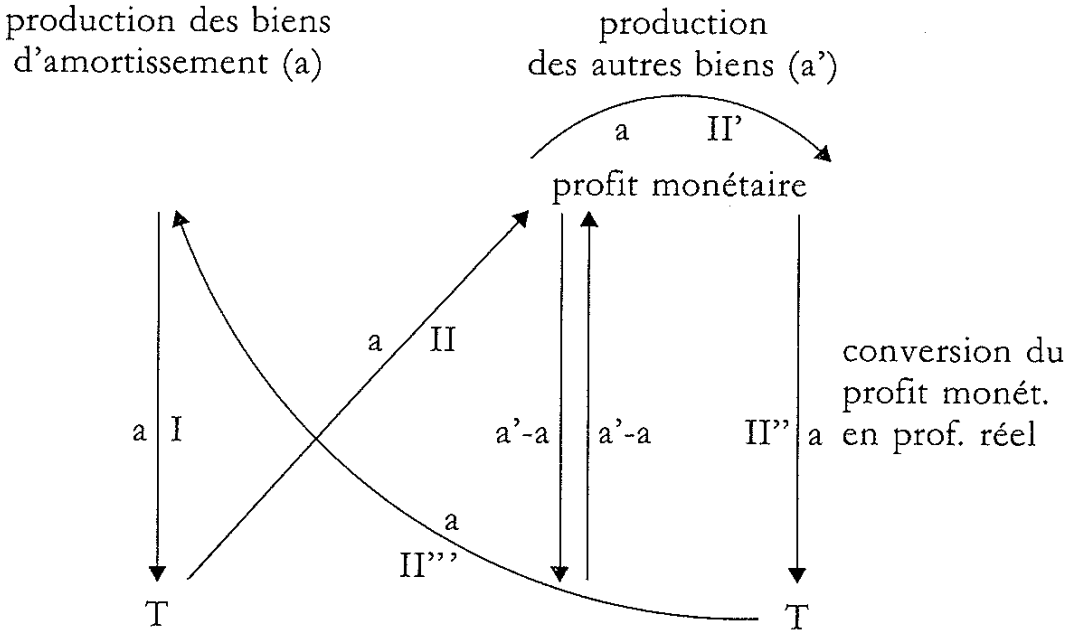
I: émission des salaires dans la production des biens d'amortissement.

II: dépense des salaires émis dans la production des biens d'amortissement; cette dépense est constatée sur le produit *a'*, plus précisément sur sa partie $(a' - a)$.

II': profit monétaire né de la dépense des salaires gagnés dans la production des biens d'amortissement.

II": conversion en produit du profit monétaire né de la dépense des salaires engendrés dans la production des biens d'amortissement.

II"': paiement des biens d'amortissement par les ménages.



La dépense (II) des revenus *a* forme le profit monétaire (II'); entièrement dû à la production des biens d'amortissement, le profit (II') est converti en produit dans la dépense (II"): ainsi, dans la dépense (II"), les travailleurs obtiennent un salaire vide de produit, le profit réel étant immédiatement approprié par les entreprises. Le salaire vide de produit a une définition claire: il est un titre à des biens capitalisés. En l'espèce, les biens capitalisés ne sont autres que les biens d'amortissement. Le circuit s'achève dans la dépense (II"'),

échange des biens d'amortissement en titres contre ces mêmes biens en nature.

Le flux (II") est l'«image» du flux (I); c'est pourquoi nous l'appellerons *production duale*. La production des biens d'amortissement a pour conséquence logique la production, dans la même période et pour la même mesure, de biens-profits. Rappelons que les biens-profits stricto sensu sont le produit d'une émission vide (maligne, nous le sous-entendrons). La dépense (II") est une émission vide.

81. Les deux secteurs de l'économie nationale

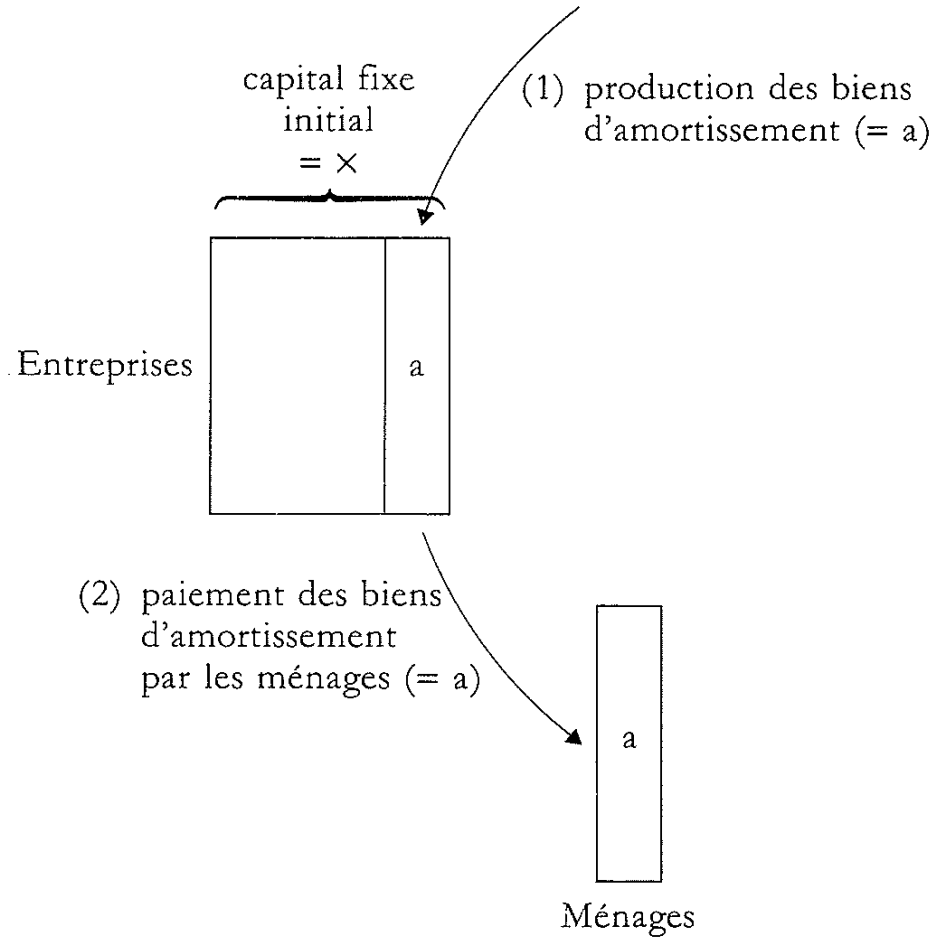
Les biens-profits stricto sensu sont produits dans les émissions vides; l'économie industrielle est ainsi partagée en deux sections.

La *section des émissions pleines* comprend la production des biens-salaires et la production des biens d'amortissement. La *section des émissions vides* produit les biens-profits au sens strict, au moyen du financement qui découle automatiquement de la production des biens d'amortissement.

Le caractère dual de la production des biens-profits apparaît d'une façon synthétique dès que l'observation prend pour point de départ l'appropriation initiale des biens d'investissement par les firmes. Si, au moment de sa formation, chaque «tranche» de capital fixe était l'appropriation *économique* de l'ensemble des titulaires de revenus, l'amortissement du capital fixe serait réductible à des achats indirects, à l'exemple du drap acheté dans l'acquisition du costume: les biens d'amortissement parviendraient au sein des ménages au même titre que les capitaux initiaux. En réalité, nous savons que l'ensemble des entreprises forme écran; les biens d'investissement étant arrêtés en entreprise, les biens d'amortissement le sont aussi; afin de les faire parvenir néanmoins aux ménages – car ce sont bien eux qui les paient finalement –, il faut donc dédoubler le mouvement de la production des biens d'amortissement.

Le mouvement *2* est l'induction du mouvement *1*, les biens d'amortissement étant chassés dans le patrimoine des ménages par les biens-profits ajoutés au capital (initialement égal à X). Les biens

d'amortissement sont payés et, en ce sens, appropriés par les ménages, tandis que le capital est néanmoins encore égal à X dans les firmes: les biens-profits sont l'accroissement net du capital.



La conclusion en est que l'amortissement du capital fixe n'est pas la simple reproduction du capital, comme il le serait en l'absence de toute pathologie, mais qu'il suscite un surplus égal à l'amortissement, les biens-profits s'ajoutant au capital, $X + a$.

Si l'amortissement du capital fixe était un mouvement simple (mais que fût maintenue l'appropriation du capital par les entreprises), le capital X serait intact après amortissement et sa partie a serait passée aux ménages. Les «capitalistes» seraient alors l'ensemble des firmes pour la valeur $(X - a)$ et les titulaires de revenus pour a. En réalité, cependant, le capital fixe transféré aux titulaires de revenus

est dans le même mouvement remplacé par les biens-profits. Par le seul effet de l'amortissement, le capital s'accroît donc de $+a$ chez les titulaires de revenus et de zéro (non de $-a$) dans les firmes: au total, il passe bien de X à $(X + a)$.

Aucune émission vide ne se produit dans la conservation du capital fixe, quand il passe de X à $(X - a)$, puis de $(X - a)$ à X. Pareillement, aucune émission vide n'est constatée dans la production des biens-salaires. Mais l'émission des biens-profits, production duale de la production des biens d'amortissement, est irrémédiablement vide. Il convient bien de dire *irrémédiablement* car, à la différence de l'émission vide définie par l'investissement net, l'émission vide induite de la production des biens d'amortissement aboutit à une monnaie dont la vacuité n'est nullement compensée; cette fois, aucune épargne de biens-salaires n'est en attente pour remplir le vide. Les travailleurs employés à produire les biens-profits perçoivent un salaire définitivement vide, dont la dépense ne peut strictement rien apporter aux titulaires de revenus, quels qu'ils soient.

Dans l'exemple de la production de la période divisée en:

a, production des biens d'amortissement;

$(a' - a)$, production des biens-salaires; et

a, production duale, de biens-profits,

les salaires a gagnés dans les productions a' ont déjà servi et ils sont «usés» et détruits à l'instant où les travailleurs les obtiennent.

Seuls les deux premiers salaires, a et $(a' - a)$, contiennent un produit, la somme des biens d'amortissement et des biens-salaires. Non seulement le troisième salaire (égal à a) est vide de tout produit nouveau, mais il est également vide de tout produit antérieur (en biens-salaires); il permet seulement aux titulaires de revenus de payer les biens d'amortissement. A proportion de la production duale, les travailleurs ne produisent pas pour les titulaires de revenus; ils ne produisent pas pour les personnes: *ils sont asservis au Capital.*

CHAPITRE X

DANS LE CAPITALISME LE PLUS AVANCÉ, LE TIERS DES INDUSTRIES DU PAYS ÉMETTENT DES SALAIRES VIDES.

XXIV. CHAÎNE DES FLUX EN PRÉSENCE DE L'AMORTISSEMENT DU CAPITAL FIXE

Tout capital instrumental est soumis à son propre rythme d'amortissement, du fait de son usure et de son vieillissement technologique. Ainsi, un capital de 100 fr. dont l'annuité d'amortissement est de 50 fr. induit autant d'émissions vides qu'un capital de 1000 fr. qui s'amortit à raison de 5% par an. Le facteur important est donc la vitesse de rotation du capital.

Supposons que la vitesse moyenne (pondérée en unités de salaires) soit d'un cycle complet d'amortissement en 10 périodes, réparti linéairement dans le temps. Dans une période reculée, p, la société acquiert un capital fixe initial égal à la centième partie des salaires émis (dans la période) par les entreprises industrielles. Toujours pour la simplicité de l'exposé, admettons que les salaires émis soient égaux en chaque période. A partir de la période $p+1$, on constate que la millième partie de la population active (dans l'industrie, nous le sous-entendrons) travaille en chaque période pour l'amortissement du premier capital fixe, activité qui induit, comme nous l'avons démontré, des émissions vides égales, dans la production duale de la production des biens d'amortissement: en toute période $p_q > p$, la millième partie du travail est employée dans la section des émissions vides, pour produire des biens-profits.

Considérons maintenant la période *po,* définie de telle sorte que le capital progressivement accumulé y atteigne la valeur de $10/3\ x$ unités de salaires, attendu que x est le montant des salaires émis en chaque période. On prouve aisément qu'en l'état positif (et non normatif) du mode de production, le capital accumulé jusqu'en *po* peut être amorti dans la suite des temps, toute tranche additionnelle de capital, apportée dans les périodes $p > po$, étant au contraire logiquement soustraite au processus *pathologique* de l'amortissement. La raison de cette discrimination est très claire: il est impossible que plus du tiers de la population soit employée en chaque période à produire les biens d'amortissement.

82. La production des biens d'amortissement est financée par la captation des salaires émis dans la production des biens-profits.

En effet, toute production de biens d'amortissement est deux fois répétée dans la période. Montrons-le.

La production duale est l'achat des biens-profits par la dépense des salaires gagnés dans la production des biens d'amortissement, production qui est ainsi répétée une première fois.

La démonstration de la *«deuxième duplication»* est plus délicate.

Rappelons-nous la division de l'activité productrice de la période en *a* et *a'*, *a* étant la production des biens d'amortissement et *a'* la production de tous les autres biens. Le report des revenus *a* sur le produit *a'* est l'opération qui transforme la partie *a* de la production *a'* en production duale. Si les revenus *a* n'étaient pas – comme ils le sont forcément – lancés dans les achats finals du produit *a'*, tout *a'* serait constitué de biens-salaires (ou, identiquement, de biens-salaires et de biens non salariaux, au bénéfice de l'ensemble des titulaires de revenus). L'ensemble des ménages perd la partie *a* de *a'* uniquement pour la raison que les salaires émis dans la production des biens d'amortissement sont dépensés dans les achats finals du produit *a'*.

On en induit logiquement que la dépense des revenus gagnés dans la production des biens d'amortissement est un achat final de biens-salaires, pour un montant égal à *a:* c'est ce même achat, et lui seul, qui fait naître le profit monétaire dû à la production des biens d'amortissement. La production duale est la conséquence de ce

premier achat des biens-salaires, égal à *a*. Or ce premier achat des biens-salaires est effectivement une duplication des revenus gagnés dans la production des biens d'amortissement.

Résumons la chaîne des flux. La production des biens d'amortissement crée les revenus *a,* qui définissent identiquement un achat final de biens-salaires. Cet achat final des biens-salaires engendre un profit monétaire, dont la dépense définit l'achat final des biens-profits. Il y a bien *triplication* de la production des biens d'amortissement, qui se répète une première fois dans la production de biens-salaires et une deuxième fois dans la production des biens-profits.

On en tire une information très importante: dans les industries du pays, la production des biens d'amortissement ne peut pas logiquement employer plus du tiers de la population active. Tout raisonnement qui dépasserait ce seuil serait faux.

Mais qu'arrive-t-il si, dans les faits, la somme des amortissements a une valeur supérieure au tiers du produit de l'ensemble des industries? La réponse simple est de dire que l'amortissement excédentaire diminue l'investissement net: il est financé, non par la production duale, mais par les salaires, captés exactement comme pour les investissements nets. La distinction entre l'investissement et l'amortissement tombe – et l'amortissement redevient un phénomène «smithien» – dès que la production des biens d'amortissement emploie plus du tiers de la population active dans les industries du pays. Le capital ne peut donc plus imputer le paiement des biens d'amortissement aux ménages; c'est dire que les biens d'amortissement *excédentaires* se confondent avec les biens-salaires.

83. Dans les économies de capitalisme avancé, le tiers de la population active dans l'industrie produit pour la suraccumulation.

Il est intéressant de noter que la période *po* est atteinte tôt ou tard par toute économie de marché. La célèbre expression «Spätkapitalismus» est parfaitement applicable à toute économie nationale qui est sur le point d'atteindre la période *po* ou qui l'a atteinte déjà. A partir de *po,* on peut représenter la production de chaque période par les deux sphères concentriques évoquées plus haut, la petite sphère

(égale aux deux tiers de la grande) étant remplie de la totalité des nouveaux produits disponibles sur le marché, biens-salaires et biens d'amortissement, tandis que la grande sphère comprend en plus une monnaie totalement vide, résultat de l'émission des biens-profits, production duale.

La coexistence pérenne des deux sphères crée la Crise économique, l'inflation et le chômage.

XXV. LES ÉMISSIONS VIDES MALIGNES SONT L'EXPLICATION PROFONDE DE L'INFLATION ET DU CHÔMAGE.

84. Dues à l'amortissement du capital fixe, les émissions vides sont cumulatives dans le temps.

Le mal est pernicieux surtout parce que les émissions vides dues à l'amortissement des capitaux fixes sont cumulatives dans le temps.

On sait, a contrario, que toute émission vide due à l'immixtion de la fonction créatrice des banques dans leur activité d'intermédiation financière est non cumulative dans le temps, car elle appelle logiquement le déséquilibre inverse, toute opération de crédit excédentaire étant suivie, à l'échéance, de la destruction d'une monnaie prise dans les revenus courants. La monnaie créée en excédent exerce une «demande sans offre» sur le marché des produits; inversement, le reflux de la monnaie excédentaire crée sur ce même marché une «offre sans demande». Ainsi, le déséquilibre initial ne peut pas se propager dans le temps.

Il est vrai aussi qu'aucune émission vide définie par une production duale (de biens-profits) ne se répète dans le temps; seul un nouvel amortissement induira une nouvelle émission vide.

Toutefois, il faut retenir ici l'effet cumulatif dans le temps, en ce sens précis que les émissions vides malignes définissent une demande excédentaire à laquelle ne correspond aucune offre excédentaire, ni présente ni à venir.

Dès que l'économie est parvenue à la période *po,* elle maintient pour toutes les périodes suivantes le tiers de la population en activité dans la section productrice des biens-profits. La même «inertie» est constatée pour toute autre proportion (inférieure) de la production des biens-profits dans la production totale. La règle générale est la suivante: entre les deux limites de 0% et des deux tiers de la population employée dans la section des biens-profits, toute proportion une fois atteinte se maintient dans le temps (sauf «choc extérieur», dont nous connaîtrons plus loin la possibilité).

C'est ce caractère répétitif des émissions vides qui leur retire toute innocuité. L'inflation et le chômage sont dus à l'effet cumulatif ou à l'inertie des émissions malignes dans le temps.

Nous nous proposons de démontrer brièvement que l'inflation est un phénomène double, car, si à sa source elle est toujours définie dans la production et donc dans le temps quantique, elle se déclare aussi dans le temps continu.

Quant au chômage, la théorie des émissions vides est seule à pouvoir l'expliquer. Le paradoxe sera dissipé: bien que le chômage soit défini par une demande déficitaire, il résulte entièrement de l'existence persistante d'une demande excédentaire positive. Il est difficile de concevoir l'existence des deux écarts inverses dans la même économie et dans la même période. Pourtant, le chômage est toujours dû aux déficits de l'écoulement créés par les demandes excédentaires.

XXVI. L'INFLATION DANS LE TEMPS QUANTIQUE

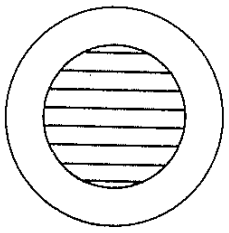
Reprenons le vocabulaire commode du noyau (émissions pleines) et de la couronne (émissions vides).

La somme des salaires émis dans la période quelconque est $x + y$. Tous les salaires sont dépensés pour l'achat du produit du noyau. Dans ces conditions, la demande excédentaire est directement lisible.

vente finale des biens-salaires
et des biens d'amortissement = x + y

période p_q

émissions pleines (x)
production des biens-sal.
et des biens d'amortis.



émissions vides (y)
production des biens-pr.

écart inflationniste: la couronne

Dans la période *q*, l'économie a produit des biens pour une mesure de $x + y$ unités de salaires et elle a vendu les mêmes biens pour une mesure de $x + 2y$ unités de salaires: la demande excédentaire est égale à y unités de salaires.

Toutes les théories définissent l'inflation par la demande excédentaire. La demande est «gonflée», «inflatée» par rapport à l'offre. Cependant, la théorie des émissions apporte deux informations importantes.

– Le «niveau général des prix» dans le noyau n'est pas défini par la méthode des indices, qui ne peut jamais être rigoureuse, mais directement par la somme des émissions constatées sur le marché final des biens produits dans le noyau: $x + y$ est le résultat exact recherché, quelle que soit la répartition interne de cette somme, sur les différents biens physiques composant le produit du noyau.

– La demande excédentaire ne se traduit pas en une augmentation du niveau général des prix d'une période à une autre, mais en une augmentation au sein de la même période quelconque; le prix du produit du noyau est $x + y$ en p_q, alors qu'il est seulement de x dans la même période, abstraction faite de la demande excédentaire.

La question n'est pas du domaine de la sémantique puisque la définition donnée est partout la même: l'écart inflationniste est la différence entre la Demande et l'Offre.

A partir de cette définition, les analyses divergent parce qu'elles sont logiques d'un côté et erronées de l'autre. La demande globale du produit de p_q ne saurait être comparée à l'offre globale du produit d'une autre période. Situer l'écart inflationniste dans la dynamique est donc une erreur formelle. Le niveau général des prix du produit du noyau n'augmente pas dans le temps; il augmente à l'intérieur de la même période de production, du fait de la prise en compte de la demande excédentaire.

L'inflation, dont la source est toujours dans les émissions malignes – donc dans le temps quantique – engendre des mouvements dans le temps continu, c'est-à-dire à l'intérieur même du noyau.

XXVII. L'INFLATION DANS LE TEMPS CONTINU

Quand on étudie la conséquence de l'émission vide (y) sur le produit de l'émission pleine (x), la distinction logique s'impose entre l'effet de l'émission vide sur la totalité du produit du noyau et, d'autre part, son effet à l'intérieur du noyau. L'inflation dans le temps quantique apporte le premier effet. A présent, tournons-nous vers le second: qu'arrive-t-il dans le noyau, du fait de la présence, période après période, de l'importante couronne?

1. *Premier effet de l'inflation dans le temps continu.* Si les travailleurs n'étaient pas employés par le Capital, comme ils le sont dans la section des biens-profits, le noyau s'étendrait à la production industrielle totale et il ne pourrait logiquement comprendre que les biens-salaires, les biens d'amortissement appartenant alors eux aussi à cette catégorie. Dans ces conditions, la production des biens-capitaux ne serait pas nécessairement nulle. En tout état de cause, les émissions du noyau sont capables d'apporter de nouveaux capitaux fixes, par la consommation productive des nouvelles épargnes. Or, outre les formations de capital fixe dans le noyau, on trouve les

investissements nets formés dans la couronne. En chaque période, les émissions vides produisent du capital fixe dans la mesure exacte où elles produisent du capital instrumental.

Appelons, comme précédemment, *accumulation* l'accroissement du capital fixe dans le noyau, et *suraccumulation* l'accroissement du capital fixe dans la couronne.

Il est clair que toute suraccumulation suppose la division des produits du noyau en biens-salaires stricto sensu et en biens-dividendes puisque, même formé dans la couronne, le capital fixe appelle des dividendes, ne serait-ce que sous la forme des intérêts. Comme la suraccumulation est cumulative dans le temps, les profits doivent se former en une proportion sans cesse croissante du produit du noyau.

Or, toute ventilation du produit x, entre salaires et profits, définit l'augmentation des prix de vente des biens-salaires sticto sensu, la dépense des revenus salariaux devant financer à la fois la production des biens-salaires et la production des biens-dividendes.

Si l'augmentation du prix des biens-salaires apparaît dans les statistiques, c'est que la productivité du capital instrumental est plus que neutralisée par l'accroissement de la ponction des profits dans les salaires. Le prix des biens individuels devrait baisser; si les prix montent au sein du noyau, c'est que malgré l'accumulation et la suraccumulation d'un capital technologiquement de plus en plus évolué, chaque article individuel au sein du panier doit supporter une charge croissante de profits-dividendes. Dès que l'inflation se manifeste ainsi dans le temps continu, le prix à l'intérieur du panier croissant dans le temps, il est certain que l'effet des suraccumulations est devenu globalement négatif.

2. *Deuxième effet de l'inflation dans le temps continu.* Nous touchons ici à la trop célèbre prétendue «spirale» des salaires et des prix. La théorie des émissions rompt cette fausse symétrie, et donne enfin une vision juste de la réalité: *la hausse des prix est première,* car elle est initialement due non à l'augmentation des salaires mais à l'existence des émissions vides. Si les syndicats ouvriers exigent l'augmentation des salaires, c'est pour lutter, dans la limite de leurs moyens, contre l'emprise tenace du Capital. On connaît même très exactement

aujourd'hui le *modus operandi* de la hausse périodique du niveau général des salaires.

Les salaires monétaires sont, on le sait assez, la définition du revenu national; c'est dire que l'unité de salaire est l'unité de mesure, l'étalon de toutes les grandeurs économiques, y compris le capital. L'augmentation générale des salaires est la division de l'étalon par un scalaire (> 1). Or, si cette division affecte nominalement les revenus nouveaux, qui, multipliés par le scalaire, restent égaux à eux-mêmes, elle ne saurait réagir sur les revenus d'où ont procédé les accumulations et les suraccumulations antérieures. La somme du capital disponible, en ses deux aspects (financier et réel), est *divisée* par le scalaire: le capital, droit de créance sur les banques, défini en unités de monnaie réputées constantes, est diminué par l'augmentation du niveau général des salaires. Si tout salaire était brusquement multiplié par le nombre 2, le capital disponible dans la même période serait brutalement divisé par le nombre 2. Et la diminution du capital implique la diminution proportionnelle des émissions vides.

Soit un autre exemple chiffré. Dans la période, tout salaire est augmenté du tiers. Supposons qu'avant la brusque augmentation des salaires, la part des émissions vides était du tiers de la production totale. L'étalon de mesure est divisé par le nombre 4/3. Il en résulte que la somme des émissions vides passe du tiers à 25% de la production totale: elles n'occupent plus que le quart de la population active dans les industries du pays. *L'augmentation des salaires est l'expansion du noyau au détriment de la couronne.*

85. Les titulaires de revenus, toutes classes réunies, luttent contre le Capital.

La vie économique, faussement appelée lutte des classes, puisqu'elle est en réalité la lutte de tous les titulaires de revenus (y compris les profits-dividendes) contre le Capital, prend ainsi l'allure d'une suite de pulsions, la couronne, répétitivement diminuée par les augmentations de salaires, se reconstituant non moins répétitivement, jusqu'à la butée imposée par la logique, à savoir les émissions vides maintenues dans la limite du tiers de la production

industrielle du pays. On s'explique du même coup un autre point fondamental, jusque-là resté mystérieux.

L'amplitude des pulsions est auto-entretenue: plus un pays lutte contre le Capital au moyen des augmentations de salaires, et plus il doit continuer à le faire, le Capital reprenant sans cesse et automatiquement ses droits. Si une économie nationale souffre aujourd'hui d'un «taux d'inflation» élevé, c'est en quelque sorte par voie d'héritage, l'inflation constante y étant propagée dans le temps, par l'effet des pulsions toujours recommencées.

Mais l'autre mal est bien plus préoccupant, quand le Capital évince l'homme de son travail.

CHAPITRE XI

LES ÉMISSIONS MALIGNES ET LE CHÔMAGE

Comment la science peut-elle expliquer que l'économie souffre à la fois de l'inflation et du chômage? Si le quantitativisme était adéquat aux faits, il existerait un équilibre, situé au point zéro de la rencontre entre la Demande excédentaire (l'inflation) et la Demande déficitaire (le chômage ou la déflation). La réalité est bien plus complexe; on y constate l'existence de la «stagflation», coexistence de la stagnation et même du chômage et de l'inflation. Une courbe, dont on a beaucoup parlé, retrace la conciliation des deux maladies. Mais l'explication faisait défaut. La théorie des émissions la donne avec toute la netteté désirée.

XXVIII. LA THÉORIE DES ÉMISSONS DONNE L'EXPLICATION PROFONDE DE LA «STAGFLATION».

L'analyse de la symbiose des deux désordres opposés prend son départ décisif dans la reconnaissance du caractère exact de la demande excédentaire qui définit l'inflation; elle est distincte de toute demande connue jusqu'alors, car elle est située dans le temps quantique.

86. L'inflation dans la stagnation

Etant une émission vide, la demande excédentaire est nécessaire à l'écoulement des biens-profits. Autrement dit, si la demande n'était

pas excédentaire, les biens-profits ne seraient pas payés; les entreprises ne pourraient écouler que les biens-salaires: les biens-profits définiraient le montant global des déficits de l'écoulement.

D'emblée, on est loin de la représentation habituelle. En effet, si la demande est excédentaire, c'est qu'elle dépasse l'offre correspondante. Il semble donc que l'annulation de la demande excédentaire doive laisser subsister un revenu suffisant pour l'achat du produit total. Il n'en est rien. Le raisonnement correct s'appuie sur les termes de l'alternative suivante:

– ou bien les émissions considérées sont pleines, et tout excès (positif ou négatif) de la demande sur l'offre est inconcevable;
– ou bien l'analyse concerne les émissions vides; dans ce cas, la demande excédentaire n'est pas un «surcroît» ou un «trop-plein», car elle est la seule demande qui puisse être opposée au biens-profits.

Le montant des émissions vides étant y, la demande du produit total est x (mesure des biens-salaires) + $2y$; égale à y, la demande excédentaire est l'achat des biens-profits à leur coût de production; si cette demande manquait, la dépense sur le marché des produits ne serait plus que de x unités de salaires, somme qui suffirait juste pour le paiement des biens-salaires (y compris les biens d'amortissement): les biens-profits ne trouveraient pas preneur. La disparition, en un seul coup, de *deux fois y*, est due au fait que y unités de salaires sont dépensées sur les deux marchés.

En son seul sens logiquement recevable, la demande excédentaire est simplement la demande suffisante pour écouler les biens-profits. Nulle part dans l'économie, sur aucun produit, la Demande excédentaire ne définit un dépassement (nominal) de l'Offre.

Si la question est tellement difficile, c'est qu'elle heurte nos habitudes de pensée. De nouveau, il faut briser le principe du tiers exclu. Il n'est pas vrai que l'écart non négatif entre la Demande et l'Offre soit ou positif ou nul: la demande excédentaire est à la fois un écart positif et un écart nul.

1. La demande excédentaire est un *écart positif* entre la Demande et l'Offre. Pour s'en convaincre, il suffit de citer l'exemple. Le produit total est mesuré par $x + y$ unités de salaires; le même produit est

écoulé dans les dépenses finales, dont la somme est $x + 2y$ unités de salaires.

2. La demande excédentaire est un *écart nul* entre la Demande et l'Offre. L'exemple est probant. Dans le noyau, le produit est mesuré par x unités de monnaie. Il est acheté par $x + y$ unités de monnaie. Toutefois, les y unités de salaires dépensées en plus dans le noyau sont le financement des biens-profits, produit de la couronne. Relative au produit du noyau, la dépense finale est donc de x unités de salaires seulement, montant exact de l'offre. Quant au produit de la couronne, il est acheté sur le marché des services producteurs, par la dépense des y unités de salaires captées dans le noyau. Là encore, la dépense des salaires correspond exactement à l'offre du produit, y pour y.

Dès que ce premier pas est franchi – la demande excédentaire apparaissant juste suffisante pour éponger le produit –, l'analyse parvient enfin, moyennant un petit progrès supplémentaire, à la solution du problème du chômage.

87. La déflation (chômage) dans la stagnation

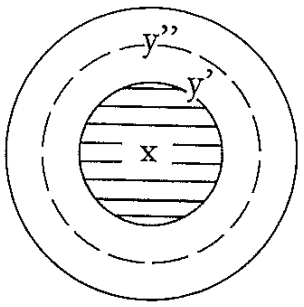
Quelle est la nature exacte des biens produits dans la couronne ? Il s'agit tautologiquement des biens-profits. Mais il n'est nullement certain que les émissions vides produisent des biens-capitaux, ou du capital instrumental. Il est concevable que la «forme» biens-profits soit (en tout ou en partie) remplie de biens destinés aux ménages. Expliquons-nous.

Le noyau produit les revenus salariaux et les revenus non salariaux, les profits-dividendes. Or, la part des dividendes atteint sa limite quand elle s'étend en toute période à la moitié du produit du noyau. Effectivement, si les travailleurs produisent uniquement des biens-salaires les jours pairs, ils se donnent le «fonds des salaires» leur permettant juste de produire les biens-dividendes les jours impairs. Dès que les dividendes s'étendent tous les jours à la moitié des produits du noyau, il est donc impossible de les augmenter, quels que soient les besoins de rémunération afférents à la suraccumulation continuée du capital. Quand les profits-dividendes ne peuvent plus s'accroître face à l'accroissement persistant du capital, les firmes

n'ont plus le choix qu'entre deux décisions: restreindre la couronne, ou la maintenir, mais en lui faisant produire des biens-salaires.

y": production annulée (a)

y": production de biens-sal. (b)



y': production de b.-pr. sous la forme de biens-capitaux

production de chaque période

On montre que les deux cas, *a* et *b*, donnent exactement les mêmes résultats.

a. Faute de trouver une rémunération suffisante pour la totalité du nouveau capital, les firmes renoncent partiellement à le produire, et restreignent ainsi la production nationale, en maintenant l'emploi au niveau de $x + y'$ (au lieu de $x + y$) unités de salaires. Le chômage qui s'installe s'étend alors aux travailleurs dont la rémunération eût été de y'' unités de monnaie dans la période. Une seule question subsiste: les profits inflationnistes sont y; ils sont investis à concurrence de y'; que deviennent les profits y"? Il est certain qu'ils sont dépensés; la loi du circuit l'exige; si les profits y'' n'étaient pas dépensés, ils n'existeraient pas, ce qui serait une contradiction dans les termes. Cependant, la réponse ne se dérobe pas.

Les possibilités sont même plurielles. N'en énonçons qu'une, dont la plausibilité est frappante: le profit y'' est prêté à l'ensemble des titulaires de revenus. Le capital y'' trouve ainsi sa rémunération dans un prélèvement sur le revenu des ménages: le marché financier fournit les revenus additionnels, que le marché des produits ne peut plus susciter. Dans ces conditions, la dépense y'' effectuée par les emprunteurs, s'ajoutant sur le marché des produits aux dépenses $(x + y')$, confirme bien la formation du profit inflationniste y. Il est

particulièrement intéressant de noter que la dépense répétée, sur le marché financier et au bénéfice des titulaires de revenus, d'une fraction du profit inflationniste, crée l'endettement croissant des ménages. En chaque période, le profit y'', recyclé sur le marché financier, est consommé avec les revenus x, seul le profit y' restant disponible pour financer la production des biens-profits. Le chômage persiste au niveau des y'' unités de salaires retirées de la production.

b. Il est parfaitement concevable que les firmes prennent un autre parti. Il est entendu qu'elles ne sauraient investir le profit y'', faute d'un rendement suffisant. On en conclut que le profit y'' ne sera pas investi. Or, rien n'est moins sûr. L'investissement de y'' peut en effet prendre l'une de deux formes distinctes: le profit est transformé en capitaux fixes, *ou simplement en capital-temps.* Il n'est donc pas nécessaire, en première instance, que les firmes restreignent l'activité du pays, le profit y'' pouvant être investi dans la production de biens-salaires. Toutefois, c'est «en appel» que le jugement devient concluant. Toute production de biens-salaires dans la couronne (ou dans les émissions vides) *creuse un écart positif entre l'Offre et la Demande.*

La dépense de $x + y$ unités de salaires dans le noyau dégage le profit inflationniste (y), nécessaire et suffisant pour financer la production de la couronne. Si les biens-profits ne sont pas offerts sur le marché des produits (étant instantanément «soudés» au capital fixe préexistant), la Demande n'est frappée d'aucune insuffisance. Mais dans toute la mesure (y'') où les profits inflationnistes sont dépensés pour la production de biens-salaires, ces biens sont jetés sur le marché face à un pouvoir d'achat *nul.* Le vice est patent; produits par la dépense des profits inflationnistes y'', les biens-salaires doivent être vendus une deuxième fois, c'est-à-dire sur le marché des produits, après avoir été écoulés sur le marché des services producteurs. L'économie nationale fournit *une fois* le pouvoir d'achat y'' *et non deux fois.*

Somme des revenus disponibles sur le marché des produits
$= x + y$

Somme des offres sur le marché des produits
$= x + y + y''$

Finalement, les entreprises n'ont pas le choix, la dure expérience le leur prouve. Qu'elles investissent les profits y'' sur le marché financier ou pour la production des biens-salaires, l'emploi national dans les industries n'est validé que dans la limite de $x + y'$ unités de salaires: la partie y'' du profit inflationniste donne la mesure du chômage inéluctable.

TROISIÈME PARTIE

LES REMÈDES COURAMMENT PROPOSÉS, LEUR INEFFICACITÉ JUGÉE À LA LUMIÈRE DE LA THÉORIE DES ÉMISSIONS

La Crise n'est pas une fatalité. Si le remède fait défaut, la raison en est uniquement dans l'imperfection du diagnostic. La science dominante attache encore foi à trois conceptions fondamentales:

– la monnaie circule dans l'économie;

– l'offre et la demande globales sont indépendantes l'une de l'autre;

– l'inflation et le chômage ont leur cause dans le comportement des sujets.

Chacun de ces préjugés entraîne la formulation de faux remèdes, dont l'inefficacité est évidente dans l'évolution récente de nos sociétés.

CHAPITRE XII

LA MONNAIE NE CIRCULE PAS DANS L'ÉCONOMIE

XXIX. IL EST NAÏF DE CHERCHER À AGIR SUR LES «VARIABLES RÉELLES» PAR LA MANIPULATION DES «VARIABLES MONÉTAIRES».

La monnaie circulerait dans le corps social comme le sang dans le corps animal. Une économie anémiée pourrait donc être vivifiée par un apport de monnaie (nouvelle) ou par l'activation de la monnaie déjà disponible. C'est rêver. En réalité, aucune monnaie ne circule entre les agents. Chaque création monétaire crée un espace; il s'ensuit que la monnaie ne se déplace dans aucun espace.

Tout mouvement monétaire est la création ou la destruction d'un produit réel. La distinction des variables, réelles et monétaires, est donc purement imaginaire. Ainsi, tout mouvement monétaire, surajouté par décision politique aux flux naturels de l'économie, fait logiquement double emploi. Inversement, la politique de restriction des crédits bancaires retarde l'écoulement des biens, sans agir sur l'inflation.

Enfin, la politique de l'intérêt ou du «prix de l'argent» ne peut exercer un effet que sur les revenus déjà formés, car elle influence la répartition du revenu disponible entre la consommation et l'épargne. En aucun cas la hausse des intérêts ni leur baisse ne peut avoir une incidence sur le niveau de l'emploi national.

88. Aucune monnaie ne circule entre les agents; l'activation des flux monétaires est donc dénuée de toute signification et, ainsi, de tout effet sur les flux réels.

On s'imagine une monnaie en déplacement entre les agents A et B. En contrepartie, des biens réels se déplaceraient de B à A. Si les flux réels étaient insuffisants en nombre ou en volume, il suffirait donc d'agir sur les flux monétaires. Tout accroissement des mouvements monétaires entraînerait un accroissement égal des mouvements réels.

Les «déplacements croisés» entre les biens des deux mondes, nominal et réel, constituent le postulat de base de la théorie monétaire reçue. Il s'agit bien d'un postulat et non d'une réalité expérimentale. Bien plus, l'expérience et l'induction démentent le postulat des déplacements inverses, monétaires et réels. Il n'existe pas, dans l'économie concrète, un seul cas de déplacement d'une monnaie ou, corrélativement, d'un produit.

«Echangé» contre la monnaie, le nouveau produit est en fait *changé* en monnaie, les travailleurs n'étant pas payés en nature. Il en résulte que le produit purement physique voit le jour en entreprise, tandis que les travailleurs perçoivent le même produit, en monnaie. Aucun produit ne s'est déplacé. L'écoulement est l'opération inverse, la destruction du produit en monnaie, à l'endroit précis où il se trouve, et sa conversion en produit purement physique, d'ailleurs instantanément dénaturé en «valeur d'usage».

Mais le produit physique ne se déplace-t-il pas dans cette dernière opération? La réponse certaine est négative. Le produit physique est né de l'opération du paiement des salaires; dès l'origine, il est organiquement associé à la monnaie. Il serait donc faux de se représenter le produit physique hors de la monnaie, du moins aussi longtemps que leurs titulaires détiennent les revenus, salariaux et non salariaux. Le produit purement physique n'appartient encore à personne: il appartient à la monnaie. C'est dire que même le produit purement physique ne se déplace pas dans son écoulement; sorti de son moule monétaire, il apparaît pour la première fois aux yeux de tous dans les ménages: il ne provient pas des firmes, qui ne l'avaient obtenu qu'annulé au sein de la monnaie négative.

Le produit ne se déplaçant pas, la monnaie se déplace-t-elle? Il est aujourd'hui reconnu de tous que la monnaie est «initialement» créée. Par excès de zèle, on dit le plus souvent que la monnaie est créée *ex nihilo*. Si on entendait par là qu'une somme positive de monnaie est sortie d'une somme de monnaie nulle, on confondrait science et magie. La création monétaire existe; elle appartient donc au domaine de la logique; or, la seule explication non prodigieuse est la suivante: toute création de monnaie est une opération double, deux sommes égales de monnaie – l'une positive et l'autre négative – étant suscitées à distance l'une de l'autre.

Ainsi, le principe de non-contradiction est respecté; après création monétaire, la somme de la monnaie existante est toujours nulle. La transmission d'une monnaie est la diminution (éventuellement jusqu'à l'annulation) d'une monnaie préexistante. La création d'une monnaie repose au contraire sur une monnaie nulle. Il faut donc expliquer le passage de zéro à un nombre positif. En aucune science on ne saurait extraire du nombre zéro un nombre positif, sinon par l'extraction simultanée du nombre négatif égal. Si on se donnait le + sans se donner le –, on poserait que le nombre zéro est égal à un nombre positif.

Il est clair, dans ces conditions, que toute opération de création monétaire est un déplacement rigoureusement nul; ni la monnaie positive ni la monnaie négative ne préexistent à l'expérience: elles apparaissent à l'endroit même où elles se déposent. Autrement dit, la création monétaire est une opération positive uniquement parce qu'elle est par nature associée à la production réelle; seul son *objet* rend la monnaie positive. Le flux en création de monnaie s'identifie au flux en création du produit; il n'achemine donc aucune monnaie. Il serait même insuffisant de dire que la monnaie se déplace à une vitesse infinie. Il est vrai que l'opération est instantanée, mais elle ne transporte pas (instantanément) la monnaie d'un endroit à un autre. Le «saut quantique» n'est pas un saut de monnaie, mais un saut en création de monnaie.

89. Toute monnaie (bancaire) lancée dans un paiement est nouvellement créée.

Aucune monnaie ne se déplace dans la création monétaire, c'est entendu. Cependant, n'existe-t-il pas, sur les différents marchés, des mouvements monétaires, ou des dépenses, qui ne soient pas des créations de monnaie? Si c'était le cas, on pourrait encore conclure que, excepté les créations monétaires, les dépenses de monnaie sont des déplacements positifs.

A la réflexion, les dépenses monétaires appartiennent toutes à une seule et même catégorie, ce qui est beaucoup plus satisfaisant pour l'esprit.

Supposons que la monnaie soit d'abord créée sur A; comment A peut-il la transmettre à B? Il faut en premier lieu que la monnaie soit retirée à A. Mais deux solutions semblent possibles a priori; on éloigne la monnaie de A, ou on la détruit sur A. Or, comment la monnaie serait-elle éloignée de A? Elle ne pourrait l'être que par l'opération qui débite A. Immédiatement l'idée du transport s'estompe. Si A est débité, un crédit égal doit naître simultanément, précisément le crédit de B. La transmission de la monnaie est donc un crédit-débit, exactement comme la création monétaire initiale.

Il n'est pas concevable que l'opération du paiement de B par A soit faite (ou parfaite) avant qu'elle ne comporte à la fois le débit de A et le crédit de B. La simultanéité des opérations contraires, aspects de la même transaction, condamne définitivement l'idée du déplacement de la monnaie dans un espace. Si la monnaie atteint B à l'instant précis où elle quitte A, la distance (A, B) ne définit aucun espace mais un point. Réciproquement, si les deux agents ne sont pas confondus, c'est que la monnaie ne se déplace pas entre eux; sinon, encore une fois, elle ne pourrait atteindre B à l'instant où elle quitte A. En dernière analyse, A ne peut donc payer B que si la monnaie est détruite sur A.

La simple transmission d'une monnaie appartient donc bien à la catégorie des créations monétaires; détruite sur A, la monnaie est dans le même mouvement créée sur B.

création initiale		*nouvelle création*	
A		A	B
+ x		− x	+ x
	situation antérieure	+ x	
	bilan	0	+ x

La création initiale dépose x unités de monnaie dans l'avoir de A (moyennant, bien sûr, création d'une monnaie négative égale chez le «payeur», que nous ne représentons pas ici). La monnaie ne peut être transmise à B que dans une nouvelle création monétaire.

Toute dépense, constatée sur l'un des trois marchés, est un crédit-débit, une création-destruction, une émission. La monnaie est créée dans une émission; elle est détruite dans une émission; elle est transmise dans une émission.

Si l'on veut bien écarter les représentations vulgaires de la circulation monétaire, où l'on confond les supports matériels de la monnaie (chèque, traite, métal frappé en pièces, billet de banque, carte de crédit) avec la monnaie elle-même, on s'aperçoit que tout mouvement monétaire constaté dans l'économie suscite la même somme absolue, positivement chez le «payé» et négativement chez le «payeur». Il faut donc bien saisir qu'en aucun cas la diminution d'une somme de monnaie positive chez un agent n'est obtenue par une soustraction. Tous les débits sont les additions d'une monnaie négative. Les trois cas suivants épuisent les possibilités.

Cas 1

A	B	
0	0	situation initiale
−	+	paiement
−	+	résultante

Le paiement est ici une production positive, une émission de salaires sur B, A étant une entreprise.

On pourrait penser que la création monétaire initiale, à partir d'un revenu nul, est une opération distincte – elle serait en quelque sorte plus fondamentale – des autres créations monétaires, dont la fin est d'acheminer ou de détruire une monnaie positive (un revenu) préalable. C'est inexact. Du côté de la monnaie, toutes les créations sont identiques. La distinction n'existe que du côté du produit, qui naît dans une création initiale, alors qu'il est acheminé et détruit dans les créations monétaires subséquentes.

Cas 2

B	C	
+	0	situation initiale
–	+	paiement
0	+	résultante

Les ménages viennent de transmettre (une partie de) leurs revenus à l'emprunteur C.

Cas 3

B ou C	A	
+	–	situation initiale
–	+	paiement
0	0	résultante

Les ménages détruisent les revenus dans l'achat ou l'écoulement du produit physique.

Les autres possibilités sont toutes réductibles au schéma tripartite ci-dessus. On peut mentionner les achats intermédiaires, qui sont

des créations et des destructions de monnaie comprises dans la création-destruction des salaires, cette émission étant répétée *n* fois. D'autre part, il est possible (et même probable en économie positive) que les firmes paient les salaires à partir d'une situation créditrice en banque; elles ont des fonds propres. Le schéma du cas *1* s'applique néanmoins; il serait en effet illogique d'imputer le paiement des salaires sur les fonds propres, dont la nature est «circulatoire». En tout état de cause, l'émission des salaires est la création d'un nouveau revenu. Enfin, on sait que la création et la destruction des revenus monétaires non salariaux (mais formés dans le noyau) définissent un circuit compris dans le circuit des salaires.

XXX. LES FLUX MONÉTAIRES SONT DES FLUX RÉELS.

L'étude «anatomique» des grandeurs monétaires et des grandeurs réelles montre que tous les flux monétaires sont identiquement des flux réels. Le paiement des salaires est le flux réel de la création du produit. La dépense des salaires est le flux réel de la consommation ou de la destruction du produit. Enfin, la formation de l'épargne est le flux réel de la transmission d'un produit, du prêteur à l'emprunteur. C'est pourquoi il est illusoire d'attendre le moindre résultat d'une politique monétaire. Les seuls flux purement nominaux sont les émissions vides, pathologiques. L'unique objectif logiquement valide de la politique est donc d'empêcher les émissions vides.

90. Vanité de toute politique visant à injecter dans l'économie une monnaie «exogène».

On comprend maintenant la vanité des politiques qui prétendent lutter contre la dépression économique au moyen d'une création monétaire exogène, par exemple par la voie fiscale. A tout instant, la masse monétaire disponible est la définition du produit à écouler. Toute monnaie ajoutée artificiellement n'est que la redistribution du même produit, que l'on revêt en quelque sorte d'un nouveau vêtement, trop grand pour lui. Jamais l'habit n'appelle le corps, tout

produit naissant d'emblée habillé de monnaie, dans le paiement des travailleurs.

Au lieu d'exercer l'effet attendu sur les productions futures, toute «injection» de monnaie a pour seule conséquence de reloger le produit, déjà donné, dans une masse monétaire gonflée. La source de l'illusion est maintenant tout à fait évidente: on croyait que les mouvements réels sont la contrepartie des mouvements monétaires; en réalité, la monnaie est l'habitat du produit; les mêmes mouvements sont donc à la fois réels et monétaires, et la fameuse dichotomie des grandeurs nominales et réelles n'est qu'une vue de l'esprit.

91. La monnaie est pur instrument d'intermédiation dans les échanges.

Une autre naïveté qui a cours dans l'opinion concerne la vitesse circulatoire de la monnaie. Si les espèces tournaient plus vite, le commerce et l'industrie n'en seraient-ils pas stimulés? La réalité est moins simple. Ne circulant pas, la monnaie n'a aucune vitesse circulatoire. Seul peut être abrégé le délai séparant la création de la destruction des revenus. Or, le marché financier n'a pas d'autre tâche.

Mais l'idée même est fausse, due à la confusion des mouvements monétaires avec la mécanique des fluides; le raccourcissement des délais n'«excite» pas la monnaie contre le produit; elle ne touche que le produit lui-même, dont la consommation est hâtée. C'est une pensée bien mal formée qui conclut comme ceci: si les produits s'écoulent plus vite, les entreprises pourront écouler (et donc fabriquer) plus de produits. Le déficit global de l'écoulement (par rapport à la production de plein emploi) ne provient pas de la paresse de la monnaie – toute monnaie oisive étant activée par les intermédiaires financiers – mais, bien plus profondément, de son insuffisance endogène, les émissions vides malignes détruisant des revenus sans attirer le produit correspondant dans l'avoir des ménages.

Depuis longtemps les théoriciens admettent la neutralité de principe de la monnaie. Définie comme un catalyseur des échanges, la monnaie n'est pas un bien final.

Même dans le modèle le plus éloigné de la théorie des émissions, l'équilibre général walrasien, la monnaie (assimilée au numéraire) est l'instrument dont la fonction consiste à briser l'échange en deux demi-opérations. La seule opération complète s'étend de bien réel à bien réel, la monnaie étant simplement interposée.

Dès lors, la théorie quantique reçoit sa plus belle confirmation. Pour l'énoncer, il suffit d'éviter le paralogisme fondamental inhérent à l'analyse des échanges relatifs, en présence de la monnaie. Les échanges de bien réel à bien réel soulèvent un problème formel, insoluble. La monnaie est un objet intermédiaire à condition qu'aucun échange ne se termine à la monnaie, ce qui serait vérifié si toute vente était *immédiatement* «suivie» d'un achat. Ce n'est manifestement pas le cas dans l'économie concrète. Or, dès que l'achat est différé, la monnaie est temporairement un bien final. La théorie est ainsi incohérente, puisqu'elle définit le même objet comme un bien final et comme un catalyseur.

La position initiale est pourtant profondément juste; l'utilisation de la monnaie divise effectivement l'échange en deux demi-transactions. C'est l'échange, et non la monnaie, qui est mal défini. La monnaie est présente dans l'opération de la production et non, comme on l'avait pensé, dans les échanges relatifs. La présence de la monnaie au sein de la production ou de l'émission brise l'opération en deux demi-émissions.

A présent, la logique est respectée. Bien que la deuxième demi-émission (écoulement du produit) se réalise dans le temps chronologique après la première (formation du produit), elle coïncide avec elle dans le temps quantique. Il en résulte que la définition est désormais univoque: à aucun moment la monnaie ne fait partie de la catégorie des biens réels. Tout observateur capable de comprendre cela ne peut plus douter de la parfaite neutralité de la monnaie.

Les échanges sont absolus; ils s'étendent du produit physique au produit physique à travers la monnaie; n'étant que la forme du produit physique, la monnaie ne saurait en aucune façon – même en pathologie – ni l'accroître ni le diminuer.

Même dans l'économie en crise, la monnaie est parfaitement neutre. C'est le mode de production qui ne l'est pas, car il suscite les émissions vides.

Le vrai remède ne se trouve donc pas non plus dans la manipulation des taux de l'intérêt.

XXXI. LA POLITIQUE DES TAUX DE L'INTÉRÊT EST INEFFICACE FACE AU CHÔMAGE.

Sur ce problème, incroyablement embrouillé par les théories dites keynésiennes, les économistes ne retrouveront la clarté que dans la théorie des émissions.

92. La détermination de l'intérêt ne précède pas la production.

Au début est la production. Et il est inutile de remonter à la création du monde. En chaque période, le monde est recommencé. Exiger que les firmes tiennent compte du loyer de l'argent afin de déterminer le niveau de l'emploi à donner, c'est fautivement présupposer l'intérêt, qui interviendrait ainsi avant la création de toutes les grandeurs économiques, puisqu'elles procèdent toutes de la production.

Tout intérêt qui précède la production courante est en réalité une grandeur déterminée après une production *antérieure;* l'intérêt courant ne peut être déterminé qu'après la production nouvelle. Il n'est pas difficile de découvrir l'origine de l'erreur. On s'imagine que les salaires sont payés par prélèvement dans un capital accumulé. Si c'était vrai, l'intérêt serait bien, comme le capital mis à contribution, une grandeur préalable.

En fait, cependant, aucun capital n'est lancé dans le paiement des salaires. Même les profits dépensés dans les émissions malignes forment un capital (la suraccumulation) dans la période courante. Quand les entreprises lancent leurs fonds propres dans les rémunérations salariales, la situation n'est pas distincte de ce qu'elle aurait été si les salaires avaient été payés «ex nihilo». Dans les deux cas, les nouveaux revenus portent intérêt parce qu'ils sont transformés en une nouvelle épargne, le capital-temps défini par le produit courant en attente de son écoulement.

Résumons la théorie positive.

– Quand les entreprises paient les salaires au moyen des «avances bancaires», l'opération est d'abord purement monétaire; elle devient financière par la projection, automatique et immédiate, des revenus sur le marché financier. Les prêteurs sont les travailleurs et les entreprises sont les premiers emprunteurs. Les opérations ultérieures sur le marché financier «acheminent» (par sauts quantiques en créations-destructions de monnaie) les revenus aux titulaires finals, qui écoulent le produit. Toutes les opérations sur le marché financier co-déterminent les intérêts. En conclusion, l'intérêt intervient uniquement sur le marché financier et il n'exerce aucun effet sur les deux autres marchés. Aucune Autorité monétaire ne saurait donc logiquement se promettre d'augmenter le niveau de l'emploi national par le moyen de la baisse des taux de l'intérêt.

– Quand les entreprises paient les salaires à partir de leurs fonds propres, rien n'est fondamentalement changé. L'intérêt dû aux épargnants est maintenant prélevé sur les personnes qui, dans le système bancaire, doivent l'argent compris dans le fonds circulatoire des firmes. Mais la détermination de l'intérêt répond aux mêmes règles que dans le cas précédent. Seule la transformation des nouveaux revenus en nouvelle épargne permet la détermination des taux de l'intérêt en vigueur dans la période considérée.

L'idée d'après laquelle l'intérêt entre dans la détermination de l'emploi national repose entièrement sur une conception gravement fautive, le revenu étant considéré comme le fluide issu du capital. En fait, l'enchaînement est à sens unique. Le revenu donne le capital et aucun capital n'engendre un nouveau revenu: même l'intérêt est une partie du profit, qui est une partie «téléscopique» des salaires. Seul le travail de l'homme est créateur de revenus. Si l'économie connaît la pesanteur du chômage, la cause n'en est pas dans le fait (d'ailleurs douteux au vu de l'érosion monétaire) des intérêts élevés.

93. Il est vrai que l'investissement est sensible au taux de l'intérêt.

Il est certain que l'investissement n'est pas insensible aux taux de l'intérêt. Quand les taux sont trop élevés, des capitaux financiers

fuient la sphère de la production pour se réfugier sur le marché des titres, où ils peuvent alimenter, nous l'avons remarqué, des prêts à la consommation.

Cependant, l'essentiel est de bien préciser l'incrimination. Les taux de l'intérêt sont trop élevés, soit; mais par rapport à quelle grandeur? Cette grandeur déterminante est bien connue des scientifiques, qui l'appellent rendement ou productivité du capital, ou encore, dans les projections, efficacité du capital. Quel que soit son nom, la grandeur de référence est la rémunération du capital, puisée dans le profit qui se forme à l'intérieur du noyau.

Or, c'est là que le drame se noue: d'un côté, les intérêts sont déterminés sur le marché financier, où l'incursion éventuelle des capitaux en provenance de la couronne exerce un effet à la baisse, et non à la hausse, des taux; de l'autre, le profit qui se dégage dans le noyau est servi aux couches croissantes du capital suraccumulé, du fait des émissions vides.

Aucune harmonie n'est possible dans ces conditions, la liaison entre l'intérêt financier (le «Leihzins» de Bœhm-Bawerk) et la rémunération du capital (le «Urzins») étant rompue par la pathologie des émissions malignes.

En conséquence, il est plus juste de dire que les taux de profit sont trop bas et qu'ils continuent à baisser, plutôt que d'attribuer la disparité entre les taux de profit et les taux d'intérêt à un dysfonctionnement (lequel?) des marchés financiers.

Mais si l'on persiste à croire que l'investissement diminue du fait des intérêts élevés, la consommation augmente *pari passu,* les revenus abandonnés par l'investissement étant par définition également abandonnés par l'épargne: la demande et l'offre globales sont deux grandeurs équivalentes. Les théories du multiplicateur de l'investissement sont des fables pour le «kindergarten».

Justement, les mesures de lutte contre l'inflation et le chômage préconisées dans le monde actuel sont minées par un autre vice encore, tout aussi fondamental que la séparation dichotomique des grandeurs réelles et monétaires: la dichotomie supposée de l'offre et de la demande globales.

CHAPITRE XIII

LOIN D'ÊTRE INDÉPENDANTES L'UNE DE L'AUTRE, L'OFFRE ET LA DEMANDE GLOBALES SONT LOGIQUEMENT FUSIONNÉES EN UNE GRANDEUR UNIQUE; SEULE LA CONFUSION D'ESPRIT PERMET DE LES SÉPARER.

XXXII. LA MACROÉCONOMIE N'EST PAS FONDÉE SUR LA MICRO-ÉCONOMIE.

Toutes les lois économiques seraient obtenues au niveau des grandeurs «microscopiques», pour être ensuite agrégées. L'analyse globale ne serait rien d'autre que la science des agrégats. Selon cette vision, le marché central, sur lequel les grandeurs sont déterminées, est le marché des biens réels, le marché des produits prolongé par le marché des titres.

L'existence du marché des services producteurs n'est nullement niée pour autant, il est vrai. Mais il est admis qu'aucune contrainte ne s'exerce du marché des services producteurs sur le marché des produits. On s'imagine plutôt que les grandeurs déterminées sur le marché des produits se communiquent par propagation (à la rigueur instantanée) au marché des services producteurs: ainsi, le produit de la vente des biens réels est réparti entre les services du travail, du capital et de la terre. Si les lois énoncées permettent une répartition parfaite du produit déjà connu (du fait de l'égalisation des offres et des demandes sur les marchés des biens réels), «sans bénéfice ni perte», le théoricien est profondément satisfait.

Il ne lui vient pas à l'esprit de commencer l'analyse par la production. En effet, ou bien la production n'est pas un échange et ne saurait donc être «formalisée», ce qui la rejette hors du domaine de la science; ou bien la production est un échange, mais elle est alors le

cas particulier d'un échange sur le marché des produits, le nouveau produit ne pouvant être saisi que dans la transformation d'un produit antérieur. L'économie de production n'est plus qu'un exemple de l'économie d'échange.

Or, précisément, la pure économie d'échange est conçue comme le champ où s'affrontent les «forces marshalliennes» de l'offre et de la demande, mouvements qui appartiennent par définition à deux catégories non seulement distinctes mais opposées l'une à l'autre. Dans ses fondements, l'économique est ainsi bornée à l'étude de la formation des prix par la réduction des demandes et des offres excédentaires, article par article et dans le réseau des échanges simultanés ou, à un stade plus avancé (non encore atteint), à l'étude de l'évolution dynamique des demandes et des offres excédentaires: le passage d'un équilibre général à un autre.

94. En macroéconomie, la production est primordiale.

La théorie des émissions est d'emblée beaucoup plus réaliste. Elle part de la production. Le marché des produits est subordonné. Tout bien apparaissant sur le marché des produits y est déposé à l'issue du marché des services producteurs. Bien plus, aucun produit ne disparaît du marché des biens réels pour y revenir plus tard. Le retrait est définitif. Cela signifie que la production n'est en aucun cas la transformation d'un produit antérieur en un produit nouveau. Même le «recyclage» d'un produit (bouteilles, papier-journal) est une toute nouvelle production, un nouveau travail, une émission initiale.

Toutefois, bien que la production ne change pas le produit antérieur, elle est un échange parfaitement constitué, car elle change le produit actuel en monnaie. Si la monnaie n'intervenait pas, la production échapperait effectivement à l'analyse. La science économique a donc pour premier objet l'étude de la monnaie. C'est grâce à la monnaie que le produit existe; il faut entendre cette proposition en son sens littéral: si le produit n'était pas changé en monnaie, il ne serait pas déposé dans le temps continu. Il en résulte qu'aucun bien ne serait, en tant que produit, présent sur les marchés pour y être échangé (acheté).

Afin de maintenir l'analyse en adéquation avec la complexité de la réalité, il faut donc énoncer deux lois apparemment contradictoires et déjà bien connues.

1. Les biens et les services réels sont projetés par le marché des services producteurs sur le marché des produits; dès qu'ils sont effacés de ce marché, les biens sont détruits en tant que produits; ils ne sont plus que des valeurs d'usage, plus ou moins durables, au service du «bien-être» des ménages.

2. Sur le marché des produits, les prix des biens et services réels sont redéfinis; tout produit arrive «avec un prix» (égal à son coût de production), mais il ne le conserve pas nécessairement; les prix peuvent être modifiés à la baisse (la somme des écarts étant alors logiquement nulle), mais ils le sont surtout à la hausse; l'augmentation des prix sur le marché des produits est nette, et elle est la seule source des revenus non salariaux.

95. La double insuffisance de l'analyse par l'équilibre général

L'analyse par l'équilibre général est donc doublement insuffisante. Elle ne tient pas compte de la rétroaction des achats de produits sur les achats de services producteurs. D'autre part, elle explique la formation des prix à partir des coûts de production encore nuls. Si les coûts sont finalement positifs, ils le sont en conséquence de la formation des prix (sur le marché des biens); dans la réalité des faits, les coûts ne découlent pas des transactions sur le marché des produits, qui sont au contraire «appuyées» sur les coûts. Le prix de l'ensemble des biens est prédéterminé dans l'opération, nouvelle en chaque période, de la projection de ces biens par le marché des services producteurs sur le marché des produits: les prix ne peuvent plus être touchés qu'à l'intérieur de cet ensemble.

On en induit que les approches théoriques par les «équilibres walrasiens» et les «équilibres non walrasiens» souffrent de la même myopie. Elles ne tiennent pas compte du fait que, à l'intérieur de l'ensemble des biens réels présents sur le marché, la réduction des demandes excédentaires, positives et négatives, repose sur les coûts de production *déjà donnés avec une exactitude rigoureuse et définitive.*

Le prix de l'ensemble des biens réels n'est donc pas l'addition ou l'agrégation des prix déterminés par les offres et les demandes: le prix global est obtenu directement (le tout avant ses parties désagrégées, et non additives, puisqu'elles comprennent des transferts ou des doubles emplois) par l'émission des salaires, source de tous les biens présents sur les marchés.

96. Les théories néoclassiques privilégient le marché des produits.

Dans l'étude de l'inflation et du chômage, il n'est pas question de reprocher aux théoriciens du courant principal d'avoir choisi pour théâtre le marché des produits à la place de l'union organique des deux marchés. Les erreurs les plus profondes sont inconscientes. C'est en pleine méconnaissance de cause que les néoclassiques, les post-keynésiens, les néo-keynésiens, les friedmaniens et les reaganiens cherchent les interactions entre monnaie et produit sur le seul marché des biens et des titres réels. Personne ne prend le parti de rejeter la contrainte exercée sur ce marché par l'émission des salaires; la prédominance du marché des services producteurs n'est pas niée: elle n'appartient même pas au champ des hypothèses à examiner, faute d'y avoir été décelée. Et il est bon qu'il en soit ainsi, car il est bien plus facile de faire accepter un enrichissement même fondamental des données; de convaincre d'omission plutôt que de commission.

97. Dans la réalité, tout achat est à la fois échange et production.

Reprenons le cours de la théorie correcte. Pour saisir en même temps les deux mondes, constitués des grandeurs réelles et des grandeurs nominales, il est inopérant de cantonner la pensée dans le champ clos des achats sur le marché des produits; la seule méthode qui soit égale au projet se fonde sur le couple de la formation et de la dépense des revenus, unies par la relation la plus intime qui soit, l'identité. L'émission des salaires étant la demi-émission du produit réel, la dépense des salaires est appelée par leur formation avec une force irrésistible, unissant les deux moitiés d'une opération unique. Il n'est donc pas concevable que les revenus créés et les revenus

dépensés ne soient pas strictement à égalité, pour le produit de chaque période. Si des écarts s'introduisent néanmoins, ils se déclarent dans le respect intégral de l'identité de l'offre globale (création des salaires) et de la demande globale (destruction des salaires).

L'unique façon intelligente – non contradictoire – de définir la Crise est dans la dénonciation des émissions vides, seules opérations permettant de concilier logiquement l'identité de l'Offre et de la Demande avec les deux écarts contraires mais simultanément possibles: l'inflation (excès de la demande globale) et le chômage (excès de l'offre globale).

Au lieu de chercher dans cette voie – et comment l'auraient-ils fait, puisque personne ne l'avait encore ouverte? – les scientifiques se sont perdus à la chasse des deux chimères, l'Offre indépendante de la Demande et la Demande indépendante de l'Offre, comme si le rapport des protons aux électrons pouvait être modifié au gré de l'expérimentateur, dans le respect de la nature du corps chimique donné. Même en économie, les manipulations alchimiques sont vouées à l'échec.

XXXIII. LE MYTHE DE L'OFFRE INDÉPENDANTE DE LA DEMANDE («SUPPLY-SIDE ECONOMICS»)

L'idée a le mérite de la simplicité. L'économie doit produire davantage; à cet effet, il faut contenir les coûts de production par tous les moyens disponibles: freiner l'accroissement des salaires nominaux, des charges fiscales et sociales imposées aux entreprises, des dépenses de recherche et des investissements culturels.

La critique est évidemment moins facile que ces naïvetés, car elle repose sur les lois dont la perception exige une certaine attention intellectuelle.

98. Les coûts salariaux mesurent le produit et non la part des salariés dans le produit national.

1. La production nationale connaît un seul coût net (tous les autres coûts étant des transferts): le paiement des salaires.

2. Quel que soit le montant des salaires émis dans l'économie, ils sont strictement égaux à la totalité du produit national. Il est donc formellement impossible d'alléger les coûts salariaux par la diminution générale des salaires nominaux.

Reprenons ces deux points.

A. *Les salaires sont l'unique coût de la production globale.*

Si les liaisons entre monnaie et biens réels résultaient des échanges relatifs, les coûts seraient réduits à de simples prix; dans l'échange des tomates contre les poires, aucun coût n'est défini sinon sémantiquement, les poires ayant un coût en tomates et réciproquement. Le coût est alors le nom du prix. Cependant, dans nos économies concrètes, le coût a une existence effective, non réductible au prix.

Le saut théorique s'opère dans la distinction de la monnaie et des biens réels: la monnaie est le coût des biens réels, qui ne sont pas le coût de la monnaie.

Si l'on continue légitimement à parler des prix comme grandeurs déterminées sur le marché des produits (justement dans leurs écarts par rapport aux coûts), il serait donc incohérent d'assimiler les coûts aux prix, car, sur le marché des produits, l'échange de la monnaie contre les biens réels est identiquement l'échange des biens réels contre la monnaie.

La clarté exige que l'on discerne deux opérations.

La première est la *création des revenus.* La seconde est la *dépense des revenus.* Or la dépense des revenus peut être entendue de deux façons. Si on l'analyse uniquement sur le marché des produits, sans se soucier de rapporter la mesure du revenu dépensé à la mesure du revenu initialement créé, on obtient des prix et non des coûts, sinon au sens purement «sémantique» que nous avons évoqué, le coût étant le nom du prix. Afin que le coût soit lui-même, il faut le saisir dans la première opération, création des revenus, ou identiquement dans la seconde, destruction des revenus.

Le langage scientifique devrait s'interdire de parler indifféremment de prix et de coûts. Le coût du produit national est le nombre des unités monétaires émises dans le procès de production; les prix sont une réalité plus compréhensive, car, comme nous l'avons

remarqué plusieurs fois, en moyenne chaque produit est vendu sur les marchés à un prix supérieur à son coût de production; sinon, les revenus salariaux ne seraient pas partiellement redistribués en profits, rentes, intérêts et dividendes. Il est tout à fait vrai – nous l'avons dit dans la première partie de ce travail – que les prix sont finalement réductibles aux coûts (ou aux «valeurs»); mais la coïncidence est obtenue par la partition du prix d'achat en deux canaux, le financement de la production du bien acquis par l'acheteur et, en plus, le financement de la production des biens non salariaux.

En son sens scientifique exact, le coût est donné dans l'émission des salaires. A cet égard, le progrès décisif est en quelque sorte négatif: il faut comprendre que le salaire, définition du coût de production, a lui-même un coût absolument nul. La difficulté d'intellection tient au fait que l'échange du salaire contre le produit est absolu. Les travailleurs ne donnent pas le produit contre «autre chose»; ils donnent le produit en nature contre le même produit, en monnaie.

L'expérience essentielle, seule capable d'ouvrir les yeux de l'analyste, est la suivante. Figurons-nous que les unités de monnaie n'existent pas encore – elles ne sont donc rien –; mais elles sont sur le point d'être créées; elles le sont dans l'émission des salaires: le salaire et la monnaie naissent ensemble. C'est bien la preuve que le salaire, coût du produit, a lui-même un coût nul: le salaire n'est pas payé en un bien préalable, une monnaie préexistante, mais dans l'émission de la monnaie.

Dès que le théoricien a ainsi découvert une catégorie de coûts tout à fait inattendue – les coûts en une monnaie qui ne voit le jour que dans le paiement de ces coûts –, il sait qu'il doit soigneusement les distinguer des autres coûts, connus de longue date, dont l'objet est une monnaie préexistante et qui ne sont, en dernière analyse, que des prix.

Les coûts définis en une monnaie non préexistante sont assumés dans le paiement des salaires, source de tous les revenus de l'économie.

Les coûts définis en une monnaie préexistante ne sont que des prix; ils sont payés à partir d'un revenu déjà créé.

La preuve recherchée est ainsi atteinte. Seuls les coûts salariaux sont nets dans l'ensemble de la société, (car ils font naître les revenus), tout autre coût étant un simple prix, (car il est la dépense d'un revenu préalable).

Nous pouvons maintenant nous tourner vers l'examen de la deuxième proposition.

B. *Il est formellement impossible d'alléger les coûts salariaux par la diminution des salaires nominaux.*

On pourrait raisonner en une parabole. La société comprend une seule entreprise, employant un travailleur unique. Comment faire pour que la journée de travail passe d'une durée de 6 heures à une durée de 8 heures? Le remède n'est-il pas dans la diminution des salaires? On peut s'imaginer, par exemple, que l'employé soit incité à allonger sa journée de travail, afin de maintenir son revenu, quand il ne gagne plus en huit heures que le salaire de six heures précédemment; de son côté, l'entreprise acceptera de donner ce surcroît d'emploi, puisque le coût de la production par unité de temps est allégé en proportion.

N'est-il pas vrai que nos sociétés souffrent du chômage parce que le niveau des salaires y progresse trop vite? Ne serait-il pas plus raisonnable de freiner l'augmentation des rémunérations, afin de permettre à plus de travailleurs d'accéder à l'emploi?

Cette vision de la réalité est infantile. Reprenons l'allégorie. Quelle que soit la variation imprimée au montant des salaires de notre travailleur unique, son salaire horaire est constant. Que l'entreprise paie un franc ou un million de francs par heure de travail, elle paie la même somme. Et l'ouvrier perçoit invariablement le même traitement. La raison de cette constance des salaires réels face à la variation même la plus «sauvage» des salaires nominaux, tient simplement au fait que le *produit est inchangé, qu'il soit coulé dans une somme de monnaie petite ou grande:* pour obtenir le produit en nature, les titulaires de revenus doivent dépenser d'autant plus que les salaires monétaires sont plus élevés. Le salaire ne coûte rien à l'entrepreneur et il n'apporte au travailleur que son propre produit (horaire), qui est rigoureusement inchangé dans les deux cas, son «expression monétaire» étant d'un franc ou d'un million de francs.

Les francs existent réellement – ils ont un corps (le produit) – dans les salaires déjà versés: les francs sont inexistants face aux salaires à verser. Même aggravés des charges sociales, les salaires sont émis dans une opération qui rapporte autant à l'ensemble des firmes qu'elle leur coûte; l'impact est rigoureusement nul puisque les revenus émis sont identiquement reflués dans leur dépense sur le marché des produits. Même si tous les salaires (directs et indirects) étaient diminués de moitié, l'ensemble de la population des salariés recevrait comme auparavant la totalité du produit social.

99. L'illusion des «supply-siders»

La profonde illusion des «supply-siders» procède d'une vision considérablement appauvrie de la réalité; ils vivent dans un monde où rien ne se crée et où rien ne se perd, le produit n'apparaissant et ne disparaissant jamais; tout paiement de salaires est donc le déplacement, au bénéfice des travailleurs, d'un produit préexistant: plus les entreprises «envoient» de produits et moins il leur en reste. Si la Crise sévit, c'est parce que les firmes sont dépouillées; consentons à leur retirer progressivement moins de produits (en modérant la hausse des salaires nominaux) et le résultat sera bénéfique pour tous, car le plein emploi des hommes et des machines pourra être rétabli.

L'illusion est entretenue par ce qu'il est convenu d'appeler le paradoxe de la composition. Il est parfaitement vrai que l'identité du flux et du reflux, ou de la création et de la destruction des salaires, ne s'exerce que de l'ensemble des firmes sur leur ensemble. Chaque entreprise particulière est exposée à un risque, celui de ne pouvoir retirer de ses ventes finales qu'une partie des salaires par elle distribués. Ainsi, pour chaque entreprise les salaires ont un poids, qu'ils perdent pour l'ensemble des entreprises.

Tout paradoxe est dissipé par un approfondissement de l'analyse. Même pour la firme quelconque *Eq* l'émission des salaires a un coût nul, pourvu que les salaires émis par *Eq* refluent sur le produit de *Eq*. Si *Eq* dépasse sa faculté de création, en émettant des salaires qui, dans l'échange généralisé, sont partiellement reflués dans l'achat du produit d'autres firmes, les travailleurs de *Eq* trouvent dans leurs

salaires un «trop-perçu». Dans les salaires émis par toutes les entreprises, seuls les «trop-perçus» définissent des coûts positifs. Or, il est clair que la somme des «trop-perçus» est nécessairement nulle dans la société. L'existence des écarts signifie seulement que certaines firmes en enrichissent d'autres; prises ensemble, les entreprises ne sont ni enrichies ni appauvries par l'émission des salaires.

Il importe que le mal soit reconnu à la racine. Le chômage n'est en aucune façon dû au montant nominal des salaires ni à l'augmentation des charges sociales, qui mordent dans le produit déjà donné. C'est justement parce que le produit national est diminué par la persistance du sous-emploi que les charges des entreprises sont accrues: leur aggravation est la conséquence et non la cause du chômage.

L'indépendance supposée de l'Offre par rapport à la Demande encourage l'esprit de calcul. L'indépendance supposée de la Demande par rapport à l'Offre parle davantage à la générosité. Mais la logique fait fi des sentiments.

XXXIV. LE MYTHE DE LA DEMANDE INDÉPENDANTE DE L'OFFRE («DEMAND-SIDE ECONOMICS»)

Un penseur étranger à notre science trouverait suspecte cette opposition des Ecoles. Si la même réalité peut être approchée de ses deux côtés opposés, n'est-ce pas qu'elle les réunit en un même tout? N'est-il pas interdit, dès lors, de les séparer?

On rencontre effectivement chez les théoriciens de la Demande le même degré de naïveté que chez leurs adversaires.

100. L'accroissement des revenus nominaux n'a aucun effet (bénéfique) sur l'emploi.

Par symétrie, l'idée essentielle serait, pour combattre le chômage, d'accroître les revenus. Il n'est pas question, à ce propos, d'augmenter la masse monétaire indifférenciée ni d'accroître sa vitesse circu-

latoire, mais de distribuer davantage de revenus nominaux, quel que soit l'effet de cette mesure sur la monnaie. La justification de la «politique des revenus» à rebours est évidente. Si l'économie pleinement employée ne parvient pas à écouler l'intégralité de son produit, c'est donc que les titulaires de revenus ne disposent pas d'un pouvoir d'achat suffisant. Pourvu qu'on leur donne le complément, les biens seront écoulés et les firmes pourront assurer du travail aux chômeurs. C'est construire les villes à la campagne.

L'erreur a deux composantes, selon que l'augmentation des revenus préconisée est partielle ou globale.

A. *L'augmentation des salaires d'une partie de la population des travailleurs*

Au risque de paraître «dur de cœur», laissons encore parler la logique, qui est la même pour tous.

De deux choses, il faut l'une.

1. Les travailleurs dont les salaires sont augmentés (par exemple les ouvriers non spécialisés) continuent à acheter, dans l'échange généralisé, donc à travers les biens quelconques (de leur choix), leur propre produit. En termes plus savants, le circuit est spontanément fermé malgré l'augmentation sélective des salaires. Dans ce cas, l'incrément des salaires est entièrement absorbé par l'achat des mêmes biens, les biens-salaires produits par les travailleurs dont les revenus monétaires sont augmentés. Le circuit se ferme sur les salaires accrus comme il se fermait sur les salaires antérieurs. Il n'en résulte pas que l'incrément des salaires n'apporte rien à ses bénéficiaires, comprenons-le bien. En «valeur d'échange» tout est comme avant. Mais les travailleurs concernés sont avantagés en ce qu'ils reçoivent maintenant plus de «valeurs d'usage»; pour eux, c'est l'essentiel.

Toutefois, l'objectif n'est pas atteint; ne le perdons pas de vue: il s'agit de diminuer le chômage. A cet égard, la situation n'est nullement améliorée. L'augmentation des salaires dégagerait un surplus de pouvoir d'achat, qui pourrait alors s'exercer sur le résultat d'une production additionnellement engagée, uniquement si le produit des travailleurs (relativement) avantagés n'absorbait pas dans sa vente la totalité des revenus créés, sans excepter leur incrément. Or,

ce n'est pas le cas, puisque le circuit se ferme spontanément. C'est l'hypothèse même. Tous les salaires sont détruits dans la vente du produit des salariés, même dans l'entreprise qui a accordé l'augmentation des rémunérations. Malgré leur accroissement, aucune fraction des revenus ne reste donc disponible sur le marché, d'où elle pourrait susciter un surcroît de production.

La conclusion est tout aussi négative dans le second cas.

2. L'incrément des salaires manque à l'écoulement des biens produits par les travailleurs concernés. Il n'est pas difficile d'en mesurer la conséquence. D'abord, le profit des entreprises à qui incombe le paiement des augmentations de salaires est entamé. Plus exactement, un déficit de l'écoulement se fait jour. C'est logiquement inévitable puisque par hypothèse le circuit ne se ferme plus spontanément. Cela signifie que le pouvoir d'achat créé en plus est détruit au sein du déficit de l'écoulement. Il n'en reste donc pas une once au bénéfice des biens dont on espérait pouvoir stimuler la production.

Passons à l'examen de l'augmentation générale (dans la même période) des salaires monétaires.

B. *L'augmentation proportionnellement égale des salaires de tous les travailleurs*

On pourrait se promettre davantage de succès, car il est indubitable que l'incrément est absolu, cette fois: il touche l'ensemble des travailleurs. L'effet de la mesure prise ne saurait donc se dissiper à l'intérieur de l'ensemble, en avantageant les uns au détriment des autres.

Cependant, il demeure que l'objectif n'est pas atteint; il reste même tout aussi éloigné. Un progrès n'aurait été réalisé que si les revenus ne formaient pas une masse unique, englobant les incréments. On s'imagine peut-être que les revenus supplémentaires constituent une «poche» prête à se vider sur le produit d'une activité supplémentaire, elle aussi, alors qu'à concurrence de leur montant antérieur les salaires sont dépensés pour l'achat du produit courant. Pourquoi la réalité ne suit-elle pas, docile? C'est que le pouvoir d'achat de la monnaie n'est pas à l'image de l'attraction exercée par

un corps sur un autre. La monnaie est le moule du produit. Si partout le produit de la période est lancé dans un plus grand moule (les salaires étant tous augmentés dans la même proportion), il est conséquent qu'il faudra dépenser plus de monnaie pour acheter le même produit. De nouveau, l'accroissement des revenus est entièrement absorbé par le produit qui existe déjà et l'espoir est déçu: les revenus supplémentaires n'exercent aucune action à « distance», sur les productions non encore engagées.

101. L'effet des encaisses réelles est une illusion.

Il convient ici de parler quelque peu d'un «effet», qui avait connu une grande fortune, l'effet des encaisses réelles. Exposons brièvement cette «théorie», qui ne mérite pas de longs développements.

Les salaires augmentent. Il s'agit par définition des salaires nominaux. On en déduit – hâtivement, nous allons le voir – que les bénéficiaires des revenus accrus détiennent d'abord un pouvoir d'achat proportionnellement plus grand. La raison invoquée est élémentaire: les revenus monétaires sont accrus, mais rien ne s'est encore passé du côté des grandeurs réelles.

En première instance, les revenus supplémentaires apportent donc un supplément égal de pouvoir d'achat. Puis le pouvoir d'achat additionnel est progressivement lancé dans les achats sur les marchés des biens et des titres. Du fait de la dépense ainsi accrue, les prix montent. Finalement, les grandeurs réelles se sont adaptées aux nouvelles grandeurs nominales et l'accroissement des salaires nominaux ne définit plus aucun gain en pouvoir d'achat.

Si ces explications étaient correctes, on pourrait les embellir en introduisant un effet sur les productions *futures*. Nourrie par les incréments de revenus, la demande excédentaire se partage entre les produits déjà présents et les produits à venir; dans la mesure où la production répond à la nouvelle demande, les prix ne sont pas affectés et le gain de pouvoir d'achat est net et définitif. Dans ce cas, il serait donc erroné d'exclure l'incidence positive de l'augmentation générale des revenus nominaux sur l'emploi.

Or, l'effet dynamique des encaisses réelles n'a jamais existé dans les faits; il est purement *cérébral.* Le sophisme selon lequel les variables réelles sont d'abord constantes face à l'augmentation de la variable monétaire (la somme des revenus nominaux) est la conséquence directe de la «dichotomie» où sont faussement tenus la monnaie et le produit. Dès que l'on commence à comprendre que les revenus monétaires sont la définition du produit, on s'aperçoit que l'augmentation du niveau général des salaires détermine immédiatement le nouveau prix d'ensemble des biens disponibles sur les marchés: l'effet des encaisses réelles s'exerce donc instantanément.

Il est vrai, bien sûr, que seul l'écoulement du produit «manifestera» le nouveau prix de l'ensemble du produit. Mais la traduction des coûts de production (donnés dans l'émission des salaires) en prix de vente (connus dans la destruction des salaires) est une vérité générale, applicable à la totalité des revenus nominaux et non seulement à leur accroissement. En toute rigueur, on peut dire que la totalité du produit est positivement demandée dès l'instant de la formation des revenus, sans qu'il soit nécessaire d'attendre leur dépense.

Si, toutefois, on préfère se donner l'intégration de la monnaie et du produit uniquement sur le marché des biens réels, on peut encore maintenir le raisonnement dans la voie de la logique: il suffit, pour cela, de reconnaître que la somme totale des revenus disponibles est détruite dans l'achat de la totalité du produit à écouler. Il se confirme donc que l'augmentation du niveau général des salaires n'a aucun effet sur les productions futures. *Le chômage persiste dans toute son ampleur.*

La théorie des émissions montre l'impact exact, qui est loin d'être négligeable, de l'augmentation générale des revenus nominaux. Le produit courant est instantanément conduit à la nouvelle dimension nominale des revenus; de ce côté-là, le gain est désespérément nul. En revanche, on sait que le capital financier ne saurait suivre le mouvement; il reste d'abord à son niveau nominal antérieur: il est donc diminué. En résulte-t-il que le chômage soit touché? La raison impose beaucoup plus de circonspection. En réalité, le chômage, dû

à l'existence des émissions malignes, n'est aucunement lié au niveau des salaires. L'augmentation des salaires n'est donc pas une cure adéquate. Elle est un pis-aller.

Nous avons démontré que le mouvement est en quelque sorte pendulaire: l'augmentation générale des salaires combat les émissions vides qui, par l'effet continué de l'amortissement du capital fixe, reprennent constamment le dessus. Il faut toujours recommencer. Personne n'est finalement gagnant à ce jeu. L'augmentation sans cesse reprise du niveau des salaires est un mal induit.

La solution radicale sera trouvée dans l'«empêchement» des émissions vides.

Il est un dernier domaine où les scientifiques et les politiques cherchent remède à la crise, le domaine où s'exercent les comportements des agents.

CHAPITRE XIV

L'INFLATION ET LE CHÔMAGE SONT TOTALEMENT INDÉPENDANTS DU COMPORTEMENT DES AGENTS.

Avant la découverte analytique des émissions – on ne parlait que des émissions de la monnaie de papier ou encore de l'émission des obligations –, les grandeurs économiques ne pouvaient être saisies que dans le temps continu ou, à la rigueur, dans des «fonctions de saut». La théorie ne connaissait l'existence d'aucune opération qui ne fût conçue comme un mouvement dans un espace et dans un temps prédéterminés. Or, il est indubitable qu'en chaque période le produit national est en fait un espace nouveau. Le temps est lui-même nouvellement produit, en cela justement que la production quantise le temps. La production de chaque travailleur étant reconnue pour ce qu'elle est, une émission, on ne peut plus s'étonner de l'impuissance de l'ancienne théorie face aux maladies concrètes dont l'économie est depuis longtemps frappée.

Si la production nationale était une simple transformation matérielle, toutes les opérations économiques seraient réductibles à deux types: les unes transformeraient les matières (premières) et les autres achemineraient les matières en leur état, transformées ou non. Même dans le premier cas, l'opération se saisit d'un objet qu'elle restitue, sous une forme identique ou non, sans rien lui ajouter (d'où viendrait l'incrément?), ni rien lui retirer (sauf dans cette déperdition que l'on appelle parfois la poussière du diable ou la part des anges, selon la nature de l'objet perdu, les «chutes» qui, évidemment, ne diminuent pas la matière traitée mais en retirent une partie de la jouissance des sujets).

Avant la découverte de la production-émission, les opérations connues étaient toutes des échanges appartenant à l'une ou à l'autre des catégories suivantes.

1. Les échanges définis comme la transformation des objets; un produit brut est changé en un produit plus «fin» et finalement fini.

2. Les échanges entre deux objets distincts qui, au lieu de changer d'état, changent de mains.

Or, comment le moindre désordre pourrait-il s'introduire dans les échanges de la première ou de la deuxième catégorie? C'est inconcevable. Les échanges *1* ne peuvent que respecter le principe d'identité: le produit est le même à la sortie de l'échange, bien qu'il ne soit plus dans le même état. Quant aux échanges *2,* ils épuisent banalement leur effet dans le déplacement réciproque qu'ils impriment à leurs objets.

L'embarras où se trouvait la théorie se résume en une alternative. Ou bien l'économie est déjà désordonnée avant que ne surviennent les échanges; ou bien l'économie ne peut jamais connaître le désordre. Mais si le premier terme est vérifié, d'où vient le désordre? La science ne saurait l'expliquer puisque les seules opérations dont elle dispose sont les échanges.

Le salut est dans la découverte d'une toute nouvelle classe d'échanges, les échanges absolus du produit en monnaie. Et, n'en déplaise à Gresham, les bonnes conceptions chassent les mauvaises. Dès que l'observateur prend conscience des échanges absolus, il s'aperçoit que tout échange quantifiable en économie concrète est de ce type. Les échanges *1* impliquent le travail de l'homme, si bien qu'à la sortie de l'opération on trouve un produit tout nouveau et non la simple transformation matérielle de l'objet brut. Et les échanges *2* ne sont en fait que des trocs qui usurpent le nom des échanges: la carpe ne serait échangée que si elle devenait lapin. Les seuls échanges nominaux qui soient des échanges réels ont pour termes la monnaie et le produit.

Etant désormais le champ des échanges monétaires, l'économie politique est adéquate à son objet. Immédiatement, le désordre devient accessible à la «formalisation». L'économiste sait mainte-

nant que l'économie de production est sujette à la Crise parce qu'elle est une économie monétaire.

L'inflation et le chômage ont leur source dans la seule opération, le seul mouvement qui existe dans le champ entier de la science et de la réalité économiques: *l'émission des salaires.* Tous les revenus, salariaux et non salariaux, sont créés, transmis et détruits par les émissions (monétaires et réelles) des salaires. *C'est donc au sein de ces émissions que doit se trouver l'explication de la Crise.*

Mais on sait aussitôt où l'explication ne saurait en aucun cas se trouver: dans le comportement des agents, ménages et entreprises. Qui ne ferait la distinction des opérations et de leurs résultats? Les sujets ne peuvent agir que sur les grandeurs dont l'existence est positive, donc sur les grandeurs *déjà créées* et non encore détruites. Autrement dit, les comportements s'exercent sur les *résultats* des opérations. Or, le dysfontionnement de l'économie est créé par les *opérations;* quand leur résultat est là, il est trop tard, le mal est fait.

Il est d'ailleurs heureux que l'homme ne soit pas, dans ses comportements, rationnels ou non, le créateur de la Crise, sinon le désordre serait incurable. Il faudrait changer la nature humaine! Le remède existe.

Avant de le formuler, donnons quelques exemples des fausses prescriptions fondées sur l'analyse du comportement des agents. En vérité, l'homme n'est pour rien dans son infortune.

L'inflation? Sa cause est immédiate: l'homme vit au-dessus de ses moyens. Il importe donc de lui imposer une plus grande discipline.

Le chômage? Mais son origine est claire: l'homme préfère la thésaurisation au plein emploi. Il faut donc suppléer les revenus oisifs. Déjà dans la formulation des diagnostics et des remèdes correspondants, la contradiction où se meut la «macroéconomique des comportements» saute aux yeux.

Enfin, les désordres auraient également leur source dans l'incohérence des comportements tels qu'ils sont décidés par les deux groupes «opposés» d'agents, entreprises et ménages. C'est tout le problème du partage de la production et des ventes entre la con-

sommation et l'investissement d'un côté, la consommation et l'épargne de l'autre. Si les entreprises prévoient imparfaitement l'affectation des revenus et leur partage entre les achats de biens de consommation et les épargnes, n'en résulte-t-il pas une disparité entre la production et la vente des biens des deux catégories, biens-salaires et biens-capitaux? Et, si la réponse est positive, ne jette-t-elle pas une certaine lumière sur les causes de la Crise? Nous constaterons que ces craintes et ces espoirs sont purement fondés sur une insuffisance de l'analyse. La liberté des acheteurs ne fournit aucun début d'explication; bien que la production nationale ne soit pas soumise au déterminisme, elle ne court aucun danger du fait du comportement «arbitraire» des sujets.

XXXV. L'HOMME NE VIT PAS AU-DESSUS DE SES MOYENS. LA RAISON EN EST DANS UNE LOI DE LA LOGIQUE. IL EST DONC INUTILE D'EN APPELER AUX PRÉCEPTES MORAUX.

102. Vivre à crédit n'est pas un comportement inflationniste.

Situons bien le problème.

Il est tout à fait exact qu'un agent quelconque peut «vivre au-dessus de ses moyens». Ce faisant, il dépense un revenu qui n'est pas le sien. Plus précisément, notre homme prélève dans le produit courant une part qu'il n'a gagnée ni dans ses salaires ni dans ses revenus non salariaux. Si la différence provient d'un don, les moyens du donateur sont diminués d'autant et l'anomalie est éteinte.

Mais une autre possibilité se présente: l'écart peut être comblé par le marché financier. Il faut alors parler de deux déséquilibres simultanés. L'agent exerce une demande excédentaire sur le marché des produits et une offre excédentaire égale sur le marché des titres. Ainsi l'opération obéit-elle à une tautologie. Le vendeur de titres achète plus de produits qu'il n'en vend; l'acheteur de titres vend plus de produits qu'il n'en achète. C'est dire qu'il est impossible à *l'ensemble* des agents de vivre au-dessus de ses moyens. La dépense sur le marché des produits d'un revenu qui n'aurait été gagné par per-

sonne serait un exploit digne des facéties du Baron de Munchhausen.

Il est remarquable que, si le raisonnement s'élève au-dessus de la tautologie, il s'éloigne pareillement du domaine des comportements. Aucun comportement ne peut vaincre l'identité des ventes et des achats de titres. Mais, malgré cela, il reste vrai que le truisme selon lequel tout achat est une vente ne fait pas obstacle à la formation sur le marché des produits d'une demande excédentaire nette aux yeux de tous. La logique le permet uniquement parce que l'opération définissant la demande excédentaire est une dénaturation instantanée, une diminution de l'étalon des mesures.

Nous en connaissons bien l'exemple le plus frappant (mais non le plus fréquent), le crédit ex nihilo accordé par le système bancaire. Dans la mesure où les banques prêtent une monnaie qu'elles n'ont pas reçue, elles logent (fautivement) une opération de création dans une opération d'intermédiation. La monnaie ainsi émise prélève un produit qui n'a été épargné par personne. Prêtée sans avoir été empruntée, la monnaie en surnuméraire altère la relation monnaie-produit qui avait été établie dans l'émission des salaires. Si z unités de monnaie sont surajoutées, le même produit se trouve instantanément dilué dans la masse des salaires (directs et sociaux), accrue de la somme z. Le «rapetissement» induit de l'étalon, l'unité monétaire, explique comment la tautologie est tournée: avant et après l'émission de la fausse monnaie, toute opération effectuée sur le marché financier est identiquement un achat et une vente de titres. Mais dans l'émission de la fausse monnaie – à l'intérieur de cette opération – la banque prête des revenus qu'elle n'a pas empruntés et augmente ainsi la somme des revenus nominaux à la disposition de l'économie globale. Qui se comporte mal dans l'affaire? Ni les entreprises ni les ménages, qui doivent restituer l'intégralité de leurs emprunts. Le système bancaire? Mais comment parler ici d'une faute de comportement? C'est le règlement qui est imparfait. Et si faute humaine il y a, elle est analytique, intellectuelle et non pas pratique: une «trahison des clercs». Il faut dépenser un grand effort de recherche pour pressentir, approfondir et enfin maîtriser la distinction des opérations bancaires, en créations et en intermédiations. Le critère une fois connu, on peut songer à l'appliquer. Et les

comportements bancaires n'en seront pas modifiés. C'est *la règle du jeu* qui ne sera plus la même.

La conclusion est identique pour les firmes. Un marxisme petit-bourgeois a répandu cette image néfaste des bons travailleurs face aux exploiteurs. Le capitalisme, même en son sens péjoratif, n'est pas une création (consciente) de l'homme. L'économie le subit toutes classes réunies. Il est certain que le développement historique des émissions vides a fortement contribué à l'équipement des industries et donc au bien-être général. S'il est temps maintenant de combattre la production des biens-profits, il s'agit de nouveau, ayant pénétré les règles du jeu, en vigueur dans le mode de production tel qu'il a évolué naturellement (et nullement conduit par la main de l'homme), de les modifier. Aujourd'hui, les entreprises sont, elles aussi, assujetties au Capital.

Quand toute production sera une émission pleine, les entrepreneurs se comporteront encore comme maintenant, à la recherche du profit. Ce comportement ne créera pas, et dès à présent il ne crée pas, le moindre désordre (sinon dans les esprits). Bien au contraire, le profit est le moteur de l'innovation. Quel que soit le montant des profits-dividendes, ils n'ajoutent pas un centime à la somme des demandes finales qui trouvent leur débouché sur le marché des produits.

103. Réserver une partie de ses revenus courants n'est pas un comportement déflationniste.

S'il est vrai que l'homme ne saurait dépenser que les revenus créés par le mode de production et, donc, que les demandes excédentaires ne sont nullement de son fait, ne faut-il pas néanmoins lui attribuer l'événement des crises de l'écoulement, dans la mesure où elles sont dues à la thésaurisation des revenus? Les titulaires de revenus ne sont-il pas libres, en effet, de réserver une partie de leurs moyens, pour n'en dépenser que le complément? Soustraits aux dépenses sur le marché des produits, les revenus condamnent le produit à l'invalidation et l'économie au sous-emploi. Mieux vaut ne pas produire les biens qui seraient laissés pour compte sur les marchés. Or, à l'examen, il se révèle que la *thésaurisation est un concept mal formé.* Une

réflexion plus avancée démontre qu'une fois de plus la vérité des uns *ou* des autres n'est pas la vérité des uns *et* des autres, pris ensemble.

XXXVI. TOUTE THÉSAURISATION GLOBALE EST UNE PURE CHIMÈRE. QUEL QUE SOIT LEUR COMPORTEMENT, LES AGENTS DÉPENSENT LA TOTALITÉ DE LEURS REVENUS. LA LOGIQUE L'EXIGE, DANS LE RESPECT INTÉGRAL DU LIBRE ARBITRE.

Distinguons les deux états historiques de la monnaie.

Avant l'événement de la monnaie bancaire, la monnaie émise dans les salaires était «matérielle». En cet état, la monnaie ne se prête à aucune thésaurisation, et ce, pour une raison très simple; si elle survient, la thésaurisation ne concerne pas le salaire mais la monnaie elle-même, en sa matière. Nous l'expliquerons.

Dès l'introduction de la monnaie bancaire, les salaires monétaires ne peuvent plus être distingués en salaires et en monnaie; ils forment au contraire l'unité insécable des deux grandeurs, le salaire et la monnaie étant parfaitement homogènes, nés de la même opération. Dans ces nouvelles conditions, la thésaurisation ne peut pas «transcender» les salaires pour atteindre la matière monétaire, qui n'existe plus. Il semblerait donc que, cette fois, la thésaurisation ait pour objet le salaire, le revenu lui-même; la conséquence en serait l'incidence du comportement des épargnants sur l'écoulement du produit national. Or, il n'en va pas ainsi, car la même évolution apporte à la fois la redéfinition de la thésaurisation et son annulation nécessaire. En général, les économistes n'aperçoivent que le premier aspect et, de ce fait, ils concluent au caractère «offensif» de la thésaurisation. Dès que l'analyse est poursuivie d'un degré, on s'aperçoit pourtant que, du fait de sa nature même, la monnaie bancaire ne peut être thésaurisée.

104. La thésaurisation de la monnaie matérielle a logiquement pour objet la matière et non la monnaie.

Dans les développements de ce travail, nous avons établi le caractère immatériel de la monnaie. La monnaie n'est pas et elle n'a

jamais été une matière. Cependant, il est bien entendu exact qu'avant l'avènement de la monnaie bancaire, les «espèces» étaient matérielles en ce sens qu'elles étaient portées par une matière, d'ailleurs généralement précieuse.

Même émis dans la forme de la monnaie matérielle, le produit physique est logé dans une monnaie négative, jusqu'au moment de son écoulement dans les achats finals. Cependant, il faut bien comprendre que le revenu en monnaie matérielle est deux fois physique ou réel: il l'est, comme toute monnaie, en son corps, le produit courant; et il l'est une seconde fois, dans la matière monétaire. Dès lors, il faut choisir entre les deux matières, car on ne saurait les ajouter, sans double emploi, l'une à l'autre.

La solution ne fait pas de doute. A l'instant de sa formation, donc dans l'émission des salaires, le revenu est défini par le nouveau produit et non par la matière monétaire, qui provient d'une autre production, antérieure. Pareillement, à l'instant de sa destruction, le revenu monétaire s'identifie au produit écoulé. Mais entre les deux opérations (formation et destruction des revenus), la monnaie s'identifie nécessairement à sa propre matière: elle est or ou argent. La thésaurisation ne peut donc jamais être positive; les revenus non dépensés n'existent pas, puisque, dans le laps de temps séparant la naissance de la dépense des revenus, la monnaie est matière et non revenu.

Dans le cas de la monnaie bancaire, l'impossibilité de la thésaurisation résulte d'une autre loi.

105. La thésaurisation de la monnaie bancaire est un concept mal formé, car, par nature, la monnaie bancaire est dès sa naissance prêtée. Une thésaurisation prêtée est une contradiction dans les termes.

Nous ne reprendrons pas la démonstration: les banques émettent leur monnaie dans une opération de crédit quantique et non en un crédit ordinaire. Il est bien évident que l'opération émettrice des salaires ne prête pas le revenu puisqu'elle le fait naître. Cependant, le crédit quantique est tellement «instable», qu'il est immédiatement transformé en crédit ordinaire.

Les revenus nouveaux sont immédiatement projetés par le marché des services producteurs sur le marché des titres, où ils définissent la formation d'un capital-temps net dans la société. Il est en effet de bon sens d'affirmer que les revenus non (encore) dépensés sont épargnés. Il s'ensuit que, dès leur formation, les revenus sont intégralement épargnés; mais dès le même instant, ils sont intégralement prêtés: aucune fraction de l'épargne n'est perdue.

La conclusion à laquelle nous arrivons ne devrait pas surprendre le lecteur, s'il a compris que le revenu est de toute façon une grandeur purement instantanée. Le produit national est écoulé à l'instant même où il se forme. On peut convenir que, sur ce point, l'analyse est moins «intuitive». Cependant, elle parle davantage au sens commun, dès qu'on la saisit un peu différemment: il sera facilement admis que le produit non encore écoulé dans les ménages est stocké dans les firmes. Or cela suffit. Tout stock est un capital-temps et tout capital est formé par la dépense d'un revenu. Ainsi, l'observateur accède aux stocks à travers la destruction des revenus. Et la destruction des revenus signifie ipso facto l'écoulement du produit.

La difficulté rebondit quelque peu du fait de l'ambiguïté de l'«écoulement du produit». Les produits stockés sont déjà écoulés puisqu'ils ont été achetés par l'opération de la transformation des revenus en capital-temps. Toutefois, il est clair que les produits stockés ne sont pas encore écoulés dans les ménages. Non seulement la théorie n'est pas inquiétée par cette ambivalence mais, bien au contraire, elle l'impose: étant par définition un revenu futur, le capital ne peut disparaître qu'en reproduisant le revenu d'où il procède. Les stocks sont finalement achetés par les revenus reproduits; plus exactement, ils sont alors achetés pour la deuxième fois, puisque leur transformation en capital-temps (en stocks) est déjà un achat pleinement constitué.

A partir de là, il n'y aurait plus rien à dire si l'analyse pouvait s'arrêter aux preuves positives. Or, elle doit également s'occuper des objections mal fondées, qui masquent parfois la vérité. Résumons le discours que pourrait se tenir l'honnête homme.

Puisque deux écoulements sont évoqués par la théorie, il faut retenir le bon, c'est-à-dire les ventes finales dans les ménages. Ainsi, n'est-il pas évident que l'écoulement du produit, sous la forme du

capital-temps, ne confère aucune garantie de bonne fin à la production? La preuve de la nullité nécessaire ou logique de la thésaurisation ne sera donnée que si l'on établit la certitude de l'écoulement final des stocks. Toute différence non nulle entre les deux écoulements signifierait, en dépit des arguments «abstraits», l'existence et la persistance d'une thésaurisation positive, avec toutes les conséquences qu'elle comporte: non écoulé dans les ménages, le produit est invalidé. Et le chômage a-t-il une autre cause? Les entreprises cherchent tout naturellement à ne produire que les biens dont elles peuvent raisonnablement espérer l'écoulement dans les ménages.

L'objection a une certaine force, car elle est engagée dans la bonne direction; simplement, elle est arrêtée en chemin. Au départ, il est parfaitement vrai que l'écoulement qui compte est la vente finale du produit dans les ménages. Cependant, l'écoulement dans les firmes doit être analysé, non seulement en lui-même, mais dans sa conséquence; à défaut, l'objection ne peut être concluante. Mais quelle est la conséquence de la transformation instantanée du nouveau produit en capital-temps?

Elle est univoque: les revenus nouvellement émis sont maintenant des prêts et des emprunts bancaires. Tout le reste est inéluctable.

Raisonnons en une alternative.

– Les banques ne font pas leur métier; elles sont confrontées, d'une part à un stock de biens-salaires, et de l'autre à une épargne monétaire égale. Elles laissent les choses en l'état, au lieu de chercher et de trouver des emprunteurs, qui se substituent aux entreprises en achetant leurs stocks. Dans ce cas, bien improbable, il est correct de dire que les biens resteront stockés jusqu'à la dépense des revenus par leurs titulaires. A présent, allons jusqu'à l'absurde et supposons que les épargnes ne soient jamais dépensées. Dans ce cas, il est tautologique de dire que les entreprises sont à jamais dispensées de remettre aux épargnants l'objet de leurs titres. C'est dire que les biens stockés sont *écoulés* gratuitement par les épargnant au bénéfice des firmes.

– Il est bien plus intéressant de considérer le seul cas réaliste: les banques font leur métier. Elles transmettent les épargnes aux vendeurs de titres, qui achètent les stocks à la place des épargnants. La

seule crainte que l'on puisse nourrir encore tient à l'imperfection supposée du fonctionnement des banques qui, par un excès de prudence peut-être, ne transmettraient pas la totalité des épargnes disponibles. L'argument est erroné parce qu'il est posé en statique; même si les banques se constituent un «volant» d'épargnes, les épargnes des périodes successives se relaient à l'intérieur de cette réserve, si bien que toute épargne individuelle est portée sur le produit. Le seul effet du volant est de retarder l'écoulement du produit. Encore ce retard est-il négligeable. Supposons, par exemple, que la moitié du produit national d'un mois soit retenu en garantie de solvabilité dans les dépôts bancaires: ce fonds de monnaie oisive étant maintenu sur la période longue, ainsi pendant dix ans, on constate que l'attente moyenne du produit est seulement d'un mois divisé par 240. Ce retard, tout à fait insignifiant, est d'ailleurs entièrement couvert par l'intérêt correspondant.

106. *Les raisons cachées de la croyance tenace à l'effet néfaste de la «thésaurisation».*

Pourquoi l'opinion publique croira-t-elle – jusqu'à la fin des temps? – à l'existence néfaste d'une thésaurisation nette dans l'économie?

La raison en est redoutable, car elle est triple: on pense que la monnaie est matérielle; on croit qu'elle circule; enfin, on donne une interprétation erronée du fait que tout titulaire de revenus peut librement en réserver une partie, pour ne la porter ni sur le marché des biens ni sur le marché des titres.

Tout l'édifice s'effondre dès que l'analyse devient sérieuse. Personne ne peut détenir chez lui une monnaie de banque, car la monnaie bancaire est tautologiquement déposée en banque. L'épargnant qui préfère la thésaurisation au placement place son revenu malgré lui, puisque la banque peut le prêter à qui elle veut. L'argent caché sous les matelas n'est que le titre acheté par les épargnants-qui-n'achètent-pas-de-titres. *Volens nolens,* l'épargnant qui croit tenir une pierre procure du pain aux clients de la banque.

Si la thésaurisation était nette dans la société tout entière, il faudrait effectivement chercher des revenus de remplacement. Mais le remède serait alors aussi inconfortable que le mal lui-même. Où prendre les revenus de substitution et à qui les donner? Une aggravation de l'inflation serait-elle le prix à payer pour diminuer le chômage? Il est bon que ces questions ne se posent même pas. Elles ne sont que les énoncés de faux problèmes.

Tout revenu créé par la production nationale se porte à l'achat du produit national.

Il est certain que les entreprises doivent néanmoins veiller à la qualité de leurs produits, car les titulaires des revenus – qu'ils les aient obtenus sur le marché des services producteurs, sur le marché des produits (profits-dividendes, intérêts, rentes) ou sur le marché des titres – sont évidemment en droit de négliger certaines offres, au profit d'autres achats. Il reste que la mévente n'est jamais, ni nulle part, due à la «rétention» des revenus. Aucun revenu n'est finalement retenu, même sous la forme de l'épargne. *La mévente générale d'une partie du produit a une cause beaucoup plus profonde que la prétendue thésaurisation:* on le sait, *il s'agit des émissions malignes.*

Avant d'arriver à la solution, il ne reste plus qu'à dénoncer les erreurs de la «macroéconomique des comportements».

XXXVII. LE COMPORTEMENT DES TITULAIRES DE REVENUS EST LIBRE OU ARBITRAIRE. L'ÉCONOMIE NATIONALE N'EST DONC PAS SOUMISE AU DÉTERMINISME. MALGRÉ CELA, LES COMPORTEMENTS RESPECTENT SCRUPULEUSEMENT LA LOGIQUE DES ÉMISSIONS.

Avant d'arriver au point le plus fondamental de cette problématique, qui de toute façon n'est pas vraiment sérieuse, il faut évoquer des explications qui manquent de consistance mais dont l'intérêt est positif, d'abord en ce qu'elles sont enseignées dans les universités du monde et surtout parce qu'elles sont enracinées dans l'opinion publique. Sans qu'il soit même besoin de parler de l'harmonisation

des décisions prises par les firmes et les ménages quant au partage du produit en biens d'investissement et en biens de consommation, le comportement des agents serait capable de stimuler ou de freiner la production nationale, qui dépendrait des décisions des consommateurs et, aussi bien, des investisseurs.

Des deux côtés, l'hypothèse est la même. Le revenu national ne serait pas *divisé* entre les deux catégories de biens; tout au contraire, *l'addition* des deux catégories premières de la consommation et de l'investissement conduirait au revenu national, jusque-là indéterminé. En d'autres termes, on suppose que les dépenses sont indépendantes les unes des autres, et ainsi que l'accroissement de la consommation dans une période n'a aucune répercussion sur la somme des investissements, qui reste libre de croître au gré des entreprises. La réciproque est évidemment postulée en même temps: les variations de l'investissement global ne se répercutent aucunement sur la somme des consommations de la période.

Ces idées sont d'emblée d'autant plus suspectes qu'elles ne sont pas appliquées à l'intérieur des deux catégories. Nul ne prétend que l'accroissement des consommations d'une fraction de la population n'ait aucun lien, dans la même période, avec le budget dont disposent les autres consommateurs. On comprend au contraire sans mal que les dépenses accrues signifient corrélativement une diminution de la consommation des agents qui bénéficiaient jusque-là d'une épargne ou qui, à présent, en fournissent une. On a donc conscience de la «solidarité» des consommateurs qui, en chaque période, se partagent le revenu national, ou au moins sa partie non investie. Pareillement, il n'échappe à personne que les firmes ne sauraient investir dans la période des revenus qu'elles n'y auraient obtenus ni sur le marché des produits ni sur le marché des titres. Tout investissement individuel est donc prélevé sur une somme prédéterminée.

Dès que les deux catégories sont mises face à face, la contrainte s'exerçant à l'intérieur des catégories s'effacerait comme par enchantement. On n'aperçoit pas la contradiction pourtant flagrante qui en résulte aussitôt. On ne peut pas prétendre à la fois que *dans* les catégories la somme des dépenses est donnée ou contrainte, et qu'*entre* les catégories, elle est libre, non déterminée.

Toute erreur de logique est le signe d'une erreur de fond. Pourquoi les consommations sont-elles contraintes entre elles et (s'imagine-t-on) libres face à l'investissement? C'est que les dépenses sur le marché des produits engendreraient des revenus. L'illogisme s'étend ainsi aux autres biens: les investissements se partagent sans doute la somme des profits (réalisés ou empruntés) non redistribués, mais les dépenses d'investissement n'engendrent-elles pas des revenus? On peut ainsi attribuer une part de vérité aux deux idées contradictoires: à l'intérieur des catégories, la somme des dépenses est précontrainte, car elle se rapporte au revenu déjà donné; dans l'interaction des catégories, la somme des dépenses peut au contraire s'accroître, car, cette fois, le revenu varie en conséquence, et apporte un nouvel aliment, un produit additionnel.

La contradiction est enfin vaincue quand la pensée, rejoignant la réalité, introduit la parfaite coupure entre les dépenses sur le marché des services producteurs et les dépenses sur le marché des produits. Les premières créent le revenu; les secondes le détruisent. Quels que soient leurs comportements sur le marché des biens et des titres, les agents ne peuvent donc que détruire les revenus dont ils disposent. Aucune décision prise sur le marché des produits n'a la moindre répercussion sur les productions futures.

Nous passerons en revue les principales erreurs commises au sujet de l'effet des consommations et, séparément, des investissements, sur l'évolution du niveau du revenu national. Nous constaterons ainsi que ni l'inflation ni le chômage ne peuvent être attribués, si peu que ce soit, aux comportements des agents.

En conclusion, nous nous occuperons du problème plus fondamental annoncé, celui de l'harmonisation des décisions. Nous constaterons de nouveau que le libre arbitre des entreprises et des ménages s'exerce quand le revenu national est déjà déterminé. Quant aux productions futures, la décision de leur donner naissance est totalement indépendante du partage des produits antérieurs entre la consommation et l'investissement, même si les décisions autonomes des ménages et des firmes ne se recoupent pas.

107. L'inflation ne peut être due à un brusque accroissement des consommations; de son côté, le chômage ne saurait s'installer ni s'aggraver du fait de l'abstention des consommateurs, qui donnent soudain une préférence accrue à l'épargne.

L'idée vraie est extrêmement simple. Chaque période apporte la totalité des salaires émis – et elle n'apporte rien d'autre – sur le marché des produits (à travers l'«écran» du marché financier). A l'intérieur même des achats, les revenus salariaux sont partiellement redistribués en profits-dividendes, en intérêts et en rentes. Chaque titulaire de revenus est individuellement libre de consommer ou d'épargner. Or, il faut distinguer deux épargnes: la somme des épargnes individuelles et l'épargne de l'ensemble des titulaires de revenus. Il est clair que les deux «sommes» ne sont pas identiques.

En effet, toute épargne individuelle est offerte aussi bien aux autres titulaires de revenus qu'aux firmes. Toute épargne finalement prêtée à un consommateur s'annule dans l'ensemble des titulaires de revenus. L'épargne nette de cet ensemble est donc tautologiquement empruntée par les firmes. On en tire deux conséquences.

– Si l'accroissement des consommations des uns est financé par l'épargne d'autres titulaires de revenus, la vente des biens de consommation reste stable. Mais si l'accroissement des consommations est net pour l'ensemble des titulaires de revenus, les firmes prises dans leur ensemble empruntent moins et, donc, dépensent moins: au total, l'accroissement des consommations n'est pas un accroissement net des dépenses sur le marché des produits. Et dans les deux cas, l'inflation induite est rigoureusement *nulle.*

– Symétriquement, la nouvelle abstention des consommateurs fournit une épargne accrue, qui est absorbée par les titulaires de revenus ou par les entreprises. Dans le premier cas, les dépenses de consommation sont inchangées. Dans l'autre cas, les firmes dépensent en plus ce que les consommateurs dépensent en moins. Et l'effet sur le chômage est identiquement *nul.*

Le lecteur a peut-être le sentiment que la logique lui «force la main». L'épargne n'est-elle pas, malgré tout, une force hostile à la production et à l'emploi? *Mais des idées tout aussi crédibles prétendent*

exactement le contraire: en favorisant l'investissement, l'épargne conduit à l'accroissement de la production nationale.

Il est bon de laisser se combattre les naïvetés de signe opposé. La vérité est simplement que l'épargne est *neutre* quant à l'émission des salaires. Tout revenu épargné se retrouve intact à la disposition de l'emprunteur. Ni l'épargne nette ni la désépargne nette n'exercent donc le moindre effet sur la somme totale des dépenses. Que les firmes vendent leur produit aux uns ou aux autres, elles l'écoulent contre une somme de revenus que le comportement de leurs titulaires ne peut ni accroître ni diminuer. Même les anticipations sont impuissantes; l'optimisme ou le pessimisme des agents laisse la somme totale du revenu disponible inchangée.

Tous les remèdes destinés à favoriser l'épargne ou la consommation, selon le cas, sont inopérants; la raison en est profonde; quand la production a eu lieu, la demande correspondante ne peut qu'en être l'image fidèle: il est formellement impossible qu'elle soit surabondante ou insuffisante. L'inflation ne peut être due au comportement des agents, dès lors qu'ils ne disposent que des revenus créés par la production; et si un autre revenu est lancé dans les dépenses, les ménages et les entreprises ne le dépensent que parce qu'il existe: le mal a sa source dans la création du surnuméraire et non dans le fait qu'il est dépensé; il l'est nécessairement – donc quels que soient les comportements – dès lors qu'il existe. Quant à l'épargne, elle est une *action positive* et non une simple abstention. L'épargne est par définition un achat de titres, automatique ou volontaire. Toute épargne est finalement recyclée. C'est dire que la thésaurisation existe pour les ménages et leur somme mais qu'*elle n'existe pas pour l'ensemble des ménages.* Le comportement des épargnants n'agirait sur l'écoulement du produit que si toute épargne n'était pas – comme elle l'est nécessairement – dépensée par un emprunteur, consommateur ou investisseur. En bref, les titulaires de revenus sont totalement *innocents;* la Crise leur est imposée et quoi qu'ils fassent, ils ne peuvent la combattre, car ils sont totalement désarmés.

Il reste à examiner la dernière fausse piste. Les crises seraient dues à l'inadaptation mutuelle des deux grands événements, la produc-

tion et la demande. Les entreprises décident de répartir le produit selon telle proportion entre la consommation et l'investissement. De leur côté, les titulaires de revenus lancent les dépenses sur les produits de leur choix. Les deux libertés exercées face à face n'impliqueraient aucun risque net si le produit appartenait à la seule catégorie des biens de consommation. Il est vrai que certains biens sont délaissés au profit de la «survente» d'autres biens; mais le seul effet de ce «décalage» de la demande par rapport à l'offre est une somme égale de pertes et de profits; après compensation, il apparaît que les deux événements, production et demande, sont parfaitement superposés.

La difficulté semble plus sérieuse du fait de la division du produit en biens de consommation et en biens d'investissement. Cette fois, les erreurs de calcul sont, paraît-il, lourdes de conséquences. Elles surviennent dans les deux sens. Supposons d'abord que les firmes produisent trop de biens d'investissement, les titulaires de revenus ne formant pas une épargne suffisante. Dans ce cas, comment les biens-capitaux seraient-ils tous écoulés? Inversement, si la production des biens de consommation est trop abondante, l'épargne de l'ensemble des ménages étant supérieure au niveau prévu par les firmes, n'en résulte-t-il pas qu'une partie des biens consommables ne pourra trouver preneur?

L'analyse correcte démontre la nullité des risques invoqués: toute erreur de calcul est réparable. Si la Crise sévit, *elle existerait inchangée dans un monde où les prévisions seraient parfaites.*

108. La division du produit national en biens de consommation et en biens d'investissement ne constitue nullement le «terrain» de la Crise, même dans le cas où les entreprises se trompent dans leurs prévisions.

Le véritable sujet de l'investigation à mener est le rapport de la consommation à l'investissement et, plus exactement, la comparaison des deux définitions de ce rapport, tel qu'il est librement décidé par les titulaires de revenus et, d'autre part, prévu par les firmes.

Cependant, avant d'arriver au sujet proprement dit, il est utile d'examiner les «théories» qui voudraient que le niveau du revenu

national dépende du partage des dépenses entre la consommation et l'investissement, que ce partage soit ou non parfaitement prévu par les entreprises.

La plupart des confusions se situent du côté de l'investissement. Partons de la périphérie du corps des erreurs et allons progressivement vers sa partie la plus significative.

Le rapport hommes-machines

D'après certaines opinions, les facteurs technologiques imposeraient l'emploi des hommes et des machines selon un rapport invariant, au moins à l'intérieur des différentes branches de l'industrie. Une addition au parc des machines permettrait donc d'accorder des emplois supplémentaires. La conclusion manque totalement de fondement, car la prétendue preuve est un exemple particulièrement savoureux de pétition de principe. On peut dire avec la même logique que le nombre des travailleurs disponibles détermine le nombre des machines à produire et à utiliser.

La machine qui évince l'homme

Si l'on pense au *Times* de Londres et à l'introduction de la photocomposition dans la fabrication des journaux, il est exact que les nouvelles technologies accroissent la productivité physique du travail et menacent l'emploi. C'est le cas dans de nombreuses entreprises. Il semble donc que, partout dans le monde, la machine «déplace» effectivement des hommes, qui, le mouvement étant à sens unique, ne peuvent retrouver du travail. On pose par pétition que, le *Times* étant unique, la diversification des produits ne s'accroît pas du fait du progrès technologique. Dans ces conditions, il est inévitable que le chômage s'accroisse; la «théorie» – mais non la réalité – le lui impose.

Bien au contraire, les nouvelles techniques donnent accès à d'innombrables nouveaux produits. Si les hommes sont empêchés de les créer, la Machine n'y est pour rien. C'est du côté de l'«appareil économique» (le mode de production) qu'il faut chercher à établir la responsabilité.

L'argument précédent est d'ailleurs combattu par l'erreur inverse.

Les machines accroissent la productivité du travail; les investissements nets créent donc des revenus et l'augmentation du revenu national se traduit en un accroissement proportionnel de l'emploi.

Avec ces propositions, on est encore loin de l'analyse sérieuse. Pour s'en persuader, il suffit de dénoncer la contradiction qu'elles véhiculent, à vrai dire énorme. Dans la mesure où l'augmentation des revenus est due à la productivité du travail, la liaison

nombre de travailleurs et revenu national,

ou encore,

nombre d'heures de travail dépensées et revenu national,

est rompue. Il est donc faux, dans ces circonstances, de parler d'une augmentation générale de l'emploi (ou d'une diminution du chômage) qui serait due aux investissements nets.

La recherche aborde le domaine de la science, bien qu'elle reste éloignée de son «noyau dur», quand elle se donne pour objet la relation entre les dépenses d'investissement et le revenu futur. Les dépenses d'investissement exercent-elles une action sur les revenus futurs?

On montre que ce n'est pas le cas. La théorie du multiplicateur ou encore de l'oscillateur (multiplicateur-accélérateur) est une étape de nos connaissances qu'il faudrait s'empresser d'oublier. L'investissement actuel n'exerce un effet que sur le revenu actuel.

Cependant, et c'est là que l'analyse commence à devenir intéressante, la décision de ne pas investir peut conduire à une diminution nette des achats finals et donc à l'aggravation du chômage. Cet effet n'est compréhensible qu'à l'aide des émissions vides.

109. L'investissement net n'a aucun effet sur les revenus futurs.

On connaît le schéma théorique selon lequel les revenus gagnés dans la production des nouveaux biens d'investissement sont dépensés (au moins partiellement) pour l'achat des biens de consomma-

tion, dont la production serait ainsi stimulée. La «vague» se poursuit, les revenus nouvellement créés dans la production des biens de consommation conduisant à une deuxième tranche de revenus induits; et ainsi de suite, d'induction en induction, jusqu'à l'amortissement final de l'onde de choc.

Où est le vrai dans tout cela? La réponse est aujourd'hui connue avec certitude. Il est essentiel de partir du «choc» précisément. L'investissement net apporte des revenus tout nouveaux, dont la dépense aurait une force «inductrice». Or, quelle est la nature des revenus dérivés de l'investissement net? Ils font masse avec les autres revenus créés dans la période. La production des nouveaux biens de consommation crée des revenus au même titre que la production des nouveaux biens d'investissement. Au total, l'induction ne serait donc positive que si la somme des nouveaux revenus dépensés était supérieure à la somme des nouveaux revenus créés.

Ainsi clairement posée, la question appelle une conclusion claire: dans leur écoulement, les nouveaux produits (y compris les nouveaux biens d'investissement) *absorbent la totalité des revenus nés de la production.*

Le paralogisme du multiplicateur tient à un présupposé: les biens d'investissement n'auraient pas besoin d'être écoulés. Ce jugement discriminatoire n'est pas entièrement arbitraire puisque les biens produits dans la couronne sont déjà écoulés sur le marché des services producteurs; ils n'ont donc pas besoin de l'être sur le marché des produits. Mais nous sommes loin des prétendues inductions. De toute façon, du moment que les émissions vides, encore inconnues, étaient absentes de l'argumentation, les nouveaux biens d'investissement sont nécessairement vendus sur le marché des produits, comme les nouveaux biens de consommation. Ainsi les revenus de la période, y compris les salaires dus à la production des nouveaux investissements, sont détruits *dans leur intégralité* pour l'écoulement du produit courant. Et il n'existe aucun revenu dont la dépense puisse se prolonger dans une production future.

Nous venons d'établir que l'accroissement de l'investissement ne conduit pas à une multiplication du revenu additionnel dans le temps. En toute logique, il faut même conclure que l'investissement

net n'est pas en lui-même un accroissement du revenu actuel. Comme la consommation, l'investissement est nourri à partir des revenus déjà donnés: l'accroissement de l'investissement signifie ainsi la diminution égale de la consommation. Même le revenu initial connaît donc un accroissement nul du fait de l'investissement net.

La *diminution* de l'investissement laisse également le revenu intact.

110. *Toute diminution de l'investissement actuel est compensée par l'augmentation de la consommation actuelle.*

Supposons que les entreprises ne puissent acheter les biens d'investissement que sur le marché des produits. A n'en pas douter, cette supposition ne peut paraître qu'anodine. Or, elle comporte une conséquence logique qui ne peut paraître que surprenante. Les revenus sont tous nés sur le marché des services producteurs. A présent, aucun produit n'étant encore écoulé, les revenus disponibles sont portés à l'achat des biens des deux catégories. Dans la mesure exacte où les revenus sont soustraits à l'achat des biens d'investissement, ils sont ajoutés à l'achat des biens de consommation. Il n'en serait autrement que si les revenus nouveaux ne se reportaient pas entièrement sur le produit de la période. Mais, dans ce cas, la diminution de l'investissement ne serait plus en cause. Et, de toute façon, il est établi que le produit national de chaque période absorbe nécessairement (selon une loi formelle) la totalité du revenu national de la période. C'est dire que toute diminution des investissements est aussitôt résorbée dans l'augmentation des consommations. Sans doute peut-on «reprocher» aux agents de préférer la consommation actuelle aux consommations futures. Mais on ne saurait leur imputer une diminution de la somme des achats finals.

Il existe un seul cas où la décision (prise par les firmes) de ne pas investir une fraction de leurs revenus disponibles se traduise par une diminution de l'emploi.

111. *Captés dans l'écoulement des produits du noyau, les profits inflationnistes refusés à l'investissement définissent une contraction de la couronne et, ainsi, une diminution égale du volume de l'emploi national.*

Jusqu'à la période *po*, la suraccumulation s'est poursuivie, chaque tranche additionnelle de capital instrumental ayant trouvé une rémunération suffisante dans la somme totale des profits dérivés de la vente des produits du noyau. Or supposons qu'à partir de *po* les taux de profit soient désormais plus bas que le taux des intérêts courants. Le plus élémentaire calcul montre alors aux entreprises qu'elles ont «intérêt» à divertir une partie au moins des profits inflationnistes pour l'offrir sur les marchés financiers, au lieu de continuer à la dépenser en nouveaux salaires. Il s'ensuit une contraction de la couronne et, *pari passu,* une diminution de l'emploi national.

Notons bien que nous avons sous les yeux le seul cas où la diminution de l'investissement ne soit pas compensée par une augmentation de la consommation. Dans le noyau, il est impossible que la baisse des ventes de biens d'investissement (l'accumulation par opposition à la suraccumulation), ou encore de biens-dividendes, ne signifie pas l'augmentation égale des ventes de biens-salaires. Il en est nécessairement ainsi parce que, dans le noyau, l'achat du produit est le moyen unique de la fermeture du circuit.

Dans le *noyau,* toute dépense finale sur le marché des produits désigne une dépense égale sur le marché des services producteurs: il est donc inconcevable qu'un achat (final) de produit n'y dégage pas le financement d'une activité productrice ou d'un travail.

Dans la *couronne,* la fermeture du circuit est au contraire obtenue par deux voies distinctes. La demande excédentaire peut se traduire en l'achat du produit de la couronne; mais elle peut également venir en concours avec la dépense des titulaires de revenus, pour l'achat du produit du noyau: dans ce cas, la demande excédentaire ne finance aucune production additionnelle à celle du noyau.

Rappelons-nous que le profit inflationniste donne aux entreprises le moyen d'acheter du travail. Si elles utilisent effectivement le profit à cette fin, elles emploient des travailleurs dans la couronne; mais si, au lieu d'acheter du travail, les firmes dépensent leurs profits

inflationnistes sur le marché financier, la production est diminuée dans la couronne sans être augmentée dans le noyau. On voit ainsi que la contraction de l'emploi national n'est due à la diminution de l'investissement que dans la mesure où le mode de production permet deux anomalies:

– la formation de profits inflationnistes et
– la dépense de ces profits sur le marché financier.

La deuxième anomalie n'est évidemment que la conséquence de la première. Pour les supprimer toutes deux ou, plus exactement, pour les empêcher de naître, *il faut réformer la règle du jeu, de telle sorte qu'aucune émission vide ne puisse plus voir le jour au sein des économies nationales.*

Les erreurs que nous venons d'énumérer n'épuisent pas la fertilité imaginative des auteurs à la recherche d'explications; comment rester inactif devant la Crise, alors que l'opinion publique s'impatiente? La dernière famille d'erreurs que nous nous proposons d'évoquer concerne le problème apparemment sérieux des deux divisions du produit national. Or, toute erreur de prévision quant au partage du produit national en ses deux composants, les biens de consommation et les biens d'investissement, *a un retentissement nul sur l'emploi.*

112. Les erreurs de prévision quant à la division du produit national en biens de consommation et en biens d'investissement ne peuvent être que temporaires; toutes les erreurs de ce type se résorbent dans l'«échange généralisé».

Finalement, on ne devrait pas parler du choc de deux libertés, car, abstraction faite des émissions vides, seuls les titulaires de revenus ont le choix entre les dépenses des deux catégories. En stricte logique, les entreprises produisent même des biens indifférenciés; le produit n'est divisé en deux catégories qu'à partir du choix des consommateurs, entre la consommation immédiate et l'épargne.

Il reste vrai, toutefois, que les biens répondant à ces deux choix ne sont pas *physiquement* identiques entre eux. L'épargne de l'ensemble des titulaires de revenus ne peut être dépensée que pour l'achat du

capital instrumental, et il est rare que les mêmes biens se prêtent indifféremment à la capitalisation ou à la consommation.

Supposons ainsi que les firmes aient produit des biens dont la nature physique soit telle qu'ils ne peuvent être achetés que par l'épargne, ou identiquement par les profits – et non par la consommation de l'ensemble des titulaires de revenus. Dans ce cas, deux déséquilibres peuvent se produire:

– défini à la production, le capital instrumental occupe une part trop grande du produit, la somme des profits et des épargnes captés par les entreprises *n'étant pas suffisante* pour l'écouler;

– dans la production de la même période, le capital instrumental occupe une part insuffisante, la somme des profits et des épargnes captés par les entreprises *étant surabondante.*

Le premier déséquilibre n'est-il pas *déflationniste?* Et le second ne définit-il pas un écart *inflationniste?*

Une réflexion un peu attentive parvient à dissoudre les déséquilibres eux-mêmes, qui ne sont qu'apparents.

Dissolution du déséquilibre déflationniste.

Le problème est intéressant parce qu'il nous permet de réviser nos connaissances sur le capital. Nous avons démontré que tout capital est la fois réel et financier. Or la difficulté énoncée tient justement au fait que le capital instrumental (ou réel) est plus grand que le capital financier correspondant. Nous savons pourtant que toute différence entre les deux capitaux, financier et réel, n'est que la différence entre les deux aspects d'une même réalité, *un capital unique.*

En conséquence, cette différence n'existe pas, sauf comme preuve d'une erreur de raisonnement. Dans le cas présent, l'erreur est facile à déceler. De deux choses l'une: l'épargne qui manque définit un surcroît des dépenses de consommation; ou bien elle est en attente puisque par définition elle n'est pas parvenue aux firmes.

Le premier terme de l'alternative est en contradiction avec l'énoncé du problème, car le surcroît des dépenses de consommation définirait un profit additionnel égal. Il ne reste donc que le deuxième terme. Dire que l'épargne captée par les firmes est insuffisante signifie que l'ensemble des titulaires de revenus soustrait une

partie de ses ressources à la fois à la consommation et à l'épargne volontairement prêtée. L'écart désigne donc un revenu qui n'est dépensé ni sur le marché financier (par l'ensemble des consommateurs ou des ménages) ni sur le marché des produits; la définition de ce revenu est univoque: il est transformé en pur capital-temps. La partie du capital instrumental qui n'a pu encore être écoulée correspond à la partie égale du revenu courant dont la dépense est réservée pour «plus tard».

Il ne reste qu'à conclure.

Le capital instrumental encore invendu est néanmoins «vendable» puisque le revenu correspondant existe intégralement, figé dans le capital-temps. Rien ne distingue le capital stocké d'un stock de biens de consommation. Il est clair que le capital instrumental est la propriété des titulaires de revenus jusqu'au moment où les firmes pourront l'acquérir au moyen de revenus gagnés dans les profits réalisés, ou par emprunt sur le marché financier. En attendant, le capital reste stocké. Le déséquilibre (déflationniste) ne serait confirmé que si le capital invendu ne trouvait plus face à lui un revenu futur équivalent.

Dissolution de l'écart inflationniste.

Quand les firmes captent des profits et des épargnes surabondants, il est amusant de noter que les deux déséquilibres, inflationniste et déflationniste, sont aussi plausibles l'un que l'autre. L'épargne de l'ensemble des titulaires de revenus ne manque-t-elle pas à l'écoulement des produits de consommation? Dans la mesure où l'épargne n'est pas non plus affectée à l'achat des biens d'investissement, comment les firmes recouvreraient-elles dans les ventes finales la totalité des coûts salariaux? Cependant, prêtons attention au déséquilibre inverse. L'achat du capital instrumental est excédentaire dans toute la mesure où les profits et les épargnes captés par les entreprises sont surabondants. Qui dit demande excédentaire dit inflation. On pourrait donc conclure que l'inflation est «mangée» par la déflation simultanée. Mais il est plus intéressant de défaire d'abord la déflation dans ce nouveau cas; la dissolution s'étendra alors à l'inflation.

Les entreprises ont réalisé trop de profits, ou elles ont vendu trop de titres, ou encore elles se sont livrées aux deux excès à la fois. Il semble donc que les titulaires de revenus n'aient plus à leur disposition les moyens suffisants pour «fermer le circuit»: une partie des biens de consommation ne pourra trouver preneur. Il est pathétique que les firmes soient ainsi elles-mêmes à l'origine de leur infortune. Mais il n'en est rien; *seul le raisonnement est pathétique.* En réalité, l'excédent des revenus captés par les entreprises n'est pas rapporté *au capital instrumental déjà produit,* l'énoncé même du problème l'interdit: le capital instrumental «occupe une part insuffisante» du produit de la période. Les firmes ont fait une erreur de prévision: en fin de compte, elles ont plus de ressources qu'elles n'en avaient escompté. La différence est un capital instrumental *futur* et non un capital déjà produit. Or, comment les revenus sont-ils transformés en biens-capitaux? C'est très simple. Les revenus récoltés sur la production actuelle et qui ne peuvent être utilisés pour l'achat des biens-capitaux déjà produits, par hypothèse insuffisants, sont lancés dans une production future: payés au moyen des profits et des épargnes gagnés en surnuméraire, les travailleurs apportent le capital instrumental dont la production n'avait pas été initialement prévue. Du même coup, toute préoccupation sur la fermeture du circuit apparaît vaine. Les biens de consommation non encore écoulés le seront dans la dépense des salaires payés à partir du «trop-plein» des revenus captés.

Dénouons maintenant la question de l'inflation. L'écart ne serait vérifié que si les revenus dérivés par les firmes étaient tous portés à l'achat du capital instrumental *déjà produit,* bien qu'il soit insuffisant, du fait des prévisions imparfaites. *Or la réalité est autre.* Les revenus surabondants des firmes ne peuvent logiquement être dépensés que dans une production *nouvelle,* dans la rémunération des services producteurs employés en une période ultérieure. L'inflation est *nulle* puisque, même en l'absence des émissions vides, les profits non redistribués ne peuvent être dépensés que sur le marché des services producteurs.

La question des erreurs de prévision trouve sa solution la plus forte dans la notion de *l'échange généralisé.*

On peut partir de l'examen des dépenses à l'intérieur de chaque catégorie. Il est bien évident que l'équivalence des dépenses sur les deux marchés ne signifie pas l'achat des biens de consommation par leurs propres producteurs. Pareillement, il est peu probable qu'une entreprise convertisse son profit, ou l'épargne qu'elle a attirée, en un produit de sa propre fabrication. La loi du circuit est plus large, tout en restant parfaitement contraignante. La production de chaque entreprise – il serait même possible de décontracter davantage les opérations – donne naissance à une somme de monnaie négative et, corrélativement, à un revenu qui ne peuvent disparaître que dans cette entreprise, c'est-à-dire *à l'endroit précis où ils se sont formés.*

Mais l'identité du reflux et du flux est définie à travers la totale liberté des échanges, tout titulaire de revenus achetant les produits de son choix. Il n'en reste pas moins que chaque travailleur achète, pour son compte ou (partiellement) au bénéfice des titulaires de revenus non salariaux, son propre produit par la médiation des produits de l'ensemble des travailleurs. L'échange généralisé est tel que tout revenu dépensé sur un autre bien (que celui dont la production lui a donné naissance) crée une «réaction en chaîne»; le revenu dépensé est reproduit jusqu'à ce qu'il disparaisse précisément dans la monnaie négative qui est son «alter ego».

Malgré la liberté des acheteurs, le revenu n'est donc finalement détruit que par la collision des deux mêmes monnaies créées dans la première émission. C'est la conséquence de l'unité objective des deux demi-émissions. Toute production est un acte autonome, qui se ferme sur ses deux réalités opposées et complémentaires, création et destruction du produit parfaitement identifié.

Si le lecteur voulait avoir recours à une représentation plus simple mais fidèle de la réalité, il pourrait penser à la clause commode qui nous a déjà servi: tout se passe comme si les travailleurs de chaque entreprise achetaient leur propre produit pour l'échanger ensuite, aux prix du marché, contre n'importe quels produits de leur choix.

L'échange généralisé ne fait ainsi nullement obstacle à la loi sévère du circuit, qui ne saurait s'ouvrir sur le produit d'une firme pour se fermer sur le produit d'une *autre* firme.

La même contrainte s'exerce sur les entreprises. Chacune produit *chez elle* et nulle part ailleurs le capital instrumental ou les biens de production qui résultent de la conversion de ses profits monétaires. Comme pour l'autre catégorie de biens, les biens d'investissement sont d'abord achetés (ou financés) parmi les propres produits de la firme, pour être ensuite transformés, aux prix du marché, en biens produits par les entreprises quelconques.

S'appliquant à l'intérieur de chacune des deux catégories, l'échange généralisé est également vérifié dans leur rapport.

Tout achat d'un bien de consommation opéré à l'aide d'une monnaie gagnée dans la production d'un bien d'investissement implique l'achat équivalent d'un bien d'investissement par la dépense d'un revenu gagné dans la production d'un bien de consommation.

L'échange généralisé trouve sa conclusion dans l'enchaînement des émissions de périodes successives. C'est pour cette raison que les erreurs de prévision, autant qu'elles concernent simplement le synchronisme de l'offre et de la demande des biens de chaque catégorie, sont *automatiquement réparées*. Si la période actuelle produit trop de biens de consommation, la partie excédentaire définit logiquement un fonds financier de capital-temps, qui se résorbe dans une période ultérieure, par la production de l'écart inverse: les nouveaux biens de consommation sont diminués d'autant. La production, dans la période actuelle, de trop de biens d'investissement ne crée pas plus de difficulté. Les biens d'investissement, qui ne rencontrent pas dans la période actuelle un profit ou une épargne, sont stockés pour être vendus dans une autre période: les revenus dépensés à cette fin auront alors été gagnés dans la production de biens de consommation.

La Crise est difficilement saisissable, concevable. Les erreurs commises par les courageux esprits partis à la recherche des étiologies de l'inflation et du chômage sont encore bien plus nombreuses, c'est certain. Mais il est temps de proposer le vrai remède. Quand la solution est trouvée, il est inutile de s'attarder à l'examen des faux problèmes.

QUATRIÈME PARTIE

LA SOLUTION EST DANS LA DIVISION DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE SELON TROIS DÉPARTEMENTS. LIBÉRÉE DES ÉMISSIONS VIDES, L'ÉCONOMIE NATIONALE OBÉIT À LA LOI DE SAY: ELLE ASSURE LE PLEIN EMPLOI SANS INFLATION.

Dans l'étude du fonctionnement et du dysfonctionnement de l'économie nationale, nous avons pu pénétrer la loi de la monnaie bancaire, qui impose en toute période la division de la production industrielle en deux sections, les émissions pleines (biens-salaires, biens d'amortissement et biens d'investissement accumulés) et les émissions vides (biens-capitaux suraccumulés). Comme les lois de la nature, la loi de la monnaie est plus forte que toutes les volontés; c'est en vain que nos sociétés luttent contre l'inflation et le chômage. La seule solution efficace est dans l'invalidation de la loi elle-même.

En effet, à la différence cette fois des lois physiques, la loi exercée par la monnaie est accessible à la souveraineté de l'homme, qui a toute puissance pour l'abroger. Dès que l'intelligence saisit le «mécanisme profond» de la monnaie, elle perçoit également le moyen de le briser afin de le remplacer par une autre logique.

La difficulté est donc d'abord analytique. Toute l'économie politique s'est développée depuis un peu plus de deux siècles à cette fin précise: progresser dans la connaissance des «mécanismes» qui définissent en quelque sorte le *déterminisme* auquel sont soumises les grandeurs économiques, quelles que soient les décisions des agents, et les politiques (monétaires, financières, fiscales, sociales) des Etats.

La «mécanique» étant bien démontée, le scientifique a désormais la capacité de transmettre au politique à la fois l'explication exacte

du désordre et la mesure fondamentale qui permettra de l'éviter. Notons bien que la question reste logique et analytique jusque dans le domaine du normatif. Il n'est pas question de demander à la morale ni à la science politique, ni au droit, de légiférer, car les lois économiques sont tout aussi «objectives» que les lois de la nature et l'homme ne peut que s'effacer. C'est encore la monnaie, une fois découverte, qui dicte la réforme exacte, dans son principe et dans ses applications, propre à instaurer le nouvel ordre économique dans la conciliation du déterminisme de la monnaie avec l'«empêchement» définitif des émissions vides.

Toute l'histoire de la monnaie se sera ainsi déroulée en deux phases.

Depuis les origines, à travers les révolutions industrielles et jusqu'à nos jours, la monnaie a exercé son pouvoir *secret,* en favorisant grandement la croissance du capital instrumental, évolution d'où nos sociétés ont retiré leur bien-être matériel. *Les émissions vides étaient un bienfait.* A partir de la naissance de notre science, l'analyse s'est progressivement approchée de son objet et elle le connaît enfin au moment où il devient urgent de faire cesser la suraccumulation, la persistance des émissions vides étant désormais *néfaste.*

Il ne s'agit donc pas tout à fait d'abroger la loi de la monnaie, comme nous l'avons dit. En réalité, la monnaie est la forme des émissions réelles et elle ne peut que le rester: sa nature est constante. Mais le fonctionnement aveugle de la monnaie est double: les émissions pleines déposent le produit dans la monnaie et dans le temps (chronologique); en revanche, dans les émissions vides le produit traverse instantanément la monnaie et n'est donc pas déposé dans le temps: il définit au contraire un nouvel incrément immédiat du Capital. Seules les émissions vides doivent être abrogées dans leur principe.

Il faut dorénavant que toute monnaie émise dans un paiement porte un produit. Toute émission de salaires doit enrichir la monnaie d'un produit qu'elle conserve jusqu'à la dépense des salaires. Par-delà la réforme, la loi des émissions monétaires sera respectée – et comment ne le serait-elle pas? – mais il n'arrivera plus qu'un produit soit retiré de la monnaie (directement au bénéfice de la

suraccumulation) avant même que le salaire correspondant soit dépensé.

La division de l'activité bancaire selon deux départements traduit dans les faits la distinction logique de la création monétaire et de l'intermédiation financière. Il n'arrivera donc plus que les banques créent dans une opération de crédit: en termes techniques, le seigneuriage sera définitivement aboli. Il est vrai que le seigneuriage avait déjà pratiquement disparu et qu'il ne subsistait essentiellement que dans les esprits, où il a le statut d'une erreur analytique. La plupart des économistes pensent que la monnaie bancaire est créée dans une opération de crédit. C'est tout à fait faux. En réalité, si on veut parler de crédit, il faut ajouter «quantique». L'émission de la monnaie est une opération spontanée, qui n'ajoute rien à l'émission réelle, sinon une pure forme, un «contenant». Dans l'émission de la forme nominale du produit, rien n'est prêté, ni la forme ni le produit (le «contenu»). Aucune création n'est une intermédiation. La réciproque est vraie aussi: aucune intermédiation n'est une création. En effet, si les banques prêtent une somme d'argent par elles empruntée, elles ne créent rien.

Si l'idée du seigneuriage recèle néanmoins une petite vérité, c'est que, dans l'organisation actuelle du système bancaire, il arrive que les banques prêtent un revenu inexistant. Nous en avons proposé l'explication. Tout revenu vraiment créé ex nihilo est finalement subrepticement retiré à ses titulaires légitimes. La monnaie créée en surnuméraire emprunte son «corps» aux monnaies créées par la production nationale. L'opération illicite est néanmoins une intermédiation puisque les revenus entamés définissent une épargne forcée.

Le bon ordre exige donc que seules les épargnes préalablement déposées dans les banques puissent être prêtées dans les crédits bancaires. Toute émission vide opérée par une banque définit un seigneuriage, que l'on peut saisir en capital ou en intérêts. Les titulaires de revenus perdent une épargne, un capital; les banques et les entreprises se partagent les intérêts correspondants.

Dès que la comptabilité des banques sera tenue en deux départements, l'émission et l'intermédiation étant maintenues dans une

parfaite séparation, le seigneuriage aura complètement cessé d'exister et toute émission monétaire définira une opération de crédit (ordinaire) rigoureusement nulle. Nous le montrerons dans un premier chapitre (XV).

A première vue, la réforme bancaire doit s'arrêter là. Il n'est pas douteux, en effet, que les banques fonctionneront dans la neutralité si elles se bornent à prêter les revenus déposés. Pourquoi faut-il néanmoins adjoindre un troisième département aux deux autres? La raison en est connue déjà. Mais nous la donnerons encore une fois. Seul l'événement de la monnaie bancaire a permis la formation d'un capital net dans la société. Tout capital défini en une monnaie «matérielle» est annulé au sein de la tautologie arithmétique de l'identité des prêts et des emprunts. Le prêteur dispose d'un capital (financier) positif; il s'ensuit nécessairement qu'un capital négatif égal est formé chez l'emprunteur. En définitive, le capital financier est nul dans l'ensemble, ainsi que le capital réel, qui est l'autre aspect de la même réalité.

Bien que les banques ne créent pas le capital social, elles permettent son existence. La transformation automatique et instantanée en épargne des salaires émis définit la création du capital-temps net: le nouveau produit est stocké et les créances sur les stocks sont des droits réels positifs, auquels ne correspond aucune créance négative. Les titulaires de revenus sont devenus des titulaires de capital; ils ont un droit de créance sur les banques; les entreprises sont corrélativement endettées; cependant, la somme des créances et des dettes n'est pas nulle, car les dettes sont annulées, l'objet (produit stocké) et la dette de l'objet (engagement des entreprises envers les banques et, à travers elles, envers les titulaires de l'épargne) étant l'association d'un actif et d'un passif égal. Les titulaires de l'épargne sont les véritables propriétaires des produits stockés, qui sont déposés dans les firmes.

En l'absence de la monnaie bancaire, l'épargne de la monnaie formée en revenus serait globalement nulle, car elle aurait pour objet la *matière* de la monnaie, déjà épargnée avant le paiement des salaires. Même l'accumulation «primitive» serait un concept mal formé, car l'or ou l'argent thésaurisé n'est nullement impliqué dans l'émission

des salaires. Adam Smith le savait déjà: les nouveaux revenus sont le fruit du nouveau travail dépensé et non le résultat d'un prélèvement sur un capital préalable.

Seule la monnaie bancaire apporte la possibilité logique des créances nettes dans l'ensemble de la société, les nouveaux revenus étant instantanément transformés en une somme égale de revenus futurs. Le pont entre le présent et l'avenir, dont parlait Keynes, ne voit le jour qu'avec les émissions de la monnaie bancaire. Et, faute de ce pont, le capital social n'existe ni sous sa forme financière ni, par conséquent, en sa forme réelle. On comprend ainsi que la réforme des banques a une portée logique qui dépasse la régulation des activités bancaires; le capital de la société étant «noué» en banque, on peut le «filtrer» dans sa formation en banque, bien qu'il y naisse immédiatement au profit des agents non bancaires.

Le capital fixe est une appropriation des firmes; il n'empêche qu'il se forme dans les émissions de la monnaie bancaire et qu'on peut donc en contrôler exactement la naissance par le truchement de la réglementation de la comptabilité des banques. Justement, les émissions vides dues aux amortissements du capital fixe ne sont aucunement imputables à l'action des banques; or, les banques peuvent s'opposer à la naissance même du désordre: il faut en quelque sorte les doter d'un filtre tel que seules soient possibles les émissions pleines.

Dans le chapitre XVI, nous construirons ce filtre et nous montrerons que le troisième département des banques ne portera que les capitaux fixes nés de l'accumulation, toute suraccumulation étant désormais impossible.

CHAPITRE XV

LA DIVISION DES BANQUES EN DEUX DÉPARTEMENTS

XXXVIII. LE PREMIER DÉPARTEMENT DES BANQUES.

Comme aujourd'hui, les banques de dépôt n'accepteront de faire des paiements que pour le compte des clients jugés solvables; c'est évident. Cependant, tout paiement est une émission et, ainsi, tout paiement est effectué par le premier département de la banque concernée. Mais ne convient-il pas de restreindre l'accès au département de l'émission aux seules entreprises et pour les créations de revenus, à l'exclusion de toutes les autres opérations? Il semblerait que oui, car toute émission monétaire est logiquement le paiement d'un salaire. Or, le paiement des salaires est positif sur le marché des services producteurs, négatif sur le marché des produits et à la fois positif et négatif sur le marché des titres (dans les transferts). D'autre part, les salaires sont créés *n* fois, dans la somme des achats finals et des achats intermédiaires. La logique permet donc que toute monnaie soit émise par le premier département, quelle que soit l'identité du client, entreprise ou particulier, et quel que soit l'objet du paiement. Cependant, seuls les salaires contiennent le produit de la nation; toute monnaie créée (par le premier département) dans un paiement distinct de l'émission des salaires doit donc aussitôt être inscrite au *deuxième* département. Il semblerait que, dans ces conditions, la création monétaire ne puisse jamais être surabondante.

113. Le problème est celui-ci: la création monétaire, n'étant soumise à aucune restriction, ne peut-elle devenir pléthorique?

Elle le serait effectivement dans toute la mesure où la monnaie naîtrait «vide de produit». L'excédent serait une grandeur purement nominale, une forme sans contenu, si bien que le produit disponible se trouverait dilaté dans une masse monétaire inutilement (et même illicitement) étendue. A la réflexion, le risque encouru est nul. Il en est ainsi parce que toute émission est une «demi-opération»: à l'échéance, la banque détruit la monnaie créée. L'opération complète est une création-destruction, une création nulle, dont l'effet ne saurait donc être excessif.

Toutefois, la réponse paraît trop belle. La preuve dépasse l'objectif recherché. Non seulement la création monétaire ne saurait être excessive mais elle n'est même pas positive. Et si l'on répond que la monnaie est en fait positive dans tout l'intervalle de temps séparant sa création de sa destruction, elle peut aussi bien être excessive dans cet intervalle.

La solution définitive est la suivante.

114. Solution

Toute création monétaire définit une «demande sans offre», une demande nette ou excédentaire. En effet, le client lance dans ses achats une monnaie nouvellement née et qu'il ne tient donc pas de ses ventes. Inversement, toute destruction monétaire définit une «offre sans demande», la monnaie détruite, gagnée dans les ventes, ne pouvant être lancée dans les achats. Si les événements économiques se produisaient dans le temps continu (ou discontinu), les deux écarts seraient irrémédiablement nets l'un de l'autre, la demande et l'offre excédentaires ne pouvant apparaître en même temps. Nous savons qu'en réalité la production, la répartition et la consommation se produisent toutes dans le temps quantique: tout nouveau produit est rétroactivement écoulé à l'instant précis où il apparaît. Chronologiquement séparée de la création monétaire, la destruction est finalement efficace en même temps qu'elle, si bien que les deux écarts sont amenés en coïncidence: la demande et l'offre excédentaires s'annulent l'une l'autre.

Le seul risque positif est donc parfaitement connu: il faut éviter que la monnaie créée dans la production d'une période puisse être portée à l'achat du produit d'une autre période. Si le paiement des salaires s'effectue selon une périodicité d'un mois, il faut donc imposer une seule contrainte au premier département; d'aucune opération il ne doit retirer une dette dont la durée excède un mois. Toute période plus courte donnerait un résultat tout aussi satisfaisant: on peut convenir par exemple que les opérations soient compensées à la fin de la semaine et que leur solde soit porté dans le deuxième département. Dans ces conditions, aucune banque ne peut financer la moindre demande excédentaire.

115. *La distinction des deux départements est nécessaire parce que l'économie est dotée d'un marché financier.*

A ce stade du raisonnement, il semblerait que le deuxième département soit nécesaire pour une raison primordiale, afin d'assurer la limitation dans le temps des engagements du premier département. Il est bon de réfuter cette conclusion, qui reflète une mauvaise compréhension de la distinction des grandeurs monétaires et des grandeurs financières.

Imaginons une économie où aucune opération financière ne verrait le jour. Malgré les apparences, cette économie pourrait (et devrait) se dispenser d'imposer une échéance aux opérations du département de l'émission (qui s'identifierait à l'intégralité de la banque); le risque d'une mauvaise synchronisation entre les dépenses créatrices et les dépenses destructrices de revenus serait nul dans cette économie, car les seuls titulaires de revenus y sont les travailleurs (ou leurs ayants droit) eux-mêmes: s'ils achètent le produit d'aujourd'hui avec les revenus d'hier, ce n'est alors qu'une application de l'«échange généralisé», car il s'ensuit logiquement qu'ils achètent pour une somme équivalente le produit d'hier avec les revenus d'aujourd'hui.

Les demandes excédentaires ne peuvent naître que de la séparation imparfaite des créations monétaires et des intermédiations financières. Il faut s'assurer que les revenus qui changent de mains sur le marché financier soient portés sur le produit même des épar-

gnants; à défaut, ils accroissent la demande globale des biens produits en une autre période.

Seule l'existence du marché financier rend donc nécessaire l'imposition d'une contrainte temporelle aux opérations du premier département. Toute somme de monnaie émise dont le remboursement ne survient pas dans la semaine (ou dans le mois) est dorénavant prélevée sur le marché financier, le deuxième département prenant le «relais» du premier.

La règle de fonctionnement du premier département de toute banque de dépôt est à présent connue, mais elle pourrait encore être mal interprétée sur un point important: il semblerait, en effet, que la monnaie créée ne devienne une épargne qu'après l'écoulement du temps imparti pour l'achèvement des opérations du premier département. Toute monnaie créée dans la semaine, par exemple, resterait une «non-épargne» jusqu'à la fin de la semaine, seul le solde positif des opérations définissant l'épargne positive. La logique exige un peu plus de discrimination: en fait, toute monnaie est dès sa naissance une épargne positive.

Tout devient clair dans la distinction de l'actif et du passif du département de l'émission.

– Dans chacune de ses opérations, la banque fait figurer à son actif la personne pour laquelle elle a effectué le paiement. Le délai imposé à toute émission monétaire concerne les inscriptions actives et elles seules: à l'échéance, elles sont reprises par le deuxième département.

– Quant aux inscriptions passives, nées de chaque émission, elles figurent d'emblée dans le deuxième département. En d'autres termes, toute émission endette instantanément le premier département à l'égard du second. Il en découle que le bénéficiaire final de toute émission, le «payé», obtient une monnaie qui est immédiatement une épargne.

Dans son fonctionnement même, le premier département implique donc le second.

XXXIX. L'UNITÉ ORGANIQUE DES DEUX DÉPARTEMENTS

116. Description du fonctionnement simultané des deux départements

Pour décrire le fonctionnement simultané des deux départements, il suffit de reprendre et de schématiser les explications déjà données.

cas d'une émission quelconque

département de l'émission				département de l'épargne			
actif		passif		actif		passif	
E	x f	II	x f	I	x f	T	x f

Si nous avons choisi d'inscrire les entreprises E et les travailleurs T, c'est uniquement pour éviter des développements inutiles. Les émissions n'ont un résultat net que dans la production nationale; c'est donc l'exemple d'une production nationale élémentaire que nous avons retenu.

Le revenu créé est de x francs. L'entreprise productrice apparaît à l'actif du département de l'émission, où elle «séjourne» jusqu'à l'épuisement du délai imposé par la logique, d'une semaine par exemple. Or, à l'intérieur même de ce délai et dès l'instant de la création des x francs, les travailleurs détiennent une épargne. C'est la raison pour laquelle les titulaires de revenus T figurent au passif du département de l'épargne. Deux opérations, qui appartiennent à la même catégorie, font disparaître l'épargne (du deuxième département), les retraits et les prêts.

A tout instant, les épargnes «prêtables» sont précisément définies par *le montant total des droits de créance du premier département sur le second.* Dès que le département de l'épargne paie y francs pour le compte des épargnants ou dès qu'il prête y francs à un emprunteur (final), son actif et son passif sont simultanément diminués de y francs; alors le département II n'est plus créancier du département I que pour une somme de $(x - y)$ francs, qui reste disponible sur le marché financier.

Nous venons ainsi de trouver tout naturellement la réponse à une question qui aurait pu paraître sérieuse: l'inscription passive étant immédiatement portée au compte du deuxième département, quelle est l'utilité du maintien séparé du premier département? Il est clair qu'à défaut de cette séparation, les banques ne connaissent pas le montant des épargnes constituées chez elles en leur propre monnaie.

A présent, qu'arrive-t-il quand les entreprises passent automatiquement, à l'échéance prescrite, du premier dans le second département? Notons d'abord qu'elles ont pu sortir de dette, partiellement ou totalement, avant que l'échéance soit atteinte. Mais toute dette qui subsiste est maintenant financière, alors qu'elle n'était que monétaire jusque-là. C'est dire que, dans la mesure où les entreprises conservent leurs stocks au-delà de la période prescrite, elles épongent une épargne à cette fin.

cas de l'émission parvenue
à son échéance logique

département de l'émission				département de l'épargne			
actif			passif	actif			passif
E	O f	II	O f	E	x f	T	x f

La lecture des résultats ne présente que peu de difficulté. Aussi longtemps que les entreprises figurent à l'actif du premier département, les x francs définissent un capital-temps social, le droit de créance du deuxième département sur le premier. Dès que E passe de l'actif du premier département à l'actif du second, les x francs ne sont plus que du capital à la fois positif et négatif, la créance de T étant annulée par la dette de E. Il faut comprendre ainsi que les entreprises figurent au département de l'épargne en tant que vendeurs de titres nets. Désormais, les stocks n'appartiennent plus aux épargnants, mais aux firmes. Ainsi l'émission des x francs est effectivement parvenue à sa fin logique: le produit correspondant est acheté par les firmes, au moyen des revenus gagnés dans la vente des

titres. Le prêteur initial de ces revenus n'est autre que l'ensemble des titulaires de revenus. L'interprétation des écritures dans le second département est parfaitement univoque: les titulaires des revenus x les ont cédés contre un droit de créance équivalent sur la banque; symétriquement, les entreprises ont obtenu ces revenus, qu'ils ont lancés dans l'achat des stocks; E doit à la banque les x unités de revenus empruntées et dépensées.

Le but recherché est atteint. Il s'agissait d'écarter la possibilité de toute demande excédentaire positive. Rappelons la nature exacte de ce risque. Avant réforme de la comptabilité des banques, donc dans l'économie actuelle, le marché financier peut faire parvenir (aux vendeurs de titres) des revenus dont la dépense est rapportée au produit d'une autre période; dans ce cas, la demande est excédentaire parce que des revenus anciens sont dépensés en concours avec les revenus nouveaux. L'anomalie ne peut plus se produire dans le régime des deux départements. Selon la nouvelle règle du jeu, tout nouveau produit est nécessairement écoulé par la dépense des revenus correspondants: si les emprunteurs auprès du département de l'épargne (ou les premiers déposants, bénéficiaires des revenus créés) ne dépensent pas la totalité de leurs ressources pour l'achat du nouveau produit de E, la transformation automatique de la dette monétaire de E en dette financière achève de détruire sur le produit courant les revenus courants. Aucune partie des nouveaux revenus ne peut donc se porter sur le produit d'une autre période.

Précisons encore que l'annulation du capital-temps obtenue par le transfert automatique des inscriptions actives du premier au second département n'est qu'un dernier recours. La fonction même du département de l'épargne est de prêter les fonds déposés. Les bénéficiaires de ces prêts dépensent des revenus pour l'achat du produit. Si une partie du produit reste malgré tout stockée en entreprise à la fin de la période, l'automatisme intervient: le reliquat est acheté par les entreprises elles-mêmes, qui drainent la partie équivalente de l'épargne.

Dans l'explication que nous venons de donner, on s'aperçoit que le capital-temps ne peut avoir qu'une existence provisoire. Chaque nouvelle «tranche» de revenu rend le département de l'épargne créancier du département de l'émission. Or, toutes les opérations du

département II tendent à amenuiser son droit de créance sur le département I. En dernier ressort, la créance est annulée par le dégagement automatique du département de l'émission; tout capital-temps qui subsisterait est alors détruit.

Or il existe un capital-temps qui ne saurait s'amenuiser ni, a fortiori, s'annuler: le *capital fixe*. La raison d'être essentielle du deuxième département est justement de porter le capital-temps indélébile, le vrai capital social. A cette fin, le département de l'épargne doit être mis en rapport avec un *troisième département*. Avant de l'introduire et d'en montrer le fonctionnement, rappelons encore qu'aussi longtemps que les banques en seront dépourvues, l'économie sera grevée des émissions vides, unique étiologie de l'inflation et du chômage.

XL. UNE ÉCONOMIE QUI AURAIT INTRODUIT LES DEUX DÉPARTEMENTS BANCAIRES SOUFFRIRAIT ENCORE DE LA CRISE CAR LES ÉMISSIONS VIDES S'Y POURSUIVRAIENT; L'INTRODUCTION DU TROISIÈME DÉPARTEMENT EST DONC NÉCESSAIRE.

Nous ne pouvons pas revenir sur la démonstration de la production «duale», due aux amortissements des capitaux fixes. Mais il n'est sans doute pas inutile d'insister sur un autre point, tout aussi fondamental: aucun capital, même matériel, ne se formerait dans l'économie nationale si la monnaie émise n'y était pas bancaire.

117. Seule l'existence des banques permet de saisir le capital conceptuellement; il est naturel dès lors que seule l'existence des banques permette de saisir le capital pratiquement et, grâce au troisième département, de maintenir sa neutralité.

Une économie privée de banques serait également privée de capital.

Bien que nous n'ayons pas l'ambition d'épuiser ici un si vaste problème, nous nous proposons d'en montrer rapidement les trois aspects. Désignons notre société par les lettres SSB (société sans banques). La formation du capital matériel y est nécessairement

nulle. La formation du capital financier y est pareillement nulle. Enfin, il se confirme qu'aucun capital ne voit le jour en SSB puisqu'il n'y existe aucune opération capable d'engendrer dans le même mouvement le capital matériel et le capital financier.

La société sans banques ne saurait créer le moindre capital matériel.

Il est certain que, même en SSB, les hommes peuvent se doter d'instruments de production. Mais il serait «vulgaire» de considérer ces instruments ou ces machines comme du capital. De nouveau, il faut lutter quelque peu contre une accusation fréquemment rencontrée: l'utilisation des vocables est parfaitement libre et refuser le nom de capital aux moyens de production ne serait qu'une restriction sémantique. Dire de l'Antiquité qu'elle ne connaissait pas la bicyclette serait alors pareillement un pur effet de la linguistique? Même dans son acception courante, le capital a une signification qu'il ne peut avoir en SSB.

On le prouve rigoureusement au moyen de la distinction des deux catégories d'achats, la consommation et l'investissement. Ici, ce n'est plus le vocabulaire qui est en jeu, mais le *raisonnement*. Si, dans un état donné de la société, aucun critère formel ne permet de distinguer l'investissement de la consommation, le capital n'a plus qu'une existence nominale: il est le second nom de la consommation, en sa réalité inchangée.

Justement, en SSB, tout achat est logiquement une consommation. Une fois que la preuve en sera faite, il restera vrai que l'homme peut consommer les biens de différentes façons et, éventuellement, pour «s'aider à produire»: même dans ce cas, il s'agira d'une consommation et nullement d'une autre opération, de nature distincte, que l'on puisse à bon droit appeler investissement.

Il existe une et une seule distinction logique entre la consommation et l'investissement: elle repose sur la distinction entre la consommation et la production.

Si, dans l'économie considérée, les opérations des deux catégories se répondent sans s'interpénétrer, toute production étant nette de consommation et toute consommation étant nette de production, la consommation est une catégorie coextensive à la production puis-

qu'elle lui est identique au signe près. Or, il est concevable a priori qu'une partie de la consommation soit fusionnée avec une partie de la production; c'est le cas dans l'«intersection» des deux mouvements contraires. Le phénomène, connu de longue date, est généralement appelé «consommation productive» ou «consommation productrice». L'acte même de la production consomme alors une partie du produit antérieur, exactement comme l'automobile ne produit le mouvement qu'en consommant de l'énergie.

L'analyse impose ainsi la distinction des biens de consommation au sens strict, issus d'une production nette de toute consommation, et des biens d'investissement, dont la production est en même temps une consommation.

A présent, il suffit d'appliquer le critère à la société privée de banques; on s'aperçoit aussitôt que, dans cette société, le procès de production absorbe en chaque période une somme exactement nulle des produits antérieurs. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait qu'en SSB les entreprises fussent capables de recevoir des biens de consommation épargnés par les titulaires de revenus, afin d'injecter ces biens dans le nouveau procès de production. La condition n'est pas satisfaite; elle ne peut pas l'être, et ce, pour une raison péremptoire: dans la mesure où leurs titulaires épargnent les revenus en monnaie «matérielle», *ils préfèrent l'or ou l'argent aux produits,* dont il est sûr par conséquent qu'ils ne les retirent pas.

En SSB, l'épargne des revenus est la fraction du produit que les entreprises n'écoulent pas dans les ménages. Il serait donc illogique de prévoir le transfert dans les firmes, aux fins de leur consommation productrice, des produits épargnés par les titulaires de revenus. Dans la société privée de banques, la capitalisation d'une partie des revenus n'est finalement qu'une «robinsonnade»: le capital instrumental ne peut s'y former qu'au sein même des ménages. Dès que la société produit dans le régime du salariat, elle n'est capable de fournir les moyens de production aux travailleurs que parce qu'ils sont payés en une monnaie bancaire. Si les salaires étaient versés en une monnaie matérielle, aucun capital ne serait présent ni dans les ménages (où la production est par définition nulle dans le régime du salariat) ni dans les entreprises (qui n'auraient aucunement accès à l'éventuelle épargne des titulaires de revenus).

Le raisonnement nous a permis d'éviter la question purement sémantique. Même si nous retenions la définition naïve du capital, aucun capital ne pourrait se former dans la société privée de banques, dès lors qu'elle fonctionne selon le régime du salariat.

La preuve est encore plus rapide en ce qui concerne le deuxième aspect du capital.

La société sans banques ne saurait créer le moindre capital financier.

Tout capital financier est un droit de créance sur l'emprunteur. Or, supposons que la seule monnaie dont dispose la société soit matérielle. Nous sommes alors dans un monde à «deux dimensions»: tout prêt est un emprunt égal. Il est inconcevable en SSB que la somme des prêts soit inférieure à la somme des emprunts. C'est dire que tout capital financier positif y est né en même temps qu'un capital négatif égal.

La somme des prêts ne peut être positive dans la société que si elle excède la somme des emprunts correspondants. Non seulement la condition n'est pas réalisée en SSB, mais il semblerait qu'elle ne puisse l'être en *aucune société.* Or, on reconnaît la nature profonde de la monnaie bancaire en ce qu'elle permet d'éluder les égalités tautologiques des prêts et des emprunts. La formation des créances nettes dans l'ensemble de la société n'était pas connue dans les théories pré-quantiques. Les conditions qui doivent être réunies sont en effet impossibles à réaliser, sauf précisément dans les émissions, créations-destructions du revenu national.

En elle-même, nous le savons assez, l'émission des revenus n'est pas une opération financière; elle ne fait naître ni créances ni dettes. Cependant, définie dans le temps quantique, l'émission dépose son résultat dans le temps continu: *c'est dans ce dépôt que se trouve le capital net.* Dans une économie comportant un marché financier, la monnaie bancaire y est dès sa naissance prise en charge. Or, toute monnaie projetée sur le marché financier y définit la créance nette des déposants et, qui plus est, la créance nette de l'ensemble de la société: aucune dette ne correspond à l'épargne obtenue par la transformation des dépôts quantiques en dépôts ordinaires.

Seule la monnaie bancaire se prête à cette mutation que l'on peut expliquer d'une façon imagée: les entreprises ne doivent pas la monnaie qu'elles ont lancée dans les revenus – elles la possèdent au contraire négativement. Puis cette monnaie est, dans les ménages ou chez les titulaires de revenus, transformée en une créance sur les banques, sans que la mutation apporte la moindre dette additionnelle d'un agent quelconque envers les banques. Il est donc bien vrai que l'opération suscite une créance positive et une dette nulle.

Telle est l'origine du capital social. Nés du travail, les revenus sont créés sans impliquer la formation de *la dette de quiconque;* déposés dans le temps, les revenus y sont des créances positives; la somme des dettes et des créances est donc égale à la somme des créances. Le capital financier de la société est par définition égal à la somme des revenus non encore dépensés dans l'écoulement des biens au sein des ménages.

L'émission de la monnaie bancaire ajoute ainsi la «troisième dimension», qui permet seule d'éviter la tautologie de l'égalité des prêts et des emprunts. Si les revenus étaient payés en une monnaie matérielle, les revenus monétaires ne seraient transformés en capital que dans les opérations volontairement conclues par leurs titulaires (l'automatisme de la transformation des dépôts quantiques en dépôts ordinaires faisant défaut); pour lors, la tautologie s'imposerait immédiatement, tout achat de titres étant identiquement une vente de titres. Le capital financier de la société serait invariablement nul.

Tournons-nous vers le troisième aspect, synthétique. Le capital est une réalité objective à deux faces. La formation simultanée du capital financier et du capital réel ou matériel ne peut résulter que d'une émission en destruction de revenus. Dès que l'émission détruit un revenu en monnaie matérielle, il disparaît sans laisser de trace. C'est dire que seule la monnaie bancaire jette un pont objectif entre le présent et l'avenir.

La société sans banques est incapable de lancer un pont entre le présent et l'avenir. En ses deux aspects indifféremment, le capital s'identifie à ce «pont». Il est vrai qu'en SSB le produit est déjà mesurable, car il est

créé dans la forme ou le moule monétaire. Toutefois, l'unité des deux demi-émissions ne permet par d'y définir plus de deux opérations: les revenus sont créés dans la première demi-émission et détruits dans la seconde. La destruction des revenus est «pure et simple» dès lors qu'ils sont constitués en monnaie matérielle; aucun revenu ne peut disparaître en laissant la promesse d'un revenu futur, pour la raison que toute promesse d'un revenu futur serait une créance nette dans la société et que la SSB n'en comporte pas.

Dès que les salaires sont émis en monnaies bancaires, la deuxième demi-émission se subdivise en une destruction définitive du revenu et, pour l'autre partie, en une destruction du revenu actuel et la création simultanée d'un revenu futur équivalent. En effet, les produits naissent d'abord au sein de la monnaie négative; étant donné que les revenus sont immédiatement déposés sur le marché financier, les produits sont aussitôt chassés de la monnaie: autrement dit, ils sont constitués en stocks. Par la même opération, les revenus sont détruits; plus exactement, ils sont anéantis en tant que revenus actuels, pour être remplacés par une mesure égale de revenus futurs.

La première destruction des revenus est donc du deuxième type: ils ne disparaissent dans l'instant que pour être transformés en revenus à venir. La mutation des revenus en capital, ou, identiquement, la mutation des revenus actuels en revenus futurs, doit être entendue au sens le plus strict: tout revenu né de la destruction d'un capital est la reproduction du revenu même dont la destruction avait initialement formé le capital concerné. Ainsi, la vente des stocks crée un revenu, qui n'est autre que le revenu d'abord détruit, à l'instant où les produits s'étaient formés en stocks. Ce n'est enfin que dans l'écoulement des produits au sein des ménages que le revenu disparaît sans laisser de trace.

La chaîne des événements est donc la création initiale du revenu, sa transformation immédiate en revenus futurs, la réalisation de ces revenus, et finalement leur destruction sans appel.

Une question d'un réel intérêt scientifique se pose au sujet des revenus en monnaie matérielle. Ils ne sauraient être transformés en capital. On est tenté d'en déduire que ces revenus ne disparaissent pas à l'instant de leur naissance; à la différence des revenus cons-

titués en monnaies bancaires, les revenus en or ou en argent auraient la faculté de traverser le temps. La conclusion fondée est tout autre: en réalité, tout revenu disparaît à sa naissance, car tout revenu est le résultat d'une émission. La vente finale des produits déposés dans une monnaie matérielle n'est pas la reproduction des revenus initiaux, mais simplement la répétition de leur destruction unique, rétroactivement définie dès la création des salaires. La nature profonde du capital apparaît ainsi dans une lumière plus vive: étant l'unique pont jeté entre les revenus actuels et les revenus futurs, le capital est la seule grandeur qui soit capable d'assurer la simultanéité dans le temps chronologique de la création et de la destruction de tout revenu; l'intercession du capital a pour effet de dédoubler l'émission: le revenu actuel est créé-détruit dans l'émission des salaires et le revenu futur est créé-détruit dans la dépense des salaires. Il reste donc que *la faculté de traverser le temps n'est accordée aux revenus que par le capital.*

Avant l'introduction des monnaies de banque, la monnaie était une grandeur à deux dimensions: elle était la forme des produits physiques et, dans l'alliance avec ces produits, elle définissait le revenu social. La monnaie bancaire ajoute la troisième dimension; le capital social est l'état de la monnaie de banque saisie entre l'instant de la création des revenus et l'instant de l'écoulement du produit dans les ménages.

La division des banques de dépôt en deux départements permet de «visualiser» parfaitement le capital puisqu'il s'identifie à la somme des droits de créance du premier département sur le second. Dès que le produit est écoulé – et il l'est au plus tard dans le transfert de l'actif du premier département au second (le produit étant alors écoulé dans les ménages sous la forme des titres à somme nulle dont il est devenu l'objet) –, le capital social est détruit. Il ne sera reconstitué que par l'effet d'une nouvelle production-émission.

Quand l'analyste s'est bien persuadé que le capital est la troisième dimension de la seule monnaie bancaire, il ne peut plus douter de la nature double du capital, grandeur qui dans son unité est financière et réelle tout ensemble, et il ne peut plus s'étonner non plus quand on lui dit que *la maîtrise du capital social se trouve entièrement dans le jeu des*

écritures bancaires, même en ce qui concerne le capital fixe, évolution logique du capital-temps simple.

Aussi l'optimisme de la proposition est-il parfaitement fondé: en son sens péjoratif, le capitalisme sera vaincu par la réorganisation du fonctionnement des banques de dépôt. La création des deux départements est la première étape; pour compléter la réforme, il suffit d'adjoindre le département du capital fixe au couple formé par le département de l'émission et le département de l'épargne. Les banques ont apporté à l'économie nationale la dimension et les bienfaits du capital; le temps est venu où les banques doivent se soumettre à la nouvelle règle du jeu, dont l'effet sera de filtrer toutes les émissions, afin de ne laisser «passer» que les émissions pleines.

CHAPITRE XVI

L'ÉCONOMIE DOTÉE D'UN RÉSEAU DE BANQUES DE DÉPÔTS TOUTES DIVISÉES EN TROIS DÉPARTEMENTS SERA TOTALEMENT LIBÉRÉE DES ÉMISSIONS VIDES.

Au fond, la production du capital en biens-profits est due à une «maladie» de la monnaie, précisément une dénaturation de la monnaie définie en sa troisième dimension. Il reste tout à fait vrai que le mal ne surgit pas du fait des banques, dont l'action est au contraire neutre jusqu'au respect intégral du dysfonctionnement créé par la logique du capital fixe et de ses amortissements. Il ne s'agit donc nullement de «mettre les banques au pas», comme David Ricardo avait pu en former le projet. Le mal est bien plus profond. Il faut le toucher et le vaincre dans les seules opérations où il se montre à découvert, «lieu géométrique» de toutes les émissions monétaires, à savoir l'activité créatrice des banques.

XLI. L'ADJONCTION DU DÉPARTEMENT DU CAPITAL FIXE

Résumons d'abord le principe de la division tripartite.

– Le département de l'émission voit la naissance et la mort de la monnaie, qu'elle soit créée dans la formation du produit, dans ses transferts ou dans son écoulement.

– Le département de l'épargne (ou du capital-temps) reçoit tous les dépôts ordinaires formés dans les banques afin de les «recycler» sur le marché financier, au profit des déposants ou des emprunteurs finals.

– Le département du capital fixe (ou de la forme évoluée du capital-temps) prend en charge toute l'épargne d'abord formée dans le deuxième département et qui doit en être retirée justement parce qu'elle s'est investie dans le capital instrumental: si cette épargne était laissée à la disposition du deuxième département, elle nourrirait les demandes excédentaires et susciterait ainsi les émissions vides.

Nous connaissons le fonctionnement de l'organisation conjointe des deux premiers départements. Le fonctionnement du troisième département est un peu plus subtil, mais nous nous efforcerons de le décrire brièvement, tout en ménageant les étapes du raisonnement.

118. Dès qu'une entreprise acquiert une créance nette sur la banque, elle est créditée dans le troisième département.

Cette mesure initiale est fondamentale et elle est conservatoire. Il est évident que les entreprises trouvent dans le procès de production une multitude de créances, notamment du fait des achats intermédiaires, sans que l'on soit en droit de conclure que toute créance nette signifie un profit. Cependant, il est tout aussi clair que les profits monétaires sont des crédits nets de l'entreprise sur la banque. Tout le problème est donc de mettre en place l'automatisme permettant de «traiter» toutes les créances, afin de ne retenir en fin de compte que les profits nets, et encore uniquement dans la mesure où ils sont investis. En attendant, il suffit de donner au troisième département la maîtrise initiale de la totalité des positions créditrices de la firme.

Raisonnons sur l'entreprise quelconque *Eq*. Dans la période considérée, elle acquiert une créance nettre de x fr. sur sa banque; aussitôt, la créance est portée au passif du troisième département.

		III	
II	x fr.	Eq	x fr.

Si le profit de *Eq* était porté par le deuxième département, il y définirait une *épargne encore disponible.* Or, il est illogique qu'il en soit ainsi, car les profits résultent d'une dépense finale déjà *effectuée;* les salaires dépensés dans la formation des profits ne doivent pas définir une épargne monétaire encore disponible sur le marché financier: si les salaires transformés en profits ne sont pas retirés du marché financier (représenté par le deuxième département), ils constituent un fonds prêtable, qui alimentera *une deuxième mesure de dépenses finales.* Les emprunteurs dépenseront les revenus déjà dépensés par les ménages dans l'opération de la formation des profits. La deuxième dépense des (mêmes) revenus est une *émission vide,* racine du désordre, inflation et chômage.

Le retrait immédiat des profits monétaires donne l'assurance qu'ils ne pourront jamais être offerts sur le marché financier; il est conforme à l'ordre qu'ils ne puissent pas l'être puisque les profits non redistribués sont investis dans le capital instrumental: «engloutis» dans les équipements, ils seraient *employés une deuxième fois* s'ils restaient disponibles sur le marché financier, afin d'y nourrir de nouveaux achats finals.

Les profits monétaires étant, dès leur formation, retirés du deuxième département, il reste à trouver la «règle du jeu» régissant leur dépense.

119. Le paiement des salaires ne s'impute jamais sur les profits formés.

Supposons qu'à l'instant où elle va émettre de nouveaux salaires, égaux à *y* fr., l'entreprise quelconque ait une créance nette de *x* fr. sur sa banque.

Il importe de laisser subsister face à face la dette de *Eq* dans le premier département et la créance de *Eq* dans le troisième département.

I				III			
Eq	y	II	y	II	x	Eq	x

Ainsi, il ne peut jamais arriver qu'un profit soit dépensé *sur le marché des services producteurs.*

Et il est essentiel que la chose soit impossible puisque toute dépense nette d'un profit dans l'émission des salaires définit une *émission vide.*

Même après l'émission des nouveaux salaires (y), l'entreprise dispose encore de la totalité de son profit, car le département du capital fixe (III) le tient entièrement à sa disposition.

Il n'est toujours pas certain que le profit soit déjà dépensé; il ne l'est que s'il est (déjà) investi dans le capital fixe. Comment s'en assurer?

120. *En toute période, la banque efface le profit (inscrit au troisième département) dans la mesure exacte où, sur le marché des produits et des titres, les achats de l'entreprise l'emportent sur ses ventes.*

Soit, dans la période, x' le montant des achats *nets* du *Eq* sur les marchés des produits et des titres. Au troisième département, le profit de *Eq* ne figure plus que pour la somme (x – x').

III			
II	x – x'	Eq	x – x'

Tout profit qui n'est *finalement* pas dépensé dans les achats nets de *Eq* sur les deux marchés (produit et titres) est forcément *investi.*

121. *Les profits investis sont révélés par une inscription double et indélébile à l'actif du deuxième département et au passif du troisième.*

Soit encore x' le montant des achats nets de *Eq* sur les deux marchés (produit et titres). Le profit investi est $(x - x')$.

II			
Eq	x – x'	III	x – x'

III			
II	x – x'	Eq	x – x'

La méthode fait apparaître tous les profits investis de *Eq:* il suffit de procéder à une addition.

122. Dans la succession des périodes, l'investissement net de la firme quelconque est égal à la somme cumulée de ses droits de créance définitifs à l'égard des troisièmes départements de l'ensemble des banques de dépôt.

La même entreprise peut évidemment accumuler son capital dans plusieurs banques. Or, il suffit d'appliquer partout la même règle: en chaque période l'investissement net de la firme apparaît dans la somme des écritures doubles qui la concernent, à l'actif et au passif de l'ensemble des deuxièmes et des troisièmes départements bancaires.

XLII. POUR CONCLURE, MONTRONS BRIÈVEMENT LE FONCTIONNEMENT PARFAITEMENT ORDONNÉ DE L'ÉCONOMIE DU PAYS DANS LE NOUVEAU RÉGIME DES PAIEMENTS BANCAIRES.

123. Tous les achats finals émanent désormais des titulaires de revenus ou des ménages.

Tous les achats à l'intérieur du pays sont le fait des titulaires de revenus; il n'existera plus aucun achat émanant d'une «non-personne». Les entreprises ne sont pas inquiétées, nous l'avons bien compris, mais elles ne sont plus que des personnes physiques ou juridiques, réductibles à l'ensemble de leurs actionnaires. Avant la réforme, les entreprises étaient bien plus que cela puisqu'elles constituaient la seule catégorie des acheteurs capables de payer au moyen des émissions vides.

L'ensemble des titulaires de revenus choisit à tout moment de dépenser ses gains pour la consommation ou pour l'épargne. Il est vrai que ce choix est limité par la formation des profits, qui sont d'office des épargnes. Mais si les profits ne dépassent pas les intérêts rémunérant les capitaux fixes accumulés, ils sont une simple redistribution des salaires: les titulaires de revenus les retrouvent pour les affecter, selon leur désir, à l'épargne ou à la consommation.

Même les profits-surplus peuvent être redistribués aux ménages. Seuls les profits investis semblent diminuer le choix des titulaires de revenus puisqu'ils sont nécessairement épargnés.

En poursuivant quelque peu la réflexion, on découvre cependant que la ponction opérée par le troisième département dans les fonds prêtables du second n'est que l'effet d'un achat final sur le marché des produits, autrement dit d'une consommation. C'est parce que l'ensemble des titulaires de revenus consomme *aujourd'hui* qu'il permet la formation du profit *actuel* des firmes; si l'ensemble des titulaires de revenus épargnait (et prêtait) ses gains au lieu de les consommer, les firmes (qui les emprunteraient puisqu'elles sont les seuls partenaires de l'ensemble des titulaires de revenus) «avanceraient» ainsi leurs profits futurs, non encore réalisés. Il est donc vrai, en dernière analyse, que les titulaires ont l'entière liberté de jeter leurs revenus salariaux et non salariaux dans le canal de leur choix, consommation ou épargne.

De leur côté, les firmes disposent d'une liberté égale: elles acceptent ou non l'épargne offerte. Ce libre débat détermine les taux de l'intérêt.

En stylisant un peu la présentation, on peut considérer le profit comme une épargne librement dégagée par l'ensemble des titulaires de revenus, qui choisit ainsi d'échanger une partie de ses consommations actuelles pour une plus grande consommation future. Notons bien qu'il n'est pas question de se donner l'accroissement des biens consommables par l'effet d'une productivité en valeur (en unités de salaires) du capital fixe. Tout capital est rigoureusement improductif, le produit de chaque période étant mesuré (et mesurable) uniquement en unités de salaires. Mais il est clair que pour une population active constante, on trouvera plus de biens physiques à l'intérieur de la somme des salaires émis, du fait de la productivité en volume des capitaux investis.

Contrôlé par les travailleurs et les autres titulaires de revenus, l'investissement de chaque période ne peut comporter aucun inconvénient. Si, dans ses libres décisions, la société prend le parti (par le truchement d'une variation des taux de l'argent) de réduire de période en période la fraction des revenus courants affectée à l'épargne et à l'investissement, personne ne peut souffrir de ce choix, la

consommation actuelle s'en trouvant favorisée. Le choix contraire est tout aussi neutre: tout revenu épargné est par définition investi; seule la pensée confuse peut donc craindre un déficit de l'écoulement qui serait induit d'une recrudescence des épargnes.

Quant aux amortissements des capitaux fixes, on ne voit pas quels problèmes ils pourraient encore créer. «Filtrées» au niveau même des investissements nets, les émissions vides sont totalement écartées de l'économie nationale, si bien que les amortissements n'y sont plus que des achats intermédiaires. Dans l'histoire de la pensée, le troisième département apportera ainsi la victoire de Smith sur Marx (qui reste vainqueur en «économie pathologique»). Quel que soit le rythme imposé à la rotation du capital instrumental, par son usure et son obsolescence, tout revenu lancé dans l'achat des biens d'amortissement sera dérivé de la production même de ces biens.

Et où en sera la Crise? Le théoricien a quelque scrupule à dire qu'elle peut être vaincue par *l'intelligence de l'homme.* L'inflation et le chômage ne sont-ils pas le produit de la fatalité? Mais alors où serait l'utilité de l'économie politique? En conserverait-elle une? Pourquoi douter de la solution si elle est l'aboutissement d'une longue et profonde tradition? l'œuvre commune, patiemment élaborée, de toutes les générations de penseurs depuis les grands Classiques.

Dans cette étude de la macroéconomie quantique, nous avons proposé les grandes lignes de l'analyse de la Crise et des solutions qui en découlent. Les idées que nous avons émises seront mises à l'épreuve. Si elles tiennent bon, l'espoir sera permis. Montrons encore pourquoi ni l'inflation ni le chômage ne sont des maux inévitables.

Les trois départements des banques de dépôt émettent dans l'économie la mesure exacte de la monnaie qui y est nécessaire pour produire et pour écouler les biens. Le premier département ne refuse son concours qu'aux agents reconnus insolvables. Il ne saurait donc arriver qu'une entreprise dont les biens sont jugés «écoulables» ne puisse pas obtenir l'argent nécessaire à leur production. Quant au danger inverse, d'une émission en surnuméraire, il est écarté par l'action conjuguée du deuxième et du troisième départements; l'in-

vestissement des profits étant à présent connu pour ce qu'il est, dépense double (un achat sur le marché des produits caché à l'intérieur d'une émission de salaires), il est neutralisé dans son effet néfaste: la «deuxième dépense» (définition des demandes excédentaires) est annulée du fait de la ponction d'une épargne équivalente, du troisième département dans le deuxième. En fin de compte, *l'investissement sera financé par l'épargne et non plus par les émissions vides.*

Quant au chômage «involontaire», il sera vraiment réduit au rang d'une contradiction dans les termes. Les trois départements éliminent le fonctionnement (continué) du Capital. Dans le nouvel ordre économique, seul l'Homme sera l'employeur de l'homme. Il ne pourra donc plus arriver que le Capital renonce à donner du travail aux hommes, comme il le fait aujourd'hui quand il ne trouve plus assez de profits pour rémunérer les suraccumulations. En toute logique (entendez, hors de toute pathologie), Jean-Baptiste Say a raison: il est inconcevable que la dépense des revenus ne donne pas un travail, équivalent à la dépense, aux producteurs des biens achetés. Et il est tout aussi inconcevable qu'une partie des revenus créés ne soit pas dépensée sur le marché des produits. La pensée claire dissipe les maux conçus par la science inachevée et, du mal qu'elle discerne, elle montre l'essentielle précarité.

Une dernière inquiétude est souvent formulée, notamment par les étudiants de nos facultés. Même si la solution était trouvée, comment serait-elle mise en œuvre, en dépit des intérêts puissants? Le monde n'est-il pas condamné à la lutte des classes?

Partout, dans ce livre, nous développons une analyse dont la finalité n'est pas de donner raison à une classe au détriment de l'autre mais, bien au contraire, de montrer que les problèmes économiques les plus profonds se posent avec une acuité comparable *aux deux classes à la fois.* Aussi longtemps que le Capital est capable d'employer toutes les forces de travail disponibles, on peut penser qu'il fait le bonheur d'une classe sociale, encore que la partie investie des biens-profits soit mise au service de la production des biens-salaires. Mais, aujourd'hui, *le Capital se combat lui-même.* Peut-on douter du fait que les firmes tireraient désormais profit et avantage de

l'arrêt imposé à l'incessante suraccumulation? En termes «wickselliens», le nouvel ordre permettra la parité des taux de profit (les intérêts «réels») et des taux déterminés sur les marchés financiers (les intérêts «monétaires»): les firmes retrouveront ainsi la rémunération normale des capitaux investis. En aucun cas l'accroissement du bien-être de la population active ne sera acquis «sur le dos» du capital. Le pays tout entier, dans l'ordre politique comme dans l'ordre économique, a le plus grand intérêt à se débarrasser du chômage. Quiconque saisit le fonctionnement des trois départements bancaires, n'en peut douter: la suppression des émissions vides ne portera dommage ni aux travailleurs *ni aux entreprises.*

Et la transition? Elle se fera sans douleur. Au lendemain de l'introduction du nouveau régime, le prix des biens-salaires sera d'abord inchangé. Le «noyau» s'étendra à la production tout entière mais le prix du produit du noyau englobera encore le prix des (anciens) biens-profits. En ce sens, la couronne connaîtra une certaine persistance dans le temps. Or, déjà le chômage sera menacé; silencieusement, le «noyau» s'étendra de jour en jour jusqu'à comprendre la totalité de la population en mesure de travailler. A l'intérieur du noyau, les «paniers» comprendront progressivement plus de biens pour des salaires monétaires donnés. Aussi le niveau général des salaires ne sera-t-il plus soumis à l'effet pendulaire que nous avons décrit dans l'analyse des émissions vides. *L'économie ne vivra plus en capitalisme.* Et il n'est pas utopique de penser que le niveau des salaires nominaux pourra enfin être maintenu constant face à l'augmentation lente et continue des salaires réels (en termes physiques).

124. *Les nouveaux investissements nets sont désormais la propriété économique de l'ensemble des titulaires de revenus ou des ménages.*

Terminons cette partie par le bref examen du couple investissement-amortissement des profits, dans le mode de production actuel et dans l'ordre économique futur.

Captés dans les profits, les salaires investis «reviennent» aux travailleurs sous la forme dénaturée de titres aux biens-salaires épargnés. Source de tous les désordres, la demande excédentaire est la

dépense par les ménages des capitaux monétaires reçus en rémunération pour la production des biens d'investissement. Le remède est donc évident: il faut retirer les «faux salaires», les détruire. L'épargne prélevée par le troisième département dans le deuxième se borne à cela; elle ne détruit pas un revenu qui resterait libre, les agents pouvant le porter à la consommation ou à l'épargne: elle élimine seulement les revenus déjà définitivement transformés en épargne et qu'il est illogique de pouvoir jeter encore sur les biens produits.

La ponction opérée dans le deuxième département n'est que la sanction d'un fait désormais irréversible: les profits investis sont l'épargne indélébile des ménages. Leur laisser néanmoins la disposition des revenus correspondants, nés de la production du capital instrumental, c'est tolérer le désordre; ainsi alimentée, la demande excédentaire est l'action précise qui est la source unique du mode de production capitaliste: la dépense des faux salaires attire et fixe le capital instrumental dans le patrimoine des entreprises, les ménages en étant dépossédés. Dès que les revenus dénaturés sont effectivement retirés et détruits, il apparaît que le capital instrumental s'est formé dans la dépense originelle des salaires, au moment de la formation des profits monétaires, plus tard investis. Pour lors, les ménages sont les seuls propriétaires du capital instrumental, maintenant fixé dans l'ensemble des titulaires de revenus.

Il peut sembler étrange que le retrait d'une partie des salaires apporte aux titulaires de revenus un bien-être accru. Or, justement, ce «paradoxe» aide à comprendre l'essentiel: la réforme de la comptabilité des banques n'est aucunement dirigée contre les entreprises. Mais elle n'est pas davantage néfaste aux travailleurs. La mesure est neutre quant aux personnes et aux classes sociales; elle est beaucoup plus fondamentale: sans prendre un centime à quiconque et, ainsi, dans le respect scrupuleux de tous les revenus et de tous les profits gagnés, la réforme libère la nation de l'inflation et du chômage. Le bénéfice qui en sera retiré est net pour tous.

Considérons l'instant où les salaires captés en profits sont lancés dans la rémunération des travailleurs, employés à produire les biens d'investissement. Appelons SD (pour salaires dénaturés) le résultat

de ce second paiement. Les unités de SD sont face à deux capitaux réels: les biens-salaires «perdus» par les ménages lors de la formation des profits monétaires actuellement investis, et les biens d'investissement, nouvellement produits. Cette duplication du capital réel est la définition profonde du capitalisme. Elle est la source de toutes les suraccumulations. Dès que le troisième département intervient, les salaires dénaturés sont retirés et détruits.

Immédiatement, le mode de production est fondamentalement corrigé: on ne trouve plus, face à face, que des unités de salaires d'abord épargnées (dans la formation des profits monétaires) et, pour une même mesure en unités de salaires, un capital réel d'abord constitué de biens-salaires et transformé, à présent, en capital instrumental.

Rétrospectivement, la formation du profit investi apparaît pour ce qu'elle est, achat par les ménages (titulaires des revenus, salariaux et non salariaux) du capital fixe, initialement né sous la forme des biens-salaires épargnés.

L'occasion nous est ainsi donnée une nouvelle fois de saisir en son sens le plus profond l'idée de l'«expropriation» des travailleurs et, plus généralement, des titulaires de revenus. L'existence des salaires dénaturés signifie la substitution des entreprises aux ménages, dans l'appropriation des moyens de production. Dès que les unités de SD sont détruites à la source, les capitaux fixes sont accessibles aux revenus (des ménages), qui sont tous *vrais* dans le nouveau mode de production. L'expérience récente (1984) dans un pays comme la France, où le pouvoir politique a pris la décision de nationaliser (c'est-à-dire d'étatiser) une importante fraction des entreprises, manque son véritable objectif.

Aussi longtemps que l'économie continuera à produire des salaires dénaturés, les hommes (tous les hommes et au profit du Capital, cette «non-personne») continueront à être en toute période expropriés de toute la partie des biens courants dont la production est financée par la dépense d'un «fonds des salaires». Seule la réforme du système bancaire instaurera une économie où en toute période tous les salaires seront payés par le travail vivant.

Reprenons la considération des unités de SD face aux deux capitaux réels. Le troisième département prélève et supprime ces faux

salaires. On voit aussitôt que les ménages n'ont plus le pouvoir d'acheter les biens-salaires épargnés. Or ils l'ont eu, à travers l'épargne monétaire justement. C'est l'ensemble des ménages indifférenciés qui est l'unique détenteur de l'épargne monétaire fixée dans le troisième département et, ainsi, le seul propriétaire du capital fixe.

On pourrait craindre que, résolu pour l'investissement, le problème reste entier du côté de l'amortissement. Un raisonnement très simple rétablit la pleine confiance. La production «duale» est un cas particulier de l'investissement net: les suraccumulations sont des investissements. La présence du troisième département donne donc la garantie voulue: aucun revenu n'étant plus lancé dans le paiement des (nouveaux) revenus, les biens d'amortissement seront achetés par les revenus nouvellement nés de leur production en chaque période. L'économie nationale ne produira plus les biens d'amortissement deux fois: dans les ménages et (sous la forme de la suraccumulation) dans les firmes. La production duale ne pourra plus exister et le lecteur sait qu'elle est (bientôt on pourra dire qu'elle était) la source de tous les désordres appartenant à l'inflation et au chômage.

CONCLUSION GÉNÉRALE

LA DISTINCTION MICRO-MACRO EN ANALYSE ÉCONOMIQUE

La théorie des émissions apporte la signification exacte de la distinction des analyses, microéconomique et macroéconomique. Il est bien connu que ces «deux sciences» se sont développées côte à côte, sans que personne ait pu délimiter leurs frontières exactes. On s'interroge ainsi sur «les fondements microéconomiques de la macroéconomie». D'autre part, si on maintient l'opposition, n'est-elle pas purement méthodologique? Ces questions sont aujourd'hui clairement tranchées. Les émissions sont le cœur de la macroéconomie. Nous montrerons qu'elles sont des «relations absolues», des agents sur eux-mêmes, et non des relations entre les agents ni entre les objets, les «biens». La définition exacte de la microéconomie sera aussitôt connue a contrario et avec la même rigueur: toute transaction entre plusieurs agents et plusieurs biens est un objet de la microéconomie. Nous atteindrons ainsi une conclusion inattendue: bien comprise, la macroéconomie efface la microéconomie, qui correspond à un stade intermédiaire du développement de notre science.

Dans le dernier chapitre, nous montrerons, à l'aide de la critique d'une théorie toute récente de la Crise, qu'il est difficile, même aux auteurs qui tournent le dos à la microéconomie, d'être entièrement fidèles à l'esprit de la macroéconomie. Nous retrouverons des idées évoquées dans le corps de ce travail. Le «circuit», concept macroéconomique par excellence, exclut toute idée de déséquilibre ou d'inégalité entre l'Offre et la Demande. Les recherches qui préten-

dent dénoncer l'étiologie des crises de l'écoulement dans quelque insuffisance de la demande globale sont coupables d'éclectisme. La pensée macroéconomique n'est cohérente que dans le respect absolu de l'égalité, en toute période et même à tout instant, des deux flux contraires de la formation et de la dépense des revenus. Les revenus non dépensés, ou qui ne seraient pas (immédiatement) reportés par leurs titulaires sur les biens produits, n'existent que dans les explications macroéconomiques inachevées. Nous résoudrons de nouveau le paradoxe qui, depuis les grands Classiques, et notamment Say, est au cœur de la réflexion macroéconomique: l'identité de la Demande et de l'Offre est le seul fondement, concret et logique, sur lequel la théorie de la Crise peut être édifiée. Toute autonomie de la Demande par rapport à l'Offre est une fiction dont l'origine conceptuelle appartient encore à la microéconomie.

CHAPITRE XVII

LA MACROÉCONOMIE EST LE DOMAINE DES ÉCHANGES ABSOLUS.

Dans son acception populaire, l'échange est une transaction impliquant au moins deux personnes et deux biens. Il est vrai que, même dans sa signification habituelle, l'échange est surtout saisi comme un achat ou une vente. Or, l'achat et la vente sont des transactions monétaires. Dès que la monnaie intervient, l'échange n'est plus conçu comme une relation de bien à bien, car, même dans l'esprit de l'homme de la rue, il est au moins douteux que la monnaie soit simplement un bien parmi les biens. Dès que les revenus sont assimilés à des titres de prélèvement sur le produit national, l'échange du titre contre son objet se rapproche beaucoup d'une «relation absolue», l'échange de l'objet contre lui-même: «représenté» dans le titre, le produit est deux fois présent, en lui-même et dans le titre. Il serait donc injuste d'attribuer à la naïveté populaire l'idée selon laquelle les échanges constatés sur les marchés déplacent entre les offreurs et les demandeurs des biens distincts, qui se «croisent». Il est plus vraisemblable que l'homme non averti raisonne en termes de pouvoir d'achat, la monnaie n'étant pas un «article» dans la collection des biens disponibles sur les marchés mais le bon permettant de se les approprier. Au deuxième chapitre (XVIII) nous trouverons confirmation de ce jugement, car il apparaîtra que c'est l'homme de science et non le laïque qui propage l'idée, «sophistiquée» et erronée, de l'assimilation des échanges monétaires à des transactions conclues de bien réel à bien réel (distinct).

Commençons par l'expression de la vérité inductive: dans toutes les économies, même purement «réelles» (comme il en existait dans les temps reculés), toutes les transactions constatées sont des «relations absolues». On pourrait d'abord en douter. Mais précisons bien la portée logique du doute: il est certain – donc indubitable – que les relations absolues ont existé dès la préhistoire, car elles sont définies par le travail de l'homme. Mais ne peut-on pas imaginer la coprésence, pendant de longues périodes, des échanges des deux types? Telle est la seule question digne d'intérêt: les échanges relatifs n'ont-ils pas longtemps coexisté avec les échanges absolus?

Nous verrons qu'il faut choisir entre un langage lâche et inexact et une terminologie scientifique. L'«échange» n'est pas un vocable informe: il a un sens précis; échanger est *changer;* il est aussi malaisé d'échanger le plomb contre de l'or que de le changer en or. Le pas difficile est dans la reconnaissance des échanges *absolus;* il est beaucoup plus facile ensuite d'accepter que les échanges absolus remplacent purement et simplement les échanges relatifs, pour les reléguer dans le domaine des opinions pré-scientifiques.

Il se trouve que les économies actuelles ne connaissent plus guère de trocs, sauf dans les transactions internationales. Or, dès que les objets troqués sont comptés en monnaie, ils entrent dans les paiements: ils y figurent directement dans la compensation. La seule catégorie des échanges qui maintienne encore son originalité est celle des «trocs non monétaires»: je vous prête ma voiture et vous me donnez des produits de votre jardin. Il est juste de dire que ces opérations ont une importance très faible dans les comptes de la nation.

Il n'en est pas ainsi pour la production «hors salariat». Cependant, les biens «rencontrent» la monnaie sur le marché des produits et non seulement sur le marché des services producteurs. Tout bien vendu est intégré dans l'économie monétaire.

Il ne reste donc comme échange relatif que le troc pur que nous avons évoqué; non seulement sa place dans le réseau des échanges est quantitativement négligeable mais il y a bien plus, le troc pur n'est pas un échange si on entend réserver au vocable un sens précis: tout échange *proprio sensu* est une équation, les objets donnés l'un pour l'autre figurant dans le même espace de mesure.

C'est essentiel; si les objets «échangés» ne sont pas commensurables, la science ne saurait s'en saisir. L'idée d'après laquelle les échanges sont conclus dans l'inégalité de leurs termes relève d'une grave confusion de l'esprit: si les échanges n'étaient pas des équations, ils n'entreraient même pas dans le champ des connaissances. Grâce à la théorie des émissions, nous n'aurons aucun mal à démontrer que toutes les transactions sur les trois marchés – services producteurs, titres et produits – sont des échanges absolus, les seuls échanges qui introduisent effectivement les biens échangés dans un espace de mesure commun.

Nous en induirons la définition exacte de la *macroéconomie;* elle est la *science des échanges absolus.* Nous constaterons ainsi que la notion d'«agrégation» ou de «sommation» est totalement étrangère à la constitution de la macroéconomie. Si une transaction isolée n'est pas d'emblée macroéconomique, elle ne le sera jamais. La sommation des transactions microéconomiques ne donne qu'un résultat pareillement microéconomique.

Il n'existe donc aucun pont entre la microéconomie et la macroéconomie: aucune opération, même «agrégative», ne peut transformer un échange relatif en un échange absolu. La macroéconomie est la science des émissions et toute émission, si «petite» soit-elle, même si elle concerne un seul agent et pour un centime seulement, est macroéconomique. La macroéconomie est le domaine des *ensembles:* justement, l'échange défini sur un agent l'est identiquement sur l'ensemble des agents à la condition nécessaire et suffisante qu'il soit «absolu sur cet agent».

XLIII. DÈS L'ORIGINE DE L'HUMANITÉ, LE TRAVAIL DE L'HOMME EST UN ÉCHANGE ABSOLU.

Nous avons déjà développé l'idée; résumons-la.

Habituellement on parle du travail en économie sans rechercher sa signification, alors qu'en physique le travail est une notion bien définie. Puis on se tourne vers des questions aussi fondamentales que celle de la «valeur-travail» ou encore du «facteur-travail».

Il est pourtant évident qu'on ne peut pas se prononcer avant de connaître la nature du travail, sa définition exacte.

Aujourd'hui, cette connaissance est acquise: le travail est une émission; il est même la seule émission qui se produise en économie, les émissions monétaires n'en étant que des applications. Et l'émission est, elle aussi, parfaitement connue: elle est la création-destruction de la «forme économique» de la matière. Avant le travail, la matière est entièrement «naturelle»; le travail transforme la matière en valeur d'usage.

Il est clair que le travail n'est pas la création-destruction ou l'émission de la valeur d'usage, mais seulement de la forme que doit emprunter la matière afin de devenir une valeur d'usage (nouvelle ou accrue). Si la forme n'était pas créée, la matière ne pourrait pas s'y couler et elle resterait «brute»; d'un autre côté, si la forme n'était pas détruite, elle resterait attachée à la matière, ce qui est inconcevable, aucune matière sortie de la main de l'homme n'étant autre chose qu'une matière; elle ne comporte aucune matière additionnelle, même sous l'apparence d'une «enveloppe».

Ainsi l'émission est bien une opération à la fois positive et négative, la coexistence simultanée de la création et de la destruction de la forme-utilité des objets matériels. La création de la forme est sa production; la destruction de la forme est sa consommation. Plus personne ne pourra en effet confondre la consommation économique et la consommation biologique, par exemple. Le bien est consommé à l'instant précis où il est formé en valeur d'usage: il est fini. La consommation des valeurs d'usage est donc étrangère au propos. La seule consommation pertinente est identique à la production, au signe près. L'émission est une production-consommation.

On trouve ainsi immédiatement le caractère absolu de l'échange: l'émission est une production qui se change ou se transforme sur-le-champ en consommation.

En toute rigueur, il faut donc reprendre l'affirmation que nous avons avancée au sujet de l'absence primitive de la monnaie dans les temps préhistoriques. Dès que le travail est apparu, la monnaie était présente au sein de l'émission. Qu'est-ce que la monnaie, sinon l'équivalence de la production et de la consommation? Il est superflu que l'équivalence s'exerce à travers un objet qui s'inscrive dans le

temps. La monnaie-galets est sans doute une forme déjà évoluée de la monnaie; il reste que la monnaie était de tout temps présente dans le travail de l'homme, à *l'intérieur de l'émission réelle.*

Dès que la monnaie est perçue dans l'émission, la pensée échappe à l'opinion la plus répandue, qui voudrait que l'échange monétaire soit conclu entre deux «partenaires». En fait, le travailleur opère tout seul un échange parfait.

Même la deuxième erreur est évitée; énonçons-la. Le travailleur A échange son produit (*a*) contre le produit (*b*) du travailleur B. Il apparaît donc que l'échange des produits entre eux est relatif. C'est faux. Pour raisonner juste, il faut se fonder sur les deux émissions, de A et de B. A défaut de ces émissions, les biens *a* et *b* n'existeraient pas comme produits. Or, dès que les émissions sont données, l'échange entre *a* et *b* est compris dans les deux échanges absolus. Le travailleur A change la production de *a* en consommation de *b;* corrélativement, le travailleur B change la production de *b* en consommation de *a.* Apparemment relatif, l'échange entre *a* et *b* est en réalité *la relation des deux échanges absolus.*

En juger autrement est commettre une grave erreur de logique, rien de moins. L'échange de *a* et de *b* en tant que produits signifie ipso facto l'échange des productions, le travail de A et le travail de B. La réflexion a ainsi accès à une vérité de toute première importance: l'échange de *a* et de *b,* comme produits, n'est concevable que si la monnaie est interposée. Déjà présente au sein des émissions, la monnaie doit l'être une deuxième fois, «entre» les produits *a* et *b.* C'est dire que l'échange des produits signifie nécessairement et dès l'origine (à l'instant de l'achèvement des émissions-travail) la conversion du produit de A et de B en monnaie. A cette fin, il est indispensable que la monnaie s'inscrive dans la durée, par exemple sous la forme des galets.

Faute d'avoir donné à la question une attention suffisante, on pose généralement que l'échange de *a* et de *b* est ou réel ou monétaire. L'échange réel serait une transaction directe de *a* à *b,* alors que l'échange monétaire comporterait deux demi-transactions, l'échange de *a* contre une somme de monnaie puis l'échange de cette somme contre *b.* La réalité est bien plus exigeante: si l'«échange» entre *a* et *b* était purement réel, il n'existerait pas en tant qu'échange.

On ne pourrait alors déceler que deux échanges absolus, l'émission de *a* et l'émission de *b,* aucun échange subséquent ne définissant la relation des deux échanges absolus. L'absence de la monnaie ne compromet pas seulement l'existence de l'échange monétaire; ce qui est un pur truisme; mais il compromet également l'existence de l'échange réel, le produit de A ne pouvant être changé en produit de B, ni le produit de B en produit de A.

L'échange des produits ne peut se faire que par la médiation de la monnaie. Il en est ainsi pour la raison que chaque émission est déjà un échange parfait; la production de *a* est changée en consommation de *a,* la production de *b* en consommation de *b.* Si, à présent, on prétend ajouter l'échange de *a* et de *b* entre eux, il est logiquement nécessaire d'inscrire cet échange supplémentaire dans les deux échanges absolus, le produit de A étant dès l'origine (par l'effet bien connu de la rétroactivité) changé en produit de B, et réciproquement. Si l'échange des produits était conçu indépendamment des deux échanges absolus, il ne serait plus «formalisable»: il n'existerait pas aux yeux du scientifique. En un mot, l'échange de *a* et de *b* n'est défini entre deux produits que s'il est saisi dans les deux émissions; à défaut, il s'agit de l'«échange» entre valeurs d'usage et personne n'a jamais pu mesurer les valeurs d'usage ou les utilités. Or, même si ces «grandeurs» étaient mesurables, elles ne le seraient pas *du fait* de l'«échange», qui serait totalement incapable de les introduire dans un espace de mesure commun. Seule la monnaie est la forme commune du produit *a* et du produit *b.*

Le déroulement (logique et non chronologique) des opérations est le suivant.

– Dès que l'on sait que les produits *a* et *b* sont échangés entre eux, on sait qu'ils le sont par l'intermédiaire d'une monnaie, par exemple de galets interchangeables.

– On sait ainsi que dès la production-émission, le travailleur A produit des galets dans son patrimoine. Au lieu de changer sa production en consommation immédiate, il change sa production *réelle* en une production *monétaire.* Pareillement, le travailleur B change sa production (l'opération et non simplement son résultat); il la transforme: il produit des galets et non immédiatement le bien *b.*

– Etant donné que le bien *a* est par hypothèse finalement échangé contre le bien *b*, on sait que les deux produits sont échangés contre un même nombre (x) de galets interchangeables.

– Ainsi, par son travail, A émet x galets dans son patrimoine; B en fait autant. Ces deux émissions sont constatées à l'intérêt de l'échange du bien *a* contre le bien *b*.

– Les galets étant interchangeables, les produits *a* et *b* le sont. La réciproque est vraie et elle est cruciale; si les produits *a* et *b* n'avaient pas dès l'origine été changés en galets, ils ne seraient pas interchangeables: ils ne pourraient donc pas faire l'objet d'un échange.

– La relation d'équivalence entre le produit *a* et le produit *b* ne signifie donc nullement que les valeurs d'usage ou les utilités des deux biens soient égales; non seulement l'égalité des utilités n'est pas établie, mais elle est privée de signification. Si on se contente de raisonner «qualitativement», on peut même dire que pour A l'utilité du bien *b* est supérieure à l'utilité du bien *a;* sinon il ne trouverait aucune raison d'être à l'échange. En fait, l'équivalence des produits est la conséquence des deux équivalences absolues.

x unités de galets = a
x unités de galets = b

– Pas plus que les échanges physiques, chimiques ou biologiques, l'échange économique n'est une création ou une destruction nette; changé en *b*, le produit *a* est encore égal à lui-même, sous cette nouvelle forme. Encore une fois, seule la confusion des valeurs, d'usage et d'échange, donne quelque vraisemblance à la proposition selon laquelle les termes de l'échange sont (ou peuvent être) inégaux.

– Il est tout à fait insuffisant de définir l'échange comme la conservation du produit *a* dans l'opération qui le fait changer de mains. Il faut aller bien plus loin, sinon l'échange est assimilé à un simple transport dans un espace: le bien *a* est conservé dans l'opération qui le change en bien *b*. Tautologiquement, l'échange signifie l'interchangeabilité des biens: *a* est conservé en *b* et non simplement en *a*, c'est-à-dire en lui-même.

– Si la monnaie n'existait qu'à l'intérieur des émissions, et non en galets interchangeables ou en tout autre «nombre concret», le prétendu échange entre le bien *a* et le bien *b* ne pourrait s'écrire qu'à l'aide de deux flèches.

Il n'est pas permis de transformer les flèches opposées en signe d'égalité. L'égalité de *a* et de *b* traduit une seule chose: leur égalité respective avec le nombre x de galets interchangeables.

– Nous aboutissons ainsi à la conclusion annoncée: l'échange relatif entre *a* et *b* n'est que le rapport des deux échanges absolus, de *a* et de *b* en galets. Les échanges relatifs sont donc évacués. Il est impensable que les biens *a* et *b* entrent dans une relation d'échange entre eux s'ils ne sont pas d'abord définis, chacun de son côté, dans une équivalence en galets.

XLIV. TOUTES LES TRANSACTIONS SUR LES TROIS MARCHÉS SONT DES ÉCHANGES ABSOLUS.

Aujourd'hui, il est bien sûr inutile de faire un effort d'imagination afin de rechercher la présence analytique de la monnaie dans les échanges apparemment relatifs. La monnaie est effectivement présente partout. Toutefois, l'idée des échanges relatifs est tenace et il est difficile de résister à la tentation de distinguer deux catégories d'opérations dans les économies concrètes, les échanges monétaires et les échanges réels. C'est que la philosophie la plus répandue tient les échanges relatifs pour le cas général, dont les échanges monétaires ne seraient qu'une application. La vérité est exactement inverse: *tout échange est absolu, les échanges réels n'étant qu'une application des échanges monétaires.*

Dans le corps de ce travail, nous avons établi la réalité des échanges absolus dans le cadre du salariat strict. A présent, il suffit de généraliser.

Résumons d'abord l'argument général, qui est d'ailleurs semblable à celui que nous venons de développer brièvement pour la

monnaie-galets. Si le travailleur A ne changeait pas son produit en monnaie, il ne pourrait pas dépenser la monnaie pour acheter des produits. Jusque-là, la proposition est un truisme. Elle devient une information positive dès que l'on ajoute l'une ou l'autre des deux affirmations suivantes, qui sont vraies toutes deux, donc conjointement.

1. Si A n'avait pas, dès l'acte de la production, changé son produit en monnaie, il ne pourrait l'échanger contre aucun (autre) produit. Cette fois, on ne nie pas l'échange monétaire mais la possibilité de tout échange, quel qu'il soit: le produit *a* ne pourrait être échangé contre aucun (autre) produit, même dans une transaction purement réelle, de bien à bien, sauf à donner à l'échange le sens insipide du «transport» des biens entre les agents.

2. Ayant, d'origine, changé son produit en monnaie, A ne peut l'échanger que contre son propre produit: la dépense du revenu de A est l'achat du produit *a*.

La démonstration de la proposition *1* repose sur le critère de l'interchangeabilité. Le bien *a* est échangeable contre le bien *b* si, et seulement si, *a* et *b* sont, dans l'acte de la production, changés en un même nombre d'unités monétaires.

Quant à la proposition *2*, elle est établie par l'analyse des échanges absolus, de *a* et de *b* en monnaie. La monnaie ne peut prendre la place du produit que du fait de l'émission monétaire: l'objet *a* se loge dans *x* unités de monnaie négative, ainsi que, de son côté, le bien *b*. Chaque acte de production crée ainsi sa propre monnaie, positive et négative. Toute dépense de revenu est la rencontre des deux mêmes monnaies, nées de la production. Les transactions respectent ainsi l'identité du produit tel qu'il figure dans les deux «demi-opérations», formation et dépense du revenu de chaque travailleur. La fusion de la monnaie positive dans la monnaie négative définit le «pouvoir d'achat de la monnaie». Il s'ensuit que chaque travailleur obtient dans la dépense de son revenu (sur le marché des produits) le bien qu'il a produit.

Profitons de l'occasion qui nous est offerte, pour développer quelque peu le principe de la fermeture du circuit dans l'achat du bien précis dont la production avait défini le circuit à son ouverture.

Il suffit de conserver l'exemple des travailleurs A et B, produisant les biens *a* et *b*. Si la monnaie ne s'interposait pas, on discernerait néanmoins l'existence de deux circuits, les productions-émissions de A et de B. Dans l'achèvement de son travail, A crée et détruit le produit *a;* pareillement, B crée et détruit le produit *b:* ces créations-destructions sont des circuits. Après l'intercession de la monnaie, il semblerait d'abord que le travailleur A puisse créer le produit *a* et détruire (dans l'achat final) le produit *b;* B pourrait ainsi symétriquement créer *b* et détruire *a*. Or la vérité est plus rigoureuse: l'intervention de la monnaie ne dénature pas le circuit qui est, en tout état de cause, la création et la destruction du même objet par le même travailleur.

Il en est ainsi parce que la monnaie a une seule puissance (outre sa fonction de numéraire), celle de séparer dans le temps chronologique les deux demi-transactions définissant un circuit unique. Il n'est donc pas possible, en logique, que la monnaie gagnée par A soit détruite dans la monnaie négative créée par B. Chaque travailleur ne peut détruire que son propre produit, puisqu'il ne peut le faire naître que dans l'unité de l'opération de la création-destruction. Il reste, comme nous l'avons constamment noté, que tout travailleur est libre d'acheter le produit de son choix; ainsi A peut parfaitement acheter le produit de B. Cependant, la substitution doit être poursuivie dans sa conséquence; dès que A lance sa monnaie positive dans la monnaie négative créée par B, la monnaie gagnée par B (qui est identique à la monnaie négative par lui créée) s'identifie à la monnaie détruite par A; il s'ensuit que la substitution de la monnaie A à la monnaie B implique la substitution réciproque, de la monnaie B à la monnaie A: les deux substitutions étant faites, il apparaît bien que la monnaie A ne peut être détruite que dans l'achat du bien *a* et, d'une façon générale, que la monnaie Q ne peut être détruite que dans l'achat du bien *q*.

Il est important de s'interdire tout «degré de liberté» dans la définition du circuit, sinon son existence même échappe à la compréhension. Même après l'intervention de la monnaie, le circuit est simplement la création-destruction, par le travail de l'homme, de la forme-utilité de la matière. En dernière analyse, le circuit et l'échange absolu sont une seule et même réalité.

Nous pouvons donc tenter maintenant la généralisation annoncée: est-il bien vrai que toutes les transactions sur les trois marchés sont des échanges absolus ou, identiquement, des circuits?

125. Tout échange sur le marché des services producteurs est absolu.

La loi que nous avons décrite tout au long de ce travail s'oppose à la fois aux deux enseignements, classique et néoclassique. D'après les deux écoles, les travailleurs vendent leur activité pour recevoir en échange des produits indifférenciés, en monnaie, d'une «valeur» égale ou, le plus souvent, inférieure à la «valeur» de leur propre produit. C'est tout à fait incorrect. Le paiement des salaires est une émission: c'est dire que (dans les émissions pleines) les travailleurs perçoivent *leur propre produit,* en monnaie. Il ne s'agit pas simplement d'une équivalence mais d'une identité: chaque travailleur obtient une monnaie qui, du fait de son émission dans les salaires, s'identifie au produit réel de ce même travailleur. Dans la même transaction, l'entreprise donne et reçoit le même objet: il s'agit bien d'un échange absolu.

Le moment est venu d'examiner une objection intéressante, qui ne manque pas de se présenter à l'esprit. N'est-il pas possible qu'une entreprise émette sur des travailleurs d'une qualification donnée des salaires plus faibles que les rémunérations émises par les entreprises rivales? Dans ce cas, ne faut-il pas conclure à l'inégalité, dans l'entreprise «malthusienne», du salaire et du produit des travailleurs? Cette question a le mérite d'éprouver le degré de pénétration du lecteur dans la théorie du circuit.

La partie «tronquée» des salaires est simplement un *transfert* au bénéfice de la firme. Ainsi, deux événements se produisent simultanément: les travailleurs perçoivent leur dû et ils en cèdent une partie à la firme, en plus des profits réalisés «honnêtement». En aucun cas la logique ne permet une autre réponse: le montant du salaire est toujours rigoureusement déterminé par le report, dans l'échange généralisé (sur le marché des biens), des salaires sur le bien produit par le travailleur rémunéré.

Ainsi, supposons que la vente finale du produit *a* «produise» 20 unités de monnaie: dès lors, le salaire du producteur de ce bien est

strictement égal à 20 unités de monnaie. L'existence d'un profit positif, réalisé par la captation de salaires émis en d'autres firmes, ne fait pas obstacle à la loi; c'est que le profit formé finance la production de biens-dividendes ou la production de biens d'investissement: dans les deux cas, les biens-salaires sont vendus à leur strict coût de production.

La règle pratique est tout aussi simple; le salaire d'un travailleur quelconque étant fixé par une pure convention, les salaires de tous les autres travailleurs (et donc, par répercussion, aussi le salaire convenu) sont fixés par la règle de l'égalité du flux et du reflux des salaires: toute entreprise doit le salaire exact dont la dépense se porte sur le produit du travailleur concerné. Il est certain que, si la comptabilité analytique ne permet pas une détermination assez fine de toutes les rémunérations dues, les écarts sont à somme nulle.

Les échanges sur le marché des produits ne sont que les «images dans un miroir» des échanges sur le marché des services producteurs; en principe, il serait donc inutile de chercher une autre preuve. Proposons-en une néanmoins.

126. Tout échange sur le marché des produits est absolu.

Au regard superficiel, il apparaît que l'échange d'un revenu contre un produit est un achat du côté du demandeur et une vente du côté de l'offreur. C'est évidemment vrai puisqu'il s'agit d'un truisme. Mais l'événement est autrement profond; on s'en aperçoit seulement en prenant conscience d'un fait d'abord étrange: l'achat définit dans le même mouvement la vente égale de l'acheteur et, donc, l'achat égal du vendeur. En toute dépense de salaire, on décèle la présence de deux achats et, donc, de deux ventes. La théorie des émissions en donne une explication simple. Le salaire est le produit en monnaie; ainsi la dépense du salaire déplace le produit *dans les deux sens opposés à la fois:* en monnaie, le produit se déplace du travailleur vers la firme; en nature, le même produit se déplace de la firme vers le travailleur.

Il subsiste alors une petite incertitude: si la dépense des salaires est un échange absolu, qu'en est-il de la dépense des autres revenus? La

réponse est acquise depuis longtemps. Tous les revenus non salariaux sont formés et dépensés à l'intérieur du circuit des salaires.

Le seul véritable problème concerne les émissions vides: sont-elles, comme les émissions pleines, des échanges absolus?

Même les émissions vides sont des échanges absolus.

La question est intéressante, car elle commande l'unité de la science. Si les émissions vides n'étaient pas des échanges absolus, il faudrait en fin de compte faire une place, au sein de l'analyse, aux échanges tels qu'ils étaient conçus avant la découverte de la nature quantique de la production. Cependant, la réponse est déjà indiquée dans le fait que les émissions vides sont bien des émissions; toute émission n'est-elle pas un échange absolu? Donnons quelque essor à l'argumentation, d'autant qu'elle nous conduira à une perception un peu plus profonde du phénomène «osmotique» qui caractérise les émissions vides.

Nous avons vu que les émissions vides appartiennent à l'une de deux catégories, selon qu'elles créent une différence positive entre le produit national, en monnaie et en nature, ou qu'elles se résorbent simplement dans un prélèvement opéré sur les travailleurs dans le paiement même des salaires. Reprenons ces deux cas, afin de déterminer s'ils répondent à la définition des échanges absolus.

Les émissions vides de la première catégorie: elles ajoutent un revenu purement nominal aux revenus «nominaux-réels» créés par les émissions pleines.

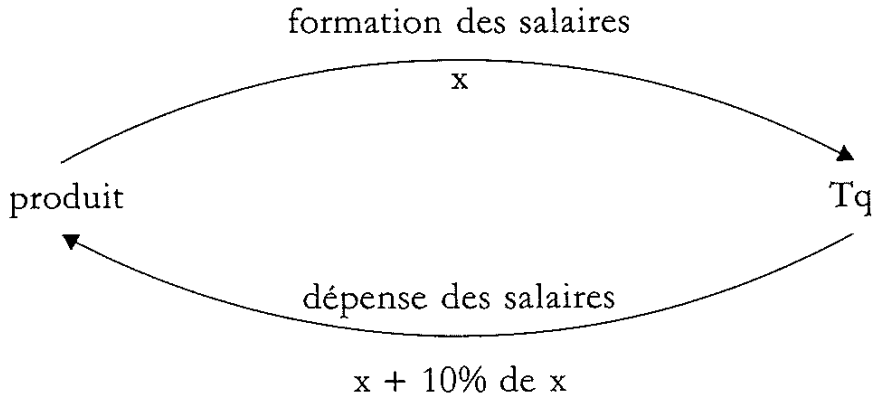
Ces émissions vides sont-elles des échanges absolus? Rappelons que toutes les émissions de cette catégorie sont des prêts-dépenses de revenus inexistants, les banques prêtant plus de revenus qu'elles n'en ont reçu en dépôt. Il semble bien, dans ces conditions, que les emprunteurs dépensent des revenus que les travailleurs n'ont pas perçus (en salaires); ainsi, la monnaie créée en surnuméraire n'est-elle pas un actif monétaire échangé contre un actif réel, donc un échange relatif et non absolu?

Dans ce premier cas particulier, on constaterait la coexistence de deux actifs distincts, la monnaie créée «en trop» et le produit sur

lequel elle est dépensée. Or la transaction entre deux actifs distincts est la définition même d'un échange relatif.

Toutefois, si l'on y regarde de plus près, la conclusion contraire s'impose définitivement. Dès qu'une somme de monnaie est créée de toutes pièces, par un abus de pouvoir, les banques «transmettant» plus de revenus qu'elles n'en ont reçu, le produit disponible sur le marché est instantanément réparti, dilaté, dans la masse monétaire agrandie. Il est formellement certain que cette dilatation touche chaque unité de salaire avec la même «intensité»; si la masse des salaires disponibles est augmentée de 100 à 110, chaque unité de salaire subit immédiatement la perte de son «corps», produit des travailleurs, à raison d'une unité multipliée par 10/110. Pourquoi la «perte de substance» est-elle partout équi-proportionnelle? La raison en est dans la nature de la monnaie, collection de «nombres concrets» interchangeables. Après l'émission vide, il reste vrai que, face au produit disponible de la période de production concernée, chaque unité de monnaie saisie dans l'ensemble des titulaires de revenus, y compris les emprunteurs sur le marché financier (donc sans excepter les bénéficiaires de l'émission vide), est équivalente à toute autre unité monétaire simultanément saisie dans le même ensemble.

Il en découle que l'émission vide se fond totalement dans la somme des émissions pleines: tout salaire dont la dépense vient en concours avec la dépense de la «fausse monnaie» vérifie le circuit suivant.



où x + 10% de x est équivalent à x. Les ménages dépensent x unités de salaires et, en plus, la monnaie empruntée en surnuméraire. Tout

se passe comme si, malgré l'existence des émissions vides, les ménages achetaient x unités de biens-salaires dans la dépense des x unités de salaires monétaires. L'émission vide est alors saisie dans la rétrocession par les ménages, au bénéfice des emprunteurs de la monnaie créée en surnuméraire, de x (10/110) unités de biens-salaires.

Les émissions vides de la deuxième catégorie: elles prélèvent le produit des travailleurs dans le paiement même de leurs salaires.

Ces autres émissions vides sont-elles, elles aussi, des échanges absolus? On sait que l'échange absolu a une seule définition, l'achat du produit de *Tq* par *Tq* lui-même. S'il existait des achats d'un autre type, la théorie perdrait sa simplicité. Il est donc particulièrement important de rechercher si les émissions vides de la deuxième catégorie sont des achats «ordinaires». Or, il ne le semblerait pas, car le paiement des salaires à partir des profits monétaires réalisés par les firmes est le seul cas, en économie concrète, où le travail de l'homme soit réduit au rang d'une marchandise. Ainsi, dans la production duale, les entreprises paient les travailleurs au moyen d'un capital monétaire accumulé (les salaires captés sur la production des biens d'amortissement); l'échange est donc tout à fait inégal, ce qu'aucun échange absolu ne saurait être: les travailleurs employés à produire les biens-profits perçoivent une rémunération vide ou nulle, ce dont ils ne s'aperçoivent pas, uniquement du fait qu'ils partagent les salaires pleins des autres travailleurs.

De nouveau, le développement de l'analyse jusqu'à son terme permet la sauvegarde de l'unité de la science: *tous* les achats sont des échanges absolus. La réflexion essentielle est celle-ci: les travailleurs employés à la production des biens-profits créent leur propre salaire, comme tout travailleur. Il en est ainsi parce que le travail est toujours une émission, une émission réelle qu'aucune émission monétaire ne peut perturber: les émissions nominales sont fondées sur les émissions réelles. L'émission des salaires dans la section des biens-profits est donc d'abord conforme à toute émission de salaires: les travailleurs perçoivent leur propre produit en monnaie. Le fait que des profits sont lancés dans l'émission des salaires est logiquement second: c'est «alors», et alors seulement, que les travailleurs perdent le bénéfice de leurs salaires, dans l'appropriation de leur produit par

les firmes. Le fait premier n'est donc nullement entamé: même dans la section des biens-profits, les travailleurs perçoivent leur propre produit en monnaie. Cela suffit pour confirmer le caractère absolu de l'échange, dans ce cas qui paraissait pourtant devoir constituer la seule exception à la règle.

Avant d'aborder l'examen des achats sur le troisième marché, il est bon de tenir compte de l'élargissement du marché des produits aux biens dont la production est ancienne. L'achat de produits déjà écoulés dans les périodes antérieures est-il absolu? La solution peut être intéressante, car elle permet de saisir par un autre biais la nature exacte du pouvoir d'achat de la monnaie.

Soit *tq* un instant quelconque. Quelle est la définition d'un pouvoir d'achat dont l'existence est constatée à l'instant *q*? Il s'identifie (par fusion) aux biens produits *non encore écoulés.*

Supposons ainsi que tous les biens produits dans la période courante et dans le passé soient déjà écoulés dans les ménages; si c'était le cas, aucune monnaie réelle ne pourrait exister à l'instant *q*. Le produit non encore écoulé est le seul «corps» de la monnaie: il en résulte bien que toute monnaie présente à l'instant *q* définit un produit en attente d'être écoulé dans l'ensemble des titulaires de revenus.

A présent, lançons à l'instant *q* une monnaie sur un produit; s'il s'agit d'un produit nouveau, l'échange est absolu, sans conteste; mais si le produit est ancien? La conclusion est identique; la monnaie n'aurait pas le pouvoir d'acheter le produit ancien si elle n'était pas réelle, donc si elle n'avait pas le pouvoir d'acheter le produit nouveau. L'achat du produit ancien se réduit à l'achat du produit nouveau, pour le compte du vendeur du produit ancien: l'échange est absolu.

Il l'est également en toute transaction sur le marché des titres.

127. Tout échange sur le marché des titres est absolu.

La brève analyse que nous venons de donner de l'achat des «biens d'occasion» s'applique immédiatement à l'achat des titres, anciens

ou nouveaux. Que les titres soient nouvellement émis ou transmis, leur vendeur n'obtient pas une simple monnaie mais un produit nouveau, en monnaie. L'échange est donc absolu: l'acheteur du titre est en réalité l'acheteur du produit (nouveau) pour le compte du vendeur de titres. Cette analyse, que nous ne pouvons poursuivre ici, est le point de départ d'une nouvelle théorie de l'intérêt. Il est en effet impossible, comme on le prétend dans les explications traditionnelles, que les variations du prix des titres définissent les variations inverses des taux de l'intérêt. Il ne pourrait en être ainsi que si les transactions sur le marché financier étaient des échanges relatifs. En réalité, le prix des titres, nouveaux ou anciens, est une quote-part du prix des produits nouveaux, parfaitement connu avant toute détermination des taux de l'intérêt. Il est juste de dire qu'il n'existe pas, à l'heure actuelle, de théorie satisfaisante de la formation et de la variation des taux de l'intérêt. L'«analyse quantique» maîtrisera un jour cette question.

Dès que l'on comprend la nature de tout achat, on saisit pleinement l'objet macroéconomique.

XLV. LA MACROÉCONOMIE EST LA SCIENCE DES ÉCHANGES ABSOLUS.

La distinction des analyses microscopique et macroscopique était déjà connue en physique et plus précisément en thermodynamique. Il semble que cette terminologie fut introduite en science économique par Ragnar Frisch (en 1933), qui parle de grandeurs «macrodynamiques». C'est sans doute à Paul A. Samuelson qu'est due l'expression selon l'usage courant qui en est fait aujourd'hui partout dans le monde, de l'analyse macroéconomique. Mais, nous le confirmerons bientôt, si le terme est nouveau, la «macro-théorie» remonte aux origines de notre science. Depuis les Physiocrates et pendant toute l'ère classique (de Smith à Ricardo et à Marx), l'économie politique est entièrement une théorie macroscopique. Si la distinction n'a pris son relief qu'au milieu du XX^{e} siècle, c'est par contraste avec la théorie microéconomique, alors dominante. La

macro-analyse n'est originale que par rapport à la théorie néo-classique.

Les théoriciens saisissent la macroéconomie à partir de leurs préconceptions microéconomiques; ils en donnent ainsi une définition gravement biaisée. Dans tous les manuels – mais aussi dans les écrits fondamentaux –, on trouve encore l'idée de l'agrégation: l'objet de la macroéconomie serait identique aux objets de la micro-économie, la seule différence étant dans le fait que les grandeurs sont prises isolément ou saisies dans leur «sommation».

Or, une autre définition est également fréquemment proposée: les grandeurs macroéconomiques seraient globales. L'ambiguïté saute aux yeux. Une «globalité» est un tout, une totalité, une indivisibilité. Une grandeur obtenue par agrégation, ou un agrégat, est au contraire une somme que l'on peut librement diviser puisqu'on l'a obtenue par l'addition de ses composants.

Dès que l'on prend conscience de la véritable nature des échanges économiques, on comprend que la deuxième définition chasse la première; la macroéconomie est le champ des échanges absolus: et tout échange absolu est défini sur un *ensemble,* un *tout indivisible.* A partir du moment où l'on conçoit la liaison entre la macroéconomie et les ensembles, l'agrégation n'est plus seulement une faute de jugement mais une erreur de logique: un ensemble n'est pas l'addition de ses éléments.

Si les agents A et B sont les éléments de l'ensemble P, aucun événement défini sur A ou sur B n'est un événement de P, à moins que A ou B soit redéfini, pour être un sous-ensemble et non plus un élément de P. Désignons les éléments de P par les lettres A et B; les mêmes agents sont A' et B' s'ils sont conçus comme des sous-ensembles ou des parties de P. Tout événement défini sur A' ou B' est macroéconomique, car il est défini sur P. Réciproquement, aucun événement défini sur A ou B ne concerne P: l'événement est alors annulé sur l'ensemble. La question est donc absolument claire: quels sont, parmi toutes les transactions économiques, les événements définis sur A' ou sur B'?

La réponse est tout aussi univoque: tous les échanges absolus, et seuls les échanges absolus, sont des événements définis sur A' ou B'. Tout échange constaté dans la réalité des faits étant absolu, la

macroéconomie s'étend au champ entier des échanges qui surviennent sur les trois marchés.

Pourquoi tout échange (absolu) de A' ou de B' est-il un échange de P? Il est éclairant de prendre la question a contrario; supposons que l'on puisse définir un échange (relatif) entre A et B: pourquoi n'est-il pas un échange de P? C'est que tout échange relatif implique l'opposition des partenaires, de l'offreur et du vendeur: ainsi le même événement (l'échange) est-il une grandeur à la fois positive (en A) et négative (en B), une grandeur qui est objectivement nulle, comme on s'en aperçoit dès que l'analyse englobe les deux partenaires (A et B). Il en est tout autrement des échanges absolus: toute émission de A' ou de B' est une émission de P. Si A' travaille, l'ensemble des agents travaille, même si B' ne travaille pas; l'ensemble P travaille dans sa partie A'. Le travail de l'homme est une grandeur macroéconomique; et les trois marchés ne comportent pas d'autre grandeur.

Le dépôt de la monnaie (par exemple bancaire) dans le temps permet de donner une autre formulation du caractère macroéconomique des émissions. Si la monnaie se «déplaçait», dans les échanges relatifs, tout mouvement monétaire serait à la fois positif et négatif dans l'espace prédéterminé: l'ensemble P (le pays) ne connaîtrait donc aucun mouvement monétaire net. La monnaie serait strictement immobile sur l'ensemble. Bien plus, la monnaie serait immobile sur chaque partie de l'ensemble: en aucune économie «globale» – sur aucune de ses parties –, on ne pourrait logiquement déceler le moindre mouvement monétaire.

Si le déplacement de la monnaie est une vérité inductive, c'est que la monnaie se déplace dans les échanges absolus: loin de se mouvoir entre les points d'un espace, elle est créée et aussitôt détruite sur le même agent: toute création-destruction de monnaie «touche» l'agent concerné comme une partie de P; si c'est l'agent A, il faut l'écrire A'. Or, dans les économies que nous pouvons observer de nos jours, l'émission dépose une monnaie dans le patrimoine des agents, qui sont dès lors des titulaires de revenus.

La nature de la macroéconomie n'est nulle part aussi évidente que dans le paiement des revenus. Si le revenu de B provenait d'une

dépense de A, il serait nul dans l'ensemble P: l'économie nationale serait à jamais dépourvue de revenus. Comme le revenu de B est le résultat du travail de cet agent, il s'agit du revenu de B': cette fois, le revenu de B' est identiquement le revenu de P; tout travail payé en monnaie dépose un revenu dans l'ensemble national. La réciproque est vraie aussi; tout revenu d'un agent est un salaire ou provient d'un salaire: tout revenu est donc défini, non sur un élément, mais sur un sous-ensemble de P. Le jugement paraît exagéré mais il est profondément juste: le revenu, individuel (de B') et national (de P), échappe totalement à la «science des agrégats».

La macroéconomie étant clairement définie comme la science des échanges absolus ou des émissions, l'analyse microéconomique apparaît rétrospectivement dans sa nature exacte; elle est la «science» des échanges relatifs, *grandeurs qui n'ont jamais existé.*

CHAPITRE XVIII

CONFRONTATION DES DEUX PARADIGMES: ÉCHANGES ABSOLUS, ÉCHANGES RELATIFS.

Un échange économique est-il un événement impliquant au moins deux partenaires (les échangistes) et au moins deux objets (les biens échangés)? Il est certain que presque tous les économistes répondraient aujourd'hui encore par l'affirmative. Cela se produit toujours pour les questions vraiment fondamentales: elles ne sont même pas aperçues. L'existence des échanges relatifs n'est posée ni dans une axiomatique ni dans le corps des hypothèses: elle est prise comme une vérité d'évidence, une tautologie, un truisme. Comment un échange économique pourrait-il être constitué entre un agent et lui-même? La question paraît absurde. Et l'absurdité n'est pas moindre dans l'idée d'un échange effectué entre le bien *a* et le bien *a*. C'est pourquoi il est piquant de trouver, par une recherche attentive, des échanges absolus jusqu'au sein de la théorie (néoclassique) des échanges relatifs. Nous démontrerons brièvement qu'il en est bien ainsi.

Nous verrons ensuite que les échanges absolus cachés au sein des échanges relatifs, dont ils sont le fondement «secret», souffrent d'un vice rédhibitoire: ils s'expriment par des «nombres sans dimension», alors qu'il est logiquement impossible, dans la science des échanges ou des prix relatifs, de transformer un «bien» en un nombre.

La transformation d'un produit en un nombre sans dimension est l'opération macroéconomique par excellence, l'émission.

Il n'empêche que le jugement porté sur l'analyse néoclassique – qui se confond avec l'analyse microéconomique – ne saurait en aucun cas être sévère. La découverte des prix exprimés à l'aide d'un pur nombre est un progrès de première grandeur. Les Classiques connaissaient sans doute les échanges absolus, mais ils ne pouvaient que leur échapper, justement pour la raison qu'il n'existait alors aucun moyen de construire l'identité du produit et du numéraire. Dépourvu de sa dimension numéraire, le produit est insaisissable.

Nous conclurons ce rapide survol en montrant que la théorie des émissions résout d'emblée le problème auquel la pensée classique a achoppé: la non-coïncidence des événements constatés dans les deux «sphères», production et circulation.

XLVI. LA PRÉSENCE D'UN ÉCHANGE ABSOLU AU SEIN DU RÉSEAU DES ÉCHANGES RELATIFS.

128. L'échange des produits physiques.

Le bien a est mesuré en unités physiques h et le bien b en unités k. Supposons que *A* ait une dotation initiale de biens a et *B* de biens b. L'échange constaté à un instant donné est de x unités h du bien a contre y unités k du bien b.

(1) $$A \underset{\text{y unités k du bien b}}{\overset{\text{x unités h du bien a}}{\rightleftharpoons}} B$$

A échange ainsi 3 kilogrammes de tomates pour 10 litres de lait. Si l'écriture de l'échange s'arrêtait là, il ne serait pas un objet accessible à la science, car les grandeurs *h* (des kilogrammes) et *k* (des litres) resteraient incommensurables; d'ailleurs, même si les deux mesures physiques étaient données dans la même dimension, les biens eux-mêmes, *a* et *b* (le jus de tomates, par exemple, et le lait), n'auraient aucune mesure économique commune. On exprime ces difficultés en disant que l'échange *1* ne peut pas être écrit sous la forme d'une

équation. Il est vrai que, s'il s'agit vraiment d'un échange, l'équation est établie. Mais justement, il faut expliquer pourquoi il est légitime de poser l'égalité.

(2) x unités h du bien a = y unités k du bien b

L'équation *2* suppose que l'on prenne l'un des deux biens, *a* ou *b*, au hasard, pour «numéraire». Choisissons le bien *a*. Exprimé en bien *a*, le prix de *y* unités *k* du bien *b* est égal à *x* unités *h*, car dans l'échange réalisé on lit que A doit donner *x* unités *h* du bien a pour obtenir *y* unités *k* du bien *b*. Or, calculé de la même façon, quel est, exprimé en bien *a*, le prix de *x* unités *h* du bien a? En d'autres termes, combien d'unités *h* du bien a doit-on donner afin d'obtenir *x* unités h de ce bien? La réponse tautologique est *x*. Mais *x* «quoi»? De nouveau, la réponse est une tautologie: *x*, c'est tout. Il faut «dépenser» *x* fois une unité *h* du bien *a* pour «tenir» *x* unités *h* du bien *a*. Dans l'expression «*x* fois», il est évident que *x* est un pur nombre. On en déduit (fautivement, nous le verrons) que le prix de *x* unités *h* du bien *a* est le nombre *x;* pareillement et dans le même numéraire, le prix de *y* unités *k* du bien *b* serait le nombre *x*. Seule la définition du numéraire (même fautive) permet d'exprimer les prix dans des nombres purs.

(3) x unités h du bien a = x

(4) y unités k du bien b = x

C'est le rapprochement des équations *3* et *4* qui, seul, permet d'écrire l'équation *2*.

Habituellement, au lieu de définir le numéraire en *x* de ses unités, on le définit en une seule de ses unités. Ainsi, une unité *h* du bien *a* est la définition du numéraire. Quel est alors le prix du numéraire en numéraire? Au lieu du nombre *x*, il s'agit maintenant du nombre *x/x*, le nombre 1. Il faut donner une fois l'unité de numéraire pour «acheter» une unité du numéraire. Et quel est, dans ces conditions, le prix de *y* unités *k* du bien *b*? Il est clair qu'il est toujours égal à *x* puisqu'il faut échanger *x* fois l'unité de numéraire pour acquérir y

unités *k* du bien *b*: *x* unités du numéraire «équivalent» à *x* fois l'unité de numéraire.

129. L'échange du numéraire contre le numéraire est absolu.

Nous venons de déceler l'existence d'un échange absolu au sein du réseau des échanges relatifs. Même si l'économie ne comprend que les agents A et B, avec leurs dotations initiales en biens *a* et *b*, l'échange entre *a* et *b* ne serait pas constitué (en tant qu'échange) si l'un des deux biens ne jouait pas le rôle de numéraire. Or, il est identique de dire que l'un des biens est le numéraire et qu'il est défini dans un échange par rapport à lui-même, un échange absolu. C'est seulement dans l'échange de *a* (ou de *b*) contre *a* (ou *b*) que l'analyse parvient à dégager un nombre sans dimension, nombre qui est la condition sine qua non, en pratique comme en théorie, de l'existence des échanges relatifs. En l'absence du numéraire, seule la relation *1* pourrait être écrite, et elle ne définirait pas un échange: aucun prix ne serait connu, car aucun prix ne pourrait être exprimé en un nombre. En l'absence de tout numéraire, on ne pourrait donner le prix du bien *b* qu'en bien *b*, et ainsi de tous les biens, qui ne seraient définis que par rapport à eux-mêmes. Obtient-on vraiment une information quand on apprend que le prix de *y* unités *k* du bien *b* est *y* unités *k* du bien *b*? Si on ne peut pas le donner en un nombre, le prix d'un bien reste complètement inconnu.

Or, on démontre que le néoclassicisme n'a jamais réussi à définir le numéraire. Dans les échanges relatifs, il est formellement impossible de transformer un bien, quel qu'il soit, en un nombre sans dimension.

XLVII. MÊME EN THÉORIE PURE, AUCUN BIEN NE PEUT, AU SEIN DU RÉSEAU DES ÉCHANGES RELATIFS, ÊTRE TRANSFORMÉ EN UN NOMBRE SANS DIMENSION.

130. La définition néoclassique du numéraire est une pétition de principe.

Il n'est pas question de revenir sur la nécessité du numéraire; il est acquis, en effet, que les prix sont insaisissables en quantités physiques: ils ne peuvent être déterminés que par les nombres. Les prix des différents biens ne sont commensurables que s'ils appartiennent tous à l'ensemble des nombres; à défaut, ils ne font que répéter l'hétérogénéité ou «l'énumération» des quantités physiques.

Cependant, la construction du numéraire, telle que nous l'avons proposée, est fondamentalement viciée: elle a la force nulle d'une pétition de principe. Reprenons l'argumentation.

Quel est, avons-nous demandé, le prix de x unités b du bien a, étant donné que ce prix s'exprime en unités du bien a? Nous avons répondu que le prix recherché est le nombre pur x. C'est complètement faux. Le prix, en bien a, de x unités b du bien a, est non pas x «tout court», mais x unités b du bien a. Dans le contexte, il est totalement impossible de détacher le nombre x de sa dimension, les unités b du bien a.

Reprenons la question dans son autre formulation. Combien d'unités b du bien a doit-on donner pour recevoir x unités b de ce bien? La réponse exacte est effectivement x, un nombre pur. Mais ce nombre n'est pas le prix de x unités b du bien a; il exprime une seule «vérité», un pur truisme: x est le nombre des unités b comprises dans x unités b. Ainsi, même si le bien a est choisi comme numéraire, il reste que le prix de a, en n'importe quelle quantité, est non pas le nombre exprimant cette quantité, mais cette quantité elle-même, une dimension physique.

Tout économiste lucide sait que la théorie néoclassique n'a jamais – en aucune de ses tentatives – réussi à transformer un bien quelconque en un nombre sans dimension. A vrai dire, seulement deux essais fondamentaux ont été lancés, chacun à de nombreuses reprises, l'un par la voie de l'utilité des biens et l'autre par la méthode de

l'analyse «input-output». Il suffit ici de résumer le principe des deux tentatives et de les opposer à un véritable «théorème d'impossibilité»; qu'importe la subtilité des auteurs, ils ne réussiront jamais à transformer un bien économique, une marchandise, en une grandeur purement *arithmétique:* la réussite ne serait pas simplement alchimique (ce qui laisserait quelque espoir) mais prodigieuse, féerique.

131. Echec des deux essais de construction du numéraire

Première voie: essai par la considération de l'utilité des biens

A l'origine de la théorie des prix relatifs, on trouve les «valeurs psychiques» de Walras. Si les deux biens échangés contiennent chacun le même nombre d'unités de ces valeurs, il est clair que le numéraire est la valeur psychique et non le bien physique. Mais personne n'a jamais pu découvrir ces valeurs. L'utilisation des courbes d'indifférence n'est pas non plus d'un grand secours. Les points de tangence ne peuvent être déterminés si les prix relatifs ne sont pas imposés par le marché. La méthode permettrait donc tout au plus d'expliquer les variations des prix; or avant de les faire varier, il est nécessaire de les connaître en leur expression initiale: et cette connaissance est hors de portée. On sait également que les travaux plus modernes sur la mesure de l'utilité, cardinale ou ordinale, n'ont pas (encore) abouti. Aucune théorie fondée sur l'analyse des préférences ne peut être testée, à moins que la demande des biens soit mesurable, au moins en monnaie. C'est dire que la «mesurabilité» de la demande ne peut pas être fondée sur les préférences. Même si elle aboutissait, la théorie n'aurait donc une force explicative que dans un monde où les prix, au moins monétaires, seraient déjà donnés.

Deuxième voie: essai par la méthode des équations «input-output»

La deuxième voie n'a pas apporté de meilleurs résultats. Il est vrai qu'il est astucieux de chercher à introduire les biens dans une matrice «input-output», afin que la production et la consommation de chaque bien se définissent l'une l'autre: si les biens présents à

l'«entrée» figurent également à la «sortie», et même si cette identité n'est vérifiée qu'à un facteur de proportionnalité près, on peut avoir l'espoir d'expliquer un jour la transformation, dans le monde réel, des biens physiques entre eux. Finalement, une automobile se confondrait ainsi avec un poids déterminé de poireaux: l'hétérogénéité des biens physiques serait vaincue. En fait, on retrouve la naïveté de l'essai précédent. Il est inconcevable que les biens soient introduits «sans prix»; et s'ils sont déjà des prix (ou des nombres) à l'«entrée», la relation «entrée-sortie» *se donne* les prix au lieu de les déterminer.

La véritable preuve du double échec est logique; exprimons-la dans un «théorème d'impossibilité».

Il est impossible de transformer un bien déjà produit en un nombre sans dimension.

Supposons que l'on parvienne, dans un avenir sans doute lointain, à construire des relations d'équivalence entre biens et nombres. Désignons les quantités physiques des biens (et non simplement les biens eux-mêmes) par les lettre *a, b, c,* .. . On trouve par exemple les équivalences suivantes.

$$a = 3$$
$$b = 4$$
$$c = 2$$

Ce serait le triomphe. Mais ce serait en même temps l'échec. En effet, les termes *a, b, c,* .. étant des *biens* et non des nombres, et les termes *3, 4, 2,* .. étant des *nombres* et non des biens, les relations d'équivalence énumérées sont autant de contradictions dans les termes. Telle est l'impossibilité formelle: aussi longtemps que les biens seront des biens et les nombres des nombres, aucune science ne réussira à établir des relations d'équivalence entre biens et nombres.

La théorie est donc prise dans un véritable dilemme.

– Si les prix ne sont pas des nombres purs, ils ne peuvent pas être déterminés et la science économique est sans objet.

– Si les prix sont des nombres purs, ils ne peuvent se rapporter aux biens.

On sait que la solution devient possible grâce à un changement de niveau: la logique ne permet pas de créer des relations d'équivalence entre les biens et les nombres; mais la logique permet d'établir l'équivalence des deux productions, la production des biens et la production des nombres. Ce qui est formellement interdit au niveau du *produit* (le résultat) est au contraire permis dans *l'action* (la production). Et comment s'en étonner puisque le problème est l'hétérogénéité? Il ne peut être résolu que par la preuve de la génération, en un seul et même mouvement, *des deux grandeurs à la fois, biens et nombres.* Ce mouvement *existe* dans les économies concrètes et l'analyse l'a suffisamment dégagé: c'est *l'émission monétaire.*

XLVIII. LA TRANSFORMATION DES PRODUITS EN NOMBRES SANS DIMENSION EST L'OPÉRATION MACROÉCONOMIQUE PAR EXCELLENCE, L'ÉMISSION.

Nous l'avons dit, dès que l'homme travaille, il émet. Nous avons reconnu également que la monnaie était présente dès le premier travail-émission. Pourtant, dans une «société» où les travailleurs n'échangeaient jamais leurs produits, l'émission n'était que la création-destruction de la forme-utilité des biens; elle ne créait ni ne détruisait aucun nombre. Les émissions «primitives» étaient purement réelles dans leur *résultat,* bien que, encore une fois, la monnaie fût déjà présente en leur sein: elles étaient nominales en elles-mêmes.

Dès le stade suivant, l'économie a commencé à produire des nombres. Bien avant le régime du salariat, les travailleurs vivaient dans une économie d'échange. Or tout produit échangé contre une monnaie «matérielle», comme les galets ou les coquillages, était changé en un nombre. Précisons bien que la monnaie n'entre dans l'échange qu'en sa qualité d'unité de compte. Si tous les galets sont

interchangeables, le produit s'échange contre des «nombres concrets», rangés dans une classe arithmétique, par exemple le système décimal. Et la conversion des produits en nombres ne s'opère pas au niveau du résultat de la production; même dans les économies d'échange, la monnaie-nombre est présente dans l'acte de la production: finalement changé en monnaie, le bien l'est à l'instant même de sa production, *dans* sa production. Tout travailleur qui échange son bien le produit d'abord en monnaie. A l'instant de l'échange des biens, les agents échangent en fait leurs activités productrices; l'efficacité *remonte* jusqu'aux émissions réelles, travail dépensé par les échangistes.

Le salariat n'a rien apporté de fondamental au régime des émissions, sinon la catégorie des revenus non salariaux. Dès que l'échange monétaire est conclu sur le marché des services producteurs, les entreprises se donnent la possibilité de «capter» une partie des salaires émis. Mais il est important de se rappeler la conclusion formelle selon laquelle les profits formés en une monnaie non bancaire ne peuvent pas être transformés en capital: ils sont nécessairement redistribués (à la rigueur à l'entreprise elle-même, qui les consomme «productivement»).

La vraie révolution est venue avec l'émission de la monnaie bancaire. Le progrès est triple.

132. Le triple progrès apporté par la monnaie bancaire

1. La monnaie de banque est un bien meilleur «nombre concret» que n'importe quelle monnaie «matérielle». L'avantage ne tient pas seulement à la quasi-gratuité de la monnaie bancaire. A la différence de l'or monétaire, par exemple, la monnaie dématérialisée est rigoureusement identique à elle-même en chacune de ses unités: il est impossible de la «rogner». Et le «titre» des teneurs ne peut plus varier puisque la monnaie bancaire a une «teneur intrinsèque» strictement nulle.

2. Les banques sont organisées en un système tel que les monnaies émises par les banques de dépôts sont toutes au modèle de la monnaie centrale: une seule monnaie bancaire a donc cours dans le pays

tout entier, les monnaies émises par les différentes banques étant parfaitement interchangeables.

3. Dès que le profit des entreprises est réalisé en monnaie bancaire, il peut être capitalisé: la redistribution des profits n'est plus une nécessité de la logique. Ni le capital-temps ni le capital fixe n'existeraient dans la société si la monnaie y était «matérielle».

Ces trois progrès sont importants, c'est bien évident. Mais fondamentalement, les émissions bancaires ne se distinguent pas des émissions opérées en monnaie matérielle puisque toute émission monétaire se confond avec une émission réelle. Ainsi, l'unique production de l'économie «monétisée» est la collection des nombres concrets créés par les banques.

Rappelons en quelques lignes la nature exacte des relations d'équivalence établies par la production.

133. Relations d'équivalence établies par la production.

On ne le dira jamais assez – tant il faut lutter contre les idées universellement reçues –, la première relation d'équivalence entre les grandeurs réelles et les grandeurs nominales se forme au niveau des *mouvements* et non, car ce serait trop tard, au niveau de leurs résultats. Le mouvement réel (l'action de travailler) et le mouvement nominal (l'émission monétaire) sont parfaitement fusionnés. L'action unique ayant ainsi deux aspects, son résultat unique a également les deux aspects, réel et nominal. Telle est l'explication profonde de la formation des prix en tant que nombres sans dimension. Obtenue dans l'émission réelle, la monnaie définit non pas simplement la mesure du produit mais le produit lui-même. Les unités de salaires émises par la production de la période s'identifient au produit réel, qui apparaît ainsi en l'espèce de la collection des nombres concrets émis par les banques du pays.

Le scientifique de bonne foi ne peut pas ne pas reconnaître le fait que l'économique ne disposait jusqu'ici d'aucune théorie des prix. Il existe certes de nombreux modèles explicatifs des prix en concurrence, surtout parfaite; mais aucun n'est conforme aux économies concrètes. L'inadéquation n'est pas superficielle. On ne peut en

aucun cas légitimement prétendre que les théories microéconomiques soient des approximations de la réalité. Les prix effectifs sont tous des nombres purs. Or, aucune explication n'avait encore réussi à introduire les nombres purs dans les modèles. Cette question n'admet pas les degrés. On ne peut pas trouver des prix qui soient plus ou moins des nombres concrets: ils le sont parfaitement ou ils ne le sont pas du tout. En économie, les nombres purs existent selon deux définitions distinctes.

Première existence des nombres purs. Evoquons la «sphère-zéro»: l'excroissance de cette sphère est une «masse» de nombres concrets, les unités de monnaie bancaire créées dans la période par le travail de l'homme.

Deuxième existence des nombres purs. La masse des nombres concrets est dénombrable: on compte les unités de monnaie ou, identiquement, les unités de salaires créées dans la période. Chaque unité de salaire est un nombre et le nombre des unités de salaires est le dénombrement du produit national.

Dans les livres précédents du présent auteur, l'idée des mesures-dénombrement était déjà clairement proposée. Elle ne fut pas comprise. La raison en est double. D'abord la question est difficile en elle-même. Mais la circonstance aggravante est dans le fait que les mesures déjà connues dans les autres sciences sont toutes dimensionnelles. On mesure des dimensions et non des «objets». Si l'on fait abstraction de leurs dimensions, on peut compter les objets mais non les mesurer. Or, il n'est pas question de changer la théorie de la mesure. Pourquoi la même théorie, valide en toute science, donne-t-elle un résultat tellement différent en analyse économique?

Génial inventeur du numéraire, Léon Walras essayait déjà de l'expliquer au grand mathématicien Henri Poincaré. La théorie des émissions est un nouvel «outil», qui permet enfin de saisir la solution. Jeté dans la monnaie négative, le produit physique (même les services comme les transports) est métamorphosé en une pure «masse» de nombres. Il est vrai que le dénombrement des unités élémentaires comprises dans cette masse n'est pas une opération de mesure. Cependant, en comptant les unités de salaires effectivement produites, on compte également le produit physique. Finalement,

on dénombre des unités d'équivalence (entre nombres et produits physiques): c'est dire que l'on dénombre des unités de mesure. La mesure est dans les relations d'équivalence, qui sont les objets du dénombrement.

134. *La théorie microéconomique mesure en unités dimensionnelles; or, en fait, le numéraire est un nombre sans dimension.*

La théorie microéconomique des prix est un échec puisque la recherche des utilités repose encore sur la représentation d'une dimension qui serait propre aux biens économiques. Il est bien entendu exact que les produits sont utiles. Mais supposons même que les unités d'utilité soient objectivement interchangeables: elles sont des «utils». Dans ces conditions, parfaitement utopiques, la théorie des prix serait-elle constituée?

Il est extrêmement intéressant de noter qu'il n'en serait rien: ayant vaincu cette formidable montagne, le théoricien ne serait pas plus avancé. Montrons-le très rapidement.

Il ne suffit pas d'expliquer les relations d'échange; il faut encore déterminer la masse des produits qui entrent dans ces relations. Seule la théorie de la production est capable de répondre à ce deuxième problème, le plus fondamental. Or, en tout état de cause, même si on lui prête cette ultime perfection que l'on trouve dans l'existence des utils interchangeables, la théorie de la valeur-utilité des biens ne peut saisir la production que dans un pur truisme: étant elle-même un échange, la production ne peut donner que les utils par elle absorbés. Ainsi, jamais il ne sera possible de faire naître des unités d'utilité, toute production d'utils étant, dans l'acte, une consommation d'utils égale. Seule la théorie des émissions est capable d'expliquer la formation nette d'un produit. Il serait plaisant d'objecter que le produit net est peut-être une pure imagination du théoricien. Mais alors, il faudrait aller jusqu'à la conséquence: la science économique serait, elle aussi, pure chimère. Si aucune production n'existe dans le monde réel, la «science des productions» est sans objet.

En fait, chaque période apporte ses productions nouvelles et il est temps de les saisir par la seule formalisation qui les embrasse, l'analyse des émissions.

Bien qu'il soit dans la nature de l'évolution de la pensée que l'analyse microéconomique cède entièrement la place à la «macroéconomie quantique», il est juste de reconnaître que, par rapport à la pensée classique, la microéconomique marque un progrès de première grandeur: la théorie des émissions n'aurait pu se former si l'esprit n'avait pas d'abord pris conscience du fait que les biens économiques sont de pures matières utiles. Les Classiques cherchaient la pierre philosophale, la «matière économique», distincte de la matière physique. Les Néoclassiques construisent sur de tout nouveaux fondements: les biens utiles n'«incorporent aucune valeur (objective)». Dès lors, les échanges absolus conçus dans la tradition de Smith-Ricardo-Marx s'effacent. Le progrès décisif n'est pas dans la substitution des échanges relatifs aux échanges absolus, mais dans la préparation de la *nouvelle définition des échanges absolus.*

XLIX. LES ÉCHANGES RELATIFS TROUVENT LEUR JUSTIFICATION FONDAMENTALE DANS LE REJET DES ÉCHANGES ABSOLUS TELS QU'ILS ÉTAIENT CONÇUS PAR LES CLASSIQUES.

Il est indéniable que la nouvelle macroéconomie est une parente de la pensée classique: la synthèse est plus proche de la thèse que de l'antithèse. Mais il est également certain que la représentation du produit en une collection de purs nombres est d'esprit néoclassique. Le numéraire affirme son existence et son identité bien avant l'apparition d'une monnaie déposée dans le temps chronologique. Cela, les Classiques l'ignoraient: ils pensaient au contraire que le fait premier est dans la dimension axiologique des produits.

Considérons une émission réelle dont le résultat, le produit physique, ne soit jamais échangé contre une monnaie. Avant la révolution néoclassique, d'essence microéconomique, les théoriciens prêtaient au produit physique une qualité spécifique, qui, pensaient-

ils, lui était attribuée par l'acte même de la production. On parlait ainsi du travail «incorporé» dans les objets. Il a fallu attendre l'idée du numéraire (annoncée dans les derniers travaux classiques, par exemple dans l'œuvre de Marx), pour voir la disparition du concept de la valeur matérialisée dans les objets. Aussitôt la production prend une autre signification, exempte de toute dimension métaphysique.

L'action de la production n'aboutit pas à cristalliser le travail dans l'objet ouvré: elle crée simplement une relation d'équivalence numérique, entre elle-même (l'activité) et son résultat (le produit). Si, comme nous l'avons dit, la monnaie est déjà présente au sein de l'émission réelle, elle l'est en tant que numéraire. Les théoriciens de l'équilibre général ne s'y trompent pas: la monnaie proprement dite, déposée dans la durée sous la forme du revenu, vient «après» le numéraire, forme primitive de la monnaie.

L'équivalence numérique présente au sein de la production peut être saisie naïvement par le «principe de la causalité»: il existe autant d'unités de productions (les actions) que d'unités de produits (les résultats). Aujourd'hui, la théorie des émissions confère son statut définitif à l'équivalence: elle est d'abord affirmée entre les deux aspects de l'émission, création et destruction simultanées du même «objet», à savoir la forme-utilité de la matière, forme qui définit sa qualité de bien économique.

Dès que la monnaie concrète apparaît (d'abord dans les «espèces matérielles», puis dans les écritures bancaires), elle inscrit dans le temps (la durée) et aussi dans l'espace (du fait de l'interchangeabilité des unités monétaires) la relation d'équivalence numérique déjà présente au sein de l'émission réelle; le produit est «injecté» dans la monnaie négative: la monnaie positive est donc son équivalent, son alter ego.

On mesure le progrès considérable opéré grâce à l'idée du numéraire. En présence de la monnaie et du produit physique, les Classiques cherchaient à déceler deux masses distinctes, le travail incorporé en l'une et en l'autre. La conception du numéraire simplifie tellement la solution qu'elle la rend vraie: l'équivalence du produit et de la monnaie n'est pas l'égalité de leurs valeurs (?) mais simplement la définition du produit changé en numéraire. Les nombres

et les biens n'ont aucune valeur commune; mais dans les économies monétaires, le produit naît d'abord en numéraire. L'identité du produit et du numéraire est bien une relation de «valeur», une relation d'équivalence.

Concluons en montrant qu'ayant chassé les faux échanges absolus, la conception du numéraire prépare les vrais et lève ainsi l'illogisme fondamental qui annulait la pensée classique: la pensée se contredit nécessairement dès qu'elle situe les échanges absolus sur le marché des services producteurs et sur le marché des produits *séparément.*

L. SELON LEUR CONCEPTION MODERNE, LES ÉCHANGES ABSOLUS SONT PRÉSENTS SIMULTANÉMENT SUR LES MARCHÉS DES SERVICES PRODUCTEURS ET DES PRODUITS.

Raisonnant en termes de causalité et non d'émission, les Classiques ne pouvaient éviter le problème de la séparation chronologique de la cause et de son effet. On sait que, d'après les logiciens, la cause peut précéder l'effet mais que l'effet ne saurait en aucun cas précéder la cause. Il est certain que ce langage est un peu obsolète, car la notion de «cause» est aujourd'hui, encore plus que dans le passé, sujette à caution. Cependant, s'il était vrai que la production est la cause, le produit serait son effet; il en découlerait alors qu'aucune action affectant le produit ne pourrait rejaillir sur la production, l'effet ne pouvant altérer la cause. Encore une fois, l'idée de la causalité n'est pas retenue par l'analyse moderne; mais elle l'était par les Classiques: il n'est donc pas hors de propos de montrer à quelles contradictions fondamentales elle expose la théorie générale.

Raisonnons comme les Classiques. Le premier mouvement est la production. La consommation est un mouvement second, car le produit est son objet. Appelons «circulation» la dépense du produit sous la forme du revenu. La circulation est donc une opération qui *suit* la production: elle en est séparée par un laps de temps positif. On

en déduit que la production et la «circulation» sont, elles aussi, distinctes: les deux «sphères» ne sauraient coïncider puisque les opérations qu'elles comportent sont différées les unes par rapport aux autres. La science économique est elle-même «déchirée» par cette dualité. Le produit n'est pas identique à lui-même, selon qu'il est saisi dans la production ou dans la circulation. Si la distinction était purement temporelle, elle ne serait pas vraiment embarrassante. Mais elle est bien plus profonde: elle s'inscrit dans la mesure du produit, et surtout dans la mesure de ses «parts distributives», biens-salaires et biens-profits (au sens large). Le produit national et sa répartition n'ont pas la même mesure selon qu'ils sont saisis dans l'une ou dans l'autre sphère.

Notons bien que la théorie des émissions reproduit d'abord la contradiction rencontrée par les Classiques: la mesure des produits – leur traduction en unités de numéraire – est affectée par les échanges conclus sur le marché des biens; c'est inévitable. Le problème est donc réel et bien actuel. Mais, nous ne l'ignorons pas, les émissions imposent une nouvelle conception du temps: n'étant pas un «effet», le produit communique à sa mesure initiale toutes les altérations qu'il subit dans le temps chronologique. Cette rétroaction est totalement étrangère au classicisme, car elle ne peut avoir aucun statut au sein des relations causales. Restons dans la théorie des émissions et montrons, sur deux points essentiels, qu'elle résout les difficultés classiques.

135. La formation de revenus dans la sphère de la circulation

La théorie classique aurait été confrontée à une situation idéale si elle avait pu déterminer tous les revenus dans la seule sphère de la production. Mais c'était impossible. Avec la lucidité qui lui est propre, Ricardo est certainement l'auteur qui a le mieux perçu l'obstacle. Même si le salaire épuisait le produit national, on ne pourrait empêcher l'intrusion d'une autre catégorie de revenus, les intérêts. En effet, il est inévitable que du temps s'écoule entre l'apparition du produit et sa vente finale. Le capital-temps doit être rémunéré. Or sur quel marché les intérêts peuvent-ils se former? Comment apparaîtraient-ils dans la sphère de la production? C'est

inconcevable puisque les intérêts ne sont dus que pour le temps où le produit déjà né est tenu en attente, donc après la formation des «revenus de production». Les intérêts ne peuvent être payés que par les ménages, dans la dépense de leurs revenus. C'est dire que l'intérêt est un revenu qui prend naissance dans la sphère de la *circulation.*

Dès lors, la théorie s'abîme dans la contradiction: les revenus créés dans la sphère de la production (les salaires) doivent engendrer des revenus additionnels, dans la sphère de la circulation. Autant dire que l'origine exacte des revenus demeure inconnue.

Marx a réussi à cacher le problème à l'intérieur de la catégorie compréhensive de la plus-value. La sphère de la production ne donnerait pas seulement les salaires, mais également la plus-value, dont les intérêts feraient partie. Loin d'être résolue, la difficulté est alors présente sous une autre forme; la plus-value ne peut naître dans la sphère de la production que si elle est rapportée au travail de l'homme, donc à la partie variable du capital et à elle seule; or les intérêts sont les rémunérations de la somme totale du capital, y compris de sa partie constante; la sphère de la circulation a donc pour tâche de répartir sur le capital total la plus-value engendrée par le capital variable dans la sphère de la production; la solution du problème en créerait un autre, encore plus redoutable: définie dans la production, la mesure des produits serait «retouchée» dans la circulation, qui serait ainsi, selon les biens, créatrice ou destructice de valeur, alors qu'elle est neutre par principe.

La théorie de l'émission résout définitivement le problème. Dans le temps chronologique, il est inévitable que des revenus se forment sur le marché des produits. Il n'en reste pas moins que tous les revenus de la nation sont créés dans la sphère de la production, sur le marché des services producteurs. La production des revenus par le seul travail de l'homme est vérifiée de tous temps, donc même avant le régime du salariat. Cependant, c'est dans ce régime précisément que des revenus naissent après l'émission des salaires. La solution se heurterait à une contradiction dirimante si l'analyse quantique n'écartait pas le principe du tiers-exclu.

136. La formation des revenus dans la sphère de la production

Tous les revenus se forment dans la production; toutefois, certains revenus naissent dans la circulation. On sait que les revenus nés de la circulation sont les profits au sens large; or l'explication des profits hante les grands théoriciens depuis les Mercantilistes; ainsi Sir John Stuart (XVIII^{e} siècle) fait naître les profits dans les prix (la circulation), qui l'emporteraient sur les valeurs (définies dans la production). Nous savons aujourd'hui que c'est bien ainsi que les profits se forment; mais l'analyse n'est satisfaisante que si elle parvient à vaincre la contradiction qui lui est inhérente: comment la somme des prix serait-elle supérieure à la somme des valeurs, alors que les valeurs – les revenus créés par la production – sont les seuls aliments des prix?

Il est remarquable que l'explication contraire est exposée à la même difficulté, exactement: ainsi, Marx, rejetant l'explication de Stuart, prétend susciter les profits directement dans la sphère de la production: les plus-values sont des revenus créés par le travail, tout comme les salaires. Il semblerait d'abord que la difficulté soit résolue; les prix ne sont pas supérieurs aux valeurs; la production apporte les revenus des deux catégories et la circulation voit la dépense des revenus des deux catégories: les travailleurs achètent les «biens-salaires» et les capitalistes achètent les «biens-profits». A y regarder de plus près, on s'aperçoit pourtant que la critique adressée à Stuart s'exerce tout aussi fortement à l'encontre de Marx. Comment nier que les biens-profits font partie du revenu national? Ils sont produits comme les biens-salaires. Il en résulte que la plus-value réelle se forme dans le procès de production; c'est presque un truisme. Le vrai problème est du côté de la plus-value *monétaire,* le profit. Bien que, dans les achats, le profit monétaire se rapporte nécessairement à une partie du produit national, il est logiquement impossible que les entreprises créent le profit sur elles-mêmes. Comme Marx le dit souvent dans ses critiques sarcastiques, personne ne saurait s'enrichir en faisant passer sa richesse de sa poche droite à sa poche gauche. Les capitalistes paient les travailleurs; mais les capitalistes ne sauraient se payer eux-mêmes.

On se heurte donc au mur rencontré par Stuart: seuls les salaires sont créés en monnaie dans le procès de production. La formation des profits incombe donc à la dépense des salaires, ce qui suppose de nouveau, malgré Marx, que le prix des biens-salaires soit supérieur à leur valeur. Et on n'avance guère les choses en réitérant l'argument tautologique selon lequel le prix de la somme des biens-salaires et des biens-profits n'est pas supérieur à la valeur de la somme de tous les biens produits.

Finalement, l'analyse quantique permet l'union des contraires, sans que cette union définisse une contradiction dans les termes.

Première proposition. Les profits monétaires naissent de la circulation.

Proposition contraire. Tous les revenus, y compris les profits monétaires, naissent de la production.

Qu'il s'agisse de Marx ou de Stuart, la conciliation des deux propositions est restée en suspens. Dans les écrits des deux auteurs, indifféremment, on trouve les deux propositions, «inconciliées». Même pour Stuart, les «biens-profits» font partie du revenu national. Même pour Marx, les profits monétaires naissent dans la vente des «biens-salaires».

La solution est dans l'union parfaite (la simultanéité) des événements constatés dans les deux sphères. La formation et la dépense des revenus, de *tous* les revenus, profits aussi bien que salaires, sont deux mouvements qui n'en forment qu'un, dans la complémentarité des deux «demi-émissions réelles». Ainsi, dans le temps chronologique, les prix sont supérieurs aux valeurs dans toute la mesure de la formation des revenus non salariaux. Mais, dans le temps quantique, les prix se réduisent strictement aux valeurs, tout revenu non salarial étant instantanément détruit dans l'opération même du paiement des salaires.

L'émission des salaires est la création de tous les revenus, y compris les profits monétaires. Le lecteur sait bien que la réunion en un seul mouvement de toutes les créations de revenu ne signifie pas que les profits soient (de la nature) des salaires. Les profits sont émis dans le paiement des salaires seulement en ce sens fondamental que la dépense des salaires forme(ra) les profits monétaires. C'est la partie vivante du message de Stuart. La dépense des salaires est la

destruction de tous les revenus, sans excepter les profits monétaires. De nouveau, le lecteur est parfaitement averti: pas plus que les profits ne sont des salaires, les salaires ne sont des profits. La réunion en un seul mouvement de toutes les dépenses de revenus signifie seulement que la dépense des profits forme (a formé) les salaires gagnés dans la production des biens non salariaux. C'est la partie vivante du message de Marx.

La théorie des émissions unit les deux messages en une explication enfin pleinement cohérente.

La simultanéité des opérations corrélatives, constatées dans les deux procès, production et circulation, et obtenue par la rétroaction de la deuxième émission (la dépense des salaires) sur la première (leur formation), est aussi l'élément profond qui manquait à la théorie pour expliquer la détermination des salaires.

CHAPITRE XIX

LA DÉTERMINATION DES SALAIRES

LI. CAUSALITÉ ET ÉMISSION

Les Classiques raisonnaient en termes de causalité et non d'émission. Or, si la causalité était la voie à suivre, les salaires seraient connus indépendamment des achats sur le marché des produits.

137. La pré-détermination des salaires

Le salaire «naturel» d'un travailleur dont le produit se vend systématiquement mal ne peut être identique, pour un temps de travail égal, au salaire d'un ouvrier dont le produit est fortement demandé. Il faut donc, en toute période, prévoir un mécanisme d'ajustement, comme la petite hélice de l'hélicoptère, qui permette à la demande de rejaillir sur l'offre. Ce mécanisme ne saurait être ajouté à la théorie classique, sa logique interne ne le permettant pas.

D'après la théorie d'aujourd'hui, l'adaptation est non seulement possible mais nécessaire, du moins avant le régime du salariat. Supposons qu'un travailleur porte son produit sur le marché. D'après la théorie classique pure, la valeur du bien est déjà complètement déterminée par le temps de travail dépensé; le prix du marché doit respecter cette valeur et s'il s'en écarte, la somme des déviations est logiquement nulle. La réalité est tout autre. Etant donné que le travailleur n'a encore perçu aucun salaire, son bien n'a

encore aucune «valeur»: littéralement, il n'est pas encore mesuré. Il faut attendre la transaction sur le marché des produits pour connaître la mesure monétaire – donc la mesure tout court – du produit. Si le salariat s'introduit «timidement», l'entreprise qui emploie le travailleur devra procéder de la même façon: elle ne peut confirmer le salaire de son employé qu'après la vente de son produit. Et si elle a déjà payé le salaire, elle devra l'ajuster, à la hausse ou à la baisse, pour tenir compte de tout écart qui surviendrait sur le marché des produits, entre les prix effectifs et les prix prévus. (Une bonne compréhension de ce mécanisme d'ajustement montre qu'il n'exclut pas la formation éventuelle de profits).

Dans le régime du *salariat généralisé,* l'explication ne peut plus être tout à fait la même. Mais elle ne se rapproche pas pour autant des doctrines classiques, bien qu'elle reste conforme aux échanges absolus. Pour chaque catégorie «socio-professionnelle» de travailleurs, les salaires monétaires sont rigidement fixés pour la nouvelle période en cours, avant même que le produit ne soit vendu sur les marchés; bien plus, le produit ne prenant existence que dans le paiement des salaires, le nouveau produit n'existe pas encore, alors que les nouveaux salaires sont déjà déterminés dans leur montant: ils seront payés à tel taux, mensuel par exemple, quels que soient les prix auxquels les ventes futures seront conclues. Les Classiques auraient dit que les salaires sont prédéterminés pour la simple raison que, la durée du travail étant connue à l'avance, la valeur du produit l'est également. C'est complètement faux, car l'unique définition de la valeur du produit est donnée par la «forme» monétaire (monnaie négative) dans laquelle le bien physique est introduit. Pour prendre le langage classique, on dira que le salaire n'est pas la conséquence de la valeur (prévue) du produit, mais qu'il en est la cause; les salaires versés étant, conformément au contrat, de x unités de monnaie, le produit «vaut» x unités de monnaie: si aucun salaire n'était émis, le produit aurait une valeur nulle.

Bien que les Classiques aient conçu la solution à «l'envers», ils sont plus près de la vérité que les Néoclassiques: c'est que la détermination des salaires est naturellement macroéconomique.

138. La co-détermination des salaires et des prix

En microéconomie, les salaires sont des prix «walrasiens». A l'équilibre général, les transactions sur le marché des produits se prolongent inchangées sur le marché des services producteurs: ainsi, les salaires sont donnés par le prix de vente du produit de chaque salarié. Nous savons aujourd'hui que l'explication est vide car, si tous les échanges sont relatifs, aucun prix ne peut être déterminé.

Les théoriciens du néoclassicisme ne peuvent d'ailleurs éviter d'introduire une «contrainte budgétaire» dans leurs raisonnements. Comment, en effet, les produits seraient-ils écoulés sur les marchés s'ils n'y rencontraient pas des sommes de revenus (des «budgets»)? Les salaires (et les autres revenus éventuels) doivent donc exister avant même que les produits soient vendus.

Il est vrai que l'on peut espérer maintenir la logique de la détermination simultanée des salaires et des prix, si on se donne les salaires par «avance», et que l'on prévoie de les ajuster aux prix réalisés. Or, l'espoir est déçu. Le problème profond n'est pas dans la synchronisation des deux déterminations, salaires et prix, mais dans la co-détermination de ces grandeurs; si elles pouvaient se déterminer mutuellement, la simultanéité pourrait être obtenue au moyen des décisions «prévisionnelles»; mais tout est là: peuvent-elles logiquement se déterminer les unes par les autres?

Nous savons parfaitement qu'il n'en est rien; ne revenons pas sur la preuve mais résumons-la; si les salaires et les prix étaient déterminés par le même mouvement (les mêmes transactions), les salaires seraient des prix; le problème réel est alors fondamentalement dénaturé; il ne s'agit plus de trouver la mesure des produits nouveaux, mais de jeter les uns contre les autres des biens dont on ne peut plus connaître la provenance; dans ces conditions, il est impossible de trouver les «clés de conversion»: par définition hétérogènes (puisque leur naissance est inconnue), les biens ne sauraient être des prix les uns pour les autres. La contrainte budgétaire prend ainsi un tout autre relief. Seuls les revenus nouveaux peuvent acheter les produits nouveaux; d'où le cercle qui emprisonne la pensée microéconomique; la co-détermination se transforme en vice du raisonnement: la somme des revenus dépensés donne la somme des prix

réalisés, et la somme des prix réalisés est le fonds dans lequel les revenus sont puisés.

139. Le travail, «cause» du produit

Les Classiques ne vivent pas dans un monde fermé: ils l'«ouvrent» par la production, même s'ils la conçoivent comme une cause. Le travail est la création du produit. En chaque période, les créations nouvelles – actions du travail «vivant» – apportent un nouveau produit. La «source» des biens étant ainsi connue, ils sont tous homogènes entre eux: le prix (naturel) n'est que l'expression de l'homogénéité. Or les salaires ne sont pas des prix mais des valeurs. Quelle est la signification exacte de cette distinction classique? On l'entrevoit quand on dit que les salaires sont formés dans la sphère de la production, alors que les prix sont déterminés dans la sphère de la circulation. Mais on peut aller bien plus profond. Le salaire est, pour partie au moins, la définition du nouveau produit, tel qu'il est rapporté au travail, sa cause. Les prix, au contraire, sont définis au niveau des effets: ils expriment les mesures des produits qui existent déjà et non pas la mesure dans laquelle les produits se forment. Les prix sont des rapports entre les produits; la valeur est le rapport de chaque produit à sa source, le travail.

Etant une valeur, le salaire répond à une définition double: il est l'équivalence (une grandeur-«flux») du produit et de son «principe», le travail; d'autre part, il est le résultat de cette équivalence (donc une grandeur-«stock»). Même en tant que résultat, le salaire n'est pas un prix puisqu'il est défini dans le produit saisi par rapport à sa source, et non dans le produit relativement aux autres produits.

Toute cette analyse, soutenue de Ricardo à Marx, est juste sauf sur un point essentiel. La valeur – rapport du produit au travail – est conçue comme une «substance», alors qu'elle n'est qu'une pure forme. Rappelons que la «substance» est postulée de deux façons vraiment distinctes: dans les travaux de Ricardo, elle est un «fond»; dans certains travaux de Marx, les plus évolués pourrait-on dire, la substance-valeur n'est plus qu'une forme. Parvenue à ce degré de subtilité, pourquoi la pensée classique est-elle encore perfectible?

C'est qu'en réalité la forme-valeur n'est nullement attachée au produit, pas plus que la forme-litre ne reste attachée au fluide libéré.

L'erreur, dans sa formulation la plus légère, est encore de penser que le travail de l'homme impose durablement une forme à la matière, une enveloppe qui resterait attachée à la matière ouvrée, dans la durée. A l'instant où le produit se présente sur le marché, afin d'y être écoulé, il serait donc pris dans sa forme, comme dans un «contenant», de telle sorte que les produits s'échangeraient entre eux selon leur forme, les valeurs étant ainsi la préfiguration des prix.

Il est important de bien saisir la répercussion logique de la méprise: même si la valeur est conçue comme la simple forme économique de la matière physique, forme qui persisterait jusqu'à l'écoulement des biens, la science doit, pour chaque produit, déterminer la grandeur de la forme dans laquelle il est jeté. A défaut, la valeur reste inconnue et, en conséquence, les prix le sont aussi. On saura bien que le produit «épouse» la forme, mais on ne connaîtra pas la dimension de cette forme, son volume en quelque sorte. Pareillement, un fluide ne serait pas mesuré si on se contentait de dire qu'il est coulé dans une forme, sans préciser la grandeur de ce contenant. Or le problème de la dimension de la forme-valeur est faux. Les faux problèmes ne comportent évidemment pas de solution puisqu'ils existent seulement dans l'imaginaire. La «solution» proposée par les Classiques est connue; la mesure de la forme ne peut être que physique, puisque les mesures économiques présupposent l'existence de la forme; il faut donc mesurer le travail en termes physiques: la seule mesure que l'on puisse trouver est chronométrique. Ainsi la dépense du travail aurait-elle un effet double; le chronomètre donne la mesure de la forme créée et le travail introduit la matière dans cette forme: la matière est ainsi transformée en produit.

La solution d'un faux problème ne peut être qu'une fausse solution. Et les solutions fausses créent de nouveaux problèmes.

140. La forme-valeur est immatérielle: elle est «sans mesure».

Il est inconcevable qu'un même travailleur produise une valeur égale en tout laps de temps égal; la chose est encore plus évidente pour des travailleurs distincts. La chronométrie est précise; la chronométrie du travail l'est tout autant, si l'on veut bien faire abstraction des «pauses» nécessaires. Mais le rapport du produit du travail à la chronométrie du travail est totalement artificiel. Le même produit physique peut être le résultat d'un temps de travail fortement variable (sans que la variation soit soumise à une loi), selon l'application et le savoir-faire de la personne, en activité plus ou moins intense, dans un «milieu», notamment instrumental, lui-même soumis à des différenciations qualitatives et technologiques échappant à toute mesure possible.

Le vrai problème est beaucoup moins complexe. Il n'est difficile que parce qu'il est profond. La conception fondamentale des Classiques est correcte: le travail humain produit la forme de la matière et le produit (ou la marchandise) est précisément défini par la matière transformée. L'erreur est univoque: elle n'est que dans la définition de la forme-valeur. Dans la réalité des faits, la forme-valeur est simplement la forme-utilité, la matière ouvrée étant plus utile à l'homme que la matière brute; or, la forme-utilité n'est nullement mesurable et il est bon qu'il en soit ainsi. La forme-valeur mesure le produit; elle est «mesurante»; mais, de son côté, elle n'est nullement mesurée. La science n'a cherché à mesurer la forme que pour mesurer son contenu. Dès qu'il apparaît que la forme est parfaitement mesurante sans être mesurée, la recherche de la «mesure mesurée» perd sa raison d'être.

Cependant, on ne devrait pas se cacher que la conception d'une forme, capable de donner les mesures qu'elle n'a pas elle-même reçues, n'est pas du tout chose aisée. Si elle l'était, la science économique ne serait-elle pas depuis longtemps achevée? Puisque la question est difficile, elle mérite sans doute qu'on lui accorde une attention renouvelée, jusqu'à ce qu'elle soit enfin parfaitement maîtrisée.

141. Seul le concept de l'émission permet de saisir la forme-valeur immatérielle.

La théorie accomplit le «saut» décisif dès qu'elle passe du concept de la causalité au concept de l'émission. Comme nous l'avons montré dans tout ce livre, le travail humain n'est pas la cause du produit, mais seulement la création-destruction, en un seul mouvement (l'émission), de la forme-utilité de la matière. Dès que ce point de départ est acquis, le raisonnement tient une première équivalence, source de toutes les relations d'équivalence dont la science économique peut avoir besoin dans tous les domaines, de la production à l'écoulement des biens.

Quelle est cette équivalence? Elle s'énonce en une tautologie: le produit émis est égal à l'émission.

S'agit-il vraiment d'un truisme? Non, car la tautologie énoncée a le statut des propositions de la logique: elle apporte une information formelle. L'émission est une création-destruction instantanée; il en découle que le produit a lui aussi une existence purement instantanée; il est donc rigoureusement défini entre les deux actions qui le «laminent» dans l'instant, sa création et sa destruction. Saisi «entre» les deux actions contraires, le produit reçoit sa mesure également de l'une et de l'autre: il est bien égal ou équivalent à sa création et à sa destruction, à sa création-destruction, à son émission.

De nouveau, la question se présente d'elle-même; si le produit est égal à l'émission, il n'est toujours pas mesuré; il le sera quand l'émission sera mesurée de son côté. A raisonner de la sorte, on risque de retomber dans l'erreur conceptuelle des Classiques: on saisit la production comme une création nette, la cause du produit. L'effet n'est pas mesuré par la cause, mais par la mesure de la cause. Or Hume avait formulé un doute qui se prolonge jusqu'à nos jours, peut-être avec une force croissante: les «causes» existent-elles dans le monde des grandeurs observables? L'idée de l'émission est beaucoup plus modeste; l'homo economicus n'est pas un créateur; son travail n'est la cause d'aucun produit; le travail humain n'ajoute pas même la plus petite particule de matière (physique ou économique) à la matière et à l'énergie naturelles. Il faut donc abandonner l'idée selon laquelle la production est une action qui doive être mesurée en

une dimension; l'action de la production est strictement nulle, car en chaque émission elle est à la fois positive et négative.

Dès qu'il est admis que la production est une action simultanément définie dans les deux domaines opposés, en nombres positifs et en nombres négatifs, un deuxième paralogisme guette: la production étant nulle, le produit ne l'est-il pas également? Ainsi, les grandeurs économiques sont-elles mesurables; mais elles seraient invariablement égales au nombre zéro. La conclusion est incorrecte, car la monnaie «concrète» s'interpose.

142. Bien qu'elle soit immatérielle, la forme-monnaie est mesurable.

Nous retrouvons la véritable nature de l'économique: elle est la science des phénomènes monétaires. Dès que la monnaie (bancaire) est émise à la place du produit réel, l'émission est une action positive, couplée à une action nulle, donc une action positive nette. L'action positive est la création d'un nombre positif d'unités monétaires; l'action nulle est la création d'une monnaie négative égale, mais immédiatement «emplie» du produit physique. Il est entendu que toutes les unités monétaires saisies au même instant sont interchangeables. Dès lors, la connaissance dispose de toutes les données dont elle a besoin pour parfaire sa maîtrise.

a. Le produit est égal à l'émission. Cette égalité n'est pas une mesure, car elle est définie d'objet (le produit) à objet (l'émission) et non entre deux dimensions.

b. L'émission est mesurée; mais elle ne l'est pas en tant que «cause» du produit, car son produit est à la fois positif et négatif.

c. L'émission est mesurée dans la monnaie émise. Si l'émission était purement réelle, elle ne serait donc pas mesurable. Notons bien que la mesure de l'émission par le produit monétaire n'est pas une opération circulaire puisque l'émission ne mesure pas la monnaie émise.

d. L'émission étant mesurée, le produit l'est, car il est égal à l'émission (a). Répétons que le produit n'est pas mesuré en vertu du point (c) – ce qui serait circulaire – mais en vertu du point (a). Il est indubitable que deux grandeurs égales entre elles ont même mesure.

e. Le produit du travail humain admet donc pour seule mesure une «forme» qui est un pur nombre, le nombre des unités monétaires concrètes créées par l'émission monétaire substituée à l'émission réelle.

143. La forme-monnaie est une «concavité»: les nombres négatifs.

Si le lecteur consent à ajouter foi à sa propre imagination, pourvu qu'elle soit maintenue sous le contrôle permanent de la logique sévère, il pourrait se représenter des nombres concrets capables d'être «déformés», jusqu'à devenir des récipients, des «moules». Ces nombres existent: ce sont les unités de monnaie créées dans les productions-émissions. Il est bien entendu que ces nombres en «creux» ne sont que des nombres: ils n'ont *aucune dimension* d'aucune sorte. Ils ne sont pas à l'image des «contenants» auxquels nous sommes habitués et dans lesquels nous versons des liquides. Si l'on veut maintenir la fidélité de la représentation, son adéquation aux faits, il faut accepter de construire par l'intellect un «vase» dont la substance ou l'étoffe soit strictement inexistante, comme les mathématiciens se donnent par la pensée une sphère dont la «membrane» est immatérielle, afin d'inverser ses deux «faces» sans opérer la moindre coupure. Dans l'économie monétaire, le travail de l'homme est l'opération précise qui coule la matière brute (ou en voie d'«affinement») dans les nombres en creux. On voit alors d'un seul coup la futilité de la grave question classique: quelle est la mesure de la forme-valeur du produit? C'est s'interroger sur la mesure des nombres. Ainsi, quelle est la mesure du nombre 10? En réalité, la forme-valeur n'a aucune mesure, car elle est un nombre pur, le numéraire.

Reprenons à présent la question de la détermination des salaires dans le régime du salariat généralisé.

LII. L'ÉMISSION DES SALAIRES DANS LE RÉGIME DU SALARIAT GÉNÉRALISÉ

144. Le niveau des salaires est-il fixé par une convention?

Par convention (sociale), les entreprises font correspondre à chaque catégorie socio-professionnelle une somme de «nombres en creux», prête à recevoir le produit de la période (par exemple du mois). A tel degré dans l'échelle des qualifications correspond ainsi la somme de 5000 francs: le produit physique mensuel du travailleur situé à cet échelon est coulé dans cette somme. Ne craignons pas trop de nous répéter. Mais pourquoi le produit de ce travailleur est-il équivalent à 5000 unités de monnaie? En d'autres termes, le salaire (direct et indirect) de cet ouvrier est-il vraiment égal au produit apporté par lui? N'est-il pas possible que la valeur réelle de son produit soit supérieure ou inférieure à la somme de 5000 fr.? La question est stupide. Le produit n'a aucune valeur d'aucune sorte; si on parle néanmoins de sa valeur, ne nous laissons pas abuser par les mots: on entend seulement que le produit est déposé dans 5000 unités de monnaie négative. Les 5000 unités de monnaie étant la forme-numéraire du produit, il est évident que la valeur du produit n'est pas en fait de 6000 fr. ou de 4000 fr.; ce serait une contradiction flagrante et insipide.

La distinction de la forme et du fond, du contenant et du contenu, est adéquate à notre objet. Mais, à la différence des objets matériels, le produit n'a aucune dimension qui lui soit propre; il est coulé dans une forme, qui est également dépourvue de toute dimension. Jeté dans la monnaie négative, le produit est une «non-valeur» coulée dans une «non-valeur». La relation d'équivalence (ou d'identité) entre les «non-valeurs», produit et monnaie – le fond ayant épousé la forme –, est, dans le champ entier de l'économie nationale, la seule valeur qui ait une existence réelle.

S'il reste un doute, c'est que la question n'est pas encore vidée. On connaît bien les principales erreurs de raisonnement dues à l'assimilation de la valeur économique et de sa mesure à une dimension physique et à sa «métrique». Il est entendu désormais que la valeur

est une «forme-numéraire» et que, coulée dans cette forme, la matière est matière de part en part. Cet acquis est de loin l'essentiel de la problématique et il serait même complet si la nouveauté du terrain ne rendait pas les inductions si difficiles. Il est un point notamment qui peut nous rendre perplexes: dans le régime du salariat généralisé, est-il bien vrai que le montant des salaires soit déterminé par des conventions?

Si la réponse positive était définitive et surtout si elle était exhaustive, elle laisserait subsister une insatisfaction, et même une insatisfaction fondamentale. La liberté des entreprises serait vraiment trop grande si la logique des salaires leur permettait de les fixer librement, à leur gré.

Il est vrai que la première limitation imposée au pouvoir discrétionnaire des firmes tient justement à la nature conventionnelle ou contractuelle des salaires: ils ne sont pas fixés unilatéralement mais après débat, notamment avec les syndicats des travailleurs.

Mais ce n'est pas tout. Une autre limitation s'impose aux firmes, d'origine purement formelle: même dans le régime du salariat, les salaires sont déterminés par des «forces économiques» et non par des conventions socio-juridiques. Montrons-le.

Comme nous l'avons laissé entendre, la contrainte exercée sur les firmes – et sur les travailleurs – est dictée par la logique et précisément par la logique des *émissions:* elle tient à la parfaite superposition ou coïncidence de la dépense et de la formation des salaires, autrement dit, à l'union, en un double mouvement simultané, de leur reflux et de leur flux.

145. La détermination des niveaux des salaires par la loi de l'émission

La détermination des salaires n'étant pas l'objet de ce travail, restons bref; néanmoins, nous pourrons donner le principe, qu'il suffirait de développer.

La bonne méthode est sans doute de suivre la distinction du travail «libre» et du salariat.

Détermination des salaires du travail libre

Avant les débuts du salariat, les hommes ne percevaient jamais leurs salaires monétaires sur le marché des services producteurs, qui

n'existait pas. Mais ils obtenaient néanmoins des salaires pour tout produit qu'ils vendaient sur le marché des biens. L'opération était simple mais elle avait une signification double; la somme perçue était à la fois le prix du produit et sa valeur: elle était le paiement du produit (résultat de l'émission réelle ou du travail dépensé) et le paiement de la production (l'émission elle-même). Dans ces conditions, aucune différence ne pouvait naître entre le prix et la valeur puisque la transaction était unique et simple (et non pas unique et double comme dans le salariat). C'est dire que les profits n'existaient pas.

Le travail libre est un régime encore en vigueur dans quelques parties de nos économies, ainsi dans certaines exploitations agricoles, dans l'artisanat et dans les professions libérales; or ce régime ne permet la formation d'aucun profit. Tous les revenus créés dans une économie encore privée du marché des services producteurs sont salaires, rentes et intérêts.

Selon quelle règle les salaires du travail libre se forment-ils? Nous la connaissons déjà quelque peu. Mais il n'est pas inutile de la formuler encore. Il serait insuffisant de dire que le produit est soumis à la «loi de l'offre et de la demande». Ce serait répéter l'erreur néoclassique. La formation des prix présuppose l'existence du numéraire; or le numéraire est non seulement l'expression mais l'objet du salaire. Le salaire est payé en numéraire. Il serait donc vicieux de se le donner par un *fiat* ou une pétition. Etant une collection de nombres purs (les unités monétaires), le salaire n'est pas déterminé par la relation qui s'établit entre le vendeur et l'acheteur, mais par un échange absolu, une relation définie entre le vendeur et lui-même. Cette relation est immédiatement saisissable: il s'agit de la formation et de la dépense du revenu du travailleur libre.

Comparons la solution vraie à l'analyse proposée en microéconomie. Dans les deux cas, le salaire est obtenu au moyen de deux «forces» (le vocable est d'Alfred Marshall), l'offre et la demande. En analyse néoclassique, l'offre et la demande sont exercées par les partenaires de l'échange sur le marché des produits. C'est évidemment l'apparence des choses, mais l'apparence seulement. En réalité, l'offre et la demande pertinentes sont l'une et l'autre exercées

par le travailleur libre; il offre son produit sur le marché, tout le monde accorde ce premier point; mais le travailleur libre s'identifie également au demandeur: le produit est demandé et offert *par la même personne, le travailleur libre.*

Ce deuxième point est essentiel; il est vrai cependant qu'il est difficile à saisir. Mais le lecteur ne devrait plus trouver la difficulté insurmontable. Le meilleur moyen d'«attendrir» le problème est de faire valoir un fait qui passe totalement inaperçu quand l'analyse se contente des échanges relatifs: la dépense du salaire gagné par notre travailleur libre contribue à la formation des prix sur le marché des produits. Cette idée pourtant évidente que les salaires ne seraient pas gagnés sur le marché des produits s'ils n'y étaient pas également dépensés est totalement absente du «modèle» fondé sur les échanges relatifs. L'analyse microéconomique ne retient que l'un des deux aspects: les salaires sont gagnés et on ne se préoccupe pas de leurs dépenses. Plus exactement, tous les prix relatifs sont déterminés sans que les personnes saisies dans l'explication soient *à la fois des offreurs et des demandeurs;* certains agents offrent des biens, d'autres en demandent; il est donc bien vrai que dans l'analyse prétendue complète aucun agent n'est identiquement offreur et demandeur: le «modèle» ne retient que des agents offreurs et des agents demandeurs; il ne connaît pas, en une même séance de marché, les agents qui dépensent leurs salaires, ni les agents qui gagnent (ou qui ont gagné) les salaires qu'ils dépensent.

La réalité, que chacun peut vérifier sur sa personne, est différente: la formation des prix est une opération impliquant, sur chaque agent, la dépense du revenu gagné et le gain du revenu dépensé.

On peut se promettre de redresser la situation dans le temps; pour déterminer les équilibres sur les marchés d'aujourd'hui, les agents sont ou offreurs ou demandeurs; mais la détermination des équilibres sur le marché qui fonctionnera demain verra la permutation des fonctions, tout agent d'abord offreur étant maintenant demandeur et inversement.

Cependant, Marx l'avait dit, il n'y a rien de plus dangereux au monde que de franchir un précipice en deux fois. S'il faut une deuxième séance de marché pour transformer les offreurs en demandeurs et les demandeurs en offreurs, la théorie ne sauvegarderait son

unité et son pouvoir explicatif qui si elle réussissait à embrasser les deux marchés en une seule réalité; dès que les deux séances demeurent effectivement distinctes, la science ne détient en chacune qu'une demi-vérité, donc une erreur. Et si l'unification des séances de marché réussit, l'analyse est désormais macroéconomique, exactement comme nous cherchons à l'établir, les mêmes agents étant offreurs et demandeurs dans les mouvements qui déterminent les prix d'une seule livraison de produits.

Il semblerait que, dans certains écrits, les théoriciens de l'équilibre aient réussi à introduire l'idée de la simultanéité des achats et des ventes opérés par les mêmes agents. «La première chose à noter est que si une certaine marchandise appelée monnaie doit médiatiser l'échange, cela ne porte encore aucun dommage aux conclusions de la section précédente, si nous supposons que les ventes et les achats sont simultanés. Dans ce cas, la transaction n'est pas distinguée en une «première manche» et en une «deuxième manche».. . Mais si tel est le cas, nous aurions certainement du mal à expliquer pourquoi (si l'on fait abstraction de l'incertitude des prix) les ménages détiendraient de la monnaie. D'un autre côté, si nous postulons qu'un achat à un moment donné ne peut pas être financé par les ventes simultanées, alors toute transaction conclue par un ménage est spéculative, en ce sens que l'utilité dérivée d'une transaction quelconque dépend de l'achèvement de toutes les autres transactions [Kenneth J. Arrow, F.H. Hahn, *General Competitive Analysis* (Holden-Day, Inc., San Francisco; Oliver & Boyd, Edinburgh, 1971 pp. 338-339)].»

Au sujet de cette citation, deux remarques sont essentielles.

1. Si l'analyse n'implique pas le temps quantique – et aucune analyse microéconomique ne l'implique –, la logique interdit qu'elle se donne au même instant l'achat et la vente d'un agent Q, tout au moins quand la vente doit financer l'achat. La simultanéité exigerait que Q vende (pour obtenir la monnaie) et achète (en dépensant la monnaie) dans *un seul mouvement,* qui vérifierait ainsi l'union des contraires: le mouvement serait défini contradictoirement. La vente de Q lui apporte une certaine somme de monnaie (bancaire); si Q dépense cette somme dans le mouvement même qui la lui apporte, il

devient simultanément créancier de son correspondant-acheteur (A) et débiteur de son correspondant-vendeur (V): dans ce cas, aucune monnaie ne sera jamais parvenue à Q (sa créance en banque étant annulée à l'instant précis où elle s'est formée: elle ne s'est donc pas formée du tout).

Définie dans l'instantanéité, la médiation de la monnaie, entre la vente de Q et l'achat de Q, se transforme logiquement en médiation de l'agent Q, entre les agents A et V. N'ayant pu être arrêté sur Q, même pendant une fraction de seconde, ou un temps aussi court que l'on voudra, le résultat de l'opération est défini seulement sur A et V, l'agent Q n'étant que l'intermédiaire transparent; l'opération le traverse instantanément.

Cependant, la critique se poursuit. Si la monnaie se glisse dans la transaction conclue entre V et A selon le mode supposé, le vendeur étant simultanément acheteur et l'acheteur étant simultanément vendeur, l'illogisme décelé sur Q est également présent sur V et sur A et, par récurrence, sur tout agent quelconque: les flux monétaires sont rigoureusement nuls dans l'économie tout entière.

Les auteurs reconnaissent que, si elle est introduite dans les opérations de ventes-achats, la monnaie a une présence dans les ménages qu'on a du mal à expliquer. Mais le bénéfice analytique est néanmoins net, car les conclusions de la théorie (microéconomique) sont moins évidemment inquiétées par l'existence de la monnaie, quand on la contient dans les bornes étroites de l'instant. Il est surprenant que de bons esprits n'aient pas aperçu que la monnaie est littéralement étouffée si son espérance de vie doit être si courte; à vrai dire, elle est tellement courte qu'elle est parfaitement nulle, la monnaie devant disparaître sur tout agent à l'instant même où elle lui parvient.

L'erreur s'explique par le fait que la théorie (microéconomique) est prise entre deux inconvénients aussi graves l'un que l'autre. En effet, si l'analyse permet à la monnaie d'exister, elle sépare (dans le temps) la vente et l'achat de l'agent; mais alors la transaction (la vente suivie de l'achat) ne peut plus s'expliquer, sinon dans l'achèvement de toutes les autres transactions.

2. La critique de loin la plus fondamentale que l'on doive adresser à l'analyse citée concerne les échanges non monétaires. Dans le

premier point (1) nous avons relevé la difficulté – pour ne pas dire l'impossibilité – que rencontre la théorie microéconomique quand il s'agit d'intégrer la monnaie dans les échanges. Cependant, et paradoxalement, la difficulté est la même pour les échanges purement réels: leur explication exige, elle aussi, que le «vendeur» soit «acheteur» dans le même mouvement. Les auteurs supposent implicitement que la monnaie crée un problème nouveau, spécifique, sauf si on parvient à la neutraliser, en supposant que toute vente est un achat simultané du vendeur. Or le problème n'est nullement propre à la monnaie: même les transactions non monétaires sont «inexplicables» si le bien «vendu» n'est pas, dans le mouvement, «acheté» par son «vendeur».

Comment les auteurs se cachent-ils ce fait? C'est très simple: ils se *donnent* le numéraire. Dès que le numéraire est présent, les démonstrations (mathématiques) peuvent librement prendre leur essor.

Déjà Gérard Debreu procédait de la sorte; le prix est introduit dans sa théorie axiomatique de la valeur par une décision d'apparence anodine. «A chaque marchandise, disons la marchandise *h,* on associe un nombre réel, son prix, *ph* [*Theory of Value, An Axiomatic Analysis of Economic Equilibrium* (John Wiley & Sons, Inc., New York; Chapman & Hall, Ltd., London, 1959), p.32].»

Tout théoricien d'une autre science serait surpris: peut-on vraiment *associer des nombres à des marchandises;* et, surtout, le peut-on en vertu d'une simple *convention?* Le fondateur de la théorie de l'équilibre économique, Walras, n'associait les nombres aux marchandises qu'en les associant aux grandeurs psychiques, dimensions homogènes. La transformation des biens en nombres résultait d'une hypothèse et non d'une convention: les biens sont échangés; donc ils sont égaux; leur égalité n'est pas physique: les échanges *révèlent* les équivalences que les marchandises entretiennent avec le «psychisme» des hommes.

Il est clair que l'hypothèse walrasienne est douteuse; mais si on l'écarte, il faut la remplacer par une autre hypothèse ou par une thèse; à défaut, on introduit le numéraire subrepticement, par un *fiat,* comme si l'on disait, par voie discrétionnaire, que l'on attribue une énergie à tout matière: il est clair, pourtant, que l'équivalence de la matière et de l'énergie est une loi et non une convention.

Pareillement, si on veut associer les nombres et les biens physiques, en quelque sorte les marier entre eux, il faut établir que leur union n'est pas contre la logique; or elle l'est selon toutes les apparences.

Seule la théorie des émissions démontre l'identité par substitution des nombres et du produit; les nombres négatifs (la monnaie formée en creux) sont annulés par le produit logé en leur sein: il s'ensuit que la monnaie positive (les nombres définissant l'excroissance de la «sphère-zéro») s'est substituée aux biens physiques nouvellement produits (émis), pour définir le revenu national, dont elle est l'unique objet, l'unique composant.

Poursuivons la critique *2.* Les auteurs définissent les biens en termes purement physiques.

«Un bien peut être défini par ses caractéristiques physiques, sa location dans l'espace, et la date de sa livraison. Des biens qui diffèrent sur l'un de ces points seront considérés comme distincts. Les services sont assimilés aux biens [Arrow et Hahn, (*ibid.,* p. 17)].» L'objection est immédiate: ainsi définis, les biens physiques forment une énumération, un catalogue. Aussi les auteurs définissent-ils immédiatement les prix. «Tous les prix sont exprimés en unités de compte fictives, disons des «bancors» [*ibid.,* p. 17].» Dès que les prix sont ainsi convenus, les biens sont rangés dans un même espace de mesure.

On peut effectivement se donner la gamme des prix par une pure convention puisque le raisonnement se propose de dégager des lois générales, abstraites. Mais les auteurs ne se donnent pas les prix en leur simple valeur numérique, ils se les donnent dans leur principe: ils postulent des unités de compte dont on n'a nulle part expliqué l'existence en liaison avec les biens physiques. Il s'agit bien d'une fiction. L'erreur de méthodologie serait encore réparable si, dans les développements ultérieurs de leur théorie, les auteurs réussissaient à prouver l'existence d'une association effective entre les nombres et les biens. On pourrait alors convertir les prix en bancors, exactement comme on convertit des degrés Réaumur en degrés Celsius. *Or la preuve n'est jamais offerte.*

Elle ne pouvait pas l'être, c'est logiquement impossible. Expliquons-en encore une fois la raison, car cette question compromet le «paradigme» néoclassique dans sa globalité.

La chose la plus importante, dès le départ, est de décider si l'association des nombres aux biens physiques doit être donnée seulement à l'équilibre ou également avant que les équilibres soient atteints. Les auteurs ont choisi le seul parti qui soit cohérent: les biens doivent être «comptables» avant même que l'équilibre soit établi; s'ils ne l'étaient pas, les sujets économiques ne pourraient pas agir, car, littéralement, ils ne pourraient pas mesurer leurs décisions. «Nous considérerons un certain nombre de constructions représentant des économies au sein desquelles les agents prennent comme des données indépendantes les termes selon lesquels ils peuvent entrer en transaction. Cela est, évidemment, une caractéristique de l'économie purement concurrentielle. L'une des conséquences en est qu'une partie de l'environnement dans lequel les décisions sont prises est défini par les prix des différents biens, prix que les agents prennent comme des données. Notre préoccupation principale sera de décrire des situations dans lesquelles les actions décidées par les différents agents sont toutes compatibles entre elles et peuvent être effectuées simultanément, et pour lesquelles nous pouvons prouver que pour les différentes économies que nous analyserons il existe un ensemble de prix tel que les agents prennent des décisions mutuellement compatibles [*ibid.*, 16].»

Notons bien la double convention introduite par les auteurs; les prix sont donnés en un double sens: ils le sont *au sens faible* quand on dit que les décisions prises par les agents ne peuvent pas les modifier (c'est l'hypothèse de la concurrence pure et parfaite); mais les prix sont donnés *au sens fort,* car il est entendu que les liaisons entre nombres et biens physiques – dont on dit qu'elles ne peuvent pas être modifiées dans les circonstances décrites – existent déjà: l'économie a déjà opéré l'association des nombres et des biens physiques, avant même que n'interviennent les (nouvelles) décisions des agents, que l'on se propose d'étudier.

La méthode exigerait que l'on procède en deux étapes.

Il faudrait d'abord établir les liaisons nombres-biens, le principe de ces liaisons, comme on établit en physique la loi de l'équivalence de la matière et de l'énergie.

Puis on pourrait postuler leur invariance dans certaines conditions, les mêmes nombres restant associés aux mêmes biens physiques.

Les auteurs se contentent de postuler l'invariance des prix face aux comportement des agents (ou, identiquement, de postuler la concurrence pure et parfaite, seul régime où cette invariance puisse exister); la loi essentielle, la liaison nombres-biens, telle qu'elle est communiquée à chaque séance de marché, dès l'ouverture, n'est finalement même pas postulée: elle est prise comme «allant de soi».

Nous approchons de la conclusion sur le point *2*. Nous pouvons démontrer aujourd'hui que, loin d'être évidente, l'association des nombres et des biens physiques *est formellement impossible dans le paradigme néoclassique* et, en particulier, dans le système de pensée d'Arrow et de Hahn.

Est-il bien nécessaire de prouver que le raisonnement microéconomique se déroule au sein des échanges relatifs? De toute façon, les auteurs ne laissent place à aucun doute. «L'analyse des équilibres partiels doit être considérée comme un cas particulier de l'analyse de l'équilibre général. L'existence d'un marché présuppose qu'il doit exister au moins une marchandise en plus de celle qui est cédée sur le marché, car le prix doit être décrit comme le taux selon lequel un individu donne quelque chose pour obtenir la marchandise en question. S'il n'existait vraiment qu'une marchandise au monde, il n'y aurait ni échange ni marché [*ibid.*, 6-7].»

Il faut savoir gré aux auteurs d'avoir approché la vérité de si près; ils se tiennent simplement de l'autre côté de la frontière. En cela, ils appartiennent à un «ensemble de savants» qui comprend presque tous les économistes actuels. Mais l'homme de la rue est du même avis aussi: pour qu'un échange se produise, il faut que *deux* biens au moins soient en présence. Le lecteur sait pourtant que la réalité est plus subtile: les seuls échanges économiques qui existent dans le monde réel sont définis au sein de la production des biens. Pourvu qu'on l'interroge habilement, l'intuition propose une réponse qui

est d'emblée dans la bonne voie. Il n'est pas vrai, tout le monde le sait bien, que les marchandises s'échangent généralement entre elles: elle s'échangent contre la monnaie. Arrow et Hahn le reconnaissent de bon cœur. «Il est évident que le modèle que nous proposons n'est en aucun cas capable de donner une explication formelle satisfaisante du rôle de la monnaie. En particulier, il serait difficile d'«expliquer» la détention de la monnaie ou la raison pour laquelle elle intervient en intermédiaire dans la plupart des échanges [*ibid.*, p. 338].»

Or les échanges monétaires seraient-ils conclus entre deux biens distincts? Rien n'est moins sûr. Nous savons même parfaitement aujourd'hui que le «corps» de la monnaie est le produit; le grand Ricardo le disait déjà: le produit est incorporé dans la monnaie; d'après lui, il l'était sous la forme du travail. Dès qu'on introduit le progrès moderne, on comprend que le travail injecte le produit dans la monnaie. Le produit physique est déposé dans la monnaie: il s'agit bien du produit physique exactement comme l'entendent les Néoclassiques; le produit est purement physique, il ne comprend aucune «étoffe» non matérielle. Or un seul acte de production, la production unique *d'un seul travailleur,* est déjà un acte d'échange complet, car une production, une seule, suffit pour introduire un produit dans la monnaie.

Non seulement l'échange existe dans la réalité des faits *entre un bien et lui-même,* entre le bien purement physique et ce même bien en monnaie, un nombre pur, mais dans le monde des économies concrètes *il n'existe aucun échange d'un autre type.* Personne n'a jamais prouvé l'existence des échanges relatifs. La question ne se posait même pas à l'esprit du chercheur. L'échange déplace la pomme et la poire. Il se trouve que les échanges réels (à la différence des échanges imaginaires) ne sont pas des déplacements dans l'espace des agents. Les échanges changent d'abord les produits physiques en monnaie – c'est l'explication de l'association des nombres aux biens physiques –, puis les échanges changent (il est bon de répéter la tautologie: échanger c'est changer) la monnaie, les revenus monétaires, en produits. La production est l'unique opération capable de changer les biens physiques en nombres.

Dès que deux biens physiques distincts sont confrontés, sans que leur production les ait associés à des nombres purs – (il est frappant que les théoriciens néoclassiques échangent les biens entre eux, qu'ils soient produits ou non) – il est formellement impossible de les donner l'un contre l'autre, sinon au moyen de deux déplacements réciproques; et on peut déplacer les biens autant que l'on voudra: *jamais la circulation qu'on leur imprime ne les transformera en nombres purs.* Un bien physique qui se déplace reste identique à lui-même, un bien et non un nombre. Les trocs *ne sont pas des échanges.*

On ne peut trouver l'équivalence au sein des transactions économiques que dans le métabolisme défini par le couple production-consommation; la production est l'«anabolisme», et la consommation est le «catabolisme». Les échanges que nous avons quotidiennement sous les yeux sont les consommations (dépenses sur le marché des produits) face aux productions (dépenses sur le marché des services producteurs). Seule l'étude *non disjointe* de la production et de la consommation permet de saisir les relations d'équivalence, les prix.

Arrow et Hahn disent honnêtement qu'ils ne savent pas ce qu'est la monnaie. Mais ils n'ont pas non plus proposé une explication du numéraire. Ce ne serait pas encore très grave si leurs analyses pouvaient recevoir un fondement solide dans une théorie du numéraire construite par ailleurs. Or, répétons le jugement qui, lui, ne peut connaître aucun appel; la théorie du numéraire a *les mêmes exigences que la théorie de la monnaie;* les nombres ne peuvent être associés aux biens physiques que dans les échanges absolus: tous les biens sont équivalents à eux-mêmes, et aucun bien n'est équivalent à un autre bien. Même dans l'économie supposée privée de monnaie, seul l'échange du bien *a* contre le bien *a* permet d'associer un nombre au bien *a*.

Il n'est donc pas vrai que la monnaie introduise une complication; elle n'est pas plus «compliquée» que le numéraire; si les échanges monétaires sont maîtrisables à condition que tout vendeur soit acheteur dans le même mouvement, la même condition est nécessaire à la compréhension des échanges d'apparence purement réels: tout offreur doit être un demandeur dans l'acte de son offre.

Les auteurs disent eux-mêmes, à la fin du chapitre 13 (le quatorzième et dernier chapitre étant l'esquisse du «modèle keynésien»), que l'économie décrite «est encore un parent éloigné de l'économie telle que nous la connaissons» (p. 346). En effet, «l'absence de la production de l'analyse que nous avons faite jusqu'à présent est significative» (346). Il est juste de dire que la parenté entre la théorie de l'équilibre et l'économie concrète est tellement éloignée qu'elle est inexistante.

La production et la monnaie font partie du monde économique dans lequel nous vivons. Les échanges relatifs ne sont pas apparentés aux échanges absolus. Comme le dit Frédéric Poulon dans la conclusion générale de son récent livre, *Macroéconomie Approfondie,* «il y a une véritable relation d'exclusion mutuelle entre la microéconomie et la macroéconomie : l'une exclut la monnaie que l'autre intègre en son sein; l'une ignore le temps, et l'autre se construit sur le temps. L'une et l'autre sont donc bel et bien, à l'intérieur de l'Economie, deux sous-ensembles disjoints, mais dont l'un des deux n'est, malheureusement, peut-être que l'ensemble vide» (Editions Cujas, Paris, 1982).

Nous pouvons maintenant achever dans ses grandes lignes l'analyse de la formation des salaires dans le salariat généralisé.

Détermination des salaires dans le régime du salariat généralisé

Nous avons vu que les entreprises et les travailleurs conviennent de fixer les salaires selon des catégories socioprofessionnelles. A considérer la chose superficiellement, on pourrait donc croire que le montant des salaires est arbitraire. En réalité, les salaires sont toujours – donc même dans le régime du salariat – déterminés par la loi de la production-consommation, ou du flux-reflux des revenus. Les écarts apparents sont résorbés dans le jeu de la rétroaction de l'achat des produits sur le paiement (initial) des salaires. Quiconque saisit bien le fait que la deuxième demi-émission (dépense des revenus) est «posée» sur la première (émission des salaires), comprendra que tous les salaires sont déterminés selon une loi économique stricte, ne comportant aucune exception.

Chronologiquement, les salaires sont payés avant qu'ils ne soient dépensés. Respectons la séparation dans le temps des deux opérations, identiques au signe près, sinon nous tomberons dans une contradiction. Il est donc vrai que les entreprises ne connaissent pas le montant des salaires qui, selon la libre décision des agents, se porteront à l'achat de chaque groupe de produits. Il en résulte que les salaires sont émis comme si le flux de leur création était indépendant de leur destruction-reflux, mouvement qui est différé. Sans doute les entreprises peuvent-elles prévoir le montant des reflux, sur chaque groupe de produits. Mais ces prévisions ne sauraient être infaillibles. Et, surtout, la rigidité convenue des salaires fait obstacle à leur révision, même si elle devenait nécessaire du fait d'une nouvelle «orientation» des reflux. Si le montant des revenus portés à l'achat de tel bien varie face à un montant constant de salaires émis dans la production de ce bien, les nouvelles émissions de salaires ne pourront pas en tenir compte, puisque les rémunérations salariales sont par hypothèse rigides. On est donc tenté de dire définitivement que le montant des salaires à percevoir par chaque catégorie socio-professionnelle, par travailleur et par période, est arbitraire, au moins partiellement. En réalité, le raisonnement correct est beaucoup plus profond. Essayons de l'atteindre sans le déformer.

Bien que tout revenu émis soit un salaire, les revenus reflués sont des salaires, des intérêts, des dividendes et des rentes. Nous savons que la redistribution des salaires est une opération définie sur les deux marchés *à la fois,* le marché des produits et, par rétroaction, le marché des services producteurs. Ainsi supposons que, sur un groupe de biens, les entreprises voient le reflux de x' unités de revenus (salariaux et non salariaux), alors que la production de ces biens s'est opérée par l'émission de x unités de salaires; l'écart entre x' et x, qui, s'il n'est pas nul, est aussi bien négatif que positif, ne peut pas donner lieu à une réduction ni à une augmentation de salaires (la rigidité étant donnée à la hausse comme à la baisse); il n'en résulte nullement que le non-ajustement des salaires apporte (ou confirme) leur caractère conventionnel; l'écart, $x' - x$, est simplement la définition d'un *transfert,* négatif ou positif, de salaires au profit ou au détriment des salariés; dès que l'on prend ces transferts en compte, il apparaît que pour tout groupe de biens (même si la comptabilité des

entreprises n'est pas suffisamment analytique pour le faire apparaître), le montant du flux (salaires émis dans la production de ces biens) et le montant du reflux (dépense de tous les revenus nés de cette production) sont strictement égaux entre eux. Finalement, la détermination des salaires est identique pour le travailleur libre et pour le travailleur employé au sein du salariat généralisé.

Que le paiement des salaires ne soit pas l'échange de deux biens, comme le voudraient les Néoclassiques, est désormais suffisamment évident. Le paiement des salaires est la création des prix – ou de l'association des nombres aux biens physiques – et non, même en «concurrence pure et parfaite», un échange entre deux biens, monnaie et produit, dont les prix auraient été prédéterminés: ils ne le sont ni dans leur principe ni dans leur montant. L'analyse classique est bien plus réaliste. Le paiement des salaires crée la relation d'équivalence entre le produit physique (au moins partiel) et la monnaie. Aujourd'hui, la tradition de Ricardo à Marx est enrichie d'une connaissance essentielle: lancée dans le paiement des salaires, la monnaie n'a aucune valeur, ni intrinsèque ni extrinsèque: elle se forme simplement en une «masse» de nombres négatifs, qui absorbent le nouveau produit physique.

L'absorption du produit par la monnaie est l'unique définition vraie du numéraire et identiquement de la monnaie. La loi de la formation des salaires en est une induction immédiate: pour chaque travailleur libre ou «salarié» (et dans ce cas, la loi s'exerce à travers les transferts), *la rémunération du travail est déterminée par le montant des revenus qui, sur le fondement des unités de monnaie lancées dans les salaires, reflue dans l'achat des (groupes de) produits correspondants.*

Le paiement des salaires est l'échange absolu qui fonde tous les autres échanges, tous absolus. L'idée très simple des tickets de consigne peut avoir une certaine valeur heuristique. Si le préposé donnait au déposant de la valise un «bien physique», on constaterait l'événement d'un échange relatif. Pareillement, si le ticket de consigne était une monnaie, l'échange serait relatif, le pouvoir d'achat de la monnaie (un bien) étant donné pour la valise (un *autre* bien). La réalité est évidemment différente. Le déposant fait un échange avec lui-même, la consigne étant interposée. Le détenteur de la valise

l'implique dans un échange absolu: il donne la valise en nature et il la reçoit en billet. Il est clair que le ticket de consigne n'a aucune valeur, ni avant ni après l'échange. *Ante factum,* le ticket est un petit morceau de papier portant un signe de reconnaissance, par exemple un numéro. Entre les mains du déposant, le ticket n'a toujours pas de valeur propre: il s'identifie à la valise, dont il est en quelque sorte la forme nominale. Il est vrai que le ticket ne mesure pas la valise; en cela l'analogie n'est pas fidèle: le ticket de consigne n'est pas un nombre négatif dans lequel la valise serait coulée. Mais, comme pour la monnaie émise en salaires, le ticket de consigne émis en représentation de la valise n'est pas un bien en lui-même: *post factum,* le ticket s'identifie au bien-valise. Au moment du retrait, le ticket cesse d'exister, au moins le ticket «réel», puisque la valise n'est plus représentée. L'émission des tickets de consigne est un premier échange absolu; le retrait des objets consignés est l'échange absolu inverse.

On comprend ainsi plus facilement la nature des émissions monétaires. L'émission des salaires est un premier échange absolu; le retrait ou l'écoulement du produit est l'échange absolu inverse. Il ne reste qu'à ajouter le cas des échanges conclus sur le marché financier: ils sont absolus, eux aussi, puisque l'acheteur de titres dépose une partie de son revenu chez le vendeur, qui émet, au bénéfice du déposant, un titre sur le dépôt, le droit de le retirer, selon convention, à une date fixe ou indéterminée.

Dans aucune opération de l'économie de production on ne constate l'existence d'un échange entre deux biens distincts. Les agents donnent en nature ce qu'ils reçoivent en monnaie; c'est le premier échange, et il est absolu. Puis les agents donnent en monnaie ce qu'ils reçoivent en nature; ce deuxième échange est absolu lui aussi. La formation et la dépense des salaires sont des échanges entre les travailleurs et eux-mêmes, des productions-consommations.

Le seul obstacle à une compréhension directe des échanges absolus est dans le fait que les salaires sont partiellement redistribués en profits, rentes, intérêts et dividendes. Or le transfert d'une partie des salaires se fait par la voie des échanges. Dès lors ces transferts sont-ils eux aussi des échanges absolus? Il le sont sans nul doute puisque les salaires sont transférés dans l'opération même de leur émission: une

fois que sont connus les prix formés sur le marché des produits, on sait dans quelle mesure exacte les salaires émis sur les travailleurs sont privés de leur «substance» (le produit physique de la période courante) au bénéfice des titulaires de revenus non salariaux.

Construire la science économique sur les échanges relatifs est donc une entreprise chimérique.

Notons, à cet égard, que jamais l'analyse microéconomique n'a réussi à briser un cercle vicieux qui saute aux yeux: si les échanges étaient relatifs, les salaires seraient des prix «comme les autres». Soit *pr* le produit de la période. Le prix de ce produit doit être déterminé deux fois; *p(pr)* est le prix du produit sur le marché des biens et *p'(pr)* son prix sur le marché des services producteurs. On montre aisément que *p(pr)* ne peut pas être déterminé si *p'(pr)* n'est pas déjà connu. Mais on montre tout ausi facilement que *p'(pr)* ne peut pas être déterminé sinon sur le fondement de *p(pr)*. Le prix du bien offert sur le marché dépend de son coût de production; supposons qu'à l'«équilibre» atteint (point de rencontre de l'offre et de la demande du bien), le profit réalisé par le vendeur soit nul. Dans ce cas, le coût de production donne le prix *p(pr)*. Si le profit est non nul, la théorie (néoclassique) ne pourra sans doute pas déterminer le prix du bien; mais si elle le peut, il sera égal à *p'(pr)*, à un ajustement près, positif ou négatif.

Pareillement, le salaire déterminé sur le marché des services producteurs dépend du prix auquel le bien peut ou pourra se vendre sur le marché des produits. De nouveau, la solution (idéale) est dans la répartition, aux services producteurs, de la totalité de la recette de vente, ni plus ni moins. Si la solution n'est pas parfaitement vérifiée, et que la théorie maîtrise néanmoins l'écart, le salaire *p'(pr)* sera fondé sur le prix *p(pr)*, à un ajustement près, positif ou négatif.

On voit que le prix *p'(pr)* donne le prix *p(pr)*, et réciproquement. Le cercle est vicieux. On sait que la théorie microéconomique cherche à le cacher dans l'idée de la détermination ou de la co-détermination simultanée. *Or, l'introduction du temps fait échouer la tentative.* Dans la théorie pure des échanges relatifs, on ne peut pas déterminer le mouvement qui serait chronologiquement premier: le salaire est payé avant ou après la vente du bien sur le marché des produits. Cependant, la logique impose un ordre chronologique en

ce sens que les deux mouvements, paiement et dépense des salaires, doivent se succéder, dans l'ordre qui est laissé au choix de l'observateur. On peut décider de commencer par la vente du produit ou par la vente du service producteur; c'est indifférent. Mais, encore une fois, que l'on choisisse un ordre ou l'ordre inverse, il faut maintenir la séparation temporelle des deux événements, sinon la contradiction est immédiate, le service producteur ne pouvant pas recevoir un paiement net (son salaire) s'il est crédité et débité au même instant (dans le même mouvement).

Dès lors, le vice prend tout son éclat. Si l'on prétend commencer par la détermination du prix sur le marché des produits, il faut supposer que le prix sur le marché des services producteurs est déjà connu; il l'est par anticipation, dans les prévisions. Pour que la détermination du prix $p(pr)$ sur le fondement du prix anticipé $p'(pr)$ soit formellement irréprochable, il faut qu'elle s'exerce de $p'(pr)$ sur $p(pr)$ et nullement de $p(pr)$ sur $p'(pr)$. Or on ne peut pas empêcher l'effet de $p(pr)$ sur $p'(pr)$ puisque les salaires payés seront portés sur le marché des produits. La contradiction apparaît nettement dans la formulation suivante: si le prix anticipé $p'(pr)$ est supérieur au prix qui sera effectivement réalisé, le prix réalisé $p(pr)$ sera supérieur du même montant à ce qu'il aurait été si les anticipations n'avaient pas été erronées.

L'ordre inverse des événements aboutit au même illogisme. La grandeur anticipée détermine la grandeur réalisée; or on ne peut pas empêcher que la grandeur réalisée rejaillisse sur la grandeur anticipée (non dans les prévisions, mais dans la réalité).

146. La microéconomie et l'«ensemble vide»

La microéconomie est bien vide, comme le pense Poulon. Mais n'oublions pas qu'elle est le passage obligé du développement de notre science. La théorie des échanges absolus n'aurait pas pu aboutir si les échanges relatifs n'avaient pas d'abord remplacé, dans le paradigme antithétique, les échanges absolus des Classiques. Aujourd'hui la science revient définitivement aux échanges absolus mais ils sont constitués en numéraire ou, identiquement, en monnaie-numéraire. L'association des nombres sans dimension aux

biens physiques est la grande conquête des Néoclassiques. Il est vrai que l'association n'a pas réussi en microéconomie; la logique ne le permet pas. Mais elle est pleinement constituée dans la macroéconomie d'aujourd'hui: la «valeur» reste définie comme un nombre pur et elle est associée au produit dans l'ensemble des échanges absolus, tout travailleur achetant son propre produit, à travers les produits quelconques.

La rigueur du circuit est telle – tout échange étant la production et la consommation, dans le même mouvement, du même produit par le même travailleur (partiellement pour le compte des titulaires de revenus non salariaux) – que les théoriciens modernes du circuit ont encore bien du mal à ne pas introduire un peu de «souplesse» dans leurs analyses. La logique est vraiment trop stricte pour qu'on ne cherche pas à lui échapper à toute occasion. Bien que nous le fassions dans un esprit d'amitié et de respect, terminons ce livre par la brève étude critique du circuit que propose le professeur Poulon, et notamment du rôle qui y est attribué à l'épargne. Cette démarche se justifie d'autant plus que d'autres théoriciens du circuit ont des représentations analogues, notamment le professeur Graziani de l'Université de Naples. Nous n'examinerons que le texte de Frédéric Poulon, à qui nous savons gré de l'occasion offerte par son important livre, qui nous permettra de réviser et, en quelque sorte, de vérifier nos principales propositions.

CHAPITRE XX

LE CIRCUIT, CONCEPT MACROÉCONOMIQUE PAR EXCELLENCE, EST L'IDENTITÉ DU FLUX ET DU REFLUX DES REVENUS

LIII. MONNAIE ET CRÉDIT

La monnaie étant bancaire, les flux monétaires «sortent» de banque et les reflux y «entrent». La première grande question est la recherche de la nature exacte du concours bancaire: l'opération de la création monétaire appartient-elle à la classe des opérations de crédit? Et si oui, le crédit en création de monnaie est-il consenti par la banque ou par d'autres agents? Nous verrons que, d'après Poulon, la banque prête la monnaie (nouvellement) créée à ses clients, notamment les entreprises. Il nous semble que l'analyse correcte est différente; en réalité, les créations monétaires sont instantanément transformées en opérations financières, c'est-à-dire en intermédiations sur le marché des titres; les banques ne sont que les prêteurs et les emprunteurs intermédiaires: les prêteurs initiaux et les emprunteurs finals sont situés hors banque.

Dès qu'il est acquis que les créations monétaires se réduisent à des intermédiations financières, on comprend mieux le sens exact qu'il faut donner, malgré l'auteur, à ce qu'il appelle (après le professeur Alain Parguez) la «contrainte de remboursement». Si la monnaie était initialement prêtée par les banques, les entrepreneurs seraient endettés envers elles et non à travers à elles. La crainte de Poulon aurait alors un fondement: les entreprises sont-elles toujours capables de faire face à la contrainte de remboursement? Or, l'inquiétude n'est pas fondée puisque la dette des entreprises (comme celle de

tout agent) envers le système bancaire traverse les banques, pour atteindre le prêteur initial, par exemple un titulaire de revenus.

On démontre que, dans ces conditions, qui sont toujours vérifiées, les entreprises ne restent endettées que dans la mesure où les titulaires de revenus restent créanciers (épargnants): la dette ne peut donc jamais manquer d'«aliment», et la contrainte de remboursement ne saurait ainsi exercer le moindre effet «déflationniste» sur les firmes.

Nous pourrons alors nous tourner vers l'analyse de l'épargne. Même s'il est vrai qu'elle définit tautologiquement une somme d'argent prêtée, ne manque-t-elle pas à l'écoulement actuel, et peut-être définitivement, d'une partie du produit courant? Les salaires non consommés (épargnés) ne manquent-ils pas à la recette des firmes, tout au moins à leurs recettes sur le marché des produits? Poulon discerne une épargne qui, selon lui, est effectivement constituée au détriment de la vente des (nouveaux) produits. Corrélativement, les entreprises éprouveraient une certaine difficulté à remplir la contrainte de remboursement. Nous n'examinerons plus cette contrainte en elle-même, mais la question préjudicielle: est-il vrai qu'un certain type d'épargne provoque un manque de recettes sur le marché des produits? Nous verrons qu'il n'en est rien. Toute épargne, quelle qu'elle soit, est une *demande positive* de biens réels non épargnés; même l'achat des biens de consommation n'est nullement affecté par la constitution des épargnes, seraient-elles spéculatives.

Nous étudierons enfin le circuit de Poulon dans sa dimension-temps. Il nous semble que l'auteur est effectivement resté pris dans la doctrine néoclassique, selon laquelle la monnaie brise l'échange des produits en deux demi-transactions. Le temps qui s'écoule entre les deux opérations partielles semble positif et irréductible. Or, la rupture d'avec la pensée microéconomique n'est consommée que dans une toute nouvelle définition de l'intercession de la monnaie: elle se glisse au sein de la production (l'action) et non entre ses résultats (les produits). En conséquence, le circuit répond à une définition beaucoup plus simple et d'une absolue précision: tout circuit monétaire est accompli dans l'instant.

Ayant retrouvé les échanges absolus, nous aurons également rejoint l'analyse du capitalisme. La Crise de l'écoulement n'est pas la preuve expérimentale de l'imperfection du circuit. La somme des «flux entrés» est logiquement (donc forcément) égale à la somme des «flux sortis»: il n'empêche (comme nous l'avons démontré dans de ce travail) que la somme des reflux peut être insuffisante pour «éponger» le produit du plein-emploi. Il est bien sûr de la plus grande importance de formuler le diagnostic exact: le dysfonctionnement est entièrement dû à l'existence des émissions vides. La macroéconomie ne parachèvera son originalité que dans sa rupture complète avec l'étude du comportement des agents. La finalité de l'économie politique est de réformer le mode de production. Le lecteur sait que le but sera atteint par la restructuration de la comptabilité bancaire. L'inflation et le chômage ne seront sérieusement et efficacement combattus que du jour où l'émission monétaire suivra les règles logiques de la création des monnaies réelles, chaque unité de monnaie «venant au monde» pourvue d'un pouvoir d'achat positif. Tout le mal vient de la naissance dans le mode de production actuel et en chaque période de toute une tranche d'unités monétaires purement nominales.

147. Aucune monnaie ne sort de banque sans y être entrée.

«La macroéconomie décrit une économie hiérarchisée. Cette seconde caractéristique [la première étant que la macroéconomie est une analyse monétaire] de la macroéconomie est liée à la précédente: en effet, dans la mesure où la macroéconomie intègre la création de la monnaie, le point de départ de l'analyse est indiqué par la création des flux monétaires. Les intermédiaires financiers (notamment les banques) ont donc une place hiérarchiquement supérieure dans l'analyse macroéconomique. Mais le crédit (source de création monétaire) est distribué essentiellement aux entreprises pour leur permettre de mettre en œuvre le processus de production, notamment en distribuant des revenus aux ménages en échange de leur force de travail.

«La véritable hiérarchie des agents est donc indiquée par le sens de la circulation des flux monétaires et va des banques aux entreprises, puis des entreprises aux ménages.

Finalement, création monétaire et hiérarchie des flux et des agents sont représentées synthétiquement dans l'instrument par excellence de la méthode macroéconomique: le circuit économique qui s'oppose radicalement à l'équilibre général des marchés [*Macroéconomie Approfondie, op. cit., p. 20*].»

Notre but n'est pas de montrer que le professeur Poulon peut se tromper. Il est seulement d'établir ou de confirmer, au moyen de l'examen des thèses de cet auteur, la réalité des faits et, d'abord, la signification exacte des créations monétaires qui surviennent dans nos économies concrètes.

Il ne paraît pas douteux que les banques sont des intermédiaires financiers; ce vocabulaire est d'ailleurs admis, même par les praticiens. Mais il est important de respecter le sens des mots employés, du moment qu'il est correct. Or l'analyse de la création monétaire en tant qu'intermédiation financière met en péril la structure hiérarchique invoquée.

Si la monnaie était simplement créée par les banques, c'est-à-dire si elle «sortait» d'une banque sans y être «entrée», on pourrait effectivement se représenter l'activité économique sous la forme d'une hiérarchie, dont les banques seraient le sommet. On partirait de la «source» de la monnaie, le système bancaire, et on suivrait les flux monétaires, à travers les entreprises et jusqu'aux ménages. Il est vrai que le flux monétaire est original en ce que la monnaie «remonte à sa source»: elle revient finalement des ménages aux entreprises et, plus haut, des entreprises aux banques. Mais le reflux de la monnaie ne traverse pas l'idée de la hiérarchie, puisque l'on peut fort bien se représenter les flux se terminant à l'endroit où ils sont nés, dans les banques, qui seraient ainsi à la fois les points où tout commence et où tout finit.

Cependant, les banques créent dans leur fonction générale d'intermédiation financière. Non seulement l'auteur emploie cette terminologie (qui, encore une fois, est irréprochable), mais il prend soin de préciser que «les distinctions entre intermédiaires financiers bancaires et intermédiaires financiers non bancaires, entre crédits

financés sur ressources monétaires et crédits financés sur ressources d'épargne, ou même entre banques de second rang et Banque Centrale, sont sans fondement au stade d'abstraction où nous sommes» (*ibid.*, p. 321).

Il est certain que les intermédiaires financiers non bancaires n'effectuent que des intermédiations financières. Puisque les banques ne se distinguent pas fondamentalement des intermédiaires financiers non bancaires, il est donc indubitable que les créations monétaires appartiennent à la classe logique des intermédiations financières. Nous pensons qu'il en est bien ainsi. Mais alors, on ne peut plus comprendre l'idée de la hiérarchie des opérations monétaires. Toute banque qui crée de la monnaie agit en médiatrice, entre un prêteur et un emprunteur; sinon, l'opération ne serait pas une intermédiation. Comment, dès lors, la monnaie créée aurait-elle sa source en banque?

L'intermédiaire financier bancaire reçoit la monnaie du prêteur initial et la transmet à l'emprunteur final. Etant entremise, entre le prêteur et l'emprunteur, la banque fait une opération qui a son origine chez le prêteur. Il paraît donc illogique de situer la banque créatrice de monnaie au sommet d'une hiérarchie. Si hiérarchie il y a, son sommet est défini par le *prêteur initial* et non par la banque. La conclusion est vraie, que la banque soit définie dans sa personne ou dans sa fonction; dans les deux cas, elle est située au niveau des prêteurs et des emprunteurs non bancaires, agents avec lesquels elle est en relation financière, ce qui est la négation de toute hiérarchie dont les banques seraient le sommet. La critique est importante puisqu'elle touche à la «deuxième caractéristique de la macroéconomie» (qui, toujours selon Poulon, n'en comporte que deux).

La contradiction décelée est due à la conception imprécise de la création monétaire.

148. *Conciliation en une opération unique de la création et de l'intermédiation*

L'auteur pose bien «la question de savoir comment l'intermédiaire considéré finance le crédit qu'il distribue» (p. 320). Mais la réponse est esquivée. On apprend seulement que les banques sont

des entreprises et qu'elles sont donc gouvernées par la loi du profit. La manière dont les banquiers financent leurs crédits «correspond à leur fonction d'entreprise capitaliste, cherchant à maximiser son profit». «S'ils distribuent trop de crédits, leur coût de refinancement risque de s'aggraver et de diminuer leurs profits [p. 321].» On comprend ainsi que, d'après Poulon, le crédit est financé par la banque elle-même, à moins qu'elle ne soit obligée de recourir au refinancement. L'idée de la hiérarchie serait alors logique – mais elle ne le serait qu'à ce prix; les banques créent la monnaie et elles financent l'opération jusqu'au moment où un refinancement deviendrait nécessaire. Toutefois, si la hiérarchie est ainsi maintenue, c'est la conception même de la création monétaire qui est fondamentalement remise en cause: jusqu'au refinancement éventuel de l'opération, la création monétaire ne serait pas une intermédiation financière.

Le problème de fond est redoutable, car il s'agit de concilier les contraires. La création implique une «sortie» sans «entrée»; l'intermédiation suppose que la monnaie qui sort soit entrée. Mais pourquoi ne pas retenir seulement l'une des deux hypothèses? C'est que, prise isolément, chacune se heurte à une impossibilité formelle.

– Si la monnaie est purement créée, ou créée ex nihilo comme on dit, on ne voit pas d'où elle vient; il n'est guère satisfaisant de dire qu'elle vient d'«ailleurs», d'un autre monde, ou encore du néant.

– En revanche, si la monnaie est purement transmise, on ne saurait saisir l'existence de la monnaie bancaire; les intermédiaires financiers transmettent la monnaie qui existe: mais dans quelle opération la monnaie bancaire est-elle née?

La seule voie positive est donc bien d'admettre à la fois les deux vérités contraires; la monnaie est créée dans une opération d'intermédiation: elle est donc créée dans une opération qui la transmet. Ainsi:

– étant créée dans l'opération, la monnaie «sort» de la banque où elle n'est pas «entrée»; et

– étant transmise dans l'opération, la monnaie «sort» de la banque où elle est «entrée».

Il est certain que la contradiction ne peut être levée au moyen de la logique «ordinaire». Cependant, elle l'est par l'«analyse quantique».

1. La monnaie est créée dans le paiement des salaires. Conservons la terminologie des entrées et des sorties, mais appliquons-la aux opérations elles-mêmes. A l'entrée du paiement des salaires, on trouve une monnaie qui n'existe pas encore, qui est sur le point d'être créée. A la sortie du paiement des salaires, la monnaie a pris existence dans l'avoir des ménages.

2. Les salaires monétaires perçus sont une «forme» et un «fond». La forme (monétaire) des salaires est créée par la banque; le fond des salaires, ou leur corps, est défini par le produit des travailleurs. On voit donc que si l'enveloppe est «issue» de banque, son contenu a pour seule source le travail de l'homme. S'agissant de la monnaie réelle, il est clair qu'elle ne fait que transiter par la banque; encore le déplacement est-il quantique: projeté dans la monnaie négative formée en entreprise, le produit est aussitôt remplacé par la monnaie dans l'avoir des titulaires de revenus.

3. A l'instant où la monnaie réelle (le produit dans son enveloppe monétaire) est formée, elle définit le revenu. Or le revenu est immédiatement transformé en capital. C'est la transformation du crédit quantique en crédit ordinaire. On voit ainsi apparaître la véritable intermédiation financière associée à l'émission des salaires. Les titulaires de revenus sont maintenant des épargnants; l'épargne est prêtée ou déposée dans la banque; enfin, la banque prête l'épargne aux firmes. Ces mouvements sont quantiques, eux aussi: ils «consomment» un temps nul. Le revenu actuel est aussitôt transformé en un revenu futur équivalent, un capital, financier et réel. Le capital financier est formé dans l'avoir des ménages; le capital réel correspondant est déposé dans les entreprises, sous la forme des stocks. La banque qui a créé les salaires est donc finalement un intermédiaire financier puisqu'elle transmet aux entreprises l'épargne des ménages.

Les points *1, 2* et *3* interprètent une seule et même opération, le paiement ou l'émission des salaires. Si l'opération ne signifiait pas une création monétaire (1), les travailleurs ne pourraient pas être payés en une monnaie bancaire; c'est un truisme. D'autre part, si les

revenus étaient «issus» de banque, les travailleurs ne seraient pas payés par eux-mêmes, par la dépense de leur travail, ce qui serait la négation de l'idée (elle aussi macroéconomique par excellence) de la production. Seule la forme des salaires, à la différence de leur fond, est donc créée par la banque (2). Enfin, dès que les revenus sont nés, ils forment une épargne; la banque prélève l'épargne et la prête aux entreprises (3); cette dernière opération est le résultat d'un «mécanisme quantique», car elle est logiquement implicite dans l'opération de la création monétaire (le flux *1* stricto sensu).

Les concepts étant plus clairs, il convient de s'interroger sur la hiérarchie avancée par Poulon; est-elle corroborée? Il n'est pas douteux que la réponse est négative. Les banques ne sont au sommet d'une hiérarchie qu'en ce qui concerne la création (de la forme vide de la production, la monnaie réelle étant créée par les travailleurs); elles ne sont pas «hiérarchiquement supérieures» en tant qu'intermédiaires (financiers). Or, la création monétaire n'est intéressante – elle n'a un fond – que parce qu'elle forme unité avec l'intermédiation: à l'instant de sa naissance, la monnaie est déjà une épargne; elle est donc instantanément prêtée (par les travailleurs aux entreprises). Le financement de l'opération, qui est à présent connu, est une intermédiation et non une création: les entreprises empruntent le produit (stocké) à la banque, qui l'emprunte aux ménages. La créance de la banque sur les entreprises est compensée par la créance des ménages sur la banque. Le fond de l'opération infirme donc la présence de la banque au sommet d'une hiérarchie. A première vue, la question est de peu d'importance; mais nous savons que l'auteur lui attache au contraire une grande signification (voyez la «deuxième caractéristique»); or nous allons bientôt constater que la hiérarchie est effectivement au cœur de la «*Macroéconomie Approfondie*»: aussi son infirmation a-t-elle de considérables conséquences.

Le premier effet de l'infirmation de la hiérarchie est d'annuler l'impact de la «contrainte de remboursement».

149. Le paiement des salaires endette les entreprises envers les titulaires de revenus et non envers les banques.

Résumons nos connaissances.

Nous comprenons bien que les banques ne peuvent «avancer» aux firmes le (nouveau) produit des travailleurs: elles n'en sont pas la source. L'émission des salaires en monnaie bancaire est donc une opération qui, dans les banques, est à la fois positive et négative. Dans la création d'un salaire, la banque acquiert une créance sur l'entreprise (le «payeur») et une dette envers le travailleur (le «payé»). Il s'ensuit que l'opération ne procure aucune créance nette aux banques. Le paiement des salaires crée les créances nettes de toute l'économie, les revenus salariaux et non salariaux. En quel sens peut-on dire que les titulaires de revenus sont des créanciers? La réponse est connue avec exactitude. Elle est fondée sur la distinction de l'opération du paiement des salaires:

– en tant que création, le paiement des salaires ne dépose aucune créance en économie;

– en tant qu'intermédiation bancaire, le paiement des salaires suscite la créance des travailleurs face à la dette des entreprises.

On voit ainsi que le paiement des salaires n'endette pas les entreprises envers les banques mais, à travers les banques, envers les titulaires de revenus.

Or on démontre que la «contrainte de remboursement» ne peut avoir l'effet indiqué par les auteurs, pour la raison justement qu'elle n'est pas, dans la réalité des faits, une relation définie entre les entreprises et les banques.

L'économie serait en crise lorsque les entreprises ne pourraient plus faire face à toutes les contraintes de remboursement qu'elles auraient contractées envers les banques. Ainsi, «la macroéconomie du circuit, en prenant en compte le crédit, va introduire de ce seul fait une possibilité de crise dans le système: la crise apparaîtra si les crédits ne peuvent être remboursés» (p. 21).

Dans le même sens (et toujours après Alain Parguez) Frédéric Poulon parle de la contrainte d'annulation de la monnaie. «Dire que

toute monnaie émise doit satisfaire, après un certain temps, la contrainte d'annulation qui lui est attachée, équivaut à dire que tout crédit donnant naissance à cette monnaie doit être remboursé au bout d'un certain temps. La contrainte d'annulation de la monnaie est remplie, dès que la monnaie, issue du pôle B [banques], revient au pôle B, sous la forme de remboursement du crédit [p. 342].»

Il est bon de fonder la critique sur l'observation des faits: dans l'économie concrète, les firmes ne paient que rarement les salaires au moyen des avances bancaires; elles disposent à cet effet de fonds propres, les fonds circulatoires. Mais il serait trop facile de nier le bien-fondé de l'analyse par la «contrainte» en vertu de ce seul argument. Il faut au contraire saluer la perspicacité des auteurs, qui ont proposé une règle générale, en vigueur dans les deux cas, que les salaires soient payés au moyen des avances bancaires ou à partir des fonds de circulation propres aux firmes.

La logique impose en effet une analyse dont la validité est générale, la seule différence entre les deux cas concernant les intérêts: il est bien évident que les entreprises ne doivent aucun intérêt sur l'emploi de leurs fonds propres. Mais la considération des intérêts étant écartée, comme elle doit l'être puisqu'elle est hors de propos, il reste que tout paiement de salaires obéit à une même loi: il établit une relation entre les titulaires de revenus et les entreprises.

L'analyse quantique met cette relation en pleine lumière; dès que les revenus sont créés, ils sont déposés dans le temps (continu ou, identiquement, chronologique); le dépôt des revenus dans le temps vaut transformation des revenus en épargne; les titulaires de revenus sont donc immédiatement les titulaires de la nouvelle épargne; les revenus épargnés sont ipso facto prêtés aux entreprises par l'intermédiaire des banques (qui ont émis la forme monétaire du nouveau produit); corrélativement, les entreprises détiennent le produit non encore écoulé, dans les stocks; l'épargne des ménages définit ainsi leur droit de créance sur les entreprises et, à travers elles, sur les stocks.

Nous sommes arrivés au point exact où la pensée de Poulon se noue. L'auteur reconnaît que l'épargne des revenus définit la fermeture du circuit; au moment où les salaires créés se transforment en épargne, le circuit des salaires se ferme puisque les salaires

monétaires sont transformés en salaires financiers: ils sont désormais un droit de créance sur les produits stockés. On en induit que les entreprises sont endettées envers les ménages, qui détiennent les revenus épargnés. C'est une tautologie. Or, Poulon pense que les entreprises sont endettées envers les banques (et non, répétons-le, envers les ménages à travers les banques); «la monnaie est épargnée par les ménages, tandis que ce sont les entreprises qui sont assujetties à la contrainte de remboursement des crédits». «Il n'en reste pas moins que la constitution de la monnaie en épargne met un terme au circuit de la monnaie, et, par là même, pose le problème de son annulation. C'est de la solution donnée à ce problème que pourra surgir la crise [(p. 342)].»

Avec une belle clarté, l'auteur dénonce lui-même l'embarras où il s'est mis. Il dissocie deux opérations:

– la constitution ou la formation de l'épargne à partir des revenus créés, et

– le prêt (par les ménages) de l'épargne ainsi formée.

Les deux opérations étant disjointes, il apparaît qu'une épargne formée n'est pas nécessairement prêtée et qu'une épargne prêtée ne l'est pas forcément aux entreprises. Que l'on s'imagine ainsi la formation d'une épargne qui ne serait pas prêtée aux entreprises: deux conséquences se présentent.

1. Les ménages qui épargnent s'abstiennent de retirer le nouveau produit, qui reste donc en attente dans les stocks.

2. Les épargnes qui manquent ainsi à l'écoulement du produit ne sont pas non plus captées par les firmes sur le marché financier puisqu'elles ne leur sont pas prêtées. Dans la mesure où elles ne leur sont pas prêtées, les épargnes mettent donc en péril la solvabilité des entreprises.

«La solvabilité des entreprises est, en fait, liée à leur aptitude à capter l'épargne qui s'est constituée. Par hypothèse, la monnaie constituée en épargne ne saurait être captée par la vente des marchandises qui forment, bel et bien, des stocks invendus. Les entreprises, débitrices auprès des banques, n'ont donc pour ressource que d'emprunter cette monnaie aux détenteurs de l'épargne, ou bien de leur vendre des droits de propriété sur leur patrimoine, c'est-à-dire sur l'ensemble des actifs qu'elles possèdent [(p. 343)].»

Nous nous proposons d'analyser la logique complète de l'épargne dans la section suivante. Il suffit ici d'opposer à l'argumentation citée un fait que nous avons pris grand soin de mettre en évidence: aussi longtemps que subsiste l'épargne des ménages, elle est logiquement (donc nécessairement) prêtée à l'ensemble des entreprises. Démontrons-le encore une fois. Puis nous disposerons d'une dernière (fausse) crainte; il est formellement impossible que l'épargne soit prêtée à d'«autres» entreprises: elle est forcément prêtée aux entreprises détentrices des biens stockés.

Aucune épargne ne peut s'égarer et aucune ne saurait, par conséquent, peser sur la solvabilité des firmes.

Toute épargne (constituée dans les ménages) est prêtée à l'ensemble des entreprises. Dès que l'épargne se forme, elle définit la transformation d'un revenu en un capital monétaire. Le revenu ainsi transformé correspond à une partie (au moins) du nouveau produit, l'épargne réelle. Or seulement trois possibilités peuvent se présenter à partir de l'épargne formée: elle est prêtée à l'intérieur de l'ensemble des ménages; elle est prêtée à l'ensemble des entreprises; enfin, elle n'est pas prêtée du tout.

La dernière possibilité n'existe qu'a priori: elle est rejetée par le raisonnement. *Toute épargne est prêtée.* En effet, si les ménages ne prêtent à personne une fraction de leurs revenus épargnés, ils la prêtent malgré eux aux entreprises détentrices des stocks correspondants. Soit Eq une entreprise quelconque et Sq l'accroissement net de son stock dans la période. Aussi longtemps que les biens Sq ne seront pas écoulés dans les ménages, Eq reste endetté envers les ménages (nous l'avons établi puisque les dettes monétaires nées de la production traversent toujours les banques, qui sont, en toutes circonstances, des intermédiaires financiers). C'est dire que l'entreprise q emprunte aux ménages (par l'intermédiaire des banques) le financement intégral de ses nouveaux stocks: l'épargne «non prêtée» des ménages est donc prêtée malgré tout puisqu'elle est empruntée par les firmes détentrices des (nouveaux) stocks.

Il reste à examiner les deux autres cas. Si les ménages prêtent volontairement leur épargne aux entreprises, la contrainte de remboursement est automatiquement satisfaite. Or, si les ménages prêtent leur épargne aux ménages, l'ensemble des ménages dépense les

revenus au lieu de les épargner, la dépense de l'emprunteur annulant l'épargne du prêteur: dans ce cas, la contrainte de remboursement est encore automatiquement satisfaite puisque le reflux s'effectue dans la vente aux emprunteurs des biens préalablement stockés.

La «contrainte» est ainsi privée de tout effet. Mais ne s'exerce-t-elle pas néanmoins dans le cas où l'épargne des ménages est volontairement prêtée à d'«autres» entreprises, aux dépens de celles où se trouvent les biens stockés?

L'épargne est nécessairement prêtée aux entreprises détentrices des biens stockés. «Le jeu de la concurrence capitaliste, comme on peut désormais aisément le concevoir, consiste alors en ceci, pour chaque entreprise: d'abord dissuader, par la publicité ou tout autre moyen légal, les consommateurs d'acheter les produits d'autres entreprises; ensuite, tenter de s'emparer de l'épargne de ces consommateurs en jouant sur leurs motivations spéculatives, en vue de faire capituler les entreprises concurrentes qui ont besoin de cette monnaie pour rembourser les banques [p. 353].» Disons-le un peu crûment: l'auteur a bien de l'imagination. Le capitalisme est un mode de production qui protège les entreprises avant de les inquiéter. Les entrepreneurs sont d'abord des «alliés objectifs» face aux travailleurs; ils ne se combattent que sur un deuxième plan. Or restons strictement dans le sujet traité. Est-il concevable que les luttes intestines conduites dans l'ensemble des entreprises procurent aux unes tout ou partie de l'épargne qui serait nécessaire aux autres, afin d'assurer leur solvabilité?

Non, la crainte n'est aucunement fondée. Le raisonnement est erroné, non dans ses suppositions, mais dans les conséquences qui en sont tirées. Il est parfaitement possible qu'une entreprise qui a déjà écoulé ses biens trouve des recettes supplémentaires sur le marché financier, où elle draine une partie de l'épargne (des ménages). Mais la conclusion qui en est déduite est incorrecte. Il n'est pas vrai que l'épargne «fourvoyée» puisse manquer à l'écoulement des biens stockés dans les *autres* firmes.

La crainte et la contrainte se dissipent dès que l'on embrasse les événements dans leur réalité complète. Soit *Eq'* l'entreprise qui absorbe l'épargne que *Eq* doit capter afin de sortir de dette. L'épar-

gne captée par *Eq'* est-elle détruite pour autant? Elle ne le sera que dans les dépenses de *Eq'*. Il est certain que l'entreprise *q'* dépensera l'épargne captée; sinon, elle ne serait elle-même (dans cette opération) qu'un intermédiaire financier et l'épargne ne serait pas encore soustraite à l'entreprise *q*. Mais comment *Eq'* peut-il dépenser l'épargne captée? Suivons bien les éléments purement logiques de la réponse: il est impossible que la dépense (par *Eq'*) de l'épargne captée efface la dette de *Eq*; or il est également impossible que la dette de *Eq* (inscrite dans la comptabilité des banques) soit maintenue sans qu'une créance égale le soit en regard (dans la même comptabilité des intermédiaires financiers).

On sait donc avec certitude que la dépense par *Eq'* de l'épargne captée conserve une créance financière égale sur le système bancaire, puisque, encore une fois, elle y conserve la dette de *Eq*. La créance maintenue définit tautologiquement le moyen monétaire de financer la dette de *Eq*. On découvre ainsi, par le respect de la comptabilité à deux parties, que la dépense de l'épargne captée ne peut pas signifier la disparition ou la destruction de cette épargne, qui se forme nécessairement inchangée en d'autres mains: elle n'est donc pas prélevée sur la solvabilité de l'entreprise détentrice des stocks; les nouveaux épargnants, qui tiennent leurs ressources de la dépense par *Eq'* de l'épargne captée, disposent du pouvoir d'achat exact qui est nécessaire pour assurer l'écoulement par *Eq* de ses biens stockés.

Résumons l'argumentation correcte.

Si l'épargne parvient spontanément à *Eq,* le problème est résolu. Dans ce cas, la dépense de l'épargne signifie sa destruction puisque la dette de *Eq* disparaît: la créance correspondante est donc, elle aussi, effacée. Mais si l'épargne parvient d'abord à *Eq',* elle ne saurait s'effacer dans sa dépense (par *E'q*) puisque la dette de *Eq* subsiste. Il s'ensuit que l'épargne captée et dépensée est pleinement reconstituée: elle est toujours disponible face aux biens stockés en *Eq*. La logique exige que l'épargne ne disparaisse que lorsqu'elle parvient aux entreprises détentrices des stocks. Il n'est donc pas concevable qu'elle suscite un déficit de l'écoulement.

La cause de la crise est beaucoup plus profonde; jusqu'ici, elle n'est même pas esquissée. Il est bien entendu possible qu'une firme

ne parvienne jamais à vendre l'intégralité de ses biens stockés, ce qui se produit par exemple quand les biens ne sont pas ou plus au goût du public; mais l'essentiel est de comprendre que *la constitution et l'affectation de l'épargne ne sont jamais en cause.* La somme des biens invendus définit une somme égale de créances financières épargnées; c'est une conséquence du truisme de l'égalité des crédits et des débits nés en monnaie bancaire; l'épargne est donc toujours disponible, prête à être mobilisée, afin de servir d'aliment au reliquat de la dette contractée par l'entreprise (*Eq*); s'il se trouve qu'aucun agent ne consent à la porter à l'achat des biens stockés, la mévente n'est pas due à l'épargne ni à son insuffisance (qui n'apparaît que dans les déductions erronées).

Bien plus, quelle que soit la cause véritable de la mévente, il est tout à fait remarquable qu'elle entraîne toujours – même dans le cas où l'entreprise serait mise en faillite – l'achat forcé des invendus par un agent quelconque, dont l'identité dépend des réglementations juridiques, et à qui incombe l'obligation de capter l'épargne restée en attente, afin de la détruire dans le paiement des biens laissés pour compte.

L'auteur n'est pas loin de la vérité quand il ferme le circuit au moyen de l'épargne. Il est bien vrai que l'épargne est une action, un flux, et plus précisément un reflux. Lors de la création de tout nouveau revenu, l'épargne le reflue instantanément et intégralement puisque les agents qui viennent de le percevoir n'ont pas encore eu le temps de le lancer, même partiellement, dans les dépenses. L'erreur ne porte que sur les épargnes captées et qui seraient diverties de leur finalité première; or aucune épargne ne peut, aussi longtemps qu'elle existe, manquer d'être empruntée (continûment) par les entreprises détentrices des biens stockés. Même l'épargne captée par d'autres entreprises est empruntée par *Eq*; elle ne cesse à aucun moment d'être empruntée par l'entreprise *q*, où se trouvent les stocks: la logique de la contrainte de remboursement implique cette conclusion, puisque *Eq* ne reste assujetti que dans la mesure de ses invendus et que ces mêmes invendus définissent ipso facto l'épargne monétaire correspondante, *où qu'elle se trouve.*

Avant d'aborder la section suivante, relevons l'étroite parenté des deux erreurs déjà mises au jour.

Les auteurs conçoivent la monnaie comme un actif qui circulerait au sein de l'économie, face aux actifs réels, biens et services physiques. Dans cet esprit, l'épargne est un actif que les ménages décident de ne pas porter à la «rencontre» des biens réels. Au sommet de la hiérarchie, on observe la création des actifs monétaires, qui «descendent» dans les entreprises puis dans les ménages. Si la «remontée» ne s'effectue pas dans de bonnes conditions, on peut constater l'existence d'un certain nombre d'unités monétaires qui restent fixées dans quelque région en aval des entreprises. C'est la crise, ou du moins sa possibilité: les actifs monétaires «récalcitrants» qui, du fait du comportement des agents, refusent de refluer, créent un vide au sein de la recette des entreprises; or ce vide est grave puisque les entreprises sont tenues au remboursement des crédits en création de monnaie. La crise est ouverte dès que la défaillance du reflux ne peut plus être comblée.

Il est heureux que l'économie positive ne fonctionne *pas du tout* selon ce schéma. Toute monnaie créée par les banques est, pendant toute la durée de son existence, à la fois une créance sur les banques (chez les titulaires des revenus épargnés) et une dette envers les banques (sur les entreprises détentrices des biens stockés). Créée à la fois en «unité active» (créance) et en «unité négative» (dette), chaque unité monétaire se forme entre les entreprises et les travailleurs et non entre les banques et le reste de l'économie. Il s'ensuit qu'aucune monnaie positive ne «descend» des banques. D'autre part, aucune monnaie positive ne peut être épargnée et le rester si elle n'est pas constamment maintenue, toujours disponible, face aux invendus.

Aucune épargne ne disparaît dans une trappe. Si les agents refusent finalement d'acheter un bien ou une collection de biens, ce n'est pas parce qu'ils ont préféré l'épargne à la consommation, mais tout simplement parce qu'ils ne veulent pas de ces biens-là. En un mot, la monnaie épargnée ne manque pas à l'écoulement des biens de consommation, car, du fait de la nature double de la monnaie (grandeur à la fois positive et négative), l'épargne ne peut jamais disparaître, sauf, précisément, dans l'achat des biens stockés.

L'égalité stricte, en toutes circonstances, du flux et du reflux de la monnaie est la définition même du circuit. Toute démarche qui prétend déceler une différence non nulle entre la formation et la dépense des revenus est donc illogique au sein de la théorie du circuit.

Que, dans la génération de la crise de l'écoulement, l'épargne soit totalement innocente, on en a une autre preuve; résumons-la dans la section suivante.

LIV. TOUTE ÉPARGNE EST FINALEMENT DÉPENSÉE ET LA DÉPENSE DE TOUTE ÉPARGNE EST UN ACHAT DE BIENS DE CONSOMMATION.

150. L'épargne de l'ensemble des ménages

Selon Frédéric Poulon, seule l'épargne «spéculative» n'est pas assimilable aux consommations; «l'épargne de transaction-précaution n'est qu'une consommation différée» (p. 327). Ce jugement est intéressant car il va dans la bonne direction; mais il s'arrête trop tôt: la logique du circuit exige que *même l'épargne de spéculation soit entièrement réduite à une consommation.* Comme l'analyse du circuit n'est qu'une lecture de la réalité, toute épargne constituée dans nos économies concrètes est une consommation différée. Il ne s'agit pas d'un souhait mais d'un *fait.*

Raisonnons sur deux entreprises, *1* et *2.* En chaque période, l'entreprise *1* émet 10 unités de salaires et l'entreprise *2* en émet 15. Considérés comme un agrégat, les ménages épargnent 5 unités de leurs revenus de la période *p:* ils en consomment donc directement 20 unités. Cependant, la consommation de l'ensemble des ménages est inférieure, car un ensemble n'est pas un agrégat. Une partie des épargnes est en effet prêtée par les ménages à d'autres ménages. Supposons que ces prêts internes se montent à une mesure de 2 unités de salaires. Dans ce cas, l'épargne de l'ensemble des ménages est égale à 3 unités de salaires.

Faut-il se demander à qui les ménages prêtent l'épargne? La logique tient la réponse toute prête. Etant donné que le circuit est

défini sur trois sommets (saisis fonctionnellement), banques, entreprises et ménages, il est futile de s'inquiéter de l'affectation de l'épargne nette de l'ensemble des ménages: elle est *nécessairement* prêtée à l'ensemble des entreprises; n'oublions pas, en effet, que, dans le circuit, les banques fonctionnent uniquement comme des intermédiaires financiers. On pourrait appeler épargne de précaution-transaction l'épargne prêtée au sein de l'ensemble des ménages, seule l'épargne nette de l'ensemble des ménages étant spéculative. Quoi qu'il en soit des appellations, il est vain de rechercher la destination de l'épargne nette des ménages; qu'elle transite par toutes sortes de vendeurs, d'or, de devises, de tableaux, de terrains, de maisons, il faut toujours de deux choses l'une: elle revient au sein des ménages ou elle est prêtée par leur ensemble. Seul le deuxième cas est intéressant puisque l'épargne restée ou revenue au sein des ménages est immédiatement reconnue comme une simple consommation différée.

Poursuivons donc attentivement l'analyse de l'épargne de l'ensemble des ménages. La question est difficile et elle est d'importance. L'épargne est captée par les firmes. Il est crucial de noter qu'avant cette captation, ni *E1* ni *E2* ne pouvaient craindre pour l'écoulement de leurs biens, puisque les éventuels déficits ne sont que les effets de la captation (comment en serait-il autrement, attendu que les épargnes prêtées au sein des ménages sont des consommations différées?).

On voit ainsi que les entreprises ne recherchent nullement l'épargne des ménages pour financer leurs stocks. Les biens stockés sont déjà pleinement financés par les revenus créés et conservés dans les ménages: les firmes ne sauraient les financer une deuxième fois.

Cela étant, pour quelle raison les entreprises se prêtent-elles à l'opération de la formation de l'épargne nette des ménages? Il n'est pas douteux qu'elles s'y prêtent puisque toute épargne qui ne serait pas captée par les entreprises *ne serait pas l'épargne de l'ensemble des ménages:* elle s'effacerait au sein de cet ensemble. Mais, répétons la question lancinante: pourquoi les firmes ont-elles intérêt à emprunter l'épargne des ménages?

Si la question s'impose avec force, c'est que la théorie inachevée du circuit risque de l'obscurcir. A cet égard, l'expérience vécue par le

professeur Poulon peut éviter bien des déboires aux chercheurs futurs.

«Les agents qui semblent avoir le plus grand intérêt à détenir la monnaie épargnée sont les entreprises concurrentes des entreprises débitrices envers les banques [p. 353].» Le raisonnement est le suivant. L'entreprise qui a réussi à capter l'épargne tient les autres entreprises à sa merci; en effet, l'épargne captée manque à l'écoulement des biens stockés dans les autres entreprises, qui doivent ainsi vendre tout ou partie de leur capital, afin de récupérer les sommes épargnées. On tiendrait ainsi la raison fondamentale de la concentration du capital au profit d'entreprises de moins en moins nombreuses; «au bout du compte, les entreprises qui ne parviendront pas à opérer le redressement nécessaire, devront brader leur patrimoine, et seront absorbées par les autres, comme nous venons de l'indiquer» (p. 356).

Il serait inélégant de disposer de cette argumentation avec légèreté, car la théorie du circuit économique pose d'énormes problèmes à tout chercheur. Cependant, montrons inlassablement que la contrainte de remboursement n'a pas du tout la signification qui fascine l'auteur. L'erreur fondamentale, mais que l'on pourrait aussi bien trouver chez Keynes par exemple, est dans l'idée apparemment juste et certainement conforme au bon sens, d'après laquelle l'épargne de l'ensemble des ménages, donc l'épargne effectivement captée par les firmes, est définitivement soustraite aux dépenses des ménages sur le marché des biens. Presque tous les économistes le pensent. Or, une plus grande fidélité à la logique sévère du circuit aboutit *à la conclusion inverse: même l'épargne nette de l'ensemble des ménages est dépensée, par les ménages, dans les achats finals de biens produits.*

151. *L'épargne de l'ensemble des ménages est finalement consommée par les ménages.*

Supposons que *E1* ait capté l'épargne de l'ensemble des ménages, égale à 3 unités de salaires. L'opération s'est conclue sur le marché financier: *E1* s'endette donc pour ce montant. S'ensuit-il vraiment que l'entreprise *1* soit à présent en mesure d'absorber le capital social de l'entreprise *2* pour une somme de monnaie égale à 3 unités de

salaires? Ce n'est nullement le cas, car l'entreprise *1* doit d'abord confirmer le revenu qu'elle vient de se faire «avancer» par le marché financier.

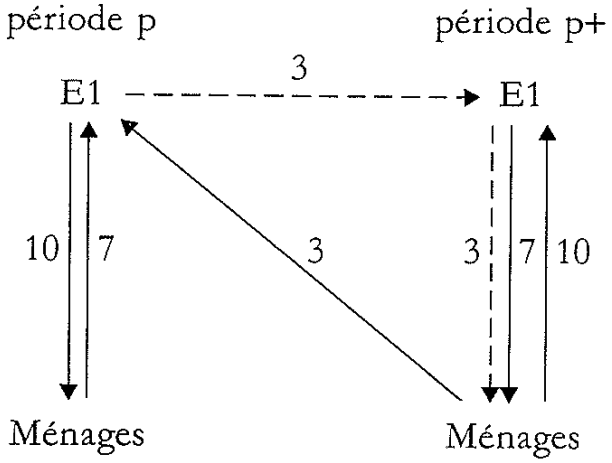
Supposons ainsi que *E1* ne réalise pas, dans la vente de son produit, le profit escompté. Dans ce cas, c'est elle qui aura besoin d'aide. Pour que le profit emprunté, ou avancé, devienne disponible sur le marché des actions, il faut d'abord qu'il soit réalisé dans la vente des produits futurs de l'entreprise. On retrouve ainsi une vérité qu'il serait dangereux de laisser trop longtemps hors de vue: *E1* capte l'épargne afin de l'investir. Si l'investissement réussit, le profit attendu sera réalisé; il sera temps alors de songer à l'affecter à une augmentation de capital ou à l'absorption du capital de quelque autre firme, moins productive. Encore n'est-ce pas tout.

Même si l'entreprise *1* réussit à faire «fructifier» son investissement, le profit qu'elle en retirera doit être affecté en premier lieu au remboursement des ménages.

Le professeur Poulon a donc sauté deux étapes: le profit avancé doit être réalisé, puis le profit réalisé doit être utilisé pour éteindre la dette de l'entreprise envers les ménages. Ces deux étapes sont essentielles et elles sont, elles aussi, des vérités de bon sens.

Toute l'attention se porte à présent sur l'investissement de l'épargne captée. Dès que l'entreprise *1* emprunte un revenu égal à 3 unités de salaires, elle est devenue «propriétaire» de ce revenu; il en est ainsi parce que *E1* a cédé une partie de ses revenus futurs, pour une partie égale du revenu actuel des ménages (il s'agit bien d'une partie égale puisque l'intérêt n'est pas un capital). Acquis au prix d'un revenu futur, le revenu actuel est un profit avancé sur *E1*. Il faut donc examiner une nouvelle catégorie de dépenses. Si les ménages disposaient de tous les revenus créés – et ainsi qu'aucun revenu ne fût transféré aux firmes –, toutes les dépenses seraient de purs achats sur le marché des produits (par l'intermédiaire, le cas échéant, du marché financier, pour ce qui est des prêts inter-ménages). Le profit avancé (ou le profit gagné dans la période sur la vente des biens aux ménages, car les deux profits sont parfaitement additifs, à condition que ni l'un ni l'autre ne soient redistribués aux ménages) est dépensé dans un mouvement, ou un flux *original,* que seule l'analyse quantique permet de saisir.

Le circuit simple serait la formation des revenus dans un premier mouvement et la dépense des revenus dans un mouvement second, les deux flux contraires n'étant jamais superposés. Dans la réalité, il faut tenir compte des profits, notamment des profits avancés par les ménages. Le circuit est donc plus complexe: la dépense des revenus, salariaux et non salariaux, reste une pure dépense ou destruction de revenus; mais la dépense du profit (revenu capté) est d'une autre nature. L'entreprise *1* investit son profit, ce qui signifie qu'elle le lance dans une nouvelle production: elle se sert du profit pour nourrir des salaires. La manière la plus simple de représenter l'événement est de distinguer la production de deux périodes; une partie du produit (égale à 3 unités de salaires) de la période *p* est captée par *E1* sous la forme du profit monétaire avancé par les ménages; ce profit est lancé dans la production de la période *p+:* la dépense du profit fait partie du paiement des salaires effectué par *E1* pour la production de la période *p+*.



Les revenus transférés par les ménages (flèches en tiretés) sur le produit de la période *p* sont utilisés par l'entreprise dans le paiement des salaires pour le produit de la période *p+:* l'investissement est l'utilisation d'un revenu des ménages pour payer une nouvelle tranche de salaires. Le graphe ci-dessus représente deux circuits complets, tous les salaires créés par *E1* dans la production des deux périodes, une somme de 20 unités, étant dépensés pour l'achat du produit des deux périodes.

– Le produit des deux firmes pour la période *p* est d'abord acheté dans la mesure de 22 unités de salaires seulement; il en est bien ainsi puisque les ménages épargnent le complément, égal à 3 unités de salaires.

– Cependant, les ménages retrouvent, en *p+* et dans leurs *nouveaux* salaires, l'épargne transférée et dépensée: ils dépensent ces 3 unités de salaires pour acheter le reliquat du produit de la période précédente (*p*).

– Il semblerait alors que les salaires créés par *E1* dans la période *p+* ne soient plus suffisants pour éponger le produit de cette période. C'est inexact; ils le sont. N'oublions pas que dans le produit de *p+* se trouvent les biens d'investissement dus à la dépense du profit: ces biens ne sont pas achetés par les ménages mais par l'entreprise, c'est la logique même.

– Il reste une dernière perplexité: dans quel mouvement au juste les biens d'investissement (donc 3 parties sur 10 du nouveau produit de *E1*) sont-ils achetés? En d'autres termes, quel est le mouvement précis qui complète la fermeture du circuit? C'est sur ce point qu'il faut réfléchir. La réponse est vite donnée mais elle est difficile à comprendre. La flèche en tiretés qui descend (pour la production de *p+*) de *E1* sur les ménages est par définition un achat final sur le marché des produits: la dépense du profit est la condition nécessaire et suffisante de l'acquisition par *E1* d'un produit de la période *p+*, à raison d'une mesure de trois unités de salaires.

– Finalement, on vérifie la perfection du circuit «complexe»: les ménages ont acheté le produit total de *E1* et de *E2* pour les deux périodes à concurrence de 47 unités de salaires, et l'entreprise *1*, qui a trouvé (par avance) un profit égal à 3 unités de salaires, achète un produit équivalent: la somme des achats finals est égale à 50 unités de salaires, valeur exacte de la production totale des deux périodes.

Nous venons d'établir, dans un exemple stylisé, que même les épargnes définitives des ménages sont finalement consommées par les ménages. La représentation selon laquelle les épargnes définitives manquent définitivement aux achats sur le marché des produits est quelque peu naïve. Le circuit économique n'est pas analogue à un circuit hydraulique. Les flux contraires s'interpénètrent dans

toute la mesure de la formation-dépense des profits monétaires non redistribués (notamment des profits avancés par les ménages sous la forme de l'épargne nette et définitive de leur ensemble). Etant l'aliment d'un paiement de salaires, le profit investi produit de nouveaux salaires, dont la dépense définit *la consommation finale, par les ménages, de l'épargne définitive des ménages.*

Un problème plus technique se pose, au sujet de la dimension-temps du circuit. L'épargne définitive des ménages n'est-elle pas consommée dans la production de la période $p+$ alors qu'elle est formée dans la production de la période p? La fermeture des circuits n'obéirait-elle donc pas à la même loi, selon que l'économie comporte ou non des profits investis? Nous savons déjà que la vérité est plus contraignante: tout circuit, qu'il comporte ou non des profits investis, est fermé dans l'instant.

LV. LE TEMPS DE TOUT CIRCUIT ÉCONOMIQUE EST L'INSTANT.

152. Définition du temps de circuit

La dimension-temps du circuit «est le temps du cycle de la monnaie, c'est-à-dire le temps qui s'écoule entre l'instant de sa création et l'instant où elle se constitue en épargne spéculative. C'est pourquoi, on le définit aussi comme le temps nécessaire à la constitution de l'égalité S = I» (p. 329); «on note S l'épargne des ménages et I l'investissement des banques qui n'est autre, comme nous l'avons indiqué, que la création monétaire» (p. 306).

Quand la question sera clairement résolue, les scientifiques sauront que tout circuit monétaire est accompli dans l'instant. Cependant, il faudra encore un certain temps (dont on ne pourrait donner qu'une évaluation probabiliste) avant que cette vérité fondamentale soit reconnue.

153. Le temps du circuit paraît positif parce que l'analyse méconnaît la nullité de tout déplacement monétaire dans la société.

L'auteur reste attaché à l'idée, évidemment très répandue, selon laquelle les unités monétaires se déplacent dans un espace. Il est certain pourtant que la notion de circuit monétaire implique une monnaie non matérielle. Si la monnaie était matérielle, elle serait en mouvement dans un espace, mouvement qui pourrait être circulaire (l'espace étant clos), mais qui ne le serait pas nécessairement. Attendu que la monnaie est immatérielle – elle l'a toujours été, dès les origines de l'humanité, la monnaie «matérielle» n'étant que le support de la monnaie –, elle se «déplace» dans des sauts quantiques, les échanges absolus: elle saute instantanément du «payeur» au «payé»; plus exactement, elle est créée dans ce saut: elle ne se déplace donc pas même instantanément; elle ne se déplace *pas du tout* (dans un espace prédéterminé).

Dès lors que le théoricien s'interroge sur le temps que prend le parcours d'une unité de monnaie, entre le moment où elle «sort» de banque et le moment où elle y «revient», il se tient, qu'il le veuille ou non, au sein du paradigme néoclassique des échanges relatifs. Toutes les erreurs s'infiltrent dans la brèche et on retrouve toutes ces distinctions futiles entre le court terme et le long terme, la statique et la dynamique, et jusqu'aux retards échelonnés.

Citons un seul texte-témoin. Le temps de circuit «est fondamental: il donne une définition objective de la période d'analyse pour la dynamique économique. Parallèlement il fournit une définition du court terme et du long terme: est analyse de court terme toute analyse faite en-deçà d'un temps de circuit; est analyse de long terme toute analyse faite au-delà d'un temps de circuit. Les anticipations des entrepreneurs sont supposées être établies au début de chaque temps de circuit, valables pour toute la durée de ce temps de circuit, et révisées en fin de temps de circuit» (p. 329); – ce n'est plus l'analyse des circuits mais la «semaine» de Hicks!

Aucun auteur ne réussira jamais à définir la dimension-temps du circuit dans la *durée*, car l'économie ne comprend même pas une unité de monnaie que l'on puisse suivre à la trace, à partir de sa création jusqu'à sa destruction. Poulon se trahit d'ailleurs dans les

mots mêmes qu'il utilise: il parle ainsi du premier retour d'une unité monétaire à sa source (le temps qui s'écoule «jusqu'au premier retour» (p. 329).

Comment une monnaie détruite dans son premier retour en ferait-elle jamais d'autres? On voit bien que la pensée hésite entre le circuit, création-destruction de la monnaie, et la circulation, comme dans la théorie quantitative, une unité monétaire pouvant accomplir un nombre indéfini de «tours» au sein de l'économie (d'ailleurs Poulon ne craint pas de parler de «la vitesse de circulation de la monnaie» (pp. 336 sq.). Dans le schéma du circuit proposé par l'auteur, on trouve pourtant I comme flux de création et S, le flux symétrique: si le circuit est «ouvert» par I et «fermé» par S, il est incontestable que, I étant une création, S est une destruction. Il est donc évident que chaque unité de monnaie sert une seule fois.

Le circuit de la monnaie est distinct des circuits connus (à l'heure actuelle) en physique, car même un circuit électrique, par exemple, «consomme» du temps. Partons de l'émission des salaires de la période p. Si le temps du circuit était une durée positive, l'épargne résultant de la création des nouveaux revenus serait d'abord nulle: il faudrait qu'un certain temps s'écoule avant que les ménages puissent épargner tout ou partie de leurs nouveaux revenus. Mais comment maintenir la logique de cet argument? L'épargne n'est-elle pas précisément une attente? Si les revenus sont perçus à l'instant t et dépensés à l'instant postérieur t', ne sont-ils pas épargnés dans tout l'intervalle, donc à partir de t? A l'instant même où les revenus sont créés, ils sont (intégralement) épargnés: l'induction en est nécessaire puisque tout revenu non consommé est épargné et que les ménages ne sauraient logiquement dépenser leurs revenus (même partiellement) dans l'opération de la création des revenus. L'épargne instantanée des revenus nouvellement formés définit la fermeture instantanée du circuit.

Les choses se compliquent quelque peu dans une réflexion qui tombe pourtant sous le sens: comment le circuit serait-il fermé dès l'instant de la création des revenus puisque les ménages continuent à en disposer et qu'ils peuvent à tout moment les lancer dans les achats sur le marché des biens? La réponse est une tautologie: la dépense des revenus est un circuit, un nouveau circuit complet. Et est-ce

vraiment étonnant? La création des revenus est un circuit complet; la consommation des revenus en est un autre. Il est évident que les deux circuits sont liés, mais ils ne le sont que par leur objet, le même revenu étant créé par l'un et détruit par l'autre. La représentation du circuit en destruction des revenus reproduit la représentation du premier circuit, dans la permutation des deux pôles, entreprises et ménages.

Nous pouvons conclure en réexaminant le cas stylisé des deux entreprises, *1* et *2*. La production de la période p est apportée par un circuit complet, la création-destruction de 25 unités de salaires par les deux firmes. La création des revenus n'exige aucune explication; leur destruction est d'abord donnée dans la formation de l'épargne des ménages, qui est indubitablement égale à 25 unités de salaires quand elle est mesurée à l'instant précis de la formation des revenus; la formation de l'épargne est logiquement une destruction de revenus: le revenu actuel est détruit et il est remplacé par un revenu futur. Puis les ménages «actualisent» leurs revenus dans l'opération du retrait de l'épargne. Nous avons supposé que la consommation des ménages était d'abord égale à 22 unités de salaires pour l'achat du produit de p. Ces consommations sont des circuits, un seul circuit si elles sont simultanées, et autant de circuits distincts qu'il existe d'actes de consommation distincts. (Les «circuits de production» obéissent d'ailleurs à la même règle de décontraction.)

Mais qu'en est-il de l'épargne définitive des ménages, c'est-à-dire de l'épargne de l'ensemble des titulaires de revenus? Par hypothèse, elle est prise sur le revenu créé dans la production de la période p. Il est certain que ces 3 unités de salaires manquent d'abord à l'écoulement du produit de p. Mais la conclusion n'est pas encore atteinte. Dès la production de $p+$, l'épargne captée est investie; elle est lancée dans les nouveaux paiements de salaires: initialement prélevée dans les revenus, l'épargne est comprise dans les nouveaux revenus. L'épargne de la période p est une partie du produit de la période $p+$. Le circuit peut maintenant être fermé sur le produit de p: transformée en nouveaux revenus, l'épargne investie est portée à l'achat du reliquat des produits de p. Résumons le flux total de l'épargne: formée sur le produit de p, elle est transformée en produit de $p+$ et elle est enfin portée sur le produit de p. Or, tout ce mouvement ne

prend-il pas un certain temps? La réponse serait positive si la création-destruction de l'épargne était définie sur deux périodes distinctes. Il semble bien que ce soit le cas, puisque $p+$ est distinct de p. Cependant, nous n'avons pas encore tenu compte d'un fait essentiel; l'investissement de l'épargne, entendez sa dépense dans la production de $p+$, est un achat final sur le marché des produits: l'entreprise *1*, qui investit l'épargne empruntée, achète le produit de $p+$, à concurrence de 3 unités de salaires. On observe ainsi que l'entreprise *1* transforme les biens-salaires stockés, première forme du capital fixe, en capital instrumental, les biens d'investissement produits en $p+$ et qui sont la forme définitive du capital fixe.

La seule proposition qui soit formellement adéquate à la situation est donc celle-ci: l'épargne du produit de p, égale à 3 unités de salaires, définit dès l'origine (donc dès la formation de l'épargne) la constitution du capital fixe, sous la forme des biens-salaires stockés: c'est dire que l'épargne est immédiatement investie.

Formée sur le produit de la période p, l'épargne est détruite sur le produit de la même période (p). Ainsi, les circuits sont fermés *instantanément*. Le circuit de p est fermé par la consommation (égale à 22 unités de salaires) et par l'épargne (égale à 3 unités de salaires); le circuit de $p+$ est fermé par l'investissement (égal à 3 unités de salaires) et par la consommation (égale à 22 unités de salaires).

Ce n'est que le jour où la théorie du circuit sera prise au sérieux que l'économie politique pourra enfin proposer une «régulation» de l'économie aux hommes politiques. Tous les «déséquilibres» proviennent des émissions vides, des fausses émissions. La vraie régulation s'affirmera dans la réforme de la comptabilité bancaire: l'introduction des trois départements.

La Crise (notamment de l'écoulement) n'est pas une marque expérimentale de l'imperfection des circuits; en toute économie, même «déséquilibrée», les créations et les destructions de revenus sont des mouvements rigoureusement égaux: la maladie réside dans les émissions vides, qui sont, elles aussi, des circuits parfaits.

154. Crise et circuit sont compatibles.

Frédéric Poulon cite (sans l'épouser) l'erreur commune: «dans la théorie du circuit, la notion de crise est impensable» (p. 340). C'est tout le contraire de la vérité: sans la notion de circuit, aucune grandeur économique n'est pensable. Nous l'avons démontré dans l'analyse critique de l'association des nombres purs aux biens physiques: cette association ne réussit que dans les échanges absolus; et tout échange absolu est un circuit, *un circuit parfait,* conclu dans l'instant.

Aussi longtemps que les adversaires du néoclassicisme ne raisonneront pas rigoureusement en termes de circuit, ils dépenseront leur force en vain, car, dans toute l'histoire de notre science, il n'existe que trois étapes: la première théorie des échanges absolus, la théorie des échanges relatifs et, inaugurée par Keynes, la nouvelle théorie des échanges absolus (les circuits).

C'est donc une grande contradiction et une grande faiblesse que de se réclamer d'une théorie des circuits «idéaux», qui n'existeraient jamais dans leur pureté au sein des économies concrètes. De nombreux esprits trop conciliants tempèrent ainsi l'incidence de la loi de Say: si elle était vérifiée, comment l'économie nationale pourrait-elle connaître l'inflation et le chômage?

Or, on n'y insistera jamais trop: le chômage et l'inflation sont des applications et non des infirmations du circuit économique, qui est une vérité absolue, *ne comportant aucune exception.* La belle loi, à laquelle on trouverait même une seule exception!

Pourfendons une dernière fois l'hérésie. «Marx avait noté que la monnaie, en dissociant l'achat et la vente de marchandises pour un même échangiste, contenait déjà en elle-même la possibilité de crise. Il voulait dire que la crise surgissait, dans le système capitaliste, dès que la vente, normalement consécutive de l'achat de marchandises par le capitaliste, faisait défaut. La vente, en ramenant la valeur à son point de départ, la forme argent, annule, pour ainsi dire, l'achat initial et, avec celui-ci, la menace de crise. Dans le circuit keynésien, on retrouve cette idée, mais sous une forme plus générale. L'absence de crise est liée à une certaine condition d'annulation de la monnaie,

à partir de laquelle on peut exprimer une condition de crise ou de non-crise [p. 341].»

Il faut bien reconnaître qu'ici la pensée montre vraiment trop de souplesse: le circuit se ferme, sinon il n'existerait pas, mais il se ferme en condition de crise ou de non-crise; c'est selon. Si l'économie connaît la crise afin que le circuit se ferme, il vaudrait mieux qu'il ne se fermât point. Les notations de Marx ne sont pas toutes géniales. La dissociation dans le temps des deux côtés de la même transaction est aussi bien proposée par Arrow, comme nous l'avons vu. La pensée rigoureuse exige la reconnaissance de la stricte simultanéité des deux «demi-transactions». Aussi l'idée de la crise introduite (ou rendue possible) par le crédit est-elle vraiment superficielle.

Le fonctionnement de l'économie serait parfaitement ordonné si toute émission monétaire créait une monnaie réelle. Dans le mode de production encore en vigueur, deux circuits (parfaits) coexistent.

1. Le circuit de la *monnaie réelle* est défini par la création-destruction des salaires et, au sein de ce mouvement, par la destruction-création (car l'ordre est inversé) de tous les autres revenus, intérêts, dividendes, rentes.

2. Le circuit des *monnaies nominales* est la création-destruction des profits au sens strict, revenus des non-personnes, les entreprises telles qu'elles sont dénaturées par le régime du capitalisme.

Les deux circuits répondent absolument à la même description: tout revenu créé est détruit dans le même mouvement.

Cependant, le circuit de la monnaie purement nominale crée des revenus qui font et qui ne font pas partie du revenu national:

– les profits réels font partie du revenu national puisque, comme tous les autres biens, ils sont créés par les travailleurs;

– les profits monétaires ne font pas partie du revenu national, car ils perdent immédiatement leur «substance-produit», au bénéfice de la suraccumulation.

Quand on comprend bien que les circuits de la monnaie purement nominale sont l'étiologie des grands déséquilibres, inflation et chômage, on ne peut plus hésiter: il faut recommander au gouvernement du pays de réformer le fonctionnement du système bancaire,

de telle sorte que toutes les émissions vides soient «filtrées» et supprimées à leur naissance.

Les émissions pleines sont une norme, certes, mais une *norme logique;* la suppression des émissions vides créera un «optimum» aussi positif que l'optimum parétien. Le véritable obstacle qui reste à franchir n'est pas la persistance de l'école néoclassique mais la difficulté analytique qui se présente identiquement à tout scientifique, de quelque obédience qu'il soit. La Réforme ne procédera que d'une conquête de l'intelligence.

SYNOPSIS
DE LA MACROÉCONOMIE QUANTIQUE

1. LA PRODUCTION ET LE TEMPS

Les deux définitions sont d'un accès malaisé.

LE TEMPS

Le temps continu ou le continuum

En physique classique ou newtonienne, le temps est considéré comme le continuum, tout laps de temps fini étant infiniment divisible. Dans la mesure où elle fait intervenir le temps, l'analyse économique est fondée sur le continuum, c'est-à-dire, en langage mathématique, sur le temps assimilé à l'ensemble des nombres réels.

Or, en économie, il n'y a aucune raison de mettre en doute cette conception du temps. Le temps des événements économiques n'est autre que le continuum.

Cependant, le continuum n'est que le fondement des événements économiques. En effet, la production ne s'inscrit pas passivement dans le temps continu. Afin de saisir la production et, à partir d'elle, les autres transactions, il faut « déformer » le continuum. Or le temps continu peut être transformé en deux autres temps, le temps discontinu, déjà bien connu en science, et le temps quantique, beaucoup plus curieux.

Le temps discontinu

On part du continuum et on le divise en périodes dites discrètes, en général égales entre elles. A première vue, on peut se demander où est le progrès analytique. Il est positif à deux niveaux. D'abord, il est possible que les actions se déroulent dans une partie bien définie du continuum, par exemple à l'intérieur du mois de calendrier. Les actions répétées de même type surviennent mois après mois, au sein de chaque période discrète. L'analyse par le temps discontinu est utile à un deuxième niveau, beaucoup plus profond. Il est concevable qu'une action, comme la production, doive être entreprise à un instant t_n sans pouvoir aboutir immédiatement; bien plus, on comprend aisément que l'action ne puisse s'achever qu'à un instant t qui, dans le continuum, est à une distance *finie* de t_n. Dans ce cas, l'opération s'étend de t_n à t tout en étant constamment nulle dans cet intervalle: elle ne devient brusquement positive qu'à son achèvement à l'instant t. On voit alors que l'intervalle de temps (t_n, t) n'est pas simplement une durée prélevée dans le continuum car l'action définie dans cet intervalle est nulle à chaque instant, depuis t_n jusqu'à t, seul instant où elle devient brusquement positive. Préparée depuis t_n mais continûment nulle, la production est d'un seul coup positive à l'instant t; elle apparaît dans le temps comme une discontinuité: on dit qu'elle se situe dans le temps discontinu.

On voit bien que la deuxième transformation du temps continu en temps discontinu est beaucoup plus profonde que la première. Si le continuum est simplement découpé en « tranches », il reste que les actions s'y inscrivent continûment, dans chaque intervalle. Tout est différent quand l'action ne s'inscrit pas d'abord dans le continuum mais qu'elle a au contraire besoin d'un temps de préparation avant d'aboutir: dans la phase préparatoire, l'action est nulle dans le continuum, où elle apparaît d'un seul coup, instantanément, au moment où elle s'achève.

Or la discontinuité du temps peut être saisie à un troisième niveau, encore plus radical. Il faut parler alors de temps quantique, des intervalles de temps finis et indivisibles.

Le temps quantique

Revenons brièvement au cas précédent, l'action n'ayant d'abord aucune étendue dans le continuum : nulle depuis le premier instant de sa préparation, t_n, elle devient positive seulement à l'instant t. L'action apparaît brusquement dans le temps continu, *puis elle s'y maintient* plus ou moins longtemps. Avant t, l'action est encore nulle ; elle devient positive ; puis elle se maintient jusqu'à telle date postérieure. Si la transaction s'était simplement déroulée dans le temps, elle aurait été positive à partir de t_n ; en revanche, elle se développe dans le temps discontinu si, entreprise à l'instant t_n, elle devient positive à l'instant t, à partir duquel on peut constater son existence dans le temps continu.

On voit aisément qu'un nouveau pas doit être franchi si l'opération entreprise à l'instant t_n et qui ne devient positive qu'à l'instant t est nulle à tout instant postérieur à t. La transformation du continuum en temps discontinu permet de saisir les actions qui deviennent tout à coup positives à l'instant de leur achèvement. Mais le continuum doit être soumis à une transformation bien plus fondamentale dès que l'analyse décèle l'existence d'actions qui sont positives seulement à l'instant de leur achèvement. Une action de ce type ne peut nullement s'inscrire dans le temps continu : non seulement elle n'y apparaît qu'après l'écoulement de sa phase préparatoire mais, bien plus, elle disparaît à l'instant précis où elle devient positive. Simplement transformé en temps discontinu, le continuum est donc incapable de « recevoir » ou de « retracer » toute action qui, préparée à partir de l'instant t_n et devenue positive à l'instant t, est de nouveau nulle à tout instant postérieur. Une action de ce type ne peut être saisie que dans une transformation plus radicale ; le continuum est transformé en temps quantique : il est « quantisé ».

La production est une action comme celle dont nous venons de donner la description ; l'analyse, même rapide, le démontre. Toute production (économique) devient positive après un temps de préparation et n'est une action positive qu'à l'instant de son achèvement ; elle est nulle avant *et après*.

LA PRODUCTION

Depuis les origines de notre science, toute théorie reconnaît que le travail de l'homme (nous l'appellerons simplement le travail) est producteur. Le doute ne concerne que l'existence d'autres « facteurs de production » ; ainsi, la terre (ou les ressources naturelles) et le capital exercent-ils une action productrice ? L'analyse de la relation production-temps peut s'appuyer sur la certitude initiale : le travail est indubitablement producteur. On découvre bientôt que le travail ne s'inscrit ni dans le temps continu ni dans le temps discontinu ; *le travail quantise le continuum.* On en induira la définition exacte du produit : il est du temps quantisé ou, identiquement, un morceau indivisible prélevé dans le continuum. Or seul le travail est capable de quantiser le temps ; la terre et le capital sont le milieu et les instruments de la production.

Tout travail est un quantum d'action.

Supposons qu'un vannier ne travaille qu'avec ses mains, depuis la récolte de l'osier jusqu'à la finition du panier. Il commence son travail à l'instant t_n et l'achève à l'instant t, par exemple une heure plus tard. La préparation du panier est-elle une action continue de t_n à t ? Avant de répondre, on peut concevoir les « gestes élémentaires », ainsi chaque mouvement des mains dont la suite conduit au résultat recherché. Chaque geste est un tout indivisible, le « quantum d'action ». Il est donc certain que la préparation du panier n'est pas une action continue dans le temps. Au contraire, l'action totale est divisible en un nombre fini d'actions indivisibles, les quanta d'action. Or on peut grandement simplifier l'analyse en posant l'addition des quanta en une action unique, la production du panier. Il est clair alors que la production du panier tout entier est le quantum d'action ; c'est dire qu'elle est donnée en un tout indivisible, *d'un seul mouvement,* en un « saut quantique ».

L'action étant globale, donc indivisible, ou, ce qui ne change rien, l'action étant l'addition de gestes indivisibles, on en induit que si la production du panier était inscrite dans une parcelle même très petite du continuum, elle serait divisible (et même indéfiniment)

puisque le continuum l'est en chacune de ses parties finies. On en retire un enseignement précieux : la production est une action *instantanée*. Cependant, la production a également une étendue positive dans le temps.

La production est à la fois instantanée et néanmoins étendue dans le continuum.

Il est flagrant que nous venons d'énoncer une contradiction. Or la réflexion établit les deux propositions contraires : toute production est instantanée et toute production positive est une action qui a une dimension positive dans le temps (ou dans le continuum). La réalité des faits impose la double nature de la production ; aussi la contradiction n'est-elle qu'apparente : la production est instantanée mais elle quantise (dans l'instant) une durée finie.

La production est une action instantanée. Nous le savons déjà puisque tout acte de production est un quantum d'action. Répétons la démonstration. Chaque geste élémentaire conduisant au panier fini est un tout indivisible ; il en découle que chaque geste élémentaire est instantané ; s'il ne l'était pas, il aurait tautologiquement une étendue dans le continuum et il serait donc lui-même divisible. Dans la somme des quanta d'actions on trouve un nombre fini d'actions élémentaires ; comme chaque quantum est instantané, la somme des quanta est, elle aussi, une action instantanée.

La production n'est une action positive que si elle a une étendue positive dans le continuum. C'est presque évident. Supposons que notre vannier ne consacre à chacun de ses gestes qu'un temps nul : son temps est alors « libre » et le panier reste totalement informe. Apparaissant à l'instant t, le produit est le résultat d'un travail commencé à l'instant antérieur t_n, la durée (t_n, t) étant par exemple d'une heure. Si le temps du travail mis en œuvre était diminué, le panier resterait inachevé ; enfin, si le temps de travail était annulé, le panier ne serait même pas ébauché. Tout cela est pur truisme. La difficulté n'est pas de comprendre que le travail est une action étendue dans le temps. D'autre part, même si la chose est plus profonde, on comprend que le travail est un quantum d'action. La vraie difficulté est dans la conciliation des deux natures de la production : bien qu'elle soit un

quantum d'action, la production s'inscrit dans la durée. Comment la *même action serait-elle à la fois instantanée et étendue dans le temps ?* Il existe une solution, une seule : la production est l'action qui quantise le continuum.

La production quantise le continuum. Représentons-nous l'axe du temps. Nous y portons l'instant t_n et, à une distance finie (mesurable), l'instant postérieur t. La production du panier est liée à la durée ; quelle est la nature de ce lien ? Il est bon de procéder par élimination. La production ne s'inscrit ni dans le temps continu ni dans le temps discontinu.

1. *La production du panier ne s'inscrit pas dans le temps continu.* Bien que le travail du vannier se poursuive de t_n à t, il serait illogique de conclure qu'il est étendu dans la parcelle (t_n, t) du continuum : s'il l'était, il ne serait pas un quantum d'action (ni la somme de quanta d'actions). Or, nier que la production soit un quantum d'action conduit immédiatement à une absurdité mathématique. En effet, si la production était continue dans l'intervalle de temps $(t_n, , t)$, elle serait infinie dans cette durée intégrale, à moins d'être infiniment proche de zéro en ses parties infinitésimales ; et si la production était nulle à chaque instant (ou intervalle de durée nulle) de (t_n, t), elle serait nulle dans cette durée intégrale. Bref, si les productions n'étaient pas des quanta d'actions, elles seraient ou nulles ou infiniment grandes en chaque fraction positive du temps continu : tous les jours, le produit de chaque travailleur serait nul ou infini. Le bon sens et la réalité sont au contraire respectés dès que la production est conçue comme un quantum d'action ; ainsi la production du panier est une action indivisible dans l'intervalle de temps (t_n, t) : c'est la raison pour laquelle la production est une action positive et finie dans cette durée.

2. *La production du panier ne s'inscrit pas dans le temps discontinu.* L'argument est déjà bien préparé puisque nous connaissons la définition exacte du temps de production discontinu ; entreprise à l'instant t_n et devenue brusquement positive à l'instant t, la production du panier se maintiendrait ensuite dans le continuum, où elle pourrait être constatée postérieurement à t. La production étant mesurée sur l'axe vertical et l'écoulement continu du temps sur l'axe horizontal, la production en fonction du temps continu est portée sur une courbe

dont le premier point serait connu à l'instant *t* (la production antérieure étant nulle) et dont les autres points correspondraient aux instants postérieurs à *t*. Dans la réalité, la production du panier ne répond pas à cette description. Distinguons les instants précédant *t* (t_i) et les instants postérieurs à *t* (t_j) ; l'analyse par le temps discontinu pose que la production est positivement définie aux instants t_j (jusqu'à telle date future, où la courbe rejoindrait l'axe du temps) ; en fait, cependant, la production du panier, positive à l'instant *t*, est nulle à la fois *aux instants* t_i *et aux instants* t_j. On exprime la nullité de la production à tout instant postérieur à *t* en disant que la production est une action dont l'inertie dans le temps, ou dans le continuum, est nulle. La production ne pourrait s'inscrire d'une façon discontinue dans le continuum que si la production réalisée à l'instant *t* se maintenait ensuite par inertie dans le temps. Il faudrait que la production du panier, pourtant achevée à l'instant *t*, se prolonge au-delà, pendant un certain temps mesurable. Comme il est tautologique de dire que la production s'arrête à l'instant où le produit est achevé, la production n'est finalement positive ni aux instant t_i ni aux instants t_j : elle est positive au seul instant *t*, strictement. La « courbe » représentative se limite donc à un point unique, défini à l'instant *t*.

3. *La production du panier quantise le continuum.* Il est bon ici de faire une expérience mentale très simple. On se donne encore le temps sur l'axe horizontal. Si la production du panier était un flux dans le continuum, sa courbe représentative partirait de l'instant t_n ; d'un autre côté, si le flux de la production était donné en un saut ou en une « discontinuité », il serait représenté par une courbe partant de *t* ; comme la production est un quantum d'action ou un « flux quantique », la courbe qui la représente est un point unique ; *cependant, il reste que la production est un flux dans le temps : elle n'est pas simplement définie à l'instant t mais à tous les instants (réunis en un même tout) de la durée* (t_n, *t*). Il suffit alors de faire un effort d'imagination pour trouver la solution concrète ; d'abord nulle de t_n à *t*, la production devient positive à l'instant *t* : à cet instant, *la production se rapporte à la période entière, la durée indivisible* (t_n, *t*). Cela signifie que la production n'est pas un flux qui aille dans le sens du temps (à partir de t_n ou de *t* selon l'analyse, continue ou discontinue) mais, au contraire, un flux *défini en boucle,* de

t à t_n et simultanément de t_n à t. Telle est la définition exacte de la production, quantum d'action ; elle quantise la durée (t_n, t) car, au lieu d'être un flux à sens unique (ce qui supposerait une absurdité, à savoir qu'une production donnée est infinie dans une durée finie), elle est un flux-reflux : la production est une action qui remonte instantanément à l'instant t_n où elle fut entreprise, pour revenir à l'instant t où elle est positivement réalisée.

Une dernière réflexion devrait être convaincante. Il est admis que la production est un flux dans le temps : or si elle était simplement un flux dans le temps continu, la production aurait une épaisseur positive et finie dans le temps ; elle serait donc positive et finie à chaque instant de son flux dans le temps, comme la vitesse instantanée d'un mobile ; on en déduirait nécessairement que le produit serait positif à chaque instant de la production-flux, c'est-à-dire à une *infinité* d'instants. La production de toute période finie serait bien infinie. Comme le produit d'une période finie est en réalité une grandeur finie, la production est un flux qui n'est ni continu ni discontinu dans le temps ; elle est un flux-reflux ou une *onde,* un « va-et-vient » : *la production du panier est l'onde qui parcourt instantanément le temps (continu) de t à t_n et de t_n à t.* Le raisonnement respecte ainsi les deux contraintes à la fois : *la production est un flux dans le temps ; elle est néanmoins une action parfaitement instantanée.*

La production est un flux dans le temps en cela précisément que son inertie dans le continuum est nulle : aucune production n'est efficace après l'instant de son achèvement ; mais toute production achevée est efficace depuis l'instant où elle fut entreprise. Il en résulte que le produit est simplement un quantum de temps, la « période de production » étant, à l'aboutissement du quantum d'action, instantanément parcourue par le flux de production. La nature ondulatoire de la production étant ainsi connue, on peut résoudre le problème de la durée de vie du produit lui-même.

La production est ondulatoire ; le produit a ainsi une durée de vie réduite à l'instant.

A première vue, il n'est pas certain que le produit n'ait qu'une existence instantanée ; il est bien vrai que la production est une

action instantanée mais on pourrait concevoir le résultat de cette action comme ayant une existence prolongée dans le temps. Or, à la réflexion, il apparaît que la nature ondulatoire de la production a pour conséquence logique la stricte limitation de la durée d'existence du produit : il naît à l'instant de l'achèvement de la production et il disparaît *au même instant.* Ainsi le panier n'est un produit qu'à l'instant t. Il faut en effet respecter la distinction déjà connue des Classiques : le panier, *valeur d'usage,* a une espérance de vie qui peut être de plusieurs années, mais le panier, *valeur d'échange* ou produit au sens exact, est défini par le quantum de temps (t, t_n) et simultanément par le quantum *inverse* (t_n, t). *La production est une onde en ce qu'elle est définie par la création-destruction instantanée du produit.*

Il est clair qu'étant un quantum de temps, le produit n'est pas une matière. Cependant le résultat de la production admet un lien étroit avec la matière. A cet égard, on peut parler de la nature corpusculaire de la production et du produit.

La production est corpusculaire. Le produit est une matière lancée dans la forme-utilité.

La production-onde ou le flux de la production a pour résultat un quantum de temps. La production est au contraire corpusculaire en ce que le produit est une matière définie au contact de la « forme-utilité ». Expliquons-nous-en brièvement. Enonçons d'abord un truisme. Le panier est matériel et toute matière entrant dans la confection du panier est purement et simplement conservée ; rien n'est créé et rien n'est perdu dans le processus. Supposons que le panier soit composé d'osier uniquement. Il est clair que la production du panier ne crée ni ne détruit ne serait-ce qu'un atome de matière. Toutefois, l'osier est plus utile à l'homme sous l'apparence du panier que s'il était resté attaché au tronc de l'arbre. Le panier existait d'abord dans l'imaginaire de son producteur en tant que *forme-utilité* de l'osier. On peut ainsi énoncer une loi : *produire signifie couler une matière (ou une énergie) dans une forme-utilité préconçue.*

Cette nouvelle définition de la production la saisit en son deuxième aspect, corpusculaire, et elle permet de retrouver les trois

conclusions essentielles que nous avons pu induire de la nature ondulatoire de la production.

1. Entreprise à l'instant t_n, la production est nulle jusqu'à l'instant t car le panier est une matière utile (ou *plus* utile) à l'instant t seulement, quand il est achevé.

2. Bien que la production ne soit positive qu'à l'instant t, dès lors qu'elle est achevée, elle prend naissance à l'instant t_n du premier geste ou quantum d'action élémentaire accompli par le vannier.

3. Le produit existe uniquement à l'instant t; l'instant d'après, la matière est déjà sortie de la forme-utilité: l'osier épouse enfin la forme-panier à l'instant t, puis il est matière sortie de ce « moule » et offerte au monde des valeurs d'usage.

Production et consommation forment une unité; les deux actions contraires sont simultanées.

Dans la représentation populaire, la consommation est une opération postérieure à la production. Cependant, il faut immédiatement noter que dans son acception lâche, la production est une action mal élucidée et même mystérieuse. Elle serait, dit-on, une création coûteuse. Ainsi, l'activité économique serait créatrice. La science ne peut s'arrêter à ce jugement. Comment, en dehors de l'imaginaire (la pensée et l'art), l'homme serait-il créateur? Il est beaucoup plus satisfaisant de respecter la loi de Lavoisier: la production-création est rigoureusement nulle; pareillement, la consommation-destruction est rigoureusement nulle. La science économique serait-elle ainsi prise en défaut quand elle cherche à analyser la production et la consommation ? Ce serait d'autant plus grave que ces concepts sont cruciaux. Nous savons maintenant qu'en réalité la production est une action positive, car elle est instantanément couplée à l'action inverse, la consommation. Le couple logique production-consommation est simultanément donné des deux côtés à la fois, par l'aspect ondulatoire et par l'aspect corpusculaire de l'action. *Ondulatoire,* la production quantise les deux temps inverses, de t à t_n et de t_n à t: elle est donc simultanément positive et négative. *Corpusculaire,* la production qui s'achève (seule production positive) coule la matière dans la forme-utilité à l'instant t, *et l'en retire aussitôt:* de

nouveau, il apparaît clairement que l'action est simultanément négative. Ainsi, l'analyse reste confinée dans le domaine de la science ; elle ne fait aucune intrusion au sein de la théologie. La production est constamment nulle ainsi que la consommation ; ces deux actions, prises séparément, sont néanmoins non nulles, car elles sont données en un même tout : toute production *positive* définit immédiatement une consommation *positive* égale. L'objet de l'analyse économique n'est pas la production suivie de la consommation mais une seule réalité à double face, la production-consommation.

La découverte de la conjonction logique des deux actions contraires jette également une vive lumière sur les deux grandes périodes du développement de notre science.

Les deux aspects de la production impliquent les deux enseignements fondamentaux des Classiques et des Néoclassiques.

Pour les Classiques, la production s'identifie au travail de l'homme ; pour les Néoclassiques, la production est la création des utilités. Or les deux enseignements sont vrais dans leur synthèse : le travail introduit la matière dans la forme-utilité. La mesure du produit, dont la loi n'a pu être dégagée ni par les théoriciens de la valeur-travail ni sur le fondement de l'utilité des biens, résulte de l'union des deux « facteurs » ; le produit est injecté par le travail dans la monnaie négative, la forme-utilité sous l'apparence du numéraire : la mesure du produit est ainsi donnée par le nombre (pur) des unités monétaires composant l'enveloppe des biens.

Avant d'examiner l'intégration du produit dans la monnaie, proposons la solution du problème que nous avions évoqué, celui de l'identité des actions productrices : seul le travail de l'homme définit la production dans ses deux aspects, ondulatoire et corpusculaire. L'activité des machines et de la terre ne saurait introduire la moindre parcelle de matière dans la forme-utilité ; en effet, cette forme est une *conception,* une *projection,* et elle est d'abord *imaginaire.* Seul l'homme est capable d'imaginer ; la production-consommation n'est

pas une action relevant de la mécanique classique comme le mouvement d'une horloge ; elle est une activité bien plus noble. Si l'on voulait à tout prix assimiler la production à une mécanique, il faudrait parler de mécanique *quantique :* produire c'est donner une nouvelle forme à la matière, afin qu'elle se prête mieux à la satisfaction des besoins biologiques, sociaux, culturels, artistiques et même, parfois, artificiels (les « gadgets ») de l'homme.

L'unité de la monnaie et du produit résulte d'une opération dont le nom est connu de tout le monde, la dépense.

2. LA PRODUCTION ET LES DÉPENSES

La monnaie est « infiltrée » dans l'acte même de la production réelle et non entre les produits.

TOUTE DÉPENSE MONÉTAIRE EST UNE DEMI-DÉPENSE RÉELLE.

Qu'est-ce qu'une dépense ?

Le mot de dépense est l'un des plus usuels de la langue mais sa signification n'est nullement connue de l'« homme de la rue ». La dépense économique qui fonde toutes les autres est *réelle :* c'est le travail de l'homme. Allons directement à la conclusion. La dépense est une opération à double face, positive et négative. Tout travail en activité est une dépense réelle, production-consommation de la forme-utilité de la matière. Les dépenses monétaires obéissent à la même définition. Toute dépense monétaire est la création-destruction d'une somme de monnaie. Il faut ainsi s'éloigner des représentations habituelles ; dépenser 1 franc ne signifie ni détruire ni, bien entendu, créer 1 franc ; l'opération est complexe, car elle comprend les deux actions contraires à la fois : toute dépense d'un franc est simultanément la création et la destruction d'un franc.

Mais comment le démontrer ? Il faut montrer que les dépenses monétaires s'identifient aux dépenses réelles, c'est-à-dire à la production-consommation. La preuve en est donnée dans une expé-

rience très simple. Il faut déterminer si le travailleur reçoit une somme de monnaie en échange de son produit ou, au contraire, de son travail. Autrement dit, le régime du salariat voit-il naître le produit d'abord dans l'avoir des travailleurs ? Il est certain que non : le produit se forme dans les entreprises et il ne parvient aux salariés (ainsi qu'aux autres titulaires de revenus) que par la dépense des sommes de monnaie gagnées, les « revenus ». On voit ainsi que la monnaie est présente au sein de la production : elle agit à l'intérieur de l'action réelle (le flux de la production) et non sur les résultats de l'action, quand elle est déjà terminée. On croit le plus souvent que la monnaie est un bien intermédiaire entre les produits vendus et les produits achetés. On dit en ce sens que la monnaie brise les trocs. Or la monnaie est déjà présente à la naissance des produits. La création de monnaie et la production de biens sont une seule et même action. Résumons encore les deux thèses.

– Si la monnaie avait pour mission et pour effet de transformer en vente et en achat (séparés) l'échange entre deux produits, la production (des travailleurs) serait toujours strictement réelle. On se représente alors le monde économique en une « dichotomie » : les travailleurs produisent les biens réels et les banques créent la monnaie.

– La monnaie étant présente dans le flux de la production et non simplement comme objet interposé entre les résultats des flux réels, il apparaît que les flux monétaires se substituent aux flux réels ; dans les émissions nominales, les travailleurs produisent les biens réels sous leur forme monétaire : littéralement, ils produisent d'abord de la monnaie. La monnaie n'est pas créée par les banques, car elle n'est pas présente dans le seul résultat du paiement ; elle est déjà présente dans le paiement lui-même.

La monnaie ne brise pas le troc mais la production, l'action : elle a pour effet de séparer les deux aspects opposés de l'acte de production. En l'absence de la monnaie, la production est immédiatement consommation ; la monnaie étant introduite dans le flux réel, elle opère la scission de la production-consommation en production nette et en consommation nette.

La production nette

Elle est obtenue par le paiement des salaires (monétaires).

Le travailleur isolé se paie lui-même ; il obtient immédiatement son produit en nature. Il en résulte que son produit est consommé dès qu'il est formé. Le produit apparaît dans la rencontre de la matière et de la forme-utilité ; il est consommé quand il est retiré de cette forme ; or les deux événements sont simultanés : à aucun moment la forme-utilité n'est attachée à la matière.

Tout est différent dans le régime du salariat, au sens strict. Le travailleur perçoit son produit en monnaie. On en induit que, définie dans le paiement des salaires, la production est *nette :* elle est production et non production-consommation. En effet, le salaire ne peut être consommé que dans une deuxième dépense. Il est logiquement impossible que la monnaie parvienne au travailleur dans l'action même qui la lui retire. Cette fois les deux actes opposés (formation et consommation du salaire) ne sauraient donc être fusionnés en un flux unique. La production des salaires est nette, car la consommation des salaires n'est pas donnée dans leur formation.

Il en découle tautologiquement que la dépense des salaires est nette, elle aussi.

La consommation nette

Elle est définie par la dépense des salaires.

Répétons-le ; si la monnaie n'existait pas, tout produit serait consommé à l'instant précis de son achèvement ; la langue ne s'y trompe pas : le produit achevé est consommé.

Or, étant présente dans la production réelle, dans le flux du paiement des salaires, la monnaie rend « tangible » la forme-utilité. La matière est coulée dans les salaires monétaires au lieu d'épouser directement la forme-utilité réelle. En d'autres termes, la forme-monnaie est le premier état, temporaire, de la forme-utilité. Aussi longtemps que la matière séjourne dans la forme-utilité (monétaire), la consommation est *différée.* La consommation ne devient effective qu'à l'instant où la matière (biens et services) est retirée de la forme-

monnaie : ce retrait s'opère *dans la dépense ou la consommation des salaires.* La dépense des salaires a deux effets instantanés (donc simultanés) : la forme-monnaie de la matière est détruite, mais la forme-utilité l'est également (l'utilité n'est plus une forme mais un « fond », une valeur d'usage, grandeur psychologique) comme elle l'aurait été dès la production si la monnaie ne s'était pas interposée pour lui donner un abri provisoire.

La substitution (temporaire) de la forme-monnaie à la forme-utilité apporte le principe et l'unité des mesures à l'économie ainsi qu'à la science économique.

3. LA MESURE EN ÉCONOMIE ET EN SCIENCE ÉCONOMIQUE

On comprend bien aujourd'hui pourquoi le problème de la mesure n'a pu connaître aucune solution dans les théories classique et néoclassique.

LA MESURE DU PRODUIT SELON LES CLASSIQUES

En privilégiant le travail, les Classiques étaient presque parvenus au but. Le temps de travail ne s'incorpore pas au produit mais le travail quantise le temps (aspect ondulatoire de la production) et donne « corps » au produit, en mettant la matière au contact de la forme-utilité.

Le travail ne s'incorpore pas au produit.

Les deux propositions suivantes sont proches l'une de l'autre.

a. La production est l'opération qui introduit le temps de travail dans la matière.

b. Produire c'est travailler et le travail est l'opération qui crée les quanta de temps.

Or la première proposition conduit la science dans une impasse. Réputé présent dans la matière ouvrée, le temps de travail ne se prête à aucune mesure. En mesurant le temps pendant lequel un travail s'est effectué, on mesure du temps et non du travail : la

mesure est physique et non économique. La mesure classique suppose l'existence de l'unité de travail, alors qu'en réalité l'analyse ne dispose que de l'unité de temps.

La proposition *b* ne prépare-t-elle pas le même échec ? Il semble bien que oui.

Le travail quantise le temps (de production).

Le quantum de temps est une mesure purement physique. Supposons par exemple que deux paniers de même description soient produits l'un en une heure de travail et l'autre, plus adroitement, en une demi-heure seulement. Les deux produits sont des quanta de temps différents. Or rien ne permet de dire que le premier panier ait une mesure économique deux fois plus grande que le second.

Ainsi, l'analyse a sans doute progressé depuis les Classiques ; en effet, le temps de travail est désormais un concept abandonné : puisqu'il quantise le temps, le travail n'est pas présent dans le produit, qui est un pur temps quantisé et non du temps de travail.

Cependant, la mesure du produit ne reste-t-elle pas physique ? Elle l'est encore plus ouvertement. Le temps quantisé est une mesure uniquement *physique.*

En conclusion, la matière n'est nullement mesurable en tant que produit du travail même s'il reste acquis que seul le travail transforme la matière en produit.

Bien que, selon toute apparence, elle reconduise purement et simplement le problème de la mesure, la proposition *b* apporte la condition fondamentale de sa solution.

En présence de la monnaie, la quantisation du temps prend la forme de la quantisation du numéraire.

Etant un quantum de temps, le produit se transforme en un quantum de numéraire ; cette transformation résulte directement de l'introduction de la monnaie dans le flux réel de la production. Et, dès que le produit est saisi comme un quantum de numéraire, il est ipso facto mesuré. On trouve ainsi confirmation de la grande intuition de Keynes : les produits sont mesurés en unités de salaires. Dès

que la monnaie est introduite par le paiement des salaires nominaux, le travail quantise la monnaie-numéraire, le quantum de temps n'étant plus qu'un facteur de proportionnalité constant. Si le paiement des salaires est mensuel, le quantum de temps élémentaire est le mois, que l'on assimile au nombre 1 indivisible. Dès lors, les salaires du mois sont égaux au flux de production multiplié par le temps de son application, le mois, nombre 1 dans l'ensemble des entiers.

$$\begin{aligned} &\text{production} \times \text{temps d'application} \\ &= \text{production du mois} \\ &= \text{produit du mois} \end{aligned}$$

On voit ainsi que le produit, égal à l'intégrale de la production du mois, est défini par la production « constante » (elle l'est puisqu'elle est unique, ponctuelle, dans le mois) et non par cette constante multipliée par le temps assimilé à l'ensemble des réels. La production est multipliée par le temps assimilé à l'ensemble des entiers naturels ; le mois étant le quantum élémentaire, la production est simplement multipliée par le nombre entier 1.

En définitive, la mesure du produit est bien celle que les Classiques avaient recherchée ; le travail quantise la monnaie-numéraire ; ainsi le produit est le résultat du seul travail. Bien plus, la mesure du produit est donnée par le travail, à savoir par son résultat, la monnaie-numéraire quantisée, autrement dit les salaires émis dans la période.

Mais quel est l'apport des Néoclassiques ?

LA MESURE DU PRODUIT SELON LES NÉOCLASSIQUES

Il est tout à fait remarquable que la nouvelle analyse confirme la théorie néoclassique autant que la théorie classique. Il est vrai également que l'on rencontre d'abord l'échec.

La mesure du produit par son utilité.

L'explication comporte deux chaînons, la mesure du produit par l'utilité et la mesure de l'utilité elle-même. Le premier chaînon ne crée aucune difficulté, bien qu'il ait apparemment le statut d'un postulat; mais le deuxième chaînon définit une nouvelle impasse: l'utilité n'est pas une grandeur physique et les grandeurs psychologiques ne sont pas mesurables.

Aujourd'hui le problème est résolu en parfaite conformité avec l'intuition des Néoclassiques. Le produit est mesuré par son utilité. La solution découle du fait que la mesure de l'utilité est radicalement transformée: elle n'est plus psychologique mais purement *numérique.*

L'utilité n'est mesurante que dans l'enveloppe-utilité; encore faut-il que cette enveloppe soit monétaire.

Les Classiques saisissent la production en son aspect ondulatoire, le travail. Les Néoclassiques conçoivent la production sous son aspect corpusculaire. Or les deux aspects sont aussi « vrais » et « corrects » l'un que l'autre. Et l'analyse achevée parvient au même résultat des deux côtés, onde et corps. Dès que le flux des salaires se substitue au flux de la production réelle, la forme-monnaie s'identifie par substitution à la forme-utilité: les salaires émis sont la *forme-utilité* du nouveau produit. Or les salaires nominaux sont « gradués » en nombres sans dimension. A la différence de la forme-utilité réelle de la matière, qui n'est pas mesurable (parce que si elle l'était, elle le serait en unités psychologiques, indéfinissables), la forme-monnaie de la matière, c'est-à-dire sa forme-utilité nominale, est un quantum de numéraire. La mesure de l'enveloppe-utilité est ainsi purement numérique: la mesure du produit est donc, elle aussi, un nombre.

LA RÉSOLUTION DU MYSTÈRE DE LA MESURE EN ÉCONOMIE

Léon Walras avait écrit au grand mathématicien Henri Poincaré pour lui expliquer que la mesure n'est pas de même nature en

économie et en physique. Le kilogramme est la mesure d'une masse, d'une dimension ; le franc (identifié au numéraire) est la mesure d'un produit et non de l'une de ses dimensions. La mesure d'un produit est le rapport d'un nombre de francs – les francs étant des nombres concrets comme les boules d'un boulier – et d'une matière (une « quantité physique »). La grande erreur est de rechercher dans les mesures économiques ce qui définit les mesures physiques, le rapport d'un nombre à une dimension ; en économie, la mesure est le rapport d'un nombre à un bien ou à un service ; or les biens et les services sont sans doute une masse ou une énergie mais ils sont dépourvus de toute masse *économique*. La mesure économique est un nombre rapporté à une « non-dimension » ou, comme on dit aujourd'hui, un nombre sans dimension.

Faut-il en conclure que la science économique déroge à la définition mathématique de la mesure ? Ce serait vraiment surprenant, la logique étant la même en toute science. Justement, elle est parfaitement respectée même par les mesures non dimensionnelles. Poincaré ne pouvait être convaincu, faute d'une étape essentielle du raisonnement, qui ne pouvait encore être conçue du temps de Walras. Le numéraire et le produit appartiennent à deux ensembles distincts : les nombres ne sont pas des biens et les biens ne sont pas des nombres. On ne saurait donc établir des relations d'équivalence entre le numéraire et le produit. Dans ces conditions, la mesure est impossible en économie, à moins que l'on réussisse un jour, contre toute attente, à découvrir une masse économique spécifique, auquel cas la mesure serait dimensionnelle en économie comme en physique. A priori, deux voies s'ouvrent donc devant le chercheur : découvrir la masse économique (comme la pierre philosophale) ou démontrer l'existence de relations d'équivalence entre le numéraire et le produit. La deuxième voie est la bonne, car elle est démontrée par l'induction, observation analytique des faits. Lancée dans les salaires, la monnaie-numéraire est introduite dans le flux réel de la production qu'elle scinde en deux mouvements désormais distincts, production et consommation. Il en découle, rappelons-le, que le résultat du flux réel est d'abord net : *l'économie produit sans consommer*. Plus tard, elle consommera sans produire dans le même acte. Or quel est alors le résultat net de la production ? Nous le connaissons bien,

c'est un quantum de monnaie. Ainsi la définition mathématique de la mesure est pleinement satisfaite, bien que les mesures économiques soient des relations entre nombres et produits ; le paiement des salaires est un flux monétaire substitué au flux réel ; il s'ensuit que le produit est une somme de monnaie substituée aux biens : les salaires monétaires sont la *définition* du produit *réel.* Il est ainsi exact de dire – c'est requis par la logique – que l'économie produit d'abord une somme de monnaie dont le corps est constitué des biens et des services et qu'elle ne produit pas directement des biens et des services sous leur forme matérielle. Le mathématicien y trouve la satisfaction de ses exigences ; les salaires monétaires ne sont pas la mesure (totale ou partielle) du produit qui leur serait étranger : non seulement les salaires *sont* le produit mais, qui plus est, *aucun produit n'existerait dans le temps, donc n'existerait aux yeux du scientifique, si les produits naissaient directement réels, en dehors de la monnaie.* Dès que les salaires sont mesurés, le produit l'est puisque les salaires sont la définition du produit. Finalement, le *nombre* des unités de salaires émises est la *mesure* du produit de l'économie. La relation d'équivalence indispensable à la constitution de la mesure est créée par la substitution du flux monétaire (émission des salaires) au flux réel (production des biens et des services). Puis, l'équivalence étant établie, il suffit de mesurer la monnaie pour mesurer le produit : *or la mesure de la monnaie est un simple dénombrement, car les nombres se comptent.* Si Poincaré avait su que le produit matériel est déposé dans la monnaie comme dans sa forme, il aurait accepté la thèse de Walras : en économie, les mesures sont faites par la *comptabilité* puisqu'en comptant la monnaie émise (dans les salaires), on compte en même temps le produit national, *corps* de la monnaie émise.

Le problème de la mesure en science économique ne peut être résolu si l'on écarte la monnaie du processus de production. Ainsi, même si la théorie cherche à intégrer la monnaie dans les échanges sur le marché des biens, c'est trop tard : les biens sont déjà produits et, par hypothèse, leur production n'a pas impliqué la monnaie. Les économies monétaires fonctionnent tout autrement, la monnaie étant présente au sein du flux de production, dans le mouvement même qui engendre le produit : au lieu de produire les biens réels

directement sous leur forme physique, l'économie produit les biens réels dans la forme monétaire.

Il est sans doute plus facile de concevoir les mutations ou les échanges au niveau des résultats, entre les produits, un bien *a* étant changé, ou échangé. Cependant, dans la réalité la dialectique entre le « nominal » et le « réel » est plus profonde : elle se situe à la source même des biens, au niveau de la production. L'action de la production est monétaire ou nominale en cela précisément que l'interposition des nombres (la monnaie de compte) scinde l'opération en deux demi-transactions contraires : la substitution des nombres au produit réel est suivie de la substitution du produit réel aux nombres. La première substitution définit le produit net ; le produit réel s'efface pour faire place à la *monnaie réelle.* Le produit est compris dans la monnaie comme dans une enveloppe. La deuxième substitution définit la consommation nette ; la monnaie réelle s'efface ; elle est détruite et elle dégage le produit réel : à cet instant, l'opération est achevée, la consommation étant désormais soudée à la production comme elle l'aurait été immédiatement si la monnaie ne s'était pas interposée.

Si les échanges apparaissaient sur le marché des produits, ils seraient *relatifs,* tout échange impliquant alors au moins deux biens distincts. Or les échanges apparaissent dès l'acte de la production, dans le mouvement dont le produit est le résultat ; on en induit que les échanges sont *absolus,* car le même produit est d'abord monétaire (la monnaie réelle) puis réel (le produit physique, instantanément dénaturé en valeur d'usage).

Les échanges absolus placent les deux relations suivantes dans leur vraie lumière : le rapport du « nominal » au « réel », le rapport du produit au temps.

LES GRANDEURS NOMINALES ET LES GRANDEURS RÉELLES

Dans l'opinion, on rencontre les deux idées opposées.

a. Grandeur nominale par excellence, la monnaie est face à l'ensemble des biens réels, dont elle ne fait pas partie : elle est *exogène.*

b. La monnaie est un élément de l'ensemble des biens réels : elle est *endogène,* car elle est produite comme n'importe quel bien, de consommation ou d'investissement.

Apparemment, les opérations contraires couvrent tout le champ du possible : comment, dans le monde des biens réels, la monnaie ne serait-elle ni endogène ni exogène ? En fait, le principe du tiers exclu ne s'applique pas à la monnaie, qui est un bien tout à la fois exogène et endogène. Si les deux doctrines opposées persistent dans l'opinion, sans que l'une puisse triompher de l'autre, c'est bien parce que la monnaie a une double nature. La thèse et l'antithèse sont vraies l'une et l'autre. Grandeur nominale, la monnaie est exogène ; grandeur réelle, la monnaie est endogène ; or, la même monnaie saisie au même moment est tout ensemble (donc dans l'équivalence) nominale et réelle. Répétons l'information fondamentale. Si le flux de la production réelle n'était pas changé ou transformé en flux de formation des salaires, le produit serait immédiatement absorbé dans la catégorie des valeurs d'usage. Comme le flux réel est en réalité changé en flux monétaire (dans l'émission des salaires), *le produit est absorbé par la monnaie.* La représentation exacte est celle de la monnaie, pure forme, comprenant le produit, qui est *le corps de la monnaie.* Ricardo l'avait pressenti, le produit est incorporé (« embodied ») dans la monnaie. Les salaires monétaires sont donc une forme, grandeur nominale, dans laquelle se trouve le produit national, grandeur réelle.

L'identité dans la monnaie des grandeurs nominales et des grandeurs réelles peut être exprimée autrement, par la considération concrète de la source de la monnaie et de la source des biens réels. Si la monnaie était purement nominale, elle serait créée par l'activité des banques. Si la monnaie était purement réelle, elle serait le produit d'entreprises spécialisées. Etant donné que la monnaie, grandeur nominale-réelle est une forme créée par les banques et simultanément un corps (le contenu de la forme) produit par les entreprises, la monnaie et le produit sont parfaitement *homogènes ;* les deux grandeurs procèdent de la même source, car, abstraction faite de son contenu, de sa *teneur,* la monnaie est une coquille vide.

La preuve parfaite de l'identité de la monnaie et du produit est donnée par l'identité de l'opération qui les suscite tous deux. On

pourrait s'imaginer que le produit réel se forme indépendamment de la monnaie et qu'il reste en attente jusqu'au moment où il sera acheté. C'est faux. Le produit réel naît *dans la monnaie,* car s'il naissait avant, il serait instantanément nul, n'étant alors que le résultat de la production-consommation. L'interposition de la monnaie étant le seul moyen de séparer la consommation de la production, le produit n'est net qu'au sein de la monnaie. Le produit naît à l'« intérieur » de la monnaie et il meurt à la « sortie » de la monnaie, à l'instant où il la quitte.

Ainsi, le produit n'existe (dans le temps) qu'au sein de la monnaie. Mais la réciproque est vraie aussi. Si l'émission de la monnaie n'était pas identiquement une émission réelle (une formation ou une dépense de revenus), l'objet créé serait défini contradictoirement, la monnaie positive n'étant alors qu'un droit sur la monnaie négative. Bien plus, l'opération serait une « implosion », les deux monnaies de signe contraire se détruisant instantanément l'une l'autre. Il n'existe donc dans les économies concrètes aucune monnaie qui n'ait été émise « avec son corps », c'est-à-dire dans une opération (l'une des émissions du produit) réunissant en un même mouvement les paiements de la banque et les paiements de l'économie.

La forme-monnaie du produit est purement temporaire. Ainsi le produit est lui-même éphémère.

LE PRODUIT ET LE TEMPS

Si la monnaie brisait les trocs, elle serait un bien intermédiaire posé entre les biens finals, l'objet vendu et l'objet acheté. Dans ces conditions survient un grave problème : si les termes de l'échange sont réels et que la monnaie soit simplement interposée, il est inconcevable qu'une vente ne définisse pas l'achat simultané du vendeur ; en effet, si une vente est nette, même pour un temps très court, la monnaie obtenue est un terme et non un moyen de l'échange. La bi-partition de l'échange en deux demi-transactions implique que la monnaie gagnée dans la vente soit aussitôt lancée dans l'achat ; à défaut, on constate la succession dans le temps de deux transactions *complètes,* la vente suivie de l'achat. Or, il semble

logiquement impossible que le même mouvement soit la vente et l'achat de la même personne. La conclusion en serait que la monnaie n'est pas un bien intermédiaire et qu'elle ne scinde pas les transactions en leurs moitiés contraires.

En réalité, il est bien vrai que la monnaie brise les transactions, en ventes et en achats : elle n'est pas un bien final comme les biens de consommation et d'investissement ; on l'a toujours su. Il est donc formellement nécessaire, comme nous l'avons dit, que la vente et l'achat soient réunis en un seul mouvement de la même personne. Or l'induction confirme la réalité de ce mouvement ; c'est que la monnaie brise non les trocs – elle n'intervient pas « entre » les produits – mais l'action de la production : elle s'infiltre dans l'acte dont le produit est le résultat. Ainsi, le paiement des salaires est un achat-vente, un échange absolu ; le travailleur échange le produit physique contre le même produit, en monnaie : la cession du produit physique est une vente et l'acquisition du produit en monnaie est un achat. L'acte de la production est scindé en deux demi-transactions, qui se trouvent réunies dans le même mouvement.

Cependant, la thèse de la scission de l'opération en deux demi-transactions est confirmée sur un deuxième plan, déjà bien exploré. Le paiement des salaires est l'achat-vente du produit physique : l'un des termes de l'opération est le produit en nature ; l'autre, le produit en monnaie. Le paiement des salaires suscite le produit en monnaie. Dans cette opération, le revenu est *formé ;* il n'est pas encore *détruit.* On distingue donc deux opérations contraires, la formation des revenus et leur destruction. A présent, faisons parler la logique, dans les termes déjà évoqués. L'opération réelle est la production-consommation ; la monnaie s'interpose ; or il est inconcevable qu'elle ait la puissance de dénaturer l'opération puisque c'est au contraire la production réelle qui rend possible l'existence de la monnaie. Ainsi, même en présence de la monnaie, la production est une consommation. Si on en jugeait autrement, on conclurait que la production est soudain nette, la consommation étant une opération autonome, postérieure et, en quelque sorte, facultative. On tomberait ainsi dans la métaphysique, car dans la nature rien ne se crée et rien ne se perd, sinon dans l'unité des créations-destructions. Répétons-le ; l'activité économique de l'homme est incapable de créer quelque matière que

ce soit. Il faut donc s'en tenir au strict principe de la production-consommation, le produit n'étant que la matière préalable prise dans la forme-utilité. Mais il en résulte que la formation et la dépense des revenus doivent être données dans le même mouvement : elles sont logiquement, donc nécessairement, simultanées.

Nous retrouvons ici l'enseignement selon lequel toute production est *aussitôt* annulée par une consommation égale. Il est bien évident qu'il n'en résulte pas que la production soit inutile ; précisément, le produit détruit fait place à la valeur d'usage, la matière remodelée dans la forme-utilité. La consommation immédiate signifie simplement qu'à l'instant exact où la matière finit par épouser le « moule », elle en est retirée. Etant défini par la matière au contact du moule, le produit n'a qu'une existence instantanée ; mais cela suffit pour qu'il soit transformé en une matière *utile,* une valeur d'usage dotée d'une longévité variable selon les objets. Le produit au sens exact (la « valeur d'échange ») n'aura existé qu'à l'instant de la production-consommation.

La règle que nous venons de retrouver semble vraiment draconienne, trop dure pour ne pas être tempérée par la réalité. La plupart des esprits pensent en effet que la logique n'est pure que dans un monde idéal ; dans le monde réel, la logique serait « nuancée ». C'est gravement faux ; l'imperfection n'est pas dans l'exercice factuel de la logique mais dans les pensées, souvent incapables de suivre la logique dans sa rigueur. Comment choisir entre ces deux propositions ? la production est nette, au moins temporairement ; les revenus sont détruits à l'instant où ils naissent. La première proposition est métaphysique, car l'homme n'est pas Dieu. La deuxième proposition est seulement invraisemblable ; l'observation des faits ne semble pas devoir confirmer la stricte instantanéité des revenus. Il faut y regarder plus attentivement. Dès lors que le scientifique est bien décidé à ne faire aucune incursion dans la métaphysique, il sait que la production est nécessairement une consommation immédiate et que les faits ne sauraient comporter des revenus dotés d'une espérance de vie non nulle. Le seul obstacle qu'il rencontre sur son chemin est le « bon sens », la pure apparence des choses. Or l'analyse n'a aucun mal à prouver la nature des revenus, qui n'existent effectivement que dans l'espace d'un instant. *La clé de la solution est dans le*

fait que la dépense des revenus a un effet rétroactif: elle remonte à l'instant de la formation des revenus.

La démonstration en est assez simple. On sait en effet que les dépenses sont des opérations instantanées qui ont néanmoins une dimension finie dans le temps. C'est dire que la dépense d'un revenu quantise une certaine durée du continuum. Or quelle est la durée quantisée par la dépense du revenu ? Elle est connue avec exactitude : c'est la durée même déjà quantisée par la *formation* du revenu. Non seulement la rétroaction est une bonne solution, mais elle est logiquement nécessaire puisque la dépense-consommation du revenu est, au signe près, identique à la production-formation du revenu : la dimension des deux événements est rigoureusement *le même quantum de temps.*

En définitive, l'analyse inductive confirme deux fois la nature de la monnaie, simple intermédiaire dans les échanges (absolus). En lui-même, le paiement des salaires est déjà une vente-achat. Puis le couple formation-dépense des revenus est une deuxième vente-achat. Dans les deux cas, les deux mouvements contraires sont donnés *en même temps.* Dans le premier cas, la simultanéité est immédiatement perçue, car elle se produit directement dans le temps continu. Dans le second cas, la simultanéité résulte du fait que le produit en monnaie définit le même quantum de temps que le produit en nature. La représentation populaire selon laquelle les revenus gagnés aujourd'hui sont l'objet de dépenses futures parfaitement libres est candide. Dès qu'un revenu est formé, il est *certain* qu'il sera dépensé ; et à l'instant où elle se produira, la dépense du revenu définira un « flux quantique », l'onde de parcours du temps déjà quantisé par la formation du revenu. Si la monnaie sépare la consommation de la production, elle n'a pas cependant la puissance de désintégrer le couple production-consommation ; son seul effet est littéralement d'introduire « temporairement un intervalle de temps » entre les deux actions contraires. Finalement, *le revenu aura disparu à l'instant précis où il s'est formé.* Comment s'en étonner ? puisque le revenu n'est que le produit dans la monnaie et que tout produit n'existe qu'à l'instant de la rencontre de la matière et de sa forme-utilité.

4. LA CRÉATION DE LA MONNAIE

La monnaie est créée dans trois opérations: la formation des revenus; le transfert partiel des revenus formés; la destruction des revenus.

LES TROIS CRÉATIONS MONÉTAIRES: LA FORMATION DES REVENUS, LA DESTRUCTION DES REVENUS ET LA TRANSMISSION DES ÉPARGNES.

La monnaie est créée dans les émissions.

Depuis plusieurs siècles on parle de l'*émission* de la monnaie. Il est vrai que techniquement l'expression est surtout réservée à la création de la monnaie centrale. Cependant, en économie la signification analytique de l'émission est aujourd'hui connue: elle est un mouvement ondulatoire, une création-destruction. Ainsi, la production est une émission, car elle est un mouvement à la fois positif et négatif: le produit est créé et détruit dans le même «saut quantique». Or la création de la monnaie répond à la même définition: toute monnaie, qu'elle provienne de la Banque centrale (l'Institut d'*émission*) ou des banques secondaires est créée et détruite dans le même jet.

Habituellement, il est vrai, on se représente l'opération en deux temps: la monnaie créée séjournerait dans l'économie pendant une

durée plus ou moins longue et elle ne serait détruite qu'au terme de l'opération de crédit qui l'avait suscitée.

La séparation temporelle de la création et de la destruction des unités monétaires est corroborée par une réflexion qui paraît décisive : si la monnaie disparaissait à l'instant de sa création, l'économie ne disposerait jamais d'une monnaie positive.

Toutefois, il faut avoir le courage intellectuel d'aller au-delà des apparences ; deux arguments concluants établissent que dans les économies concrètes toute unité de monnaie est détruite à l'instant de sa création.

La création serait un concept métaphysique si une monnaie positive était « issue » d'une monnaie nulle. Supposons qu'à un instant donné la masse monétaire du pays soit augmentée de x unités ; on pose que les banques lancent en économie la somme de x unités de monnaie *qu'elles n'ont prise nulle part ;* en effet, si les banques avaient simplement transmis les x unités de monnaie, la masse monétaire présente dans le pays ne serait pas accrue. Il faut donc imaginer que les banques prennent les x unités de monnaie « ailleurs », dans un autre monde, ou encore, ce qui n'est guère plus positif, dans le « néant ». La vérité, expérimentale et logique, est tout autre : la monnaie naît dans la comptabilité à partie double, simultanément à l'actif et au passif des comptes, dans les banques et chez leurs clients. Les x unités de monnaie supplémentaire sont une somme de monnaie à la fois positive et négative ; c'est dire que la somme *algébrique* des créations monétaires est toujours nulle. Ainsi le mystère est beaucoup moins épais : il est bien exact de dire que les x unités de monnaie n'ont été prélevées nulle part ; cependant, il convient de saisir la monnaie dans le monde des nombres algébriques et non en pure arithmétique. On trouve donc le nombre zéro, la monnaie créée étant de $\pm x$ unités. Finalement, bien que le nombre x soit arithmétiquement non nul, les banques lancent zéro unité de monnaie dans l'économie. Il n'est plus question de prétendre que les banques aient la puissance de lancer même une unité de monnaie sans l'avoir prélevée en économie. En un mot, malgré l'existence des créations monétaires, les banques ne sont que des intermédiaires financiers :

toute monnaie qui sort de banque y était entrée ou y entre dans l'acte de la création.

L'action spécifique des banques est de créer la monnaie algébriquement nulle ; l'action conjuguée des banques et des entreprises est de créer la monnaie algébriquement positive. Les banques ne peuvent pas créer la monnaie à elles seules ; la création monétaire est l'action conjointe des banques et des entreprises du pays. Nous avons déjà énoncé cette conjugaison ; à présent, démontrons-la dans le détail.

La fusion des deux émissions est littérale : l'émission monétaire existe uniquement parce qu'elle est jointe à l'émission réelle, production des biens et des services. Expliquons rigoureusement la confusion des deux émissions, nominale et réelle, en un mouvement unique.

La production réelle est une émission, le produit étant créé-détruit dans le mouvement.

La création monétaire est une émission puisque la monnaie créée est algébriquement nulle.

Or la production réelle ne précède pas la création monétaire, car les travailleurs perçoivent d'abord le produit en monnaie et non en nature.

D'autre part, la création monétaire ne précède pas la production réelle puisque, faute d'être associée à la production, la création est algébriquement nulle.

Il en découle que l'émission monétaire et l'émission réelle sont un seul et même mouvement ; la monnaie (positive) est créée par la production nationale : elle est le résultat du travail dépensé. C'est parce que la monnaie gagnée en rémunération du travail est la forme du produit qu'elle est positive. La loi ne connaît aucune exception. Toute monnaie qui naîtrait sans produit, donc dans une opération séparée des émissions réelles, serait une grandeur purement nominale, une forme vide, algébriquement annulée, de réalité nulle. Lancée dans l'émission réelle, la monnaie « sort » elle-même réelle ; les salaires monétaires ne sont pas le prix du produit mais le produit lui-même. Les deux émissions fusionnées ont pour résultat le produit dans la monnaie ; les banques créent l'enveloppe et les travailleurs produisent simultanément son contenu, la matière déposée

dans la forme monétaire (qui prend provisoirement la place de la forme-utilité).

La création monétaire est une intermédiation financière d'un type particulier : une intermédiation financière quantique.

Les banques créent les salaires monétaires même si les coûts salariaux sont prélevés dans les fonds propres des entreprises ; en effet, dans ce cas les banques débitent les firmes et créditent les travailleurs, exactement comme elles le font quand elles émettent les salaires « à découvert ». La loi est donc générale : toute émission de salaires, qu'elle soit ou non fondée sur les fonds propres des entreprises, est une nouvelle création de monnaie. Or la création des salaires est, comme nous l'avons vu, un mouvement double : la forme nominale des salaires est créée par les banques, le contenu de la forme, à savoir la matière et l'énergie transformées, est produit par le travail. L'émission réelle unifiée à l'émission monétaire a donc deux effets simultanés : elle fait naître le produit dans la monnaie et elle transmet le produit ainsi déposé dans sa forme nominale, des firmes aux travailleurs rémunérés. La monnaie est positive dans la mesure où elle s'identifie au produit contenu en elle. Or le corps de la monnaie n'est nullement transmis dans l'opération de la création monétaire : il est, directement dans l'avoir des travailleurs, le résultat de l'émission réelle. Seule la forme-monnaie du produit est l'objet de l'intermédiation quantique. Dans l'émission des salaires, la forme monétaire du produit naît en entreprise et elle est instantanément transmise (par la banque) aux travailleurs. L'intermédiation est quantique justement parce qu'elle concerne seulement la forme du produit, le produit lui-même étant immédiatement (sans qu'il y ait médiation ou intermédiation) suscité chez les travailleurs. Dans l'émission des salaires, les banques donnent exactement et instantanément ce qu'elles reçoivent ; elles font tenir aux travailleurs la forme monétaire du produit qu'elles obtiennent dans le même mouvement des firmes (où cette forme naît de la création monétaire).

La monnaie ne pouvant être positive que dans les salaires (directs et indirects), l'émission des salaires est la mesure de l'intégralité du produit national.

L'intuition de Keynes est ainsi vérifiée : tout le produit national est mesuré en unités de salaires. La raison en est simplement que les banques émettent une pure forme dont le seul contenu est donné par l'émission réelle, la création-destruction par le travail de l'homme de la forme-utilité de la matière. L'émission des salaires est la forme monétaire de l'émission réelle ; on en conclut que le paiement des salaires est d'abord une pure opération *de production ;* le raisonnement atteint la production avant de pouvoir aborder la répartition. Il est bien certain qu'une partie du produit de chaque période ne parvient pas finalement aux salariés. Il n'en reste pas moins que l'émission des salaires est la « monétisation » de la totalité du produit national. Nous comprendrons bientôt que les deux propositions suivantes ne sont pas contradictoires :

– le produit est entièrement compris dans les salaires émis ;
– une partie du produit définit les revenus non salariaux.

Avant de considérer la répartition du produit, concluons déjà que la théorie keynésienne est plus profonde qu'il n'y paraît : non seulement les salaires mesurent tout le produit, donc la part des autres titulaires de revenus aussi bien que la part des salariés, mais il y a bien plus : *même les revenus non salariaux sont d'abord émis dans les salaires monétaires.*

Les salaires sont d'abord émis positivement ; à une date ultérieure, ils sont émis négativement. En rétrospective, les deux émissions contraires sont strictement superposées : elles forment un mouvement unique.

Répétons l'information bien connue. L'opération de la dépense des salaires est identique au signe près à l'opération de l'émission des salaires : les deux émissions sont chacune une « demi-émission réelle ». Dès que les salaires sont dépensés, l'émission réelle est complète ; le produit est alors dénaturé en valeur d'usage, car il a définitivement abandonné sa forme monétaire, ainsi que la forme-utilité, dont il garde seulement l'empreinte.

On sait qu'en toute rigueur la destruction des salaires est effective à l'instant même où les salaires se forment. Cependant, les deux

demi-émissions contraires sont bien entendu séparées dans le temps continu ; la simultanéité des deux demi-émissions est obtenue par la rétroaction de la deuxième sur la première.

Révisons brièvement nos connaissances. Appelons positive l'émission des salaires et négative la destruction des salaires ; l'émission négative est de même nature que l'émission positive : elle quantise la même durée du continuum. C'est justement parce que les deux demi-émissions coïncident dans le temps quantique qu'elles sont simultanées. Or il est certain que l'événement de la deuxième demi-émission est postérieur à l'événement de la première. Il faut donc attendre l'instant de la dépense des salaires pour constater la coïncidence : à cet instant l'opération traverse la durée (du continuum) primitivement parcourue par la formation des salaires.

Finalement et compte tenu de l'annulation rétroactive de la durée de vie des revenus, on vérifie que la monnaie a parfaitement respecté l'émission réelle, création-destruction instantanée du produit.

En plus des émissions positives et des émissions négatives de salaires, il existe des émissions qui sont à la fois positives et négatives : ce sont les transmissions ou les intermédiations ordinaires (non quantiques).

Nous savons que dans l'émission des salaires les banques font trois opérations en une : elles suscitent la forme monétaire du produit ; elles reçoivent des entreprises la forme monétaire du produit ; elles la transmettent aux salariés. L'émission des salaires est ainsi une intermédiation, que nous avons appelée quantique, car elle concerne la seule forme du produit, le produit lui-même n'étant pas transmis puisqu'il se forme directement chez les travailleurs.

Or les salaires émis ne sont pas nécessairement dépensés sur le marché des produits ; ils peuvent être dépensés sur le marché financier. Tout salaire porté à l'achat d'un titre est *transmis* de son titulaire initial (l'épargnant) à son titulaire final (l'emprunteur).

La transmission de salaires peut être directe mais une partie des salaires est transmise par la médiation de personnes et d'institutions spécialisées, les intermédiaires financiers au sens propre.

L'intermédiation quantique se rapporte à la forme du produit, que les entreprises font naître chez les titulaires de revenus par le truchement des entreprises. L'intermédiation ordinaire se rapporte au produit lui-même, qu'elle déplace de l'épargnant à l'emprunteur.

Dans la réalité observable, les banques opèrent des intermédiations quantiques et des intermédiations ordinaires. Si les banques n'effectuaient aucune intermédiation quantique, aucune monnaie bancaire n'existerait dans les économies. Cependant, l'économie pourrait fonctionner en l'absence de toute intermédiation financière ordinaire. A fortiori, on conçoit aisément une économie monétaire en fonctionnement parfait où les banques s'abstiendraient de toute intermédiation sur les marchés financiers. Or il se trouve que dans nos économies nationales concrètes, les banques sont présentes sur le marché financier. Il importe donc au plus haut point de distinguer les deux actions bancaires. Elles sont des intermédiations financières « ordinaires » dans la mesure où elles se saisissent de l'épargne des titulaires de revenus afin de l'acheminer aux particuliers ou aux entreprises, qui « avancent » ainsi dans les achats du produit actuel une partie de leurs revenus futurs. Toute intermédiation financière ordinaire détruit le revenu sur l'épargnant et le crée sur l'emprunteur. Même quand elle est opérée par une banque, l'intermédiation financière ordinaire ne s'identifie en aucun cas à une intermédiation financière quantique. Les deux opérations sont radicalement distinctes et ne peuvent être confondues ni en logique ni dans la réalité. L'intermédiation quantique se borne à créer ou à détruire la forme nominale du produit. L'intermédiation ordinaire se saisit d'une partie du produit déjà formée en monnaie pour la transférer sur le marché des titres. L'intermédiation quantique est une opération positive (la création des salaires) ou négative (la destruction des salaires dans l'écoulement du produit) ; l'intermédiation ordinaire est à la fois positive et négative puisque le même revenu est « prêté-détruit » d'un côté et « emprunté-créé » de l'autre.

Nous venons de vérifier que la monnaie nationale est créée en trois opérations, à savoir la formation des revenus, la dépense des revenus dans la vente finale du produit et la transmission des épar-

gnes. Or ces trois opérations, qui englobent la totalité des paiements monétaires, se rapportent toutes à une seule catégorie de revenus, les *salaires.* Appelons profits au sens large les revenus non salariaux. Les profits ne sont-ils pas formés, dépensés (investis) et prêtés par des émissions monétaires ? Il est bien clair que si. Mais alors les émissions monétaires créent-elles d'autres revenus que les salaires ? Nous allons constater que la réponse est du plus haut intérêt : bien que toute émission monétaire soit une création (sur le marché des services producteurs), une destruction (sur le marché du nouveau produit) ou une création-destruction de *salaires* (sur le marché des titres, ou marché financier), l'économie émet aussi les profits, qui ne sont pas des salaires. L'émission des profits est comprise dans l'émission des salaires, c'est-à-dire dans un ensemble dont elle ne fait pas partie. L'analyse quantique apporte la pleine solution de cette proposition qui, en analyse classique ou néoclassique, est une flagrante contradiction dans les termes.

TOUS LES REVENUS, SALARIAUX ET NON SALARIAUX, SONT ÉMIS DANS L'ÉMISSION DES SEULS SALAIRES.

Il est bon de réaffirmer d'abord le principe fondamental selon lequel seuls les salaires peuvent être émis en monnaie, notamment bancaire. Ni en théorie ni en fait il ne saurait exister des émissions qui ne soient pas une création, une destruction ou une création-destruction de salaires. Ce point étant rappelé, nous devrons nous efforcer de mettre au jour la nature profonde de l'émission des profits.

Dans l'économie nationale, toute émission est une émission de salaires.

En économie, toute émission est réelle ou à la fois réelle et monétaire.

Dans le cas où l'émission réelle n'est pas associée à une émission monétaire, elle a une signification univoque : elle est la création-destruction du produit, la transformation instantanée définie dans le saut quantique de la matière, son « entrée-sortie » de la forme-utilité.

La production est ainsi un mouvement se situant dans le milieu naturel (la « terre ») et dont l'efficacité en termes de valeur d'usage est multipliée par les « instruments » (qui sont de la matière antérieurement coulée dans la forme-utilité) : c'est dire que la production est l'action du seul travail de l'homme. Même dans l'économie purement réelle, on constate donc que le produit est uniquement un *salaire ;* il est intégralement le produit du travail.

Dans le cas où l'émission réelle est associée à l'émission monétaire, la logique enseigne une conséquence nécessaire : le seul effet de la fusion des deux émissions, réelle et nominale, est de scinder la production en ses deux aspects contraires. La production n'est plus consommation immédiate. « Habillée » en monnaie, la production reste égale à elle-même : elle est toujours la projection de la matière dans la forme-utilité. La production en économie monétaire est de la même nature que la production dans l'économie réelle : produire c'est travailler.

Ainsi les banques suscitent la monnaie dans une opération qui est logiquement unique ; elles paient les salaires pour le compte des entreprises. *L'économie ne saurait comporter aucune autre création monétaire.* Tout paiement constaté à un instant quelconque au sein d'une économie est une création, une destruction ou une transmission de salaires. En juger autrement serait admettre en esprit ce que les faits refusent nécessairement. En effet, toute monnaie qui naîtrait en dehors du paiement des salaires serait détachée des émissions réelles ; on sait assez que dans ces conditions elle serait positive et négative pour le même montant : elle serait nulle (et même inexistante). Seule la présence en son sein du produit national transforme la monnaie en un actif net, lui permettant ainsi d'exister. Et, on ne peut plus en douter, une seule opération a pour effet de déposer le produit dans la monnaie : c'est le paiement des salaires. On peut donc imaginer toutes sortes d'émissions monétaires au-delà de l'émission des salaires ; on ne réussira jamais à ajouter même une seule unité de monnaie *réelle* aux salaires émis : les émissions surajoutées sont en réalité de simples doubles emplois ; à défaut, elles sont nulles et non avenues, car toute monnaie ne comportant aucun corps est avortée. Dans l'économie concrète, toute monnaie qui existe à un moment quelconque est une monnaie réelle ou, identi-

quement, un revenu monétaire. Et tout revenu est le résultat d'une émission de salaires. Ainsi, même s'il était difficile d'en convaincre l'opinion publique, l'économie nationale – qu'elle soit ou non « équilibrée », donc même en présence de l'inflation et du chômage – ne connaît aucun paiement monétaire qui ne soit une formation, une dépense ou un transfert de salaires.

Il est vrai que les salaires sont émis plusieurs fois, car l'économie comporte des « achats intermédiaires ».

La distinction des achats finals et des achats intermédiaires est banale. Il est inutile d'y insister ici. Avant de parvenir à son destinataire final, le produit est « monétisé » *n fois;* dès la deuxième fois, l'émission des salaires est répétée. En analyse fondamentale on pose $n = 1$, car seules les émissions premières (positives, négatives ou les deux à la fois) retiennent l'attention du théoricien.

Cependant, comment expliquer l'émission des revenus non salariaux, profits au sens large ?

L'analyse quantique offre la solution rigoureuse du problème qui, notons-le bien, n'est pas né avec elle. Ni l'analyse classique ni l'analyse néoclassique ne parviennent à intégrer les profits dans les explications. La solution se heurte toujours à la distinction des deux « sphères », production et « circulation ». Les profits monétaires sont précisément les revenus qui se forment dans la circulation ou dans la vente du produit. Comme les revenus disponibles proviennent tous de la production, on ne conçoit pas comment le prix de vente du produit national pourrait être supérieur à son coût de production. Les coûts apportent les revenus que les prix absorbent : la différence entre prix et coûts ne pourrait donc jamais être positive sur la totalité du produit. La théorie est ainsi condamnée à rester hors du réel : l'économie comporte des profits et la *logique* de la théorie ne les intègre pas.

L'analyse des émissions réconcilie la théorie et les faits.

La difficulté est initialement inchangée : il est tautologique de dire que la production engendre les seuls « revenus de production »,

tous réductibles à des coûts. Mais le parallèle se poursuit, car il est vrai aussi que si le produit n'atteint pas sur les marchés un prix supérieur aux coûts de production, le profit est nul. Les termes du problème sont donc parfaitement reconduits. La sphère de la production apporte les salaires et, en monnaie, uniquement les salaires ; or dans la sphère de la circulation, la réalité impose l'écart positif des prix relativement aux coûts. Le mystère est donc entier : comment l'économie dépenserait-elle plus que la totalité des revenus émis ?

La solution est dans le principe que nous connaissons bien, celui de la fusion rétroactive des deux demi-émissions. Les flux sont d'abord scindés selon les deux sphères. Or on sait que les deux demi-émissions appartiennent à une action unique, l'émission réelle. La scission est donc temporaire et même, comme nous l'avons noté, sa réalité s'efface rétroactivement. La deuxième demi-émission, l'achat du produit, finit par s'imposer à l'émission des salaires. En toute logique, c'est dire que *l'émission des salaires doit être réinterprétée par la dépense des salaires, puisque les deux mouvements contraires sont finalement parfaitement fusionnés.*

L'effet rétroactif de la dépense des salaires sur leur formation est l'explication profonde de la formation des revenus non salariaux, profits au sens large.

Clairement perçue déjà par Adam Smith, présente au coeur de la tradition classique et reconduite par la révolution marginaliste, la difficulté est vaincue par l'analyse quantique : la formation-dépense des revenus non salariaux est comprise dans la formation-dépense des salaires.

Dans son expression la plus simple, le problème concerne l'égalité des dépenses constatées sur les deux marchés, du travail (premier marché) et du produit (deuxième marché).

Dans l'« état rude de la société » (selon Smith), les salaires sont les seuls revenus dépensés sur le marché des produits mais ils sont également l'unique catégorie du revenu national. Même si l'analyse respecte l'égalité logique des flux sur les deux marchés, elle est donc capable de tout expliquer, car l'intégralité des revenus est composée de salaires.

La difficulté naît avec l'appropriation des terres et l'accumulation du capital instrumental. L'économie comporte désormais trois revenus distincts, salaires, rentes et profits (ou intérêts). La solution serait immédiate si le premier marché pouvait distribuer les revenus des trois catégories ; l'égalité logique des flux sur les deux marchés serait maintenue. Or si les trois flux sont effectivement présents sur le deuxième marché, où l'on constate, en plus de la dépense des salaires, la dépense des rentes et des profits, le premier marché voit la présence d'un seul flux, le paiement des salaires. En effet, les entreprises ne peuvent se payer les profits à elles-mêmes ; l'impossibilité est la même du côté de la rente, qui est un *rendement :* elle est gagnée dans la vente des produits. Il faut donc conclure à l'inégalité des flux sur les deux marchés, ce que la logique ne saurait admettre. Comment le flux des dépenses (sur le deuxième marché) pourrait-il être supérieur au flux initialement lancé (sur le premier marché) puisque les dépenses se nourrissent uniquement des revenus créés ? L'absurdité est la même des deux côtés, que l'on « importe » les flux de rentes et de profits sur le permier marché, ou, inversement, que l'on restreigne les affaires du deuxième marché aux seuls salaires. Il est remarquable que l'économie walrasienne est tout aussi éloignée de la solution. A l'équilibre, les flux sont par définition égaux sur les deux marchés. Comment, dès lors, l'équilibre pourrait-il comporter des profits au sens exact (des surplus) puisque le premier marché ne connaît par nature que les rémunérations de services producteurs ?

La découverte de la classification des dépenses selon qu'elles sont positives ou négatives ouvre une nouvelle voie. Ni les Classiques ni les Néoclassiques ne voient que les flux sur les deux marchés sont de signe contraire ; si toute dépense était en quelque sorte « neutre », les revenus seraient continûment conservés, la dépense des uns étant le revenu des autres : l'opposition des signes ne serait vérifiée que sur les *personnes,* acheteurs et vendeurs. En réalité, les dépenses sont *objectivement* positives ou négatives ; elles le sont dans leur nature et non en considération de la personne qui les lance ou les reçoit. L'assimilation des dépenses aux nombres positifs ou négatifs, selon le cas, est d'ailleurs la seule façon de rendre les revenus saisissables. Si toute dépense était une conservation de revenus, la théorie ne

connaîtrait jamais le mouvement d'où les revenus naissent. Ainsi, tout revenu qui existe vient d'une dépense de formation de revenus ; c'est tautologique. La vérité n'est donc pas dans la neutralité des dépenses. Les revenus naissent sur le premier marché et ils sont détruits sur le second. Le problème de l'égalité des flux prend ainsi une nouvelle signification : par rapport au produit de la même période quelconque, l'économie crée-t-elle et détruit-elle nécessairement la même somme de revenus ?

La réponse est certaine ; les dépenses sur les deux marchés sont de signe contraire pour une seule raison ; c'est que les deux flux opposés sont les deux demi-transactions définissant la production-consommation. Il s'agit bien des deux moitiés d'une même transaction : l'égalité est donc certaine. Il serait illogique de prétendre, par exemple, trouver une différence positive entre la formation et la dépense des revenus, les flux étant alors tronqués sur le deuxième marché par les « thésaurisations ». C'est impossible, car la thésaurisation des titulaires de revenus est nécessairement « payée » par le déficit de l'écoulement : les firmes comblent les achats puisque les coûts de production sont irréversibles. Cependant, c'est l'inégalité inverse qui nous intéresse : comment les profits naîtraient-ils de la différence positive entre les dépenses du second marché et celles du premier ? Il est absurde de supposer que les flux du deuxième marché dépassent les flux du premier, car ce serait poser la dépense de revenus non créés, inexistants.

Nous sommes ainsi arrivés à la position définitive du problème. Les dépenses négatives (dépense des revenus) et les dépenses positives (création des revenus) sont nécessairement égales entre elles. Le premier marché, qui monopolise la création des revenus, ne voit que la formation des salaires. Le deuxième marché connaît la dépense de *tous* les revenus, y compris les revenus *non salariaux*. Ainsi, comment l'économie dépense-t-elle des salaires et des profits, alors que la production ne crée que des salaires ?

Le problème serait à jamais insoluble si la théorie choisissait de contracter à nouveau en un même ensemble de flux neutres les deux flux contraires. Seule la stricte observation des faits permet à la pensée de progresser. Le premier mouvement est la création des salaires ; dans ce flux, les revenus sont créés sur la société tout entière

et non seulement sur les travailleurs : les salaires sont le revenu ou le produit net de l'économie nationale. Les salaires sont dépensés dans un deuxième mouvement, postérieur dans le temps continu. La dépense des salaires n'est pas un flux neutre (comme il le serait si l'on prétendait retrouver chez les vendeurs les revenus perdus par les acheteurs) mais un flux négatif: les revenus sont détruits en eux-mêmes et non simplement aux yeux des acheteurs. Les deux flux contraires définissent l'émission réelle, l'opération unifiée, une, de la production-consommation.

Le principe fondamental étant ainsi rappelé, le problème des profits est soluble.

Le premier pas est de reconnaître la liberté des prix par rapport aux coûts de production : l'identité de la production et de la consommation dans l'émission réelle ne dit rien quant au prix de vente des marchandises. Un bien quelconque dont la production est donnée dans l'émission de 10 unités de salaires peut être proposé sur le marché à un prix supérieur, par exemple égal à 20 unités de monnaie. Supposons qu'il soit effectivement acheté à ce prix. Dans ce cas, il semble que le reflux de 20 unités de salaires corresponde au flux de 10 unités de salaires ; or ce n'est là que l'apparence. L'identité flux-reflux, qui n'est autre que l'identité production-consommation, donne un degré de liberté aux prix par rapport aux coûts. La logique est maintenue dans la liberté des prix si la dépense *supplémentaire* est reconnue pour ce qu'elle est, c'est-à-dire le paiement ou le financement d'une production *supplémentaire* elle aussi. Dès que les entreprises réalisent un profit, elles trouvent le financement de la production des « biens-dividendes ». La production apporte les biens-salaires q dans l'émission des 10 unités de salaires ; si la vente des biens q apporte 20 unités de monnaie aux entreprises (par la dépense de 20 unités de salaires), la recette totale est constituée de deux sommes : le reflux de 10 unités de salaires sur les biens q et, en plus, le financement de la production des biens-dividendes q', dont le coût en unités de salaires est égal à 10 unités de monnaie. *L'identité flux-reflux est respectée sur les biens des deux catégories ;* les biens-salaires (q) sont nés de l'émission de 10 unités de salaires et ils sont écoulés par la destruction de 10 unités de salaires ; les biens-dividendes (q') sont achetés (payés ou financés) par le reflux ou la destruction des 10

unités de salaires gagnées dans la vente de *q :* cette destruction ou ce reflux s'opère d'une seule façon possible, à savoir par le paiement ou le flux de 10 unités de salaires au bénéfice des travailleurs produisant ou ayant produit les biens *q'*.

L'analyse gagne ainsi une certaine hauteur lui permettant d'apercevoir dans sa perspective l'évolution de la pensée sur le problème fondamental du profit. Dans l'état rude de la société, les dépenses sur les deux marchés (du travail et des produits) ne s'interpénètrent nullement : aucun revenu n'est détruit sur le premier marché et aucun revenu n'est créé sur le second. Dans l'économie évoluée, on constate l'existence de revenus non salariaux, profits au sens large, ainsi les rentes, les intérêts et le surplus pur. Or, dans ces conditions, bien sûr conformes à la réalité, l'explication profonde est *inchangée.* L'économie nationale produit uniquement des salaires et toute dépense ou destruction de revenus est une dépense ou une destruction de salaires. Si la logique se contentait du principe du tiers exclu, elle irait droit à la conclusion selon laquelle les revenus non salariaux n'existent pas du tout, à moins qu'ils soient purement réels. En fait, les profits monétaires ne sont pas nuls dans nos sociétés ; l'observation des comptabilités le démontre indubitablement. Aussi la logique « binaire » doit-elle être révisée : les revenus non salariaux naissent de la dépense des salaires. Quand le prix payé excède le coût de production, la différence n'est pas un reflux constaté sur le deuxième marché directement mais un reflux *effectif sur le premier marché.* Autrement dit, le profit est formé dans la dépense des salaires et le profit est détruit dans la formation des salaires : la production de la période comporte pour *q'* unités de biens-dividendes parce que l'émission des salaires comprend, *sur le marché des services producteurs,* un achat de produits égal à *q',* ce qui signifie symétriquement que les dépenses sur le marché des produits comprennent, pour une mesure de *q'* unités de salaires, la *formation* de *q'* unités de revenus non salariaux.

Les profits sont reflués (dépensés) à l'intérieur du flux des salaires ; réciproquement, le flux des profits (leur formation) est donné à l'intérieur du reflux des salaires.

L'« état rude de l'économie » ne connaît que des flux qui ne comprennent pas de reflux et des reflux ne comprenant pas de flux.

Dans l'état évolué de l'économie, le flux des salaires contient le reflux des profits (les biens-dividendes étant achetés par la rémunération des travailleurs produisant ces biens); logiquement le reflux des salaires contient donc le flux de formation des profits (dans toute la mesure où les prix payés excèdent les coûts de production). La présence « gigogne » de flux négatifs dans les flux positifs et, symétriquement, de flux positifs dans les flux négatifs, est l'explication de la formation et de la dépense des profits monétaires.

Tous les revenus, même non salariaux, sont créés et détruits dans la création-destruction des salaires. Mais la destruction des revenus est une consommation ou la formation d'un capital.

5. LE CAPITAL

Dans sa première forme, le capital est simplement le pont entre les revenus présents et les revenus futurs : il s'agit alors du capital-temps. La deuxième forme du capital est encore du temps mais cette fois il est fixé dans le capital : on parle ainsi du capital fixe.

LE CAPITAL-TEMPS

Comme la consommation, la formation du capital résulte de la destruction du revenu ; le revenu consommé est détruit définitivement ; le revenu capitalisé est épargné : il est détruit aujourd'hui afin d'être transporté dans le temps. La formation du capital est la transformation d'un revenu actuel en un revenu futur.

Le revenu est consommé ou épargné. Dans les deux cas, le revenu est détruit.

Il est presque inévitable que le théoricien considère d'abord l'épargne comme une conservation du revenu. Une vie épargnée est maintenue ; pareillement, un revenu épargné serait sauvé de la destruction. La vérité est un peu moins simple. Il est formellement impossible que le revenu ait une inertie positive dans le temps. Nous l'avons bien établi. Etant une onde, la production est une action dont le résultat – le revenu – est donné en un mouvement à la fois positif et négatif ; il s'ensuit que le revenu occupe seulement un

« point » du continuum ou du temps continu. Dès l'instant suivant la formation du revenu, son annulation est déjà intervenue. La stricte instantanéité de l'existence du revenu est d'ailleurs intuitive ; en effet, le revenu est la matière (ou l'énergie) saisie à l'instant précis de son « moulage » achevé dans la forme-utilité. Il serait donc vain de chercher à suivre le revenu dans l'écoulement du temps ; aucun revenu ne s'écoule avec le temps puisque tout revenu n'entre en contact avec le continuum que dans l'espace d'un instant.

Il faut en conclure que l'épargne du revenu est une action dans laquelle le revenu disparaît comme dans la consommation. Mais quelle est alors la distinction des cas ? L'épargne est justement l'action permettant au revenu de suivre le temps dans son écoulement, c'est-à-dire d'exister encore à un instant postérieur à celui de sa formation, à une date future, plus ou moins éloignée. Dès que l'existence du revenu d'aujourd'hui se traduit en son existence de demain, le revenu est conservé ou épargné. Il semble donc finalement que l'épargne permette la persistance du revenu dans le temps, son inscription dans le continuum. *Il n'en est rien.* L'épargne détruit le revenu d'aujourd'hui. Si le revenu est néanmoins conservé, c'est que l'épargne est une action double, négative ou destructrice aujourd'hui et positive ou créatrice demain : la même action qui détruit le revenu d'aujourd'hui le recrée demain. Les deux exigences contraires sont ainsi satisfaites ; l'existence du revenu est nulle pendant toute la période où il est épargné ; il n'empêche que né de l'épargne d'aujourd'hui, le revenu de demain est une simple re-création : l'épargne est l'opération permettant au revenu de renaître un jour de ses cendres.

La première explication de l'épargne : permutation des revenus de deux personnes distinctes.

Si A détient un revenu actuel et que B détienne l'assurance d'obtenir un revenu futur, les deux revenus peuvent être cédés l'un pour l'autre, au gré des titulaires. L'opération conclue signifie que le revenu actuel de A devient le revenu actuel de B et que le revenu futur de B devient le revenu futur de A. On constate ainsi que le prêteur a réussi à conserver son revenu dans le temps, jusqu'au jour

où B lui remettra son revenu devenu actuel. Le revenu d'aujourd'hui est conservé parce qu'il est converti en un *autre* revenu, de demain.

L'explication essentielle de l'épargne : conversion du revenu du même titulaire.

Il est évident que la permutation des revenus, présent et futur, de deux personnes est une opération à somme nulle dans l'ensemble de la société. Positive sur A, l'opération est négative sur B, l'emprunt étant un prêt négatif. L'épargne globale est nulle puisque le revenu actuel est détruit sur B au lieu de l'être sur A : le revenu disparaît définitivement, car le prêteur sera payé à l'aide d'un revenu *nouvellement* créé dans la période du dénouement du prêt.

Une autre épargne est beaucoup plus intéressante, car elle est nette dans l'ensemble de l'économie nationale. Il s'agit de l'épargne créée par le titulaire du revenu sur lui-même. Une autre formulation est logiquement identique : à la différence de l'épargne formée entre le prêteur A et l'emprunteur B, l'épargne créée de T (ensemble des titulaires de revenus) à T conserve la partie équivalente du revenu *national.*

A première vue, l'épargne de T sur T est une contradiction dans les termes. Mais le théoricien est prudent, car il sait que le revenu se forme justement dans une opération de T sur T : les travailleurs font partie de l'ensemble des titulaires de revenus ; or les travailleurs créent le revenu sur eux-mêmes. Mais comment l'ensemble T peut-il effectivement détruire un revenu actuel afin de le remplacer par un revenu futur ? Si le revenu futur est un revenu à naître, le problème reste entier ; pour que la solution soit atteinte, il faut que le revenu futur soit une simple reproduction ou un « avatar » du revenu actuel.

Or il est certain qu'on se dirige vers cette solution puisque la destruction du revenu d'aujourd'hui est nette sur le *prêteur* (l'ensemble T). Si l'opération de crédit était constatée parmi les éléments de l'ensemble T, le revenu prêté serait détruit par l'emprunteur. Quand l'opération est au contraire une relation de T à T, le revenu est détruit sur T, sur le *prêteur. Il en découle de deux choses l'une : les prêteurs perdent définitivement leur revenu, à moins qu'ils ne le recouvrent dans la recréation ou la « répétition » de leur revenu épargné.*

A quelle condition le deuxième terme de l'alternative est-il établi ? Il est nécessaire et suffisant que le revenu prêté par T à T soit recouvré dans la vente du produit épargné. Soit *pe* la période de l'échéance du crédit et *p* la période de son ouverture. L'emprunteur B fait le sacrifice d'une partie de ses revenus d'une période future ; c'est la raison pour laquelle le crédit établi de A à B est à somme nulle ; pour que l'opération soit nette de T à T, il faut que l'ensemble des titulaires de revenus fasse, à l'échéance, le sacrifice de ses revenus épargnés de la période *p,* le revenu de la période *pe* n'étant nullement impliqué.

Quand le crédit est ouvert entre A et B, *aucun produit n'est épargné dans l'ensemble de la société,* car B dépense le revenu épargné par A ; dès que le prêt est défini de l'ensemble sur lui-même, (et non entre ses éléments), *le produit est épargné dans toute la mesure de l'épargne monétaire.* Epargné dans la période *p,* le produit est écoulé dans la période *pe :* le revenu prêté est ainsi recouvré par la vente en *pe* du produit de *p* et non de *pe.*

La conclusion à laquelle nous arrivons est très simple. Toute épargne monétaire est nulle dans l'économie nationale à moins qu'elle ne naisse dans une opération qui définit simultanément une épargne réelle.

La coexistence des deux épargnes, monétaire et réelle, définit le capital-temps.

L'épargne monétaire est soumise à la tautologie de l'égalité de l'achat et de la vente de titres : le capital négatif de l'emprunteur annule le capital positif du prêteur. Dès que l'épargne monétaire est associée à une épargne réelle, le capital est net. En effet, l'épargne réelle est promise à une vente future ; à l'instant de sa réalisation, l'épargne se transforme en revenu : elle fait naître le revenu dont elle était elle-même issue.

Le capital de l'économie nationale procède donc d'une opération unique, dont la nature est de susciter les deux épargnes à la fois, monétaire et réelle. Le capital net est l'« attente » de l'économie tout entière ; disparu dans l'épargne monétaire, le revenu ne réapparaîtra que plus tard, au moment de l'écoulement du produit, lui-même disparu dans l'épargne réelle. Ni le produit ni le produit-dans-la-monnaie n'ont la faculté de suivre le temps dans son écoulement ;

le capital net est en quelque sorte le mutant du produit et du revenu : transformés en capital, le produit et le revenu s'inscrivent dans le continuum. A l'échéance, il se produit la mutation inverse ; le capital devient revenu, c'est-à-dire grandeur dont la dimension dans le temps continu est rigoureusement nulle.

Le revenu est défini dans le temps quantique ; le capital existe dans le temps continu. Le capital est exactement la « transcription » du revenu, du temps quantique dans le continuum. On voit ainsi que le capital est la dimension du revenu dans le continuum ; pour acquérir cette dimension, le revenu doit se soumettre à une opération de destruction (actuelle) et de création ou de reconstitution (future) ; le capital est le temps (continu) séparant les deux mutations de sens contraire ; c'est la raison pour laquelle on peut le nommer *capital-temps*.

Or l'analyse démontre que le capital net, capital-temps, ne peut exister, selon la logique, que dans les économies dotées de la monnaie bancaire. La découverte de cette restriction est curieuse et son importance est cruciale. Toute économie ne connaissant que la monnaie matérielle est « pré-capitaliste » : tout capital y est nécessairement à somme nulle. Le régime dit du capitalisme s'identifie aux règles de fonctionnement de la monnaie de banque.

Aucun capital-temps ne peut se former en monnaie matérielle. Tout capital net se forme en monnaie bancaire.

Avant l'analyse quantique, la théorie ne maîtrisait pas la définition du revenu, qui était assimilé à un flux dans le continuum. L'erreur était fondamentale. Ainsi, la relation entre le revenu et le capital ne pouvait être conçue correctement. On s'imaginait le revenu comme un flux (continu) issu d'un stock, le capital ; ou encore, on se représentait le capital comme la valeur actualisée des revenus en flux dans le temps à venir. La grande idée était « hydraulique » : le capital est la réserve, préalable ou actualisée, d'un fluide. C'est grande naïveté. En réalité, le revenu n'est nullement un fluide de la mécanique classique et le capital n'est pas l'accumulation d'un fluide. La théorie reçue prétend que, à la différence du revenu, le capital n'est pas un flux dans le temps : grandeur instan-

tanée (dont on peut constater l'existence à chaque instant), le capital ne serait pas mouvement dans le temps. Les deux conceptions sont erronées ; en fait, le revenu n'est pas un flux dans le continuum et le capital l'est.

Que l'on pense à la vitesse d'un mobile dans l'espace euclidien ; la vitesse est une grandeur instantanée ; or la vitesse est un mouvement dans le temps. Ainsi, une grandeur peut être un mouvement bien qu'elle soit définie à chaque instant ; pareillement, bien que le capital puisse être saisi dans l'instant, il est logiquement permis de le concevoir comme un mouvement, un écoulement dans le temps (continu).

Le capital échappe au temps seulement en ce qu'il n'est pas multiplié par lui ; la vitesse n'est pas non plus multipliée par le temps. En dernière analyse, le capital est comme la vitesse un flux dans le temps et non un stock qui serait traversé par le temps. Le capital est le revenu posé sur un « point » du continuum ; comme l'écoulement de ce point définit le temps continu, le capital est lui-même mouvement continu. Si l'idée et le nom de « stock » peuvent néanmoins être retenus, il importe d'en saisir l'acception exacte : il s'agit d'un *stock quantique* et non d'une intégrale ; le revenu est transformé en stock dans la mesure où il est détruit aujourd'hui pour renaître demain : puisque le revenu peut reparaître à tout instant, il existe sous la forme du capital à tout instant du continuum compris entre les deux mutations inverses du revenu.

Il est vrai que la réalité profonde est un peu plus subtile ; le capital est le « pont » entre le présent et l'avenir ; ni le revenu ni le capital n'empruntent ce pont ; le capital ne peut pas être à la fois le pont et la grandeur qui le parcourt ; quant au revenu, il ne saurait se déplacer puisqu'il est détruit ; le pont est donc *vide :* le pont est lui-même la définition du transport. A l'« entrée » du pont le revenu est détruit ; à la « sortie » du pont, le revenu est recréé. Le capital est donc l'acheminement du revenu dans le continuum : dès que le revenu est recréé, on peut dire qu'il a, depuis l'instant où il fut transformé en capital, « ponctuellement » suivi le temps dans son écoulement.

Le capital étant défini correctement, on démontre assez facilement qu'il ne peut pas exister dans les économies où tous les paiements sont effectués en une monnaie matérielle (comme l'or ou

l'argent). Rappelons, pourtant, que l'émission des salaires est de même nature, qu'elle soit faite en monnaie bancaire ou en monnaie matérielle. Et l'épargne admet également la même définition dans les deux cas. L'économie étant divisée en deux sous-emsembles, les entreprises (E) et les titulaires de revenus (T), la partie T épargne les revenus prêtés à la partie E. Sur le marché financier, tout titulaire de revenus est en relation avec un autre titulaire ou avec une entreprise ; dans le premier cas, le capital est annulé déjà dans l'ensemble T ; dans le deuxième cas, il est positif dans l'ensemble des titulaires de revenus mais nul dans l'économie globale, car il est négatif dans l'ensemble des entreprises. Le capital ne serait positif que si le prêt de T, consenti à E, définissait néanmoins l'emprunt nul de l'ensemble des entreprises. C'est évidemment impossible. La formation du capital net se heurte à la tautologie de l'égalité des prêts et des emprunts. Le remplacement de la monnaie bancaire par la monnaie matérielle ne permet certes pas de briser la tautologie (aucune tautologie ne peut être infirmée) ; mais dans le régime de la monnaie bancaire il existe des prêts qui transcendent l'emprunteur, les revenus étant, « à travers les entreprises », prêtés au produit lui-même. Quand les prêts ne sont pas des opérations définies de personne à personne mais entre l'économie globale et le produit, leur résultat est le seul capital qui soit net dans la société.

Tournons-nous vers la partie positive de la démonstration : l'introduction de la monnaie bancaire permet effectivement la naissance du capital net. Procédons en quelques étapes.

– Le revenu est d'abord créé comme il le serait en monnaie matérielle. Notons que la fusion des deux demi-émissions, par rétroaction de la seconde sur la première, est également constatée dans les deux cas. Ce n'est donc pas l'introduction de la monnaie bancaire qui a suscité la répartition du produit en salaires et en profits.

– A l'instant où le revenu est consommé, il est détruit comme il le serait en monnaie matérielle ; la destruction du revenu en monnaie bancaire est même immédiatement perceptible, car la monnaie disparaît en même temps que le revenu ou le produit-dans-la-monnaie. L'écoulement du produit signifie deux destructions simultanées, la

dénaturation du produit en valeur d'usage et l'annulation en banque de la monnaie initialement créée dans le paiement des salaires.

– Une troisième opération vérifie la profonde parenté des deux monnaies, matérielle et bancaire. Tout revenu prêté à un autre titulaire ou à une entreprise définit un capital à somme nulle, l'emprunt étant égal au prêt. Ainsi, même la monnaie bancaire se prête aux échanges dont les termes sont les revenus nouveaux de deux périodes distinctes. Que l'échange inter-temporel implique uniquement des titulaires de revenus ou qu'il soit conclu entre les deux parties de l'économie, T et E, le capital de la société reste nul. Il serait vain de chercher à déceler néanmoins un capital *réel* positif. Tout produit qui se dégage de la monnaie est dénaturé en valeur d'usage à moins qu'il ne soit « libéré » dans une opération très particulière, dont l'effet est de le réintégrer à terme dans la monnaie ; cette opération a un nom, c'est l'épargne *monétaire*. Dès lors que le capital monétaire (ou financier) est nul, le capital réel l'est forcément. Le problème est donc redoutable ; l'économie ne saurait produire aucun capital, ni monétaire ni réel, si elle ne comporte pas une opération dont la définition semble se confondre avec une contradiction dans les termes : il faut qu'une partie (ou un sous-ensemble) de l'économie prête sans qu'une autre partie emprunte la somme prêtée.

– L'émission de la monnaie bancaire permet effectivement les « prêts *absolus* », l'épargne de l'ensemble des titulaires de revenus étant alors justement le prêt de T à T. Avant de nous tourner vers l'explication des prêts absolus, notons que l'ensemble T est parfaitement capable de prêter des revenus aux entreprises : les prêts de ce type sont « relatifs » et le capital qui en résulte est nul dans la société. Cela dit, revenons aux prêts absolus. Observons les faits : les banques sont présentes sur le marché financier. On en induit que les opérations bancaires sont à double face ; elles sont monétaires et, dans le même mouvement, financières. Si les banques n'émettaient pas la monnaie, l'émission des revenus serait une opération simple, purement monétaire. L'émission de la monnaie bancaire est une opération double : elle est monétaire mais elle est aussi financière puisque les revenus émis à l'instant t sont repris plus tard, à un instant

postérieur. L'implication inévitable du temps vérifie le caractère financier de l'opération.

– A présent, analysons l'épargne qui résulte directement de la création des revenus. Le *prêteur* est immédiatement connu; c'est l'ensemble des titulaires de revenus, plus précisément des personnes bénéficiaires des nouvelles émissions. Mais quelle est l'identité des *emprunteurs ?* Ils ne figurent pas parmi les titulaires de revenus, car, à l'instant de la formation des revenus, aucun titulaire n'a eu le temps de prêter même une fraction de ses gains à ses « voisins »; le même raisonnement interdit que l'on cherche les emprunteurs dans l'autre ensemble: dans l'opération du paiement des salaires aucune firme n'a obtenu un crédit de T, sinon au bénéfice de T.

– Si l'on cherchait à fonder la conclusion sur le principe du tiers exclu, elle serait déjà atteinte; le paiement des salaires n'est un prêt ni en T ni en E; or T et E sont les deux parties de l'économie. Il serait inopérant d'en référer à un troisième ensemble, le système bancaire (S): si un prêt était accordé de T à S, il le serait au bénéfice de E, car en toutes leurs opérations les banques sont des intermédiaires financiers.

– Si l'émission des salaires est constitutive d'un prêt positif, c'est uniquement parce que le principe du tiers exclu n'est pas valide en analyse quantique, qui ouvre une troisième possibilité, de loin la plus intéressante, à savoir le prêt de T à T, ou plus exactement, le prêt que chaque titulaire d'un nouveau revenu se fait à lui-même. Les opérations de ce type sont absolues et nous en connaissons déjà le principal exemple: dans l'émission réelle le travailleur reçoit son propre produit dans la monnaie; ainsi le même produit est dans le même mouvement cédé et récupéré par T. Si le produit ne naissait pas d'un échange absolu, de T à T, il ne serait pas net dans l'économie puisque les entreprises perdraient le gain monétaire des travailleurs. Or il existe une opération absolue d'un deuxième type, création du capital net de la société. Les banques étant en chacune de leurs opérations présentes sur le marché financier, le paiement des salaires en monnaie bancaire est une opération monétaire-financière. Opération financière, l'émission des salaires et un prêt et, justement, un prêt des titulaires de revenus à eux-mêmes. Plus personne n'en saurait douter: si le prêt n'était pas absolu, il ne serait

pas net dans l'économie, car il créerait un capital négatif dans les entreprises. Les prêts absolus n'endettent personne, car, se prêtant son revenu à lui-même, le titulaire le détruit afin de le retrouver intact plus tard, à l'échéance du prêt, qui verra la reproduction du revenu, instantanément détruit.

– Le prêt absolu est-il « ordinaire » ou « quantique » ? Rappelons que les prêts ordinaires transmettent l'objet du crédit des prêteurs aux emprunteurs tandis que les prêts quantiques conservent l'objet du crédit entre les mains des prêteurs. Or les prêts absolus ont une double nature ; l'objet prêté doit être distingué en pure monnaie et en produit dans la monnaie, la « forme » et le « fond ». Dans le prêt absolu, les titulaires de revenus prêtent la monnaie-forme aux entreprises (par l'intermédiaire des banques) ; *à cet égard, le prêt absolu est ordinaire ;* en effet, les entreprises sont désormais endettées envers les titulaires de revenus, *à travers les banques,* et non plus *envers* les banques. Cependant, dans le même prêt absolu, les titulaires de revenus se prêtent la monnaie-fond (le produit dans la monnaie) à eux-mêmes ; *sous se second aspect, le prêt est quantique ;* le produit ne se déplace pas ; à l'entrée de l'opération, les titulaires de revenus détiennent le produit dans la monnaie et, à la sortie de l'opération, ils détiennent le même produit dans les *titres,* qui sont la définition du capital financier : droits de propriété sur le produit.

– Nous sommes ainsi arrivés à une double constatation. Si l'économie n'était dotée d'aucune monnaie, au moins matérielle, elle ne bénéficierait à aucun moment d'un produit net. Mais si l'économie n'était pas dotée de la monnaie bancaire, aucun capital, ni financier ni réel, ne se formerait en son sein. *La monnaie fait le produit ; la monnaie bancaire fait le capital.*

– Toute émission de salaires en monnaie de banque est une nouvelle formation de capital-temps dans l'économie globale. Bien que l'écoulement du produit dans les ménages doive intervenir « plus tard », il se produit immédiatement sous la forme des titres : le revenu monétaire est détruit dès sa naissance, car il est aussitôt remplacé par le capital financier, titres au produit. Les titres et identiquement le capital financier sont à leur tour détruits quand l'épargne fait place à la consommation : le produit parvient alors « en nature » aux ménages, qui le détenaient « en titres » :

– Pendant toute la durée de vie du capital financier, le produit est lui-même un capital; le capital *réel* est le «double» logiquement nécessaire du capital financier: les deux capitaux sont la condition d'existence l'une de l'autre. Face aux titres, le produit est *«stocké»* ou *réservé.* L'épargne réelle du produit ne cesse qu'à l'instant où l'épargne monétaire se transforme en revenu; alors le produit retombe dans la monnaie, dont il est de nouveau le corps; dans le même mouvement, le produit est définitivement dégagé ou libéré de la monnaie, car il est *consommé.*

– En toute économie privée de la monnaie bancaire, les revenus naissent et meurent sans passer par le stade du capital. C'est que les prêts absolus ne sauraient encore exister. Dans l'économie insuffisamment évoluée, tout prêt éventuel est relatif: les travailleurs peuvent y prêter une partie ou la totalité de leurs revenus, mais seulement d'*autres* travailleurs ou les entreprises peuvent en être les bénéficiaires. Comme les revenus thésaurisés, les revenus prêtés sont donc des capitaux à somme nulle, les emprunts étant la compensation exacte des prêts.

– En toute économie dotée de la monnaie bancaire, les revenus sont détruits à leur naissance pour être dans l'instant transformés en capital *net;* corrélativement, les produits sont immédiatement dégagés de la monnaie et stockés. La raison en est que la création des salaires est une opération à la fois monétaire et financière; l'épargne du revenu remonte donc jusqu'à l'instant de la formation du revenu: il n'est aucun moment où l'on puisse constater l'existence d'un revenu positif non épargné. Etant des intermédiaires financiers, les banques ont en quelque sorte la gestion du temps; elles comptent le temps qui s'écoule entre la création et la destruction des revenus. Le temps s'écoule ainsi dans les comptes dès la création des revenus; c'est dire que le revenu est instantanément (sans aucun délai) transformé en capital, en capital-temps. Pour la même raison, le produit entre immédiatement dans la catégorie des stocks.

– Concluons par une notation. Bien que le revenu soit détruit à l'instant de sa formation, la réalité comporte la production *nette* car les revenus sont détruits *pour un temps* seulement; la destruction immédiate des revenus est le moyen de les faire renaître plus tard, au moment de leur consommation. Forme transitoire de tout revenu

formé en monnaie bancaire, le capital-temps est bien le pont ou la relation objective entre le revenu actuel et sa reproduction dans l'avenir.

– Nous venons d'établir que les émissions bancaires apportent instantanément la monnaie en ses deux transformations « successives » (la succession est purement logique et non chronologique) : la monnaie est formée en revenu et le revenu est transformé en capital.

Nous connaissons ainsi la nature profonde du capital ; il est un droit de créance sur les banques. Tout capital qui n'est qu'un droit de créance sur les emprunteurs est à somme nulle dans l'économie globale. Au contraire, le droit de créance sur les banques est net dans toute la mesure où, « traversant » le système bancaire, il exprime le droit de propriété sur le produit stocké. L'« emprunteur final » est ainsi, non une personne, mais le produit lui-même ; en termes imagés, on peut dire que le produit a emprunté le revenu afin de se dégager de la monnaie négative. Le revenu perdu est remplacé chez ses titulaires par un titre au produit dégagé. La formation nette du capital (ou de l'épargne) est l'appropriation du produit dans les titres, alors que la consommation est l'appropriation du produit en lui-même.

Le fait désormais démontré que l'économie nationale serait privée de capital si elle était privée de monnaie bancaire a une portée égale dans les deux domaines, des grandeurs nominales *et des grandeurs réelles.* Tout capital monétaire à la fois positif et négatif est tautologiquement un capital *réel* ou *physique* à somme nulle. Nous l'avons fait remarquer : en aucune de ses acceptions correctes le capital n'est purement technologique ou instrumental. Tout capital réel est un produit futur, plus rigoureusement un futur produit-dans-la-monnaie. Une économie pourvue de la seule monnaie matérielle peut sans doute disposer de matériels et d'équipements de toutes sortes ; cependant, ces biens instrumentaux y ont le statut des biens de consommation ; il en est ainsi non pour une raison sémantique mais en vertu d'une induction logiquement nécessaire ; en effet, dans l'économie privée de monnaie bancaire, le produit est forcément approprié en nature (dans la monnaie ou hors de la monnaie) : *il ne peut jamais être approprié dans les titres.*

Le prêteur d'un revenu en monnaie matérielle obtient d'abord un titre à son produit ; cependant, l'emprunteur acquiert le produit ; il s'ensuit que le prêteur n'a que le titre à un revenu futur de l'emprunteur : il n'est plus le propriétaire de son propre produit actuel, *qui n'est pas transporté dans le temps.*

Seule la monnaie bancaire permet le transport d'un produit actuel de la société, afin de le faire renaître dans une période future. La monnaie matérielle n'apporte aucun pont entre le présent et l'avenir ; dans ces conditions, tout titre à un revenu futur a pour objet un produit à naître et non, comme l'exige la définition du capital global net, le produit d'aujourd'hui transformé en produit de demain.

Ainsi, en l'absence de la monnaie bancaire, il est inconcevable que le revenu soit détruit pour faire place à autre chose qu'à l'appropriation *en nature* du produit : l'emprunteur consomme ou détruit le produit. On arrive donc à la formulation d'une alternative. Défini en monnaie matérielle, le produit est maintenu ou il est dépensé ; et s'il est dépensé, il est nécessairement consommé. Le produit réside d'abord dans la monnaie ; c'est le temps d'existence du revenu ; puis le revenu est dépensé ; le produit est alors instantanément *consommé,* dénaturé en valeur d'usage, *même s'il s'agit de machines ou d'autres moyens de production quelconques.* Dans le régime de la monnaie matérielle, les biens de production sont des biens de consommation parmi les autres ; il en est ainsi parce que la consommation a une définition univoque : elle est l'opération qui retire la matière de la forme-utilité.

Les biens de production ne sont une catégorie spécifique que s'ils entrent dans la catégorie du capital ; et le capital est à la fois un produit libéré de la forme-monnaie et néanmoins un produit non consommé : les deux exigences sont conciliées dans le fait que le produit stocké sera, à l'échéance du prêt absolu, réintroduit dans la forme-monnaie, qu'il quittera alors définitivement, dans la consommation finale du produit.

Dans sa nature double, stock et titre, le capital-temps existe seulement en monnaie bancaire. La conclusion s'étend au capital fixe.

LE CAPITAL FIXE

Il est certain que le capital fixe est consommé dans la production ou, plus exactement, dans le « processus » de la production. Mais pourquoi les instruments de la production appartiennent-ils néanmoins à la catégorie du capital ?

La réponse ne peut être satisfaisante que si l'on respecte la signification parfaitement connue (et que nous venons de rappeler) du capital : il est la transformation d'une valeur d'échange actuelle en une valeur d'échange future. Les termes de la mutation sont précis : le produit actuel disparaît parce qu'il est retiré de la monnaie (le revenu est détruit) ; issu du capital, le produit futur n'est que la réintroduction dans la monnaie du produit initialement « capitalisé ». Ainsi, répétons la question : pourquoi les moyens de production entrent-ils dans la catégorie du capital ?

Une première réponse se présente à l'esprit. Les moyens de production ne sont-ils pas (tautologiquement) productifs ?

Les moyens de production ne sont-ils pas du capital pour la raison qu'ils ont une « productivité physique » ?

Le perfectionnement progressif de l'équipement des industries assure la croissance en nombre et en qualité des biens produits. Tout revenu affecté à la production des équipements est transformé en capital puisque son titulaire pourra prétendre à une partie au moins des gains de productivité.

Cette « solution » intuitive est en réalité très faible, car les gains de productivité sont définis en valeur d'usage et non en valeur d'échange. Les moyens de production ne seraient productifs en valeur que si une partie des produits futurs pouvait leur être attribuée comme on attribue les « effets » aux « causes ». Or, rappelons-le, le produit admet une seule définition scientifique : il est la matière au contact de la forme-utilité. Et une seule « cause » précipite la matière dans sa forme projetée : c'est le travail de l'homme. Ainsi, bien qu'il soit « aidé » ou « assisté » par la machine, l'homme est le seul auteur du produit, car il est son unique *émetteur*. Pareillement, le pianiste est le seul émetteur du son de son instrument.

Il est vrai sans doute que le progrès des équipements permet à l'économie nationale d'introduire de plus en plus de biens dans la forme-utilité ; mais le produit prend la mesure de la forme et non inversement ; il s'ensuit que le progrès technique et l'accumulation des moyens de production sont incapables de multiplier les *produits* en leur sens exact : une plus grande diversité et un plus grand nombre de biens sont compris dans un produit inchangé. Depuis « le choix des unités » de mesure proposé par Keynes (dans sa *Théorie Générale*), la question est résolue dans la clarté : le produit est mesuré en unités de salaires ; or la multiplication et le perfectionnement des moyens de production sont des actions neutres quant à l'émission des salaires. Les hommes émettent les salaires ; les machines n'en émettent pas. Cela suffit : la machine a un produit en valeur (un produit au sens rigoureux) strictement nul.

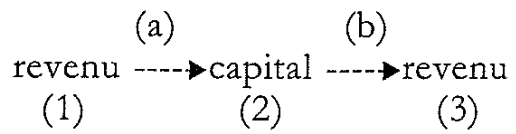
On ne saurait donc logiquement ranger les équipements dans la catégorie du capital à moins d'expliquer par une tout autre voie comment les moyens de production parviennent à ajouter *leur propre produit* aux produits du travail.

La solution correcte est nécessairement comprise dans l'idée déjà développée au sujet du capital-temps, selon laquelle le capital positif est un pont entre le présent et l'avenir.

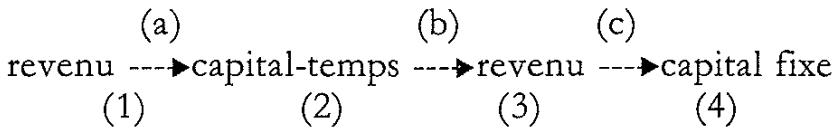
Le capital fixe reproduit la valeur qu'il a initialement absorbée (dans l'investissement).

Dans les économies dotées de la monnaie bancaire, le capital fixe est produit par *l'injection des revenus épargnés dans les nouvelles émissions de salaires.*

Le capital fixe est obtenu par la simple mutation du capital-temps. Portons en effet notre attention sur la destruction du capital-temps. Si, à l'échéance, le revenu né du capital est consommé, le capital est détruit ; or il est possible que le capital-temps parvienne à son échéance sans que le produit libéré (ou dégagé) soit consommé ; dans ce cas, la chaîne



a pour troisième terme le revenu reproduit *et non consommé:* formé dans le mouvement *a,* le capital est bien détruit dans le mouvement *b* mais le revenu recréé définit une *nouvelle épargne,* un *nouveau capital.* La chaîne doit donc être complétée comme il suit.



La première mutation, *a,* est bien connue ; l'action est unique et son résultat est double : le produit est dégagé de la monnaie et il est stocké ; le revenu monétaire est détruit pour être remplacé par le titre au produit stocké.

Les deux autres mutations, *b* et *c,* sont données dans le même mouvement, la transformation du capital-temps en capital fixe. Analysons les deux « moments » du mouvement unique :

– la mutation *b* signifie que le revenu épargné est dépensé pour l'achat du produit équivalent ;

– la mutation *c* signifie que le revenu épargné est dépensé non pour l'achat du produit stocké mais pour l'acquisition de nouveaux produits, les moyens de production.

L'union des deux mouvements *b* et *c* est obtenue par la dépense des revenus épargnés dans l'émission des (nouveaux) salaires, gagnés par les producteurs des moyens de production. On vérifie ainsi que le revenu est détruit puisque sa dépense dégage le nouveau produit, les biens instrumentaux, et que l'épargne détruite est aussitôt remplacée : ne pouvant se porter à l'achat des biens instrumentaux (déjà achetés dans la dépense du capital-temps), les salaires créés dans la production de ces biens sont *définitivement épargnés.*

Appelons *émission initiale* le paiement des salaires à partir d'une épargne monétaire nulle ; les *émissions induites* sont au contraire les paiements de salaires par prélèvement dans l'épargne préalable. On peut alors appeler biens-salaires les produits des émissions initiales et biens-capitaux les produits des émissions induites. *Les biens-capitaux sont tous obtenus par la transformation d'une quantité équivalente de biens-salaires.*

La formation du capital-temps crée face à face le stock des biens-salaires et les titres à ce stock, c'est-à-dire le capital réel et le capital financier. Une partie du capital-temps se résorbe simplement dans l'écoulement des biens stockés. La partie complémentaire du capital-temps *alimente les émissions induites* et se transforme ainsi en capital fixe.

Les Classiques parlaient de la « consommation productive ». L'expression est bonne même en analyse moderne. La partie du capital-temps qui est formée en capital fixe est consommée comme l'autre partie, mais elle l'est d'une façon originale ; étant prise dans l'émission induite, la destruction du capital crée un nouveau « stock » : les biens-capitaux sont épargnés par définition. A la différence des biens-salaires, qui forment des stocks parce qu'ils sont « en attente », les biens-capitaux sont par nature des stocks : ils le sont en eux-mêmes ; (il est donc redondant de parler du stock des biens-capitaux).

Une importante vérification doit encore être apportée ; fixé dans le capital instrumental, le capital-temps répond-il effectivement à la définition de tout capital : est-il un revenu présent lancé dans une période future ?

Reprenons la chaîne des mouvements. Le mouvement *a* est bien la transformation du revenu (1) en capital-temps (2) puisque le mouvement *b* reproduit (en 3) le revenu initial. Selon la même règle, le mouvement *c* aboutit à une grandeur qui est effectivement un capital (en 4) si et seulement si l'analyse inductive permet de déceler dans le fonctionnement de l'économie une action qui définisse la *destruction* du capital fixe et, ainsi, la reproduction du revenu initial. Cette action existe et elle est connue depuis les origines de notre science : c'est *l'amortissement du capital fixe.* Le mot est révélateur ; le capital fixe meurt, il est détruit. Et la destruction du capital fixe est, comme la destruction du capital-temps, la reproduction du revenu initial, le revenu même qui s'était transformé en capital.

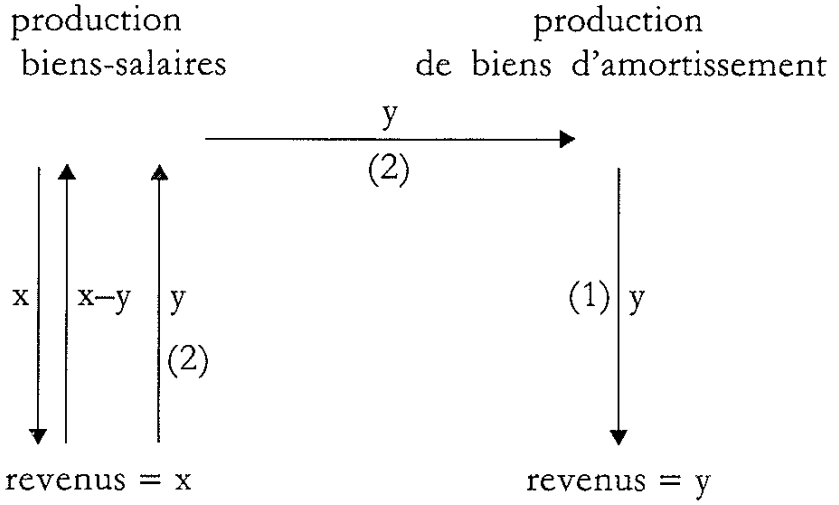
Il est vrai que l'amortissement ne suit pas la même logique selon que son objet est le capital-temps ou le capital fixe. Rappelons brièvement le critère de la classification. Le capital-temps provient de la destruction des revenus *sur le marché des produits :* à l'instant de leurs paiements, les titulaires de revenus (en monnaie bancaire) les

consomment et les remplacent par les titres sur les biens-salaires corrélativement épargnés ou stockés. Le capital fixe provient au contraire de la destruction de revenus *sur le marché des services producteurs :* un capital-temps préalablement formé est lancé dans l'émission de nouveaux salaires, rémumération des producteurs des biens-capitaux. Le capital-temps est obtenu par la transformation directe des revenus, alors que le capital fixe est la transformation d'un capital-temps. Les travailleurs produisent le capital fixe dans la mesure exacte où leurs salaires sont puisés dans le capital-temps.

La distinction des deux capitaux comporte la distinction des amortissements. L'amortissement du capital-temps est une destruction nette : le capital est dénaturé en revenu et le revenu ainsi recréé est consommé. L'amortissement du capital fixe est au contraire une destruction-création : le revenu recréé par l'amortissement est aussitôt reformé en capital. C'est justement parce que le capital ne libère pas le revenu sinon en le fixant à nouveau qu'il est légitime de le dire fixe. Pris dans le capital-temps, le revenu est finalement libéré ; mais le revenu absorbé dans les biens-capitaux est pour toujours « prisonnier » ; il demeure indéfiniment fixé dans le capital. Le capital emprunte sa « fixité » au revenu qu'il maintient à jamais. Le capital-temps est une transformation instable du revenu ; le capital fixe est la transformation *définitive* du revenu *investi.* Il en résulte que l'amortissement du capital fixe est une action double, une destruction-création comme nous l'avions annoncé : le revenu investi est bien libéré mais il est instantanément repris et, ainsi, il demeure dans le capital, son « domicile fixe ».

Il est vrai que l'on pourrait craindre de rencontrer quelque difficulté à déceler ce mouvement de destruction-création du capital (fixe) dans l'économie concrète. En fait c'est facile. La raison en est que les biens-capitaux sont tous soumis à l'usure de leur matière ou de leur valeur d'usage, qui disparaît d'autant plus vite que le progrès technique apporte des moyens de production plus évolués. On arrive ainsi à la formulation d'une règle de logique élémentaire : le remplacement du capital instrumental usé ou devenu obsolète met en œuvre la dépense d'un revenu qui diminue la formation des profits nets.

Soit *p* une seule période de formation-dépense des revenus monétaires. Partons du problème résolu et posons l'émission de *x* unités de revenus dans la production des biens-salaires au sens strict et de *y* unités de revenus dans la production des biens d'amortissement.



Du point de vue de l'économie nationale, le reflux des revenus est de $(x-y)$ unités pour l'achat des biens-salaires stricts et de y unités pour le remplacement du capital fixe perdu dans la période *p*, l'amortissement de la période. Mais du point de vue des seuls titulaires de revenus, on constate la dépense de $(x-y)+y$ unités de revenus pour le paiement des biens-salaires au sens strict; on voit ainsi que la dépense de x unités de revenus apporte aux titulaires le produit dans la mesure de $(x-y)$ unités de salaires seulement: la différence, $x-(x-y)=y$, est un profit, un revenu capté par les firmes. *Or ce profit n'est pas net;* il est au contraire la partie du profit brut qui disparaît dans le paiement des biens d'amortissement. Le mouvement y est ainsi à la fois la reproduction (à concurrence de y unités) du revenu initialement investi dans le capital – c'est le flux (1) – et la destruction de ce même revenu, qui se retrouve aussitôt réintégré dans le capital – c'est le reflux (2). L'unité du flux-reflux (de (1) et de (2)) définit l'amortissement du capital fixe en ses deux aspects contraires indissolublement liés.

Il reste à définir la proportion selon laquelle le profit de la période est effectivement réparti entre les biens-salaires stricts et les biens

d'amortissement. Dès que la règle en est connue, il est clair que la méthode suivie – par le problème résolu – échappe à l'arbitraire. Or la règle est tout à fait logique : on considère le profit brut pour rechercher s'il est dépensé sur le marché des produits (donc *entre* les entreprises) ou sur le marché des services producteurs (par l'entreprise titulaire du profit) ; dans le premier cas, le profit est purement brut et les produits achetés ne sont pas des biens d'investissement nets ; dans le second cas, le profit est net et le produit acheté dans sa dépense est une addition au capital fixe accumulé. Si y est la partie du profit brut réalisé dans la période qui, selon l'observation comptable des flux de paiement concrets, est affectée aux achats interindustriels, la ventilation du revenu de p en ses deux parties x et y n'est pas arbitraire mais établie ; on sait alors que le flux y est le simple maintien ou la conservation du capital fixe, qui subit dans la période une destruction-création – un amortissement – égale à x unités de salaires.

Il est remarquable que le capital fixe comprend une partie traditionnellement appelée « capital circulant ». Quelle est la loi de l'amortissement de la partie circulante du capital fixe ?

L'amortissement du capital circulant obéit à la même règle que l'amortissement du capital fixe en général.

Examinons comment la partie circulante du capital fixe se forme dans la période p. Elle est d'abord nulle, car la période ne reçoit en « héritage » que la partie non circulante du capital fixe, les machines et les équipements de toutes sortes. Or les entreprises sont des acheteurs intermédiaires ; en passant de leur forme brute à leur forme achevée, les ressources naturelles passent également (pour partie au moins) d'entreprise à entreprise. Il est ainsi inévitable que les revenus émis en « amont » soient dépensés en concours avec les revenus émis en « aval » : l'achat de l'habit comprend le paiement de la toile et, plus haut, du fil. Le vendeur du produit fini draine donc la somme des revenus émis à tous les stades de la production « verticale ». Les profits ainsi formés définissent le capital circulant. Ces profits sont amortis dès que l'entreprise les dépense dans ses appro-

visionnements. L'amortissement du capital circulant est donc une destruction-création de revenus, exactement comme l'amortissement de l'autre partie du capital fixe. La seule différence est dans le fait que le capital circulant est d'abord nul : rigoureusement, l'amortissement du capital circulant est donc une création-destruction (de zéro à zéro), alors que l'amortissement du capital instrumental est une destruction-création.

Si l'on renonce – comme la logique le permet – de donner un signe à l'opération de l'amortissement (qui est *neutre*), on parvient à la formulation de la loi générale : tout capital fixe résulte de la destruction d'un revenu qui est dès lors soumis aux flux-reflux : le capital circulant, d'abord nul, reste nul par l'effet d'un seul flux-reflux, tandis que l'autre partie du capital fixe, positive dès le début de la période, est maintenue à travers elle et dans une suite indéfinie de flux-reflux, dans toutes les périodes successives.

La loi du capital fixe est donc générale et conforme à la théorie : le capital résulte de la destruction d'un revenu qu'il libère à terme.

Le capital fixe est une simple transformation du capital-temps et tout capital formé en entreprise, même la partie circulante du capital fixe, est soumis à la loi du flux-reflux. Le revenu initialement transformé en capital est, à terme, libéré par lui, pour être consommé (s'il est circulant) ou réinvesti, indépendamment de la volonté de l'homme, la conservation du capital fixe étant une loi de la logique et non le résultat du comportement des agents.

Le capital est aussi une grandeur spécifique pour une autre raison bien connue et qu'il importe de ne pas perdre de vue : réel ou nominal (et il est nécessairement les deux à la fois), il ne peut exister qu'en monnaie bancaire.

La connaissance du capital ouvre la voie à la découverte de la nature profonde de l'inflation.

6. L'INFLATION EST UNE «MALFORMATION» DU CAPITAL.

Selon sa définition populaire, l'inflation se manifeste quand une trop grande masse de monnaie « pourchasse » la masse des biens réels disponibles. Cette formulation est fondamentalement défectueuse, car elle pose l'existence face à face de deux masses distinctes, dont l'une est réelle et dont l'autre serait « nominale ». Mais que signifie une « masse nominale » ?

Quelle est en effet la définition correcte de la masse monétaire ? La monnaie a une masse dans la mesure où elle a un corps et le corps de la monnaie n'est autre que le produit réel.

Aussi la science ne comporte-t-elle que deux théories monétaires fondamentales, quantitative et quantique.

LA THÉORIE QUANTITATIVE DE LA MONNAIE

Elle est entièrement fondée sur la dichotomie de la monnaie et des biens réels. La monnaie aurait une masse spécifique, capable de se mesurer à la masse des biens, des services produits et des titres.

Toute masse est réelle; la masse monétaire spécifique est spécieuse.

La théorie quantitative est trop riche ; la réalité est beaucoup plus simple. La théorie pose ou postule l'existence de deux masses séparées ; dès lors, ni l'une ni l'autre ne peuvent plus être expliquées.

Quelle est la masse des biens réels ? N'étant pas matérielle, elle ne peut être que psychologique. Les biens auraient une masse parce qu'ils ont une utilité. Or l'utilité n'est pas une masse mais une relation entre la matière et l'homme. Plus exactement encore, l'utilité, ou la plus grande utilité, est la forme que le travail de l'homme donne aux ressources naturelles. Il faut renoncer au concept métaphysique de la masse économique des biens ; l'enveloppe-utilité n'ajoute pas une once à la masse de la matière présente dans la nature.

N'ayant pas de masse *économique,* les biens ne sauraient être rapprochés de la masse monétaire.

Bien plus, la masse monétaire est elle-même un concept informe. Afin de saisir la masse de la monnaie, la théorie « pure » suppose que la monnaie fut initialement prélevée dans la collection des biens réels. Mais comment la monnaie bancaire répondrait-elle à ce schéma explicatif? L'observation des faits est souveraine : il est acquis aujourd'hui que la monnaie fiduciaire ou scripturale est créée dans l'émission et, ainsi, que les banques ne la prélèvent nullement dans une masse préalable de biens réels. On en induit nécessairement que la monnaie bancaire est de naissance privée de toute masse.

Même si les biens réels avaient une masse, on ne pourrait donc établir le « quantitativisme », c'est-à-dire la théorie des deux masses.

Une explication plus candide encore se donne la masse de monnaie (M) par la simple énumération des unités monétaires. On dit alors que M s'est accru à telle date de x unités de monnaie. On pose que l'unité de la masse de monnaie correspond à l'unité de monnaie ; mais on omet de définir l'unité de la masse monétaire. Il en résulte que M n'est pas vraiment une masse mais un *nombre pur.* La théorie quantitative prétend donc établir le réseau des relations d'échange entre la monnaie-nombre et la masse indéfinissable des biens réels.

On comprend dans ces conditions qu'elle ne réussisse qu'à établir un réseau de truismes dans les égalités numériques des termes de tout achat effectivement constaté.

LA THÉORIE QUANTIQUE DE LA MONNAIE

Les deux masses, monétaire et réelle, sont enfin connues.

La théorie quantique de la monnaie apporte la définition de la masse des biens réels et, identiquement, de la masse monétaire.

On sait que, prises dans la forme-monnaie, les ressources naturelles sont effectivement formées en une masse : au sein des salaires émis, les biens produits (par le travail) sont homogènes, car ils naissent dans la monnaie. Ainsi les biens réels sont tous dans le même « panier », les produits contenus dans x unités de monnaie ayant par définition une masse dont le « nominal » est le nombre de x unités de monnaie, où x est un nombre concret, sans dimension. La masse monétaire est donnée dans le même mouvement. Le paiement des salaires transforme les x unités de monnaie en un produit réel d'une masse égale à x puisque la monnaie émise (dans les salaires) est unie au produit comme le contenant immatériel l'est au contenu matériel. Le contenant (la monnaie) n'a aucune masse, à moins que l'on entende la masse de son contenu ; dans ce cas, les deux masses sont confondues, la monnaie épousant le produit dont elle définit la masse en un nombre sans dimension.

Les deux masses étant à présent définies, on peut se tourner vers l'analyse de l'inflation.

LA DÉFINITION DE L'INFLATION

L'inflation est caractérisée quand la forme-monnaie contient un « corps » ou un produit plus petit qu'elle : alors le produit « flotte » dans son vêtement monétaire.

Il est d'abord remarquable que l'inflation, enfin clairement conçue, est improbable ; elle paraît même impossible.

La forme (nominale) et le fond (réel) étant donnés dans le même mouvement, l'inflation paraît logiquement impossible.

La monnaie ne peut naître qu'avec son contenu positif; toute monnaie qui « naîtrait » vide serait en réalité avortée. Il n'existe donc aucune monnaie qui soit née même partiellement vide de produit. C'est dire que dans le paiement des salaires le produit occupe la totalité de la monnaie émise: la marge inflationniste est donc nécessairement nulle.

La méthode inductive conduit ainsi à une conclusion réconfortante; le système bancaire est incapable de créer un trop-plein de monnaie: en effet, toute monnaie « excessive » est une contradiction dans les termes; si elle est en trop, c'est qu'elle est privée de corps ou de produit, et si elle est privée de corps, c'est qu'elle n'existe pas.

N'ayant pas sa source dans les émissions bancaires, l'inflation n'est donc pas efficacement combattue par la restriction ou par le contrôle de la création monétaire.

Si la hausse du niveau des prix est aujourd'hui (1984) freinée dans plusieurs pays, la raison en est partiellement dans la politique des revenus; l'augmentation des salaires étant contenue, il est tautologique que le produit se dépose dans un nombre d'unités monétaires en croissance moins rapide. Cependant, les prix augmentent moins vite pour une autre raison encore, plus fondamentale. Si les salaires pouvaient librement suivre l'augmentation du prix des biens-salaires, la part des salariés dans le revenu national serait constante pour un niveau donné de l'emploi. Dès que l'augmentation des salaires nominaux est freinée, la part des salariés diminue. Il n'en résulterait aucun ralentissement de la hausse des prix (des biens-salaires) si l'incrément des profits était utilisé pour la production de biens-capitaux. Mais dès que les profits accrus sont affectés à la production de biens-salaires, le produit consommable est lui-même *accru* au sein d'une monnaie (les salaires nominaux) maintenue à son niveau antérieur. Dans cette explication, bien sûr trop concise, on aperçoit que l'observation des faits ne contredit pas la théorie selon laquelle la surveillance de l'activité du système bancaire, notamment des Banques centrales, ne contribue nullement à maîtriser l'inflation.

La logique ne permet pas de dissocier la création monétaire de la production réelle ; il est donc impossible, en toutes circonstances, que les émissions apportent une monnaie en dépassement du produit. L'activité bancaire n'est excessive ou désordonnée qu'à un seul égard, à savoir quand le marché financier prête plus qu'il n'emprunte. Même dans ce cas, l'inflation ne se déclare pas au niveau de l'économie globale, le produit national ne se trouvant pas déposé dans une monnaie surabondante : dans le respect parfait de l'identité des grandeurs nominales et réelles, l'action excessive des banques n'est pas neutre quant à la répartition du produit entre salaires et profits.

L'inflation n'est pas un désordre purement monétaire ; elle est une pathologie définie sur la monnaie dans sa relation avec le produit : elle touche donc à la fois la monnaie et le produit.

Mais, justement, comment la relation monnaie-produit, ou contenant-contenu, serait-elle imparfaite puisqu'elle est une identité et non une condition d'équilibre ? La question est importante, même cruciale. L'inflation est bien l'écart entre la forme et le fond de la même grandeur, le produit national dans la monnaie. *Or cet écart existe.*

Au-delà des apparences, on discerne la possibilité d'écarts positifs entre la monnaie-forme et son fond, le produit.

Afin de saisir l'écart inflationniste, il faut distinguer le double effet possible des émissions monétaires, selon qu'elles déposent ou non le produit *dans le temps* (continu). Ainsi :

1. Il n'existe aucune émission monétaire qui n'apporte à la fois une monnaie et un produit dans la monnaie.

2. Toutefois, les émissions monétaires observées dans la réalité répondent aux termes d'une alternative.

– Elles déposent dans le continuum tout ensemble la monnaie et le produit dans la monnaie.

– Elles déposent seulement la monnaie dans le continuum, le produit correspondant étant instantanément retiré de la monnaie émise, ainsi « vidée de son contenu ».

Il est clair que la logique est respectée même par le deuxième terme de l'alternative, aucune monnaie n'étant jamais créée « sans produit ». Et l'écart inflationniste se dégage donc en dépit du fait que toute émission monétaire est identiquement une émission réelle.

Le produit est présent dans toute émission nominale, mais la forme-monnaie l'emporte sur le fond-produit dans toute la mesure où les émissions déposent la monnaie dans le continuum, *sans y déposer le produit.*

L'inflation apparaît ainsi dans le temps quantique et non dans le temps continu.

L'inflation se déclare dans le temps quantique.

La formulation des deux états de l'économie, selon qu'elle est en « équilibre » ou touchée par l'inflation, est facile à présent.

Aucun écart inflationniste ne survient dans l'économie où toutes les émissions monétaires déposent un produit dans le continuum, jusqu'au jour où le produit sera (rétroactivement) détruit dans les achats finals et, ainsi, retiré du temps continu.

Les écarts inflationnistes se déclarant dans nos économies sont tous dus aux *émissions vides* qui, par définition, déposent une « monnaie sans produit » dans le continuum.

Il ne reste qu'à déceler l'identité des émissions vides.

Les émissions vides sont toutes définies par la transformation des revenus en capital fixe.

Soit les salaires émis dans la période, pour la production des biens-salaires (Ss) et pour la production des biens-capitaux (Sc) ; les produits correspondants sont Ps et Pc.

L'émission Ss dépose le produit Ps dans le temps continu. *L'émission Sc retire instantanément le produit Pc de la monnaie, car Pc définit immédiatement un accroissement du capital fixe.*

L'explication des deux cas contraires n'est difficile qu'en apparence. Après réflexion, on comprend que les biens-salaires sont à demeure dans la monnaie jusqu'à la *consommation* (finale) des revenus,

dans l'écoulement de Ps. Sans doute l'*investissement* est-il plus obscur ; cependant, la lumière se fait rapidement, dès que le raisonnement prend appui sur la connaissance préalable du *profit,* source unique (même dans le cas des emprunts) de l'investissement. L'opération est univoque : l'investissement est toujours la dépense pour la production de biens-capitaux (Pc) d'une partie des salaires déjà émis dans la production des biens-salaires (Ps).

– Les émissions Ss consomment des salaires nuls.

– Les émissions Sc consomment la fraction des salaires Ss captés en profits et dépensés par les firmes pour l'accumulation du capital fixe.

Les biens-capitaux naissent de la destruction des salaires captés en profits définitifs.

Ainsi la conclusion essentielle est atteinte. Les biens-salaires (Ps) sont déposés dans le temps continu, car ils ne sont appropriés en nature (par les titulaires de revenus) que dans la destruction de la monnaie émise en salaires. En revanche, les biens-capitaux (Pc) sont *immédiatement appropriés par les firmes, c'est-à-dire dès l'instant du paiement des travailleurs qui les ont produits.*

Gagnés dans la production des biens-capitaux, les salaires sont donc une *« monnaie sans produit » :* l'écart inflationnniste est parfaitement constitué.

La définition du phénomène est « claire et distincte » : l'inflation résulte de la dépense à l'intérieur de l'émission des salaires de salaires déjà émis précédemment.

Distinguons l'entrée et la sortie de l'émission des salaires, Es.

L'inflation est nulle quand l'émission des salaires (Es) ne comporte aucun revenu à son entrée. Dans ce cas, l'opération Es crée les nouveaux revenus de la société sans consommer un revenu créé dans les périodes précédentes. On peut alors imaginer deux possibilités : les revenus créés dans le passé sont déjà tous consommés au moment où intervient l'émission des nouveaux salaires ; mais si des revenus anciens subsistent, ils ne sont nullement lancés dans la nouvelle émission de salaires. Le résultat est constant ; ne trouvant aucun *aliment* dans les revenus antérieurement émis, l'émission Es apporte

une même mesure de monnaie et de produit: l'écart inflationniste est invariablement nul.

L'inflation est positive dans la mesure où l'émission des salaires (Es) consomme des salaires déjà émis antérieurement.

Supposons que Es apporte 10 unités de salaires nouveaux et qu'à l'intérieur de l'émission Es on constate la destruction de 2 unités de salaires provenant d'une émission antérieure. Ainsi, 10 unités de revenus sont trouvées à la sortie de Es et 2 unités de revenus sont présentes à l'entrée de Es.

Notons immédiatement un fait important: toutes les unités de revenus présentes à la sortie (les *10* unités) sont *nettes ou nouvelles,* bien que l'entrée de l'émission comporte déjà des unités de revenus positives (deux dans l'exemple). Il serait logiquement fautif d'imputer les 2 unités sur les 10 unités pour conclure que la production nette de la période est seulement de 8 unités de revenus. En réalité, les 10 unités de revenus données à la sortie de Es sont nouvelles ou neuves, alors que les 2 unités de revenus consommées à l'entrée de Es sont anciennes; la création du nouveau revenu ne peut donc rencontrer (dans une fusion) la destruction du revenu injecté dans l'émission: et ne pouvant fusionner, les deux actions contraires ne forment pas une contradiction. Il en résulte qu'en tout état de cause la production est nette dans la mesure *intégrale* de l'émission des salaires de la période.

Il ne reste qu'à comprendre comment 2 unités de revenus antérieurs sont consommées à l'intérieur de la nouvelle émission de salaires. L'explication est déjà connue. La consommation d'un revenu antérieur à l'intérieur de l'émission de nouveaux revenus est entièrement due *à la transformation des profits en capital fixe.*

On sait que la transformation d'un revenu en capital implique toujours la destruction du revenu; d'autre part, le revenu détruit est remplacé par un capital fixe (et non par un simple capital-temps) dès que la destruction du revenu est obtenue par la dépense d'un *profit.* A partir de là, l'analyse est vraiment simple.

Si le profit était redistribué, il reviendrait à l'ensemble des titulaires de revenus; quand le profit est au contraire investi, il est dépensé par un seul canal: *l'investissement du profit signifie nécessairement sa dépense à l'entrée de l'émission de nouveaux salaires.* Comportant 2 unités de

profits (ou de salaires captés) à son entrée, l'émission Es a deux effets : elle apporte aux firmes la propriété des biens-capitaux nouvellement produits (et égaux à 2 unités de salaires) ; et elle apporte aux titulaires de revenus 10 unités de monnaie contenant le nouveau produit diminué des biens-capitaux, directememt appropriés par les firmes. On voit ainsi que Es apporte aux titulaires de revenus – *et dépose dans le continuum* – 10 unités de monnaie et seulement 8 unités de produit dans la monnaie. *Les biens-capitaux ne sont pas déposés dans le continuum ; à la différence des biens-salaires, ils sont immédiatement retirés de la forme-monnaie.* L'écart inflationniste en résulte aussitôt ; l'émission Es dépose 10 unités de monnaie dans le continuum et elle n'intègre que 8 unités de produit (les biens-salaires) dans ces 10 unités de monnaie ; la mesure du revenu monétaire national dépasse de 2 unités la mesure du produit contenu dans la monnaie.

L'inflation est définie par la différence constatée entre le revenu *nominal* (égal à 10 unités de salaires) et le revenu *réel* (égal à 8 unités de salaires).

Le remède à l'inflation est à présent connu.

L'économie connaîtra l'égalité absolue des revenus nominaux et des revenus réels si en toute période l'émission des salaires dépose la totalité du produit (y compris les biens-capitaux) dans le temps continu.

Adam Smith le savait déjà : le produit est tangible s'il existe dans la durée ; un produit dont l'existence est purement instantanée est difficilement saisissable. Or la monnaie permet justement au produit national de s'inscrire dans la durée. Toutefois, seuls les biens-salaires trouvent refuge dans la monnaie. Nous avons bien compris que même les biens-capitaux sont « introduits » dans la monnaie : ils le sont, comme les biens-salaires, dans l'émission des salaires nominaux. Mais, à la différence des biens-salaires, les biens-capitaux *ne séjournent pas dans la monnaie.*

Avant d'aborder les grandes lignes de la théorie généralisée des émissions vides, résumons les trois points essentiels qui sont bien acquis.

– L'émission des salaires dans la production des biens-salaires apporte à l'économie nationale un produit dont le séjour au sein de la monnaie dure jusqu'aux dépenses finales lancées par les titulaires de revenus.

– En revanche, l'émission des salaires dans la production des biens-capitaux apporte aux entreprises un produit dont le séjour dans la monnaie est rigoureusement nul, car les nouveaux biens-capitaux sont instantanément agrégés au capital déjà accumulé.

– Le revenu nominal cessera de dépasser le revenu réel dès que l'émission des salaires obéira partout à la même règle, pour déposer le produit *intégral* dans le continuum, jusqu'aux dépenses finales de tous les revenus gagnés en toute production, de biens d'investissement comme de biens consommables.

A présent, approfondissons l'analyse.

7. AU PLUS PROFOND, L'INFLATION EST DUE AU DYSFONCTIONNEMENT SYSTÉMATIQUE DE L'AMORTISSEMENT DU CAPITAL FIXE.

L'analyse de l'inflation que nous venons de donner en termes de l'investissement net reste pleinement valide. Cependant, un progrès conduit à une importante découverte : l'émission vide caractérisée par l'investissement net apporte aux producteurs (des nouveaux biens-capitaux) un *capital* monétaire à la place d'un *revenu* monétaire. Nous le montrerons. Puis nous examinerons le cas bien plus grave de l'inflation due à l'amortissement du capital fixe. Nous constaterons cette fois l'existence des *« productions duales »,* qui apportent aux titulaires de revenus une rémunération strictement nulle, la privation de revenu n'étant alors nullement compensée par un gain en capital.

L'INVESTISSEMENT NET APPORTE UN CAPITAL MONÉTAIRE AUX TITULAIRES DE REVENUS.

Distinguons deux périodes de production, *po* et *p1,* par exemple deux mois successifs, dans une société où les salaires sont effectivement « mensualisés ».

Nous conduirons l'analyse en deux temps. Le profit monétaire se forme dans la période *po* et il est dépensé dans la période *p1.* Il est bien évident qu'un profit peut se former également dans la période *p1* mais sa dépense appartient à la période *p2,* dont nous faisons abstraction.

La formation du profit dans la période po : le profit est la transformation des salaires captés en un capital monétaire aux mains des entrepreneurs.

Le lecteur quelque peu attentif n'en doute plus : les salaires s'étendent au revenu national dans son intégralité. Aussi la dépense des salaires est-elle, somme pour somme, une destruction de revenus. Si la période voit la production de x unités de salaires, la *totalité* de cette somme est détruite dans la dépense des x unités, *même pour la partie des salaires que les firmes réussissent à capter dans leurs ventes sur le marché des produits.* Il serait donc inexact de considérer le profit comme une partie des revenus, bien qu'il soit indubitablement prélevé dans les salaires émis. L'analyse correcte est la suivante. Les profits sont des salaires captés ; en cela, ils sont des revenus ; mais à l'instant où les salaires sont transférés, ils sont par définition dépensés : il s'ensuit que le profit-revenu est instantanément changé en profit-capital.

Il n'est pas surprenant que le profit soit un capital. En effet, les salaires captés définissent une *« épargne forcée »*. Tout salaire qu'une entreprise trouve dans ses recettes en dépassement des revenus émis par elle-même dans la production de biens-salaires ont été créés par d'autres firmes dans la production de biens-salaires qui échappent désormais au « pouvoir d'achat » des titulaires de revenus ; comment en serait-il autrement puisque les salaires transférés sont le gain net des entreprises ? Or les biens-salaires retirés aux titulaires de revenus sont par là même *épargnés.* Le profit monétaire est donc la « contrepartie » des biens-salaires épargnés : c'est dire qu'il est le capital monétaire (ou financier) correspondant au capital réel créé dans le transfert des salaires.

Comment les firmes titulaires des profits peuvent-elles les dépenser ?

Une partie des profits est redistribuée aux titulaires de revenus.

Il est inutile de reparler longuement de ce cas ; les intérêts, les rentes et les dividendes sont finalement des salaires transférés *à l'intérieur* de l'ensemble des titulaires de revenus. Ainsi, les profits redistribués sont de nouveau des revenus. Le capital n'aura alors été qu'un moment transitoire dans la transformation du revenu des salariés en revenus non salariaux.

Le cas des profits investis est beaucoup plus intéressant.

L'investissement des profits est la dépense d'un capital monétaire.

Tout profit investi est un capital maintenu puisqu'il n'est pas réinjecté dans l'ensemble des titulaires de revenus. Il est clair pourtant que les titulaires de revenus disposent eux aussi d'un capital positif: c'est le pur capital-temps, dont ils sont effectivement les seuls détenteurs, jusqu'à la dépense finale des revenus. Or le profit définit l'autre capital, le capital fixe. Dès lors que le profit est investi, il est définitivement fixé dans le capital instrumental; bien plus, dès sa formation il était la forme monétaire du capital fixe. Comme nous l'avons dit, le profit redistribué a seulement emprunté, temporairement, la forme du capital fixe. Mais le profit investi est déjà un capital fixe à l'instant de sa formation.

Comment le capital fixe monétaire se transforme-t-il en capital fixe réel? La réponse est dictée par la logique. Le capital fixe monétaire correspond aux biens-salaires englobés dans l'épargne forcée (formée, on le sait, du fait des transferts de salaires dans les profits). Or l'investissement du profit signifie d'abord la destruction du capital-profit et sa transformation en un nouveau revenu, à savoir la rémunération des travailleurs employés à produire les biens-capitaux. L'analyse exige donc que l'on passe de la période *po* à la période *p1*. Prélevé dans les salaires émis en *po,* le profit est investi dans la production de *p1*. La dénaturation du profit investi en *nouveaux* salaires (émis en *p1* et non en *po*) a une signification univoque; détruit en sa qualité de « fonds des salaires », le capital investi est reproduit intact mais en une nouvelle identité: il est désormais capital instrumental. Il serait erroné d'en conclure que le capital instrumental est purement réel, le capital monétaire ayant été sacrifié pour le faire naître. En réalité, le capital instrumental est justement défini par le fait qu'il a *absorbé* le capital monétaire. Que le capital monétaire (et, à travers lui, le revenu) soit fixé dans le capital instrumental, on en a une preuve certaine, déjà bien explorée: tout amortissement du capital fixe voit la reproduction du capital *monétaire,* sa transformation en revenu et, toujours dans le même mouvement, la reconstitution du capital monétaire et sa réintégration

dans le capital instrumental. Ainsi, le capital-temps pur est défini par la *juxtaposition* du capital monétaire (les titres de l'épargne restée à la disposition de l'ensemble des titulaires de revenus) et du capital réel (les biens-salaires stockés) ; forme élaborée du capital temps, le capital fixe est au contraire défini par la *fusion* du capital monétaire (le profit) dans le capital instrumental (les moyens de production).

Nous pouvons maintenant revenir à la pathologie.

L'investissement du profit dédouble le capital monétaire.

Etant absorbé dans le capital instrumental, le capital monétaire devrait être effacé ; c'est une exigence de la logique. Or, dans nos économies concrètes, l'investissement du profit a pour effet de faire renaître le capital monétaire : il se retrouve intégralement, dans l'ensemble des titulaires de revenus. De fait, examinons l'émission des salaires de la période *p1*. Une partie de l'émission est alimentée par le « fonds des salaires », par le profit formé dans la période précédente. Or, dans la mesure exacte où les salaires sont puisés dans le fonds, les travailleurs obtiennent un *capital monétaire,* un revenu dénaturé.

Il en est ainsi pour une raison claire ; alimentée par le fonds, l'émission des (nouveaux) salaires est une opération de nature double : d'une part, elle est l'achat par les firmes des biens d'investissement nouvellement produits (c'est la dépense du profit) ; d'autre part elle est la formation du nouveau revenu (Sc de la période *p1*) des travailleurs employés dans la production des biens-capitaux. Pourquoi le revenu Sc devient-il aussitôt un capital ? Là encore, le raisonnement est contraignant. Les titulaires de revenus n'obtiennent pas les biens-capitaux en monnaie puisque ces biens sont immédiatement la propriété des firmes (du fait de la dépense du profit) ; il en résulte que les unités de monnaie Sc définissent dès leur formation le capital monétaire corrélatif au stock de biens-salaires constitué dans la période *po,* lors de la formation du profit monétaire (investi en *p1*).

Ainsi, on discerne bien une pathologie. Déjà absorbé dans le capital instrumental, le capital monétaire se présente une *deuxième*

fois : il est présent dans l'ensemble des entreprises (au sein du capital instrumental) et *additivement* dans l'ensemble des titulaires de revenus (sous la forme de titres aux biens-salaires stockés).

La logique serait respectée dans l'ordre – alors qu'en pathologie elle l'est dans le désordre – si l'émission des salaires Sc n'était pas prélevée dans un fonds des salaires. Dans ce cas, tous les salaires, Sc autant que Ss, seraient en toute période créés « ex nihilo », car aucun salaire ne serait payé par prélèvement dans les profits.

Avant de considérer le remède, poursuivons la recherche du désordre. En elle-même, la pathologie que nous venons de découvrir, due à l'investissement net, n'est pas grave puisque les titulaires de revenus obtiennent en capital ce qui leur est refusé en revenu monétaire. Cependant l'amortissement du capital fixe crée un dysfontionnement bien plus pernicieux : la « production duale ».

LA PRODUCTION DES BIENS D'AMORTISSEMENT N'APPORTE QUE LE « VIDE » AUX TITULAIRES DE REVENUS : ELLE NE LEUR DONNE NI REVENU NI CAPITAL.

Cette fois la pathologie peut être décelée à l'intérieur d'une même période. Soit *pq* un mois quelconque, pendant lequel les salaires Sa sont gagnés pour la production de biens d'amortissement. Afin d'alléger le raisonnement, on suppose que la période *q* ne connaît aucun investissemet net dont le financement serait assuré par des profits monétaires réalisés *antérieurement.* Ainsi, si aucun désordre ne se déclarait, tous les salaires émis dans la période seraient Sa et Ss, pour la production des biens d'amortissement (Sa) et de biens-salaires (Ss).

Or le raisonnement inductif rigoureux impose une autre conclusion : la production des biens d'amortissement a pour effet de prélever les salaires Sp dans les salaires Ss, de telle sorte que dans la période l'économie produit :

– des biens d'amortissement pour une valeur de Sa,
– des biens-salaires pour une valeur de Ss-Sp, et
– des *biens-profits* pour la valeur Sp (= Sa) unités de salaires monétaires.

Avant de nous engager dans l'argumentation, notons bien que Ss est le symbole de la valeur numérique des biens-salaires qui seraient produits si la production des biens d'amortissement (Sa) n'avait pas pour effet d'annuler une partie (égale à Sa) de la production de biens-salaires et de la remplacer par la production d'une nouvelle catégorie de biens: les *biens-profits* (Sp).

Nous procéderons en deux étapes. Nous montrerons d'abord le schéma du fonctionnement ordonné de la production des biens d'amortissement; puis nous constaterons que dans nos économies concrètes ce schéma n'est pas respecté.

L'amortissement du capital fixe en l'absence de toute pathologie

Les salaires (Ss + Sa) sont dépensés par les titulaires de revenus pour l'achat *des seuls biens-salaires* (Ss). Dans la vente des biens-salaires, les entreprises gagnent donc un profit brut égal à Sa unités de salaires. Ce profit est dépensé par les firmes pour l'achat des biens d'amortissement. En dernière analyse, les biens d'amortissement sont donc une forme particulière de biens-salaires. De fait, les titulaires de revenus achètent la totalité du produit d'une valeur égale à Ss + Sa unités de salaires: l'achat est direct pour la partie Ss et indirect (effectué par l'intermédiaire des firmes) pour la partie Sa des dépenses.

Pourquoi la réalité n'observe-t-elle pas ce déroulement simple? En fait, ce n'est pas l'opération de l'amortissement en elle-même qui est défectueuse. Le mal vient de plus haut. Tout le dysfonctionnement découle de l'opération initiale: *l'investissement net* est à l'origine de tous les grands «déséquilibres», du chômage comme de l'inflation. Il est bien certain qu'il serait imprudent et même absurde d'en conclure à la nocivité des investissements. La vérité est toute contraire.

Investir est bon et même indispensable. La crise ne concerne que le «mode» de l'opération. Aucun mal ne surviendrait si l'investissement résultait d'une dépense des titulaires de revenus, qui seraient alors les propriétaires des moyens de production déposés dans les entreprises. Dans ce cas, les biens d'amortissement parviendraient eux-mêmes directement dans le patrimoine des titulaires de revenus

puisque l'amortissement est la réparation et la maintenance des capitaux (instrumentaux).

Avant de nous tourner vers la deuxième étape et de montrer le fonctionnement « déséquilibrant » de l'amortissement dans nos économies concrètes, retraçons en une étape intermédiaire les deux mouvements aboutissant à l'appropriation privée des moyens de production par les entreprises du pays.

L'appropriation privée des moyens de production n'est pas dans « l'ordre des choses », elle est au contraire due au fait qu'en chaque période le paiement des (nouveaux) biens-capitaux est inflationniste.

Il est didactique de décomposer l'investissement en deux mouvements.

A. Les titulaires de revenus sont les « payeurs ». En effet, l'investissement résulte bien de la dépense des profits (déjà réalisés ou empruntés) mais les salaires sont le « fonds des profits » : les entreprises réalisent des gains seulement si elles réussissent à les puiser dans les ressources des titulaires de revenus.

Dire qu'à la source les titulaires de revenus sont les « payeurs » a une signification univoque : ils sont les véritables acheteurs. Le mouvement A a donc pour résultat l'appropriation des moyens de production par l'ensemble des titulaires de revenus anonymes.

Or le mouvement B vient tout bouleverser.

B. L'argument selon lequel les salaires sont la source du financement des biens de production implique le deuxième mouvement (B) ; puisque les profits sont des salaires transférés, les moyens de production sont identiquement des biens transférés. Le mouvement B est la mainmise définitive des firmes sur les moyens de production.

L'écart inflationniste est entièrement défini par le mouvement B. Les mêmes biens (les moyens de production) sont donc payés *deux fois* : une première fois dans la dépense des salaires – mouvement A – et une deuxième fois dans le transfert de leur propriété des titulaires de revenus aux firmes – mouvement B. Due à l'investissement net, l'inflation n'est donc pas définie par une différence entre le prix et la valeur des biens-capitaux ; prix et valeur restent soudés mais les

biens de production sont achetés « une fois de trop » : l'inflation est ainsi le désordre dont l'effet est l'appropriation privée du capital instrumental. Si l'inflation était évitée, les moyens de production seraient soumis au seul mouvement A et ils appartiendraient définitivement à l'ensemble des titulaires de revenus, sauf à rester, bien entendu, à la disposition des firmes, car il serait naïf de confondre « appropriation » et « localisation ».

Née d'un mouvement inflationniste, l'appropriation des moyens de production par les firmes est la seule cause du dysfonctionnement de l'amortissement du capital fixe.

La pathologie de l'amortissement du capital fixe

Le premier argument est déjà décisif. Par nature, les biens d'amortissement fusionnent avec les biens-capitaux qu'ils « réparent » ou « maintiennent » ; or les biens-capitaux sont la propriété des firmes ; bien que les titulaires de revenus « fassent les frais » de l'amortissement du capital fixe, il serait ainsi illogique de conclure que ce paiement qui leur incombe les rende (directement) propriétaires des biens d'amortissement. Il est donc formellement impossible de retenir le schéma proposé dans la première étape du raisonnement. Etant la propriété des entreprises, le capital fixe s'agrègre les (nouveaux) biens d'amortissement par le mode d'une appropriation (renouvelée) au bénéfice des entreprises. Il en est ainsi tautologiquement. En conséquence, on ne saurait expliquer l'achat des biens d'amortissement par la seule dépense de salaires.

Un autre argument est tout aussi net. Il est certain que les firmes trouvent le financement des biens d'amortissement dans des salaires « captés » : le prix de vente des biens-salaires comprend le coût de production des biens d'amortissement. Dans la mesure où elle est due à l'amortissement, la différence entre le prix de vente et le coût salarial des biens-salaires est un profit *brut* mais elle *est* un profit. Or la formation de tout profit est une dépense de salaires dont l'effet est toujours le même ; découvrons-le dans un exemple.

Soit E1 la firme (ou la partie de l'ensemble des firmes) qui produit les salaires S1, captés pour le financement des biens d'amortissement

(Pa). Les salaires S1 correspondent au produit P1 ; ils sont dépensés par les titulaires de revenus en concours avec les autres salaires. Or quels sont les biens achetés dans la dépense des salaires S1 ? Il est certain que les biens directement obtenus *par les titulaires de revenus* dans la dépense de S1 *sont nuls* puisque les salaires S1 sont par définition transférés en profits (bruts). Il en résulte que la dépense de S1 est en fait l'achat indirect (par les titulaires de revenus) *du produit P1*. C'est dire que le produit P1 est constitué de biens-salaires et que la dépense S1 suscite dans l'ensemble des titulaires de revenus un capital monétaire équivalent, titre au produit P1. La « récolte » de S1 par les firmes implique donc que, dans la masse des salaires émis, une partie des revenus égale à P1 est (automatiquement) transformée en un capital monétaire.

Les deux arguments aboutissent au même résultat : *l'ensemble des titulaires de revenus est logiquement incapable d'acheter les biens d'amortissement (Pa) dans la simple dépense des salaires.*

Bien qu'elle soit en principe achevée, l'argumentation reste difficile, car le théoricien n'est pas encore habitué à « manier » la distinction du revenu et du capital monétaire. Poursuivons donc l'effort.

– Si l'amortissement était un processus parfaitement « sain », la dépense des revenus (salariaux et non salariaux) comporterait immédiatement le paiement et l'achat des biens d'amortissement. Dans ce cas, l'opération de l'amortissement du capital fixe n'impliquerait aucune transformation de revenu en capital monétaire au sein de l'ensemble des titulaires de revenus.

– Or il est démontré que la simple dépense des salaires – même si l'on tient compte, comme la logique l'exige, des salaires gagnés dans la production des biens d'amortissement – ne peut assurer le financement de ces biens.

– Le paiement des biens d'amortissement est efficace ou positif parce que dans la réalité des faits l'amortissement du capital fixe est une opération *double :* (i) elle transforme la partie équivalente du revenu en capital monétaire ; (ii) elle fait correspondre au capital monétaire ainsi formé les biens d'amortissement constitués en capital réel.

Reprenons séparément les deux aspects (i et ii) de l'amortissement du capital fixe.

– *Aspect (i) du flux de l'amortissement du capital fixe.* La transformation de salaires en un capital monétaire équivalent à la mesure des (nouveaux) biens d'amortissement est constatée dans la période *p*.

– *Aspect (ii) du flux de l'amortissement du capital fixe.* La correspondance entre le capital monétaire créé en (i) et les biens d'amortissement, ainsi « capitalisés », est, elle aussi, établie dans la période *p*.

A présent, reprenons les deux aspects et raisonnons en *logique rigoureuse.*

D'après l'aspect (i) du flux, une partie des salaires émis dans la période est transformée en capital monétaire. Or cette transformation implique nécessairement que la partie concernée des salaires est prise dans un « va-et-vient » : captée par les firmes, elle alimente une fraction équivalente de l'émission des salaires.

Il est certain que l'opération lance un défi à l'intelligence ; mais il faut tenir bon. La difficulté à vaincre est essentiellement celle-ci : nous sommes habitués à disposer les événements dans l'ordre chronologique. Mais les émissions qui écoulent le produit agissent rétroactivement sur les émissions « initiales », formations des salaires. Le « va-et-vient » dont nous venons de parler doit donc être analysé en dépit de la chronologie : pour la partie des revenus égale aux biens d'amortissement (Pa), les salaires sont émis et, repris et émis *dans la même période,* de telle sorte que les titulaires de revenus obtiennent dans cette « onde » une rémunération purement nominale, vide de tout contenu réel.

Le premier aspect (i) du flux de l'amortissement se traduit dans ce mouvement complexe : les producteurs gagnent des salaires pleins mais qui sont finalement (et donc dès l'origine) *vidés de leur contenu au profit des firmes.*

Le contenu abandonné par les salaires au profit des firmes définit les *« biens-profits »* au sens exact, conforme à la pathologie de l'amortissement.

Répétons-le. Si les salaires n'étaient pas vidés de leur contenu à concurrence de la valeur des biens d'amortissement produits dans la période, ces biens ne pourraient pas être « valorisés » et, conséquemment, l'amortissement ne se confirmerait pas.

C'est dire qu'en son aspect (i) l'amortissement du capital fixe implique la *« production duale »* : pour que l'amortissement du capital fixe existe, il est formellement nécessaire que l'économie produise dans la même période une mesure égale de biens-profits.

Mais quelle est la signification profonde des salaires vides ? Ils sont directement nés (après prise en compte des rétroactions) en *capital* monétaire et nullement en revenu. En son aspect (i), le processus de l'amortissement du capital instrumental apporte aux titulaires de revenus *un titre sur les biens-profits* (produits dans la période).

Il se pose une dernière question relativement à l'aspect (i) de l'amortissement : puisque les titulaires de revenus obtiennent un capital monétaire équivalent à la place du revenu absorbé dans la production des biens-profits, sont-ils vraiment lésés ? La réponse est indubitablement positive. L'investissement net aboutit lui aussi à donner à l'ensemble des titulaires de revenus un capital monétaire par substitution à un revenu ; mais ce capital a le « pouvoir d'acheter » les biens-salaires stockés dans l'épargne réelle, l'épargne « forcée ». Or quelle est l'identité du capital réel faisant face au capital monétaire suscité par l'amortissement du capital fixe ? Il est défini par les biens-profits, c'est-à-dire par les biens qui échappent par définition au « pouvoir d'achat » des titulaires de revenus. La production duale émet donc des salaires qui sont vides au double titre du revenu *et du capital.* Et l'ultime perplexité liée à l'analyse de l'aspect (i) est résolue par l'étude de l'aspect (ii) ; formulons-la : correspondant à un capital réel hors de portée, comment le capital monétaire engendré par l'amortissement du capital fixe peut-il être utilisé ou dépensé par les titulaires de revenus ?

La réponse est effectivement apportée par *l'aspect (ii) du flux de l'amortissement.* Le capital réel faisant face au capital monétaire dû à la production duale est constitué *par les biens d'amortissement* qui prennent la place des biens-profits dans l'objet du pouvoir d'achat des titulaires de revenus.

Ainsi la solution concluante est-elle trouvée : le vrai financement des biens d'amortissement est assuré par la dépense du capital monétaire engendré par la production duale.

En résumé, les titulaires de revenus paient *deux fois* les biens d'amortissement; le premier paiement est le financement de la production duale et le second paiement est la dépense du capital monétaire créé par la production duale. Disons-le encore : la logique ne permet pas aux titulaires de revenus d'acheter les biens d'amortissement, sinon par la dépense d'un *capital* monétaire. *Si le premier paiement faisait défaut, le second serait donc compromis.*

Nous savons désormais que la production nationale est divisée en deux secteurs.

Le secteur des biens-salaires apporte aux titulaires des revenus positifs; le secteur des biens-profits n'apporte que des revenus annulés aux titulaires, des revenus purement nominaux, privés de tout contenu réel. Identiquement, le secteur des biens-salaires dépose un produit-dans-la-monnaie dans le temps continu, alors que le secteur des biens-profits ne dépose qu'une monnaie vide, une forme sans fond, dans le continuum.

Expliquons une dernière fois la production duale ou la production du « deuxième secteur ».

Nous raisonnerons en ces termes : la production des biens d'amortissement apporte des salaires « libres », c'est-à-dire des revenus qui ne sont pas directement absorbés dans l'achat des biens d'amortissement. La dépense des revenus libres crée un profit net dans l'ensemble des firmes.

Autre explication de la production duale : la production des biens d'amortissement engendre des profits nets dans l'ensemble des firmes.

Soit Pa les biens d'amortissement (produits dans la période) et Sa les salaires correspondants.

Reprenons l'argument selon lequel les biens d'amortissement ne peuvent être achetés directement par les titulaires de revenus; il en est bien ainsi puisque les biens d'amortissement font corps avec le capital instrumental déjà accumulé et que ce capital n'est nullement la propriété de l'ensemble des titulaires de revenus.

Le produit national étant P (et S dans les salaires), la vente de la partie (P – Pa) du produit draine la somme S *tout entière* puisque la

partie Sa n'est directement refluée sur le produit Pa. On voit ainsi que l'ensemble des firmes réalise dans l'écoulement du produit (P – Pa) un profit *net* égal aux salaires émis dans la production des biens d'amortissement.

A partir du profit engendré par la production des biens d'amortissement, l'argument suit un cours rectiligne.

D'abord, il est formellement impossible que ce profit soit redistribué aux titulaires de revenus. La partie redistribuée (x) du profit diminue d'autant les recettes qui sont finalement disponibles pour le paiement des biens d'amortissement ; il s'ensuit que la production des biens d'amortissement (de la période) est elle-même diminuée de toute la part (x) des profits redistribués. Dès que la production des biens d'amortissement est donnée, il est donc logiquement certain que la *totalité* des profits nets engendrés par la dépense des revenus « libres » (Sa) échappe à la redistribution.

Il reste alors à examiner la dépense des profits Sa (nous conservons le symbole Sa pour les salaires *captés*). Si les salaires Sa n'avaient pas été transférés, ils seraient – comme les salaires (S – Sa) – dépensés sur le marché des produits. Mais puisque les salaires Sa sont transformés en profits nets, ils sont *déjà* dépensés sur le marché des produits, car ils l'ont été *dans la formation des salaires* (S – Sa).

Il en découle une conclusion essentielle : formés en profits nets, les salaires Sa sont *nécessairement* dépensés *sur le marché des services producteurs.*

Le chemin est droit mais l'esprit est apte à le quitter et à se fourvoyer. La tentation la plus grande est de « jeter » le profit Sa sur les biens d'amortissement (Pa) : ainsi, tout serait terminé, à la satisfaction de l'ordre économique général. Mais la logique, elle, ne serait pas satisfaite. C'est que l'achat du produit Pa par la dépense du profit Sa contredit le fond même du problème : le profit ne serait pas *net,* les salaires Sa ne seraient plus captés et les titulaires de revenus auraient un accès direct (par l'intermédiaire des firmes et non plus par l'intermédiaire de la production duale) aux biens d'amortissement.

L'analyse correcte conclut donc forcément à la dépense du profit Sa sur le marché des services producteurs, c'est-à-dire *dans une production et non sur un produit.*

A ce stade d'avancement de la recherche, on sait déjà l'essentiel, à savoir que les salaires gagnés dans la production des biens d'amortissement sont présents au sein d'une *deuxième émission de salaires;* les firmes qui captent Sa dépensent ce profit dans une émission de salaires; le fait est prouvé. C'est dire que le profit Sa est – au moins fugitivement – un « fonds des salaires » : *il alimente à concurrence de Sa l'émission S de la période.*

Or la règle est sans exception: dès que les firmes alimentent l'émission des salaires par prélèvement dans le « fonds », elles produisent des biens qui sont immédiatement retirés des salaires émis (et qui ne sont pas déposés dans le continuum); les biens produits dans la *deuxième émission de Sa* – la production duale – sont immédiatement la propriété des firmes (et, éventuellement, de leurs ayants-droit) : aucune parcelle du produit engendré par la dépense du profit Sa n'est déposée par la production de la période dans l'avoir de l'ensemble des titulaires de revenus.

Il est vrai que le théoricien doit encore vaincre une difficulté, à moins qu'il n'ait pleinement assimilé l'analyse quantique et, ainsi, les rétroactions dans le temps. Le profit Sa est réalisé à partir des émissions S. Or S est la somme de toutes les émissions de salaires de la période. Comme il est établi que le profit Sa alimente des émissions de salaires, il semble donc nécessaire de se donner la production d'une *autre période :* le profit Sa serait lancé dans la production d'une période *px* postérieure à la période *p* de la formation du profit Sa. *Or il n'en est rien.* En réalité, la dépense du profit Sa est comprise dans *le circuit des flux de la période p.* Il en est ainsi pour une raison claire : dans la dépense de leurs salaires « libres » (Sa), les titulaires de revenus ne créent aucun capital réel, car ils ne sauraient épargner les biens d'amortissement dont il est acquis qu'ils leur échappent dès l'origine. L'épargne forcée ne peut concerner que les biens-salaires, biens émis dans l'avoir des titulaires de revenus. Comme les biens d'amortissement ne sont pas émis dans le patrimoine des titulaires de revenus, ils ne sauraient entrer dans les épargnes forcées. L'épargne réelle étant nulle, l'épargne monétaire l'est symétriquement, puisque toute épargne est à la fois monétaire et réelle. On en induit que le profit Sa est bien une *catégorie duale* des salaires Sa et non un

capital monétaire. Il en découle que les salaires Sa, captés en profits, *sont déjà présents dans l'émission initiale des salaires S.*

Les flux de la période *p* sont donc les suivants.

Dans un « premier temps », les salaires S sont émis de telle sorte qu'ils comprennent la totalité du produit de la période. Dans un « deuxième temps », la partie « libre » des salaires, Sa, est captée par les firmes. Dans un « troisième temps », les firmes lancent Sa dans les émissions de salaires. *Or le troisième temps coïncide avec le premier.* Il est donc nécessaire de conclure que dès l'émission des salaires S, les titulaires de revenus obtiennent dans S une partie pleine (S – Sa) et une partie *vide* (Sa). Le produit correspondant à Sa est dès le départ (c'est-à-dire par « post-synchronisation ») approprié dans l'ensemble des firmes.

Tout est achevé à présent. Comprise dans l'émission initiale (S), la deuxième émission de Sa apporte aux titulaires de revenus le capital monétaire correspondant au capital réel constitué par les biens d'amortissement. En effet, ces biens sont maintenant un capital puisqu'ils prennent la place du produit engendré par la production duale. Enfin, le capital monétaire Sa est dépensé pour l'achat du capital réel Pa, instantanément transformé en revenu et consommé. Les biens d'amortissement sont maintenant des biens de consommation ou des biens-salaires parmi les autres, mais ils le sont devenus au prix de la production duale.

Le parcours que nous venons de suivre est bien rectiligne mais il est « pentu ». Or il aboutit à un « plateau » sur lequel le déplacement est beaucoup plus facile. Tout se résume à la distinction des deux secteurs de l'économie globale. Or, sur ce terrain, la science bénéficie de profondes recherches, notamment dues à Karl Marx et à John Maynard Keynes.

La division de la production nationale en deux secteurs remonte aux grandes théories de Marx et de Keynes.

Partons de l'aboutissement.

L'économie globale ne serait pas divisée en deux secteurs si l'amortissement du capital fixe n'empruntait pas une voie « patho-

logique». On pourrait s'imaginer pourtant que la distinction des biens-salaires et des biens-profits est naturelle, physique. La réflexion impose une plus grande circonspection. Les biens d'investissement ne sont pas naturellement distincts des biens de consommation; tout au contraire, l'investissement n'est autre que la consommation productive: il est «une consommation qui produit» au lieu d'être «une consommation qui détruit». Tout bien produit appartiendrait donc à la catégorie des biens de consommation ou des biens-salaires, n'était *la production duale.*

On connaît le principe de la première distinction logique des biens: le capital instrumental est accumulé par l'effet d'une pathologie. C'est que dans les économies «capitalistes» (aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest), la production des biens-capitaux émet un revenu nul, remplacé dans l'ensemble des titulaires de revenus par un capital monétaire équivalent. On pourrait donc fonder la distinction des biens en disant que la production des biens de consommation ou des biens-salaires apporte un revenu, alors que la production des biens d'investissement n'apporte qu'un capital monétaire aux titulaires des revenus salariaux et non salariaux.

Arrêtée selon ce critère, la distinction des biens est encore précaire, car finalement tout se passe comme si l'économie émettait des revenus dans les *deux* productions, de biens d'investissement comme de biens de consommation; pour consolider ce résultat, il suffit d'ajouter que, dans la mesure des productions de biens d'investissement, les titulaires de revenus font un transfert gratuit de biens au profit des firmes. La distinction des biens s'estompe ainsi jusqu'à disparaître pour la raison que l'ensemble des titulaires de revenus ne connaît aucune perte de rémumération nette: la formation des profits est une épargne (forcée) que la production des biens d'investissement réitère. Privé de revenus dans la production des biens d'investissement, l'ensemble des porteurs de salaires, d'intérêts et de dividendes reçoit en compensation un capital monétaire égal, qui est enfin détruit dans l'achat de l'épargne réelle forcée.

La distinction logique des deux catégories de biens renaît grâce à l'amortissement du capital fixe. Et cette fois, elle est définitive, indélébile.

Soit Pp et identiquement Sp la somme des biens-profits (en nature et en monnaie) produits dans la période. Dans ces conditions, la somme Ss – salaires gagnés dans la production des biens-salaires – comprend la production des biens d'amortissement (Pa ou Sa). Effectivement, les biens d'amortissement sont des biens-salaires dès lors que la production duale est déjà prise en compte.

Les deux secteurs sont désormais clairement dessinés. La production *totale* apporte les revenus *nominaux* Ss + Sp, mais elle n'apporte que les revenus *réels* Ss.

La différence entre le revenu nominal et le revenu réel est la définition de l'écart inflationniste. Or cette différence – et donc l'inflation elle-même – est ici constatée pour la première fois dans une *hausse des prix :* les biens-salaires ont une valeur égale à Ss ; or les mêmes biens ont un prix de Ss + Sp unités de salaires. Dans le cas de l'investissement net, le prix des biens-salaires n'est pas haussé. Le flux de l'investissement est dédoublé, il est vrai, mais dans deux « transports » distincts : les biens-capitaux sont achetés (premier flux) et ils sont transférés aux firmes (deuxième flux). Dans le cas de la production duale, l'inflation se produit dans le flux unique de la « valorisation » des biens-salaires ; c'est la raison pour laquelle elle se traduit en une différence positive entre le prix et la valeur des biens-salaires. Les titulaires de revenus perçoicent Ss + Sp unités de salaires, dont le contenu réel est la mesure de Ss unités de salaires seulement ; la différence est le « profit d'inflation », somme des biens-profits directement acquis par les firmes dans l'opération où elles émettent des revenus nuls (et donc également un capital monétaire nul) sur les travailleurs.

On peut tout traduire en termes de « formes ». L'économie nationale est divisée en deux secteurs parce que les entreprises émettent d'une part les « formes pleines » et d'autre part les « formes vides ». Le deuxième secteur est constitué en pur parasite du premier : les revenus gagnés dans le deuxième secteur sont en réalité dérivés du premier. Sans que la conclusion soit du tout liée à une idéologie, il est logiquement certain que les personnes employées dans le second secteur travaillent « pour rien », entièrement gratuitement. Il est bien évident qu'elles ne s'en aperçoivent pas puisqu'elles partagent les revenus émis dans l'autre secteur. Il n'en reste pas moins que

l'ensemble de la population active dans les industries ne perçoit en salaire que la valeur des biens-salaires produits en chaque période, les unités de salaires gagnées dans la production des biens-profits étant autant de « coquilles vides ».

La science retrouve-t-elle ainsi la grande thèse de Marx ? Il serait assurément injuste d'écarter les « schémas de la reproduction ». Ils enferment une intuition géniale. Marx s'est cependant trompé sur deux points esentiels.

A. La plus-value n'est pas produite dans les deux secteurs.

B. La plus-value n'est pas *« réellement »* additive aux salaires.

Reprenons ces deux points.

La plus-value n'est pas produite dans les deux secteurs.

Les travailleurs qui produisent les biens-salaires perçoivent la totalité de leur produit et même la totalité du produit national en ce secteur.

Pourquoi Marx pensait-il que chaque travailleur est « exploité » par l'entreprise ? La raison profonde de la doctrine n'est pas idéologique ni philosophique mais analytique et logique.

Supposons que le théoricien défende la thèse suivante : la plus-value se forme dans la sphère de la circulation, autrement dit dans la vente des produits. Une difficulté majeure apparaît aussitôt. C'est que la mesure du produit national (et de ses parties) est alors définie par deux voies distinctes, les prix (grandeurs déterminées sur le marché des produits) et les valeurs (grandeurs déterminées sur le marché des services producteurs, selon la terminologie introduite par Walras) étant deux mesures différentes du même produit. Non seulement la difficulté est grave mais elle est insoluble. Dès que la plus-value est donnée par la différence entre prix et valeurs, la théorie perd la maîtrise et des prix et des valeurs. Si le prix est supérieur à la valeur, quelle est la « substance » de la différence ? étant par définition mesuré par la valeur, le produit ne peut l'excéder pour se « prolonger » dans les prix. Le prix est donc une grandeur inexplicable. Mais la valeur l'est tout autant, car on ne peut pas concevoir que le prix du produit national ne soit pas sa mesure ; et même si le prix dépassait la mesure du produit, la différence serait donc à l'« extérieur » du produit : elle ne serait pas un produit et, en

conséquence, la plus-value ne serait pas une partie du revenu.

On comprend ainsi que Marx ait refusé la définition, pourtant d'apparence tautologique, selon laquelle la plus-value est la différence entre la recette gagnée dans les ventes et la mesure ou la valeur des produits écoulés.

La plus-value n'est pas «réellement» additive aux salaires.

Or, dès que le chercheur décide en toute logique de considérer la plus-value comme une fraction de la valeur (produite), il rencontre le principe du tiers exclu. La valeur déterminée par la production est répartie en salaires et en plus-values ; il s'ensuit que si la part des salaires s'étend à la totalité du produit, la plus-value est nulle ; réciproquement, la plus-value positive est la part du produit qui échappe d'emblée – c'est-à-dire dès la production – aux travailleurs : elle est la spoliation des producteurs salariés.

Marx s'était bien aperçu qu'il avait déplacé la difficulté ; il n'a jamais pu résoudre la « réalisation » ni la « transformation ». Or ces deux problèmes sont fondamentalement identiques : ils naissent tous deux de l'imperfection de la coïncidence théorique des prix et des valeurs.

Il n'est pas douteux que la doctrine de Marx est tout aussi illogique – par symétrie en quelque sorte – que la thèse mercantiliste de Sir James Stuart. Déplacer la création de la plus-value de la sphère de la circulation dans la sphère de la production aboutit à maintenir le caractère *unilatéral* de l'explication, alors que les *deux* marchés contribuent organiquement à la solution. Si la plus-value naissait uniquement de la production, le produit serait engendré par les dépenses $v + pl$, les salaires (v) étant une partie seulement du produit mesuré. Entendons bien que les dépenses (v et pl) sont *réelles ;* elles peuvent être monétaires aussi mais elles ne le sont pas forcément. Dès lors la difficulté est pour ainsi dire *mathématique.* Les dépenses v sont « bi-polaires » ; elles impliquent l'opposition des entreprises (ou des capitalistes) et des travailleurs. Il n'est donc pas contradictoire de définir la formation du produit dans les dépenses v car elles ne sont pas à la fois positives et négatives sur le même ensemble : les salaires naissent dans une opération qui est positive sur les travailleurs et négative sur les entreprises. Quant aux dépenses pl, leur

définition est vicieuse, car elle est circulaire. D'un côté, les dépenses *pl* procèdent des entreprises ; de l'autre côté, elles aboutissent aux entreprises ; toute dépense *pl* est donc définie de E à E : elle est une dépense de l'ensemble (des entreprises) sur lui-même. Cette fois on constate que la même dépense est positive et négative pour la même personne (E) : elle est donc prisonnière d'une *contradictio in adjecto,* comme le dirait Marx. Si *pl* se forme dans l'ensemble des entreprises, il est logiquement interdit *d'ajouter* que *pl* est une dépense lancée par E ; et si l'on choisit la méthode inverse, pour décider que *pl* est dépensé par l'ensemble des entreprises, il est illogique *d'ajouter* que *pl* est « reçu » par E.

On sait aujourd'hui que Marx ne pouvait concevoir la solution puisqu'elle dépend d'un progrès que même la « dialectique » ne pouvait apporter : il s'agit de vaincre le principe du tiers exclu. 1. Le salaire est la totalité du produit (on évite ainsi toute *addition* et, de ce fait, la *contradictio in adjecto.* 2. La plus-value, qui n'est pas un salaire, est néanmoins une partie positive du produit. La proposition *2* est établie sur le rejet du tiers-exclu. Les prix sont d'abord supérieurs aux valeurs ; mais les dépenses sur le marché des produits quantisent la durée même du temps chronologique (ou continu) déjà quantisée par l'émission des salaires : on en induit la fusion des deux sphères, la « circulation » venant se superposer à la « production ». Finalement, la plus-value est l'achat d'une partie du produit dans le paiement ou l'émission des salaires. Prix et valeurs sont ainsi constamment identiques, bien que la plus-value se forme dans la différence positive entre prix et valeurs. Entièrement résorbée par la rétroaction de la deuxième émission (dépense des revenus) sur la première (la formation des revenus), la différence entre prix et valeurs reste néanmoins positive, car la plus-value se forme dans *le paiement des salaires au moyen des salaires (captés) :* la valeur est donc dépassée dans l'exacte mesure où le prix payé par les titulaires de revenus excède le coût de production des biens-salaires, *pour inclure le coût de production des biens-profits, mesure de la plus-value réelle.*

La distinction du travail et de la force de travail dont, à la fin de sa vie, Marx disait qu'elle est l'une de ses rares découvertes scientifiques, prend alors une tout autre signification : elle devient positive et elle était métaphysique. Dans le secteur des biens-salaires, les

travailleurs perçoivent un revenu qui ne leur est nullement repris dans son émission. Mais dans le secteur des biens-profits, le revenu est totalement repris en son émission même. On voit ainsi que dans le premier secteur l'achat du travail (dans l'émission de salaires) est un achat de produit nul : le travail n'y est pas une marchandise. En revanche, dans le deuxième secteur l'émission des salaires est à la fois le paiement du travail et *l'achat de son produit :* à cet égard, le travail est une marchandise. La contradiction fondamentale est du même coup levée : créateur de *revenus,* le travail est une non-marchandise dans les *deux secteurs ;* mais le travail en activité dans le secteur des biens-profits, créateur immédiat d'une suraccumulation de capital, *est une marchandise :* il n'est donc pas illogique d'affirmer que la force de travail est une partie du travail et qu'elle est une marchandise, alors que dans son intégralité le travail est une non-marchandise. De nouveau, le principe du tiers exclu est vaincu. Et il n'est plus nécessaire d'expliquer la mesure de la force de travail par le principe vague et étranger à la science économique du minimum vital (la « loi d'airain »).

La solution étant trouvée, la division de l'économie en deux secteurs apparaît bien plus clairement. Revenons à « l'état rude de la société », selon Adam Smith ; il est caractérisé par le fait que les biens y sont achetés strictement à leur coût de production. Or la signification profonde de cette réalité hypothétique est aujourd'hui connue ; elle est dans le fait que les émissions de salaires ne comportent en leur sein *aucune dépense positive sur le marché des produits.* A quelle condition la société s'éloigne-t-elle de son « état rude » ? En première analyse, il est suffisant à cet effet que l'activité économique s'étende aux investissements nets. C'est parfaitement exact. Toutefois, en lui-même l'investissement net est insuffisant puisque la production des biens-capitaux est financée par l'épargne forcée et préalable de salaires et non, à proprement parler, par les salaires créés dans cette émission. L'investissement net ne voit donc pas la présence, dans l'émission des revenus, de salaires *nouvellement* émis ; on en conclut que la production des biens-capitaux, comme la production des biens-salaires, est la création d'une somme de revenus dont aucune fraction n'est détruite dans le mouvement même de l'émission. En d'autres termes, l'émission des salaires pour la production des biens-

capitaux est une opération nulle sur le marché des produits. L'état rude de la société est donc reconduit à un fait près, dont l'importance est capitale : les moyens de production sont appropriés par les firmes, alors que les autres biens-salaires, les vrais, sont la propriété de l'ensemble des titulaires de revenus, salariaux et non salariaux. La plus-value n'est pas encore formée. La société devient effectivement « capitaliste » seulement par l'effet de l'amortissement du capital fixe. La production duale est la condition nécessaire et suffisante recherchée : elle est définie par l'émission qui, dans son mouvement même, *reprend et détruit les salaires réels créés.*

Le coût des biens-profits est positif ; il est mesuré dans les salaires gagnés par leurs producteurs. Il est vrai aussi que le coût des biens-profits est *émis* comme le coût des biens-salaires. Cependant, les travailleurs qui subissent le coût de la production des biens-profits ne perçoivent en échange que des salaires purement nominaux ; numériquement égaux au coût de production et donc à la mesure ou à la valeur des biens-profits, ces salaires sont dès l'origine vidés de leur *contenu* puisque les biens-profits sont directement produits dans l'avoir des firmes. La plus-value se forme dans la mesure exacte où l'émission des salaires détruit les salaires émis, dans l'achat des biens-profits au bénéfice des firmes.

Le point A est ainsi démontré. La production des biens-salaires au sens large (y compris les biens d'investissement ou bien-capitaux, les biens d'amortissement, les « biens-rentes », les « biens-intérêts » et les « biens-dividendes ») émet les salaires *pleins,* alors que la production des biens-profits est l'émission des salaires *vides.* Dans le secteur des biens-salaires (1) la production est donc égale à $v1$ (et non à $v1 + pl1$) ; dans le secteur des biens-profits (2), la production est $pl2$ (et non $pl2 + v2$). Le produit national de chaque période est mesuré par ($v1 + pl2$ (et non par ($v1 + pl1$) + ($v2 + pl2$)).

La preuve du point B en découle immédiatement. La plus-value est un « revenu d'inflation ». Si les revenus nominaux étaient partout égaux aux revenus réels (comme Marx le suppose dans ses schémas), la plus-value serait rigoureusement nulle.

L'analyse se rapproche ainsi beaucoup de la « révolution keynésienne ». Dans son *Treatise on Money,* Keynes distingue le profit *normal* du *« profit d'inflation ».* Le profit normal est la part des dividendes, des

intérêts et des rentes. Seule la partie non redistribuée des salaires captés est génératrice d'inflation. Mais le véritable profit inflationniste est engendré par la production duale, qui vérifie le célèbre « widow's cruse » : la formation du profit est donnée dans l'action même de sa dépense. La plus-value se forme dans le paiement (Sp) des travailleurs employés à produire les biens-profits et l'émission de Sp est dans le même mouvement la captation de Sp et sa dépense par les firmes pour l'appropriation des biens-profits.

Parfaitement respectée par Keynes, la méthode requiert donc que l'analyse discerne les secteurs de l'économie globale. Le premier secteur émet les salaires dans une opération nette de toute reprise. Le deuxième secteur reprend instantanément la totalité des salaires par lui émis : il ne laisse subsister dans l'ensemble des titulaires de revenus (et dans le temps) que la « coquille vide », les salaires nominaux privés du produit, leur substance.

L'analyse keynésienne est profonde et elle aurait abouti si elle avait connu le lien logique entre les deux profits, profit normal et profit d'inflation. Rigoureusement poursuivie, l'analyse établit que le profit normal non redistribué définit le capital fixe (grandeur à la fois nominale et réelle). Et l'amortissement du capital fixe engendre la production duale, c'est-à-dire la production du deuxième secteur. Si Keynes avait pu conclure son analyse du « user cost », il serait arrivé à ce résultat.

Les salaires vides sont l'explication profonde des désordres de l'économie globale, inflation et chômage.

8. PRODUCTION DU DEUXIÈME SECTEUR, L'INFLATION EST DÉFINIE DANS LE TEMPS QUANTIQUE; SA MESURE DANS LE TEMPS CONTINU NE LAISSE PAS APPARAÎTRE L'AMPLEUR DU DÉSORDRE.

En un sens, le deuxième secteur produit uniquement de la « fausse monnaie ». Or il est évident que si cette production est une proportion constante du revenu national, son effet sur le niveau général des prix n'est plus perceptible. Les prix ont subi le choc lors de la première production des biens-profits; dès la période suivante et dans la succession des temps, les prix sont stables malgré la présence sans cesse renouvelée des fausses émissions. Décelée par les méthodes statistiques habituelles, l'inflation est donc saisie en son accélération plutôt qu'en elle-même.

Comme David Ricardo l'avait pressenti, l'inflation est une maladie de la monnaie : au lieu de ne s'étendre qu'au produit disponible, les revenus nominaux excèdent le produit dans toute la mesure de la production du deuxième secteur. Il serait cependant inexact de dire que l'inflation est un phénomène purement monétaire. Dans les économies monétaires, toutes les grandeurs appartiennent simultanément aux deux mondes, nominal et réel. L'inflation n'est pas non plus monétaire en ce sens que les banques ne créent pas trop de monnaie. L'inflation est entièrement due à un « mécanisme » réel, l'amortissement du capital fixe. Et les banques sont tout à fait « innocentes » : les *entreprises* émettent les salaires du deuxième secteur.

Maladie de la monnaie, l'inflation frappe aussi bien le produit; si le produit de chaque période était déposé dans la monnaie, jusqu'aux dépenses finales des revenus, l'inflation serait toujours strictement

nulle. Les biens-profits définissent un produit ou un revenu « avorté » puisqu'ils sont dès l'instant de leur naissance retirés de la monnaie. Si tous les biens produits étaient pareillement (dès l'origine) extraits de la monnaie, l'économie nationale serait privée de revenus et le produit national serait annulé. Les biens-profits n'appartiennent au produit que par « osmose ». Les salaires vides partagent instantanément la substance ou le corps des salaires pleins. La somme du « pouvoir d'achat » des salaires émis par les deux secteurs est ainsi uniformément répartie entre *toutes* les unités de salaires bien qu'elle soit équivalente aux seuls biens produits dans le premier secteur.

En chaque période, l'écart inflationniste est défini par la production du deuxième secteur.

Reprenons la terminologie introduite dans le corps du livre. Le *« noyau »* est la production du premier secteur ; la production du deuxième secteur définit la *« couronne »*.

Le noyau produit les biens-salaires au sens large.

La couronne produit les biens-profits au sens exact.

Toute monnaie émise dans la couronne est dépensée dans le noyau. Mais toute monnaie émise dans le noyau est également dépensée dans le noyau. La nature purement nominale des revenus du deuxième secteur est ainsi confirmée. En l'absence des revenus du deuxième secteur, les revenus du premier auraient déjà le « pouvoir d'achat » suffisant pour écouler l'intégralité des biens-salaires. L'apport additionnel sur le marché des biens-salaires des revenus du deuxième secteur est pure inflation puisque la somme des deux revenus est équivalente à la mesure des seuls biens-salaires. Les biens-salaires ayant une valeur égale à x unités de salaires et les biens-profits une valeur de y unités de salaires, la dépense de tous les revenus, $x + y$ unités, est constatée sur le marché des biens-salaires. L'écart inflationniste global est donc égal à y unités de salaires, mesure de la production intégrale du deuxième secteur.

Le *prix* des biens-salaires est finalement égal à $x + y$ unités de monnaie ; la *valeur* des biens-salaires est par définition égale à x unités de monnaie ; le prix et la valeur des biens-salaires sont néan-

moins parfaitement égaux car le prix $x + y$ est en fait à la fois le prix des biens-salaires (x) et le prix des biens-profits (y). Le prix *réel* des biens-salaires est x, leur prix *nominal* est $x + y$; si on applique la même distinction à la valeur, on trouve $x + y$ pour la valeur *nominale* et x pour la valeur *réelle* des biens-salaires.

On constate aisément un fait important : l'inflation naît du second secteur et elle touche le premier secteur exclusivement.

Les théories usuelles parlent indifféremment de la hausse du prix des biens-salaires et des biens-profits (pour autant qu'elles conçoivent l'existence de ces biens). Or, dans la réalité de l'économie concrète, l'inflation est définie sur *les seuls biens-salaires*. Les deux mesures, nominale et réelle, des biens-profits coïncident nécessairement. Il en est ainsi parce que les biens-profits sont achetés sur le marché des services producteurs : ils sont donc achetés exactement à leur coût de production, rigoureusement à leur valeur. Le prix ne peut être (nominalement) supérieur à la valeur que pour les biens-salaires, les seuls biens qui soient achetés *sur le marché des produits*. Il serait illogique de prétendre que les biens-profits subissent l'inflation comme les biens-salaires puisque les biens-profits sont entièrement financés par l'inflation qui sévit sur les biens-salaires.

En plus des profits redistribués et des profits (« normaux ») formés par captation de salaires émis dans le noyau, la vente des biens-salaires apporte à l'ensemble des firmes le « profit d'inflation », égal à toute la production courante du second secteur. Le profit d'inflation est nécessairement dépensé pour le financement de la production des biens-profits ; plus précisément, il est *déjà* dépensé à cette fin à l'instant où il se forme. La formation-dépense du profit d'inflation est en effet un mouvement unique : le revenu inflationniste ne serait pas de y unités de salaires si les firmes n'injectaient pas ce revenu dans l'émission des salaires du second secteur.

L'analyse aboutit ainsi à un théorème. Le travail dépensé dans le deuxième secteur est fourni gratuitement pour la seule raison que les salaires émis en ce secteur sont purement nominaux. Le travail dépensé n'attire aucune rémunération à la condition nécessaire et suffisante que les salaires rémunérateurs soient entièrement inflationnistes. *Si l'économie nationale n'était frappée d'aucune inflation, les travailleurs y percevraient en toute période le produit intégral dans l'émission des*

salaires. La couronne définit l'inflation ; elle définit aussi la mesure exacte du travail gratuit. Dans la couronne, les salaires sont emplis du produit intégral (de la totalité des biens-salaires). Si les travailleurs employés dans le noyau, et d'une façon plus générale les titulaires de revenus salariaux et non salariaux, ne perçoivent en fin de compte qu'une partie du produit du noyau, c'est uniquement parce qu'ils sont obligés de partager les biens-salaires avec les travailleurs employés dans la couronne.

Due en chaque période à la production de la couronne, l'inflation n'est dotée d'aucune inertie dans le temps. Si l'inflation persiste à travers les périodes, c'est qu'en chacune elle se renouvelle *ab initio*.

L'inflation est une fausse émission propre à la période où elle se déclare ; l'inflation persiste en n périodes (successives) si elle est spontanément créée n fois.

L'inflation (ou identiquement la production du second secteur) est égale à y unités de salaires dans la période 1. Quel est dès lors le montant de l'écart inflationniste présent dans la période 2 ? La signification logique de la question ne peut être que celle-ci : dans quelle mesure l'inflation de la période 1 se prolonge-t-elle dans la période 2 ? La réponse est catégorique : l'inflation de la période 1 n'engendre aucune inflation dans la période 2. On exprime ce résultat en disant que l'inflation n'est pas cumulative dans le temps. Il en résulte qu'elle n'est pas non plus cumulative dans l'espace. Elle le serait si l'inflation de la période 1 connaissait un accroissement non nul dans la période 2. Or l'inflation ne saurait croître de la période 1 à la période 2 puisqu'elle est propre à chaque période : ne persistant pas dans la période 2, l'inflation de la période 1 ne peut, a fortiori, s'y inscrire en hausse ni en baisse. Non cumulative dans le temps, l'inflation est non cumulative dans l'espace. C'est dire que la détermination de l'écart inflationniste n'est pas accessible à un « calcul des variations ». Même dans le deuxième secteur, l'émission des salaires de la période 2 est totalement indépendante de l'émission des salaires de la période 1.

Or est-il légitime de conclure de la non-inertie de l'inflation à son indétermination complète dans la période 2 par rapport à sa valeur (numérique) de la période 1 ? *Aucunement.*

C'est que l'amortissement du capital fixe est une mécanique qui se développe dans le temps continu. N'oublions pas que le capital est une grandeur « ponctuelle » dans le temps, qu'elle suit en son écoulement. Le capital fixe se conserve, notamment de la période 1 à la période 2. Et la conservation du capital implique son amortissement. Comme l'amortissement du capital fixe implique de son côté la production duale ou l'inflation, les fausses émissions de la période 2 sont « annoncées » par les fausses émissions de la période 1.

La conclusion en est simple ; l'amortissement du capital fixe se renouvelle dans la période 2 ; la nécéssité des fausses émissions est donc de nouveau présente dans la période 2. Ainsi, bien que les émissions (de salaires) soient toutes indépendantes les unes des autres, les émissions du deuxième secteur obéissent dans la période 2 à la même détermination que les émissions en ce secteur dans la période 1.

On peut donner un exemple stylisé afin de montrer comment l'inflation est nouvellement créée en chaque période bien que sa valeur numérique soit en quelque sorte prédéterminée. Supposons que le capital fixe accumulé perde en chaque période sa « valeur » à raison d'une mesure de 30 unités de salaires. L'amortissement du capital est un mouvement à la fois négatif (la perte de valeur du capital fixe) et positif (la réparation dans le capital fixe de la valeur perdue). Ainsi, dans la période considérée, la production duale ou l'inflation est une émission nouvellement lancée, sans aucun lien avec les émissions précédentes ; cependant, la valeur numérique de l'inflation est dictée par le « rythme » de l'amortissement du capital fixe ; puisque le capital fixe accumulé perd en chaque période 30 unités de valeur, la nouvelle inflation est en chaque période égale à 30 unités de valeur : c'est dire que 30 unités de salaires sont périodiquement émises dans le deuxième secteur.

Le capital fixe étant ainsi inscrit dans le continuum, on peut déterminer le montant maximal de la production duale et donc de l'inflation en proportion du produit national par période.

En aucune période, l'inflation (ou la production du deuxième secteur) ne peut dépasser le tiers de la production industrielle totale.

Le raisonnement s'appuie sur une tautologie : l'investissement *net* de chaque période accroît le capital fixe accumulé. Or, dans le temps, l'accumulation n'est contrainte dans aucune limite : on ne peut pas concevoir qu'une période de production puisse « venir » sans apporter de nouveaux revenus disponibles à l'épargne comme à la consommation et capables de financer de nouveaux incréments du capital fixe. Puisque la valeur des moyens de production accumulés peut croître indéfiniment, il s'ensuit que la valeur absolue des biens d'amortissement nécessaires en chaque période pour réparer les biens-capitaux accumulés est elle-même en principe soumise à une croissance indéfinie dans le temps. Notons que cette conclusion ne dépend pas de la « vitesse de rotation » du capital fixe (de la vitesse à laquelle il « perd » et « reprend » sa valeur). Si la vitesse de rotation est plus faible, l'amortissement croît moins vite : toutefois le principe énoncé concerne non la vitesse de la croissance de la part des biens d'amortissement dans le produit national par période mais le caractère théoriquement illimité de cette croissance dans le temps. On doit donc maintenir le jugement suivant : du fait de l'accroissement indéfini du capital fixe dans le temps, la part de la production de biens d'amortissement dans la production globale de l'économie par période est elle-même indéfiniment croissante dans le temps. Or est-il permis d'en induire que la part relative de la production du deuxième secteur est, elle aussi, une fonction croissante de l'écoulement du temps ? Si la réponse positive devait se confirmer, il faudrait énoncer le principe selon lequel l'économie « capitaliste » est condamnée à favoriser de plus en plus le second secteur par rapport au premier et, ainsi, la part relative des émissions inflationnistes. Or il existe une limitation *formelle* à la croissance de la part de la production duale dans la production globale.

La production duale est déterminée dans un « tryptique ». Toute production de biens-profits vérifie en effet *deux substitutions :* les biens-profits sont substitués aux biens d'amortissement, qui sont substitués à une somme équivalente de biens-salaires épargnés. Rappelons brièvement la règle de ces deux substitutions. La pro-

duction des biens d'amortissement engendre un profit *net;* on constate ainsi la première substitution: les biens-profits prennent la place des biens d'amortissement. Mais les revenus gagnés dans la production des biens-profits sont dépensés pour l'achat des biens d'amortissement; c'est la deuxième substitution: d'abord constituée en biens-salaires (stricto sensu), l'épargne forcée est maintenant définie sur les biens d'amortissement.

Calculons à présent la part incompressible des biens-salaires dans le produit national industriel. Comme la production des biens-salaires finance également les deux autres productions, de biens d'amortissement et de biens-profits, la part des biens-salaires dans le produit industriel total ne peut être inférieure au tiers. Il en découle que la part des biens-profits ne peut être supérieure au tiers puisque biens-salaires et biens d'amortissement représentent au moins les deux tiers du produit industriel.

On sait ainsi que malgré l'accroissement indéfinie de l'accumulation du capital fixe, son amortissement ne peut en aucune période engendrer une production duale supérieure au tiers du produit national dans l'industrie.

On se demande alors comment agit l'amortissement des tranches additionnelles de capital fixe à partir du moment où la part de la production duale ne peut plus croître. La réponse se trouve à l'aboutissement du même raisonnement, pourvu qu'il soit enrichi de la nouvelle information. La production des biens d'amortissement supplémentaires engendre, elle aussi, un profit *net;* cependant, les biens-profits supplémentaires vont forcément subir un «avatar»: c'est qu'ils ne peuvent pas être financés par la production des biens-salaires, qui ne peut plus croître puisque les deux autres productions absorbent les deux tiers de l'activité industrielle. *Il s'ensuit que les biens-profits additionnels ne peuvent être financés que par les salaires émis dans la production des biens d'amortissement:* c'est dire que les biens d'amortissement s'identifient aux biens-profits. Il en résulte que la production des biens-profits additionnels est en réalité une production de biens-salaires.

Poursuivons l'analyse en supposant que dans l'économie observée la production duale a déjà atteint sa limite. Reprenons d'abord un

enseignement essentiel: l'inflation ne peut pas être décelée par rapport à une période de référence.

La part de la production duale n'étant plus croissante (et elle ne peut plus croître dès qu'elle s'étend au tiers de la production dans les industries du pays), il est impossible que le niveau général du prix des biens-salaires augmente: il est donc clairement établi que la mesure de l'inflation par la méthode des indices de prix est gravement trompeuse.

La seule mesure scientifiquement exacte du niveau général des prix est le dénombrement des unités de salaires émises. Dans le premier secteur, cette somme est égale à x. Supposons que x soit constant dans les périodes envisagées. Or, en chaque période, l'écart inflationniste est défini par la production du deuxième secteur. Pendant toute la durée où, dans l'industrie, la production duale reste égale au tiers de la production globale, l'inflation se maintient à un niveau rigoureusement constant; or *elle ne peut être constatée dans une variation du niveau général des prix*. Le prix de la « globalité » des biens du premier secteur est invariablement égal à x unités de salaires, alors même qu'en chaque période une *nouvelle* inflation se déclare, à un taux considérable puisqu'il est égal à 50% de x.

La méthode des indices et le calcul de leurs variations sont appliqués pour une raison évidente: les statisticiens suivent les théories connues, quantitativistes. Mais une autre explication est plus intéressante; les titulaires de revenus ne sont pas sensibles aux variations « absolues » des prix: si l'inflation prend aujourd'hui leurs revenus dans la même proportion qu'hier, la perte est « silencieuse »; elle n'est nullement perçue. Seule l'analyse quantique pourra éclairer les consommateurs: dans la période *courante* ils abandonnent le tiers de leurs revenus à l'inflation: dans ces conditions, si on leur annonce que « l'inflation est jugulée » (c'est bien là le vocabulaire usuel) puisque le prix global des biens de consommation n'a pas augmenté, ils aperçoivent désormais la vérité; la constance des prix signifie seulement que la perte d'aujourd'hui n'est pas plus élevée que les pertes précédentes: le prélèvement par l'inflation n'est pas annulé; il est simplement stabilisé au niveau du tiers des revenus

que l'économie nationale produit en chaque période dans l'ensemble de ses industries.

Cependant, la hausse *relative* du prix des biens-salaires est un indice significatif même en analyse quantique.

Quand l'inflation se traduit en « dynamique », par la hausse continue du prix des biens-salaires dans le temps, le théoricien est averti d'une importante vérité : la part des salariés diminue.

Puisque la part prélevée par l'inflation n'excède jamais le tiers de la production industrielle, on s'imagine volontiers que les salariés conservent en permanence au moins les deux tiers du produit industriel. Or c'est gravement inexact. En réalité, il faut tenir compte des transferts de salaires et tout particulièrement de la formation des profits *nets*.

Les salaires émis dans la couronne (deuxième secteur) sont la mesure des « profits d'inflation » ; mais des profits additionnels se forment en toute période dans le noyau (premier secteur). Bien plus, on peut énoncer une loi : le capital accumulé dans le second secteur – c'est-à-dire le capital « suraccumulé », par opposition au capital créé dans le premier secteur (simplement accumulé) – ne peut trouver son profit que dans les revenus créés par le noyau. Il est en effet formellement impossible que la couronne émette elle-même les profits afférents aux unités de capital qui y naissent. *Tous les profits attribués au capital sont produits dans le premier secteur,* aussi bien pour l'accumulation que pour la *suraccumulation*. Il en est ainsi parce que les revenus créés dans le deuxième secteur sont par définition émis dans une opération de l'ensemble E (entreprises) sur l'ensemble E. La dépense des profits d'inflation ne revêt donc que deux formes possibles, la suraccumulation ou la « consommation de luxe ». Dans les deux cas, la rémunération du capital suraccumulé reste à trouver ; elle ne peut donc provenir que du premier secteur.

Due à l'activité de la couronne, la suraccumulation provoque ainsi l'accroissement « dynamique » des profits formés dans le noyau. Or l'augmentation des profits (normaux) est obtenue d'une seule façon possible, à savoir *par l'augmentation du prix de vente des biens-salaires*. De nouveau on constate que la méthode des indices de prix est un

outil de détection maladroit : la hausse des prix est significative si elle est rapportée aux coûts de production, article par article. Les indices sont bons seulement si l'on suppose que l'augmentation des prix par rapport aux coûts est uniforme dans tout le secteur des biens-salaires (ou des biens de consommation). Mais le principe peut être énoncé indépendamment des méthodes statistiques : le prix *global* des biens-salaires augmente « absolument » dès que s'accroît le nombre des unités de salaires transférées en profits.

Une autre difficulté apparaît ; l'augmentation des prix est constatée non dans l'« action » mais dans son résultat ; or une action de sens contraire est concomitante : la productivité du capital instrumental. Les prix sont sollicités à la hausse (pour l'accroissement du profit) et à la baisse (par les gains de productivité). Dès que l'augmentation des prix est *nette,* on sait donc que l'effet de l'accumulation et de la suraccumulation du capital fixe est devenu négatif pour l'ensemble des travailleurs.

L'observation des faits démontre que nous vivons depuis longtemps dans le régime de l'inflation. Et le désordre apparaît dans sa vraie mesure si l'on remonte à sa source, présente dans la production de chaque mois ; l'inflation a une définition unique : elle s'identifie en permanence à la production globale du deuxième secteur de l'économie.

Or la présence au sein de l'économie nationale du deuxième secteur crée également la condition du chômage.

Vérifions d'abord qu'aucun chômage ne serait *« involontaire »* si l'économie ne comportait pas la production duale.

9. LE CHÔMAGE INVOLONTAIRE SERAIT NÉCESSAIREMENT NUL SI L'ÉCONOMIE NATIONALE NE COMPORTAIT PAS LA PRODUCTION DUALE.

Face à la loi de Say, on discerne trois attitudes possibles. Acceptée au premier degré, elle signifie que la demande globale absorbe toujours les produits offerts, de telle sorte que la production nationale n'est freinée que par la préférence pour le temps libre. A un degré plus élevé de subtilité intellectuelle, on rejette purement et simplement la « loi », qui ne serait valide que dans un monde controuvé, conforme à une représentation candidement idéale. Enfin, la loi est acceptée et promue au rang des lois parfaitement exactes, auquel seuls les principes de la logique peuvent prétendre : la loi de Say est l'énoncé d'une identité.

Nous nous tiendrons au troisième niveau : la loi de Say est exacte. Nous démontrerons d'abord qu'en l'absence de la production du deuxième secteur, la loi signifie l'impossibilité formelle de tout chômage involontaire. Puis nous établirons que la production des biens-profits (ou l'inflation) n'est nullement une exception à la loi qui, étant logique ou nécessaire, n'en comporte aucune. Enfin, nous montrerons qu'en présence de la production du deuxième secteur, la loi de Say, tout en étant parfaitement intacte, ne s'oppose pas à l'existence du vrai chômage, *involontaire*.

EN L'ABSENCE DE LA PRODUCTION DU DEUXIÈME SECTEUR, LA LOI DE SAY IMPLIQUE LA NULLITÉ DE TOUT CHÔMAGE INVOLONTAIRE

Nous raisonnons uniquement dans le « noyau » puisque la « couronne » fait défaut. Or le produit du noyau est déposé à la fois dans la monnaie et dans le temps (continu). On vérifie donc que tout bien offert est *nécessairement* demandé. A aucun niveau de l'emploi national, il ne peut ainsi arriver que l'ensemble des titulaires de revenus ne demande pas la *totalité* des biens produits. Tout chômage qui surviendrait dans ces conditions est forcément volontaire ou voulu.

Tout bien offert est nécessairement demandé.

La démonstration la plus forte de l'identité de l'offre et de la demande globales saisit le produit *dans* la monnaie. L'offre est l'action qui introduit le produit au sein des unités de salaires ; la demande est l'*état* résultant de cette action. Mais comment la demande serait-elle un *état* ? En réalité, le produit est maintenu au sein de la monnaie par une *action* positive : l'épargne est l'action qui transforme le revenu en capital. Dire que le produit est conservé dans la monnaie signifie ainsi que l'épargnant retrouvera le produit dans la monnaie plus tard, quand il décidera de consommer son revenu. Tout produit est donc consommé ou épargné ; s'il est consommé, il est demandé ; mais s'il est épargné, il est également demandé ; il est vrai que l'on pourrait aisément commettre une erreur formelle : le revenu épargné n'est-il pas promis à une consommation *future ?* Il ne serait donc pas demandé *actuellement ;* c'est faux, il l'est ; le revenu n'est introduit dans la catégorie du capital que s'il est *détruit ;* tout revenu épargné est donc ipso facto un produit que son titulaire a saisi, *demandé* afin de le projeter dans l'avenir.

Une autre preuve de l'équivalence de l'Offre et de la Demande repose sur l'analyse des « échanges absolus ». L'opinion publique et la plupart des économistes pensent que le paiement des salaires est une opération de même nature et de même signe que les achats sur le marché des produits. On s'imagine ainsi que les entreprises offrent

aux travailleurs une «contrepartie» ou une «contrevaleur» en échange du produit. On sait que ce préjugé conduit à un échec certain. La monnaie et le produit ne peuvent s'unir en un même tout que dans un échange très particulier: se donner la monnaie et le produit *avant* leur réunion est pure pétition de principe. Nous savons aujourd'hui que l'intégration du produit-fond dans la monnaie-forme résulte de l'émission des salaires, qui est *l'échange absolu.* Si les travailleurs n'obtenaient pas leur propre produit dans les salaires nominaux, la monnaie ne pourrait pas être lancée dans le paiement des salaires, car elle resterait hétérogène au produit. Le mariage de la monnaie-nombre et du produit-matière ne peut se faire dans un simple échange relatif; il y faut un échange qui soit une mutation objective, le même objet étant *changé* en une nouvelle identité: le paiement des salaires transforme la monnaie, pure forme, en un produit, car les salaires nominaux contiennent le nouveau produit. Il serait donc illogique de mesurer le produit avant qu'il entre dans la monnaie. Cela signifie que *l'intégralité* du produit réel se forme dans la monnaie. Et l'échange absolu vérifie l'équivalence de l'Offre et de la Demande puisque la même opération, émission des salaires, est pour le même observateur, le travailleur, l'offre du produit purement physique et identiquement la demande du même produit dans la monnaie.

Le chômage involontaire est habituellement conçu comme une désaffection du public face au produit. Par définition, les chômeurs sont prêts à travailler; mais s'ils étaient effectivement employés, leur produit ne serait demandé par personne, ou, du moins, il ne serait pas demandé à sa valeur: une partie du produit additionnel serait «laissée pour compte», créant ainsi un déficit de l'écoulement. Pour éviter le déficit, les entreprises limitent l'activité nationale à un niveau inférieur à celui du plein-emploi. Tout ce «raisonnement» est fondamentalement faux. Tout chômeur nouvellement employé perçoit un revenu dont la dépense est *certaine;* et la dépense du revenu additionnel définit une demande additionnelle. Il est inconcevable qu'un revenu créé manque à la Demande.

Tout revenu créé est nécessairemesnt dépensé.

La loi du flux-reflux n'est pas normative mais logique ; nous la connaissons bien ; résumons-la briévement. Le produit national est en quelque sorte pris dans le « cercle » de la monnaie ; le va-et-vient des unités de salaires, leur création-destruction, saisit le produit et le libère : dans l'espace d'un instant la matière est ainsi englobée par la monnaie et elle en reçoit l'empreinte. Si le théoricien ne se donnait que l'un des deux mouvements de sens contraire, il ne réussirait pas à « loger » la matière dans la monnaie et sa science serait fondée sur un produit au sens propre *informe,* qui ne serait ni mesuré ni, même, défini. Toutes les thèses selon lesquelles les revenus perçus sont ou non dépensés, au gré de leurs titulaires, prétendent faire découler les lois économiques du comportement des sujets. Or les facteurs psychologiques n'ont pas la capacité de rapprocher entre eux ces deux objets distincts : la monnaie-nombre et le produit-matière. Seule une loi « objective » parvient à ce résultat. La transformation en produit de la matière extraite des ressources naturelles est identiquement la transformation du produit matériel en une somme de nombres (sans dimension). L'effet est obtenu par l'émission des salaires, c'est-à-dire, encore une fois, par une opération à la fois positive et négative : la pensée s'arrête donc à mi-chemin quand elle se donne la formation des revenus sans leur dépense. La vérité embrasse les deux aspects contraires à la fois ; à défaut, elle les laisserait échapper tous deux. Aucun revenu n'est formé sinon dans sa formation-*dépense.* Si sa dépense n'est pas présente dans l'acte même de sa formation, le revenu ne se forme pas. Il est donc *contradictoire* de parler d'un revenu formé qui ne serait pas dépensé : s'il est vraiment formé, il est *nécessairement* dépensé.

L'économiste n'est pas toujours habitué aux « abstractions ». Dans la vie concrète, n'est-il pas vrai que le comportement des agents infirme la loi vraiment trop rigoureuse, « inhumaine », du flux-reflux instantané des revenus ? Mais aussitôt il importe de renoncer à « nuancer » la pensée ; la science ne peut retirer aucun gain d'un tissu de contradictions. Dès lors que la production est création-destruction, il ne saurait exister aucun revenu qui ne soit détruit à l'instant

de sa naissance; les agents ne peuvent que s'en accommoder: aucune danseuse n'a jamais aboli la loi de la gravitation.

Les esprits trouvent d'ailleurs un certain apaisement dans le fait que les revenus ont une espérance de vie positive dans le temps chronologique (ou continu); l'instantanéité de la destruction n'est donc obtenue que par rétroaction. Du coup, on rencontre une tentation: le comportement des sujets n'est-il pas pleinement efficace dans le temps continu? Le bon sens triompherait enfin. Il est sans doute vrai que la dépense des revenus coïncide rétrospectivement avec leur création. Il est également certain que les agents sont libres de différer la dépense et même de la reporter indéfiniment. Et une dépense sans cesse renvoyée n'est-elle pas finalement une non-dépense? C'est exact mais la réflexion doit aller plus profond. Le choix entre consommation et épargne n'existerait pas si la monnaie était matérielle; nous avons démontré que l'épargne et le capital sont à somme nulle dans toute économie privée de la monnaie bancaire. Afin d'apprécier la véritable signification de l'alternative, il est donc nécessaire de maintenir présente à l'esprit sa condition permissive *concrète:* seule la monnaie bancaire donne à l'*ensemble* des titulaires de revenus le choix entre consommer et épargner. Dès lors, la logique reprend ses droits. Toute épargne effectuée en monnaie bancaire est un prêt. Il est formellement impossible qu'une épargne soit « thésaurisée »; essayons de comprendre pourquoi; c'est crucial. Tout titulaire d'un revenu salarial ou non salarial détient une créance sur la banque de dépôt émettrice de ce revenu; c'est tautologique. Or les créances sur la banque sont dès leur naissance – dès l'émission des revenus – des prêts ou, identiquement, des *dépôts:* le côté financier de l'opération de l'émission a pour effet immédiat et automatique de transformer les revenus en dépôts. C'est dire que les titulaires prêtent les revenus au système bancaire. La contradiction serait donc flagrante si l'on posait l'existence d'un revenu épargné et non prêté. En fait, la consommation est prélevée sur l'épargne; dès qu'un créancier tire sur son dépôt, il le transforme: l'épargne redevient revenu et le revenu est dépensé. Il ne peut donc jamais arriver, quel que soit le comportement rationnel ou irrationnel des agents, qu'un revenu soit soustrait à la fois aux dépenses sur le marché des produits *et aux dépenses sur le marché des titres.* Aussi longtemps que le

revenu déposé n'est pas retiré (pour être consommé), il est épargné *par l'effet d'un prêt* puisque l'épargnant détient un titre sur la banque.

Il ne reste qu'à tirer la conclusion. Etant un prêt, l'épargne implique l'existence d'un emprunteur. Or l'emprunteur entre dans l'une des deux parties de l'économie nationale, l'ensemble des firmes (E) ou l'ensemble des titulaires de revenus (T). Si l'emprunteur est dans l'ensemble des titulaires de revenus, l'épargne est consommée. Il n'y aurait donc un « problème » que dans le cas où l'emprunteur est une firme. Les revenus que les entreprises drainent sur le marché financier manqueraient à l'écoulement des biens déjà produits et le résultat néfaste serait confirmé : une partie des revenus créés ne serait pas dépensée. Le lecteur connaît parfaitement le vice du raisonnement : tout revenu emprunté par les firmes est nécessairement réinjecté dans l'ensemble des titulaires de revenus, où il est de nouveau disponible pour compléter l'écoulement dont on craignait à tort qu'il ne fût menacé.

Supposons ainsi que l'économie résorbe une partie de son chômage ; les revenus additionnels financent, dans la parfaite équivalence, les achats additionnels : il est certain, par conséquent, que la persistance du chômage n'a nullement sa raison d'être dans le comportement des agents. Quelle que soit la finalité qu'on leur réserve, les revenus sont lancés dans les achats sur le marché des produits, par leurs titulaires primitifs ou par les emprunteurs. Et on s'imagine mal comment un revenu emprunté resterait longemps « oisif » ; si les comportements étaient irrationnels à ce point, la logique serait encore sauve, car elle l'est toujours : le curieux emprunteur serait en fait un emprunteur-prêteur, car son prélèvement sur le marché financier y resterait déposé, au service d'un autre vendeur de titres ; en fin de compte, l'absurdité du comportement se traduirait simplement en un endettement « sans cause » du premier emprunteur, qui verserait un intérêt sur un fonds, par lui (et par lui seul), tenu en jachère.

Tout travailleur embauché apporte un « coût » et un « rendement » rigoureusement équivalents.

La démonstration en est déjà faite. Puisque aucun « atome » du revenu émis sur le travailleur soustrait au chômage ne peut se perdre au sein de l'économie, les entreprises retrouvent invariablement l'intégralité de la somme qui entre additionnellement dans les salaires. Le coût net de la « mise au travail » d'un chômeur est donc toujours strictement *nul*. Si le chômeur désire travailler, son emploi lui donne un revenu qui « sanctionne » pleinement son activité productrice : il devient propriétaire du produit ajouté, sauf à en rétrocéder une fraction dans la formation des revenus de transfert : en aucun cas une partie du produit accru ne restera abandonnée.

Il est vrai, pourtant, que des biens produits peuvent ne pas trouver preneur. Mais cette vérité d'évidence ne gagne pas sa validité à partir d'un « seuil », qui serait la frontière entre l'emploi et le chômage. Même la fraction déjà employée de la population produit des biens dont il n'est pas certain, à la production, qu'ils seront achetés. Le critère en jeu n'est pas le report *spontané* sur chaque produit du revenu engendré par sa fabrication mais uniquement l'égalité de la *somme* des dépenses et de la *somme* des revenus créés. A ce sujet, l'intuition de Jean-Baptiste Say est géniale : la crise de l'écoulement ne peut pas être générale. Dès que la mévente touche un produit particulier, la vente des *autres* produits est stimulée d'autant. La somme des pertes dues à la libre « orientation » des dépenses sur le marché des produits est formellement nulle dans l'*ensemble* des firmes.

La crise *générale* serait définie par l'insuffisance des dépenses ; les crises particulières signifient seulement que tous les reflux ne « coulent » pas spontanément dans les canaux exacts des flux correspondants. Or la distinction des deux crises, générale et particulière, ne recoupe aucunement la distinction du chômage et de l'emploi : tout travailleur en activité, qu'il soit maintenu dans son emploi ou au contraire nouvellement embauché, perçoit un revenu qui *reflue intégralement* sur le marché des produits, par n'importe quel « canal », c'est-à-dire sur n'importe quels biens. L'essentiel est le reflux ; puisqu'il se produit nécessairement et pour tout niveau de l'emploi national, le théoricien est parfaitement averti : il ne sait encore rien sur l'origine du chômage.

DÈS QUE L'ÉCONOMIE NATIONALE COMPREND LE DEUXIÈME SECTEUR, LA LOI DE SAY RESTE PLEINEMENT VALIDE MAIS ELLE EST DÉSORMAIS COMPATIBLE AVEC L'EXISTENCE D'UN CHÔMAGE POSITIF.

Nous rappellerons d'abord la démonstration selon laquelle la production du deuxième secteur respecte, elle aussi, la loi ou l'identité de Say. Puis nous proposerons la preuve essentielle : dans le plein respect de la loi de Say, il arrive effectivement que le produit du deuxième secteur ne trouve pas preneur, *du fait de l'insuffisance des revenus disponibles dans l'économie.*

Ainsi, bien que toute production apporte les revenus suffisants à l'écoulement de son résultat, l'« équilibre de sous-emploi » signifie que les revenus créés par la production ne « couvrent » pas l'intégralité du produit. Il semble que la chose soit contradictoire et donc impossible ; mais nous sommes devenus prudents : l'analyse quantique réserve bien des surprises. Il est peut-être courageux de les accueillir ; mais c'est surtout indispensable, car aucune autre explication n'atteint au cœur le mystère du chômage.

La loi de Say est valide dans le deuxième secteur comme dans le premier.

Nous pouvons avancer rapidement, car tout le chemin a déjà été (et plus d'une fois) parcouru.

Dans le premier secteur, la « monétisation » du produit est l'effet de deux demi-émissions, dont la deuxième est *postérieure* à la première. Les biens-salaires restent à demeure dans la monnaie ; les revenus ainsi définis (transformés en capital-temps) ne sont détruits que par les dépenses finales des revenus salariaux et non salariaux. La jonction terminale des deux demi-émissions parfait le flux-reflux, création-destruction des revenus du secteur.

Dans le second secteur, on observe au contraire que les revenus créés sont instantanément détruits. Les biens-profits ne font que « passer » dans la forme-monnaie ; ils y sont introduits mais non pour en être retirés définitivement *plus tard :* ils sont libérés de la monnaie à l'instant de la rémunération de leurs producteurs et ils n'y reviennent jamais. On voit bien que, loin d'être infirmé, le circuit création-

destruction des revenus est réalisé dans sa perfection ; les revenus nés de la production des biens-profits sont immédiatement détruits dans l'écoulement des biens-profits, qui sont sans délai appropriés par l'ensemble des firmes.

Dans ces conditions, on imagine mal que les revenus créés dans le deuxième secteur puissent manquer à l'écoulement des biens-profits.

Afin d'« approcher » la solution, il faut porter attention à la règle fondamentale exigeant que les rémunérations (ou la somme des dividendes) perçues pour les biens-profits accumulés aient pour unique source la production du *premier* secteur.

Le capital accumulé dans le deuxième secteur trouve sa rémunération dans le premier.

On sait bien qu'il en est ainsi puisque les profits monétaires réalisés dans le deuxième secteur sont par définition absorbés dans les salaires émis pour rémunérer les producteurs des biens-profits. Afin d'assurer le rendement des capitaux fixes suraccumulés, les entreprises en sont donc réduites à trouver dans la vente des biens-salaires un profit en proportion croissante du revenu disponible dans l'économie.

Or dans le capitalisme avancé, la croissance des profits ne peut plus soutenir le rythme nécessaire.

La loi de la baisse tendancielle des profits.

Il faut avoir conscience du fait que les revenus de transfert (dont les dividendes sont une partie) ne peuvent pas s'étendre à plus de la moitié des revenus gagnés dans la production des biens-salaires. C'est que le transfert des revenus exige le paiement des travailleurs à partir du « fonds des salaires captés ». Il faut donc assurer l'approvisionnement de ce fonds. La part des salariés ne peut ainsi être comprimée davantage quand elle ne représente plus que la moitié des biens-salaires produits. La diminution supplémentaire de leur « part distributive » retirerait aux travailleurs le moyen de nourrir les revenus de transfert. Tout travailleur payé à partir du fonds des

salaires captés reçoit *définitivement,* sous la forme d'un capital monétaire, le pouvoir d'acheter les biens-salaires correspondant au fonds dépensé. Et aucun transfert ne peut être alimenté par un *capital* (au lieu d'un revenu) monétaire. La croissance de la part des dividendes dans le revenu national rencontre ainsi une butée imposée par la logique : quelle que soit leur bonne volonté, les travailleurs ne peuvent pas rétrocéder plus de la moitié de leurs gains, nés en chaque période de la production des biens-salaires.

Nous sommes ainsi parvenus à la démonstration de « la loi de la baisse tendancielle des profits ». Rapporté à un capital en croissance ininterrompue, le profit ne peut pas croître indéfiniment, et il ne peut plus assurer la rémunération du capital (accumulé et suraccumulé) à un taux suffisant, ni même, quand le capitalisme est encore plus avancé, à un taux demeurant positif.

Nous avons ainsi progressé dans l'explication du chômage ; mais le but est loin d'être atteint. C'est qu'on ne voit pas encore apparaître pourquoi la loi de Say, dont la validité est confirmée, ne persiste pas à s'opposer à la possibilité de l'équilibre du sous-emploi. Bien que les profits soient désormais formés à un taux insuffisant pour permettre la rémunération des capitaux déjà suraccumulés, la production du deuxième secteur se poursuit parallèlement à la production, elle-même continuée, des biens d'amortissement. Or, qu'elle soit rémunératrice ou non, toute production du second secteur est dans l'instant une création-destruction de revenus : on ne saurait donc concevoir que les revenus nés de la production des biens-profits soient insuffisants pour absorber en toute période l'intégralité de ce produit.

Cependant, il suffit de rassembler les informations dont nous disposons pour voir poindre la raison fondamentale des déficits de l'écoulement.

Précisons encore que le déficit dont il s'agit est *général* en ce sens qu'il définit *l'insuffisance globale des revenus créés* et non pas simplement une ventilation imparfaite des revenus dans les canaux de la dépense finale sur le marché des produits. La « loi des débouchés » n'est-elle pas transgressée ? puisque la somme des revenus disponibles, même totalement dépensée, est inégale à la tâche et ne peut retirer du marché le volume total des biens offerts.

En réalité pourtant, la loi de Say est infrangible ; si nous l'abandonnions, ce serait au prix de la cohérence de la recherche et, alors, l'objectif deviendrait inaccessible.

Mais si elle est contraignante en toutes circonstances, la loi des débouchés a une signification précise qu'il importe évidemment de respecter : tout revenu créé est dépensé *une fois*. Ainsi, le revenu de x unités de monnaie est dépensé à raison de x unités de monnaie, ni plus ni moins. On voit se dessiner la « faille » par laquelle le chômage peut s'installer. L'insuffisance des revenus est un fait positif dès lors que certains biens produits sont condamnés, par leur nature même, à être écoulés *deux fois*.

L'examen attentif de l'identité des biens-profits conduit à la solution : il se confirme qu'il est logiquement nécessaire d'en écouler une partie deux fois au lieu d'une.

Nécessité logique d'écouler certains biens-profits deux fois au lieu d'une

La classification des biens-salaires et des biens-profits n'est pas *physique* mais purement *économique*. Il n'est pas non plus permis d'assimiler la suraccumulation (constituée de biens-profits) à l'accumulation (en biens-capitaux). Rappelons les définitions.

Biens-salaires. Ce sont tous les biens produits dans le premier secteur : les biens de consommation, les biens d'investissement et les biens d'amortissement.

Biens-capitaux. Ils comprennent les biens d'investissement et ils font partie des biens-salaires lorsqu'ils résultent de la « consommation productive ». On dit que l'investissement net est une accumulation de capital. La suraccumulation produit (dans le deuxième secteur) des biens-capitaux additionnels.

Biens-profits. Ce sont tous les biens produits dans le deuxième secteur. Ils se distinguent des biens-salaires selon un critère absolument tranché : dans le premier secteur, l'émission des salaires dépose le produit au sein de la monnaie ; dans le deuxième secteur, l'émission des salaires retire aussitôt le produit de la monnaie. On en induit que les biens-salaires ne sont appropriés en nature que par l'effet d'une opération postérieure au paiement des salaires. Quant aux biens-profits, ils sont au contraire immédiatement appropriés en

nature. Les bénéficiaires des biens-profits sont compris dans l'ensemble des firmes, alors que les biens-salaires appartiennent *en monnaie* à l'ensemble des titulaires de revenus, salariaux et non salariaux.

Or la classe des biens-profits doit être « décontractée ».

Divisions internes de la classe des biens-profits. On discerne d'abord les biens destinés à la « consommation de luxe ». Il n'est en effet nullement nécessaire, ni en logique ni en fait, que les firmes emploient le travail *gratuit* pour produire des biens qu'elles entendent utiliser aux fins de la réalisation d'un nouveau gain, futur. Les entreprises titulaires des biens-profits peuvent décider de les affecter à la consommation définitive de personnes physiques désignées comme les bénéficiaires de ces libéralités. La part complémentaire des biens-profits est par définition maintenue dans le procès de production ou dans le procès de circulation. Les biens-profits maintenus dans le processus de la production sont des *capitaux fixes* s'ajoutant aux investissements nets, produits dans le premier secteur : ce sont les biens-profits investis, qui créent la *suraccumulation.* Il reste à considérer les biens-profits qui, sans être maintenus dans la production, le sont dans la circulation : on les définit clairement en disant que ces biens-profits sont produits et acquis *pour être vendus.* Mais à qui les biens-profits peuvent-ils être vendus ? Il est évident qu'ils sont offerts aux titulaires des revenus salariaux et non salariaux ; c'est dire que les biens-profits de la troisième division *forment masse avec les biens-salaires :* nous les appellerons donc « biens-salaires du deuxième secteur ».

Nous arrivons ainsi à la conclusion annoncée. Les biens-salaires du deuxième secteur sont des biens-profits qui ne peuvent être écoulés définitivement à moins d'être écoulés deux fois. Ils sont écoulés une première fois dans l'émission des salaires (du deuxième secteur) et ils sont revendus sur le marché des produits. La question cruciale se pose aussitôt : les revenus émis dans l'économie nationale sont-ils suffisants pour écouler deux fois les biens-salaires produits dans le deuxième secteur ? La preuve contraire est facilement apportée.

Le revenu national est coextensif aux biens-salaires (proprio sensu) et aux biens-profits consommés ou investis; il ne s'étend pas aux biens-salaires du deuxième secteur.

L'écoulement ou la vente finale des biens est la deuxième demi-émission du produit; les biens produits sont écoulés justement parce qu'ils sont retirés de la monnaie : le revenu monétaire (autrement dit le produit-dans-la-monnaie) est donc détruit dans l'opération de l'écoulement.

Les salaires émis dans le premier secteur sont équivalents aux biens-salaires (proprio sensu).

Les salaires émis dans le deuxième secteur sont équivalents aux biens-profits.

Notons à présent qu'aucune parcelle des revenus créés dans le premier secteur (R1) ne peut être affectée à l'écoulement de biens-profits. En effet, les revenus salariaux et non salariaux sont nécessaires dans leur *intégralité* pour le seul écoulement des produits du premier secteur.

Il s'ensuit que seuls les revenus émis dans le deuxième secteur (R2) sont capables d'écouler les biens-profits.

Or *la somme totale* des revenus créés dans le deuxième secteur est immédiatement détruite dans le paiement des salaires gagnés pour la production des biens-profits.

Une alternative en résulte : (a) étant écoulés dans l'émission des salaires du deuxième secteur, les biens-profits ne sont pas présentés sur le marché des produits; (b) encore que *tous* les biens-profits soient écoulés sur le marché des services producteurs, il arrive cependant qu'une partie des biens-profits soit jetée sur le marché des produits.

Le terme (b) de l'alternative *est réalisé à concurrence des biens-profits de la troisième division.*

Soit P1 le produit du premier secteur et P2 le produit du deuxième secteur; les biens-profits de la troisième division (biens-salaires produits dans le deuxième secteur) sont P3.

Le revenu R1 est absorbé par l'écoulement de P1 ; de son côté, le revenu R2 est détruit par l'écoulement de P2. Bien que P3 soit une partie de P2, P3 doit être écoulé encore une fois : *or plus aucun revenu*

n'est disponible à cette fin. Dans toute la mesure du produit P3, l'économie nationale connaît donc un déficit de l'écoulement : la loi de Say assure *un* débouché à la *totalité* du produit (P1 + P2) mais elle ne donne aucun débouché au produit P3, *pour la raison qu'il a déjà été écoulé au sein de P2.*

La production nationale s'équilibre à un niveau de l'activité industrielle inférieure au plein-emploi parce que la baisse tendancielle des taux de profit conduit les firmes à produire des biens-profits sous la forme de biens-salaires.

Les flux de l'amortissement du capital fixe (accumulé et suraccumulé) engendrent la production duale, que personne ne peut empêcher, sauf à réformer les « mécanismes profonds » de l'économie. Or, abstraction faite de la consommation de luxe, le « produit dual » (ou produit du deuxième secteur) est immédiatement – dès sa naissance – agrégé à la masse des capitaux fixes déjà existants. Dès lors que les biens-profits ne sont pas consommés, ils sont épargnés ou capitalisés et tout capital dont les titulaires sont les firmes est un capital fixe. Il serait donc « naturel » que les biens-profits non consommés soient constitués de *capitaux instrumentaux.* La baisse tendancielle des taux de profit introduit un grave désordre : ne trouvant plus un rendement suffisant à la forme instrumentale de leur capital fixe (aux machines et aux équipements de toutes sortes), les entreprises ne peuvent plus accumuler (ou « suraccumuler ») les biens-profits que sous la forme des biens-salaires produits dans le deuxième secteur. Les firmes produisent alors non pour produire encore plus (par l'accroissement des moyens de production), mais pour *revendre.* Dans ces conditions, l'économie nationale ne crée plus assez de revenus pour assurer l'écoulement de l'intégralité du produit.

La somme des invendus donne la mesure exacte du produit que les entreprises ont tout intérêt à « couper » : elles licencient les travailleurs qui, maintenus dans leur emploi, auraient produit les biens P3.

Le dysfonctionnement de la formation du capital peut être saisi par une autre voie : la détermination des intérêts.

10. NI L'INFLATION NI LE CHÔMAGE N'EXISTERAIENT DANS UNE ÉCONOMIE OÙ TOUT LE CAPITAL MONÉTAIRE TRANSITERAIT PAR LES MARCHÉS FINANCIERS.

Nous renonçons à *traiter* ce sujet et nous nous contentons de l'évoquer.

Dans le noyau, la détermination des intérêts répond parfaitement à la théorie des « fonds prêtables ». Le capital est productif parce qu'il rapporte un intérêt, et non inversement.

L'INTÉRÊT EST UN REVENU DE TRANSFERT. LES INTÉRÊTS POSITIFS SUSCITENT CEPENDANT LES RENDEMENTS POSITIFS DES CAPITAUX INVESTIS.

Les titulaires de revenus obtiennent la totalité du produit déposé dans la monnaie; ce produit est d'abord épargné sous la forme simple du capital-temps. Mais si les entreprises désirent fixer l'épargne, dans le capital instrumental, il faut qu'elles s'entendent avec l'ensemble des titulaires de revenus. Le contrat est souscrit à un certain « prix » ; il est prévu ainsi que l'épargnant perçoive l'« intérêt » pour le capital engagé.

Mais pour quelle raison l'intérêt est-il positif? On sait que cette question fait partie des philosophies les plus anciennes et les plus profondes. Aujourd'hui, la réponse est accessible. Toute épargne fixée dans le capital instrumental est *à jamais perdue par l'ensemble des titulaires de revenus.*

Traditionnellement et même habituellement de nos jours, on pense que l'intérêt est *additif* au capital ; dans ces conditions, il n'est pas du tout évident que l'intérêt doive être positif : pourquoi, en effet, le prêteur obtiendrait-il à la fois son capital et un intérêt ? Il est vrai que le prêteur doit « attendre » : l'intérêt ne serait-il pas le prix du temps ? C'est d'autant moins vraisemblable que le capital est par définition un revenu projeté dans le temps. Logiquement, ce n'est donc pas l'opération du « prêtage » qui introduit le temps ; car, répétons-le, le temps est déjà présent dans *l'objet* du prêt, le capital (prêté).

La réalité est à la fois plus simple et plus profonde. Le revenu est une grandeur appartenant au temps quantique. Le capital est défini dans le temps chronologique ou continu. Le capital est donc littéralement la *transposition* d'une grandeur, d'un « espace » dans un autre. Or tout revenu capitalisé est par définition épargné : il est « sauvé » et il réapparaîtra. Mais il existe une catégorie du capital qui *fixe* le revenu *indéfiniment :* chaque jour qui s'écoule définit, *pour l'avenir,* un jour d'attente supplémentaire. C'est dire que la « libération » du revenu est différée d'un jour par jour : elle ne se produira donc jamais. La définition du capital n'en est pas affectée puisque le revenu d'où il est né est un revenu futur équivalent : que la date de la reproduction du revenu soit indéfiniment reportée ne change rien à la nature du capital. Mais il importe néanmoins d'en tirer la conclusion exacte : tout capital qui fixe le revenu pour un temps illimité est en fait la transformation *définitive* du revenu initial.

On aperçoit maintenant que l'intérêt n'est pas additif au capital ; il est au contraire la compensation obtenue par le prêteur qui a définitivement perdu le revenu fixé dans le capital. La compensation prend nécessairement la forme d'un revenu périodique : en effet, si elle était offerte à telle date unique, en une seule fois, elle signifierait la « restitution » du capital ou, identiquement, le remboursement du prêteur, éventualité qui est justement écartée par la logique du capital fixe. On voit ainsi que si le capital en général est la transposition du revenu dans le continuum, le capital fixe se transforme à son tour : cette fois, la grandeur est prise dans le continuum et elle est posée, répétitivement, dans le temps quantique. Etant incapable de libérer le revenu d'où il est issu, le capital fixe se traduit en une série

théoriquement illimitée de revenus *nouvellement produits en chaque période,* dont le montant et la périodicité sont arrêtés par les contractants.

L'explication de l'intérêt implique donc à la fois un facteur *objectif* (la perte du revenu « différé » et la compensation qu'elle appelle) et un facteur *subjectif* (l'évaluation de la compensation due et les modalités de son paiement). Mais comme la perte est positive, il est certain que la compensation doit l'être ; l'intérêt positif n'est pas le prolongement ou le « dépassement » du capital mais sa transposition dans un autre espace : il passe du temps continu (où il est annulé du fait de la perte définitive du revenu fixé) au temps quantique, où il apparaît sous la forme d'« annuités » ou, encore, de « mensualités », indéfiniment répétées.

Cependant, peut-on vraiment prouver que l'intérêt n'est pas additif au capital ? En réalité, tout épargnant recouvre son capital à l'échéance du prêt et même avant, à la date de son choix, s'il vend son titre. Et, à la sortie de l'opération, on ne dira pas au prêteur qu'il a forcément renoncé à l'intérêt puisqu'il a repris son capital. Comme ce qui est vrai pour un épargnant quelconque l'est pour la « somme » des épargnants, l'intérêt est dû *en plus* du capital : il ne serait donc pas finalement une simple transposition du capital d'un espace dans un autre.

Or l'argumentation que nous venons d'esquisser est vicieuse. C'est qu'elle confond « somme » et « ensemble ».

L'intérêt n'est pas additif au capital, car le capital fixe est définitivement perdu par l'ensemble des titulaires de revenus.

Le raisonnement juste s'appuie sur *l'ensemble des épargnants* et non sur la *somme* des épargnants considérés tour à tour. L'ensemble des épargnants et même, plus généralement, l'ensemble des titulaires de revenus perd définitivement tout revenu fixé dans le capital. La théorie de l'intérêt en est un parfait exemple : l'analyse de la macroéconomie ne peut être logiquement conduite que sur les ensembles. Il est vrai que tout élément de l'ensemble des titulaires de revenus peut récupérer (et, le plus souvent, récupère) les revenus investis dans le capital ; mais la vérité globale est exactement contraire : aucun

« atome » du revenu investi n'est restitué par le capital fixe. Jamais on ne pourra donc constater sur l'ensemble des titulaires de revenus salariaux et non salariaux (T) à la fois la récupération du capital et le gain d'un intérêt. En fait, on retrouve l'enseignement selon lequel l'intérêt gagné par l'ensemble T est la compensation qu'il perçoit pour le revenu prêté, définitivement perdu dans le capital. Finalement, la chaîne des prêteurs successifs dessine les différents points d'impact du paiement des intérêts dans l'ensemble des titulaires de revenus : le capital n'est jamais restitué puisque toute restitution implique nécessairement la consolidation ou *l'amortissement* du prêt initial, entre les mains d'un nouveau créancier.

Deux importantes conséquences découlent directement du fait que l'intérêt n'est pas additif au capital mais qu'il en est simplement la « répétition transposée ».

Le pur capital-temps porte intérêt uniquement parce qu'il appartient à la même catégorie que le capital fixe.

Si aucune épargne ne pouvait être prêtée à l'appareil productif (dans le financement des moyens de production), toute épargne serait prêtée d'un agent à un autre ; en ce sens, l'épargne serait nécessairement subjective. Comment peut-on expliquer alors la formation d'un intérêt positif ? Ce serait formellement impossible pour la raison déjà citée ; l'épargne n'existe pas avant le prêt ; l'épargnant n'a donc pas le choix de prêter son capital ou de le garder par-devers soi : puisque son revenu est transformé en capital, il est devenu prêteur dans l'opération. L'intérêt ne pourrait naître que dans le prêt de l'épargne, ce qui est inconcevable, car l'épargne est déjà un prêt.

La difficulté est levée dans le cas précédent, quand l'épargne signifie un prêt à la production : c'est que, pour lors, l'épargne est *nette,* le prêt étant effectué entre un « sujet » (l'épargnant) et un « objet » (l'appareil de production).

Si le capital-temps peut néanmoins produire un intérêt, la raison en est évidente ; les épargnants ont le choix de transformer ou non le capital-temps en capital fixe : puisqu'ils perçoivent un intérêt d'un côté, s'ils n'en percevaient pas de l'autre, aucune épargne ne serait

disponible sur le marché financier pour les prêts à la consommation. (Nous venons de parler du prêt de l'épargne ; ce n'est pas interdit dès lors que le prêt n'est que la reconduction du *revenu* sur un nouveau bénéficiaire ; en toute rigueur, on devrait parler du prêt des revenus. Prêter une épargne est une expression redondante, à l'image du capital financier qui, en fait, est monétaire.)

Nous pouvons maintenant nous tourner vers la deuxième conséquence annoncée.

La production industrielle de toute période est divisée en salaires et en intérêts uniquement parce que le capital prêté à l'industrie est sacrifié par l'ensemble des épargnants.

Rappelons le principe. Ne pouvant recouvrer le revenu investi, l'ensemble des épargnants reçoit les intérêts en compensation. C'est l'explication profonde de la production des revenus-intérêts à côté des revenus-salaires.

Convient-il d'en conclure, comme Ricardo l'avait fait, que l'intérêt est un revenu additif aux salaires ? Assurément non ; l'analyse ricardienne était arrivée à cette « extrémité » faute de disposer de la logique quantique. Sauf à rejeter la règle du tiers exclu, on ne peut pas concevoir les intérêts comme faisant partie des salaires. Aussi Ricardo ne s'est-il pas caché l'inévitable échec de sa géniale théorie : si les produits proviennent du travail, l'analyse saisit les salaires mais elle laisse échapper les intérêts. L'analyse moderne saisit les intérêts *dans les salaires,* comme une « catégorie-gigogne ». Le produit national est tout entier mesuré en unités de salaires ; même les « biens-intérêts » ne font pas exception.

– Si les intérêts étaient nuls, aucune émission de salaires ne comprendrait une dépense positive sur le marché des produits.

– Etant donné que les intérêts sont positifs, l'émission de x unités de salaires comprend l'achat, égal à y, des biens-intérêts, pour le compte de leurs titulaires, les épargnants.

Une seule remarque s'impose encore. Les intérêts étant mesurés en « prix » et non en « valeurs », les « biens-intérêts » sont eux aussi vendus à un prix supérieur à leur coût de production : mais il est bien

clair que cette différence est neutre quant à la formation des intérêts, qu'elle ne diminue ni n'augmente.

Toute idée de « productivité » ou d'« efficacité » du capital fixe est ainsi écartée.

Aucune théorie n'a pu *établir* la productivité du capital. On la pose ; et il est facile de l'introduire dans des équations ou dans des fonctions. Mais c'est complètement illogique et aucune « axiomatique » ne peut admettre les incohérences.

La production est une action ondulatoire, à la fois positive (création) et négative (destruction). L'intérêt ne peut donc pas être produit en plus des salaires, car seul le travail de l'homme introduit (création) et retire (destruction) la matière extraite des ressources naturelles, dans et de la forme-utilité (ou dans monnaie-numéraire, forme temporaire de la forme-utilité).

Le capital ne produit strictement rien, pas plus que les ressources naturelles, qui sont seulement transformées. Le capital est purement instrumental. Peu de productions modernes pourraient sortir des mains nues de l'homme. Partout le capital est indispensable. Il n'est donc même pas sensé de se demander quel est l'apport spécifique de l'instrument employé : ainsi, la production de l'ordinateur *tout entier* serait compromise si l'homme ne disposait que de ses mains. Machines et technologie sont partout nécessaires. Mais quelle est la fraction de l'ordinateur que l'on peut attribuer au travail humain, la partie complémentaire étant l'œuvre du capital, technologique et instrumental ? En fait, les rapports hommes-machines sont ancillaires. Le travail ne produirait rien sans les machines ; il produit tout *au moyen* des machines. L'analyse exacte est donc celle-ci : à l'aide du capital, l'homme introduit *seul* la matière dans la forme-utilité. Le capital n'est pas réductible au travail, non pour la raison qu'il en est lui-même issu mais parce que son rôle dans la production est strictement de donner des « ailes », des « bras » et même des « informations » à l'homme en activité. L'erreur formelle consistant à mettre travail et capital au même rang dans « la fonction de production » tient fondamentalement au fait que le travail est conçu comme une marchandise : rendant le travail (plus) efficace, le capital est donc

« co-producteur ». Dès que la pensée parvient à saisir l'essentiel, à savoir que le produit (ou la marchandise) n'existe que dans la projection de l'homme – dans la matière au contact de la forme-utilité –, la naïveté apparaît enfin au grand jour : jamais le travail ne se projette lui-même dans la forme-utilité ; en conséquence, jamais le travail n'est une marchandise. Pour prendre les termes commodes auxquels les économistes sont habitués, on dira qu'aucun travail *n'entre* jamais dans le procès de production. Le travail *définit* ce processus et le produit n'existe qu'à sa *sortie.* Quant au capital, il est tout ensemble un « input » et un « output » : il traverse en quelque sorte le processus. Ainsi, le produit net (l'output qui n'est pas un input) est l'effet du seul travail de l'homme (qui n'est ni un output ni un input).

Il reste pourtant que l'intérêt afférent au capital investi est un coût de production.

L'intérêt est bien un revenu de transfert ; nous venons encore de le démontrer. Il n'empêche que l'intérêt est un coût de production, non seulement pour l'ensemble des entreprises mais même aux yeux de la nation tout entière.

L'absorption définitive du revenu dans le capital fixe est un coût de production pour la nation. Or l'intérêt n'est que la transposition du revenu capitalisé, qui change d'espace, passant du temps continu dans le temps quantique. On en induit que l'intérêt est un coût macroéconomique, assumé par la société dans son ensemble.

Finalement, l'analyse correcte observe l'homme face à la nature ou au « milieu » ; le capital fixe modifie le milieu naturel, pour le rendre plus « pénétrable ». Si l'intérêt était nul, le milieu ne reprendrait rien à l'homme : il lui permettrait au contraire de cueillir tout le fruit de son travail. Mais attendu que l'amélioration du milieu est coûteuse, il convient d'introduire la distinction ricardienne entre « produire » et « se procurer » (« to produce and to procure »). L'homme produit tout mais en tant que producteur il ne peut se procurer que le tout *diminué de l'intérêt,* qui revient en quelque sorte au milieu naturel, donc à son représentant en l'espèce : l'épargnant, auteur de l'amélioration du milieu. Si, en dernière analyse, l'intérêt est néanmoins une « catégorie-gigogne » des salaires, la raison en est

dans le fait que le travail est une émission dont l'effet est d'injecter forcément *tout* le produit (y compris la part des intérêts) dans la forme-utilité. Tout se passe donc comme si l'épargnant était, au prorata de son revenu investi, le co-émetteur du produit, à concurrence exacte de l'intérêt perçu.

L'intérêt étant clairement conçu, on s'aperçoit que les profits formés dans la production des biens-salaires sont pour l'essentiel absorbés par les intérêts. Seule l'« innovation schumpétérienne » peut réussir à écarter *temporairement* les profits des intérêts.

LE PROFIT NON INFLATIONNISTE EST, POUR L'ESSENTIEL, RÉDUCTIBLE AUX INTÉRÊTS « ÉMIS » PAR L'ENSEMBLE DES ÉPARGNANTS.

On ne comprendrait pas la formation des profits si elle n'obéissait pas à un *déterminisme;* elle serait pour ainsi dire anarchique. Or le déterminisme des prix existe pour deux raisons. Nous avons évoqué la première : le profit s'identifie aux intérêts. La deuxième raison est plus cachée : toute « reprise », par les firmes, des épargnes investies, signifie logiquement la transformation des intérêts en capital.

Les intérêts forment le coeur des profits.

Les prix de vente ne peuvent en principe dépasser les coûts de production ; tout écart apparent est fondé sur une définition partielle des coûts. Comme l'intérêt – nous l'avons démontré – est un coût de production, sa formation ne dénote pas, en fin de compte, l'excès des prix sur les valeurs.

Si la structure des marchés le permet, en présence de monopoles et d'oligopoles, les gains de productivité physique dus aux progrès techniques et technologiques (les « innovations ») ne sont pas immédiatement répercutés sur les prix : dans ce cas, les intérêts sont encore, malgré tout, les centres de gravité des profits.

On comprend ainsi le principe fondamental ; les profits ne sont pas des salaires captés « pour rien », gratuitement. Si une firme réussit

à trouver des profits nets, elle le doit à l'imagination créatrice des « capitaines d'industrie » et à l'habileté du personnel, intellectuels et manuels.

Mais le fonctionnement irréprochable de « l'économie de profit » se confirme surtout dans le fait que les entreprises ne peuvent pas s'approprier à la fois l'épargne investie et les intérêts correspondants.

La transformation en profits des épargnes investies signifie ipso facto la transformation des intérêts en capital.

On croit le plus souvent que le profit est la source logique des investissements. Cette représentation naît tout naturellement au sein de nos économies, dominées par la *pathologie* du capital. Pour l'instant, poursuivons l'examen du fonctionnement ordonné du capital.

– Si les entreprises ne « dédommagent » pas les épargnants, l'intérêt est un coût de production qu'elles versent aux ayants-droit.

– Dès que les entreprises « rachètent » l'épargne, l'intérêt n'est plus un coût de production ; ainsi, au lieu d'être émis périodiquement sous la forme des intérêts, le profit est d'un seul coup « une actualisation de ce flux » (quantique) : il est un capital. Et comme le capital monétaire n'est plus perdu (ou sacrifié), l'intérêt n'est plus perçu par *personne*. On vérifie ainsi la loi absolue selon laquelle l'intérêt n'est jamais additif au capital.

– Cependant l'intérêt renaît, à la fois coût de production et revenu, quand les firmes transmettent l'augmentation du capital à leurs actionnaires. Dividendes et intérêts forment donc finalement une catégorie unique.

Nous approchons de l'instant où il faudra bien rouvrir la voie à la pathologie du « capitalisme ». Mais montrons encore, avant de quitter le fonctionnement « anatomique » du capital que, contrairement à l'enseignement si répandu des vérités de manuels, l'intérêt et le revenu national ne sont nullement co-déterminés.

EN TOUT ÉTAT DE CAUSE, LE REVENU NATIONAL EST PLEINEMENT DÉTERMINÉ SANS ÉGARD AUX TAUX DE L'INTÉRÊT.

La doctrine officielle est encore de nos jours la trop célèbre théorie de « Hicks-Hansen », pourtant aujourd'hui tenue en grave suspicion par l'un de ses auteurs. Les taux de l'intérêt et le niveau du revenu national seraient déterminés d'un seul mouvement, comme la solution simultanée d'une série d'équations. On se représente essentiellement deux égalisations : entre la demande (L) et l'offre de monnaie (M), et entre les flux de l'investissement (I) et de l'épargne (S pour « saving »).

Supposons que L et M soient des grandeurs adéquates ; il faut alors entendre l'émission de monnaie (pour M) et la demande de la monnaie émise (pour L).

Dès que l'analyse réussit à introduire le temps dans ses considérations, elle prend soudain conscience d'une vérité « dévastatrice » : les grandeurs L et M sont définies dans le temps quantique ; en revanche, les variables I et S appartiennent au temps continu. L'intersection des deux courbes représentatives, sur laquelle les professeurs ont sans pitié ni relâche attiré l'attention de générations d'étudiants, est ainsi une pure vue de l'esprit.

La courbe LM est inscrite dans le temps quantique.

Toute émission (ou offre) de monnaie a une dimension nulle dans le temps continu. Pour retrouver une dimension-temps positive – et comment l'offre de monnaie en serait-elle dépourvue ? – il faut en appeler au temps quantique. Toute émission de monnaie est la création d'un revenu et tout revenu est un morceau « quantisé » du continuum.

Même si l'on suppose que L peut être distingué de M, la demande de monnaie est une action ou le résultat d'une action. En tant qu'action, L est l'« autre face » de M ; en tant que résultat, L est la somme des « encaisses désirées ». Or toute encaisse (monétaire) est un revenu et, donc, un quantum de temps.

Finalement, la «courbe» LM n'existe pas, car elle ne comporte qu'une succession de points séparés (par des distances finies), un point et un seul par période.

Mais quand bien même elle existerait, la courbe LM serait incapable de rencontrer la courbe IS, dont l'espace est le temps continu.

La courbe IS est inscrite dans le temps continu.

Dès que le revenu (en monnaie bancaire) prend naissance, il est détruit, car il est transformé en capital : et le capital est une grandeur appartenant au continuum. A cet égard, l'offre et la demande de «fonds prêtables» répond effectivement à une analyse de type microéconomique. On peut donc imaginer des ajustements continus entre I et S. Les théoriciens commettent alors l'erreur formelle consistant à inscrire les grandeurs ajustées (et non plus simplement leurs ajustements) dans le continuum. Il est malheureux que l'erreur ne rapporte aucun profit à ses auteurs. Même si la courbe IS était inscrite dans le continuum, elle n'y rencontrerait jamais la courbe LM, qui appartient à un tout autre espace.

En vérité, le revenu national est entièrement déterminé par l'émission des salaires et le flux des salaires est entièrement fondé sur leur reflux (escompté).

Les salaires sont des grandeurs *absolues*. Les travailleurs sont payés par eux-mêmes. Aussi le chômage volontaire est-il un concept mal formé. L'économie connaîtrait un sous-emploi invariablement nul, *n'était le dysfonctionnement du capital.*

TOUT LE DÉSORDRE (INFLATION ET CHÔMAGE) EST ENGENDRÉ PAR LES FLUX FINANCIERS QUI NE TRANSITENT PAS PAR LE MARCHÉ.

Dans la production duale, les profits ne remplacent pas une épargne qui se serait formée dans l'ensemble des titulaires de revenus. Les profits inflationnistes se forment dans leurs dépenses

mêmes et échappent ainsi totalement aux régles du marché financier.

Un grand espoir – plus qu'un espoir, la certitude d'une victoire sur le mal – est offert par la macroéconomie quantique. La présence du deuxième secteur n'est pas une fatalité. L'homme est libre ; il peut s'en libérer. Louis de Broglie disait que la science est la conscience qu'à travers l'homme la nature prend d'elle-même. La théorie économique pure est la « re-création », la *conception* des lois formelles du fonctionnement de la monnaie, du revenu et du capital. Puis, ayant, grâce à l'intelligence de l'homme, recréé sa pathologie, inscrite profondément dans les faits, la nature a une deuxième fois besoin de l'homme, pour *guérir*.

Il faut se garder d'une conception trop normative des « normes ». Dès que l'intellect pénètre la pathologie (qui est, comme son nom l'indique, une branche de la *logique* et non un domaine à la marge des lois), il parvient à la formulation du remède. Le même mouvement intellectuel, conception de l'objet, révèle – on devrait dire crée – sa malformation. Et l'esprit se reprend : il conçoit mieux et livre enfin à la nature l'objet purifié. La science normative est alors la perfection de la science positive.

A partir du jour, peut-être avant l'an 2.000, où les flux monétaires couleront dans les trois départements bancaires, l'inflation et le chômage seront relégués. Dans la période de transition, l'économie globale souffrira d'une imperfection bénigne. Toute la production sera d'emblée contenue dans le *noyau,* la couronne étant immédiatement anéantie. Et c'est là l'essentiel. Tous les flux financiers rapportés aux nouveaux accroissements du capital fixe seront véhiculés par le marché des titres. Approprié par les firmes, le capital ne subsistera qu'en son « ombre », sous la forme des fonds circulatoires propres. Plus tard, ces fonds seront « consolidés ». Mais on peut en reporter l'événement, de plusieurs (et même de plusieurs dizaines) d'années. Néanmoins, l'inflation et le chômage seront *sans délai* coupés de leur source et commenceront sur-le-champ leur étiolement dans le temps continu. L'effet des fonds propres sera simplement la persistance du prélèvement des intérêts indus.

GLOSSAIRE
DES PRINCIPAUX CONCEPTS

BIENS-PROFITS. Ils sont le produit des émissions vides et s'identifient à la suraccumulation.

BIENS-SALAIRES. Ils sont le produit des émissions pleines et comprennent les biens de consommation, d'amortissement et d'investissement (l'accumulation).

CAPITAL. L'analyse quantique brise le cercle qui enferme la théorie néoclassique où le revenu est dérivé du capital, comme un flux d'un stock, alors que le capital est défini comme le résultat accumulé des flux passés ou la valeur actualisée des flux futurs. Dans ces conditions, les deux grandeurs, revenu et capital, ne sont connues que l'une par l'autre. La nouvelle analyse coupe le schéma de l'œuf et de la poule: le revenu est la grandeur première, car sa définition est donnée indépendamment de toute conception du capital. Ainsi, le revenu qui se forme en chaque période n'est issu d'aucun capital, ni financier ni instrumental: il est le fruit d'une émission de l'homme, dépense de son travail. Le revenu formé est immédiatement transformé en capital-temps. Le capital procède donc du revenu, qui ne procède pas du capital. Le CAPITAL-TEMPS est la transformation du revenu actuel en revenu futur. Seul le revenu en monnaie bancaire est capable de constituer un pont entre le présent et l'avenir. Tout capital est d'abord un capital-temps. Le CAPITAL FIXE est le capital-temps coulé dans les biens

instrumentaux, moyens de production de toutes sortes. Le pur capital-temps est réversible: il est finalement détruit en libérant le revenu dont il est l'épargne temporaire. Le capital fixe est irréversible; comme son nom l'indique, il est fixé dans le capital instrumental, le revenu épargné y étant définitivement à demeure.

CHÔMAGE INVOLONTAIRE. Il est défini par l'insuffisance du revenu monétaire relativement au revenu réel créé par le plein emploi. Le revenu monétaire n'est insuffisant que dans la mesure où les entreprises produisent des biens-salaires dans les émissions vides.

CRÉDIT. Il a un objet réel ou monétaire, selon le cas. Quand l'objet du crédit est une monnaie, monnaie et crédit demeurent néanmoins parfaitement distincts, car autre chose est le crédit et autre chose son objet. Théoriciens et praticiens confondent souvent monnaie et crédit; l'origine de la confusion est dans une mauvaise conception de la création monétaire opérée par les banques. Qu'elle soit scripturale ou fiduciaire, la monnaie n'est jamais émise dans une opération de crédit; elle résulte toujours de l'activité productrice de l'économie et, plus précisément, du travail humain dépensé. Les crédits ayant la monnaie pour objet sont quantiques ou ordinaires. Les CRÉDITS QUANTIQUES s'identifient à la création des revenus en monnaie bancaire; le prêteur initial est l'ensemble des travailleurs et l'emprunteur final est l'ensemble des entreprises. Le crédit quantique n'est donc pas émis par les banques. Quant au CRÉDIT ORDINAIRE, il est défini par le transfert de revenus disponibles, des prêteurs aux emprunteurs; là encore, les banques, quand elles interviennent, sont de simples intermédiaires. Les crédits ordinaires portent sur la monnaie et sur les biens réels, car leur objet est la monnaie réelle, définie par le produit contenu dans la monnaie. Il existe des crédits ordinaires qui n'impliquent pas la monnaie: l'objet, fongible ou non, est prêté et repris en nature. MONNAIE DE CRÉDIT. Il s'agit de la monnaie bancaire. On croyait jusqu'alors que les banques créent la monnaie dans les opérations de crédit. En faisant crédit à son client, la banque créerait de la monnaie sur lui. En réalité, seuls les crédits quantiques sont

associés à la création des revenus monétaires. Et même les crédits quantiques ne sont pas créés par les banques : ils partent des titulaires de revenus et aboutissent aux entreprises, les banques étant simplement entremises. La monnaie est dite de crédit parce qu'elle est fiduciaire ; même la monnaie créée par les banques de dépôt est fiduciaire, en cela qu'elle est immatérielle. Les revenus monétaires naissent de la production, qui n'est pas une opération de crédit (ordinaire).

ÉMISSION. Elle est la création et la destruction du même objet dans le même mouvement. La dépense de travail est une émission, car le produit réel est instantanément produit et consommé. La monnaie (notamment bancaire) est émise. L'émission de la monnaie est une opération nominale fusionnée avec l'opération de la production réelle. La monnaie créée est instantanément détruite, car elle est transformée en épargne, c'est-à-dire en capital-temps.

INFLATION. Elle est positive quand le revenu monétaire est numériquement plus grand que le revenu réel correspondant. Toute inflation a son origine dans les émissions vides. L'inflation sera définitivement vaincue quand toutes les émissions de monnaie bancaire seront pleines. Dans ces conditions, le chômage involontaire sera lui aussi extirpé.

MONNAIE. Elle est matérielle ou bancaire. Aujourd'hui, la monnaie est partout bancaire ; même les pièces sont émises par l'intermédiaire des banques, en représentation partielle de leurs engagements. La VALEUR DE LA MONNAIE est la relation d'équivalence établie entre la forme monétaire et le produit qu'elle contient. La PRODUCTION est l'action qui introduit le produit physique dans la forme monétaire. L'ÉCOULEMENT est l'action qui retire le produit physique de sa forme monétaire. Le produit écoulé n'est plus qu'une collection de « valeurs d'usage ».

NUMÉRAIRE. C'est un nombre pur, sans dimension. Dans les économies concrètes, la monnaie joue le rôle du numéraire ; en cela, elle est dite nominale. La monnaie réelle est l'association de la

monnaie-numéraire et du produit. La monnaie réelle définit le revenu.

TEMPS. La production n'est définie ni dans le temps continu (ou dense) ni dans le temps discontinu ; elle est à la fois une action instantanée et un mouvement dans le temps ; ainsi, la production « quantise » le temps. Le produit est un QUANTUM DE TEMPS.

POSTFACE

Dans la préface, nous avions annoncé que l'émission ou le paiement des salaires est l'unique opération qui existe concrètement. Nous avons même constaté, dans le corps du livre, que l'émission réelle est, en tout pays et à toute époque, l'opération expliquant le fonctionnement complet de l'économie, de la production à la répartition des biens. L'action de travailler définit la production-consommation, flux-reflux, le seul mouvement que la recherche inductive puisse déceler au sein des économies, même non monétaires.

La monnaie-flux est immédiatement présente au sein de la production réelle. Si sa présence s'arrêtait là, le produit serait réel à sa naissance. Or, dès les premiers échanges, la monnaie s'est substituée aux produits réels. A cet égard, l'analyse quantique apporte une information surprenante: tout échange entre un bien et une monnaie est une opération conclue de production à production et non simplement de bien réel à bien monétaire. La production (l'action) est changée: au lieu de produire un bien, le travailleur produit une monnaie.

L'échange absolu est difficile à concevoir, pour la raison que la monnaie semble traverser l'expérience: elle existait avant, elle existera après. Or ce n'est là que l'apparence. En réalité, la monnaie n'est constituée que dans son union avec le produit; ainsi, un coquillage qui vient d'être trouvé est encore une monnaie par destination; il devient monnaie réalisée au moment précis où il est donné en échange contre un produit. Dans l'ensemble des travail-

leurs isolés, chacun consomme une partie de son produit; le reliquat peut être troqué ou échangé; les trocs ne sont pas des échanges, sauf par un abus de langage; le produit échangé est changé en monnaie: le travailleur A dépose son produit dans la monnaie pour l'échanger contre un produit déposé dans la monnaie par le travailleur B.

Une autre difficulté arrête la pensée. Elle concerne le temps des opérations. Tout serait bien plus évident si les opérations se déroulaient dans la chronologie. Les travailleurs donneraient un «corps» à la monnaie, qui serait l'enveloppe du produit; puis ils porteraient les produits-dans-la-monnaie sur les «marchés», afin de les échanger entre eux; enfin, l'enveloppe-monnaie se détacherait des produits réels, définitivement transformés en valeurs d'usage. La réalité est plus subtile. Tout se passe en deux instants, qui finalement n'en forment qu'un. Dans un premier «temps», le travailleur A cède son produit contre une somme de monnaie. Dans un deuxième «temps», le même travailleur cède la monnaie contre le produit d'autrui. Or, l'analyse quantique enseigne l'identité ou la confusion de ces deux «temps». Le travailleur ne fait pas deux opérations distinctes, pour vendre et acheter en deux mouvements; il fait une seule opération, une «vente-achat». Il en est ainsi parce que l'intervention de la monnaie se situe au niveau des actions et non directement de leurs résultats.

Ainsi, le travailleur A ne réussit à changer son produit en monnaie que dans l'opération même où il le change en un produit d'autrui: le revenu monétaire (la forme-monnaie du produit) ne prend existence que dans l'opération de sa création-destruction: il n'existerait pas s'il n'était pas aussitôt détruit. La dépense par A de la monnaie est rétroactivement présente à l'instant où A la «gagne». En son sens le plus profond, le salariat a donc existé de tout temps, depuis les premiers échanges. Apparemment conclues sur le seul marché des produits, les transactions étaient (rétroactivement) présentes sur le marché des services producteurs. Tout travailleur qui échange (finalement) son produit, se verse un salaire, égal à la monnaie gagnée.

En son sens plus restreint, le régime du salariat est né dans la division de l'économie en entreprises et travailleurs. La théorie des émissions reçoit alors une première confirmation, éclatante: on voit

maintenant que le travailleur change son produit en monnaie puisqu'il ne l'obtient pas d'abord en nature. En séparant les travailleurs de leur produit en nature, le régime du salariat permet la naissance des profits. Dès que les travailleurs n'obtiennent qu'une fraction de leur propre produit dans la dépense intégrale des salaires, ils émettent des profits. L'analyse montre alors que, dans le paiement même des salaires, les travailleurs ont initialement obtenu une fraction seulement de leur propre produit, tous les revenus non salariaux étant immédiatement dépensés dans le financement de la production des biens non salariaux.

La substitution de la monnaie bancaire à la monnaie «matérielle» apporte la dernière évolution. La théorie des émissions trouve alors sa deuxième confirmation, parfaitement probante. La monnaie de banque est formée dans les émissions, opérations dont la définition est exacte: elles créent et elle détruisent le même objet dans le même jet. Toute autre solution est profondément illogique.

Si la monnaie n'était pas créée, elle ne pourrait pas être bancaire. Mais si la monnaie était créée dans un mouvement qui ne la détruisait pas, elle serait littéralement créée ex nihilo: une grandeur positive serait extraite d'une grandeur nulle, comme le lapin du chapeau. Toute banque (de dépôt) crée et détruit dans le même mouvement. Une grave question se pose alors: si toute monnaie disparaît à l'instant où elle apparaît, comment l'économie peut-elle disposer d'une monnaie positive? L'embarras semble d'autant plus grand que cette fois la destruction de la monnaie se produit à l'instant de sa création dans le temps chronologique. Si la monnaie n'était détruite que rétroactivement, on comprendrait aisément son existence «temporaire», maintenue avant le jeu de la rétroaction. Toutefois, comment le lapin sortirait-il du chapeau, même temporairement? La monnaie est bien détruite à l'instant où elle naît. Or, bien qu'elle soit immédiatement détruite, la monnaie bancaire laisse une trace dans l'économie: trace qui n'est autre que le capital monétaire, pont entre les revenus présents, aussitôt détruits, et les revenus futurs, à naître de l'écoulement des produits stockés. Il suffit que le revenu existe à l'instant de sa création; sa disparition engendre un capital équivalent; et tout capital est un revenu futur, de nouveau équivalent.

La monnaie bancaire apporte donc le capital, financier et réel. Toute économie privée de banque l'est également de tout capital net. Mais la substitution de la monnaie bancaire à la monnaie «matérielle» n'a pas seulement permis l'accumulation du capital: elle définit le capitalisme, régime des productions duales ou de la suraccumulation. Depuis les révolutions industrielles, les capitaux instrumentaux suraccumulés ont créé le bien-être matériel de nos sociétés. Maintenant le temps de l'accumulation simple est venu, car la suraccumulation comporte désormais plus de coûts que d'avantages. Entièrement dus à la suraccumulation, l'inflation et le chômage sont devenus intolérables. Après la réforme des banques, les investissements seront financés par l'épargne des ménages, qui convertira ainsi tous les profits non redistribués.

L'économie ne comportera plus alors que deux catégories de revenus, les salaires et les revenus non salariaux. Tous les revenus qui, dans le régime actuel, sont automatiquement et instantanément dénaturés en capital (la suraccumulation) auront disparu. Mais comment expliquer la persistance des profits redistribués? Rappelons qu'ils existaient déjà bien avant la genèse des monnaies bancaires, donc bien avant que le capital-temps et, a fortiori, le capital fixe ne fussent nés. C'est que l'explication profonde des profits redistribués est ricardienne: ils sont étroitement apparentés aux intérêts. Est-ce à dire que l'intérêt précède le capital? Nullement. Le capital est une réalité concrète bien avant l'introduction des monnaies bancaires: l'emprunteur doit un revenu au porteur. Dans cette relation, le capital est à la fois positif et négatif; il n'est pas net dans la société. Il n'empêche qu'il porte intérêt. La première forme de l'intérêt se rapporte au capital à somme nulle: l'intérêt originel («Urzins») est un pur transfert, un revenu dû par l'emprunteur au porteur («Leihzins»). Après l'introduction de la monnaie bancaire, le capital-temps est net dans la société. Or l'intérêt dû sur le capital net est encore un «Leihzins», un revenu de transfert. La seule différence est celle-ci: les entreprises doivent pouvoir écouler leurs stocks à un prix qui couvre les intérêts dus.

La raison d'être fondamentale des revenus non salariaux vient d'être énoncée; les dividendes sont les intérêts des actions, les intérêts au sens strict étant servis aux titulaires des obligations: dans

les deux cas, les firmes doivent trouver dans la vente des biens-salaires le financement de la production à la fois des biens salariaux et des «biens-intérêts». En tout temps, les profits tendent à s'identifier aux intérêts dus par les firmes, sur le capital-temps accumulé. (Les entreprises ne doivent aucun intérêt pour le capital investi puisque l'épargne prélevée par le troisième département a son origine première dans les salaires formés en profits.)

Seule l'«aventure», l'imagination créatrice et l'innovation des entrepreneurs, donnent aux profits une «avance» sur les intérêts, l'écart étant constamment soumis à la dure loi de la concurrence, dont l'effet est continûment de diminuer le profit, pour le réduire aux intérêts.

Le jour où la suraccumulation aura cessé d'exister, les profits seront comme le levain de la production, tout profit net (en dépassement des intérêts) étant le signe de la réussite de l'entreprise. Comme Keynes l'avait souhaité, la société vivra alors dans le régime du socialisme parfaitement libéral. Il est vrai qu'une grande tâche se présentera encore: la réforme du système monétaire international.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE DE HENRI GUITTON 9

PRÉFACE DE L'AUTEUR 27

INTRODUCTION GÉNÉRALE

LE QUANTUM DE TEMPS

CHAPITRE I. – LA PRODUCTION ET LE TEMPS 39

I. La production est un mouvement qui confirme les paradoxes éléatiques; toute production est un «mouvement immobile» dans le temps continu 41

II. Dans l'économie concrète, le produit national se forme en temps quantisé et simultanément en numéraire 60

III. La production donne le produit-numéraire parce que la monnaie est introduite dans le procès de production 62

CHAPITRE II. – LES DÉPENSES ET LE TEMPS 63

IV. Comme la production, les dépenses (en particulier monétaires) sont définies dans le temps quantique 63

CHAPITRE III. – LA PRODUCTION ET LA DÉPENSE FORMENT UN ÉVÉNEMENT UNIQUE: L'ÉMISSION 75

PREMIÈRE PARTIE

LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE DES SALAIRES AU CAPITAL

CHAPITRE IV. – DE LA PRODUCTION À L'ÉCOULEMENT DES BIENS: LA CRÉATION ET LA DESTRUCTION DES SALAIRES 82

V. La production est une opération ondulatoire, une émission 88

VI. L'appropriation directe par le travailleur de son propre produit 90

VII. Le versement des salaires en monnaie dite matérielle (non bancaire) est une opération ondulatoire, la dépense des salaires prolongeant instantanément leur formation 94

VIII. Etant fusionnée avec l'émission des salaires et plus profondément avec l'émission du produit, l'émission de la monnaie bancaire part d'une pure collection de nombres homogènes ou d'unités de monnaie nominale 98

IX. Le revenu monétaire s'inscrit dans la durée positive bien qu'il obéisse à la loi régissant tout revenu: il ne «dure» que l'espace d'un instant 105

X. La production nationale représentée à partir de la «sphère-zéro». Le produit n'est déposé dans le temps que sous l'identité de la monnaie bancaire 110

XI. Les revenus non salariaux sont créés et détruits dans le mouvement qui crée et détruit les salaires: le circuit des revenus non salariaux est compris dans le circuit des salaires 123

CHAPITRE V. – LE CAPITAL 151

XII. Quand la production-émission se ferme sur elle-même sans former le moindre capital net 152

XIII. Le capital-temps 154

XIV. Le capital fixe, forme élaborée du capital-temps 165

XV. L'approche du capital par l'analyse quantique des revenus aboutit à la synthèse du capital financier et du capital réel . 171

DEUXIÈME PARTIE

LE DYSFONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE: DU CAPITAL AU CAPITALISME

CHAPITRE VI. – THÉORIE QUANTITATIVE ET THÉORIE QUANTIQUE DE L'INFLATION 180

XVI. Toute monnaie est instantanément remplie d'un produit équivalent 180

XVII. Seule la théorie de l'émission permet d'expliquer l'inflation 184

CHAPITRE VII. – L'INFLATION ET LE CHÔMAGE ONT LA MÊME ÉTIOLOGIE: LES ÉMISSIONS VIDES 189

CHAPITRE VIII. – LES DEUX CAS BÉNINS DES ÉMISSIONS VIDES OU DE L'INFLATION 192

XVIII. Premier cas bénin des émissions vides: les banques prêtent plus de monnaie qu'elles n'en empruntent 192

XIX. Deuxième cas bénin des émissions vides: l'investissement net 198

XX. Bénigne en elle-même, l'émission vide définie par l'investissement net est lourde de conséquence; elle se traduit par l'«expropriation» des titulaires de revenus (y compris les profits): le capital fixe leur échappe 206

CHAPITRE IX. – C'EST JUSTEMENT PARCE QUE LE CAPITAL FIXE EST LA PROPRIÉTÉ D'UNE NON-PERSONNE (L'ENSEMBLE DÉSINCARNÉ DES ENTREPRISES), QUE SON AMORTISSEMENT SUSCITE LES ÉMISSIONS MALIGNES 210

XXI. L'additivité de la consommation et de l'investissement . . . 210

XXII. L'amortissement du capital fixe 211

XXIII. Circuit des salaires en présence de l'amortissement des capitaux fixes 214

CHAPITRE X. – DANS LE CAPITALISME LE PLUS AVANCÉ, LE TIERS DES INDUSTRIES DU PAYS ÉMETTENT DES SALAIRES VIDES 224

XXIV. Chaîne des flux en présence de l'amortissement du capital fixe 224

XXV. Les émissions vides malignes sont l'explication profonde de l'inflation et du chômage 227

XXVI. L'inflation dans le temps quantique 228

XXVII. L'inflation dans le temps continu 230

CHAPITRE XI. – LES ÉMISSIONS MALIGNES ET LE CHÔMAGE 234

XXVIII. La théorie des émissions donne l'explication profonde de la «stagflation» 234

TROISIÈME PARTIE

LES REMÈDES COURAMMENT PROPOSÉS, LEUR INEFFICACITÉ JUGÉE À LA LUMIÈRE DE LA THÉORIE DES ÉMISSIONS

CHAPITRE XII. – LA MONNAIE NE CIRCULE PAS DANS L'ÉCONOMIE . . . 244

XXIX. Il est naïf de chercher à agir sur les «variables réelles» par la manipulation des «variables monétaires» 244

XXX. Les flux monétaires sont des flux réels 250

XXXI. La politique des taux de l'intérêt est inefficace face au chômage 253

CHAPITRE XIII. – LOIN D'ÊTRE INDÉPENDANTES L'UNE DE L'AUTRE, L'OFFRE ET LA DEMANDE GLOBALES SONT LOGIQUEMENT FUSIONNÉES EN UNE GRANDEUR UNIQUE; SEULE LA CONFUSION D'ESPRIT PERMET DE LES SÉPARER 256

XXXII. La macroéconomie n'est pas fondée sur la microéconomie . 256

XXXIII. Le mythe de l'offre indépendante de la demande («supply-side economics») 260

XXXIV. Le mythe de la demande indépendante de l'offre («demand-side economics») 265

CHAPITRE XIV. – L'INFLATION ET LE CHÔMAGE SONT TOTALEMENT INDÉPENDANTS DU COMPORTEMENT DES AGENTS 271

XXXV. L'homme ne vit pas au-dessus de ses moyens. La raison en est dans une loi de la logique. Il est donc inutile d'en appeler aux préceptes moraux 274

XXXVI. Toute thésaurisation globale est une pure chimère. Quel que soit leur comportement, les agents dépensent la totalité de leurs revenus. La logique l'exige, dans le respect intégral du libre arbitre 277

XXXVII. Le comportement des titulaires de revenus est libre ou arbitraire. L'économie nationale n'est donc pas soumise au déterminisme. Malgré cela, les comportements respectent scrupuleusement la logique des émissions 282

QUATRIÈME PARTIE

LA SOLUTION EST DANS LA DIVISION DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE SELON TROIS DÉPARTEMENTS. LIBÉRÉE DES ÉMISSIONS VIDES, L'ÉCONOMIE NATIONALE OBÉIT À LA LOI DE SAY: ELLE ASSURE LE PLEIN EMPLOI SANS INFLATION.

CHAPITRE XV. – LA DIVISION DES BANQUES EN DEUX DÉPARTEMENTS 306

XXXVIII. Le premier département des banques 306

XXXIX. L'unité organique des deux départements 310

XL. Une économie qui aurait introduit les deux départements bancaires souffrirait encore de la crise car les émissions vides s'y poursuivraient; l'introduction du troisième département est donc nécessaire 313

CHAPITRE XVI. – L'ÉCONOMIE DOTÉE D'UN RÉSEAU DE BANQUES DE DÉPÔTS TOUTES DIVISÉES EN TROIS DÉPARTEMENTS SERA TOTALEMENT LIBÉRÉE DES ÉMISSIONS VIDES 321

XLI. L'adjonction du département du capital fixe 321

XLII. Pour conclure, montrons brièvement le fonctionnement parfaitement ordonné de l'économie du pays dans le nouveau régime des paiements bancaires 325

CONCLUSION GÉNÉRALE

LA DISTINCTION MICRO-MACRO EN ANALYSE ÉCONOMIQUE

CHAPITRE XVII. – LA MACROÉCONOMIE EST LE DOMAINE DES ÉCHANGES ABSOLUS 337

XLIII. Dès l'origine de l'humanité, le travail de l'homme est un échange absolu 339

XLIV. Toutes les transactions sur les trois marchés sont des échanges absolus 344

XLV. La macroéconomie est la science des échanges absolus 353

CHAPITRE XVIII. – CONFRONTATION DES DEUX PARADIGMES: ÉCHANGES ABSOLUS, ÉCHANGES RELATIFS 357

XLVI. La présence d'un échange absolu au sein du réseau des échanges relatifs 358

XLVII. Même en théorie pure, aucun bien ne peut, au sein du réseau des échanges relatifs, être transformé en un nombre sans dimension 361

XLVIII. La transformation des produits en nombres sans dimension est l'opération macroéconomique par excellence, l'émission 364

XLIX. Les échanges relatifs trouvent leur justification fondamentale dans le rejet des échanges absolus tels qu'ils étaient conçus par les Classiques 369

L. Selon leur conception moderne, les échanges absolus sont présents simultanément sur les marchés des services producteurs et des produits 371

CHAPITRE XIX. – LA DÉTERMINATION DES SALAIRES 377

LI. Causalité et émission 377

LII. L'émission des salaires dans le régime du salariat généralisé 386

CHAPITRE XX. – LE CIRCUIT, CONCEPT MACROÉCONOMIQUE PAR EXCELLENCE, EST L'IDENTITÉ DU FLUX ET DU REFLUX DES REVENUS 405

LIII. Monnaie et crédit 405

LIV. Toute épargne est finalement dépensée et la dépense de toute épargne est un achat de biens de consommation 421

LV. Le temps de tout circuit économique est l'instant 427

SYNOPSIS DE LA MACROÉCONOMIE QUANTIQUE

1. LA PRODUCTION ET LE TEMPS 437

Le temps 437

La production 440

2. LA PRODUCTION ET LES DÉPENSES 449

Toute dépense monétaire est une demi-dépense réelle 449

3. LA MESURE EN ÉCONOMIE ET EN SCIENCE ÉCONOMIQUE 453

La mesure du produit selon les Classiques 453

La mesure du produit selon les Néoclassiques 455

La résolution du mystère de la mesure en économie 456

Les grandeurs nominales et les grandeurs réelles 459

Le produit et le temps 461

4. LA CRÉATION DE LA MONNAIE 465

Les trois créations monétaires: la formation des revenus, la destruction des revenus et la transmission des épargnes 465

Tous les revenus, salariaux et non salariaux, sont émis dans l'émission des seuls salaires 472

5. LE CAPITAL 481

Le capital-temps 481

Le capital fixe 494

6. L'INFLATION EST UNE «MALFORMATION» DU CAPITAL 502

La théorie quantitative de la monnaie 502

La théorie quantique de la monnaie 504

La définition de l'inflation 504

7. AU PLUS PROFOND, L'INFLATION EST DUE AU DYSFONCTIONNEMENT SYSTÉMATIQUE DE L'AMORTISSEMENT DU CAPITAL FIXE 512

L'investissement net apporte un capital monétaire aux titulaires de revenus 512

La production des biens d'amortissement n'apporte que le «vide» aux titulaires de revenus: elle ne leur donne ni revenu ni capital 516

8. PRODUCTION DU DEUXIÈME SECTEUR, L'INFLATION EST DÉFINIE DANS LE TEMPS QUANTIQUE; SA MESURE DANS LE TEMPS CONTINU NE LAISSE PAS APPARAÎTRE L'AMPLEUR DU DÉSORDRE 535

9. LE CHÔMAGE INVOLONTAIRE SERAIT NÉCESSAIREMENT NUL SI L'ÉCONOMIE NATIONALE NE COMPORTAIT PAS LA PRODUCTION DUALE . . 545

En l'absence de la production du deuxième secteur, la loi de Say implique la nullité de tout chômage involontaire 546

Dès que l'économie nationale comprend le deuxième secteur, la loi de Say reste pleinement valide mais elle est désormais compatible avec l'existence d'un chômage positif 552

10. NI L'INFLATION NI LE CHÔMAGE N'EXISTERAIENT DANS UNE ÉCONOMIE OÙ TOUT LE CAPITAL MONÉTAIRE TRANSITERAIT PAR LES MARCHÉS FINANCIERS 559

L'intérêt est un revenu de transfert. Les intérêts positifs suscitent cependant les rendements positifs des capitaux investis 559

Le profit non inflationniste est, pour l'essentiel, réductible aux intérêts «émis» par l'ensemble des épargnants 566

En tout état de cause, le revenu national est pleinement déterminé sans égard aux taux de l'intérêt 568

Tous le désordre (inflation et chômage) est engendré par les flux financiers qui ne transitent pas par le marché 569

GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX CONCEPTS 571

POSTFACE 575

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN MARS 1984
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE SAINT-PAUL,
À FRIBOURG.

Imprimé en Suisse

Fondé sur plus de trente années de recherche, ce livre propose une synthèse des pensées classique, néoclassique et keynésienne, de la monnaie au revenu et du revenu au capital. Le fonctionnement logique de l'économie nationale est ainsi mis en lumière. Par là même, la réflexion devient capable de saisir les graves dysfonctionnements de l'économie: inflation et chômage. Cependant, l'analyse ne reste pas au niveau abstrait: du jour où le système bancaire sera divisé en trois départements – émission, épargne et capital fixe – l'inflation et le chômage seront vaincus, car la loi de Say-Keynes exercera alors tout son effet. La crise du capitalisme est due aux malformations du capital fixe; or la division des banques en trois départements empêchera désormais toute suraccumulation du capital.

Bernard Schmitt est né à Colmar en 1929. Avant son doctorat (Paris, 1958), il poursuit ses études à Trinity College, Cambridge, sous la direction de Piero Sraffa et du Professeur Dennis Robertson. En 1954, il entre au Centre National de la Recherche Scientifique (Paris). Il est professeur aux Universités de Fribourg (Suisse) et de Dijon, où il dirige le Centre d'Etudes monétaires et financières. Ses travaux en théorie macroéconomique et en analyse monétaire furent récompensés par deux médailles du CNRS (1961 et 1973).

OUVRAGES de BERNARD SCHMITT:

La formation du pouvoir d'achat (Sirey, Paris, 1960).
Monnaie, salaires et profits (PUF, Paris, 1966, et Castella, Albeuve, 1975).
L'analyse macro-économique des revenus (Dalloz, Paris, 1971).
Macroeconomic Theory, a fundamental revision (Castella, 1972).
New proposals for world monetary reform (Castella, 1973).
Théorie unitaire de la monnaie, nationale et internationale (Castella, 1975).
Génération de la monnaie des monnaies européennes (Castella, 1975).
L'or, le dollar et la monnaie supranationale (Calmann-Lévy, Paris, 1977).
La monnaie européenne (PUF, 1977).
Teoria unitária da moeda (Edições Melhoramentos, Editora da Universidade de São Paulo, 1978).
Die Theorie des Kreditgeldes (Gustav Fischer, Stuttgart, 1978).
«Time as Quantum» in *Advances in Economic Theory*. Edited by Mauro Baranzini (Basil Blackwell, Oxford, 1982).
La France souveraine de sa monnaie (Castella, Albeuve, et Economica, Paris, 1984).
Inflation, chômage et malformations du capital (Castella, Albeuve, et Economica, Paris, 1984).
Introduzione agli Scritti monetari di D. Ricardo (Istituto dell'Enciclopedia Italiana, Roma, 1984).

OUVRAGES de BERNARD SCHMITT et ALVARO CENCINI

La pensée de Karl Marx, critique et synthèse.
Vol. I. *La valeur* (Castella, 1976).
Vol. II. *La plus-value* (Castella, 1977).

Couverture: *Balancier interne* de la série JAPON. Création de René Pythoud, Vevey. Cliché du Studio-photo Edouard Curchod, Vevey.

ISBN: Castella: 2-88087-011-9 ISBN: Economica: 2-7178-0720-9